



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

JOURNAL
DES
ÉCONOMISTES

JOURNAL DES ÉCONOMISTES

REVUE
DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE
ET DE LA STATISTIQUE

44^e ANNÉE DE LA FONDATION

4^e SÉRIE. — 8^e ANNÉE

TOME TRENTE-UNIÈME

(JUILLET A SEPTEMBRE 1885)

UNIVERSITY LIBRARY

PARIS

LIBRAIRIE GUILLAUMIN ET C^o, ÉDITEURS

de la Collection des principaux Économistes, des Économistes et Publicistes
contemporains, de la Bibliothèque des sciences morales et politiques,
du Dictionnaire de l'Économie politique,
du Dictionnaire universel du Commerce et de la Navigation, etc.
14, RUE RICHELIEU, 14

1885

УВАЖАЮЩЕЕ СЛОВО

152221

Mais que ressort-il de cette analyse? C'est que toute entrave opposée à la liberté, c'est-à-dire à la mise en œuvre de la puissance créatrice de la valeur, et toute atteinte portée à la propriété, c'est-à-dire à la valeur créée, doit avoir pour effet naturel de diminuer ou même d'empêcher la création des valeurs, et par conséquent de causer un dommage, une nuisance à la généralité de l'espèce humaine. Cela étant, comment s'expliquer la tendance plus ou moins prononcée, mais universelle, qui pousse l'homme à attenter à la liberté et à la propriété des autres hommes?

Cette tendance nuisible et qu'on peut considérer comme la cause principale des maux de l'humanité a ses racines dans la constitution même de la valeur. La valeur est constituée par la combinaison de deux éléments économiques : une dépense de forces ou de pouvoirs producteurs, une acquisition de forces ou de pouvoirs réparateurs. Toute dépense de forces est accompagnée d'une peine, toute réparation ou consommation procure au contraire une jouissance. Or quelle est l'impulsion naturelle à laquelle obéissent toutes les créatures vivantes? C'est de chercher le plaisir et d'éviter la douleur, c'est d'obtenir un *maximum* de jouissances en échange d'un *minimum* de peine. Tel est le principe de la loi de l'économie des forces et c'est à cette loi, corroborée par la concurrence, que l'espèce humaine est redevable de tous ses progrès.

Mais il y a deux manières de se procurer le pouvoir réparateur, partant la jouissance que contient la valeur. C'est de produire ce pouvoir en dépensant la force, en s'imposant la peine que cette production exige ou bien c'est de l'enlever par violence ou de le soustraire par ruse à ceux qui le produisent. Si le second de ces procédés comporte une peine moindre que le premier, ne sera-t-on pas porté à l'employer de préférence et d'autant plus que la différence sera plus grande? Tel était le cas surtout dans l'enfance de l'industrie. La quantité de forces qu'il fallait dépenser, la somme de peine qu'il fallait s'imposer pour produire les pouvoirs réparateurs nécessaires à l'entretien de la vie était alors à son maximum. Les hommes qui dépassaient les autres en force et en courage physiques tout en leur demeurant peut-être inférieurs sous le rapport des aptitudes productives, n'ont pas manqué de s'apercevoir qu'il leur était plus avantageux de dérober les fruits du travail d'autrui que de produire eux-mêmes leur subsistance. Cette méthode économique d'appropriation de la valeur s'est développée ensuite et diversifiée à mesure que l'industrie s'est perfectionnée et que la richesse s'est multipliée. Il suffit de jeter un simple coup d'œil sur le rôle énorme qu'elle n'a cessé de jouer dans les affaires du monde et sur les coûteux appa-

somption dépasse la peine que leur production a coûtée, on cesse de produire; la société s'appauvrit et elle ne tarde pas à périr.

Tel serait le cas d'une société au sein de laquelle aucun pouvoir n'existerait pour assurer contre ce risque les valeurs personnelles, immobilières et mobilières. C'est cet état de société que l'on a désigné sous le nom d'anarchie, et qu'une école d'utopistes a entrepris de réhabiliter. On ne peut concevoir l'existence d'une telle société qu'à une condition, savoir que les individualités humaines de toute race et de toute couleur soient naturellement aussi portées à respecter la propriété d'autrui qu'elles sont animées de la tendance contraire. Ajoutons que si cette perversion morale est particulièrement prononcée chez les races et les individus les moins cultivés, elle existe encore cependant, à un degré appréciable, jusque dans l'élite des sociétés les plus civilisées. Il se peut qu'elle finisse par disparaître, tant sous l'influence du progrès moral que sous celle du progrès général de la *machinery* et des méthodes de la production qui rend la création de la valeur moins coûteuse, combiné avec le progrès spécial de l'industrie de la répression qui rend le vol plus difficile et moins avantageux. Mais en attendant que ces divers progrès soient réalisés, aucune société ne pourrait subsister si la propriété, sous ses différentes formes, n'y était point garantie contre le vol et la destruction.

Quelle serait, dans l'état actuel des choses, la situation des individus dans une société anarchique? Tous seraient obligés de consacrer la plus grande partie de leurs pouvoirs productifs à la défense de leurs propriétés, en même temps qu'ils en employeraient une autre partie à essayer de s'emparer des propriétés d'autrui. Ce serait une lutte permanente et universelle. Remarquons encore que si chacun en s'assurant ainsi soi-même pouvait garantir ses propriétés contre les atteintes individuelles, il serait dans l'impossibilité de résister à des agressions collectives, venant du dedans ou du dehors, et que les anarchistes finiraient invariablement par être détruits ou réduits en esclavage. C'est pourquoi nulle part, même chez les peuples les plus pauvres et les plus arriérés, on ne constate, sauf d'une manière accidentelle, l'existence de l'anarchie. Tous sont pourvus d'un gouvernement, c'est-à-dire d'une entreprise dont la fonction principale consiste à garantir la propriété, sous ses trois formes : personnelle, immobilière et mobilière. Ce gouvernement est un produit naturel de la loi de l'économie des forces. Si coûteux et si imparfait qu'il soit, il revient moins cher et il est plus efficace que ne pourrait l'être l'assurance de chacun par soi-même. On le trouve, constitué et organisé sous des formes diverses, selon les lieux et les

provient de l'imperfection et de la corruptibilité de la nature humaine, est sans contredit la plus importante. Considérons la multitude des individus de toutes races, de toute condition et de tout âge qui peuplent notre globe, combien en trouverons-nous qui aient la capacité physique, intellectuelle et morale nécessaire pour résoudre le problème de l'existence, sans nuire aux autres et à eux-mêmes ; qui sachent, d'une part, appliquer les pouvoirs productifs dont ils disposent aux entreprises où ces pouvoirs sont le plus utiles ; qui sachent, d'une autre part, les conserver par une consommation saine et judicieuse, et les reproduire à la fois par une juste proportion établie entre leur consommation actuelle et leur consommation future, et une proportion non moins rigoureuse dans l'application de leur épargne à la formation des capitaux personnels, immobiliers et mobiliers ? Cette capacité du *self-government* est rare et inégalement distribuée. Le trait dominant et caractéristique de la multitude, après la tendance à s'emparer du bien d'autrui, c'est l'imprévoyance : c'est la propension à satisfaire ses besoins et ses appétits actuels sans se préoccuper de ses besoins futurs et des obligations à échéance, qu'elle se crée en les satisfaisant ; c'est, par exemple, la tendance à se multiplier sans aviser aux moyens de pourvoir à l'éducation et à l'entretien des enfants jusqu'à ce qu'ils soient en état de pourvoir eux-mêmes à leur subsistance. De là, dans toutes les sociétés humaines, non seulement le besoin d'une assurance contre la tendance à s'emparer du bien d'autrui, mais encore le besoin d'une tutelle destinée à subvenir à l'insuffisance du *self-government* individuel, en obligeant chacun, sous des pénalités physiques ou morales, à donner aux pouvoirs productifs dont il dispose la destination la plus utile, à régler sa consommation, et finalement à prendre l'habitude de remplir de lui-même, par sa propre initiative, toutes les obligations qui dérivent de la nature de l'homme et des conditions de son existence. Cette tutelle a un code qui embrasse tous les actes de la vie et qui se compose d'un ensemble de règles, lois, coutumes ou usages, dont l'expérience a démontré l'utilité. Elle peut être, elle est même nécessairement imparfaite, comme tout ce qui vient de l'homme ; elle doit se modifier et se restreindre à mesure que l'individu devient plus capable du *self-government* ; bref, n'être ni excessive ni insuffisante, et n'enlever au pupille pour l'attribuer au tuteur que la portion de pouvoir dont celui-là ferait un usage moins utile. Mais ce qui atteste sa nécessité, en dépit de son imperfection souvent grossière et des frais de l'appareil coercitif qu'elle exige dans quelques-unes de ses parties, c'est son universalité. Il n'existe aucun pays où l'individu ne soit assujetti, en dehors des restrictions et impositions nécessaires

étant assurés de recueillir toute la jouissance attachée à la peine que nécessite la création de la valeur. D'un autre côté, la capacité de chacun à gouverner ses affaires, c'est-à-dire à fonder des entreprises ou à y coopérer, étant entière, les industries qui pourvoient à la satisfaction de la multitude des besoins des hommes s'établiraient toujours dans les endroits et les conditions les plus économiques, elles seraient dirigées, gouvernées, administrées et desservies d'une manière irréprochable, leur production et leur offre dans les différentes parties du vaste marché du monde ne seraient jamais ni insuffisantes, ni surabondantes. La distribution ne serait troublée ni par les monopoles qui empêchent le prix des produits et des services de se fixer au taux nécessaire, auquel la concurrence tend incessamment à les ramener, ni par les vices qui font obstacle à la conservation, à la reproduction et à l'accroissement du capital et à son investissement proportionnel dans les agents productifs, en grossissant la rétribution de ceux qui sont à l'état de déficit aux dépens de ceux qui sont à l'état d'excédent. L'équilibre s'établirait de lui-même entre la production et la consommation au niveau des moindres frais de production, et de même entre la rétribution des agents productifs, personnel et matériel, capital et travail, au niveau des frais nécessaires pour les entretenir, les reproduire et déterminer ceux qui les possèdent à les engager dans la production au lieu de les laisser inactifs et improductifs. Il n'y aurait plus d'autres causes de souffrances et de désordres que celles qui proviennent des difficultés de la production et de l'imperfection du milieu où l'homme est placé. Encore ces difficultés et ces imperfections iraient-elles en diminuant avec rapidité. L'industrie humaine, animée par le stimulant que procurerait à chacun la certitude de posséder toute la jouissance achetée par sa peine, acquerrait bientôt un maximum de puissance et de fécondité; elle finirait sinon par venir à bout des obstacles que l'irrégularité des saisons, les accidents atmosphériques et terrestres opposent à l'établissement du bien-être permanent et de l'ordre universel, du moins à les réduire à un imperceptible minimum. Bref, ce serait l'âge d'or.

Mais est-il nécessaire de remarquer combien nous sommes loin de cet idéal, et malgré la longueur du chemin que nous avons déjà parcouru, combien long est encore le chemin que nous avons à parcourir pour l'atteindre. De plus, si nous considérons la grossièreté et la bassesse originaires de notre nature, nous ne pouvons guère nous flatter d'arriver jamais à l'état de perfection morale qu'il exige. Nous pouvons avoir seulement l'espérance d'en approcher.

Maintenant, quel chemin faut-il prendre pour y marcher? Est-ce la voie artificielle que les socialistes s'évertuent à tracer, sans s'être

les empêche pas d'être d'accord sur la nécessité d'opérer sans retard la révolution sociale, laquelle possède, à ce qu'il semble, une vertu souveraine et mystique pour les résoudre. Mais, quelle que fût cette solution, tous les membres de la communauté ou de la collectivité dépendraient de l'État, qui se chargerait de gouverner leur production et de la rétribuer, qui serait bien forcé aussi de gouverner leur consommation et leur reproduction. Ce régime s'appelait autrefois la servitude. Serait-ce un progrès de le rétablir?

Comme nous le remarquons au début de ces études, la solution économique de la « question sociale » diffère essentiellement de la solution anarchiste, en ce qu'elle tient compte de l'imperfection native de la nature humaine, que les anarchistes supposent parfaite et que les économistes considèrent simplement comme perfectible, et elle est diamétralement opposée à la solution communiste ou collectiviste. Elle ne consiste pas, comme celle-ci, à universaliser la tutelle de l'individu; elle consiste à réduire cette tutelle au strict nécessaire, tout en la rendant plus efficace et moins onéreuse; elle consiste enfin et surtout à mettre l'individu en état de se passer de tutelle. Elle n'implique pas seulement un progrès dans l'art de gouverner les autres, mais encore un progrès dans l'art de se gouverner soi-même. A ces progrès de la tutelle et du *self-government* qui rendent l'homme plus capable de se conformer aux lois naturelles d'utilité et de justice qui régissent la production et la distribution de la richesse, se joignent ceux des instruments et des méthodes, qui diminuent la somme de travail à l'aide de laquelle tout produit s'achète, en permettant ainsi à chacun d'obtenir à meilleur marché, c'est-à-dire en échange d'une moindre somme de peine, une plus grande quantité et une plus grande variété de jouissances.

Détruire les obstacles de tous genres, provenant de l'homme et du milieu, qui s'opposent à l'action impulsive et régulatrice des lois naturelles, voilà, pour tout dire, en quoi consiste l'œuvre du progrès, telle que nous la comprenons. C'est une œuvre immense et complexe. Toutes les sciences et tous les arts y contribuent, aussi bien les sciences physiques et naturelles et les arts qui en dérivent, que les sciences morales et politiques. Elle est la résultante de tous les progrès réalisés ou en voie de réalisation dans toutes les branches de l'activité humaine. Et, nous le demandons, cette conception économique du progrès n'est-elle pas autrement large que la conception socialiste qui le fait dépendre d'un seul art, celui d'organiser la société et de la gouverner, comme s'il s'agissait d'un troupeau de bœufs ou de moutons?

G. DE MOLINARI.

protectionisme ou libre-échange ? excita bientôt — surtout après les vigoureuses attaques de Frédéric List contre ce dernier ¹ — l'intérêt général que la nation entière portait aux préceptes économiques pratiqués par les gouvernements dans l'administration intérieure et dans la politique extérieure. L'homme d'État qui était appelé à décider les questions économiques d'une manière objective n'avait pour tout appui qu'une théorie qui se rapportait principalement à l'économie privée et à laquelle une pratique ultra-libre-échangiste semblait devoir se rattacher. Mais les idées universelles et absolues de cette dernière venaient d'être attaquées et ébranlées en Allemagne par l'école théologico-féodale, et ce fait avait contribué à nuire à l'autorité de la *théorie* anglaise, qu'on trouvait trop abstraite et trop rudimentaire pour expliquer d'une manière satisfaisante la plupart des phénomènes économiques journaliers et qui menaçait encore, — surtout sous l'influence de la philosophie hégélienne, — de se volatiliser dans l'esprit de quelques économistes allemands en pure spéculation dialectique.

En outre, la philosophie rationaliste du siècle passé, qui avait vu naître la nouvelle science, commençait à faire place à une autre manière de voir. Montesquieu avait déjà dit en 1748, que « les êtres particuliers intelligents peuvent avoir des lois qu'ils ont faites : mais (qu') ils en ont aussi qu'ils n'ont pas faites » ², et Burke, attaqua vivement dix ans plus tard ³ les idées rationalistes sur l'essence et l'origine de la société et de ses institutions, qu'il a reconnues être en partie le « résultat non réfléchi » du développement historique.

Ce progrès — qui d'ailleurs, se manifeste en général d'une manière analogue dans la philosophie de notre siècle et atteint son point culminant dans la biologie de nos jours — ne devait pas rester sans influence sur la philosophie du droit. A l'époque de l'origine de l'historisme économique, Savigny et son école avaient déjà posé en axiome le développement organique, la descendance du Droit et son *étude purement historique*.

Si nous mentionnons encore et surtout le nouvel essor que l'*historiographie* a pris en Allemagne dans le premier quart de notre siècle, ainsi que le fait que la politique et l'histoire y étaient enseignées en quelque sorte parallèlement et souvent par le même pro-

¹ Le principal ouvrage de List, son *Système national de l'économie politique* (Nationales System der politischen Oekonomie), parut en 1841.

² *Esprit des lois*, I, 1.

³ *Reflections on the Revolution in France*. Works, III.

En relisant ces points fondamentaux on ne manquera pas d'y reconnaître l'historien. La définition de son *but* est la définition d'une science *historique*. Dans ses *Principes d'économie politique* M. Roscher définit¹ notre science comme *l'étude des lois du développement de l'économie publique, des lois de la vie économique des peuples* — (philosophie de *l'histoire économique générale des peuples*) — et il reconnaît comme but de la « méthode historique ou physiologique » la simple *description* de la nature économique des peuples et de leurs besoins, — des lois et des institutions destinées à procurer la satisfaction de ces besoins — et du succès plus ou moins grand avec lequel elles ont été appliquées. Ce sera donc, ajoute-t-il, pour ainsi parler, *l'anatomie et la physiologie de l'économie sociale*.

Arrêtons-nous à l'idée de l'étude des lois du développement économique des nations, que M. Roscher considère comme étant adéquate à l'idée de notre science. — Entend-il préciser et fixer à l'aide de l'histoire les facteurs qui ont déterminé l'évolution économique des nations, ainsi que leur action, — ou bien s' imagine-t-il trouver des lois pour ainsi dire absolues, partout fixes et invariables, et trouve-t-on en lui un adepte de Vico, admettant que le développement des peuples suit la même filière, leur cours étant une répétition en cercle du passé ? Sans répondre directement à cette question, M. Roscher cherche à constater, à l'aide des parallélismes qu'il croit reconnaître dans l'histoire, les analogies de la marche évolutive des peuples — et cela d'une manière tout à fait empirique, c'est-à-dire sans essayer d'en expliquer les causes.

Mais ces parallélismes économiques existent-ils en réalité ?

Wolowski paraît les proclamer lorsqu'il objecte quelque part à

manière, ce sont surtout les peuples anciens dont le développement est achevé qui sont, suivant M. Roscher, importants pour cette étude comparée du développement des peuples. M. Roscher pensait induire de ce que la marche évolutive des divers peuples présenterait de commun et d'analogue, la loi générale de leur développement économique (p. 2, § 3). « Là où l'économie publique de nos jours prendrait un développement semblable à celui de l'ancienne économie, on pourrait trouver pour le juger, dans le parallélisme que celui-ci nous offre, un secours inestimable », poursuit-il (p. IV).

La méthode historique, dit-il enfin, ne louera pas facilement une institution économique pour elle-même, car il n'y en a point qui aient été salutaires ou nuisibles à tous les peuples et à tous les degrés de culture. La science devra démontrer comment et pourquoi ce qui était raisonnable a fini par être déraisonnable et ce qui était un bienfait par être un fléau.

¹ *Grundlagen der Nationalökonomie*. Stuttgart, 16^e édit., 1882, § 16, p. 33.

ce que dit un auteur ¹ — en 1848 et en 1863 ², mais ces deux travaux, arrivés aux parties décisives, se sont arrêtés et ne forment que des fragments.

Il y a toutefois quelques différences entre l'économie politique historique dans le sens de M. Roscher et l'école historico-éthique de MM. Hildebrand, Knies et Kautz, mais ces différences ne se constatent d'une manière tranchée que chez les chefs de ces « deux branches d'un tronc commun », tandis que la plupart des économistes allemands combinent de différentes manières les vues qui sont plus particulièrement prononcées chez l'un ou chez l'autre de ces économistes.

L'économie politique historique ou historico-physiologique de M. Roscher subit l'influence de la doctrine de lois absolues. Il y a des lois générales du développement économique, dit-il, auxquelles l'individu est soumis. La fraction historico-éthique de MM. Hildebrand ³ et Knies proteste contre le déterminisme que cette assertion semble contenir. L'homme est un être éthique, disent les partisans de cette école, MM. Schütz († 1875), Mangoldt († 1865), Schönberg et d'autres, — c'est-à-dire qu'il jouit du libre arbitre et tend à réaliser de son propre mouvement ce qu'il reconnaît comme bon et juste.

« La vie des peuples, suit *une voie évolutive continue*lle qui exclut la supposition que le cours de la vie des peuples postérieurs soit entièrement identique à celui des peuples antérieurs », a dit M. Knies en 1855 ⁴, et « l'économie politique doit constater dans le cours des événements économiques le *progrès*, et dans la vie économique de l'humanité le perfectionnement de l'espèce humaine », a écrit M. Hildebrand en 1863.

M. Knies et ses partisans s'occupent de l'avenir, en regardant le présent comme une phase déjà accomplie d'un développement continu. « Si la science n'admettait pas l'axiome *nullement fondé* que chaque situation se retrouve dans un temps antérieur, dans un état pareil, elle ne pourrait jamais donner de conseil sur aucune question actuelle, mais elle serait réduite à rendre compte des événements, et cela lorsqu'ils seraient déjà passés », dit M. Knies (*loc.*

¹ Menger. *Untersuchungen über die Methode der Socialwissenschaften und der Politischen Oekonomie insbesondere*, IV^e livre, p. 228.

² V. les *Jahrbücher für Nationaloekonomie und Statistik* de 1863, I.

³ M. B. Hildebrand est mort en 1878, professeur à l'Université de Jéna.

⁴ V. Karl Knies. *Die Politische Oekonomie vom geschichtlichen Standpunkte*, 2^e édit. Braunschweig, 1882, p. 42.

exacte, c'est-à-dire
empiriquement, lui fait

l'économie politique « d'a-
la faire valoir cette mé-
la compréhension *his-*
t par une *philosophie de*
sur le caractère relatif de

ager — la théorie de l'éco-
comprenant des lois empi-
régulières, variant selon les
étude spécifiquement histo-
nement justifiée de l'écono-

acteurs qui constituent l'état
rique de la genèse de cet état
analogues, a transformé peu à
ques en études historiques. En
ne la loi qui pourrait se mani-
s qui constituent l'histoire éco-
la loi du *devenir*, ou en étudiant
du monde physique et de la si-
r son état économique, la science
n étude, à savoir : les relations
nes économiques.

ant des lois absolues, M. Roscher
rines anglaises et du développement
Allemagne que celle de Vico, et que,
teur de l'historisme économique, de
semblable à celui auquel la jurispru-
celle de Savigny et d'Eichhorn¹, ce
une *étude purement historique* qui relie
le Savigny à celle de M. Roscher. — Si la
qu'elle est censée avoir est autre, de même
risme économique allemand n'a d'analogie
ni droit qu'en tant qu'il a clairement formulé
avec notre conception moderne du monde

en général — le caractère relatif de chaque état économique et des facteurs qui le constituent. L'école historique a fait valoir l'influence déterminante des circonstances et l'évolution des formes de la vie économique, ou, si l'on veut, la relativité des lois empiriques de l'économie publique. C'est là aussi son grand mérite.

Tandis que la théorie anglaise avait revêtu une forme universelle, absolue et abstraite, et semblait vouloir dégénérer en pures spéculations, en quittant le terrain de l'observation analytique, l'historisme attira les regards vers l'étude réaliste des faits. L'interprétation que la théorie régnante donnait aux phénomènes économiques paraissait souvent volontaire et faite *a priori*, et ne s'étendait guère que sur les faits qui rentrent dans l'économie privée. Par contre, l'historisme, issu d'une époque où prédominait en Allemagne un fort sentiment de communauté nationale¹, étudia l'économie collective dans son développement historique² et dans ses rapports avec la culture et la situation géographique. Il releva par conséquent aussi l'idée de la relativité dans l'examen de l'économie privée des individus d'un pays ou d'une époque. Cependant l'étude inductive des facteurs communs de tous les faits économiques du même genre (échange, prix, etc.) fut promptement remplacée par des recherches historiques ou ethnographiques et, dans le meilleur des cas, statistiques. Tout en méprisant le *matérialisme* (?) de l'ancienne doctrine, la nouvelle école perdit de vue les forces spécifiquement économiques. Mécontente de l'ancienne manière de voir et se tournant davantage vers l'étude de l'économie publique, elle accusa d'*atomisme* toute tendance à interpréter les faits économiques d'une manière exacte, et qualifia de *cosmopolitisme* les essais théoriques. L'historisme porte aussi l'empreinte du temps agité par de très importantes questions pratiques où il a pris naissance, ainsi que de l'historiographie à laquelle il doit son origine, en ce qu'il efface la ligne de démarcation entre la théorie et l'art, entre l'étude pure-

¹ Voir l'article de Wolowski sur le *Mouvement des idées économiques en Allemagne* dans l'« Annuaire de l'économie politique » pour 1844.

² La vie sociale subit, — dit M. Ingram dans son discours sur la réforme de l'économie politique (*The present position and prospects of Political Economy*, Dublin, 1878, p. 17), — des changements qui ne sont pas arbitraires, mais déterminés par certaines lois [?] et la force principale qui produit le mouvement social est l'influence accumulée qu'une génération précédente exerce sur celles qui suivent. L'étude historique nous expose et nous explique, ajoute-t-il plus loin, les tendances spontanées de l'humanité, les phases du développement produit par la nature des choses.

La *théorie* nous fait connaître la fonction de chaque facteur économique dans un certain état typique. Certes, cet état typique qui a de nos jours le caractère de la liberté économique, peut changer si nos usages, nos vues religieuses et morales, nos traditions, qui exercent une influence décisive sur le caractère de notre vie économique, viennent à changer. La théorie ne fera pas les mêmes constatations où il y aura d'autres mœurs ou d'autres agents moraux d'une grande importance. L'économie politique a néanmoins des bases qui sont immuables, à moins que le monde ne change au point que tous les soucis matériels ou économiques viennent à disparaître !

Les phénomènes dont nous nous occupons se développent un à un, individuellement ou typiquement, tout en changeant dans le cours du temps leur caractère spécifique, dit M. Menger, dans le deuxième livre de ses *Recherches sur la méthode des sciences sociales et de l'économie politique en particulier*, par lesquelles il a attaqué et ébranlé le règne de l'historisme en Allemagne, après que quelques mois auparavant M. H. Dietzel eut essayé dans une dissertation fort remarquée de remettre au jour l'importance de la théorie économique¹. Il faut que la théorie prenne comme base ou type d'étude un état particulièrement important par rapport aux lieux et au temps où nous vivons et qu'elle ne prenne en considération les modifications des autres temps ou des autres peuples qu'autant qu'un anatomiste européen tient compte des phases du développement du corps humain et des différences de races, — ajoute M. Menger. L'étude empirique devra toujours s'arrêter à des valeurs approximatives ; l'étude que l'historisme professe aura donc nécessairement les défauts qu'il se propose justement d'éliminer. Pour l'approfondissement *exact* qui vise à comprendre les choses par le « jeu des forces élémentaires », toute nouvelle forme évolutive est un nouveau problème qui agrandit le cercle de ses observations, mais qui ne touche pas à sa méthode. Quant à ce qui concerne l'économie pratique, il va sans dire que les différences de temps et de lieu doivent être prises en considération.

« Nous savons très bien que l'application d'une loi économique est influencée par le temps et le lieu », disait M. Maurice Block, il y a huit ans, dans une brochure allemande sur *la Quintessence du socialisme de la chaire*². « L'aimable professeur de Leipzig, M. Guillaume Roscher, s'est beaucoup occupé de philologie et d'histoire

¹ *Ueber das Verhaeltniss der Volkswirtschaftslehre zur Socialwirthschaftslehre*. Berlin, 1832. Impr. Bernheim.

² *Die Quintessenz des Kathedersocialismus*. Berlin, 1876. p. 11.

nouveau progrès en créant une science d'observation et d'abstraction, meilleure que celle dont on se détachait, on donna plus d'extension aux recherches historiques, soit sur l'histoire de certaines époques ou institutions, soit sur celle de certains dogmes. Les économistes qui ne professaient pas les dogmes anglais et qui ne se rattachaient au socialisme de la chaire, propagèrent les études historiques. En Italie, ce fut M. V. Cusumano et le fondateur des banques italiennes populaires, M. le député L. Luzzatti, qui donnèrent de l'élan à l'économie historique, mais non sans rencontrer une vive opposition. On connaît les articles que MM. Ferrara et Luzzatti ont échangés dans la *Nuova Antologia* de 1874. Aujourd'hui, de nombreux économistes italiens se rattachent à cette école, tout en adoptant en somme, comme le fait M. L. Cossa, les dogmes anglais. Nommons MM. Lampertico, Sinigaglia, Ricca-Salerno, Toniolo, Gobbi, Fornassi, Loria ¹.

En France, l'historisme n'a pas pris racine et n'a influencé les vues de quelques économistes qu'en tant qu'il renferme des principes justes ².

¹ Cependant nous voyons s'établir en Italie une tendance sociologique qui nous semble prouver une fois de plus qu'il y a d'autres moyens d'approfondir nos notions économiques que ceux sur lesquels s'appuie l'école historique. Pour reconnaître l'essence des divers phénomènes économiques et la nature de leurs facteurs, M. S. Cognetti de Martiis a entrepris l'étude de leur évolution successive dans les différentes sociétés animales et humaines. Dans ses *Forme primitive nella evoluzione economica* (Turin, 1881) il a étudié le mode d'économie auquel les abeilles, les fourmis, ainsi que les races humaines inférieures et plus avancées ont recours, et M. le docteur Hugo Rabbeno a continué cette étude, en appliquant la méthode de son savant ami au travail. (*L'Evoluzione del lavoro, saggio di sociologia economica*, I. Turin, 1883.)

² « La méthode historique.... fait comprendre la diversité des institutions économiques sous lesquelles ont vécu les peuples, tout en démêlant sous cette diversité les lois générales de la production et de la consommation ; elle montre les sociétés dans leur développement et marque la voie du progrès. Celui qui n'apercevrait dans l'histoire économique qu'une succession de faits sans lien et sans loi et celui qui croirait que les mêmes règles inflexibles peuvent expliquer tous les temps et tous les pays, s'égareraient l'un et l'autre.

« Les sciences morales, qui étudient l'homme dans ses rapports sociaux, ne doivent pas oublier que, s'il y a des lois générales et immuables qui s'imposent à son activité comme à sa pensée, la liberté et les conditions du climat et du sol, les traditions, les circonstances et les caractères constituent le milieu dans lequel se meut cette activité et modifient sans cesse dans le détail l'application des lois ». (*Levasseur, « La vie et les travaux de Wolowski ».*) Première leçon du cours d'économie politique et de législation industrielle de

— d'une part l'école anglaise et de l'autre ses adversaires : adeptes quant à la pratique de l'école *des Kathedersocialistes* et s'appuyant, faute de théorie, sur des études historiques dans le sens de M. Roscher et de M. Knies¹.

Si le lecteur venait à nous demander comment cette transformation d'études spécifiquement économiques en études historiques a pu se faire à un tel point en Allemagne, nous lui ferons remarquer que les chaires d'économie politique — qui sont en Allemagne des chaires de la Faculté de philosophie — sont en partie occupées par des professeurs qui sont originairement ou du moins autant *historiens de métier* qu'économistes, comme MM. Roscher (Leipzig), Knies (Heidelberg) ou Bücher (Bâle).

III.

Cela explique bien des choses, — aussi bien l'origine du *néo-historisme allemand* qui a pour chef M. le professeur et conseiller d'État G. Schmoller (Berlin), que la réponse de ce dernier à l'accusation formulée par M. Menger, que la grande majorité des économistes allemands perdaient leur temps à fouiller dans d'interminables détails historiques et statistiques, en négligeant leur vraie tâche économique, à savoir la constatation des lois qui régissent les phénomènes économiques. L'école néo-historique convient de la nécessité d'une théorie, — répond M. Schmoller dans une critique qu'il a publiée de l'ouvrage de M. Menger, — mais elle ne se sent pas encore capable de la construire. Sa méthode, dit-il, est celle de l'induction ; elle ne fait qu'entasser les faits, décrire les phénomènes économiques du passé, dont l'économiste du siècle suivant tirera des lois générales². Aussi M. Menger répond-il dans son anti-critique avec ironie, qu'il faudrait attendre des milliers d'années avant que l'étude de l'histoire économique fût terminée dans le sens de la micrographie de M. Schmoller³.

¹ Voir surtout R.-T. Ely, *The past and present of political economy*. Baltimore, 1884.

² « In der Zukunft wird für die Nationalökonomie eine neue Epoche kommen, aber nur durch Verwerthung des ganzen historisch-descriptiven (!) und statistischen Materials, das jetzt geschaffen wird, nicht durch weitere Destillation der hundertmal destillirten abstracten Sätze des alten Dogmatismus. » *Zur Methodologie der Staats- und Socialwissenschaften*. Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft in Deutschen Reiche. Leipzig, VII an. 3 fasc., p. 242.

³ Dr C. Menger. *Die Irrthümer des Historismus in der deutschen Nationalökonomie*. Vienne, 1884, 38-9.

qu'elles ne la considèrent que comme une science accessoire. Les chefs de l'école historique sont en premier lieu des historiographes du progrès de la culture — dit-il, — et seulement en second lieu des économistes. Leur plus grand mérite est d'avoir développé la science de l'histoire économique, mais leur tendance à donner à la méthode inductive plus d'essor dans la théorie économique leur a fait omettre la théorie des principes généraux des faits économiques. « Pour être capable d'interpréter avec quelque sûreté des faits économiques du passé ou du présent, il nous faut savoir quels effets nous devons attendre de chaque cause et comment ils peuvent se combiner entre eux » — dit M. Marshall (ouv. cité, p. 44), à qui personne ne peut reprocher de parler avec trop peu d'enthousiasme « du travail qui a été fait par les grands chefs de l'école historique ». — « Cette connaissance est acquise par l'étude de la science économique », ajoute-t-il. « D'autre part, les progrès de la science dépendent surtout de l'étude soigneuse des faits à l'aide de ces mêmes connaissances. »

L'historisme a eu indubitablement ses mérites, mais il a fini son rôle en tombant dans l'exagération et il est temps qu'un nouveau progrès se fraie une voie dans l'économie politique théorique.

Et en effet l'historisme économique est aujourd'hui ébranlé dans l'esprit des savants allemands. Le plus renommé d'entre eux, M. Adolphe Wagner, de Berlin, ne s'y est jamais rattaché; M. H. Dietzel a continué son œuvre par des articles qu'il a publiés dans les *Jahrbücher für Volkswirtschaft und Statistik* de feu Hildebrand (dirigés actuellement par M. Conrad) et ailleurs¹, et M. Émile Sax, professeur à l'Université allemande de Prague, s'est rattaché à M. Menger par une remarquable brochure sur l'économie politique et ses tâches². Tandis que M. Menger, qui est un penseur aussi profond qu'original, s'applique à développer la théorie surtout par rapport à l'économie privée³, M. Sax se propose de faire des études approfondies sur la théorie de l'économie collective⁴.

¹ *Der Ausgangspunkt der Socialwirthschaftslehre und ihr Grundbegriff*. Tübingue, « Zeitschrift für die ges. Staatswirthschaft », 1883. — *Beiträge zur Methodik der Wirthschaftswissenschaft*, Jena, « Jahrbücher » de M. Conrad, 1883 et 1884.

² *Das Wesen und die Aufgaben der Nationaloekonomie*. Vienne, 1884.

³ Comp. ses remarquables études dogmatiques : *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*, Vienne 1872.

⁴ M. Sax propose de faire une distinction nette entre la théorie de l'économie privée et celle de l'économie collective. Cette distinction est toute faite pour

bre John Locke, l'homme au jugement le plus libre et le plus objectif, « *soupçonnait* » qu'il était impossible que la science physique fût juste, au moment même où sir Isaac Newton posait les fondements de la physique, et parce que nous n'analysons pas les phénomènes sociaux avec des microscopes et des thermomètres, parce que nous ne pouvons pas appliquer les méthodes employées en physique, les mêmes personnes présument que les phénomènes sociaux ne sont pas de nature à être traités scientifiquement ¹ ».

EUGÈNE SCHWIEDLAND.

¹ *Political Economy as a branch of education*. Inaugural adress. Edinburgh, 1831.

dérables s'accumulent ainsi, et à mesure que l'on voit le trésor grossir, on ne peut s'empêcher de songer à la dépréciation à laquelle ce métal est voué. L'expédient proposé par les bimétallistes ne paraissant avoir aucune chance de se réaliser, M. J.-W. Sylvester en propose un autre. Les détenteurs d'argent déposeraient le métal (au trésor) contre des certificats de dépôt, lesquels énonceraient le poids en métal fin, et payeraient par voie de virement. Toutefois, et c'est là le point important, A ne passerait pas à B, tel nombre de kilogrammes d'argent, le kilogr. n'étant pas une monnaie ayant cours, il lui passerait tout simplement une somme de dollars. Mais si A passe à B 100 dollars, il lui paye — en métal blanc — la valeur de 100 dollars *or* ; donc, aujourd'hui, selon le cours, on le créditera peut-être de 500 grammes d'argent fin ; dans un mois on créditera peut-être 520 gr. ou seulement 499 gr. d'argent pour 100 dollars *or*. Ici, c'est le propriétaire du dépôt-argent qui gagne ou qui perd, mais M. Sylvester admet aussi qu'on mette la perte à la charge du trésor. Dans ce système, A déposerait un lingot d'argent, dont la valeur serait fixée en *or*, selon le cours, au moment du dépôt. A serait censé avoir déposé 1.000 dollars, *p. ex.*, en *or*, et le gouvernement devrait 1.000 *doll.* en *or*. A tirerait et le gouvernement paierait, en gagnant ou perdant, selon le cours. Voilà l'idée que je me suis efforcée de rendre aussi clairement que possible. On a déjà émis des idées analogues (*p. ex.* les deux étalons parallèles), et peut-être trouvera-t-on ainsi un expédient acceptable. Cela ne sera pas facile, mais ne nous hâtons pas de désespérer. L'objection : qu'il circulera ainsi beaucoup de papier, ne me touche pas, car ce papier sera gagé ; ce n'est pas du papier, ce sont des lingots qui circulent...

Puisque nous parlons métaux précieux, empruntons à la livraison du mois de mars, les évaluations suivantes. La production de l'*or* aurait été en 1884, aux États-Unis, à l'ouest du Missouri, de 25.183.567 dollars, et la production de l'argent, de 43.529.925 *doll.* Le même article donne la production des métaux précieux pour une série d'années et nous croyons ainsi que l'extraction de l'*or* tend à diminuer et celle de l'argent à augmenter, mais je ne crois pas que les chiffres qu'on nous offre aient toujours toute la précision désirable.

Le mouvement de la bourse de New-York a présenté, à partir de 1875, les chiffres suivants, en millions de dollars : 2.862 — 2.132 — 2.601 — 2.157 — 4.136 — 6.819 — 8.197 — 7.680 — 6.260 — 5.939 millions. On pense que ces chiffres indiquent un montant réel d'affaires double. L'ensemble des Clearinghouses des États-Unis ont liquidé 44.091 millions de dollars et les balances payées se sont élevées à 3.244 millions de dollars.

les faire marcher à volonté. Les institutions contraires à la nature humaine tendent incessamment à se dissoudre : l'arbitraire, même armé de puissance, finit toujours par succomber. Parlant de la propriété privée, il dit bien que la propriété privée s'est établie tout naturellement, mais on ne comprend sa pensée qu'après réflexion, on voit qu'il l'accorde à regret ; puis il se donne bien de la peine pour tenir la balance égale entre la propriété individuelle et le communisme. Au fond, il offre des arguments contre ce dernier, c'est ainsi que, selon lui (et d'autres), le communisme suppose la limitation du nombre des enfants. Néanmoins, je maintiens que le traité de Mill laisse à désirer comme livre de classe.

L'édition arrangée par M. Laughlin a assez de mérite pour permettre de prévoir qu'elle aura plusieurs éditions ; le savant professeur pourra donc examiner ce qu'il a à faire pour que le manuel s'approche de la perfection.

The Economist. Dans le trimestre qui vient de s'écouler la prévision de la guerre occupe beaucoup d'espace dans les journaux anglais et ils en supputaient les effets possibles ou certains. L'un de ces effets aurait consisté en une forte dépense, qui aurait exigé des augmentations d'impôts, des emprunts, des remanements de la dette, choses qui forment autant de sujets de série d'articles. Ainsi, une des mesures proposées le mois dernier par le ministre des finances (chancelier de l'échiquier) a été la suspension de l'amortissement. Cette mesure a été vivement attaquée par *The Economist* (23 mai), seulement ses arguments ne sont pas très instructifs pour le continent, car ils s'appliquent à des faits spécifiquement anglais. On sait qu'un des procédés d'amortissement, en usage au delà de la Manche, consiste à transformer une portion de la dette perpétuelle en dette viagère, ou même en dette à terme (10 ans, 15, 20 ans), avec des combinaisons diverses ; or, il est de ces « *Annuities* » dont on ne peut pas arrêter le paiement. Si j'ai échangé trois livres de rente perpétuelle contre (mettons) six livres de rente payable pendant 20 ans, ces six l. se composent d'intérêt et de capital remboursé : on peut à la rigueur ajourner le remboursement du capital, mais en aucune façon le paiement régulier des intérêts. Cette question a bien des côtés encore, mais l'espace ne nous permet pas de les éclairer. Je ne puis, à propos d'amortissement, m'empêcher de répéter (c'est là mon *delenda Carthago*), qu'il est fort regrettable que nous n'ayons pas un système d'amortissement destiné à réduire la dette perpétuelle. Aucun des arguments donnés contre l'amortissement ne m'a convaincu, il faut amortir à tout prix.

Une autre question financière qui se rattache aux discussions sou-

registrement. Les sociétés ont la capacité civile, elles payent moins de timbre et autres droits, etc.; elles ont, en revanche, l'obligation de dresser tous les cinq ans un tableau comparé de leurs charges et de leur avoir; le Registrar peut aussi suspendre les sociétés qui transgressent les règlements. Nous avons déjà dit que 1.537 sociétés ont un excédent et que 5.030 sociétés sont en déficit. Le montant des revenus des sociétés florissantes est de 11.170.525 liv. st., dont 885.382 liv. st. constituent un excédent. Les sociétés en déficit ont 26.150.591 liv. st. de charges, chiffre qui dépasse l'avoir de 5.155.816 liv. st. — L'auteur entre dans quelques détails qui tendent à atténuer ce que l'aspect en a de fâcheux; le remède est d'ailleurs facile, il suffit de modifier le tarif des cotisations.

Sur les Trade's Unions, nous trouvons les renseignements suivants : en 1873, on en comptait 118, avec 264.357 membres, possédant 215.470 liv. st. et ayant un revenu de 269.982 liv. st.; en 1883, nous trouvons 195 Trade's Unions, avec 253.088 membres, un fonds de 431.495 liv. st. et un revenu de 292.720 liv. st. Les building societies sont au nombre de 1.853, avec 513.667 membres, un revenu annuel de 21.165.211 liv. st. et un fonds de 49.025.698 liv. st.

Le nombre des sociétés coopératives (de consommation et de production) est de 870, avec 576.477 membres, possédant un capital propre de 6.876.590 livres sterling et un capital emprunté de 1.165.956 liv. st., ayant vendu pour 23.583.503 liv. st. de marchandises, ayant en magasin un stock de 2.727.146 liv. st., et gagné dans l'année 1.926.488 liv. st. — Le montant des dépôts dans les caisses d'épargne privées est de 45.799,433 liv. st., et celui des caisses d'épargne postales de 46.084.697 liv. st., ensemble 91.884.130 liv. st. (à la date du 28 février 1885). — Il y a aussi 438 sociétés de crédit, avec 42.895 membres et un montant d'affaires dans l'année de 506.432 liv. st. — Nous passons quelques institutions moins importantes.

La discussion qui s'ensuivit a été extrêmement intéressante, très vive et très variée, mais l'espace ne permet pas de la résumer.

Parmi les autres articles, j'aurais bien voulu pouvoir recommander la lecture d'un article intitulé : « *Arbere, courte étude sur la peasant proprietorship* », deux mots anglais intraduisibles, puisque nous n'avons pas l'équivalent de ce « *ship* » ¹. Le « paysan-propriétaire » est ici simplement pour « petite propriété », expression qui nous est familière, mais qui paraît quelque peu étrange en Angleterre. C'est

¹ Au fond, nous l'avons, mais il est défendu de s'en servir, ce serait commettre un néologisme.

du brahmanisme et compte actuellement beaucoup de fidèles dans l'Inde. C'est un déisme qui a beaucoup de parenté avec celui des unitariens anglais ou américains. C'est un article très intéressant qui montre que l'Inde n'est pas immuable. — M. Stockhauer raconte l'histoire du crayon en graphite; c'est un petit chapitre d'histoire économique. La première mention connue de ce crayon est celle qu'en fait Conrad Gessner, un naturaliste suisse, en 1565. — M. Oscar Assmussen donne un article sur le droit de succession, qui, selon moi, laisse beaucoup à désirer.

Dans le 2^e fasc. du tome 86, nous trouvons également plusieurs articles dignes d'arrêter notre attention. Citons avant tout un travail développé de M. Sœtbeer sur « la situation actuelle de la question de l'étalon monétaire ¹ et l'avenir de l'argent », travail très substantiel et tout à fait inattaquable. L'auteur donne des faits, en tire les conséquences les plus immédiates, sans se lancer dans les prophéties. Plus on *sait*, moins on cherche à *deviner*. L'auteur revient sur l'histoire de la question, établit la doctrine, donne la statistique par période et par pays et présente des conclusions. Nous devons nous borner à relever un point saillant. La production de l'or, dit-on, diminue; par conséquent sa valeur augmentera et se manifestera par la baisse du prix des marchandises. Cette éventualité a été l'objet de beaucoup de controverses, que M. Sœtbeer ne peut passer sous silence. Il est d'avis que la diminution relative du stock d'or n'aura pas l'effet qu'on lui attribue, parce qu'une partie de l'or sera utilement et commodément remplacée par les procédés de plus en plus perfectionnés du crédit. Ainsi, de 1858 à 1883, le commerce extérieur de l'Angleterre s'est élevé de 304 à 732 millions, tandis que la circulation moyenne des billets de banque n'a monté que de 38.227.000 à 42.238.000 liv., mais les liquidations du Clearinghouse ont atteint 5.929 millions. Aux États-Unis, on a constaté qu'en une journée du mois de septembre 1881 on paya ou versa aux 2.131 banques nationales 295 millions de dollars, dont 1.38 0/0 en or. En 1884, la Banque impériale d'Allemagne fit pour 26 millions de virements, sans qu'on eût à remuer des métaux précieux. La rareté relative de l'or, si elle se manifeste, n'aura donc d'influence sur les prix que si les événements, des troubles ou des guerres, resserrent le crédit.

M. de Radics fournit un article intitulé : *Nationalisme et industrie dans la Carniole*. Si l'auteur veut prouver que les Slovanas sont

¹ *Währung* = monnaie libératoire; c'est, quoi qu'on en ait dit, pratiquement la même chose que « étalon ».

qui est pour lui un composé de nature et de travail, mis de côté pour un emploi futur ; mais comme il ne veut s'occuper que des éléments, il n'a pas à parler de ce composé ; les éléments simples lui suffisent. Ils lui suffisent notamment pour renverser les systèmes socialistes. Ce qui caractérise ces systèmes, c'est qu'ils n'admettent qu'un élément de la production : *le travail*. Selon les socialistes et, hélas ! aussi selon un certain nombre d'économistes, la nature travaille gratuitement, la nature ne contribue pas à la formation de la valeur, etc. M. de Schullern-Schrattenhofen montre que, non seulement les économistes, mais même les socialistes se sont parfois oubliés jusqu'à reconnaître la participation de la nature à la valeur. — Ainsi, le travail n'est pas tout, il n'a pas produit seul, donc il n'a pas droit à tout le produit.

L'auteur cite sur l'action, ou la collaboration de la nature un certain nombre d'opinions, en remontant jusqu'à Hobbes, et dont le rapprochement est intéressant ; je me demande seulement si lui, aussi bien que les écrivains qu'il cite, ont toujours distingué les dons de la nature de la collaboration de la nature. Les fraises que vous cueillez en allant vous promener dans nos bois sont un don (très gratuit) de la nature, mais les fraises que vous avez cueillies dans votre jardin après les avoir plantées, fumées, taillées, soignées, ne sont pas un don gratuit. la nature est intervenue, sans doute, mais pas librement, bénévolement, elle a cédé à l'étreinte de votre main, elle vous a obéi comme votre pouce et vos doigts. — Du reste, on devrait distinguer davantage entre le travail matériel et le travail intellectuel, on ne fait pas assez la part de ce dernier ; j'ai été bien aise de voir l'auteur insister un peu, mais pas assez, sur cette distinction, qui m'a toujours paru fondamentale, et sur laquelle je tâcherai de revenir.

Mentionnons le travail de M. Lexis sur la question monétaire ; en le lisant, j'ai été quelquefois étonné de le voir compté parmi les bimétallistes : il ne croit pas à la possibilité de maintenir le 15 1/2 à 1, ni aucune autre proportion stable.... Au fond, nous ne disons pas autre chose.

La livraison de mai renferme d'intéressants documents, et en tête un article de M. Elster sur le projet de caisse d'épargne postale de l'Allemagne. Mentionnons un article sur le tarif douanier de la Russie, un autre sur les magasins généraux de la Suède, le rapport annuel du ministre des finances des États-Unis. Chaque numéro ou livraison renferme encore une bibliographie complète des publications économiques de tous les pays.

Par exemple, un petit article contre les orphelinats, l'auteur veut que les orphelins soient répartis entre des familles, afin qu'ils participent à la bienfaisante éducation que l'on y reçoit. Voilà un autre article, d'après lequel on pourrait mesurer la prospérité publique après la consommation de la bière. La consommation moyenne des douze dernières années est de 37.995.194 hectolitres. La consommation moyenne par tête s'est élevée : en 1872 à 81.4 litres; en 1873 91.6 l.; en 1874 à 92.6 l.; en 1875 à 93.3 l.; en 1876 à 91.7 l.; en 1877 à 88.8 l.; en 1878 à 87.5 l.; en 1879 à 82.9 l.; en 1880 à 84.6 l.; en 1881 à 85.0 l.; en 1882 à 85.0 l.; en 1883 à 87.8 litres. Le *Völkswohl* fait d'ailleurs une guerre suivie à l'intempérance, espérons que ce n'est pas en vain.

Statistische Monatschrift (Revue autrichienne de statistique) publiée par la Commission centrale (Vienne, A. Hölder). Les livraisons de mars et d'avril renferment un article très développé et très bien fait de M. H. Rauchberg, sur les banques et les institutions de crédit de l'Autriche pendant une série d'années ¹. Voici l'un des nombreux tableaux que nous y trouvons. (En millions de florins, le florin = 2 fr. à 2 fr. 50.)

Années.	Nombre des institutions.	Capitaux versés.	Passifs.	Recettes.	Dépenses.	Profits + Pertes —
1872.....	131	508.63	1,968.34	133.26	44.38	+88.88
1873.....	102	480.84	1,757.78	101.35	140.46	—39.11
1874.....	75	329.72	1,478.36	70.83	51.95	+18.82
1875.....	71	321.58	1,383.55	58.00	46.04	+11.96
1876.....	65	269.84	1,340.80	55.01	46.03	+ 8.98
1877.....	55	238.74	1,291.17	52.42	35.12	+17.30
1878.....	53	236.27	1,319.56	53.71	34.66	+19.05
1879.....	53	239.89	1,400.08	58.62	36.11	+22.51
1880.....	54	262.81	1,486.30	58.17	35.93	+22.24
1881.....	55	310.40	1,651.86	61.98	38.20	+27.78
1882.....	56	312.08	1,650.54	63.89	37.56	+26.33
1883.....	58	313.21	1,641.72	62.13	37.37	+24.76

On sait que 1873 représente l'année du *krach*; les chiffres ci-dessus permettent d'en suivre quelque peu les effets, l'article entre dans de nombreux détails que nous ne pouvons reproduire.

Parmi les autres statistiques (livraison d'avril) nous ne mentionnerons que les suivantes :

¹ A été tiré à part et se vend chez A. Hölder, à Vienne.

(*la Nation*, n° 33), c'est un article intitulé : *M. de Bismarck manchestérien*. Manchestérien est une expression équivalente à « libéral », mais dans la bouche d'un autoritaire le mot libéral a un son particulier, on croit entendre : « fi, le libéral ! » Eh bien c'est sur ce ton qu'ont récemment parlé du chancelier ses soutiens les plus habituels, et c'est *la Nation*, journal de l'opposition, qui relève l'injure et défend M. de Bismarck. Mais qu'avait-il donc fait pour mériter d'être qualifié de manchestérien ? Il s'était prononcé contre une proposition de loi tendant à interdire aux ouvriers le travail du dimanche, il trouvait qu'on ne pouvait pas leur enlever d'office 52 journées de salaire, ni espérer que les ouvriers pourraient faire passer la charge sur les épaules de leurs patrons, en élevant proportionnellement les salaires. Or M. de Bismarck en mécontentant la droite n'a pas gagné la gauche, qui lui fait observer que le repos forcé du dimanche peut à la rigueur être considéré comme une mesure hygiénique ; mais un droit sur le blé enlève sûrement à l'ouvrier une partie de son revenu et pourtant on n'a pas reculé devant cette aggravation de sa situation. C'était manquer de logique, c'était vouloir s'asseoir *entre* deux chaises.

Le n° 35 raconte tout au long une intrigue douanière, sans rien cacher. L'intrigue est couronnée de succès, les fabricants de bouchons obtiennent un droit de 30 marks par 100 kilogrammes et naturellement s'en frottent les mains. Mais à peine la loi est-elle appliquée qu'ils s'aperçoivent qu'elle les gêne, leurs affaires en souffrent, et ils sont finalement heureux d'apprendre qu'on a dû supprimer ce droit en concluant un traité de commerce avec l'Espagne.

Le n° 32 nous apprend que le mot *nihilisme* n'a été inventé ni par Tourguéniew, ni par Bakounine. Dans le monde conservateur on appliquait entre 1820 et 1830 ce mot aux « Jeunes Hégéliens » Ruge, Bruno Bauer, Louis Feuerbach (à Zurich aussi à David Strauss, l'auteur de la vie de Jésus) et c'est sans doute à Berlin que l'auront entendu pour la première fois Tourguéniew et Bakounine, qui fréquentaient alors l'Université. C'est M. Gottfried Keller, contemporain de ce mouvement philosophique, qui donne le renseignement à M. Otto Brahm.

M. Gustave Seidler, privat docent à l'Université de Vienne, vient de publier : *Budget und Budgetrecht*, etc. (Le budget et le droit budgétaire dans la monarchie constitutionnelle, etc. Vienne, A. Halder, 1885). L'auteur a soumis à une étude approfondie l'histoire du budget en général et celle des budgets des principaux pays de l'Europe en particulier. Il a pu montrer que les prévisions de recettes et

tout tenir compte des droits des tiers. Il n'est pas nécessaire d'ajouter que le droit d'amender le budget n'est pas mis en question, que pour tout ce qui ne concerne pas les droits acquis, les pouvoirs doivent être en quelque sorte illimités. Il trouve donc assez bonne la solution anglaise des fonds consolidés. Ainsi, la liste civile et la dette ne sont pas soumis au vote annuel, ou occupent une place à part dans le budget. M. de Stein a une idée analogue, il distingue le budget de l'État du budget du gouvernement : le premier qui renferme en recettes les revenus qui ne proviennent pas d'impôts et en dépense les engagements, n'est pas voté annuellement, le budget du gouvernement est seul discuté et arrêté tous les ans par les parlements.

En somme, M. G. Seidler a fait un bon livre, renfermant de saines doctrines et une érudition étendue.

L'ouvrage de M. Gumplowicz, professeur à l'Université de Graz (Autriche) : *Grundriss der Sociologie* (Précis de sociologie, Vienne, libr. Manz, 1885) est certainement une œuvre de grande valeur. Je suis, en général, assez sceptique en présence de la sociologie. Non que je nie l'existence des lois sociales, mais je doute de la possibilité de les isoler. Les phénomènes sociaux m'ont presque toujours apparu comme les effets d'un concours de causes, qui contribuent inégalement au résultat. Les travaux de M. Herbert Spencer ne m'ont nullement guéri de mon scepticisme, au contraire ; j'ai trouvé très mauvais qu'après avoir fait un volume où il démontre magistralement l'impossibilité d'écrire une sociologie, il en publie une en trois volumes. Sans doute, ces trois volumes renferment beaucoup de pages dignes du grand savant qui les a écrites ; mais, tout compté, je ne crois pas que l'ouvrage aura contribué à l'établissement d'une « Sociologie ». Je suis assez disposé, dans la mesure où mon scepticisme le permet, d'augurer mieux du livre de M. Gumplowicz, qui est un véritable système, où toutes les parties se tiennent admirablement, qui est évidemment l'œuvre d'un grand penseur, qui renferme certainement des observations justes, des propositions vraies, mais malheureusement aussi beaucoup d'hypothèses. Si l'on refuse d'admettre telle ou telle hypothèse, les inductions et déductions qu'on en tire tombent d'un coup.

L'une des particularités de M. Gumplowicz, l'espace ne me permet que de citer quelques particularités, c'est que l'auteur rejette la « fable » de la descendance des hommes d'un seul couple, et bâtit son système sur le polygénisme. Ainsi donc, il est né des hommes en beaucoup d'endroits à la fois, en Europe, en Asie, en Afrique, en

Das k. statistische Bureau in Berlin (Le bureau roy. de statistique de Berlin à son entrée dans la 9^e période décennale de son existence) par M. Blenck, directeur du bureau (Berlin, à la librairie du Bureau, 1885). Ce petit volume expose dans tous ses détails l'organisation et les travaux de ce service, qui jouit en Europe d'une célébrité bien méritée. Ce n'est pas la première fois que ce bureau est l'objet d'une pareille publication, mais aucune ce semble n'a été aussi complète et aucune n'a pu pousser l'exposé des faits jusqu'au 31 décembre 1884. Nous n'en pouvons reproduire ici que de bien courts extraits. Les travaux du bureau s'étendent sur 25 catégories ou grandes divisions dont plusieurs se composent de subdivisions, l'une d'elles de sept (a — g), une autre de trois (a — c) et ainsi de suite. Le bureau a une forte correspondance et plusieurs annexes. Il y a : l'institut météorologique, la commission de statistique, le séminaire (école pratique) de statistique, les archives, la bibliothèque (une bibliothèque modèle) de 40.000 volumes, les instruments ou appareils mécaniques (par exemple machines à calculer). La bibliothèque est accessible au public, on y trouve, pour ne citer qu'un détail, 311 publications périodiques, dont 140 sont obtenues par voie d'échange. La bibliothèque augmente tous les ans d'environ 4.000 volumes.

Le bureau publie : 1^o des volumes où les statistiques sont traitées à fond, ce sont « les sources » (*Quellenwerk*); 2^o un annuaire très bien fait qui résume la situation; 3^o un grand journal statistique, l'excellente *Zeitschrift*; 4^o la *Correspondance statistique*; 5^o des matériaux pour les calendriers. Des tableaux nous apprennent le nombre des exemplaires vendus (le bureau est son propre libraire) et ses recettes entrent dans la caisse des publications.

Le bureau a été créé en 1810 et se composait alors de 4 fonctionnaires ou employés, le budget s'élevait — en monnaie actuelle — à 15.900 marks (1 fr. 25). Depuis lors les attributions s'étendirent, le nombre des fonctionnaires et employés augmenta et le budget aussi. En 1885, le personnel atteint le chiffre de 40, la dépense celui de 417.890 marks. Dans les années de recensement il y a un budget extraordinaire considérable; car le travail est centralisé et l'on prend des centaines d'employés extraordinaires ou auxiliaires.

Je m'abstiens de comparer à ce service celui que nous entretenons — pardon, que nous laissons dépérir — car nous en sommes arrivés...: aux 4 employés que la Prusse avait en 1810, en commençant sa carrière. Je parie qu'on verrait avec plaisir notre bureau éclipser tous les autres par ses travaux, on voudrait *la fin*, mais on ne veut pas donner *les moyens*.

Le nombre des émigrants est relevé au moyen des passeports, et pour ceux qui n'en prennent pas, par les notes de l'autorité locale. Cette dernière doit demander à ceux qui partent s'ils s'en vont avec ou sans esprit de retour. On ne se fie pas trop en général à ces déclarations, sans compter que plus d'un part sans en donner avis, surtout ceux qui ont quelque reproche à se faire. Beaucoup de ceux qui déclarent n'aller que dans le pays voisin chercher du travail vont sans doute plus loin qu'ils ne le disent et s'embarquent souvent dans un port étranger. Quoi qu'il en soit, les chiffres ci-dessus, qui sont certes un minimum, ne laissent pas que d'être assez élevés, proportionnellement plus élevés que ceux de l'Allemagne. Parmi les provinces qui fournissent le plus fort contingent à l'émigration nous remarquons, pour 100.000 habitants, 994 dans le Piémont, 718 en Ligurie (Gênes), 623 en Lombardie, 1.638 en Vénétie, 366 en Toscane, etc.

Un autre n° (572) nous montre que les coalitions sont encore interdites en Italie. *L'Economista* plaide la cause des grévistes. Il ne veut pas qu'il soit permis à un ouvrier de quitter son travail, mais que le même fait soit interdit à 2, 10, 100 ou 1.000 ouvriers. On sait que la misère est grande dans une partie de la Lombardie parmi les ouvriers agricoles, et l'on s'en occupe beaucoup, mais il paraît que le remède n'est pas facile à trouver. En attendant, on peut du moins améliorer la législation et donner aux ouvriers le droit de se plaindre.

D'où vient, demande l'auteur d'un autre article (n° 573), que l'enseignement de l'économie politique laisse tant à désirer dans les instituts techniques, écoles qui préparent les jeunes gens pour les carrières industrielles et commerciales ? On répond, c'est que le professeur est surchargé de cours, qui sont trop nombreux, mais surtout trop variés. Ils enseignent souvent l'économie politique pure dans une classe et l'économie appliquée dans l'autre, la statistique dans une troisième, le droit et la morale dans la quatrième, l'histoire du commerce dans la cinquième et peut-être quelque autre chose dans une sixième. On demande donc, et avec raison, que le travail soit divisé. Il faudrait connaître aussi la méthode et les programmes suivis, car l'auteur, en parlant de la statistique, paraît vouloir qu'on en enseigne les applications mathématiques. Il y a certainement des applications qu'il faut connaître et même pratiquer, mais on tend à en exagérer énormément la dose et à oublier qu'on n'a pas devant soi des chiffres abstraits, mais des êtres vivants. On abuse un peu des mathématiques. On en abuse : 1° parce que souvent les chiffres ne sont qu'approximatifs. En me disant que la France a produit cette année 100 millions d'hectolitres de blé, si vous ne vous trompez que

nistre des finances italiennes, d'après laquelle il ne serait pas nécessaire de s'occuper du renvoi des pièces de 5 francs à leur pays d'origine ; le seul fait de ne plus les recevoir dans les caisses publiques, suffirait pour les déprécier et leur montrer le chemin par lequel elles doivent partir. Aussi, si cette question est abordée lors de la discussion du traité, les représentants de l'Italie auront pour mission de faire régler cette liquidation assez lentement pour que la nature des choses ait le temps de faire son office et de faciliter l'opération ¹.

Comme nous l'apprend le n° 579, l'Italie a aussi sa loi sur l'assurance contre les accidents, ou plutôt on la discute en ce moment, mais nous n'en connaissons pas encore le dernier mot. Cette loi a cela de particulier dans les différents pays qu'au nom de la « justice » on fait la part inégale entre patron et ouvrier. Si l'on disait qu'on a pitié du pauvre ouvrier, je l'admettrais volontiers, ou si l'on disait qu'il faut ménager un électeur qui dispose de *tant* de voix, je l'admettrais encore, mais si l'on soutient qu'il est *juste* de supposer qu'il a toujours raison — jusqu'à preuve contraire, — alors je me rappelle certain article du Code français qui disposait que le maître a toujours raison contre le domestique. On a solennellement supprimé cet article et c'est sans doute pour combler la lacune qu'on met à peu près le contraire à sa place. En Italie, on est prudent, car voici comment le rapporteur termine son discours : « Rappelons-nous que si l'on fonde parfois un État par la violence, on ne le conserve que par la justice. Remplissons notre devoir envers la classe ouvrière, mais sans faiblesse, ni adulation ; faisons en sorte que la tutelle ne dégénère pas en privilège et que l'utilité des uns n'offense pas le droit des autres » ; à lire ce passage, on ne peut pas s'empêcher de penser que le suffrage universel ne doit pas encore être établi en Italie. Je n'affirme rien, je juge seulement *a priori*. Peut-être aussi ai-je simplement un préjugé contre le mot justice, je crois que la chose serait moins rare, si le mot l'était davantage.

Donnons encore quelques chiffres. Ils se rapportent aux finances communales et montrent que ces finances sont, en Italie, absolument de même nature qu'en France, qu'en Allemagne, qu'en Angleterre ; elles sont d'une nature progressive ou plutôt grossissante : en 1871, l'Italien a payé en moyenne 12 fr. 56 en impôts communaux, et en 1883, 18 fr. 57. Les chiffres réels sont, pour 1883 :

Recettes ordinaires,	319.073.89,	extraord.,	91.579.685,	totales,	410.653.576
Dépenses.	—	—	—	—	435.410.369

¹ On ne dit pas si la Belgique ferait plus de difficultés que l'Italie.

le veut la théorie, par 4 francs, car il y a des jours où il ne vaut guère plus de la moitié : c'est le cours qui décide. Voilà ce que c'est que le papier-monnaie ! Et il serait si facile à la Russie de faire monter le rouble à 4 francs, en supprimant le papier. Je m'en charge. Si S. M. le Czar veut me donner trois portefeuilles : les finances, la guerre, la marine, ce sera bien vite fait ; je réduirais l'armée et la marine à la moitié, c'est plus qu'il n'en faut pour maintenir l'ordre, les noyaux de troupe et les cadres, et avec les économies réalisées, je retirerais le papier et amortirais des dettes ou ferais des réformes. La Russie est un géant trop formidable, ayant par-dessus le marché une cuirasse de glace et une ceinture de déserts, pour avoir rien à craindre de l'Europe, de l'Asie ou de l'Amérique. Oh ! voilà mon secret qui m'est échappé, un autre va le faire breveter et aura les trois portefeuilles. Il faut que j'en fasse mon deuil.

L'article de M. A. von Brœcker sur l'*Eau*, au point de vue juridique et économique, est très intéressant. Je passe naturellement tout ce qui a été dit sur l'utilité de l'eau, quoique l'auteur ait fait de bons rapprochements historiques, mais il paraît qu'en Russie on n'a pas été plus prévoyant qu'ailleurs et qu'on a détruit les forêts en vertu du principe très suivi partout : après nous le déluge. Il s'en est suivi que beaucoup de sources ont tari, que le régime des eaux est devenu irrégulier, que lors de la fonte des neiges il y a des ravages, que les rivières s'ensablent, etc. Ceci est dans le Nord ; dans le Midi, les fameuses terres noires, qu'on a cru aussi inépuisables que les richesses de la France, tendent à se stériliser. Or, on n'a plus foi dans les terres noires et l'on voit qu'on va être obligé de les fumer, de les travailler intensivement et le reste (crédit, chemins, enseignement, ce sont les « trois points » de tout bon discours agricole). On demande aussi l'irrigation, et, dans certaines régions, le dessèchement des marais. L'article fait connaître de beaux travaux opérés dans un territoire trois fois grand comme la Belgique, la *Polesje*, et traite longuement de l'irrigation en Transcaucasie, où le mauvais entretien des canaux a dépeuplé certaines contrées.....

Le numéro renferme une chronique économique, où nous trouvons que la Russie aussi se plaint de la concurrence américaine — bientôt l'Amérique elle-même s'en plaindra. — Aussi on élève les droits de douane ; par exemple, pour empêcher le blé américain d'entrer en Russie, on met un droit sur la soie grège de France et d'Italie, moyen qu'un Aristote n'aurait pas trouvé. L'article renferme encore des renseignements détaillés sur le crédit foncier, puis des allusions à des projets de chemin de fer qui paraissent offrir des points obscurs.

Le 2^e fascicule est très bien rempli; je me bornerai à prendre un extrait de la Chronique économique, mais je dois au moins mentionner l'article sur le climat de Saint-Pétersbourg, les articles sur les gouvernements (ou départements) du Caucase, le travail de M. Lessar sur la Turcomanie, la navigation intérieure, etc.

La chronique nous informe que la Russie vient d'établir un impôt sur les valeurs mobilières, comme acheminement à l'établissement d'un impôt sur le revenu. Ce dernier doit remplacer la capitation, impôt inadmissible dans un pays où les fortunes ont cessé d'être égales. Du reste, en dernier lieu, la capitation tenait compte, dans une certaine mesure, de la situation du contribuable. Nous apprenons aussi qu'on a mis un droit sur les machines employées par l'agriculture. Est-il possible d'imaginer un droit plus mal placé! Combien y a-t-il de fabriques d'instruments aratoires, 1, 2 ou 3 douzaines, mais il y a un million de fois autant de cultivateurs! On croit excuser cette taxe en disant qu'elle était devenue indispensable par l'impôt mis sur la fonte brute. C'est ce qu'on appelle de nos jours « un comble » (autrefois on aurait ajouté : d'absurdité). Comment la Russie qui a si peu de houille et dont les forêts fondent à vue d'œil, dans une région où il est si difficile de les remplacer, la Russie impose la fonte brute! On devrait plutôt donner une prime aux importateurs. On a aussi imité le droit de statistique. » Imité, n'est pas exact, car ailleurs c'est une taxe qui entre dans la caisse de l'État, mais en Russie on parle d'une « taxe au profit des employés des douanes ». Serait-ce la couleur locale qui le veut ainsi? — On paraît s'occuper aussi de développer le crédit foncier auquel sont consacrés une banque agraire pour les nobles et une autre pour les paysans, et le crédit agricole qui sera dans les attributions des « banques de village », sorte de société (coopérative) de crédit pour les petits prêts.

Ainsi, on ne saurait dire que le mouvement manque en Russie, mais on pourrait quelquefois douter qu'il prenne une bonne direction.

MAURICE BLOCK.

LA PROROGATION DE LA CONCESSION DU GAZ A PARIS ¹

Le conseil municipal de Paris est à la veille de se prononcer sur la question de proroger de cinquante ans le terme de la concession, accordée en 1855, à la Compagnie parisienne, cette concession n'échoit qu'en 1905, de sorte que le monopole de la compagnie aurait, à partir de la présente année, soixante-dix ans à courir. Aucun des lecteurs de ce travail n'aurait guère la chance d'en saluer la fin.

En échange de cette prorogation, la compagnie parisienne offre un rabais immédiat de 0,05 c. par mètre cube sur le prix du gaz, rabais qui serait successivement porté à 8, 10 et 11 centimes, d'après les progrès de la consommation et l'amélioration de la fabrication.

En 1884, la consommation totale, celle du moins à laquelle pourvoit la compagnie parisienne, a été de 287 millions de mètres cubes sur lesquels on estime que l'éclairage public représente 50 millions de mètres cubes.

La diminution serait donc de 0,05 sur 237 millions de mètres cubes, soit 11.850.000 fr. dont moitié serait supportée par la ville de Paris. Ainsi, avec une réduction immédiate de 5.925.000 fr. sur ses bénéfices, la compagnie parisienne obtiendrait une prorogation de durée de cinquante ans. Depuis 1875, l'accroissement de la consommation a été de 112 millions de mètres cubes, ou 11.200.000 mètres cubes par année. Le bénéfice net est, tout compris, de 0,13 par mètre cube. Il en résulte que dans huit ans environ, les bénéfices seraient revenus au même point. La compagnie parisienne aurait alors devant elle soixante-deux ans de libre et complète exploitation.

Il est vrai qu'elle accompagne ses propositions d'une éventualité de nouvel abaissement du prix du gaz sans en définir clairement les condi-

¹ En présence des controverses que soulève la prorogation de la concession du gaz à Paris, nous croyons devoir donner la parole à un de nos collaborateurs, très compétent en cette matière, M. Fournier de Flaix, tout en faisant nos réserves sur la solution qu'il préconise. Nous préférons, pour notre part, l'affermage à la régie. Mais il y a fermage et fermage, et quand un fermier met en œuvre un seul capital, il n'est pas indispensable d'en rétribuer six. (Voir la cote des actions de la *Compagnie parisienne du gaz*.)

(Note du Rédacteur en chef.)

peu d'ingénieurs les connaissaient assez à fond pour prévoir le développement de la consommation et les progrès de la fabrication. Au surplus, on crut tout prévoir en associant la Ville dans les bénéfices. Il faut ajouter que, malgré ses splendeurs, le Paris de 1855, qui ne consommait encore que 40 millions de mètres cubes de gaz, était fort loin du Paris d'aujourd'hui.

§ 2. — L'ADJUDICATION DU GAZ DE BORDEAUX.

La Compagnie continentale exploitait sa concession depuis près de 40 ans. Elle n'avait jamais consenti à en modifier les conditions. La municipalité admettait que ces conditions étaient très onéreuses, mais elle n'avait rien fait pour s'en rendre compte. Elle laissa arriver le terme de la concession, plutôt par la faute de la Compagnie continentale que par sa propre prévision et de parti pris. Ayant en mains, dans les principales villes d'Europe, de nombreuses concessions, la Compagnie continentale ne voulait, à aucun prix, donner le signal de la baisse. Elle entendait prolonger le mystère le plus possible. Elle ne se présenta même pas à l'adjudication.

Cette adjudication eut lieu dans les conditions les plus défavorables. Elle avait été précédée d'une concession à l'amiable, annulée par le Conseil d'État. Ni l'administration municipale, ni la population, ni la Compagnie continentale ne supposaient qu'on pût trouver un concessionnaire sérieux. Le cahier des charges portait, en effet, que le prix de l'éclairage public ne dépasserait pas 0,05 et celui de l'éclairage particulier 0,22 par mètre cube; qu'à chaque période de dix ans ces prix baisseraient de 0,01; que toute la ville serait canalisée dans deux ans; que la durée de la concession ne dépasserait pas 40 ans, et que le concessionnaire aurait à rembourser, à dire d'experts, à la Compagnie continentale, le prix de ses usines et de ses approvisionnements. Les enchères avaient lieu sur la durée de la concession.

Une seule enchère fut portée. Elle fixait la durée de la concession à 28 ans.

A Bordeaux, à Paris, dans tout le public gazier, il y eut un mouvement de consternation. Personne ne crut à l'exécution du cahier des charges. Il ne fut possible de placer à Bordeaux ni une action, ni une obligation. Le syndicat des agents de change déclara qu'il serait inutile de demander la cote. Pour porter le désarroi au comble, les experts évaluèrent les usines deux millions de plus qu'on ne l'avait prévu.

Aujourd'hui, les actions de la Compagnie — bien que la concession n'ait que 18 ans à courir — sont cotées 1560 fr., les obligations sont introuvables. Les parts de fondateurs ont reçu, en 1884, 333 fr. chacune.

Dès la seconde année d'exploitation, il fut facile de prévoir que les ré-

D'une part, elle a autorisé les essais d'éclairage électrique ; elle y a même consacré des subventions ; les essais n'ont pu être continués, à raison du prix de revient.

D'autre part, elle a soutenu que des procédés nouveaux de fabrication l'autorisaient à réclamer un abaissement du prix du gaz. Mais dans le mode d'user de son droit, la Ville a agi comme juge et partie ; elle a ainsi porté tort à sa cause. L'administration municipale, par suite d'un vote du Conseil municipal, a, sans autre forme de procès, décrété un abaissement de 0,05 c. par mètre cube. C'était de la justice un peu sommaire, telle qu'elle ne se pratique à peu près nulle part.

Le procédé était violent ; il avait mauvaise tournure ; il a déplu à tous les gens de justice, toujours nombreux, toujours influents en France, et comme il a arrivé souvent, la forme a emporté le fond. La Ville a perdu son procès et sur la forme et sur le fond, par-devant le tribunal de première instance, les experts et le Conseil d'État. Elle n'a plus qu'à payer les frais.

A quelque chose malheur est bon, dit le proverbe. C'est précisément le cas. La perte de ce procès a eu l'avantage de dégriser les conseils municipaux et de leur faire entendre que la Ville ayant signé un contrat, contrat qui avait exigé l'apport d'un capital de 256 millions, elle n'avait pas le droit de l'interpréter elle-même.

§ 5. — LES PROPOSITIONS DE LA COMPAGNIE PARISIENNE.

La Compagnie parisienne sait fort bien que payer à Paris l'éclairage public 0,15, tandis qu'on le paye à Bordeaux 0,04 et qu'il y a des villes où on ne le paye plus, et que payer l'éclairage particulier 0,30, tandis qu'on le paye à Bordeaux 0,21 et à Gand 0,14, c'est trop cher. Mais elle donne au budget de Paris un apport annuel de 19 à 20 millions nets en moyenne, soit à peu près 0,07 par mètre cube, ce qui réduit à 0,08 le coût de l'éclairage public et à 0,23 celui de l'éclairage particulier.

Dans ces conditions, elle a pensé qu'offrir à l'administration municipale un abaissement immédiat de 0,05 sur l'éclairage public, pourrait servir de base à un arrangement où chacun trouverait son compte.

Les gros bénéfices de la Compagnie ont provoqué, il y a quelques années, une sorte de mouvement électoral. L'abaissement du prix du gaz est devenu, à l'étonnement général, la plate-forme des candidats au fauteuil municipal ; c'est sous l'influence de cette agitation que le Conseil municipal a entamé les procédures et fait rendre les arrêtés qui lui ont si mal réussi.

La Compagnie parisienne semble vouloir, à son tour, exploiter cette agitation. Reste à savoir ce qu'en vaut l'aune. Les conseillers municipaux, après une si pauvre campagne, doivent se tenir sur leurs gardes.

tuelles, une dépense de 68 millions, qu'avec les frais de gestion on peut porter à 72 millions. La recette brute, aux conditions actuelles, mais avec le prix de 0,20 sur 450 millions de mètres cubes, dépasserait 102 millions.

L'éclairage public serait gratuit.

Enfin, la Ville conserverait pour toujours la disponibilité des plus-values, à partir de 1905. Ces plus-values lui permettraient, soit de diminuer le prix du gaz, soit d'augmenter les ressources de son budget. Cette dernière considération a une grande portée.

L'intérêt des consommateurs à une réduction immédiate est trop évident pour se discuter. Toutefois, il ne faut rien exagérer de ce chef. Le nombre des abonnés est de 184.564 pour une population de 2.500.000 âmes au moins, car les abonnés de banlieue sont compris dans ce total. On voit que les abonnés ne représentent pas tout à fait 1/13^e de la population. Si l'on divise la consommation du gaz, déduction faite de celle de l'éclairage public, par le nombre des abonnements, on trouve que chaque abonnement équivaut à une consommation moyenne de 1.284 mètres, soit 385 francs, dont le sixième, correspondant à un abaissement de 0,05, est de 64 francs.

Mais à côté des consommateurs, il y a l'intérêt du surplus de la population, de la grande majorité qui ne consomme que fort peu de gaz, qui ne profitera pas des diminutions projetées et qui est accablée par les octrois. L'octroi de Paris, en moyenne, produit 140 millions, dont la plus grande partie est fournie par ceux qui ne consomment pas de gaz.

§ 9. — LE GAZ ET L'OCTROI.

Cobden a dit dans une formule célèbre : la table doit être nette d'impôt. La formule est de Cobden, mais l'idée ne vient pas de lui. Elle est bien antérieure, en tout cas elle est incomplète et trop générale. Tout au plus peut-on dire : la table du pauvre doit être nette d'impôt. Mais nous n'en sommes pas encore là, et il faudra bien du temps, peut-être des siècles, pour y parvenir. Combien vaut-il mieux dire : la table du pauvre ne doit pas être surchargée d'impôt ! Cela est beaucoup plus vraisemblable.

Aussi à Londres, à Vienne, à Berlin, à Bruxelles, à New-York, il n'y a pas d'octroi. Au contraire, il existe à Paris un octroi qui produit 140 millions en moyenne par an, ce qui correspond, pour Paris seulement, à un impôt de 68 francs par tête et de 272 francs par ménage. Et comme le coefficient de consommation des classes populaires est plus élevé que celui des classes riches, le prorata ci-dessus peut être porté plus haut. Tel qu'il est, il est déjà énorme.

Le gaz, au contraire, est une dépense qui est surtout supportée par les

Je fais à cette objection une double réponse :

Voici la première : l'industrie du gaz est très simple ; elle ne recèle aucun mystère ; les villes peuvent fort bien produire et vendre leur gaz ; aussi la tendance est-elle en ce sens. Des villes comme Manchester, Bruxelles ont pris ce parti. Elles s'en trouvent fort bien. C'est ce que fera certainement la ville de Bordeaux dans dix-huit ans. Elle sera alors en mesure de porter à son budget 3 millions et de réduire le prix du gaz à 0,15.

Voici la seconde : La Ville de Paris s'est trouvée placée, à l'égard de la Compagnie des eaux, exactement dans la situation qu'elle a actuellement vis-à-vis de la Compagnie parisienne. Elle a compris la nécessité, en ce qui est de la fourniture d'eau, d'être entièrement maîtresse chez elle. Elle a donc modifié les conditions de la concession de la Compagnie des eaux. Celle-ci est devenue une régie intéressée, qui applique les tarifs de la Ville, qui remet tous les produits à la Ville, moyennant une retenue pour payer ses services.

Il n'en doit pas être différemment pour le gaz. De compagnie fermière, la Compagnie parisienne doit se transformer en une compagnie de régie ; elle appliquera les tarifs de la Ville ; elle représentera la Ville vis-à-vis de la clientèle ; elle procurera à la Ville les capitaux nécessaires ; elle devra compte à la Ville de tous les produits de l'exploitation, sur lesquels elle aura droit, comme la Compagnie des eaux, à un prélèvement proportionnel au développement de l'exploitation.

Cette transformation peut se faire sur-le-champ. En tout cas, elle s'imposera, chaque année, davantage à la Compagnie parisienne.

Donc, la Ville n'a qu'à savoir attendre.

E. FOURNIER DE FLAIX.

acheteur, on le lui a offert tout fait. De là est né le commerce des vêtements confectionnés. Cette innovation a jeté dans l'industrie du tailleur une perturbation profonde en créant une concurrence contre laquelle il était impossible de lutter. La nouvelle industrie donnait ses produits avec un rabais de 25 0/0 qu'elle couvrait en payant ses ouvriers 10 0/0 de moins que les tailleurs parce qu'elle s'engageait à les occuper toute l'année et en achetant 15 0/0 au-dessous du cours les étoffes qui restaient en fin de saison aux manufacturiers et, tout en équilibrant ainsi les frais et les recettes amoindries, elle ajoutait encore une nouvelle source de bénéfices, peut-être la plus grosse, par la vente au comptant et la suppression du crédit.

Le public goûta l'innovation, car en 1866, une seule maison, *la Belle jardinière*, faisait 15 millions d'affaires, c'est-à-dire le sixième du chiffre total d'affaires réalisées par les 1.720 tailleurs. Aussi l'industrie du tailleur cessa-t-elle de progresser, et aujourd'hui il n'y a pas à Paris plus de tailleurs qu'il y a vingt ans.

Mais il y en a encore autant. Les magasins de vêtements confectionnés n'ont donc pas tué complètement les maisons de vêtements sur mesure. C'est que les premiers ne remplacent pas complètement celles-ci. Les classes moyennes et les classes inférieures qui avaient contribué dans une si grande proportion au développement des tailleurs formèrent la clientèle des magasins, mais les classes aisées continuèrent à se faire habiller comme par le passé. Les tailleurs, et surtout les grands tailleurs, prirent un peu le caractère d'une industrie de luxe, les tailleurs anglais ou soi-disant anglais contribuèrent pour une bonne partie au maintien de la profession par le chiffre d'affaires important que leur a valu l'anglomanie. On sait que c'est une maladie qui sévit chez nous de ne trouver rien de bien que ce qui se fait chez nos voisins. Il faut croire d'ailleurs que c'est une maladie qui date de loin, car nous lisons dans les doléances d'un maître tailleur du xv^e siècle : « Mes draps et mes habits « valent peut-être mieux que les draps et les habits d'Espagne ; mais « pour les vendre même moins cher qu'ils ne coûtent, je suis obligé de « les appeler draps et habillement d'Espagne et non de France, car un « homme tant soit peu notable ne voudrait pas les porter ». A cette époque, c'était l'Espagne qui était à la mode.

En somme, si le métier de tailleur anglais ou non se maintient, c'est uniquement aux classes aisées qu'il le doit, mais il ne progresse pas, et bien que la population de Paris se soit accrue de 500.000 habitants depuis vingt ans, le chiffre des affaires n'a pas augmenté. Cette industrie, comme toutes les industries riches, subit au contraire, quoique dans une moindre proportion, le contre-coup des crises financières et se ressent de l'abaissement des fortunes privées produit par une plus grande

Les pompiers sont payés à l'heure, ils gagnent en moyenne 80 c.; cependant quelques maisons les payent 85 c., mais d'autres ne les payent que 75 c. et même dans les petites maisons que 70 c. Ils font jusqu'à douze et treize heures de travail. La moyenne est de onze et le salaire moyen est de 9 fr. par jour.

Les appièceurs sont payés à la pièce, emploient le concours de leur famille ou même d'étrangers s'ils le veulent, et arrivent souvent à faire un chiffre de travail assez considérable. Un appièceur seul avec sa femme gagne de 100 à 120 fr. par semaine. Il y en a, ceux qui font les habits de soirée par exemple, qui gagnent jusqu'à 130 et même jusqu'à 150 fr. par semaine.

Le moins payé de tous, l'ouvrier qui fait les retouches chez le patron, le pompier, gagne donc en moyenne 9 francs. Il n'y a à Paris pour gagner autant que les ouvriers en métaux : forgerons, chaudronniers, etc., dont le métier est beaucoup plus fatigant, ou les bijoutiers, qui doivent à l'adresse toute exceptionnelle qu'ils ont et à la responsabilité que leur causent les matières qu'ils emploient, des salaires aussi élevés. Enfin les boulangers, dont le travail de nuit est, comme on sait, des plus pénibles, sont les seuls ouvriers qui gagnent plus que les ouvriers tailleurs.

Et cependant ceux-ci ont demandé une augmentation. Sur quoi se basent-ils? nous l'ignorons; je crois même qu'il n'y avait aucun motif mis en avant. La grève a éclaté sous l'influence de quelques meneurs jaloux de montrer leur autorité.

Le prétexte a été l'augmentation de 10 centimes demandée par les pompiers, ils désiraient être payés désormais 90 centimes l'heure. Le nombre des pompiers n'est pas considérable et la grève n'aurait pas eu le retentissement qu'elle a eu ni le nombre d'adhérents qu'elle a comptés si les appièceurs n'avaient suivi à leur tour. Ces derniers, qui sont payés à la pièce, demandaient une augmentation représentant environ 2 fr. par jour. Cette demande était encore plus élevée que celle des pompiers et cependant leur situation est encore meilleure.

Ce n'est pas par l'insuffisance du salaire qu'on peut expliquer un mouvement semblable, il faut donc en chercher l'explication ailleurs.

Les ouvriers tailleurs ont-ils plus mauvaise tête que le reste des ouvriers parisiens, sont-ils plus faciles à exciter, ont-ils plus de défauts? Dans une étude faite en 1857 sur les ouvriers tailleurs de Paris, M. Focillon les accuse d'être plus dépravés que dans les autres corps d'état d'avoir plus de penchant à la luxure et à la dépense. Ce reproche n'est plus fondé. L'ouvrier tailleur ne vaut ni moins ni plus qu'un autre ouvrier; on sait que la dépravation dans les ateliers de Paris est malheureusement à peu près la même partout. Quant aux dépenses, il en est pour l'ouvrier tailleur comme de tous les ouvriers qui ont des salaires

qui a établi un tarif que les patrons n'ont pas voulu adopter après la fameuse grève de 1879, n'admet pas qu'on travaille au-dessous de son tarif, et n'était la triste situation dans laquelle se trouve aujourd'hui l'imprimerie, on n'aurait pas cessé de voir se renouveler cette ingérence tyrannique et abusive auprès des typographes travaillant aux conditions qu'ils ont pu trouver et auprès des imprimeurs employant les ouvriers qui leur plaisent.

Il en est de même pour les tailleurs. Les ouvriers tailleurs ont une société : *la Philanthropique*, qui a la prétention elle aussi de ne laisser travailler que ses adhérents et de vouloir établir les conditions du travail comme elle l'entend. Quand un étranger à l'association travaille dans un atelier, elle le persécute pour qu'il quitte la place ; si elle n'y réussit pas, on s'en prend au patron et on tâche d'arriver à ses fins. C'est à cette société qu'il faut attribuer l'initiative du mouvement et la résistance prolongée qui a suivi.

* *

Les grèves d'ouvriers tailleurs n'ont pas été bien fréquentes, cependant il y en a eu plusieurs dans ce siècle. Une grève assez importante eut lieu à Bordeaux en 1837. Il s'agissait d'élever les salaires de 60 à 65 centimes. Les ouvriers quittèrent les ateliers en pleine saison, au moment des commandes, afin d'embarrasser les patrons. Ils persistèrent sept semaines ; puis, comme il arrive toujours, leurs ressources étant complètement épuisées, ils revinrent prendre leur place au travail. Il n'y eut aucun résultat. En 1867, il y eut à Paris une tentative de grève à laquelle la politique n'était pas étrangère. Elle se soutint quelque temps avec le concours de l'association des travailleurs de Londres, qui venait de se fonder et qui était affiliée à l'association internationale des travailleurs. La même année la grève la plus importante qu'aient faite les tailleurs éclatait à Londres. Déjà deux tentatives faites en 1834 et en 1866 dans le but d'élever les salaires n'avaient pas abouti. Ils gagnaient alors 75 centimes par heure. Cette grève de 1867 est curieuse, parce qu'elle présente beaucoup d'analogie avec celle qui vient d'avoir lieu chez nous. Le 22 avril 1867 les ouvriers tailleurs se mettaient en grève au nombre de 3.000 contre 88 maisons. Les maîtres tailleurs se soutinrent de leur côté et la lutte demeura engagée avec une grande animosité. Les grévistes avaient organisé un système de sentinelles autour des maisons des patrons, pour les empêcher de remplacer les ouvriers absents, c'est ce qu'on appelle en Angleterre le *picketing*. Les maîtres tailleurs qui avaient déjà fait condamner un certain nombre d'ouvriers reconnus coupables d'avoir employé les menaces et la violence pour détourner leurs camarades de se rendre au travail, poursuivirent devant

vince et de l'étranger, mais, comme toujours, ces secours se réduisirent à des envois insignifiants d'argent de Londres et de Lille.

De leur côté, les patrons opposant organisation à organisation avaient constitué une caisse pour venir en aide à ceux d'entre eux qui ne pourraient attendre la fin de la crise. Les dépenses qu'elle eut à payer furent presque nulles.

Enfin, le ciel lui-même se mit contre les ouvriers, le temps resta à la pluie toute la fin de mai et les commandes de vêtements d'été se trouvant reculées les maîtres tailleurs furent beaucoup moins pressés.

Bref, la grève eut le sort de la plupart des grèves; après quarante jours les ouvriers demandèrent à rentrer et le travail reprit partout aux mêmes conditions qu'auparavant.

..

Les demandes d'augmentation de salaires pouvaient-elles être accueillies? Et les patrons étaient-ils en mesure de supporter le surcroît des dépenses qui en seraient résulté, c'est ce que nous allons examiner.

Il s'agissait, comme on l'a vu plus haut, d'une augmentation pour les pompiers de 10 centimes, portant l'heure de 80 à 90 centimes et pour les appièceurs de 2 francs par jour, c'est-à-dire une augmentation pour les uns de 12 0/0 et pour les autres de 20 0/0 des salaires actuels, soit en moyenne de 16 0/0. Or, y a-t-il un tailleur qui puisse dans les circonstances présentes augmenter le prix de sa main-d'œuvre de 16 0/0? Assurément non.

Dans le chiffre total des dépenses d'un tailleur la matière première : étoffe, doublure, fournitures de toutes sortes entre pour 40 ou 45 0/0, la main-d'œuvre représente à peu près le même chiffre.

Il reste donc pour le bénéfice brut de 15 à 20 0/0 au maximum. C'est en effet ce qu'une maison bien administrée, jouissant d'une bonne clientèle gagne.

Ainsi une maison ordinaire, qui fait un chiffre d'affaires de 150.000 fr., paye 60.000 fr. de main-d'œuvre et reste avec un bénéfice brut de 25 à 30.000 fr. ; or, c'est sur ces 25 à 30.000 fr. qu'il eût fallu prélever un chiffre supplémentaire de salaire de 9 à 10.000 fr. Que serait-il resté au patron une fois tous ses frais de loyers, de gaz, d'impôts retranchés? Serait-il même resté quelque chose? Ce n'est pas sûr, car ces 10.000 fr. constituent pour beaucoup le bénéfice net, et encore ne faut-il pas pour cela compter trop de perte résultant du crédit, car le crédit est ce qui tue le tailleur. C'est une calamité à laquelle il doit se résoudre, il faut qu'il fasse crédit, et qu'il fasse un long crédit. C'est dans les mœurs, et il ne sera pas facile de changer cet état de choses.

En résumé, on voit d'après l'exposé ci-dessus, dont les chiffres pris à

LE BANQUET ANNUEL DU COBDEN-CLUB

Le banquet qui réunit annuellement les membres du Cobden-Club a eu lieu, le 13 juin dernier, dans la grande salle de *Ship Hôtel*, à Greenwich, sous la présidence de sir Charles Dilke, membre du Parlement et président du *Local government Board*, dans le cabinet dont M. Gladstone était le chef, ayant à sa droite M. Milatovich, ministre plénipotentiaire à Londres du gouvernement serbe, et M. Fransen van de Putte, un des hommes politiques les plus remarquables des Pays-Bas. Le premier vice-président était M. Thomas Bayley Potter, secrétaire honoraire du Cobden-Club et l'un des membres les plus en vue de la Chambre des communes. Parmi les membres étrangers, on remarquait M. Adolphe Le Hardy de Beaulieu (Belgique); M. Arturo de Macoartu (Espagne); le baron Gustave de Werbekx (Autriche); M. Cyrus Field (États-Unis). Les colonies et les possessions britanniques étaient représentées par M. Lalmohun Ghose (Inde); M. S. Constantine Burke (Jamaïque); M. George Lloyd, ancien trésorier colonial de la Nouvelle-Galles-du-Sud. Enfin, au nombre des membres titulaires de l'Association qui étaient présents, on comptait M. Chamberlain, ancien président du *Board of trade*; M. William Baxter, sir Georges Campbell M. William Rathbone, N. Henry Broadhurst, membres du Parlement; M. Brodrick, M. Probyn, trésorier honoraire de l'Association et M. Richard Gowing, son secrétaire titulaire; M. Augustus Mongredien, lord Houghton, M. David Chadwick, etc., etc.

Le PRÉSIDENT, sir CHARLES DILKE, après avoir porté, suivant l'usage, un toast à S. M. la reine et un autre au prince et à la princesse de Galles, ainsi qu'au reste de la famille royale, toasts à l'occasion desquels il n'a pas manqué de rappeler que le prince de Galles avait pris, en qualité de président, une part très active aux travaux de la commission des logements d'ouvriers; le président a proposé ensuite de boire à la mémoire de Cobden; ce qui a été fait de grand cœur et au milieu d'enthousiastes acclamations. Sir Charles Dilke a prononcé alors un discours consacré presque entièrement aux questions politiques du jour et où nous ne trouvons pas, au point de vue économique, une ample moisson à faire. Il s'est félicité, comme d'une application partielle des principes généraux de Cobden, de la tournure qu'a prise le conflit anglo-russe, lequel, il y a quelques trente ou quarante ans, eût tourné immédiatement à une terrible guerre. Le différend, il est vrai, n'est pas encore réglé d'une façon définitive; mais les deux parties litigantes ont accepté en prin-

partir avec nos cousins d'au delà de l'Atlantique, et c'est mon ferme espoir que cette façon de faire nous épargnera le recours à la terrible extrémité de la guerre, avec son lugubre cortège de ruines, de dévastations et de maux de toute sorte ».

M. CHAMBERLAIN s'est levé après M. Probyn. Il a fait allusion d'abord à l'insuccès des négociations entre l'Angleterre et la France pour le renouvellement du traité de 1866. Ces négociations n'ont pas abouti, sans doute, à un nouvel arrangement formel; mais elles sont loin d'être toutefois restées inutiles, comme beaucoup trop de gens sont enclins à le croire, ou ne se gênent point pour le dire tout haut. C'est quelque chose, selon l'ancien président du *Board of Trade*, que par suite du fonctionnement de la clause de la nation la plus favorisée et aussi du bon vouloir du gouvernement français, quand il a concédé à la Grande-Bretagne le bénéfice des traités conclus avec d'autres pays, les relations commerciales entre les deux grands peuples riverains de la Manche continuent d'être aussi libres et aussi faciles que par le passé.

M. Chamberlain, moins optimiste que son ancien collègue, sir Charles Dilke, avoue sans peine que, pour le moment du moins, les perspectives du libre-échange ne sont pas des plus souriantes. Ses principes perdent du terrain plutôt qu'ils n'en gagnent sur le continent européen. Mais M. Chamberlain estime que l'Angleterre n'a rien à redouter de cette circonstance, tandis que les États qui s'endurcissent dans leur ancien protectionnisme, ou qui reviennent à ses errements, après avoir paru enclins à les désertir, se préparent de cruelles déceptions et vont au-devant d'une sévère punition. Pour mieux dire, cette punition a commencé et pour s'en convaincre, il suffit d'un coup d'œil jeté sur la situation respective des États-Unis et du Royaume-Uni dans ce moment où l'industrie et le commerce traversent une crise universelle. Le Royaume-Uni a eu sans doute sa part des souffrances inévitables en pareille occurrence; mais somme toute, son commerce n'a point été trop éprouvé et il reste le plus prospère du globe entier. Aux États-Unis, pays qui semble s'acharner dans son erreur protectionniste, le spectacle est tout différent, et le tableau qu'un Américain, M. Mac Culloch secrétaire de la Trésorerie fédérale, traçait récemment de la situation économique de son pays, serait à lui seul une preuve que le système protecteur n'est point le paratonnerre qui éloigne d'un peuple les troubles du champ de la production et les accidents du marché du travail.

« Une question, dit M. Mac Culloch, s'impose aujourd'hui d'une façon impérieuse à l'attention générale : il s'agit de savoir comment soulager notre pays de la pléthore de produits manufacturés sous lesquels son marché succombe et comment aussi prévenir à l'avenir cette même pléthore. Évidemment, notre puissance productrice est beaucoup au-dessus

72.000 livres sterling, sont actuellement tombées au chiffre vraiment insignifiant de 28.000 livres sterling. Que l'on compare ces résultats à ceux qu'a obtenus une industrie tout à fait livrée à ses seules forces : la fabrique de laine de Bradford. Dans ce même espace de trois années, 1882-1884, les exportations anglaises de lainages pour les États-Unis ont plus que doublé et, en ce moment même, elles représentent la valeur gigantesque de 3.100.000 livres sterling » (77.500.000 francs).

Passant à la France, « autre pays protectionniste », M. Chamberlain constate que ce qui s'y passe n'est pas de nature à donner raison aux prétentions des semi-protectionnistes anglais. Dans l'opinion de MM. Chaplin et Lowther, tout ce qu'il faudrait à l'agriculture britannique pour reprendre son antique prospérité, ce serait l'établissement d'un droit fixe de 5 shillings par *quarter* de blé. Or, la France a essayé de ce genre de spécifique, et elle ne paraît guère s'en être bien trouvée, puisqu'on lit, dans un rapport adressé aux Chambres françaises, que, dans un seul département, il y a 840 fermes non louées et 8.000 hectares laissés en friche dans un seul arrondissement. Les agriculteurs se découragent, et ils préfèrent de plus en plus l'élevé du bétail au labourage lui-même. Il n'y a point, d'ailleurs, que l'agriculture à souffrir en France : l'industrie aussi y traverse une crise fort douloureuse et qui a tout particulièrement frappé sur les grandes industries du bassin de la Loire, l'extraction de la houille, la fabrique des métaux, celle des rubans et des soieries. Et pourquoi en est-il ainsi ? s'est écrié M. Chamberlain. En ce qui concerne tout au moins l'une de ces industries, c'est évidemment et uniquement la faute des tarifs protecteurs, et l'on est une fois de plus en face de l'impuissance de ces tarifs à remplir le but qu'ils s'assignent à eux-mêmes. Aujourd'hui, la fabrique de la soie fait largement entrer le coton même dans ses plus beaux produits, et les filés de coton étrangers sont lourdement taxés par le tarif français, de telle sorte que ce que le législateur a voulu faire pour le bénéfice des filateurs de coton du Nord se trouve aujourd'hui contre les fabricants de soieries du Sud.

M. Chamberlain s'est rassis au milieu des plus vives acclamations, et le petit discours de M. LE HARDY DE BEAULIEU a été de même vivement applaudi. « Nous autres Belges, a-t-il dit, nous avons joui pendant trente-sept ans du commerce le plus libre en fait d'alimentation, après avoir subi durant trente autres années, un régime hautement protecteur. Les résultats du rappel de nos lois sur les céréales avaient été des plus significatifs : les propriétés immobilières avaient, tant comme fond que comme rente, augmenté dans une proportion de 100 0/0. Nous nous sommes lassés de tout cela, et en vertu d'une réaction, d'ailleurs plus politique qu'économique, nous avons oublié les avantages

armes pour la propriété d'une nation. En d'autres termes, cette lettre que M. Milatovich a eue entre ses mains, était, pour se servir de ses termes mêmes, « un grand sermon politique ayant pour texte les paroles : Travail, liberté et bonne volonté à l'égard de tous les hommes », c'est-à-dire à peu près la devise même qui est devenue celle de Cobden lui-même.

M. GEORGE A. LLOYD, ancien trésorier colonial de la Nouvelle-Galles du Sud, a donné de fort intéressants détails sur la situation économique des colonies australiennes. Au point de vue territorial, elles représentent une aire longue de 2.500 milles et large de 2.000 milles, et font avec le reste du monde un commerce allant jusqu'à 115 millions de livres sterling, soit plus de 2 milliards et trois quarts de notre monnaie. M. Lloyd a vécu, pendant un demi-siècle, dans la Nouvelle-Galles du Sud et il se souvient de l'époque où l'extraction houillère n'y dépassait point 500 tonnes par an ; maintenant elle s'élève au chiffre de 2 millions de tonnes. Il se félicite grandement d'avoir réussi en 1873, sous l'administration de sir Henry Parkes, à substituer au régime protecteur d'alors un tarif très libéral et s'inspirant, dans ses grandes lignes, des doctrines du libre-échange. Malheureusement, le régime protecteur continue d'avoir, dans la colonie de Victoria, limitrophe de celle de la Nouvelle-Galles du Sud, une de ses forteresses. Victoria manifeste la plus grande confiance dans la vertu de sa politique commerciale, et la Nouvelle-Galles n'est pas moins convaincue de l'efficacité de la sienne. « En pareille occurrence, la parole est aux faits. Pendant la période décennale de 1873 à 1883, l'accroissement des exportations de Victoria a été d'une valeur de 1.096.409 livres sterling, tandis que pour la Nouvelle-Galles, elle était de 10.488.674 livres sterling. Quant aux importations, en voici les chiffres pour le même laps de temps : Victoria, 1.209.990 liv. st. ; Nouvelle-Galles, 10.488.674. Enfin, la population s'est accrue dans la Nouvelle-Galles de 309.000 habitants, contre 159.000 seulement en Victoria. »

On sait que les thés de l'Inde font une concurrence de plus en plus sérieuse aux thés de la Chine, et que, dans ces derniers temps, il a été question de taxer ces thés de préférence à la bière. Telle est l'opinion de sir Michaël Hicks Beach, un des membres les plus importants du parti conservateur et aujourd'hui l'un des collègues du marquis de Salisbury ; mais l'on ne s'étonne point qu'elle ne soit point celle de M. LALMOHUN GHOSE, un de ces Hindous qui se sont tout à fait ralliés à la domination britannique et qui sont devenus Anglais par le langage, les mœurs et les habitudes. « Il faut y regarder à deux fois, s'est-il écrié, avant de prendre une pareille décision, laquelle ne tend à rien moins qu'à grever un article d'une consommation générale parmi les Anglais, en

même temps qu'à entraver les progrès d'une des cultures les plus intéressantes de l'Inde, et cela dans le dessein de favoriser une classe spéciale de citoyens, les brasseurs et les débitants de bière. Le gouvernement de l'Inde a frappé d'un droit de 5 0/0 les cotonnades du Lancashire et cette décision a provoqué un *tolle* général dans la presse métropolitaine. Songez un peu à l'effet que produirait dans l'Inde la nouvelle que ses thés ont été frappés d'un droit de 50 0/0 à leur entrée en Angleterre ».

M. THOMAS BAYLEY POTTER a ensuite proposé un toast en l'honneur de sir Charles Dilke, proposition accueillie par de vifs applaudissements. Il a prononcé ensuite une courte allocution dans laquelle il s'est surtout attaché à définir le vrai rôle du Cobden Club, que certaines personnes sont disposées à considérer comme exclusivement économique. « Le Cobden Club, dit à ce propos M. Thomas Bayley Potter, a été fondé en 1866, dans le but d'encourager la naissance et la diffusion de ces principes économiques et politiques auxquels le nom de Richard Cobden reste attaché. J'ai eu l'honneur de connaître cet homme illustre personnellement, d'une façon intime, et c'était un économiste doublé d'un homme d'État. C'est ce que la lecture soit de ses écrits, soit de ses discours, démontre jusqu'à la plus complète évidence. Et, en tant qu'homme politique, qu'est-ce que Cobden désirait ardemment ? Le maintien de la paix du monde au dehors, et au dedans le progrès moral non moins que matériel de ses compatriotes. Ce programme, la Société qui s'est formée sous ses auspices, et qui porte son nom, se l'est approprié, et elle ne le tiendra point pour rempli tant qu'il lui restera à cet égard quelque chose à faire ». (Applaudissements prolongés.)

Un toast en l'honneur de M. Potter et quelques paroles du président ont mis fin à la réunion.

AD.-F. DE FONTPERTUIS.

... ..
... ..
... ..
... ..
... ..
... ..
... ..

SECRET

THE UNITED STATES OF AMERICA
DO hereby certify that the within and foregoing is a true and correct copy of the original as the same appears in the records of the Department of the Interior.
WITNESSETH my hand and the seal of the Department of the Interior at Washington, D.C., this 1st day of January, 1901.
J. M. WILSON, Secretary of the Interior.

1. 凡在本行開辦之各項業務，均應遵守本行所定之規章制度，並應隨時注意業務之改進，以期提高服務品質。

... ALIENATED LIVES NORME
... et
... de
... 1991
... il a peu
... NORME
...
...
... une
... est
...
...
... Cela

avez eu l'audace de nommer un bâtonnier réactionnaire », écrivaient, il y a trois ans, les journaux avancés, en nous signalant aux coups du pouvoir. Eh ! bien, ce qu'on nous reproche est ce qui nous honore. Notre Ordre reçoit les hommes de tous les partis, de toutes les religions ; il leur demande seulement d'être intègres ; jamais il n'a exclu personne pour ses opinions ou ses actes politiques, mais aussi il n'a jamais plié devant la volonté ou d'un souverain absolu ou de la foule. Ainsi, la fonction qui nous incombe, dans l'état économique du pays : présenter au choix des accusés ou des plaideurs des hommes en qui ils puissent se fier, cette fonction nous la remplissons, et nos compagnies servent encore, par leur constitution même, à donner l'exemple de deux vertus assez rares dans le temps présent : le désintéressement et l'indépendance.

Certes, on peut nous abolir, et déjà on y travaille, en prétendant nous ôter ce qui fait notre soutien. Mais on peut croire aussi qu'une telle mesure serait funeste au pays et à la bonne administration de la justice.

Veillez agréer, etc.

HUBERT-VALLEROUX.

BULLETIN

PUBLICATIONS DU « JOURNAL OFFICIEL ».

(Juin 1885)

7 juin. — **Décret** constituant une commission spéciale pour la préparation des projets de décrets destinés à être rendus en forme de règlements d'administration publique, en vue de l'application de la loi sur la relégation des récidivistes.

— Etendant le service des colis postaux entre la France et l'Annam et entre l'Annam et la France, ainsi que ses colonies et divers pays.

9 juin. — **Loi** ouvrant un crédit extraordinaire de 615.000 fr. pour le câble télégraphique sous-marin du Tonkin.

11 juin. — **État** des contributions directes et taxes assimilées et de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

— **Impôts** et revenus indirects en France. — Comparaison des recouvrements du mois de mai et des cinq premiers mois de 1885 avec les évaluations budgétaires correspondantes et avec les recouvrements des cinq premiers mois de 1884.

membre titulaire en remplacement du prince de Talleyrand, le 7 juillet 1838, qu'à la Société d'économie politique, dont il était l'un des fondateurs, ou que dans notre association, M. Hippolyte Passy occupait une situation à part, j'allais dire unique. Il était comme un « bon génie ».

« C'était le conseiller aimable dont nul n'invoquait inutilement l'expérience; c'était le travailleur zélé qui acceptait toutes les tâches et les accomplissait à merveille; qu'il s'occupât de politique ou d'économie politique, qu'il traitât des questions purement financières ou des sujets de statistique, en toute occasion son avis était autorisé au premier chef et son jugement était au-dessus de tout recours.

« C'est un spectacle un peu à part dans notre époque, Messieurs, que celui d'un contemporain qui ne trouve que des admirateurs et des amis; ce spectacle qui m'a, jadis, vivement frappé, m'a paru de nature à vous être tout particulièrement retracé, bien qu'il l'ait été déjà avec une autorité sous laquelle je me sens à l'abri ¹.

« Ce n'est point que la vie de M. Hippolyte Passy manque de traits charmants que j'aurais plaisir à vous redire, ce n'est point que son nom ne soit resté attaché à des écrits considérables bien que peu nombreux, ce ne sont pas les services qu'il a rendus à son pays et à la science qui font défaut et dont le récit le louerait énergiquement; mais non! tout cela, à mon sens et, permettez-moi de le dire, à l'avis de M. Hippolyte Passy lui-même, était peu de chose; car, chez lui, la simplicité primait tout ce qui lui tenait le plus au cœur, c'était de justifier, sans le chercher, le titre que tous ceux qui l'ont connu lui confèrent: celui d'homme de bien; j'aime mieux dire de « sage ».

« M. Hippolyte Passy était bien, à mon avis, l'homme des présidences, aussi en occupa-t-il beaucoup! car c'était plus un directeur qu'un lutteur, au moins dans la dernière partie de sa longue existence.

« Vous me pardonnerez, Messieurs, d'avoir surtout envisagé M. Hippolyte Passy à ce point de vue un peu particulier. Vous oublierez avec moi que M. Passy écrivit sur l'*Aristocratie*, sur les *Formes du Gouvernement*, sur les *Systèmes de culture*, sur les *Causes de l'inégalité des richesses*; vous oublierez aussi, et cette courte mais remarquable étude que signa M. Hippolyte Passy sous ce titre: *Des services que rend et peut rendre la statistique*, et ce discours d'inauguration des conférences, tenues en 1878, dans lequel, mieux que quiconque, votre doyen et le président de cette sorte de congrès exposait l'importance de la science que nous cultivons; mais vous ne me pardonneriez pas de vous avoir dit ses cam-

¹ Voir les paroles prononcées par M. Jules Simon dans la séance de l'Académie du 5 juin 1880 et l'allocution de M. E. de Parieu, le même jour, à la réunion de la Société d'économie politique.

Cette association peut rendre aux études et aux publications statistiques de très grands services. Grâce à la bonne volonté que tous les membres du congrès apportaient à la réalisation de l'idée d'union, grâce à l'excellente direction que le président, sir Rawson W. Rawson, a donnée aux débats pendant toute la durée du congrès, les statuts modifiés par une commission que présidait M. Mouat ont été votés, et la première organisation du nouvel institut a été constituée.

Société française des Amis de la Paix. — Le Conseil d'administration de la Société vient de publier le manifeste suivant à l'occasion des élections :

Monsieur et cher collègue,

Dans l'une de ses dernières réunions, le conseil d'administration de la Société française des Amis de la Paix a décidé l'envoi, à tous ses sociétaires, adhérents et correspondants, d'une circulaire réclamant, en vue des diverses élections législatives qui auront lieu cette année, leur concours le plus actif.

Le moment est opportun; il est temps, pour nous, de sortir de la période théorique et d'aborder franchement le côté pratique par lequel, seul, nous pouvons obtenir le triomphe des idées à la propagation desquelles nous nous sommes voués.

Le peuple est souverain, le corps électoral est le maître.

Et c'est au maître, c'est à celui qui subit toutes les horreurs de la guerre, à celui qui en supporte tous les frais, que nous devons nous adresser.

C'est donc à lui, à ce maître souverain, à ce corps électoral qui, cette année, fera légalement entendre sa voix toute-puissante, que nous devons nous adresser et dire :

Si vous êtes las des charges que le régime des guerres incessantes impose,

Si vous ne voulez pas que la dette publique continue de croître,

Si vous ne voulez pas que les impôts si lourds que vous supportez suivent la marche progressive qui, depuis un demi-siècle surtout, leur a été imprimée,

Si vous ne voulez pas que vos enfants continuent d'aller verser leur sang dans toutes les contrées du globe, sans que ni vous ni eux sachiez au juste pourquoi,

Si vous trouvez que les travaux de la guerre sont ruineux, tandis que les travaux de la paix sont productifs; que le service militaire vous enlève chaque année les bras vigoureux de vos enfants et vous laisse à vous seuls la charge des plus débiles, des plus jeunes, qui vous seront

dications de la Démocratie, trahie par ceux qui avaient charge de les défendre.

Aux tentatives de division, perfides ou inconscientes, nous répondons par le groupement de toutes les forces loyalement démocratiques, par l'union socialiste. Cette union a pour corollaire l'accession, au Parlement, des prolétaires, notamment des travailleurs manuels.

Ce que nous voulons, c'est la réforme égalitaire et radicale de l'impôt; c'est la suppression des monopoles et des privilèges; c'est l'émancipation économique des travailleurs. — Les questions économiques et sociales doivent primer celles d'un ordre purement politique.

Nous protestons énergiquement contre toute guerre de conquête.

Il faut enfin qu'une politique véritablement nationale soit substituée à la politique personnelle de cabinet, par la transformation des fonctions ministérielles, et par la restitution au peuple de l'exercice normal et direct de ses droits.

C'est sur ce terrain, dont nous indiquons les grandes lignes, que se constituera le grand parti socialiste, le parti des principes et des réformes, dans lequel viendront se fondre par la logique des choses et par la puissance des idées, les différents groupes et écoles qui ont pour base la souveraineté du peuple et le suffrage universel.

PARTIE POLITIQUE

Art. 1. — Revision intégrale de la Constitution par une Assemblée exclusivement élue à cet effet par le suffrage universel.

Suppression du Sénat et de la présidence de la République.

Suppression des ministres; leur remplacement par des fonctionnaires nommés par l'Assemblée et toujours révocables par elle.

Art. 2. — Assemblée unique et permanente, nommée pour trois ans et renouvelable annuellement par tiers sur l'ensemble des départements.

Art. 3. — Questions de paix et de guerre soumises au vote de la nation, ainsi que les questions de revision constitutionnelle.

Arbitrage international.

Art. 4. — Liberté individuelle; liberté absolue de parole, de presse, de réunion et d'association, garanties, comme droits imprescriptibles, par la Constitution.

Abrogation de la loi sur l'internationale des travailleurs.

Art. 5. — Décentralisation gouvernementale et administrative : à l'Assemblée, les intérêts nationaux; aux conseils généraux, les intérêts départementaux; aux conseils municipaux, les intérêts communaux.

Autonomie communale, c'est-à-dire la commune maîtresse de son administration, de ses finances et de sa police, dans les limites compatibles avec l'unité de la France.

Art. 13. — Souveraineté absolue du suffrage universel, dans la révocation comme dans le choix de ses mandataires.

Assimilation du mandat électif au mandat civil.

Interdiction du vote secret et du vote par procuration dans les assemblées délibérantes.

Interdiction aux élus de se servir de leur titre pour patronner des sociétés financières ou industrielles.

Art. 14. — La Constitution placée sous la sauvegarde de la nation armée.

Art. 15. — Amnistie pour tous les crimes et délits politiques et faits s'y rattachant.

PARTIE ÉCONOMIQUE

Art. 1^{er}. — Revision de l'impôt et de son mode de perception.

Suppression des octrois et des taxes de consommation.

Substitution immédiate de l'impôt progressif à l'impôt proportionnel.

Impôt progressif sur le capital et sur le revenu.

Impôt progressif spécial sur les successions.

Art. 2. — Suppression de l'hérédité en ligne collatérale.

Art. 3. — Suppression graduelle de la dette publique et interdiction de nouveaux emprunts.

Suppression du budget extraordinaire.

Art. 4. — Inaliénabilité de la propriété publique.

Revision de tous les contrats ayant aliéné la propriété publique (mines, canaux, chemins de fer, etc.).

Extension du principe de la loi sur les délégués mineurs à toutes les entreprises dirigées ou concédées par l'État.

Art. 5. — Revision intégrale, dans le sens démocratique, de la loi de 1867 sur les sociétés.

Droit pour les travailleurs d'être représentés dans les assemblées générales d'actionnaires.

Art. 6. — Réduction légale de la durée maximum de la journée de travail.

Interdiction du travail des enfants au-dessous de 14 ans dans les ateliers, usines et manufactures.

Art. 7. — Développement de l'enseignement professionnel.

Création d'écoles d'apprentissage placées sous la surveillance des chambres syndicales et sous la direction de professeurs ouvriers nommés au concours.

Art. 8. — Interdiction absolue du livret d'ouvrier.

Interdiction, pour les patrons et pour toute administration, de frapper les salariés de retenues ou d'amendes.

trécir. Cette part pour laquelle elles dépendent de l'étranger diffère selon les industries. Ainsi, l'industrie lyonnaise exporte plus de la moitié de sa production, et il en est de même de l'ensemble des branches de l'industrie parisienne; l'exportation de l'industrie lainière est évaluée au tiers de sa production totale. Qu'est-ce à dire, sinon que la moitié du nombre des fabricants et des ouvriers lyonnais et parisiens, le tiers du nombre de fabricants et des ouvriers de l'industrie de la laine tirent de l'exportation les profits et les salaires qui les font vivre? Si l'on estime à 1.000 francs par tête le revenu moyen de la masse des producteurs agricoles et industriels, entrepreneurs, capitalistes et ouvriers qui se partagent la valeur des exportations des différents pays d'Europe, — et cette moyenne est calculée plutôt trop haut que trop bas, — on trouvera qu'il y a en Europe et principalement dans les pays les plus avancés, en Angleterre, en France, en Allemagne, en Belgique, en Hollande, 20 millions d'hommes dont les moyens d'existence dépendent uniquement de l'étranger.

Maintenant, quel est l'effet de l'augmentation de droits qui provoque la guerre de tarifs? C'est de rétrécir ou de fermer le débouché sur lequel vivent dans un pays étranger un nombre plus ou moins considérable de fabricants et d'ouvriers, et par conséquent de ruiner les uns et de réduire les autres à demander leur pain à la charité publique ou privée, en attendant qu'ils aient réussi à trouver un autre emploi ou qu'ils aient pris le parti de s'expatrier. A ce coup porté à son industrie ou à son agriculture, le pays étranger répond par des représailles. Il frappe à son tour d'un supplément de droits les produits de la nation qui a commencé la guerre. Vous surtaxez mes céréales, nous dit par exemple la Roumanie, vous privez mes propriétaires, mes cultivateurs et ouvriers agricoles d'une partie du revenu qui les fait vivre; eh bien! moi, de mon côté, je vais surtaxer vos produits industriels, vos soieries, vos articles-Paris, vos lainages. Ce sera tant pis pour vos fabricants et vos ouvriers, et tant mieux pour les ouvriers allemands et autrichiens; mais que voulez-vous? C'est la guerre. Il ne fallait pas la commencer.

Certes, il serait facile de démontrer aux Roumains qu'en usant de représailles ils se font tort à eux-mêmes; qu'au dommage que nous avons infligé à leurs agriculteurs en élevant notre tarif des céréales, ils ajoutent un autre dommage qu'ils infligent à la généralité de leurs consommateurs, en surtaxant nos produits industriels, et, comme le remarquait Bastiat, que ces deux pertes ne sauraient constituer un profit; mais la guerre appelle la guerre, et quand on reçoit un coup on n'est pas fâché de le rendre, dût-on s'écorcher le poignet. Et voilà comment la folie malfaisante des hommes introduit la guerre dans l'arène

perçu par voie de retenue lors du paiement des intérêts et des lots de ces emprunts ou par voie de déduction lors de la présentation de coupons de ces titres en paiement à des caisses de l'État.

4. A l'égard des revenus de valeurs à intérêts émises par des institutions publiques ou privées, l'impôt est prélevé sur le montant intégral de chaque paiement périodique d'intérêts à effectuer sur les titres en circulation et il est versé au Trésor par lesdites institutions dans le délai d'un mois à dater de l'échéance de ces intérêts. Les susdites institutions retiennent envers les ayants-droit l'impôt payé par elles à l'État.

5. A l'égard des revenus de fonds placés en comptes-courants ou d'autres dépôts dans des établissements de crédit, l'impôt est versé au Trésor par ces établissements dans le délai d'un mois après la clôture des comptes périodiques de ces dépôts, d'après le relevé des intérêts payés aux déposants ou portés en augmentation des dépôts. Les susdits établissements se remboursent ensuite, par voie de retenue à l'égard des déposants, de l'impôt qu'ils ont payé à l'État.

6. En cas de doute relativement à la détermination de l'impôt dans les cas énoncés aux articles 4 et 5, le ministère des finances peut désigner un délégué pour vérifier la taxation conjointement avec des fonctionnaires de l'institution publique ou des administrateurs de l'institution privée intéressée. En cas de désaccord entre les derniers et les organes du ministère des finances, l'impôt est perçu d'après la taxation établie par le ministère des finances, sauf pour la partie intéressée le droit de formuler une réclamation, dans l'ordre établi, pendant un délai de trois mois ; au cas où la réclamation est reconnue fondée, la part d'impôt indûment perçue est remboursée à l'ayant-droit.

7. Le défaut de paiement de l'impôt aux termes indiqués (articles 4 et 5) entraîne une amende de 1 0/0 par mois de retard du montant de l'impôt en souffrance ; toute fraction de mois de retard est comptée pour un mois entier. En cas de dissimulation ou d'omission d'un revenu sujet à l'impôt, il est perçu une amende du triple de l'impôt dû pour ce revenu.

8. Le ministre des finances est chargé de déterminer, de concert avec le contrôleur de l'Empire, les règlements relatifs à la constatation des revenus imposables en vertu de la présente loi, ainsi qu'à l'encaissement et à la comptabilité des recettes de l'impôt.

LISTE DES VALEURS A INTÉRÊTS EXEMPTES DE L'IMPÔT. — *I. Fonds publics* — **A. Emprunts conclus en espèces métalliques.** — *a) Dette extérieure à terme :* 1. Premier emprunt hollandais ; 2. Emprunt anglo-hollandais de 1884 ; 3. Emprunt anglo-hollandais de 1866 ; 4. Emprunt extérieur 5 0/0 de 1877 ; 5. Premier emprunt 4 1/2 0/0 ; 6. Second emprunt 4 1/2 0/0. — *b) Dette extérieure perpétuelle :* 7. Deuxième emprunt 5 0/0 ; 8. Sixième emprunt 5 0/0 ; 9. Septième emprunt 5 0/0 ; 10. Em-

Dans le courant d'une année, le réseau des télégraphes de l'État (en y comprenant le téléphone) s'est accru de 3.317 3/4 verstes de lignes, de 5.526 1/4 verstes de fils et de 66 stations. Les télégraphes des chemins de fer se sont accrus de 916 verstes de lignes, de 1.516 verstes de fils et le nombre des stations de 70. Pour ce qui est des deux autres catégories, elles n'ont pas subi de changements notables. On sait que parmi les télégraphes des particuliers on compte la ligne anglo-indienne et le câble d'Aland, appartenant à la Compagnie télégraphique du Nord ; tandis que le télégraphe militaire et de police fonctionne à Saint-Petersbourg, aux environs de Krasnoé-Sélo, ainsi qu'à Moscou, Kiew et Kharkow.

Naturellement, c'est l'activité des télégraphes de l'État qui offre le plus d'intérêt. Nous avons vu plus haut que le nombre des stations est de 1.372 ; on admettait dans 729 la correspondance internationale. Chacune des stations de l'État avait en moyenne un rayon de 14.114 verstes carrées, avec une population de 73,938 habitants ; il s'y trouve en moyenne 66 verstes de lignes et 123 verstes de lignes et 123 verstes de fils. Dans le courant de 1883, on a établi dans ces stations 123 nouveaux appareils et 3.308 éléments, ce qui a porté ceux-ci au total de 2.953 appareils Morse et 126 appareils Hughes, ainsi que de 84.980 éléments. Le chiffre complet des fonctionnaires du ressort télégraphique a été en 1883 de 10.845, soit une augmentation de 370 individus, ou 3,5 0/0. L'administration y figurait pour 2 0/0, le contingent de mécaniciens et de contrôleurs pour 11,8 0/0, celui des chefs de station et de télégraphistes pour 61,6 0/0, des facteurs et serviteurs subalternes pour 24,6 0/0. Le nombre des femmes employées était à cette même époque de 758.

En ce qui concerne le mouvement de la correspondance télégraphique du réseau de l'État en 1883, il s'exprime de la façon suivante :

	TÉLÉGRAMMES		
	Intérieurs.	Internationaux. Expédition.	Réception.
1. Payants :			
De la part d'augustes personnages..	—	3.539	2.536
Administratifs.....	240.212	3.844	2.285
Commerciaux.....	3.120.943	391.844	378.802
Des journaux.....	13.069	2.082	9.649
Divers.....	4.986.861	174.129	183.652
2. Gratuits :			
De la part d'Augustes personnages..	7.251	—	—
De l'administration télégraphique...	518.681	8.199	10.264
Météorologiques.....	29.183	5.952	11.129
Total.....	8.916.200	589.589	598.387

En dehors de ces chiffres, il y a eu encore 121.963 télégrammes en transit ; de façon que le total du mouvement télégraphique en Russie pendant l'année 1883 se chiffre par 10.226.139 dépêches. Dans ce nombre,

4.160.679 r. pour l'entretien du personnel. Le revenu net de 1883 a été par conséquent de 2.094.587 r. (7,64 0/0 de moins que pour l'exercice antérieur).

Le téléphone n'existe chez nous que depuis 1882. La Compagnie Bell, constituée pour vingt ans, l'exploite dans les villes de Saint-Petersbourg, Moscou, Varsovie, Odessa et Riga. Elle y a établi 700 installations. L'étendue des lignes est de 360 verstes, celle des conduits de 3.839 verstes. Le nombre des abonnés est de 1.817. En six mois on a établi encore 686 verstes de lignes téléphoniques et 621 verstes de conduits. Parmi les abonnés il y avait 479 banques et comptoirs, 314 organes administratifs et municipaux, 85 rédactions de journaux, 237 fabriques, 389 magasins et boutiques, 91 hôtels et 334 particuliers. Le nombre des conversations serait en moyenne : à Saint-Petersbourg, de 28.661; à Moscou, de 17.143; à Varsovie, de 32,243; à Odessa, de 25.134, et à Riga, de 14.544.

La guerre aux Mormons. — On sait que, depuis l'adoption de la loi Edmunds par le Congrès sous l'administration du président Arthur, l'autorité fédérale, dans l'Utah, est actuellement occupée à donner la chasse aux mormons polygames. C'est une tâche épineuse et ingrate, attendu que la loi est pleine d'obscurités, la procédure hérissée de subtilités et de chausse-trappes qui fournissent aux délinquants de faciles échappatoires; et de plus, les agents de l'autorité ont besoin d'une circonspection et d'une subtilité peu communes pour déjouer les ruses, les faux-fuyants, et les subterfuges sans fin par lesquels une population entière travaille en commun à protéger ceux que la loi proscriit. En réalité, les exemples de répression sont peu nombreux, malgré la diligence des poursuites. Un grand nombre de personnes tombant sous le coup de la nouvelle législation sont presque impossibles à atteindre. Beaucoup quittent momentanément le pays, ou disparaissent sans qu'on puisse découvrir ce qu'elles deviennent, grâce à la connivence qu'elles trouvent dans leur entourage, et grâce même à des publications fictives qui les représentent comme ayant passé dans d'autres territoires, alors que le plus souvent elles sont simplement à l'abri dans leurs propres demeures ou dans des maisons amies.

On a imaginé, pour fournir une base aux poursuites, d'établir un recensement des polygames dans tout le Territoire. On comprend les difficultés d'un pareil travail, car on sait que les mariages ne sont pas célébrés en public et qu'ils ne sont constatés par aucun document officiel; depuis dix ans surtout le secret des cérémonies matrimoniales est gardé avec un soin particulier, et il n'existe pas d'autres preuves des alliances de ce genre que la notoriété publique ou l'enquête judiciaire;

pant une haute position, riche et considéré, ayant été mis en jugement, après plusieurs autres, pour « cohabitation illégale », a été déclaré coupable, avec ajournement de la sentence au lendemain. Dans l'intervalle, il restait libre sous caution. Le soir, un bon nombre de ses coreligionnaires ont donné un banquet en son honneur, et lui ont remis des *résolutions* le comblant d'éloges. Il avait, était-il dit, rempli le plus sacré des devoirs en refusant de désavouer ses familles et de leur retirer sa protection. Il emporterait en prison l'affection et le respect de toute la population, à laquelle il avait donné un grand exemple, et qui le tenait pour une victime de l'intolérance et un martyr de sa foi.

On pourrait noter aussi, au milieu de ces mouvements qui dérangent toute la vie sociale d'un peuple poussé, ou au moins encouragé à cette condition par l'impunité dont il a joui pendant de longues années; on pourrait noter aussi, disons-nous, des épisodes comiques où se retrouvent les traits éternels de la faiblesse humaine; cet exemple notamment d'amour-propre et de jalousie féminine. Les agents de police étaient à la piste d'un nommé Peter Levi, qui avait notoirement trois femmes avant le vote de la loi Edmunds, mais qui, depuis, s'était arrangé pour éviter une constatation qui l'aurait exposé à une pénalité rigoureuse. Les agents trouvèrent moyen de lier connaissance avec la troisième femme, qui était remarquablement orgueilleuse et jalouse. Ils lui racontèrent que son mari allait partout proclamant qu'il avait pris ses deux dernières femmes pour suivre la mode, mais qu'il n'aimait, en réalité que la première et qu'il passait plus de temps avec elle qu'avec les deux autres. Cette petite perfidie réussit à souhait. La femme irritée se jeta à plein collier dans la vengeance qu'on lui montrait. Elle fit avec passion toutes les révélations qu'on lui demandait, davantage encore, et le malheureux Levi, confronté avec elle et ne pouvant supporter ses regards de tigresse courroucée, n'essaya même pas de se défendre. Il fut arrêté, s'avoua coupable de cohabitation criminelle, et fut condamné à l'amende et à l'emprisonnement.

Le mariage, ses vicissitudes, le divorce, ont déjà fourni bien des sujets tragiques ou comiques au roman et au théâtre. La guerre à la polygamie mormonne ouvre une nouvelle mine non moins féconde aux romanciers et aux dramaturges; si cela se passait ailleurs que dans les pays perdus du *Far West*, il y a longtemps qu'ils y auraient puisé à pleines mains.

(*Courrier des États-Unis.*)

Gibraltar. — Nous extrayons d'un itinéraire de Marseille au Gabon, par M. E. Trivier, commandant de la goëlette le *Conquy*, une note intéressante sur Gibraltar, où le *Conquy*, chassé de Valence, de Carthagène et de Malaga par les tracasseries de la douane espagnole, était allé se

D'un côté à l'autre de la baie, le contraste est frappant, et il est facile de voir pourquoi les Gibraltarins veulent être anglais. Ici l'activité, le commerce, la richesse ; là-bas, à Algésiras, la noire misère avec tout ce qu'elle entraîne à sa suite.

A Gibraltar, on est coudoyé à chaque instant par des gens affairés courant plutôt que marchant et ne se laissant arrêter par rien. A Gibraltar, les bruits de l'atelier se font entendre toute la journée ; les lourds camions, pesamment chargés, promènent en ville leur infatigable activité. Dans la ville espagnole, aucun bruit ne se fait entendre, les rues sont désertes, nulle animation ; tout est mort, et si par hasard, l'on voit quelque silhouette se détacher d'un mur noirâtre, c'est bien certainement un mendiant qui vient vous mettre à contribution.

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE

RÉUNION DU 6 JUILLET 1885.

NÉCROLOGIE : M. Vuitry.

COMMUNICATION : La Ligue pour le libre-échange.

DISCUSSION : La participation aux bénéfices est-elle contraire aux principes économiques ?

OUVRAGES PRÉSENTÉS.

La séance est présidée par M. Frédéric Passy, député, l'un des présidents.

Il fait remarquer avec satisfaction que, depuis la dernière réunion, la Société n'a perdu aucun de ses membres. Cependant, il pense qu'elle doit s'associer au deuil de l'Académie des sciences morales, qui a été récemment frappée dans la personne de M. Vuitry. Ancien gouverneur de la Banque de France, M. Vuitry s'était consacré à l'étude des questions d'administration financière et avait publié, depuis quelques années, d'importants ouvrages sur l'histoire des finances sous l'ancienne monarchie française.

M. le Président annonce à l'assemblée la présence, comme invités du Bureau, de MM. Bodio, directeur général de la statistique du royaume d'Italie ; Perozzo, inspecteur en chef des travaux techniques du ministère des finances, à Rome ; Ch. Robert, ancien secrétaire général du ministère de l'instruction publique ; Gruhier, vice-président de la Société d'économie populaire, et Veyssier, secrétaire de ladite Société.

M. A. Courtois, secrétaire perpétuel, énumère les ouvrages et bro-

amis, à propos de la demande, qu'ils faisaient au gouvernement, de l'ouverture d'une « Caisse » destinée à recevoir les dépôts des participants. Cette future caisse, ajoutée à tant d'autres qui servent à drainer l'épargne populaire, a paru présenter à M. P. Leroy-Beaulieu un nouveau danger de gaspillage accompagné de subventions aussi onéreuses que parasites.

Après M. Arthur Mangin, M. Brelay se cite lui-même comme ayant, dans un travail relatif au Familistère de Guise, critiqué les doctrines socialistes dont cet établissement comporterait, d'après M. Godin, son fondateur, la réalisation pratique.

Cela dit, et avant d'aller plus loin, M. Brelay croit nécessaire que l'on se mette d'accord sur un point essentiel : la nécessité inéluctable du salaire. Loin de songer à le supprimer ou à le remplacer, il faut, selon lui, en rendre la notion de plus en plus distincte, faire comprendre à tous, patrons et ouvriers, employeurs et employés, qu'il doit constituer un contrat synallagmatique, liant les uns et les autres pour un temps déterminé si possible, pendant lequel les entrepreneurs ne soient pas plus en droit de prononcer le *lock out* que les ouvriers de proclamer la grève.

Le but à se proposer par la participation doit être de fortifier le salaire en l'augmentant, non comme un droit acquis pour la partie supplémentaire, mais bien comme un encouragement salubre, légitime, et comme un moyen particulier de faire comprendre l'harmonie des intérêts.

Les partisans de la participation, guidés à la fois par la philanthropie et par l'esprit conservateur, se sont proposé de démontrer que l'antagonisme entre la direction et l'exécution était factice, que l'épargne était possible, et qu'avec de la bonne volonté de part et d'autre, on pourrait ou supprimer, ou résoudre des problèmes mal posés. Ils se sont donc mis à l'œuvre avec activité, promettant des avantages nouveaux, organisant l'économie, assurant, autant que possible, ici, la pension viagère, là, le patrimoine futur, sur les bases adoptées par M. A. de Courcy; organisant la prévoyance, la mutualité, les secours, l'apprentissage, s'efforçant de prévoir et de réfuter les critiques et les objections; montrant, enfin, un zèle et une activité qu'il convient de reconnaître hautement. Une critique de M. Brelay, à cet égard, est celle-ci : les participationnistes, afin de rendre plus visibles les avantages qu'ils confèrent, ont présenté leur répartition des fruits du travail, — en ce qui concerne les ouvriers, — comme devant avoir lieu au prorata des services rendus, c'est-à-dire : tant au capital, tant à la direction et tant à la main-d'œuvre. N'est-il pas à craindre qu'en scindant ainsi ces éléments par abstraction, on

réellement nouvelle de cet examen contradictoire, parce qu'il s'agit principalement de la participation ouvrière.

Des esprits chagrins ou méfiants se sont attachés à représenter les industriels participationnistes comme des hommes avisés dont le but était, avant tout, de s'assurer, par des liens plus ou moins dorés, une solide clientèle d'ouvriers, expurgée des nomades, des turbulents, etc.

On a donc accumulé dans ce but, les séductions, telles que l'obligation d'épargner, et, par endroits, la possibilité de se loger convenablement à peu de frais. Ces procédés semblent à l'orateur très rationnels, et si la participation, ainsi comprise, ne s'est pas, jusqu'ici, très étendue, cela doit tenir surtout à l'indifférence, au parti-pris ou à l'incrédulité de ceux qu'on appelle à en bénéficier.

Quoi qu'il en soit, on ne peut contester qu'il n'y ait eu de beaux succès dus à ce mode d'organisation du travail; on en continue l'étude et l'application et il n'est pas impossible qu'avec beaucoup de persévérance chez les patrons, de discipline de la part des ouvriers, on obtienne des résultats de plus en plus encourageants.

Pour cela, il ne faut jamais perdre de vue le prototype de la participation, c'est-à-dire l'établissement fondé par le vénérable et regretté M. Leclaire, entrepreneur de peinture, qui existe et prospère toujours sous la raison sociale actuelle Redouly et Cie.

Faut-il dire que cette Société est une exception inimitable ? Nul n'a le droit de se prononcer radicalement dans ce sens, et l'on peut dire qu'il y a là une question d'espèce. Il faut citer encore un autre exemple considérable : celui d'Angoulême, où M. Laroche-Joubert père avait organisé, sur un plan d'une analogie lointaine avec celui de Leclaire, des entreprises coopératives appuyées sur un capital de 4 ou 5 millions.

Le troisième type, remarquable par son importance et par son originalité, est la fabrique socialiste d'appareils de chauffage et de cuisson de M. Godin, de Guise, dont il a déjà été question. Là, encore, il s'agit de capitaux mobiliers et immobiliers qui se chiffrent par un bon nombre de millions,

Tel est l'état des choses en ce qui concerne la grande participation en France. Sur une échelle plus restreinte, il faut noter le beau et légitime succès de M. Chaix, dont l'organisation est excellente et qui donne 15 0/0 de ses bénéfices nets à son personnel.

M. Goffinon, secrétaire de la Société de participation, a fort bien réussi également comme entrepreneur de plomberie, et a rédigé des statuts très étudiés, pouvant servir de modèle à quiconque voudra appliquer la participation ouvrière.

serté les ateliers en vue d'obtenir la réduction de la journée de travail à huit heures. La grève ne dura que quelques jours; quand les ouvriers rentrèrent, MM. Brewster prouvèrent aisément que la direction à elle seule, pour cette courte interruption d'affaires, avait subi une perte sèche de cinquante mille francs. Naturellement, la participation fut supprimée.

M. Herbert Spencer, cité par V. Böhmert, de Berlin, attribue ces maladresses à l'infériorité intellectuelle de la classe ouvrière, c'est-à-dire à son degré de civilisation insuffisamment avancé. Le temps seul, dans ce cas, pourra améliorer l'état des choses.

M. Brelay conclut en répétant : « La participation, *librement pratiquée*, n'a rien de contraire aux principes économiques ».

M. Charles Robert remercie le bureau de la Société et M. Brelay d'avoir mis ainsi en présence les belligérants de la participation. Rien n'empêche les adversaires de discuter cette question sans amertume et avec la plus entière cordialité, ainsi que l'a fait autrefois la Société dans ses séances d'avril, mai et juin 1870, sur la proposition du regretté Jules Duval. M. Charles Robert, qui assistait à l'une de ces séances, a depuis quinze ans trouvé, dans de nouvelles études, la confirmation de ses opinions favorables à la participation; il peut en parler maintenant comme membre d'une réunion de chefs d'industrie qui, pour s'occuper de la participation à un point de vue absolument pratique, ont fondé dans ce but, il y a sept ans, une société dont on ne peut être membre qu'à la charge de diriger des ouvriers ou des employés. Ces études sont placées sous l'égide du principe de liberté. Tout ce qui concerne la rémunération du travail doit dépendre d'un libre contrat et n'obéir qu'à la loi de l'offre et de la demande. Le salaire pur et simple est légitime, mais le système qui ajoute au salaire la participation aux bénéfices se rattache au principe de la proportionnalité des concours et des risques est juste; aussi si le capital-argent s'expose, le capital humain n'est pas moins menacé; si le capital en sus de l'intérêt stipule un dividende, l'ouvrier après le salaire peut aspirer à une participation. Ce régime, que M. Charles Robert trouve équitable, lui paraît offrir divers avantages spéciaux. D'abord, celui de prévenir les demandes d'augmentation de salaire, et de préserver ainsi le prix de revient de surcharges malencontreuses qui ferment le débouché et menacent l'industrie dans son existence même. La participation a empêché des grèves. Dans la fonderie de caractères, elle a fait plus : elle a rendu facile tout récemment à la maison Deberny une importante réduction de salaire sur travail aux pièces, rendue indispensable par les

ment florissant qu'on puisse dédaigner l'étude de celui dont le tableau exposé à Anvers fait connaître beaucoup d'exemples ?

Il ne s'agit pas, dit M. Charles Robert, d'un moule uniforme à imposer, ni même à indiquer. Les types industriels ont cette infinie variété des créations originales de l'art japonais, dont la célèbre collection de l'honorable M. Cernuschi contient de si magnifiques spécimens, et qui sont distinctes tout en ayant un air de famille. Les lois allemandes sur l'assurance obligatoire contre la maladie et les accidents ont fait déjà disparaître en Alsace plus d'une institution ingénieuse et spéciale, adaptée soigneusement par d'excellents patrons aux besoins de leur personnel. La Société de participation n'est pas de cette école. Elle s'appuie sur l'initiative individuelle, éclairée par la méthode expérimentale et ne cherche d'autre force en dehors d'elle que la volonté libre des patrons et des ouvriers.

Il est bien clair, dit M. Adolphe Coste, que la participation aux bénéfices ne peut pas être contraire aux principes économiques, puisque ce n'est, en définitive, comme l'a expliqué M. Charles Robert, qu'une forme libre de contrat, dont la diversité même confirme la liberté.

Au fond de cette diversité, il y a cependant un caractère commun. Le salaire est une assurance à forfait, par le chef d'industrie, du dividende du travailleur. Pour assurer le dividende fixe des ouvriers, les patrons ont fait sur ce dividende, comme certaines Compagnies d'assurances, une retenue un peu trop forte; quelques-uns la restituent aujourd'hui sous forme de participation aux bénéfices, de gratifications, de subventions aux caisses de retraites, etc.

Quelle est, en général, l'importance de ce reversement des patrons ? La maison Leclaire distribue, en fin d'année, jusqu'à 20 et 25 0/0 des salaires. C'est là un fait exceptionnel. En général, les répartitions ne s'élèvent pas à beaucoup plus de 5 ou 10 0/0 des salaires. L'efficacité du procédé tient-elle donc à une si faible gratification ? et le malentendu social dépend-il d'une misérable différence de 100 fr. ou de 200 fr. dans le salaire annuel des travailleurs ? Il est difficile de le croire et il faut plutôt attribuer les bons résultats de la participation aux vertus concomitantes des patrons qui l'exercent. Avec de bons patrons, l'entente sociale est forcée. La principale valeur de la participation aux bénéfices consiste donc en ceci, qu'elle est une excellente pierre de touche du caractère des patrons. A cet égard, on ne saurait trop chercher à la propager. Mais son efficacité est compromise quand on se trouve en présence d'une industrie impersonnelle, d'un anonymat. A ce sujet, on a cité des chif-

ment florissant qu'on puisse dédaigner l'étude de celui dont le tableau exposé à Anvers fait connaître beaucoup d'exemples ?

Il ne s'agit pas, dit M. Charles Robert, d'un moule uniforme à imposer, ni même à indiquer. Les types industriels ont cette infinie variété des créations originales de l'art japonais, dont la célèbre collection de l'honorable M. Cernuschi contient de si magnifiques spécimens, et qui sont distinctes tout en ayant un air de famille. Les lois allemandes sur l'assurance obligatoire contre la maladie et les accidents ont fait déjà disparaître en Alsace plus d'une institution ingénieuse et spéciale, adaptée soigneusement par d'excellents patrons aux besoins de leur personnel. La Société de participation n'est pas de cette école. Elle s'appuie sur l'initiative individuelle, éclairée par la méthode expérimentale et ne cherche d'autre force en dehors d'elle que la volonté libre des patrons et des ouvriers.

Il est bien clair, dit M. Adolphe Coste, que la participation aux bénéfices ne peut pas être contraire aux principes économiques, puisque ce n'est, en définitive, comme l'a expliqué M. Charles Robert, qu'une forme libre de contrat, dont la diversité même confirme la liberté.

Au fond de cette diversité, il y a cependant un caractère commun. Le salaire est une assurance à forfait, par le chef d'industrie, du dividende du travailleur. Pour assurer le dividende fixe des ouvriers, les patrons ont fait sur ce dividende, comme d'assurances, une retenue un peu trop forte tuent aujourd'hui sous forme de participation tifications, de subventions aux caisses de retr

Quelle est, en général, l'importance de ces trons ? La maison Leclaire distribue, en fin 25 0/0 des salaires. C'est là un fait exceptionnel : les partitions ne s'élèvent pas à beaucoup plus de 10 %. L'efficacité du procédé tient-elle donc à une question de chiffre et le malentendu social dépend-il d'une question de chiffre ? 100 fr. ou de 200 fr. dans le salaire annuel ? C'est difficile de le croire et il faut plutôt attribuer la participation aux vertus concomitantes des patrons. Avec de bons patrons, l'entente sociale est facile, la valeur de la participation aux bénéfices est grande, qu'elle est une excellente pierre de touche. A cet égard, on ne saurait trop chercher l'efficacité est compromise quand l'industrie impersonnelle, d'un

ployeurs et les employés ? L'affirmative n'est pas niable. Il suffit de rappeler la récente grève des tailleurs, sans compter les précédentes. Ce qu'il y a de plus grave, c'est que l'étranger est là tout prêt pour bénéficier des troubles causés par nos conflits professionnels. Il y a donc quelque chose à faire ; à défaut d'autres données, la participation est là qui fait chaque jour ses preuves, et les esprits positifs doivent se rendre à l'évidence de ses bienfaits.

M. Charles Robert signale un fait relatif au contrôle des comptes. Il déclare énergiquement que les chefs d'industrie qui font participer leur personnel entendent bien rester maîtres chez eux et qu'ils n'admettent pas l'ingérence des ouvriers, soit dans leurs opérations, soit dans la confection des inventaires. Mais il peut convenir, néanmoins, de donner des garanties. Le 28 juin dernier, une entreprise de couverture et plomberie, qui fait participer ses ouvriers depuis quinze ans, les a convoqués, en présence d'un honorable architecte de Paris, arbitre-rapporteur près les tribunaux, qui avait reçu, par une délibération commune des patrons et des ouvriers, la mission de vérifier l'inventaire pour en déclarer, sans phrases ni détails, s'il y avait lieu, la régularité. C'est ce qui a eu lieu. La déclaration a été faite nettement, mais en deux lignes. C'est ainsi que procède en Angleterre, dans les sociétés anonymes, le *public accountant*. M. Charles Robert attache une très grande importance à cette innovation, qu'il a cru devoir signaler à toute l'attention de la Société.

M. Ameline de la Briselainne dit que la participation aux bénéfices, librement et volontairement appliquée, n'est certainement pas contraire aux règles les plus sévères de l'économie politique ; mais est-il légitime, est-il scientifique, est-il conforme à la science économique d'imposer la participation aux bénéfices, par des moyens directs ou indirects ? Est-il admissible que, pour des travaux de l'État, des départements et des communes, le cahier des charges contienne cette clause impérative, qui est tout au moins une nouveauté : L'entrepreneur, par cela seul qu'il est adjudicataire, s'engage à faire participer ses ouvriers à ses bénéfices ?

La participation aux bénéfices qui ne résulte que de la liberté contractuelle est exempte de toute critique. Elle constitue un contrat très net, susceptible de donner lieu à une poursuite judiciaire régulière. Il n'est pas insolite de voir les contrats entre *commis intéressé et patron* soumis à la juridiction du tribunal de commerce de la Seine. Ce contrat de participation, si l'on veut bien le comprendre, doit se distinguer entièrement de l'association et de la société civile

tres éléments, un fossé qui ne se comblera pas. Le salaire ne court pas de risques, et quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, ce sera toujours un fait énorme que de risquer ce qu'on a. Dans une mesure plus modérée, plus sage, le ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Waldeck-Rousseau n'a pas dissimulé son opinion. Il a déclaré officiellement que cette clause, dans le cahier des charges, d'une participation obligatoire, lui semblait utile et désirable, et justifiée par notre état social.

Or, au point de vue économique proprement dit, nous ne pouvons pas aller jusque-là. C'est de la politique, peut-être, mais ce n'est pas de l'économie politique. La science ne peut pas admettre que l'État intervienne à ce point dans les relations privées, surtout dans les rapports si minutieux du capital et du travail, qu'il est si facile d'altérer et de fausser. Cette doctrine d'extension des pouvoirs de l'État a un nom, c'est le *socialisme d'État*. Ce socialisme-là nous envahit petit à petit. Sous toutes les formes et tous les jours, il gagne du terrain.

M. Frédéric Passy, sans vouloir, en raison de l'heure avancée, résumer la discussion, se borne à constater deux points :

1° La participation, évidemment, n'a rien de contraire aux principes économiques, dans les limites de la liberté ;

2° Quand la participation est constituée d'un commun accord entre patrons et ouvriers, elle a principalement des résultats moraux. Elle stimule, chez les uns comme chez les autres, certaines qualités du plus heureux effet au point de vue économique.

De ce qu'il faut, pour que le système réussisse, la réunion, chez les patrons, chez les ouvriers, dans les diverses industries, de qualités spéciales peu communes, il résulte que ce régime n'est pas, de prime abord, extensible sans limites, ni convenable à tous les genres d'industries. Et de plus, dans une même industrie, la participation ne saurait être toujours applicable à la généralité des résultats de cette branche de travail.

Mais il est consolant et intéressant de constater, encore une fois, que le système de la participation, malgré les diverses formes qu'il peut affecter et malgré les difficultés d'application qu'il comporte, est surtout susceptible de donner tous ses bons effets lorsqu'il est fondé sur le respect de la liberté.

La séance est levée à minuit moins dix.

Le Rédacteur du Compte rendu : CHARLES LETORT.

JOURNAL DES ÉCONOMISTES.

s éléments, un fossé qui ne se comblera pas. Le salaire ne court pas de risques, et quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, ce sera toujours un fait énorme que de risquer ce qu'on a. Dans une mesure plus modérée, plus sage, le ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Waldeck-Rousseau n'a pas dissimulé son opinion. Il a déclaré officiellement que cette clause, dans le cahier des charges, d'une participation obligatoire, lui semblait utile et désirable, et justifiée par notre état social.

Or, au point de vue économique proprement dit, nous ne pouvons pas aller jusque-là. C'est de la politique, peut-être, mais ce n'est pas de l'économie politique. La science ne peut pas admettre que l'État intervienne à ce point dans les relations privées, surtout dans les rapports si minutieux du capital et du travail, qu'il est si facile d'altérer et de fausser. Cette doctrine d'extension des pouvoirs de l'État a un nom, c'est le *socialisme d'État*. Ce socialisme-là nous envahit petit à petit. Sous toutes les formes et tous les jours, il gagne du terrain.

M. Frédéric Passy, sans vouloir, en raison de l'heure avancée, résumer la discussion, se borne à constater deux points :

1° La participation, évidemment, n'a rien de contraire aux principes économiques, dans les limites de la liberté ;

2° Quand la participation est constituée d'un commun entre patrons et ouvriers, elle a principalement des résultats :

Elle stimule, chez les uns comme chez les autres, certainement le plus heureux effet au point de vue économique. De ce qu'il faut, pour que le système réussisse, la réunion des patrons, chez les ouvriers, dans les diverses industries spéciales peu communes, il résulte que ce régime de prime abord, extensible sans limites, ni conventions, genres d'industries. Et de plus, dans une même industrie, la participation ne saurait être toujours applicable à la gestion de cette branche de travail.

Mais il est consolant et intéressant de constater que le système de la participation, malgré les inconvénients qu'il peut affecter et malgré les difficultés d'application, est surtout susceptible de donner tous ses bons effets sur le respect de la liberté.

La séance est levée à minuit moins dix.

Le Rédacteur du Comptoir

sociaux n'est pas la seule raison qui oblige la statistique à devenir internationale. Il y en a une autre, c'est la solidarité de plus en plus affirmée des diverses familles humaines. L'orateur donne quelques exemples de cette solidarité ; ce passage, qui fait songer à l'une des plus belles pages d'Adam Smith sur l'échange, est couvert d'applaudissements.

Que de préjugés une bonne statistique internationale ne permettrait-elle pas de dissiper, dit l'orateur. Par exemple, dit-il, on a cru, à tort, jusqu'à la fin du dix-huitième siècle, qu'il y avait trop de blés en France. De cette erreur ont résulté maintes mesures fâcheuses, que nous aurions peine vraiment à nous expliquer aujourd'hui si nous ne savions à quelles observations inexactes elles sont dues. Dans un ouvrage des plus curieux, *le Pacte de famine*, qui a paru récemment à la librairie Guillaumin, M. Léon Biollay en a retracé le tableau. L'opinion courante était que la France produisait, bon an mal an, deux ou trois fois la quantité de blés nécessaires à sa consommation ; les famines, si fréquentes, étaient ainsi inexplicables, autrement que par les suppositions les plus outrées. Actuellement, on est fixé sur l'importance réelle des récoltes en France. Leur statistique est assez bien faite. Aussi personne ne songe-t-il plus à réclamer contre la liberté du commerce des grains à l'intérieur.

En revanche, nous n'avons pas, en France, une connaissance assez précise des faits internationaux par rapport aux blés. Les préjugés se sont donc modifiés, sans rien perdre de leur ancienne vivacité. On ne croit plus à une surproduction intérieure, mais on croit à l'excès de la production étrangère. Les craintes n'ont fait que changer d'objet, et des mesures de protection sont réclamées comme autrefois : seulement elles visent maintenant l'étranger. C'est aux statisticiens qu'il appartient de faire plus de clarté sur ce sujet et ils sont de taille à le faire.

« Il est probable, dit M. Léon Say, qu'une bonne statistique internationale des blés fera justice, un jour ou l'autre, des préjugés qui existent en France sur le commerce extérieur des céréales, comme les bonnes statistiques intérieures ont fait justice des préjugés qui existaient autrefois sur le commerce intérieur de ces mêmes denrées. »

Voici les conclusions et la péroraison de ce discours :

« La statistique internationale, dit M. Léon Say, ne guérira pas toutes les maladies de l'esprit humain, elle ne dissipera pas tous les préjugés sur les lois naturelles du commerce international, mais elle mettra de nouveaux moyens de persuasion entre les mains de ceux qui travaillent à l'amélioration progressive des rapports des peuples entre eux.

« Si nous réussissons à rendre notre habitation commune — c'est-à-dire la terre habitée — plus accessible à nos recherches, nous aurons fait faire un pas de plus à la conquête de notre planète par l'humanité.

« Les grands remueurs d'idées ont été, dans les siècles passés, les

exposé de l'organisation des services de statistique dans les différents pays. Cet exposé a donné lieu à une discussion dans laquelle MM. Rawson, président de la Société de statistique de Londres ; Inama-Sternegg, directeur de la statistique en Autriche ; Keleti, directeur de la statistique en Hongrie ; Leeman, directeur de la statistique au ministère de l'instruction publique en Belgique ; Beaujon, professeur à l'université d'Amsterdam ; Bodio, directeur du Bureau central de statistique de l'Italie ; Kyaër, chef du Bureau central de statistique de Norvège ; Kummer, chef du Bureau fédéral de statistique de Suisse ; le général Francis Walker, du Bureau central d'informations du gouvernement des États-Unis, et le baron d'Ourem, membre du conseil de l'empereur du Brésil, ont pris successivement la parole. A l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la fondation de la Société de statistique de Paris, ils avaient fait faire des études historiques sur les importantes administrations qu'ils dirigent. Ils les ont déposées sur le bureau de l'assemblée.

Les renseignements qu'ils ont donnés ont été très intéressants, et ils ont permis de comparer utilement les diverses méthodes de statistique employées dans les différentes nations.

La France possède, depuis un décret du 19 février 1885, auprès du ministère du commerce, un Conseil supérieur de statistique chargé de donner à tous les services de statistique des ministères une impulsion commune et une même méthode. Les bureaux de statistique établis dans les différents ministères ne sont ni supprimés ni diminués et, comme il est dit dans le Rapport qui précède le décret, « placés aux sources mêmes des renseignements, ils continueront à les recueillir. »

En Angleterre, les services sont encore disséminés. En Suède, en Belgique, en Autriche, au contraire, tous les services de statistique sont réunis sous une seule autorité ; il en est de même en Italie, où une direction unique de statistique fonctionne. Elle est absolument autonome. Son directeur est simplement assisté d'une commission supérieure composée de douze économistes qui se sont signalés par des travaux originaux, et par les représentants des différents ministères.

Bien que le système de décentralisation ait ses avantages, a dit M. Bodio, la centralisation permet d'avoir une unité de vues et une coordination de travaux qu'il est assez difficile de rencontrer autrement. Le dépouillement des notices est fait, de cette façon, d'une manière beaucoup plus précise. Par exemple, en ce qui concerne le dénombrement et l'état civil de la population, au lieu d'envoyer à toutes les autorités locales des circulaires plus ou moins bien accueillies et plus ou moins fidèlement remplies, les employés du bureau de statistique d'Italie peuvent, à chaque dénombrement, dépouiller les 30 millions de

non pas de celles que l'ange de la Bible garde avec une épée de feu. Le climat est l'agriculture des nonchalants ».

Il conclut que les conditions de la prospérité agricole sont : 1° que la terre soit aux mains de ceux qui ont assez de capitaux pour la faire valoir et qu'elle ne soit pas chargée d'un excès de population ; 2° que les grands propriétaires laissent les villes et résident à la campagne. Fort bien ! dirons-nous, mais pour obtenir ces conditions, il ne suffit pas de les énoncer ; il faut savoir par quels moyens on y arrivera et notre auteur se tait sur ce point.

Nous ne lui en ferons pas un reproche et nous n'en recommanderons pas moins son livre aux personnes que le sujet peut intéresser. Elles y trouveront à la fois profit et agrément.

C. S.

ÉTUDES SUR LES CAUSES ET LES CONSÉQUENCES DE LA CRISE, etc., par E.-A. TESTELIN. — Brochure in-8° ; Paris, Guillaumin et Co.

Cette brochure est courte et ne contient guère que de grands mots et de grandes phrases. C'est une lourde charge protectionniste contre l'économie politique et en l'honneur de la protection. Suivant les habitudes de l'école à laquelle il appartient, l'auteur tranche, affirme et, sous prétexte de raisonner sur l'expérience, ne tient d'elle aucune espèce de compte. « La crise qui nous étreint, dit-il, et qui menace de détruire à jamais l'édifice de notre prospérité, n'est pas une crise passagère, ou, pour mieux dire, n'est pas une crise. » Voilà le début et encore n'avons-nous cité que la moitié de la phrase, d'où nous retenons seulement qu'il y a quelque part un édifice de notre prospérité et que la crise n'est pas une crise. Nous voilà bien avancés. Nous croyons inutile de conduire notre lecteur au delà de cette demi-phrase.

C. S.

L'ITALIE, SES FINANCES ET SES DÉVELOPPEMENTS ÉCONOMIQUES DEPUIS L'UNIFICATION DU ROYAUME (1859-1884), par ISIDORE SACHS. — In-8, Paris, 1885.

Prétendre rendre compte d'un pareil ouvrage, autant l'essayer du dictionnaire Littré. 1.184 pages de petit texte et de chiffres sont consacrées à l'étude de cette période de vingt-cinq années, pendant lesquelles, au point de vue politique et économique, l'Italie est passée de puissance secondaire au rang de grande puissance.

Evidemment cet ouvrage, écrit d'après des pièces, sinon des inspirations officielles, est un acte, je ne dirai pas de glorification, mais de *self-satisfaction*. C'est l'œuvre d'un véritable ami de l'Italie, qui, après tant d'énergiques efforts, regarde le passé pour mieux se réjouir du présent.

Le développement et l'attention minutieuse donnés à cette partie se retrouvent dans les autres.

Pour en parler convenablement, il faudrait les passer toutes en revue et refaire l'article, déjà fait si souvent, et qui est la thèse même de ce livre : du développement de l'Italie.

Je dis la thèse. Est-ce bien thèse qu'il faut dire ? Je le crois, mais je n'en jurerais pas. L'auteur laisse rarement, sauf dans la préface, percer le bout de l'oreille. Des chiffres, des tableaux, les explications nécessaires, et voilà tout son plaidoyer en faveur de l'Italie. Il ne dissimule même pas ses torts ; seulement il ne les crie pas sur les toits. Voici, par exemple, un décret du 12 août 1883 qui enjoint aux banques d'émission de constituer leur réserve métallique par $\frac{2}{3}$ au moins en or et $\frac{1}{3}$ au plus en argent. Deux ans plus tôt, en 1881, M. Magliani, le ministre des finances, avait déclaré que, « vivant sous le régime du double étalon établi par la loi de 1862, qui n'est pas abrogée, il n'était possible d'adopter aucune proposition qui aurait pour but de limiter le cours légal de l'argent ». Il aurait pu ajouter aussi que, liée par la convention de l'Union latine, l'Italie n'avait peut-être pas ses coudées franches. Le même M. Magliani rend plus tard le décret du 12 août 1883. Est-ce que M. Isidore Sachs va en relever la contradiction, sinon l'illégalité ? Point ! il se contente seulement, quand il mentionne ce décret pour la première fois, de mettre en parenthèse (enregistré avec réserve par la Cour des comptes).

Je pourrais citer d'autres exemples de sa même réserve à lui. Mais ce sont là des vétilles. Son livre est hors de pair et tout à fait convaincant, et il a pu dire en toute sûreté : « Tous ceux qui nous suivront, dans l'étude que nous avons faite des conditions financières et économiques du pays, arriveront aux mêmes conclusions que nous, savoir que : tant dans la situation des finances publiques que dans les conditions économiques de la nation, l'amélioration est éclatante ».

JOSEPH CHAILLEY.

LE MONOMÉTALLISME BOSSU, par HENRI CERNUSCHI. — Brochure in-4° ; Paris, Guillaumin, 1885.

Je n'ai que deux mots à dire de la nouvelle brochure de M. Cernuschi. Comme dans le *Grand procès de l'Union latine* et dans les *Assignats métalliques* dont j'ai précédemment rendu compte ici même, il poursuit, avec une rare persistance, la dissolution de l'Union latine. Dans les *Assignats métalliques*, il montrait les agissements de l'Italie et les bénéfices qu'elle recueillait, aux dépens de la France, d'une exécution assez fantaisiste de la convention monétaire. Aujourd'hui, il fait la même étude au sujet de la Belgique.

importante maison de commerce, dont la direction est confiée à un associé français. M. Georgiadès habite, en effet, Paris pendant plusieurs mois de l'année, et une partie de sa famille est fixée en France. Voilà ce que dit M. Arthur Mangin dans les quelques pages dont il a fait précéder le livre de M. Georgiadès, pages écrites, pour le dire en passant, avec cette prestesse de forme et cette solidité de fond qui caractérisent le talent de notre excellent confrère et ami. Ces pages, M. Georgiadès les avait sollicitées comme une sorte de viatique vis-à-vis du lecteur français, et M. Mangin s'est empressé de satisfaire à ce désir; mais, pour nous servir de ses expressions mêmes, le livre, non moins que son auteur, pouvaient très bien se passer d'une présentation. « M. Georgiadès parle et écrit le français en homme qui a appris cette langue à bonne école, c'est-à-dire en France. Or, c'est toujours une excellente recommandation pour un auteur étranger que de se présenter devant le public français avec un livre écrit en français, sur un sujet qui intéresse la France. Ce n'en est pas une moins bonne pour le livre lui-même que d'être l'œuvre d'un étranger ».

Dans la première partie de son travail, M. Georgiadès décrit la province de Smyrne sous le rapport géographique et physique; puis il en énumère les nombreuses productions agricoles ou industrielles. Ce sont des céréales, surtout des froments, des orges et des maïs blancs; du coton, qui donne lieu à un grand mouvement d'affaires, représentant environ 6 millions de francs annuellement; de l'opium, que la pharmacopée européenne met au premier rang, à raison de sa richesse en morphine; du sésame et des huiles de sésame; des raisins secs, dont la France fait une grande demande, et des vins en assez faible quantité; des figues, fruit le plus ancien et le fruit favori, peut-on ajouter, du pays; de la garance, des huiles d'olive donnant lieu à un commerce actif et très suivi, puisqu'on peut estimer à 200.000 quintaux, d'une valeur d'environ 9 millions de francs, le rendement annuel des oliviers; des fèves; de la gomme adragante; du suc et des racines de réglisse; de la gommamastic, exclusivement récoltée dans l'île de Chio, où l'on s'en sert pour la fabrication de la liqueur connue sous le nom de *raki* et que l'on expédie en Europe aux fabricants de vernis; de la cire très recherchée à cause de sa pureté et de son parfait blanchissement; des laines en suint ou lavées; des peaux brutes; des éponges fines et des éponges communes; des tabacs; enfin des tapis, dont l'exportation annuelle est évaluée à plus de 3 millions de francs.

L'ensemble de ces produits a donné lieu, pendant la période décennale 1872-1881, à un commerce général d'une valeur moyenne de 101.835.000 francs pour l'importation et de 91.545.000 pour l'exportation. En 1881 même, le mouvement de Smyrne comportait à l'importation 116.403.000

de l'Asie-Mineure, une seule maison de commerce française qui ait pour but spécial de représenter les intérêts du commerce national, ce qui constituait, aux temps passés, la mission des maisons françaises établies dans les Échelles du Levant ».

M. Georgiadès n'a pas manqué de faire l'historique de notre commerce avec ces Échelles, et sa tâche à cet égard lui a été facilitée par le véritable trésor — ce sont ses expressions mêmes — de documents inédits qu'il a trouvés dans les Archives de la Chambre de commerce de Marseille. Parmi ces documents figure une ordonnance de M. d'Amirat, consul de France en Morée, datée du 20 octobre 1748, qui est un bien curieux spécimen de la manière dont on entendait alors la liberté des personnes et celle des échanges. M. d'Amirat défend expressément à ses nationaux de jouer aux jeux de hasard et de banqueter somptueusement, comme ils ont coutume de le faire, *surtout lors du séjour des négociants français ou étrangers qui passent par l'Échelle*. Il ne veut pas qu'ils aient un nombreux domestique et ne leur permet l'usage des chevaux que de temps en temps, *lorsqu'ils sortent de la ville pour leurs affaires ou quelque récréation honnête*. Enfin, il renouvelle les défenses précédemment faites aux Français de s'habiller de draps anglais ou autres étoffes étrangères, *autant par économie que pour engager par l'exemple les Turcs et les Grecs du pays à rechercher les étoffes et les draps français*. Malgré ces gênes, la permission d'aller commercer dans le Levant était une faveur très recherchée, et, de 1752 à 1783, les Français eurent à Smyrne 29 maisons de commerce très importantes ; ils en possédaient 11 à Constantinople, 8 à Salonique et à Cavala. Ces établissements pouvaient être considérés comme des espèces de succursales dont Marseille était la métropole, et un édit royal, en date de mars 1781, régla les cautionnements que ces maisons devaient fournir à la Chambre de commerce de cette ville avant d'obtenir la permission d'aller s'installer en Orient.

En 1789, suivant les calculs de M. Amouroux, alors consul de France à Smyrne, le mouvement du port de Smyrne représentait pour toute l'Europe une valeur de 52.780.000 francs, et les 42 centièmes et 1/2 de ce trafic afféraient à la France. Les choses, on l'a vu, ont bien changé depuis au profit de l'Angleterre ; toutefois, la France et les Français n'ont pas cessé de faire à Smyrne une très bonne figure. Son magnifique port est, pour ainsi dire, une création française, puisqu'il doit ses docks et ses quais à des citoyens de l'antique Phocée, MM. Dussaud frères. La colonie anglaise y est de beaucoup la plus importante et la plus influente ; les Anglais ne se contentent pas d'exploiter les richesses naturelles de la province ; ils se rendent peu à peu maîtres des esprits, en faisant pénétrer dans toutes les couches sociales leur langue, leurs habitudes, leur

27.500.000 francs; elles consistaient exclusivement en produits agricoles, céréales (grains et farines), légumes secs, graines oléagineuses et laines; nos exportations n'étaient que de 7.600.000 francs, mais elles se composaient de produits fabriqués faciles à reconnaître et à surtaxer, tandis que ce ne sera pas une tâche aisée de distinguer les céréales roumaines de leurs congénères russes ou turques. Quoi qu'il en soit, c'est la guerre!

Si l'on peut calculer sans efforts ce que cette guerre coûtera aux belligérants, on cherche en vain ce qu'elle pourra leur rapporter. Mais n'en est-il pas ainsi de toutes les guerres?

*
* *

Les représailles que nous venons de nous attirer de la part de la Roumanie, l'Allemagne, de son côté, pourrait bien les subir de la part de l'Autriche-Hongrie et de la Norvège.

En Autriche et particulièrement en Hongrie, l'opinion est très excitée contre le protectionnisme bismarckien et voici ce que nous lisons dans la *Børsen-Halle* de Hambourg au sujet de l'état des esprits en Norvège :

En Norvège, dans les cercles commerciaux, il règne une grande irritation contre la politique douanière allemande. Dans la presse et chez les commerçants, aussi bien que chez les particuliers, on ne fait que proposer journellement toutes sortes de représailles possibles et impossibles contre l'Allemagne. L'opinion publique se montre unanime pour souhaiter qu'on apporte des obstacles à l'introduction, en Norvège, des marchandises allemandes, par l'élévation des droits de douane, et que, par contre, on favorise les importations des autres États, tels que l'Angleterre et la France, etc., au moyen d'une réduction du tarif en faveur de ces pays, qui sont aussi les plus importants acheteurs des produits norvégiens. Si les représentants de la nation accédaient à ces vœux, il en résulterait inévitablement un dommage considérable pour le commerce allemand en Norvège.

*
* *

En revanche, la Chambre des représentants de Belgique a repoussé une proposition ayant pour objet le rétablissement d'un droit d'entrée sur les céréales et les bestiaux. Nous lui en faisons nos sincères compliments.

*
* *

Un journal protectionniste belge, *le Patriote*, ayant invoqué notre témoignage en faveur de l'établissement d'un droit sur les denrées alimentaires, nous avons cru devoir décliner cet honneur et nous avons ajouté :

si ces plantes, cueillies à l'époque dont je vous parle, sont complètement séchées au moment où nous examinons s'il faut combattre législativement l'avilissement du prix des grains.

Grâce à la liberté du commerce des grains, la famine n'est plus à craindre ; mais on peut encore voir revenir les hauts prix, et alors on souffrira dans les campagnes non moins que dans les villes, car *à mesure que le prix des denrées s'élève, la nourriture du pauvre devient plus grossière.*

*
* *

En Suisse comme en Belgique, les tentatives de réaction protectionniste ont avorté jusqu'à présent, et on a vu même dans notre dernière chronique que l'idée d'une union douanière européenne y a rencontré des partisans. Une correspondance adressée au *Journal des Débats* renferme à ce sujet des renseignements intéressants :

Il s'est élevé au Conseil des États une discussion qui n'est pas sans intérêt pour vous : la commission chargée de l'examen de la question a proposé d'inviter le Conseil fédéral à étudier les mesures à prendre pour résister à la politique protectionniste des grandes puissances qui nuit à l'industrie suisse.

La situation est, en effet, devenue très difficile pour nous. C'est un grand malheur d'être trop petit : la Suisse ne peut suffire à consommer les produits de son industrie qui ne peut, par conséquent, vivre sans l'exportation. Or, l'élévation des droits d'entrée nous ferme de plus en plus les marchés étrangers, et celles de nos fabriques qui ne se résignent pas à mourir ou à végéter tristement sont obligées de transporter leur siège dans les grands pays où elles ont leurs débouchés.

Que faire ? La commission du Conseil des États entrevoit le salut dans une grande Ligue contre l'Amérique, d'où vient tout le mal, puisque les États-Unis, tout en inondant l'Europe de leurs produits, protègent leur propre industrie par des taxes énormes sur l'importation étrangère. Comme vous voyez, l'idée de la commission du Conseil des États n'est pas nouvelle : elle a été exposée déjà par des économistes que vous connaissez mieux que personne.

Quelques députés ont défendu cette idée devant le Conseil des États, en invoquant l'autorité de M. de Molinari ; ils ont supplié leurs collègues de partir en guerre contre « l'épidémie protectionniste qui ravage l'Europe ». Ne sommes-nous pas dans le siècle des Ligues, des Unions, des fédérations internationales ? Pourquoi n'en formerait-on pas une contre la politique douanière des États-Unis ?

La réponse du Conseil fédéral a indiqué qu'il n'a qu'une foi assez mince dans le bénéfice que la Suisse pourrait retirer d'une pa-

La loi impose à nos banques d'émission l'obligation de posséder pour leurs billets une couverture de 40 0/0 en numéraire ; or, cette réserve a été supérieure en Suisse l'an dernier, puisque l'encaisse légale des banques d'émission a été de 64 millions, en regard d'une circulation de 114 millions. Quel pays pourrait accuser des chiffres aussi favorables ? La vérité, c'est que les partisans du monopole fédéral lorgnent d'un œil jaloux les bénéfices réalisés par les banques d'émission.

Ainsi ont parlé les adversaires de la motion. Celle-ci avait reçu, dans de certaines mesures, l'appui du Conseil fédéral qui s'était engagé dans le débat ; mais vous savez que, chez nous, le pouvoir exécutif a la bonne habitude de ne pas poser la question de cabinet ; la motion a donc pu être repoussée à une grande majorité, sans que le conseil fédéral ait ressenti aucun contre-coup de cet échec.

*
* *

Ce n'est pas en Russie que nous irons chercher des recrues pour une union douanière. La Russie est aujourd'hui en pleine réaction, nous pourrions dire en pleine barbarie protectionniste. « L'augmentation des droits d'entrée, dit le journal *les Nouvelles*, traduit par le *Journal de Saint-Petersbourg*, constitue le côté saillant de notre politique financière depuis 1876. Cette année coïncida avec l'introduction du tarif en or ; en 1881, ce dernier fut encore augmenté de 10 0/0 ; en l'année 1882, une nouvelle revision du tarif aboutit à une nouvelle augmentation ; en 1883 et 1884, différents articles d'importation, les sacs, la houille, la fonte, etc., subirent une élévation de droits ; au commencement de l'année courante, il en fut de même pour le thé, le vin, l'huile, les harengs, la soie et à l'heure qu'il est pour les objets métalliques, instruments, machines et appareils de tout genre. » Enfin, le 3 juin dernier, le tarif a été augmenté en bloc de 20 0/0.

L'élévation de la taxe décrétée par la loi du 3 juin, lisons-nous dans le *Journal du ministère des finances*, représente, sauf les exceptions, 20 0/0 des anciens droits pour la majorité des articles d'importation. Les exceptions concernent d'une part quelques produits alimentaires et un petit nombre d'articles déjà fortement imposés, ainsi que des matières premières nécessaires à l'industrie, et d'autre part des articles, — principalement des objets fabriqués, — qui n'étaient pas frappés de droits protecteurs ou ne l'étaient que dans une mesure insuffisante. Pour les marchandises de la première catégorie l'ancien tarif a été conservé relevé seulement dans la proportion d'environ 10 0/0 ; pour celles de seconde il a été augmenté d'au delà de 20 0/0 et des droits protecteurs

cours à la Chambre des députés, à l'occasion de vos nouvelles lois sur les grains.

J'ai lu ces discours avec grand intérêt. Pour qu'ils n'aient pas réussi à convaincre la Chambre, il ne faut rien moins que l'ignorance trop générale de vos concitoyens dans les matières dont il s'agissait.

Il y a bien eu chez nous quelques tentatives pour remettre à l'ordre du jour la question de la protection sous le nom de commerce loyal (*fair trade*), mais ces tentatives ont misérablement échoué. Rien n'est moins vraisemblable en Angleterre qu'un retour quelconque vers le système protecteur.

Si les nations européennes voulaient accepter la liberté commerciale, c'est-à-dire des droits de douane peu élevés, ou même la suppression des douanes, l'Europe pourrait s'acheminer rapidement vers une ère de paix perpétuelle. A l'heure qu'il est, toutes les nations voient leurs ressources dévorées par les exigences insatiables du militarisme et de ceux qui en vivent.

Vous ajoutez tous les ans à votre énorme dette publique ; nous ajoutons à nos dépenses militaires. Nos fautes nous ont mis aux prises en Égypte avec des difficultés et des responsabilités de toutes sortes. Vous êtes dans la même situation à Madagascar et au Tonkin. Les intérêts des peuples sont sacrifiés aux plus misérables et aux plus coupables fantaisies de la politique étrangère. Et malheureusement ni vos concitoyens ni les miens ne sont en état de comprendre la folie de cette politique. Nous possédons en France et en Angleterre un large suffrage et des institutions démocratiques ; mais notre politique reste, à peu de chose près, ce qu'elle était jadis, et les véritables intérêts de la masse sont foulés aux pieds pour de fausses notions de gloire et d'honneur national.

Je ne puis m'empêcher de penser que l'Europe marche rapidement vers une grande catastrophe. Le poids écrasant de son système militaire ne saurait être indéfiniment supporté avec patience ; et la colère des populations poussées au désespoir pourrait bien ne pas tarder à balayer devant elle les personnages qui occupent les trônes et les prétendus hommes d'État qui gouvernent en leur nom.

...Votre nation n'a pas perdu tout sens moral ; c'est à cette pensée que je me raccroche pour ne pas me décourager. Là où le sens moral fait défaut, je ne vois plus pour un peuple que ténèbres et périls.

J'espère que votre pays et le mien pourront rester non seulement en paix, mais en réelle amitié. Je crains que nos journaux de Paris et de Londres ne se laissent aller trop souvent à exciter entre nous de mauvais sentiments. Mais depuis 1860, date du traité de notre cher ami Cob-

de faire cause commune avec les républicains protectionnistes, et voilà pourquoi, en dépit des progrès de l'opinion libre-échangiste, le protectionnisme continue à tenir le haut du pavé aux Etats-Unis. Il faudrait une énergique pression du dehors, comme celle que la Ligue de Cobden avait exercée en Angleterre, pour forcer la main aux politiciens, en faisant prévaloir l'intérêt public sur les misérables intérêts des partis. Mais il n'y a plus de Cobden, et les politiciens aidant, il n'y aura bientôt plus de Cobden-Club.

*
* *

Nous empruntons à l'*Evening-Post* de New-York ces renseignements édifiants sur l'alliance des politiciens républicains et des protectionnistes.

Les révélations qui commencent à se faire sur l'administration républicaine des douanes montrent pourquoi les politiciens ont été des champions si dévoués du système protectionniste. Ce système leur fournissait une subvention illimitée et permanente d'une valeur incomparable pour leurs campagnes électorales. Un tarif, tel qu'il a été exploité pendant les quinze dernières années, était une *bonanza* d'une richesse si merveilleuse, qu'on s'étonne que le parti qui le possédait ait pu jamais être battu. Les manufacturiers protégés étaient les plus gros contribuables au « fonds du parti », et le tribut qu'ils y apportaient seul constituait un revenu énorme. De plus, chaque douane était bondée d'une multitude d'employés, dont la moitié était inutile. Tous, manufacturiers, employés de tous grades, importateurs vivant de la fraude, apportaient avec joie et d'une main libérale leurs contributions au fonds destiné aux campagnes électorales, tous étaient les séides fanatiques de l'institution sacrée de la protection..... Le plan de M. Blaine, qui consistait à distribuer aux différents États de l'Union le produit du tarif, ou du moins ce qu'en auraient laissé les manipulateurs de la douane, aurait été la pierre angulaire de ce système et l'aurait rendu inébranlable, en intéressant tous les politiciens à sa conservation. On ne doit donc pas s'étonner de la douleur dans laquelle l'échec de ce plan a plongé les politiciens du parti républicain. Ils ont perdu, de l'épaisseur d'un cheveu, la source de revenu la plus abondante qu'un parti ait jamais pu ambitionner.

*
* *

La conférence sanitaire de Rome s'est ajournée le 13 juin jusqu'au mois de novembre, et il serait à souhaiter qu'elle ne se réunît qu'aux calendes grecques. Si elle a voté l'abolition des quarantaines de terre et des cordons sanitaires, en revanche elle a rédigé un règlement, dont l'application aurait pour résultat de « confiner » pen-

porations. Si, comme l'affirme notre collaborateur, le monopole est bon pour les avocats, on ne voit pas pourquoi il serait mauvais pour les épiciers. Ne leur donnerait-il pas à eux aussi « le désintéressement et l'indépendance », comme il les donne aux avocats ? Et si l'on considère de quelle réserve et de quel tact les avocats, investis du monopole de la défense de la veuve et de l'orphelin, font preuve dans leurs plaidoiries, à quel point encore ils se montrent sobres de paroles et s'abstiennent « d'occuper une audience entière avec une très petite cause », on demeurera convaincu que le monopole qui a la vertu de rendre les avocats indépendants, désintéressés et discrets ne manquerait pas d'opérer des merveilles analogues dans toutes les autres professions, qu'il rendrait les épiciers consciencieux, les hommes d'affaires délicats et les cochers polis. Hâtons-nous donc de rétablir les corporations et les ordres, et finissons-en avec cette malfaisante liberté du travail, que notre estimable collaborateur défend cependant, par une inconséquence bizarre, contre les socialistes et les communistes.

*
* *

La *Ligue contre le renchérissement du pain et de la viande*, présidée par M. Léon Say, vient de se reconstituer sous le titre plus général d'*Association pour la défense de la liberté commerciale*. En attendant que les circonstances lui permettent de commencer avec fruit une propagande active, elle rassemble tous les documents et renseignements propres à édifier l'opinion publique sur les résultats néfastes de la politique protectionniste. Tous « les travailleurs nationaux » : agriculteurs, industriels, négociants, ouvriers qui ont à souffrir de la prétendue protection du travail national sont invités à contribuer à cette enquête. Les communications doivent être adressées au bureau de l'Association, 14, rue Richelieu.

G. DE M.

Paris, 14 juillet 1885.

VOYAGE D'INAUGURATION AU CANADA. — A l'occasion de l'ouverture de sa ligne directe de paquebots-poste entre la France et le Canada, la *Compagnie canadienne française de navigation à vapeur* a préparé pour le *trois août prochain* un voyage d'inauguration dont la durée n'excédera pas trente-deux jours, aller et retour compris. **Prix, 700 fr.**

Ce prix comprend : 1^o Voyage de Paris au Havre, 1^{re} classe ; 2^o Passage du Havre à Halifax, cabine et table de 1^{re} classe (vin compris) ; 3^o Voyage de Halifax à Québec, sleeping-cars, wagon-salons et repas aux buffets des stations ; 4^o de Québec à Montréal et Toronto, cabine et table de 1^{re} classe ; 5^o de Toronto aux Chutes du Niagara, chemin de fer, 1^{re} classe ; et le retour dans les mêmes conditions. Restent seuls à la charge des voyageurs les frais de leur séjour à terre. Toutefois ils pourront se procurer aux bureaux de la Compagnie, 76, boulevard Haussmann, des tickets pour les hôtels du Lion-d'Or à Québec, et de Richelieu à Montréal, à raison de deux dollars et demi (12 fr. 50) par jour.

comptes depuis la promulgation de la loi reconnaissant la légalité des marchés à terme. In-8 de 16 p. Paris, Schlæber.

DROUOT (Camille). *Droit romain : Des pécules castrans et quasi-castrans.* Economie politique : Des trois systèmes historiques sur la production de la richesse nationale. In-8 de 260 p. Saint-Brieuc, Guyon.

DUBOIS (François). *La solution de la question sociale.* In-8 de VIII-56 pages. Chartres, impr. Milan-Leduc.

Evolution (l') sociale, journal hebdomadaire. N° 1 (10 mai 1885). Grand in-4 de 8 p. à 2 col. Paraît le samedi. Impr. Robert.

FAYE (Henry). *Les assemblées de la généralité de Tours en 1787.* In-8 de 64 p. Angers, Germain et Grassin. [Extrait de la « Revue de l'Anjou ».]

FAUCHÈRE - DUBOURG. *Nos pères sous Louis XIV*; extraits des Mémoires sur la généralité de Bordeaux concernant l'Agénois et les partis de l'Albret, du Bazadois et du Condomois; textes rédigés en 1715. In-8 de 68 p. [Extrait de la « Revue de l'Agenais ».]

FILIPPINI (A.-M.). *Traité pratique du budget départemental*: Compte départemental; Budget de report, Budget rectificatif, Budget primitif, Budget de l'instruction publique. In-8 de XII-268 p. Paris et Nancy, Berger-Levrault.

FLEURY (Frédéric). *Solution de la crise agricole par la mobilisation partielle de la propriété foncière.* In-8 de 46 p. Paris, Dentu.

FONCIN (P.). *Alliance française*, association nationale pour la propagation de la langue française dans les colonies et à l'étranger, conférence (Bordeaux, 1^{er} déc. 1884). In-8 de 16 p. Bordeaux, Gounouilhou.

Gard (le) socialiste, organe des travailleurs. N° 1 (26 avr. 1885). In-f° de 4 p. à 5 col. Paraît le dimanche. Marseille, impr. Fournière.

GASQUET (A.). *Précis des institu-*

tions politiques de l'ancienne France. 2 vol. in-18 de XII-380 et 356 p. Paris, Hachette.

GERARDIN. *Etude sur la solidarité.* In-8 de 70 p. Paris, Larose et Forcel. [Extrait de la « Nouvelle revue historique de droit français et étranger ».]

GUYOT (Yves). *Lettres sur la politique coloniale.* 1 vol. in-12. Paris, Reinwald.

MEYER (Dr Rodolphe). *De la surproduction économique internationale.* In-8 de 128 p. Paris, Philippa.

MICHAUX (H.-E.). *L'impôt.* In 8 de VIII-222 p. Paris, Challamel.

MIGNET. *Vie de Franklin.* 12^e édit. In-18 de 200 p. Paris, Perrin.

MONNET (Emile). *Histoire de l'administration provinciale, départementale et commerciale de France.* In-8 de VIII-566 p. Paris, Rousseau.

MOULIER (A.). *Connaissances utiles.* Questions politiques et sociales. In-8 de 32 p. Paris, impr. Noailles.

MUNIER-JOLAIN (J.). *L'ancien régime dans une bourgeoisie lorraine*, étude historique. In-8 de XXIV-46 pages. Paris et Nancy, Berger-Levrault.

Notices coloniales publiées à l'occasion de l'exposition d'Anvers en 1885. T. I. In-8 de X-666 p. Paris, impr. Nationale.

NOURRISSON. *Trois révolutionnaires*: Turgot, Necker, Bailly. In-8 de VI-438. Paris, Perrin.

OLLIVIER (Emile). *Le concordat et le gallicanisme*, discours prononcé à la salle Albert-le Grand (27 avril 1885). In-18 de 64 p. Paris, Garnier.

PARIEU (M. Esquirou de —), son rôle politique, son influence locale. In-8 de 18 p. Aurillac, impr. Bonnet-Picut.

PAULUS. *De l'avenir de l'Indo-Chine française.* In-8 de 24 p. Paris, Impr. nationale. [Extrait du « Bulletin du Comité des sciences économiques et sociales ».]

REYNAUD. V. Année.

Le Gérant : P. GUILLAUMIN.

Paris. — A. PARENT, imprimeur de la Faculté de médecine, A. DAVY, successeur, 52, rue Madame et rue Monsieur-le-Prince, 14.

temps que celle de la loi du Devoir, cette loi reconnue et proclamée par tous les grands philosophes de tous les siècles, si magnifiquement célébrée par Cicéron dans son traité *de la République* ; cette grande loi dont la claire vue a suffi pour arracher Kant à son scepticisme métaphysique, et dont il disait dans son enthousiasme, qu'elle était, avec le ciel étoilé sur nos têtes, le spectacle le plus sublime qu'il fût donné à l'homme de contempler.

Telle est la base définitive sur laquelle repose notre doctrine : la liberté sociale suppose nécessairement la liberté morale. Et comment pourrait-il en être autrement ? Plaçons-nous un instant dans le système opposé : supposons l'homme privé de libre arbitre, destiné à subir fatalement le joug des forces aveugles de la nature. Que signifierait pour un être de cette sorte la question de la liberté civile ou politique ; à quoi bon rechercher avec tant de soin la limite de l'autorité et de la liberté, des droits de l'État et de ceux de l'individu, dans une société où s'agiteraient des êtres destinés à vivre, dans le milieu où le sort les aurait jetés, une vie sans dignité et sans grandeur ? Sans liberté, il n'y a pas de responsabilité, et l'homme privé de ces attributs cesserait d'être une personne, il descendrait au rang des choses. Où serait alors, je le demande, la majesté du droit, son caractère inviolable ; allons plus loin, que deviendrait la notion du droit elle-même et comment parler de droit dans un monde où il n'y aurait aucun être responsable et libre, aucune personne, en un mot, digne de le revendiquer ?

Stuart Mill n'a pas vu le lien intime qui unit ainsi la liberté sociale à la liberté philosophique ; il dit, en effet, au commencement de son ouvrage sur la Liberté, que le sujet de cet écrit n'est pas le libre arbitre, mais bien la liberté sociale ou civile. Tout en ayant raison de distinguer ainsi les deux sujets, il n'en aurait pas moins dû signaler la liaison qui les rattache l'un à l'autre, et faire reposer la liberté sociale sur le libre arbitre comme sur son fondement naturel. Il n'y a pas lieu, d'ailleurs, de s'étonner beaucoup de cette lacune dans l'œuvre du publiciste anglais, étant donné que sa doctrine est exclusivement utilitaire et écarte toute conception de droit abstrait. Ailleurs, — dans son livre sur Auguste Comte et le positivisme, — il dit « que la loi de nature et la théorie des droits naturels n'ont jamais trouvé faveur en Angleterre, où l'on s'appuie plutôt sur les traditions historiques et sur la convenance et l'intérêt général ¹ ». Nous n'avons pas à revenir ici sur la réfutation que

¹ Il semble que le génie essentiellement positif et utilitaire de la race anglo-saxonne soit réfractaire à l'idée du droit abstrait. D'ailleurs la philoso-

S'il n'y a jamais eu de contrat social, l'édifice laborieusement élevé par Rousseau croule tout entier, faute de base pour le soutenir, et nous aurions le droit de nous arrêter à ce premier argument; mais nous voulons lui opposer une autre objection tirée directement des principes que nous avons précédemment exposés. Plaçons-nous, à cet effet, dans l'un ou l'autre des systèmes de gouvernement que nous avons reconnus comme fondés en raison, c'est-à-dire le gouvernement direct et le gouvernement représentatif.

Et, d'abord, dans le système du gouvernement direct, où les lois sont préparées et votées par les citoyens eux-mêmes, quelle va être l'étendue du pouvoir législatif ainsi exercé par le peuple? Je dis que ce pouvoir sera essentiellement limité, la collection des citoyens n'ayant pas qualité pour entreprendre sur la liberté et la propriété de tous ou même d'un seul individu.

N'oublions pas, en effet, la notion essentielle de la loi; qu'elle n'est et ne peut être que l'expression des rapports nécessaires qui résultent de la nature des êtres. Or, il a été surabondamment démontré plus haut, et nous n'avons pas à refaire cette démonstration, que tout homme, dans ses rapports avec les autres, a droit à la liberté et à la propriété: la loi positive devra donc consacrer ces rapports naturels et les garantir en leur donnant l'appui et la sanction de la force publique. Il n'y a pas de convention, ni de pacte imaginable, qui puisse modifier ces principes, parce qu'il n'y a pas de droit contre le droit¹.

Votre pouvoir, citoyen législateur, s'arrête là où s'arrête votre droit, parce que la force est un élément aveugle et brutal, qui ne saurait trouver sa règle en lui-même, mais doit l'emprunter à cet élément d'ordre supérieur et moral en même temps que d'ordre intellectuel: le droit.

Cette supériorité du droit sur la force ne saurait être sérieusement contestée. Autrement, la civilisation serait un vain mot, le progrès, un mirage trompeur: il ne nous resterait plus qu'à détruire en nous

pour l'existence contre les forces de la nature sauvage, de certains instruments qui sont le produit de l'état social où il a vécu avant son naufrage, tels que fusil, poudre, plomb, etc., et principalement de cet instrument si précieux l'instruction acquise.

L'ordre public s'oppose à tout pacte par lequel un citoyen ou plusieurs consentiraient à la violation de leur liberté. La liberté, en effet, ne s'aliène pas, elle est hors du commerce; toute convention attentatoire à la liberté serait nulle comme contraire à l'ordre public qui consiste, nous l'avons précédemment démontré, dans le respect et l'harmonie des droits et des libertés.

l'analyse en la plaçant en regard de l'idée du Devoir. La liberté, au sens large et profond du mot, c'est la somme de tous les droits : droit d'aller, de venir, de travailler, d'échanger, d'enseigner, etc. ; elle repose, avons-nous dit, sur la liberté morale, sur cette faculté, noble privilège de l'homme, de remplir les devoirs que lui impose la loi morale ou de se soustraire à leur observation. Or, il est facile de comprendre que la liberté sociale est la condition nécessaire de l'accomplissement de nos devoirs. L'état dans lequel l'homme est privé de cette liberté totale est l'esclavage ; l'esclave n'a pas la possibilité de remplir ses devoirs de famille ou autres puisqu'il est la chose d'un maître, soumis aux caprices et au bon plaisir de ce dernier. Mais l'homme n'a pas le droit de désobéir à la loi du Devoir ; il ne peut sans honte et sans remords se soustraire aux obligations que cette loi lui impose. Il n'a donc pas le droit d'aliéner sa liberté sociale, cette liberté sans laquelle il n'a pas la faculté d'accomplir ses devoirs.

Sur quel principe, d'ailleurs, reposerait pour l'esclave l'obligation de respecter le contrat d'aliénation de sa liberté ? Le droit et le devoir sont corrélatifs ; il n'y a pas de devoirs là où il n'y a pas de droits, et, dès lors, où serait pour l'esclave le devoir de respecter un contrat qui le soustrait à l'accomplissement de tous ses devoirs ? Il y a là évidemment contradiction dans les termes ; et ainsi nous aboutissons toujours à cette idée que l'aliénation de la liberté est un contrat nul et de nul effet, d'ailleurs essentiellement contraire à l'ordre public. L'erreur de Rousseau est donc manifeste et nous n'avons pas à nous y arrêter davantage.

se rattache à la théorie de la prescription est l'une des plus opposées au droit vrai. Le droit ne se prescrit pas : voilà le principe fécond qu'il faut proclamer en face des iniquités de la prescription romaine.

Qu'est-ce au fond que cette prescription ? Une injustice qui dure et qui, au bout d'un certain laps de temps, se transforme en droit. Et sur quelle base repose cette métamorphose véritablement monstrueuse de l'injustice en droit ? Sur l'idée de renonciation du propriétaire ou du créancier ; ou encore, car les jurisconsultes sont loin de s'accorder sur ce point, et cela n'est pas surprenant, sur la nécessité de garantir la stabilité des biens.

Erreur profonde ! Nul n'a le droit, sous aucun prétexte, de sacrifier ainsi le droit : l'intérêt général qu'on invoque ne doit jamais être mis en opposition avec le juste ; tout ce que réclame l'utilité générale, c'est qu'on admette une présomption, en faveur du possesseur ou du débiteur, qui le dispense de faire la preuve et impose au demandeur la charge de justifier de son droit.

Voilà la vraie théorie que nous opposons aux subtilités de l'inique doctrine romaine.

lieu, le vote sera nul comme constituant une violation de l'ordre public qui consiste, nous le savons, dans l'harmonie et le respect de tous les droits et de toutes les libertés.

Qu'il s'agisse donc du gouvernement représentatif ou du gouvernement direct, notre conclusion ne change pas; nous aboutissons toujours à ce principe : limitation essentielle et nécessaire des pouvoirs du législateur; partant, négation du prétendu principe de la souveraineté du peuple.

Pour expliquer comment, contrairement à notre principe de la limitation des pouvoirs du législateur, le *Contrat social* investit les citoyens d'une puissance souveraine, Rousseau a recours à l'argument suivant : « Dans l'état de nature, où tout est commun, je ne dois rien à ceux à qui je n'ai rien promis ». Dans un autre passage il dit encore : « Le passage de l'état de nature à l'état civil par suite du contrat social substitue dans la conduite de l'homme la justice à l'instinct et donne à ses actions la moralité qui leur manquait auparavant. »

Singulier système, en vérité. Quoi ! parce que je n'aurai pas promis à un homme, mon semblable, de respecter sa vie et sa liberté, j'aurai le droit de le frapper, de le charger de chaînes, de lui enlever par violence le fruit de son travail pour me l'approprier ?

Il est d'autant plus surprenant de trouver ce langage dans la bouche de Rousseau qu'il dit, au début de son livre, que *l'homme est né libre*. Comment donc n'a-t-il pas compris, lui, le citoyen de Genève, si jaloux de l'égalité entre les hommes, que la liberté naturelle de chacun a pour limite la liberté égale des autres ?

N'est-ce pas un prodige vraiment miraculeux que le pacte social ait la vertu de substituer la justice à l'instinct et de donner aux actions de l'homme la moralité qui leur manquait jusque-là ! Comment ce pacte fameux a-t-il cette propriété merveilleuse de produire une telle métamorphose dans les relations humaines ?

Vous dites que le pacte social a donné naissance à la justice et à tous les droits : mais alors s'il n'y avait rien auparavant, si aucun lien moral n'existait entre les hommes, sur quel fondement faites-vous reposer l'obligation de respecter le pacte une fois conclu ? Je demande qu'on m'explique en vertu de quel principe je dois tenir la promesse que j'ai faite d'obéir au contrat social, alors qu'au moment où je faisais cette promesse mes actions manquaient encore de moralité, pour me servir de l'expression de Rousseau.

Je crois pouvoir, sans être taxé de témérité, mettre au défi les disciples de Rousseau de fournir à cette objection une réponse satis-

peuples et à s'appuyer sur ces faits et sur la tradition historique, sans le secours d'aucune idée abstraite, pour en dégager une doctrine générale.

Il est nécessaire, on le comprend, que nous examinions avec soin si cette prétention est fondée, s'il est vrai que la tradition historique est suffisante à elle seule pour fournir les principes d'une véritable doctrine scientifique; en ce cas, en effet, il ne nous resterait qu'à nous incliner et à nous rallier à la philosophie de l'école positiviste. Voyons donc quel est, sur ce point fondamental, l'enseignement de cette école,

Voici comment les principes fondamentaux de la Sociologie sont exposés, en traits généraux, par un de ses maîtres les plus autorisés, M. Littré : « L'histoire est régie par une loi d'évolution nécessaire; l'humanité obéit, *comme le reste des choses*, à sa nature et aux propriétés de son être, et la volonté de l'homme est dominée par une loi supérieure. » Quant à la conception de la morale et de la justice, M. Littré enseigne que c'est une idée toute relative, qu'elle est *variable et changeante* selon les temps et les lieux; il ajoute enfin que c'est grâce à la découverte de la loi d'évolution nécessaire que l'histoire est devenue une Science et que la Sociologie a été fondée.

Que vaut cette doctrine, et sa prétention d'être basée sur l'observation positive des faits et sur l'expérience est-elle justifiée? En aucune façon; c'est là un système purement arbitraire, qui a contre lui l'expérience; j'ajoute qu'il est impossible avec ces données de construire une science de la morale et du droit et, par suite de la Politique ou Sociologie, et je vais démontrer cette assertion à l'aide de principes adoptés et reconnus par les positivistes eux-mêmes.

Le monde, nous dit la philosophie positive, est un composé de phénomènes gouvernés par des lois générales. « Notre terre et notre ciel, dit M. Littré, notre espace et notre temps ne voient rien que le fonctionnement régulier des lois immanentes ». Et quelle est la méthode à suivre pour arriver à la découverte de ces lois? Il n'y en a qu'une, nous dit-on, c'est la méthode expérimentale. C'est par application de cette méthode qu'on nous montre l'humanité soumise à une loi d'évolution nécessaire¹.

Fénelon a dit, au nom de l'école théologique : L'homme s'agite et Dieu le mène; M. Littré nous dit, au nom de l'école positiviste : L'homme s'agite et la nécessité le mène. Cette formule d'une école qui se dit la plus avancée de toutes, qui a la prétention de posséder

¹ *Revue des Deux Mondes*, 15 août 1866. Auguste Comte et Stuart Mill, par E. Littré.

Il est temps de conclure sur ce point. Les développements auxquels je viens de me livrer étaient nécessaires pour prouver l'excellence de la méthode que j'ai suivie, en faisant justice de la prétendue méthode expérimentale et positive employée par une école de philosophes qui se prétendent en possession de la vraie méthode scientifique, et nous reprochent d'être des théoriciens abstraits, et de dédaigner l'expérience et les réalités pratiques. Si le reproche est fondé, c'est lorsqu'on l'adresse à l'école historique et positiviste qui méconnaît et dédaigne ces faits d'expérience interne, ces réalités observables : la liberté et la loi morale.

L'excellence de notre méthode étant démontrée, il en résulte que c'est en s'appuyant sur les faits généraux et constants de la nature humaine qu'on arrive par l'induction à découvrir les lois véritables de la science politique, et c'est ainsi que nous sommes arrivé à baser notre doctrine sur la justice, c'est-à-dire sur le respect de la liberté et de la propriété, détrônant ainsi la souveraineté du peuple au profit du véritable souverain, le droit.

Ces lois de la science politique, nous avons dit que, à l'exemple des autres lois de la nature, elles sont régulières et constantes ; aussi nous est-il impossible de nous ranger à cette doctrine soutenue par Stuart Mill dans son livre de *la Liberté*, à savoir que le despotisme est un mode légitime de gouvernement quand on a affaire à des barbares. Exception singulièrement compromettante de la part d'un publiciste qui proclame ce principe que la seule raison légitime qu'ait une communauté pour user de la force contre un de ses membres, est de l'empêcher de nuire aux autres.

Le despotisme est légitime, dites-vous, vis-à-vis d'un peuple barbare : il me semble entendre Aristote disant que le Grec au barbare a droit de commander ; ou bien Virgile rappelant au peuple romain que sa destinée est de soumettre les autres peuples à son empire. Cette distinction des nations en barbares et civilisées est grosse de dangers de toute sorte, comme celle des races supérieures et des races inférieures ; où se trouve, en effet, la ligne de démarcation, et qui a qualité pour la déterminer ?

qu'il s'agit, dans cet ordre de sciences, de croire, « *non d'une foi soumise et aveugle, mais d'une foi scientifique et raisonnée*, car il s'agit des choses laissées aux investigations de l'homme ».

Or, cette phrase de Bastiat exprime exactement la pensée de tous les économistes libéraux. Et c'est à cette école cependant que M. de Laveleye adresse le reproche d'intolérance ; c'est elle qu'il accuse d'avoir des dogmes et un *Credo* !

Il est temps de conclure sur ce point. Les développements auxquels je viens de me livrer étaient nécessaires pour prouver l'excellence de la méthode que j'ai suivie, en faisant justice de la prétendue méthode expérimentale et positive employée par une école de philosophes qui se prétendent en possession de la vraie méthode scientifique, et nous reprochent d'être des théoriciens abstraits, de méconnaître l'expérience et les réalités pratiques. Si le reproche est fondé, c'est lorsqu'on l'adresse à l'école historique et positiviste qui méconnaît et méprise ces faits d'expérience interne, ces faits observables : la liberté et la loi morale.

L'excellence de notre méthode étant démontrée, il en résulte que c'est en s'appuyant sur les faits généraux et constants de la vie humaine qu'on arrive par l'induction à découvrir les lois véritables de la science politique, et c'est ainsi que nous sommes arrivés à notre doctrine sur la justice, c'est-à-dire sur le respect de la liberté et de la propriété, détrônant ainsi la souveraineté du peuple au profit du véritable souverain, le droit.

Ces lois de la science politique, nous avons dit que, à l'exception des autres lois de la nature, elles sont régulières et constantes; nous est-il impossible de nous ranger à cette doctrine soutenue par Stuart Mill dans son livre de *la Liberté*, à savoir que le despotisme est un mode légitime de gouvernement quand on a affaire à des barbares. Exception singulièrement compromettante de la part d'un publiciste qui proclame ce principe que la seule raison légitime qu'ait une communauté pour user de la force contre un de ses membres, est de l'empêcher de nuire aux autres.

Le despotisme est légitime, dites-vous, vis-à-vis d'un peuple barbare : il me semble entendre Aristote disant que le Grec au barbare a droit de commander; ou bien Virgile rappelant au peuple, romain, que sa destinée est de soumettre les autres peuples à son empire. Cette distinction des nations en barbares et civilisées est grosse de dangers de toute sorte, comme celle des races supérieures et des races inférieures; où se trouve, en effet, la ligne de démarcation qui a qualité pour la déterminer?

qu'il s'agit, dans cet ordre de sciences, de croire, « non d'une foi superstitieuse et aveugle, mais d'une foi scientifique et raisonnée, car il s'agit des choses soumises aux investigations de l'homme ».

Or, cette phrase de Bastiat exprime exactement la pensée de tous les économistes libéraux. Et c'est à cette école cependant que M. de La Rochefoucauld adresse le reproche d'intolérance; c'est elle qu'il accuse d'avoir des dogmes et un *Credo*!

De même, dit-il, que le père de famille conduit d'abord son enfant impuissant par la lisière, pour le laisser ensuite courir en liberté ; de même le pouvoir social cherche plutôt à créer des citoyens que des sujets ; *il n'exerce la tutelle préventive que dans l'enfance des sociétés*. La même règle gouverne souverainement les individus et les empires, et cette règle tient en deux mots : Conserve intacte ta liberté ; *obéis uniquement à la loi naturelle*¹.

Sauf la différence des formules, c'est le même système que celui que nous avons critiqué chez Stuart Mill. La contradiction de cette thèse me semble d'ailleurs évidente : si la loi morale doit seule gouverner l'État ; si c'est à ce critérium que se doit apprécier la légitimité de la loi positive dans un État organisé, que venez-vous nous dire que les droits de l'État naissent uniquement de la nécessité sociale ? Qu'est-ce que cette nécessité et à quel signe se reconnaît-elle ? vous ne le dites pas, et je comprends l'embarras où vous êtes pour en donner une formule précise. Vous ne prenez pas garde que vous substituez ainsi à cette règle excellente et d'une précision incontestable : *Obéis uniquement à la loi naturelle*, une nouvelle règle vague et en contradiction avec la précédente : *Obéis à la nécessité sociale*.

Si je dois obéir au despotisme dans l'État d'enfance de la Société, comment voulez-vous que j'obéisse en même temps à cette autre règle que vous me prescrivez, à savoir que je dois conserver intacte ma liberté ?

De deux choses l'une, ou je dois obéir *uniquement* à la loi naturelle, et alors je ne dois jamais subir le despotisme ; ou je dois obéir, dans certaines circonstances, notamment dans une société naissante, à un pouvoir préventif et tutélaire, et alors je ne puis obéir en même temps à la loi naturelle qui me commande de conserver intacte ma liberté. Le dilemme est formel et je ne vois aucune réponse capable de faire disparaître la contradiction.

Comment expliquer ce langage contradictoire dans la bouche d'un publiciste aussi éminent ? il s'explique par cette remarque si juste et si profonde de Bastiat, à savoir que l'étude de l'antiquité classique fait de chacun de nous des contradictions vivantes, lorsqu'elle n'est pas soumise à une sévère critique philosophique.

Le tort de M. Jules Simon est d'avoir cédé trop facilement à ses préjugés classiques ; d'avoir oublié qu'Aristote et Platon étaient des possesseurs d'esclaves, qu'elle est d'Aristote, notamment, cette proposition monstrueuse : l'esclave est un élément nécessaire dans la

¹ Jules Simon. *La Liberté*, *passim*.

duelles faillibles serait-elle infallible, en sorte que le tout serait d'une autre nature que ses parties composantes ?

N'insistons pas ; la vérité est que Rousseau s'est gravement trompé, et si nous recherchons l'origine de son erreur, nous la trouverons dans les préjugés entretenus dans son esprit par l'étude de l'antiquité classique. C'est l'antiquité qui lui a fourni les principes de son système politique : Plutarque, nous dit-il, a fait son éducation et c'est de la lecture de la *Vie des hommes illustres* qu'il a nourri son esprit dans sa jeunesse. Or, les Républiques de l'antiquité, en Grèce et à Rome, étaient basées sur le principe de la souveraineté du peuple et du législateur. Et la raison en est simple : c'est que ces républiques avaient fondé leurs moyens d'existence sur la conquête et l'esclavage. Dans un tel régime, où l'on admettait, comme légitime, l'appropriation d'un homme au profit d'un autre, il était impossible d'avoir une conception exacte du droit et de la liberté, et d'asseoir l'État sur la base indestructible de la souveraineté de la justice.

Nous avons dit, en nous fondant sur l'observation de la nature humaine, que l'homme est un être libre, maître de lui-même, de ses facultés et de leurs produits ; les possesseurs d'esclaves de l'antiquité ne pouvaient, comme nous, remonter à la source même de la justice et du droit ; pour eux, la liberté et la propriété des citoyens avaient leur fondement, non dans la nature humaine, mais dans la loi positive. La loi était donc la source des droits ; par suite, les législateurs étaient investis d'une puissance souveraine, c'était le régime de l'arbitraire et du bon plaisir législatif ; aussi l'expression suivante, si caractéristique, *Placet, placuit*, se rencontre à chaque instant dans les textes des lois romaines, appliquée à la volonté du législateur.

La politique et la morale des anciens étaient ainsi corrompues à leur source même par cette institution empoisonnée de l'esclavage ; or, partout dans les écrits politiques de Rousseau apparaît manifestement l'influence des traditions de la cité antique. C'est à la *République* de Platon qu'il a emprunté cette formule caractéristique de la souveraineté : « Chaque membre de la communauté se donne à elle, lui et toutes ses forces, dont les biens qu'il possède font partie. Le corps politique a un pouvoir absolu sur tous ses membres, et c'est ce pouvoir qui porte le nom de souveraineté ¹. » De même, lorsque, dans le chapitre VII du *Contrat social*, il fait du législateur le portrait cé-

¹ Le moine qui, en entrant au couvent, fait vœu d'obéissance ; le soldat, qui, en arrivant à la caserne, est soumis à la discipline de l'obéissance pas-

avons formulé en remontant à la source unique d'où il dérive : la nature humaine. Nous sommes ainsi autorisé à dire, en parlant des théories politiques de Rousseau, qu'à l'inverse de Montesquieu, il a tiré ses principes, non de la nature des choses, mais de ses préjugés ¹.

Montesquieu lui-même, malgré son admirable définition des lois, n'a pas échappé à cette influence funeste des traditions de la cité antique ; il ne conçoit pas autrement que J.-J. Rousseau le rôle du législateur et l'étendue de ses pouvoirs. Il dit, en effet, dans l'*Esprit des lois* : « Je prie qu'on fasse attention à l'étendue du génie qu'il fallut aux législateurs de la Grèce pour voir qu'en confondant toutes les vertus, ils montreraient à l'univers *leur sagesse*. Lycurgue mêlant le larcin avec l'esprit de justice, le plus dur esclavage avec l'extrême liberté, donna de la stabilité à sa ville... C'est par ces chemins que Sparte est menée à *la grandeur et à la gloire*... Ceux qui voudront faire des institutions pareilles établiront *la communauté des biens* de la République de Platon ; la séparation d'avec les étrangers, et *la cité faisant le commerce* et non pas les citoyens... Ce ne fut que *dans la corruption* de quelques démocraties que les artisans parvinrent à être citoyens. L'agriculture était aussi une profession *servile* indigne d'un homme libre...

Plus loin, Montesquieu définit ainsi la liberté : La liberté est le droit de faire tout ce qui n'est pas défendu par la loi, définition qui ne fait que traduire la formule du droit romain.

Quant à l'égalité, voici comment l'entend Montesquieu : « Il ne suffit pas, dans une bonne démocratie, que les portions de terre soient égales, *il faut qu'elles soient petites*... Platon, dont les institutions ne sont que la *perfection* de celles de Lycurgue, donna une loi pareille à celle des Samnites *qui devait produire d'admirables effets*, et qui consistait en ce que le jeune homme qui était jugé dans

vero ; mais, hélas ! il ne vit les sociétés humaines qu'à travers le prisme trompeur de ses préjugés antiques.

Spectacle bien fait pour attrister l'âme et la remplir d'une émotion douloureuse que celui de ce philosophe au cœur fier, ennemi du despotisme et de la tyrannie et qui, séduit et égaré par le mirage décevant des démocraties de l'antiquité, crut faire œuvre de liberté et de progrès en proclamant sur les ruines de la souveraineté du droit divin ce faux principe de la souveraineté du peuple, plus tyrannique et plus funeste encore à la liberté des citoyens que le premier ! Son excuse, c'est qu'il n'a vu que des ombres dans la caverne de Platon.

¹ Montesquieu. *Esprit des lois*, *passim*.

Entre ces deux conceptions de la politique, il n'y a pas de conciliation possible, il faut nécessairement opter ; nous croyons avoir surabondamment prouvé que le système de la souveraineté du peuple est purement imaginaire, et que la méthode d'observation aboutit nécessairement au système, le seul rationnel, de la souveraineté de la justice.

Dans un troisième et dernier article, nous déduirons les conséquences de cet important principe.

E. MARTINEAU.

DE LA RÉFORME DE L'ADMINISTRATION DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

Chercher à réformer une institution qui a donné lieu à des abus est, généralement, ce que l'on comprend le moins en France. La supprimer sans savoir exactement comment on la remplacera paraît beaucoup plus simple, et, dans tous les cas, est plus expéditif. L'histoire de nos cent dernières années ne nous offre que trop d'exemples des bouleversements qui résultent de cette impatience dans la recherche de l'absolu.

La suppression du réseau des chemins de fer de l'État, que l'on réclame, ne saurait avoir de conséquences aussi graves, mais il est certain qu'elle aurait lieu aujourd'hui dans les plus mauvaises conditions.

Étudier la situation actuelle de ce réseau, de manière à savoir ce qu'il faut penser des résultats d'une exploitation vivement attaquée par les uns et non moins exaltée par les autres ; demander à l'histoire du réseau de l'État ce qui a pu, dès l'origine, vicier son organisation, et plus tard lancer dans une fausse voie son administration ; arriver ainsi à mettre en lumière ce que l'on doit changer pour que

et le devoir étant corrélatifs ; et la vie de l'homme, si vous en ôtez le droit et le devoir, la liberté et la responsabilité, que devient-elle, ô mes maîtres, sinon une vie misérable, sans dignité et sans grandeur ; et n'est-ce pas le cas alors de s'écrier avec ce romancier anglais, votre compatriote : *La vie vaut-elle la peine d'être vécue ?*

Et l'orateur a cité l'article 1^{er} du titre II de la loi du 24 vendémiaire an III, aux termes duquel « aucun citoyen ne peut exercer ou concourir à exercer une autorité chargée de la surveillance médiate ou immédiate des fonctions qu'il exerce dans une autre qualité ».

Après avoir, au sujet d'un nouveau projet de loi portant approbation de décrets, qui ont ouvert des crédits supplémentaires sur l'exercice 1884 au budget des chemins de fer de l'État, rappelé que le ministre a le droit de faire ouvrir par décret des crédits supplémentaires, à la condition que ces crédits soient destinés à assurer l'exécution de services votés par le Parlement, mais non à engager des dépenses nouvelles, le même orateur a terminé en disant¹, que « puisque la Chambre a devant elle une administration qui donne lieu à de si graves abus...., qui fonctionne dans des conditions absolument contraires aux textes les plus formels de la loi, elle ferait une chose sage et politique en la supprimant; que ce serait du reste rentrer dans l'ordre d'idées qui a amené la Chambre à voter les conventions avec les grandes Compagnies et à laisser à l'industrie privée l'exploitation de la plupart des chemins de fer français ».

Un autre orateur s'est attaché plus particulièrement à démontrer que la vente du réseau de l'État était le seul moyen de supprimer le budget extraordinaire.

« Si vous vendez le réseau de l'État avec garantie d'intérêt pour 915 millions, a-t-il dit, vous aurez pendant trois ans et même pendant quatre ans toutes les ressources nécessaires pour aligner le budget ordinaire et le budget extraordinaire.

« La progression des recettes viendra diminuer l'importance de cette garantie;

.

« A la quatorzième année, elle sera réduite à 2 1/2 0/0 ».

Et le même orateur a invoqué, comme un motif d'aliéner le réseau de l'État, l'intérêt des populations du Sud-Ouest.

Dans la discussion, sont intervenus, pour la défense de l'administration des chemins de fer de l'État, le sous-secrétaire d'État et le ministre des Travaux publics, ainsi que le rapporteur du budget.

M. le sous-secrétaire d'État a dit que « les attaques dont était l'objet l'administration des chemins de fer de l'État étaient dirigées, non seulement contre le mode de fonctionnement actuel de cette administration, mais encore, et surtout, contre le maintien d'un réseau indépendant par rapport aux compagnies ». Selon lui, « les

¹ *Journal officiel*. Débats parlementaires, 1885, p. 82.

² *Journal officiel*. Débats parlementaires, séance du 31 janvier 1884, p. 72.

a entre les mains », que M. le sous-secrétaire d'État demande à la Chambre de s'opposer à la proposition qui lui est soumise.

Telle a été également la conclusion de M. le ministre des Travaux publics, qui a fait ressortir que la vente du réseau de l'État était présentée comme un moyen de trésorerie qui permettrait à l'État de supprimer le budget extraordinaire, mais en créant une nouvelle charge pour l'État, puisqu'on demande en même temps une garantie d'intérêt. A cette combinaison, M. le ministre préfère celle « qui consiste à garder le réseau de l'État et à attendre le jour où il donnera des bénéfices ».

M. le rapporteur du budget, abordant ce qu'il considère « comme le point capital », l'influence que peut avoir, sur le régime général des transports et sur la tarification, le maintien du réseau de l'État, s'est attaché à prouver « qu'en matière d'abaissement de tarifs, l'œuvre du réseau de l'État a été considérable ».

Il a cité les chiffres suivants :

Le tarif moyen de la tonne kilométrique sur les lignes du réseau de l'État, lorsque l'État en a pris possession, était de..... 7 c. 80

En 1883, il n'était que de..... 5 c. 42

Le tarif moyen des voyageurs, en 1879, était de..... 4 c. 71

En 1883, il était descendu à..... 3 c. 80

Ainsi, les tarifs ont été abaissés :

Pour les marchandises, de..... 32 0/0

Pour les voyageurs, de..... 21 0/0

Y a-t-il là une expérience ruineuse pour le Trésor public ? Les chiffres suivants démontrent le contraire.

On trouve à la fin de cette même période que le trafic s'est accru :

Pour les marchandises, dans la proportion de.... 90 0/0

Pour les voyageurs, — 55 0/0

Le produit net, loin de baisser, s'est accru ; il a passé de 3.277.000 francs, en 1879, à 3.824.000 francs en 1883, pour le réseau tel qu'il était constitué en 1879.

En regard de ces résultats, M. le rapporteur met ce qui a été fait par les grandes compagnies et ce qui se produit sur le réseau prussien.

Sur le réseau des grandes compagnies, le tarif moyen kilométrique était :

En 1872, de..... 5 c. 84

Il est, en 1883, de... 5 c. 83

Sur le réseau prussien, le tarif moyen, qui était

En 1877, de..... 5 c. 68

a baissé en cinq années de 1 centime.

Il est, en 1883, de... 4 c. 74

M. le rapporteur, après avoir si bien reconnu un des points faibles du système de tarification adopté par l'administration de chemins de fer de l'État et en avoir signalé le danger, ne se soit pas aperçu que ce n'était pas sans perte pour le Trésor que ce système avait été appliqué. Je crois en trouver l'explication dans les dimensions trop restreintes du cadre dans lequel il a réuni, pour les examiner, les résultats de l'exploitation. Il a pensé que, en faisant dresser un tableau (Annexe n° 4), donnant ces résultats de 1879 à 1883, pour le réseau tel qu'il était constitué au 31 décembre 1879, il lui serait possible « d'étudier, à l'aide de données absolument certaines », et de suivre facilement « les effets des modifications réalisées par l'administration des chemins de fer de l'État sur son propre réseau depuis l'origine ¹ ».

Ce tableau ² présente le nombre de kilomètres parcourus par les trains de voyageurs et de tonnes kilométriques transportées, le tarif moyen de chacun de ces transports, le montant des recettes et des dépenses, le tout calculé pour la longueur du réseau supposée invariable, ce qui, soit dit en passant, n'a pas dû être obtenu facilement et sans chances d'erreur. Les chiffres qu'il contient font ressortir, en effet, le développement réellement très remarquable qu'a pris le trafic du réseau de l'État dans les quatre années qui se sont écoulées de 1879 à 1883. On verra plus loin que ce fait n'en serait pas moins apparu, si, pour chacune des années auxquelles il s'applique, la longueur du réseau eût varié comme elle a varié effectivement, et si les résultats de l'exploitation eussent été simplement reproduits. Mais ce qui manque surtout dans le tableau annexé au rapport, c'est le montant des dépenses d'établissement, qui a augmenté chaque année, à raison, non seulement de l'extension du réseau, mais encore des travaux complémentaires destinés à faciliter, à améliorer son exploitation. En rapprochant de ces dépenses le produit net, M. le rapporteur aurait vu que le revenu, loin d'avoir suivi la progression des dépenses, avait diminué brusquement avec l'application des nouveaux tarifs, et depuis avait toujours été en se réduisant.

Voici, du reste, les chiffres se rapportant à la période dont il s'agit, tels qu'ils figurent dans les documents officiels publiés annuellement par le ministère des Travaux publics, jusqu'à et y compris l'année 1882. Pour l'année 1883, j'ai dû avoir recours à ceux que fournit le rapport du conseil d'administration de cette même année, sauf toutefois pour le montant des dépenses d'établissement, qui ne s'y trouve

¹ Page 12 du Rapport.

² Pages 50 et suivantes.

RÉFORME DE L'ADMINISTRATION DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT. 193

pas, et que j'ai emprunté à un autre document officiel, le tableau n° 15 de l'année 1883.

Longueur moyenne exploitée pendant l'année.

Années.	1879	1880	1881	1882	1883
	1.614 k.	1.698 k.	1.885 k.	2.047 k.	2.207 k.

Montant des dépenses d'établissement par l'État.

Années.	1879	1880	1881	1882	1883
	369.760.347 f.	427.567.821 f.	482.656.979 f.	517.285.130 f.	596.557.715 f.

Produit net.

3.227.263 f.	2.984.964 f.	2.951.449 f.	2.913.009 f.	3.448.846 f.
--------------	--------------	--------------	--------------	--------------

Si, à l'aide de ces chiffres, on cherche le rapport du produit net au montant des dépenses de premier établissement, on trouve pour le revenu :

Années.	1879	1880	1881	1882	1883
	0,88 %	0,63 %	0,60 %	0,56 %	0,57 %

Ainsi, malgré les augmentations considérables de trafic qu'accusent

Le nombre des voyageurs transportés à 1 kilomètre :

Années.	1879	1880	1881	1882	1883
	133.112.088 v.	170.407.866 v.	204.332.529 v.	224.397.070 v.	243.009.223 v.

Le nombre de tonnes de marchandises transportées à 1 kilomètre :

99.806.566 t.	119.493.311 t.	161.218.085 t.	185.242.540 t.	219.321.456 t.,
---------------	----------------	----------------	----------------	-----------------

le revenu, qui est destiné à rémunérer le capital, a diminué de plus de 0,25 0/0 à partir du moment (1880) où les nouveaux tarifs ont été établis, et cette diminution a atteint, en 1883, 0,31 0/0.

Si M. le rapporteur eût fait le calcul qui précède, il eût été sans doute moins disposé à féliciter, autant qu'il l'a fait, l'administration des chemins de fer de l'État de l'abaissement du tarif moyen obtenu pour le

Transport d'un voyageur à 1 kilomètre :

Années.	1879	1880	1881	1882	1883
	4 c. 71	4 c. 01	3 c. 85	3 c. 71	3 c. 77

Transport d'une tonne à 1 kilomètre :

7 23	6 87	5 46	5 35	5 42
------	------	------	------	------

et il eût trouvé la preuve que ses craintes étaient déjà justifiées, en voyant ce qu'est devenu le produit d'un kilomètre parcouru par un train

Recettes de l'exploitation.

Années.	1879	1880	1881	1882	1883
	2 f. 84	2 f. 60	2 f. 40	2 f. 583	2 f. 582

Dépenses de l'exploitation.

2 24 2 00 1 87 2 02 2 187

Produits de l'exploitation.

0 60 0 60 0 53 0 368 0 395

Enfin, s'il eût eu à sa disposition le tableau n° 15, que j'ai déjà cité, il eût été frappé de la marche progressive des charges financières, calculées à raison de 4 1/2 0/0, sur le produit net :

Montant annuel des insuffisances.

Années.	1879	1880	1881	1882	1883
	9.104.056 f.	11.698.534 f.	14.184.068 f.	15.780.773 f.	18.812.184 f.

La somme de ces insuffisances, en y comprenant 8.855.502 fr. pour l'année 1878, s'élève en totalité, depuis l'origine jusqu'au 31 décembre 1883, à la somme de 78.435.119 francs.

J'ajouterai que, si M. le rapporteur n'eût pas poussé trop loin l'application d'une idée juste en principe, « que comparer l'exploitation du réseau de l'État à celle des grandes compagnies, c'est chose impossible ¹ », il aurait été certainement frappé de ce que donne, en recettes, coût et produit, le train kilométrique sur les grands réseaux, comparativement à ce qui existe sur le réseau de l'État. Le tableau suivant montre que la comparaison avec les résultats obtenus à l'étranger n'eût pas été plus favorable.

	BELGIQUE.	PAYS-BAS.			FRANCE.	
Train kilométrique.	Réseau de l'État.	Exploitation des chemins de l'Ét.	Chemin de fer hollandais.	Chemin de fer néerlandais rhénan.	Réseau concédé.	Réseau de l'État.
	(1883)	(1883)	(1883)	(1883)	(1882)	(1882)
Recette moyenne.	3 f. 54	2 f. 87	3 f. 97	4 f. 22	5 f. 39	2 f. 38
Dépense moyenne	2 12	1 51	2 12	1 92	2 72	2 02
Produit moyen...	1 42	1 36	1 85	2 30	1 67	0 37

Tel est donc le résultat vrai de ce qui a été appelé « l'œuvre maîtresse du réseau de l'État, de cette réforme la plus importante au point de vue économique qu'on puisse accomplir.... qui a été accomplie sans bruit.... et qui, au lieu de produire un déficit, aura donné des plus-values sérieuses..... enfin qui a permis d'ajouter à une opinion théorique la force qui s'attache à la constatation d'un résultat ² ».

II

Pour celui qui a vu naître le réseau de l'État, et qui a présentes à la mémoire les circonstances qui ont précédé, accompagné et suivi

¹ Page 12 du Rapport.

² *Journal officiel*, 1882. Débats parlementaires, p. 2067. M. Raynal.

celles qui les complétaient, soit par la constitution de réseaux distincts et indépendants, soit au moyen du rachat par l'État et de l'exploitation par des compagnies fermières. »

« A tenir compte du double devoir qui lui incombe d'assurer à l'avenir la construction et l'exploitation des lignes reconnues nécessaires, de manière à faire disparaître les inégalités et l'arbitraire des tarifs. »

A la Chambre, la discussion fut très vive, les grandes compagnies furent violemment attaquées : on leur reprochait la résistance et la mauvaise volonté qu'elles opposaient à la création de nouvelles lignes, la guerre qu'elles faisaient aux petites compagnies, à la navigation intérieure, au cabotage, la multiplicité, la confusion de leurs tarifs, l'abus qu'elles en faisaient pour paralyser l'accroissement du mouvement des ports, le développement du transit, pour favoriser la production étrangère au détriment de l'industrie française.

On reprochait au Gouvernement de ne pas user de tous ses droits à leur égard, et de ne pas profiter de l'occasion pour restituer à l'État son autorité souveraine sur les tarifs.

En présence d'aussi graves, d'aussi nombreux griefs, un membre proposa le rachat général des chemins de fer, en commençant par les plus prospères.

La proposition fut vivement combattue par le ministre des finances, M. Léon Say, et la Chambre, à une grande majorité, refusa de la prendre en considération.

Le ministre des travaux publics, M. Christophle, montra que le régime en vigueur ne méritait pas les critiques dont il était l'objet, et offrait au contraire une solution plus rationnelle, surtout moins dangereuse pour les finances du pays que les diverses combinaisons indiquées, soit dans le rapport de la commission, soit dans la discussion. Mais, voyant que le projet de convention n'était soutenu par aucun membre de la Chambre, il crut devoir se rallier à un amendement proposé, sous forme de résolution, par M. Allain-Targé.

Cette résolution, qui doit être considérée comme ayant déterminé la création du réseau des Chemins de fer de l'État, et qui traçait le programme de son organisation, fut adoptée le 22 mars 1877. Elle est ainsi conçue :

« 1° Application, au rachat des lignes qui cesseront d'être exploitées par leurs premiers concessionnaires, des dispositions de la loi du 23 mars 1874, c'est-à-dire rachat au prix réel, déduction faite des subventions primitivement accordées pour la construction ; »

« 2° Concentration de toutes les lignes à grand trafic d'une même région sous une même administration, de telle sorte qu'il ne puisse

Le caractère provisoire de l'organisation des lignes rachetées est très explicitement indiqué dans le rapport qui accompagne les projets de décret :

« Le point de vue auquel, mon collègue et moi, nous nous sommes placés, dit le Ministre, a été de créer un état provisoire qui pût prendre fin ou durer à la volonté du Parlement, sans apporter aucune perturbation, ni dans l'ensemble des services, ni dans l'intérieur même du service à constituer. En un mot, il fallait que ce service formât une sorte d'annexe à nos administrations, qui pût fonctionner à côté d'elles d'une manière indépendante, et sans autre lien que celui d'un contrôle exact et rigoureux. Il fallait que son autonomie fût respectée, de telle sorte que, à un moment donné, sa disparition et son retour à l'industrie privée n'entraînaient aucun remaniement, ni aucun déplacement de personnel, ni d'attributions... »

Le premier décret contient, en effet, les dispositions suivantes :

« Les lignes de chemins de fer déjà exploitées ou à construire, qui sont comprises dans la loi du 18 mai 1878, seront, au fur et à mesure de leur remise à l'État, considérées provisoirement comme formant un seul et même réseau sous la dénomination de Chemins de fer de l'État.

« Ce réseau provisoire, à l'exception des lignes dont les travaux d'infrastructure ne sont pas encore terminés, formera un service distinct qui sera confié, sous l'autorité du Ministre des travaux publics, à un conseil d'administration de neuf membres nommés par décret du Président de la République.

« Le Conseil d'administration exercera, pour l'exploitation provisoire des lignes, et sous les réserves contenues au présent décret, des attributions analogues à celles des conseils d'administration des chemins de fer concédés ».

Le même décret confie à un directeur, relevant immédiatement du Conseil d'administration et nommé par décret sur la proposition du Ministre des travaux publics, après avis du Conseil, la direction des services administratifs et techniques.

Il place sous ses ordres un chef d'exploitation ayant dans ses attributions le service commercial ;

Un ingénieur en chef du matériel et de la traction ;

Un ingénieur en chef de la voie et des bâtiments, chargé également de la superstructure des lignes à mettre en exploitation.

Les lignes ou portions de lignes dont l'infrastructure est à terminer restent dans les attributions de l'administration centrale des travaux publics, chargée d'en poursuivre l'exécution.

Le second décret confie l'administration financière du réseau au

ne se présentaient que trop souvent. Le mot provisoire, si souvent répété dans les décrets d'organisation, aurait dû rappeler à l'administration des chemins de fer de l'État que, en attendant la décision définitive des pouvoirs publics, il fallait chercher, d'accord avec le Conseil d'administration du chemin d'Orléans, un *modus vivendi*; mais les dispositions de part et d'autre n'étaient pas à la conciliation, et l'administration centrale des travaux publics essaya vainement plusieurs fois d'y amener les représentants des deux conseils.

Le ministre, qui avait organisé le réseau de l'État en conformité du vote de la Chambre des députés du 22 mars 1877, ne s'était pas fait illusion sur ce qu'un réseau ainsi constitué ne serait pas facilement exploitable. Aussi, n'avait-il pas hésité à entrer en pourparlers avec les compagnies de l'Ouest et d'Orléans, pour donner à ce réseau, au moyen de cession de lignes et d'un partage du trafic, une homogénéité et une consistance qui lui manquaient essentiellement.

Les compagnies comprirent elles-mêmes que leur intérêt était d'entrer dans les idées du ministre, et M. de Freycinet conclut avec chacune d'elles une convention, dont une seule, celle de l'Ouest, fut déposée ¹, mais que la commission nommée pour l'examiner ne discuta même pas.

Dans le discours qu'il prononça, le 29 mars 1879, à l'occasion du classement des nouveaux chemins de fer, M. de Freycinet a fait allusion à ce peu de bon vouloir lorsque, après avoir dit que la Chambre ne pouvait échapper à la nécessité de résoudre la question d'exploitation des chemins de fer, il ajoutait :

« Quant à moi, j'avais cru qu'il était nécessaire pendant un certain nombre d'années de réclamer le concours des compagnies existantes, et j'avais présenté dans ce sens des combinaisons qui ont excité vos préoccupations, je dirai même vos appréhensions. On a cru y voir des choses qui n'y étaient pas. Mais je ne suis pas ici pour m'opiniâtrer devant le Parlement, je suis ici pour m'inspirer de ses volontés et pour les exécuter. Tant que les volontés du Parlement ne répugneront pas à ma conscience j'en serai l'exécuteur fidèle. Mais si je demande à suivre ses volontés, je demande qu'il les fasse connaître. » Après avoir comparé le Par-

¹ Dans le but d'assurer l'exploitation des nouvelles lignes comprises dans le classement qu'il avait fait étudier par les commissions régionales et qu'il soumettait à la Chambre, le ministre avait conclu des conventions analogues avec les compagnies du Nord, de l'Est et du Midi. De ces trois conventions, celle faite avec le Nord fut seule déposée, mais n'eut pas plus de suite que celle faite avec l'Ouest.

Farruel, par Le Gal la Salle. — Manuel pratique de la Bourse, par Alph. Elie. — Les enfants abandonnés, par Léon Lallemand. — Solution de la crise, par P. Pierrard. — Le travail national et le travail étranger, par Ernest Brelay. — L'agriculture anglaise, par M. A. Lalande. — Bourse du travail à Bruxelles. Études sur la monnaie, par Léon Walras et Alfred Simon. — Le scrutin de liste proportionnel, par A. Béchaux. — Darwinisme et christianisme, par E. de Laveleye et H. Spencer. — Point de soldats par contrainte, par P. Vermeire. — L'enseignement populaire de la science économique, par Léon Malo.

La *Revue des Deux-Mondes* (1^{er} avril) contient une étude historico-critique de M. Denis Cochin sur *la taxe du pain*. L'auteur n'est pas partisan de cette taxe, mais il n'en est pas non plus adversaire absolu. Il montre que, même en temps de disette, il ne semble pas que la lourde main de l'État ait jamais apporté grand secours à personne; que le prix du pain était plus élevé et, ce qui importe encore davantage, plus variable sous le régime de la taxe que sous celui de la liberté; et il conclut assez malicieusement que « la troisième République fera mieux de procurer du travail au peuple et un peu de prospérité à l'industrie, que d'empiéter sur les libertés commerciales si lentement acquises. Il est vrai que le problème peut lui paraître plus embarrassant et la prendre au dépourvu. »

Mais M. Denis Cochin semble croire que la taxe pourrait apporter « quelque soulagement, très faible, ajoute-t-il, peut-être insignifiant », mais soulagement; et ailleurs, il va même jusqu'à dire « qu'on a eu raison de se plaindre de la cherté du pain ». Je voudrais bien savoir à qui la taxe apporterait quelque soulagement. Cette taxe ne porterait que sur le pain vendu au poids; or, il n'y a plus, à Paris du moins, que quelques bourgeois qui mangent de ce pain; les ouvriers et les ouvrières ne mangent guère que du pain de fantaisie.

— Et les mineurs, croyez-vous qu'ils n'ont pas aussi de bons tuteurs? Ces pauvres mineurs, qui aiment mieux passer leur vie à 300 pieds sous terre, pires que les taupes, que de gratter un peu la surface pour en faire sortir du bel et bon blé, des betteraves, des choux, des carottes (des vraies), ces pauvres mineurs, dis-je, ont fait entendre leurs doléances. Il y a donc encore des doléances? Je croyais que nous étions en République et que les doléances ne pouvaient avoir lieu que de sujets à rois. Quels sont donc les rois de la République? Ce sont MM. Girodet, Brousse et Giard, qui ont déposé des projets de loi tendant à garantir « l'hygiène et la sécurité du travail des mineurs ».

M. A. Desjardins discute longuement (n° du 15 avril) ces projets

— *La Ligue française pour le relèvement de la moralité publique* (numéro de juin), poursuit la réhabilitation de la femme, la suppression de la police des mœurs, etc. D'abord exclusivement protestante, la Ligue s'est peu à peu élargie, dit-elle. Elle peut s'élargir encore car il y a beaucoup de publicistes, dont elle semble ignorer l'existence, qui l'ont devancée dans cette voie et qui, sans doute, ne refuseront pas de lui prêter leur concours. Le programme de cette Ligue n'est peut-être pas à l'abri de quelques objections, mais de quelques-unes seulement ; la plupart des articles ne peuvent qu'être approuvés. Il en est de même des opinions sur la question dont elle s'occupe. Nous lui souhaitons donc succès et, par conséquent, longue vie.

— On trouve dans le *Journal de la Société de statistique* d'assez des détails intéressants sur l'état actuel de l'enseignement primaire et de ses dépendances. Nous relèverons deux chiffres qui expliqueront aux éditeurs pourquoi les livres ne se vendent plus.

Nombre de bibliothèques scolaires : en 1863, 8.356 ; en 1884, 28.845. Nombre de volumes : en 1863, 684.344 ; en 1884, 3.160.845.

Nombre de bibliothèques pédagogiques : en 1878-1879, 926 ; 1^{er} janvier 1884, 2.500. Nombre de volumes aux mêmes dates, 113.997 et 663.878. Encore quelques années et nous n'aurons plus que de la littérature officielle. Éditeurs, hâtez-vous de liquider.

— Dans le même numéro : *La population indigente à Paris*. « Parmi les étrangers inscrits comme indigents, ceux qui l'empêchent, et de beaucoup, sont les Allemands et les Belges. Dans le 1^{er} arrondissement, sur 1.425 Allemands, on compte 569 inscrits au bureau de bienfaisance, soit 40 0/0. » Et à Berlin, combien comptait-on de Français ?

— M. Lemer cier expose dans le numéro de mai les résultats de l'emploi des femmes dans les chemins de fer français et spécialement à la Compagnie de l'Est.

— *La Société de statistique* a célébré son 25^e anniversaire. À cette occasion, le numéro de juin contient une étude sur l'organisation, les travaux et les publications de la statistique officielle en France.

— M. Léon Say, président de ladite Société, a prononcé un discours sur *la Statistique internationale à la Société de statistique de Paris*. La statistique, dit M. Léon Say, n'est pas la science des nombres, mais celle des dénombrements. Son but est de rechercher au moyen des dénombrements, quelles sont les lois d'où les phénomènes dérivent. Elle apprend, par ce moyen, à distinguer les effets et les causes.

les économistes ; tels sont : *la Méthode en sociologie*, par G. Degreef ; *la plaie du fonctionnarisme*, par Ch. Beauquier ; et surtout *l'essai sur l'évolution socialiste*, par E. Fournière.

Mais le plus grand nombre sont anti-économistes et même anti-économiques.

Dans *les derniers arguments de l'économie politique*, M. Deynaud critique le livre de M. Leroy-Beaulieu : *le Collectivisme*, et croit terrasser irrémédiablement l'hydre économiste. Il lui suffit pour cela d'oublier de dire (p. 308) quelles seront « les conditions de la production » socialiste. Dire qu'elles seront débarrassées des entraves et des parasitismes, c'est se mettre à la suite des économistes et se borner à des généralités, tandis que ceux-ci entrent tous les jours dans des particularités que les socialistes négligent de réfuter, pour cause sans doute.

— C'est à M. E. de Laveleye que s'en prend M. Doméla Nieuwenhuis (numéro de juin), sans oublier « les autres coryphées de l'économie politique qui manquent de définitions précises et de logique ». « Qui veut guérir un malade, dit M. Doméla Nieuwenhuis, doit pénétrer jusqu'à la cause de la maladie. » Très bien, mais on ne voit pas la liaison qui existe entre la cause qu'indique l'auteur et le remède qu'il propose. La cause du mal, selon lui, c'est que le capital n'est pas entre les mains des travailleurs. Mais la cause de ce fait ? S'il est naturel, nécessaire, il n'y a pas de remède. Or, c'est ce qui ressort de ses propres raisonnements. La nature, dit-il, est la mère et le travail le père du capital. Donc le capital ne peut pas plus être entre les mains du travail que l'enfant, une fois né, dans les mollets de son père. Sortez de là, logicien subtil.

= « Que nous voulions ou que nous ne voulions pas, dit M. Argyriadès (*la Question sociale*, n° 4), le communisme est la conséquence logique et forcée du développement du machinisme moderne et de la centralisation industrielle et agricole qui collectivisent de plus en plus les forces productives et les instruments du travail. »

Donc, croisez-vous les bras et laissez arriver à terme le Messie ; prenez garde de faire avorter la mère en voulant la presser d'accoucher. Ainsi M. Cassius, vous perdrez votre temps et vous allongerez vos heures de travail en parlant de « propagande révolutionnaire. » Il en est de même de M. Jules Guesde, qui traite (n° 5) de *Collectivisme et Révolution*.

— Bonne leçon pour ceux qui prétendent résoudre la question sociale par la politique coloniale. Elle leur vient de M. Argyriadès (n° 5). Lorsque les prolétaires voient porter la dévastation et la mort dans les pays lointains, sans aucun semblant de justice, il leur

— Il faut voir dans le Bulletin de la *Revue des Sociétés* si, comme le disent les participants, le capital est dans une position plus brillante que le travail.

« Le mouvement des sociétés commerciales suit exactement celui de la crise industrielle. Il a marqué les degrés avec la fidélité d'un thermomètre : et si l'on consulte le tableau des sociétés qui naissent ou meurent depuis quelques mois, on est frappé du petit nombre de naissances et du grand nombre de décès... nullités, dissolutions, faillites, se comptent par centaines, et la noire armée des gens de justice se jette avec avidité sur ces épaves du grand naufrage.

Les économistes sont bien, comme on voit, de véritables rêveurs, d'affreux théoriciens qui n'ont pas le sens commun, quand ils disent que capital et travail sont solidaires.

— En Algérie, ce n'est pas aux bénéfices que l'on cherche à participer, c'est à la dépense. L'un n'empêchera peut-être pas l'autre comme l'autre prétend empêcher l'un. Dans la *Revue Algérienne et Tunisienne*, M. Hamel traite de la *participation des intéressés à la dépense des travaux d'irrigation*, au lieu de tout attendre de l'Etat. C'est le moyen le plus court, le plus sûr et même le plus profitable.

— Le Gouvernement général de l'Algérie, de son côté, publie un *programme général du reboisement*. « Il s'agit d'emmagasiner les eaux de pluie, de régulariser le débit des sources et des cours d'eau, d'opposer une barrière aux vents de sud, de tempérer les ardeurs du climat. » Le programme est facile à formuler, mais à exécuter...?

— *La Chambre de commerce de Besançon* publie le compte rendu annuel de ses travaux. L'horlogerie, une des principales industries de ce pays, a souffert et souffre encore de la crise, le travail a été restreint, les salaires réduits, « partout on constate un état de marasme qui ne laisse pas d'inspirer pour l'avenir de notre fabrique de sérieuses inquiétudes. »

— M. René Jourdain, sous le patronage de la chambre de commerce de Saint-Quentin, a publié une brochure sur *les salaires et le développement de l'industrie en Allemagne et en Pologne*. Bons renseignements, critique vive, spirituelle, mais pas toujours orthodoxe.

— Le compte rendu des travaux pour la défense du commerce de Marseille pendant le 2^e semestre de 1884, proteste contre les surtaxes agricoles, contre les quarantaines, « prétextes à vexations, tant au dehors qu'à l'intérieur même du pays. »

— *Le voyage aux Etats-Unis* par M. Lourdelet, dans le *Bulletin* de la Société de géographie commerciale du Havre, contient d'in-

contemporaine, M. Coste donne pour fondement au bonheur et à la force : la famille, le travail ou le métier, la vie publique et la doctrine. Il eût peut-être été préférable de suivre un autre ordre : le travail, la famille, la doctrine et la vie publique ; ce seul changement amènerait des modifications importantes dans les détails. Quoi qu'il en soit, le livre de M. Coste dénote un observateur attentif, un analyste délicat, un critique parlementaire, c'est-à-dire un critique qui, sans mettre les pieds dans le plat, décrit fidèlement le mal comme le bien. Quant aux moyens de remédier aux maux et d'augmenter la somme des biens, on pourrait peut-être reprocher à l'auteur de n'avoir pas suffisamment remonté aux causes.

Par exemple, M. Coste montre très bien les avantages de la famille. Il constate que l'esprit de famille se perd. « Cet idéal de la famille nous laisse froids. Nous ne le comprenons *plus*..., l'aptitude familiale a en partie *disparu*... » Cette aptitude a donc existé. Nous avons donc compris cet idéal autrefois. Le moyen de les ranimer serait de remonter aux causes de leur extinction. M. Coste néglige trop ce côté de la question et indique *a priori* la « nécessité d'une éducation préparatoire pour développer l'aptitude familiale. »

Je dis *a priori*, car rien n'indique, ni par les faits ni par le raisonnement que l'éducation puisse développer cette aptitude ; il ne serait même pas très difficile de soutenir le contraire. Mais supposant l'efficacité de l'éducation, elle serait encore un rouage superflu, puisque sans elle, par la seule puissance de la nature, cette aptitude est née et s'est développée, sans quoi elle ne disparaîtrait pas.

Cette réserve faite, le livre de M. Coste n'en contient pas moins une foule d'excellentes vues, surtout dans les deux premières parties. Le seul fait que, par le temps qui court, il en est à sa troisième édition, prouve que ce n'est pas le premier livre venu. Cette édition est augmentée d'une longue préface où l'auteur donne des éclaircissements et répond aux critiques qui lui ont été adressées.

— *L'héritage de Jacques Farruel*, par Le Gal la Salle (Paris, Hachette) a été couronné par l'Académie française et le méritait bien. Je ne lis plus guère de romans, c'est toujours la même chose quand ce n'est pas pire ; mais j'ai lu celui-ci avec beaucoup de plaisir. Ici, pas de ce qu'on appelle naturalisme, par ironie sans doute. La scène se passe en Bretagne ; il n'y est pas plus question de Paris que si le ventre de la France, qui se croit la tête, n'existait pas. Mais que de bon sens ! quelle fine critique de l'éducation moderne !

« Dire qu'il y a parmi vous (collégiens) beaucoup de fils de fermiers et qu'on vous parle à peine de culture. » — Bonhomme, la

qu'elle se règle d'elle-même. La méthode de régularisation de M. Walras est démontrée mathématiquement, à grand renfort de formules algébriques. Il faut lire le mémoire en entier.

— *Le scrutin de liste proportionnel*, par A. Béchaux (Paris, Guillaumin). Il en a été proposé plusieurs, il y en a même qui sont appliqués. Celui-ci a ses avantages et ses inconvénients, peut-être plus de ceux-ci que de ceux-là.

« Si les assemblées sont les rouages naturels, essentiels d'un bon gouvernement; si dans leur création, elles répondent aux vœux des citoyens; si même, remplissant leur mission avec conscience et loyauté, elles servent les intérêts du pays, d'où vient que l'élection de ces assemblées soulève un déchainement de passions haineuses, et qu'elle met souvent en péril la paix publique. D'où vient que dans des circonscriptions moins étendues, comme la province et la commune, les mêmes mœurs électorales produisent pareil désordre. »

Cela vient peut-être de ce que les assemblées ne sont pas des rouages naturels, essentiels.

La source du mal, d'après M. Béchaud, c'est que l'on confond le droit de représentation et le droit de décision. Chaque parti doit obtenir, selon sa force numérique, le chiffre des représentants qu'il mérite. Chaque électeur doit disposer d'un nombre de suffrages égal à celui des députés à élire dans sa circonscription; s'il a quatre candidats, il répartira, s'il le veut, ses suffrages entre les quatre, mais il est libre de les réunir sur une seule tête.

Voilà ce qui me paraît caractériser le système de M. Béchaud, qui peut aussi bien être appliqué qu'un autre, histoire de changer.

— LAVILEYE ET SPENCER. *L'Etat et l'individu ou darwinisme social et christianisme*. Dans cette brochure, extraite de la *Revue internationale*, M. de Laveleye critique éloquemment la doctrine de M. Spencer, résumée dernièrement dans un petit volume : *L'individu et l'Etat*. M. Spencer répond à la critique non moins éloquemment et plus logiquement. J'ai rempli de notes les marges de cette brochure, mais quand même j'aurais ici la place de les transcrire, je m'en abstiendrais, car il y en a beaucoup qui sentent le fagot. Quant à donner une analyse des arguments des deux champions, il y en a un si grand nombre et de si forts de part et d'autre, qu'il faudrait copier toute la brochure.

M. de Laveleye reconnaît ici une « loi universelle de la nature », c'est que celui qui ne veut pas travailler ne doit pas avoir à manger. Et d'autre part, il veut que le pouvoir et le revenu de l'Etat ou des communes soient employés à faire régner plus d'égalité parmi les hommes, c'est-à-dire à favoriser les faibles, les moins bien doués,

C'est ce qu'a fait M. Paul Passy, dans un petit livre qui a paru dernièrement sous ce titre : *L'Instruction primaire aux États-Unis*¹, et qui n'est autre qu'un rapport que l'auteur a présenté au ministre de l'instruction publique, à la suite d'une mission d'études. Le sujet choisi était fort étendu, non moins étendu que le pays même que M. Paul Passy devait parcourir, et notez qu'il était presque indispensable d'avoir parcouru ce pays, d'avoir au moins visité un certain nombre des États de l'Union, pour avoir un aperçu des conditions d'existence et de fonctionnement de cet enseignement primaire qui n'est pas centralisé comme chez nous, qui admet la variété des systèmes et la foule de combinaisons différentes que ne manque jamais de produire un régime de liberté. Ajouterai-je que M. Paul Passy rencontrait, dans cette entreprise, plus d'un devancier redoutable ? Il me suffit, à cet égard, de rappeler les travaux de M. C. Hippeau et de M. Buisson². Mais on peut toujours revenir utilement sur ces grands sujets qui ouvrent aux investigations et à la critique un champ d'étude presque infini et sans cesse renouvelé. Il faut dire aussi que M. Paul Passy, avant de s'engager en cette tâche, y était parfaitement préparé. M. Paul Passy, qui occupe une des chaires de l'école normale d'instituteurs de la Seine, appartient à une élite d'éducateurs qui travaillent chez nous à rajeunir et à accroître cette maîtresse-branche de l'instruction nationale ; il appartient aussi à une autre élite, qui est sa propre famille, et dont son père, M. Frédéric Passy, conserve et entretient avec tant d'éclat, tant d'honneur, la réputation et le nom. M. Paul Passy, là-bas, a beaucoup vu, et, je le crois, bien vu. A la vérité, il nous confesse que son voyage n'a duré que deux mois et demi, et on le sent bien en lisant son excellent livre. Il y a des côtés qui semblent n'être qu'effleurés d'une aile rapide ; il y a même certains aspects très intéressants que l'auteur nous laisse à peine entrevoir, et par exemple, tout ce qui a trait à l'enseignement de l'agriculture, la partie agricole de l'instruction primaire. On sait qu'elle tient chez nous une place importante, du moins dans nos programmes et dans les vœux de nos sociétés d'agriculture, et que c'est un des éléments principaux de la grande question de l'enseignement agricole. Les uns proclament que la base de cet enseignement spécial est dans l'école du village et que là est tout l'avenir ; d'autres affirment que c'est une chimère ou peu s'en faut, et qu'il n'y a que l'enseignement

¹ Un volume in-12. Paris, Ch. Delagrave, 1885.

² *L'instruction publique aux États-Unis*, par C. Hippeau, 3^e édition, un vol. in-12. Paris, Didier, 1872-1878.

Rapport sur l'instruction primaire à l'exposition universelle de Philadelphie en 1876, par M. Buisson (Paris, imprimerie Nationale).

condition, diversité aussi dans les programmes, voilà un premier trait caractéristique de l'enseignement primaire aux Etats-Unis. Quel contraste avec l'unité et la symétrie de nos institutions ! On connaît ce mot d'un des grands-maîtres de notre Université : « A cette heure-ci, tous les élèves de sixième en France font la même version. » Aux États-Unis, tout est livré à l'autonomie locale, et ce régime offre, comme tout en ce monde, un mélange d'avantages et d'inconvénients. Rien de plus fâcheux, rien de plus choquant que l'inégalité qui existe d'une école à l'autre, selon qu'on passe d'un État à un autre État, de telle commune à telle autre. J'ajoute que rien au fond n'est plus contraire au principe de l'égalité démocratique qu'un régime qui laisse subsister des écoles détestables à côté d'écoles excellentes, en sorte que le même enfant reçoit une éducation ou une instruction toute différente selon que le hasard l'a placé ici ou là ; rien de moins conforme à la raison et aux règles de la justice distributive que de voir des communes dans lesquelles les ressources pour l'instruction publique surabondent, tandis que dans d'autres communes ces ressources font presque totalement défaut. Ce sont là les inconvénients. Voici, en revanche, les avantages et les résultats féconds de ce régime de liberté ; où l'action du pouvoir central est à peu près nulle, et où ce sont les États, les comtés, les communes qui font tout. « C'est là, dit excellemment M. Buisson, ce qui fait l'inébranlable solidité du système des écoles publiques aux États-Unis : il émane directement du peuple, c'est une création faite et pour ainsi dire renouvelée à chaque instant par un acte de volonté expresse de chaque groupe de contribuables. De là aussi l'intérêt que tous y portent, l'orgueil et la confiance qu'il inspire à chaque ville, à chaque district, à chaque village. » Dans quelle mesure et par quels moyens les divers pouvoirs publics concourent-ils respectivement à cette œuvre si grande et si compliquée ? Et avant tout quelles sont les ressources financières ?

Chez nous, c'est la loi de finances qui, chaque année, ouvre au ministre de l'instruction publique les crédits nécessaires aux opérations normales de son administration, et il est pourvu aux dépenses prévues par ces crédits au moyen des ressources générales du budget des recettes : nulle affectation, pour cet objet spécial, d'une catégorie des revenus publics, à l'exclusion des autres¹. Aux États-Unis, au contraire, le législateur a constitué une fois pour toutes la dotation de l'enseignement primaire. Il a réservé aux dépenses de cet enseignement une partie de la fortune

¹ Il ne s'agit, bien entendu, que des dépenses ordinaires, qui incombent au Trésor, non de la part contributive des communes et des centimes spéciaux qui y correspondent, non plus que de la dotation de la caisse des lycées, collèges et écoles.

que chez nous ces écoles ne sont tolérées que comme un pis-aller auquel on cesse de recourir dès qu'on le peut, aux États-Unis, elles sont non seulement admises aussi bien que les autres écoles, mais elles sont préférées dans la plupart des États, et leur nombre s'accroît à ce point que, s'il faut en croire M. Paul Passy, avant longtemps les écoles où les garçons et les filles sont séparés n'existeront plus qu'à l'état d'exception. Mais là n'est pas la seule différence qui distingue les écoles mixtes de celles que l'on rencontre chez nous. Ce qui saisit le plus l'observateur européen, ce qui surtout l'étonne, l'inquiète, je dirais même, le scandalise, c'est que le système de la coéducation des deux sexes, au lieu de n'être appliqué qu'aux écoles où les enfants sont en bas âge, ou du moins très jeunes, s'étend aux établissements des degrés supérieurs, et jusqu'aux écoles normales. Or, comme le dit l'auteur que nous suivons dans cette étude, à mesure que les enfants avancent en âge, la question naturellement se complique, et elle se complique au point de devenir un des plus délicats problèmes qui puissent préoccuper et diviser les personnes accoutumées à réfléchir sur les conditions de l'éducation publique.

Chose singulière, les objections ne sont pas, en général, celles qu'on y ferait en France; ce sont précisément les conditions morales que l'on invoque à l'appui du système. Mais il importe de ne pas perdre de vue que l'école reflète plus ou moins la société; or, en ce qui touche les jeunes filles, les opinions, les usages et les lois sont très différents de ce qu'ils sont chez nous. On sait de quelle liberté d'allures et de langage jouissent les jeunes filles dans cette société américaine. On sait aussi de quel respect elle entoure la femme, qui peut circuler dans les lieux publics, et parmi la foule la plus grossière, avec une sécurité et des égards qu'elle ne connaît pas de même dans nos pays. On sait enfin que c'est la jeune fille, et non ses parents, qui se choisit l'homme dont elle veut faire le compagnon de sa vie, que les parents, d'ordinaire, s'inclinent devant son choix, et que la question de la dot et des convenances d'argent n'existe pas comme chez nous dans ces sociétés où tant d'hommes sont les fils de leurs œuvres, où les fortunes se font et se défont si aisément. On conçoit dès lors que les parents américains ne ressentent pas les scrupules qui feraient trembler les nôtres à l'idée de mettre leurs filles ou leurs fils dans les écoles mixtes. Des attachements se formeront entre les jeunes gens? Tant mieux! répliquent les *Yankees* optimistes. Où pourraient-ils se mieux observer, se mieux connaître que dans cette intimité continuelle de l'école? Et quel principe d'émulation entre les uns et les autres! Les garçons se montreront, dans leurs manières, plus réservés et plus doux; les filles s'efforceront de les égaler dans les travaux scolaires. Voilà les beaux côtés. A la vé-

dans un verre d'eau, de ces batailles qui ne terminaient rien, de ces agitations sur place. » Toutefois, un dernier motif décida peut-être le jeune professeur, en dehors même des sollicitations qui lui venaient de Coppet, à abandonner sa patrie d'adoption. Jean-Baptiste Say venait de mourir et laissait vacante, au Collège de France, la chaire d'économie politique. Rossi songea à se mettre sur les rangs pour lui succéder et, vers les premiers mois de 1833, il se rendait à Paris. Ses amis, du reste, avaient déjà préparé sa candidature ; les choix, on le sait, se font sur la double présentation de l'Institut et du Collège de France. Le collège de France désigna M. Rossi ; l'Académie des sciences morales et politiques désigna M. Charles Comte, son secrétaire perpétuel. Le ministre se rallia au premier de ces suffrages et M. Rossi fut nommé, en octobre 1833, professeur au Collège de France. L'année suivante, en 1834, il était nommé professeur de droit constitutionnel à la Faculté de Paris. Des lettres de grande naturalisation (août 1838) suivirent plus tard ces deux investitures.

Sur ce nouveau théâtre, dans la « Ville-Lumière » Rossi ne tarda point à se retrouver sur son véritable terrain. Ses débuts cependant ne laissèrent point que d'exciter l'envie. Le 24 août 1834, le roi Louis-Philippe rendait une ordonnance créant à la Faculté de droit de Paris, une chaire de droit constitutionnel, et M. Pellegrino Rossi, sur la proposition de M. Guizot, ministre de l'instruction publique, en était titulaire. L'ouverture des cours était fixée au 29 novembre.

Nous trouvons, dans le *Journal des Débats*, à la date du 31 novembre, les lignes suivantes : « Aujourd'hui, le cours de M. Rossi a été l'occasion de quelques troubles à l'École de droit. Le professeur devait faire sa première leçon de droit constitutionnel, mais la salle ayant été envahie par une foule d'élèves qui n'avaient point reçu de cartes d'admission, l'ouverture a dû être ajournée. Cet empressement tumultueux de la jeunesse aux leçons de M. Rossi a des motifs bien différents. La

et généreuse de Rossi allait anéantir, jura la mort du grand Italien, et deux mois après son entrée au ministère, le comte Rossi fut assassiné sur les marches du palais de la Chancellerie. Cette courageuse existence est condensée dans ces mots éloquents de M. Mignet :

« Rossi a eu plusieurs patries ; il n'a servi qu'une seule cause, cette belle cause de la science développant la civilisation, de la justice affermissant les Etats, de la liberté perpétuant les lois. Il l'a soutenue dans les cours, propagée par ses livres, scellée de son sang ; il en a été l'éloquent docteur et le courageux martyr... Pour elle, il a dû, depuis 1815 jusqu'en 1848, s'exiler, écrire, parler, agir et mourir. Son nom marquera dans l'histoire par l'élévation de ses idées, l'éclat de ses talents, l'utilité de ses ouvrages, la modération de ses actes, et la grandeur de sa fin. »

ministre, et Votre Majesté fera un jour de M. Rossi bien autre chose qu'un professeur de droit constitutionnel ! » — « S'il en est ainsi, vous avez raison, fit le roi, soutenons-le avec énergie ». L'agitation en effet, ne tarda point à se calmer. Rossi reprit son cours et quelques années après (1843), il devenait doyen de l'École de Droit.

A propos de ces troubles, voici ce que dit M. Mignet : « Maître de son esprit ainsi que de son visage dont les traits étaient réguliers et fins comme ceux d'un marbre antique, il promenait un regard pénétrant et assuré sur son auditoire tumultueux, qui finit par l'applaudir aussitôt qu'il consentit à l'entendre. Il transforma sans peine les désapprobateurs de sa nomination en admirateurs de ses leçons.

« Ce cours lui convenait merveilleusement et peu d'hommes étaient aussi bien préparés à donner la raison des institutions qui nous régissaient alors et à leur concilier un respect intelligent. M. Rossi considérait l'ordre civil fondé en France sur le principe de la justice et sur l'égalité de droit comme le plus grand progrès qu'eût encore fait la société humaine. Le système représentatif, avec ses savants ressorts et ses mouvements complexes, lui semblait être le chef-d'œuvre du gouvernement ; car en matière d'organisation politique, la simplicité ne produit que faiblesse ou tyrannie.

« En exposant le mécanisme pondéré de ce gouvernement qu'il croyait applicable aux pays démocratiques aussi bien qu'aux pays aristocratiques, M. Rossi enseignait avec un grand art. Chacune de ses leçons avait un sujet déterminé et prenait l'intérêt d'un petit drame. Contre l'ordinaire, M. Rossi était un improvisateur concis et un démonstrateur élégant ; les lenteurs même de sa parole l'aidaient à resserrer sa pensée, à laquelle un reste marqué d'accent italien semblait donner encore plus de signification et qu'il avait pour ainsi dire le temps d'orner avant de la produire ».

Les deux illustres amitiés auxquelles Pellegrino Rossi devait la faveur royale ne lui firent jamais défaut, bien que des jalousies intéressées aient tenté plus d'une fois de désunir ces grands esprits. Le crédit ascendant de l'Italien, l'accueil qu'il recevait auprès du souverain, étaient habilement interprétés pour exciter les susceptibilités de M. Guizot. On allait jusqu'à dire malignement après la mort de M. le duc d'Orléans, en 1842, que le roi Louis-Philippe avait cru reconnaître dans cette main ferme et vigoureuse, dans cet esprit élevé et pénétrant, l'homme qui, au cas d'une régence, pourrait devenir le Mazarin du comte de Paris.

Le professeur Rossi accueilli à la Cour avec une bienveillance particulière fut bientôt très recherché par les salons politiques et le monde lettré. L'amitié du duc de Broglie et de M. Guizot avait été pour lui le plus précieux talisman. Il ne tarda pas, d'ailleurs, lui-même, à s'assimiler

limite des attributions d'un corps savant. Une question franchit-elle cette limite pour entrer dans le tourbillon des affaires, pour s'exposer aux incertitudes et aux luttes de la politique du jour, la science sait que le combat appartient aux hommes de gouvernement et qu'elle doit se borner à l'éclairer de la vive et pure lueur de ses principes ».

Voici ce qu'écrivait, en 1844, M. Louis Reybaud, jugeant Rossi comme écrivain : « Après quelques années de séjour à Genève, la langue française n'eut bientôt plus de secrets pour lui. Il en pénétra les délicatesses, en devina les ressources et acquit peu à peu ce style ferme et correct, élégant et précis qui distingue ses ouvrages. Il est rare qu'un étranger puisse prétendre à des résultats si complets et, parmi les Français, les très bons écrivains seuls y arrivent. Cependant une autre difficulté subsistait encore, difficulté purement mécanique : celle de l'accent et de la prononciation.

« Malgré tous ses soins, M. Rossi ne put en triompher entièrement. Aujourd'hui encore, il sacrifie parfois à la prosodie et à la mélodie italiennes, et porte à la tribune et dans sa chaire ce témoignage de sa première nationalité. Cela surprend d'abord, mais facilement on s'y habitue. Ce débit a quelque chose de musical qui en relève la singularité, et la parole est d'ailleurs si choisie, si transparente, en un mot si française, qu'on oublie sans peine l'accent qu'elle emprunte ».

L'originalité de M. Rossi consiste dans la façon dont il expose et compare les théories des maîtres, en sachant faire la part de l'erreur et celle de la vérité, en ajoutant à leurs idées ce qui peut les mettre en relief, en éclairant ce qu'elles ont de trop vague ou de trop obscur. — Une science a beaucoup à gagner dans cette étude comparée traitée de haut et sous la double autorité de la position et du talent. Elle est heureuse d'avoir à son service une de ces plumes qui laissent un sillon partout où elles passent et communiquent à ce qu'elles touchent de la lumière, de la sève, de la vie. Son style fait passer dans les abstractions même la transparence qui le distingue ; rien de plus serré que la trame de sa composition, de plus nerveux que sa polémique.

Toujours clair et précis, son style est animé, souvent pittoresque. C'est ainsi que, défendant la liberté des transactions, le libre-échange, il parle de son ancienne patrie d'adoption, de la Confédération helvétique, qui n'a pu ni voulu défendre l'activité locale au moyen d'un cordon de douanes, ce luxe des grands empires. Il démontre éloquemment que ces pays n'en sont pas plus mal partagés ; que les populations n'en sont pas plus chétives, les races plus dégradées, et qu'enfin ce régime libéral ne saurait être la source d'une infériorité et mettre de tels peuples en dessous de ceux qui assurent à leur propre production le privilège des débouchés intérieurs. — « La production suisse, dit-il dans un de ses

qu'en 1840, époque où il se démit de sa chaire en entrant dans le conseil de l'instruction publique, a paru en deux volumes.

« Ce livre, malheureusement inachevé, est une belle exposition des principes les plus élevés, une discussion approfondie des points les plus délicats de la science économique. Rossi en trace brièvement l'histoire en montrant les tâtonnements dans la succession des systèmes et les erreurs par la diversité des affirmations. Il la sépare soigneusement des autres sciences qui s'occupent de l'organisation et de la conduite des sociétés humaines, et il distingue « l'économie politique pure » de « l'économie politique appliquée », c'est-à-dire la théorie du savant de l'art de l'homme d'État, en ce qui concerne la connaissance et l'administration des intérêts matériels. — Il observe ensuite, d'une manière fine et judicieuse, les phénomènes de la richesse, dont il saisit les causes, suit la marche, montre les effets, déduit les lois.

« Continueur des économistes les plus célèbres, qu'il juge avec respect et avec une complète indépendance, il traite de la théorie de la *valeur* après Adam Smith, de la théorie du fermage après Ricardo, de la théorie de la population après Malthus, de la théorie des débouchés après J.-B. Say, de la théorie du capital après tous les grands maîtres qui l'ont précédé. — Il n'y porte pas le génie de la découverte, mais la puissance de la démonstration et sa méthode le conduit presque à l'originalité. — Elle le mène, en effet, à rectifier, dans ses inventifs devanciers, ce qui est inexact, à achever ce qui est incomplet, à éclaircir ce qui reste obscur, et à embrasser, dans des formules plus incontestables, une science plus vive, dont nul n'est plus près que lui d'être le régularisateur ».

A raison sans doute des circonstances au milieu desquelles il fut professé, le cours d'économie politique de Rossi n'est point d'une originalité marquante. Un de ses admirateurs les plus sincères, Joseph Garnier, le déclare lui-même : « Rossi n'aura attaché son nom à aucune grande découverte de la science. En revanche, l'enseignement économique de Rossi se distingue par une merveilleuse netteté, une clarté de style qui ne sera jamais dépassée. Dans un temps où la science de l'utile était profondément altérée, les vérités économiques obscurcies, l'esprit toujours si net et si subtil du grand Italien se surpasse encore, trouve des formules d'une clarté lumineuse, résout avec une précision rigoureuse les problèmes les plus obscurs, en un mot fait le premier de la science qu'il expose une science exacte ». C'est surtout à ce point de vue que Rossi marquera dans l'histoire des progrès de l'économie politique. Son prédécesseur au Collège de France, J.-B. Say, avait déjà fait beaucoup pour la vulgarisation des études économiques. Rossi, par la netteté de son enseignement, aura fait peut-être davantage encore. « Pour mon compte, ajoute Joseph Garnier, dont la méthode était également si claire, je dois

Les théories émises sur le droit de punir sont nombreuses et variées ; nous n'avons pas la prétention de les exposer ici, même sommairement. Nous dirons seulement qu'elles peuvent toutes se ranger en deux grandes classes, l'une mystique et l'autre politique. Les théories de l'école mystique prennent leur fondement dans la loi morale, considèrent la législation positive comme une émanation partielle de cette loi divine qu'elle a pour mission unique de sanctionner. « Omnis pœna si justa est peccati pœna est », dit saint Augustin. Kant, dans ses *Principes métaphysiques du droit*, de Maistre, dans ses *Soirées de Saint-Petersbourg*, etc., considèrent aussi, avec des divergences plus ou moins grandes, la loi pénale « comme un droit mystique directement émané du ciel ou une délégation de la divinité », ainsi que dit excellemment M. Ad. Franck dans sa *Philosophie du droit pénal*.

Les théories de l'école politique renferment au contraire la loi positive dans un cercle exclusivement humain, ne lui assignent pour base et pour but que la conservation des intérêts sociaux et la prévention des délits. On châtie les coupables, disait Sénèque, « ut sublatis malis securiores ceteri vivant ». « Tout malfaiteur, écrivait J.-J. Rousseau, attaquant le droit social devient par ses forfaits rebelle et traître à la patrie, il cesse d'en être membre en violant ses lois et même il lui fait la guerre. Alors la conservation de l'État est incompatible avec la sienne, il faut qu'un des deux périsse, et quand on fait mourir le coupable, c'est moins comme citoyen que comme criminel ».

Ce fut dans les premières années de la Restauration seulement que la France commença à prendre part à cette grande controverse entre l'école mystique et l'école politique. On sait avec quelle vivacité se réveilla à cette époque l'esprit de recherche. Cousin, Guizot, Charles Lucas, de Broglie, attaquèrent résolument, avant Rossi, l'étude du grave problème social du droit de punir et, fidèles à l'esprit de composition, de transaction qui régnait en ces années pacifiques, s'efforcèrent, chacun avec une grande ingéniosité, de concilier les systèmes adverses, le droit positif absolu et l'idée théocratique pure.

Rossi devait, à notre avis, atteindre mieux que tout autre ce but difficile. Sous la plume de l'auteur italien, les compromis jusque-là proposés prirent une forme plus scientifique, plus vigoureuse et devinrent, en un mot, ce que l'on nomme encore dans les écoles la *théorie Rossi*.

Dans cette théorie, comme nous l'avons dit plus haut, sont heureusement conciliés le principe spiritualiste de la justice morale et le principe matérialiste de l'utilité. Voici comment est résolue cette tâche délicate :

« L'homme est un être moral, il a des devoirs à remplir, il a des facultés que suppose la notion du devoir, il a la raison et la liberté. Donc

CORRESPONDANCE

LES TARIFS DE CHEMINS DE FER.

Monsieur le Directeur,

Nous sommes à une époque de l'année où les villageois n'ont guère le temps de s'asseoir devant un encrier. Vous m'excuserez donc si je réponds un peu tard à la lettre de M. Max Hoffmann publiée dans le *Journal des Économistes* de mai 1885.

J'ai été stupéfait d'entendre M. Max Hoffmann nous accuser, mon ami M. Grosseteste-Thierry et moi, de répandre des *préjugés qui s'acharnent à discréditer nos tarifs français*. Mon honorable contradicteur s'est donné la peine de rechercher dans les *Bulletins de la Société industrielle de Mulhouse* le mémoire de M. Grosseteste-Thierry, dont les chiffres ont servi de base à ma note. Il a pu voir, dès la première ligne, que M. Grosseteste-Thierry est un citoyen français établi en Alsace, qui prend en mains la défense des chemins de fer français. Il a pu remarquer pareillement, dans ma note, que je déplore le développement de Trieste, Gènes et Anvers, et que je désire des réductions de tarif rendant à Marseille et au Havre la part d'activité qui leur a été enlevée par l'étranger. N'ai-je pas dit que Mulhouse, pour ses relations avec Alexandrie, emploie de préférence la voie la plus dispendieuse, Marseille, parce que le conditionnement à bord des messageries est le meilleur et que la responsabilité des chemins français est plus grande que celle des chemins italiens et suisses? Depuis quelques mois, les transports par Marseille se font au même prix que ceux par Trieste. Tant mieux pour la France! Mulhouse ne fera plus venir une balle de coton par Trieste.

M. Max Hoffmann ne conteste pas les chiffres que j'ai donnés; il prétend seulement montrer les avantages du système français; il dit que les petites expéditions se font à peu près au même prix dans les deux pays, et que la France a sur l'Allemagne la supériorité d'une plus grande responsabilité.

Je ne crois pas qu'il faille dédaigner le bon marché des chargements de 10 et 5,000 kilogrammes. Pour certaines matières encombrantes, telles que la houille, etc., la France a elle-même reconnu la nécessité de tarifs réduits et accorde des prix analogues à ceux de l'Allemagne. Quant aux marchandises en général, les faveurs accordées en Allemagne aux chargements de 10 et 5.000 kilogrammes sont très importantes. Il suffit d'avoir vu fonctionner le système des wagons complets pour en être partisan. Je ne suis pas industriel, mais agriculteur, et comme tel,

BULLETIN

PUBLICATIONS DU « JOURNAL OFFICIEL ».

(Juillet 1885.)

1^{er} juillet. — **Etude** sur l'organisation d'un service de télégraphie optique entre les Saintes et la Basse-Terre.

2 juillet. — **Loi** ayant pour objet l'approbation d'une convention passée entre le ministre des travaux publics et le syndicat du chemin de fer de grande ceinture de Paris, pour la concession d'un chemin de fer de Palaiseau à Villeneuve-Saint-Georges.

3 juillet. — **Décret** portant suppression du conseil des prud'hommes d'Orange (Vaucluse).

4 juillet. — **Décret** interdisant l'importation d'Espagne en France des fruits et légumes.

5 juillet. — **Rapport** adressé au Président de la République par le président du conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, modifiant la date des vacances judiciaires. — **Décret** conforme.

8 juillet. — **Décret** portant obligation à toute personne logeant des voyageurs venant d'Espagne d'en faire la déclaration à la mairie de la commune.

9 juillet. — **Rapport** adressé au ministre du commerce par M. le docteur Proust, inspecteur général des services sanitaires, sur la prophylaxie sanitaire maritime des maladies pestilentiennes exotiques.

12 juillet. — **Loi** portant interdiction de fabriquer, vendre, colporter ou distribuer tous imprimés ou formules simulant les billets de banque et autres valeurs fiduciaires.

— **Décret** fixant la proportion de la contribution de l'État dans les annuités communales pour la construction d'écoles primaires.

15 et 16 juillet. — **Loi** relative à l'exécution des travaux d'amélioration du port de Bordeaux.

— **relative** à l'exécution du canal maritime de la Basse-Loire.

— **Le commerce** de la France pendant les six premiers mois de l'année 1885.

cafés, restaurants, hôtels, etc., abonnés aux réseaux téléphoniques, mettre le téléphone à la disposition de leurs membres ou clients.

— autorisant les abonnés aux réseaux téléphoniques exploités par l'industrie privée à correspondre par l'intermédiaire des cabines téléphoniques publiques.

31 juillet. — Loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique la concession définitive à la compagnie du chemin de fer de Paris Orléans du chemin de fer de la Sauve à Eymet.

Rapport sur le concours pour le prix Rossi. — Messieurs, vous avez mis au concours pour le prix de la fondation Rossi le sujet suivant : *Exposer les faits qui, dans les sociétés de l'antiquité grecque et romaine, prouvent la permanence des lois économiques.*

Ce concours, ouvert en 1880, est d'abord resté sans résultat ; aucun Mémoire n'avait été présenté. La section vous proposa et vous décida de proroger le concours. — Au 31 décembre dernier, un seul Mémoire se trouva inscrit.

Malheureusement, l'auteur de ce travail, s'il a compris la question, ne l'a pas résolue. Il commence par une double introduction : l'une est relative aux lois économiques, et prétend les définir et les énumérer ; l'autre jette un « coup d'œil sur les sociétés de l'antiquité grecque et romaine » et entreprend de raconter en quelques pages l'histoire de ces deux sociétés depuis leur origine, et d'esquisser en même temps leur organisation sociale. L'opinion défavorable que ces trop défectueuses introductions font naître se confirme de plus en plus à mesure que l'on avance dans la lecture du manuscrit.

Abordant l'exposé des faits, l'auteur divise la matière en un grand nombre de chapitres, sections et paragraphes, comme un traité d'économie politique. Chaque subdivision, et il y en a de très courtes, a son titre particulier et commence par une définition succincte, à la suite de laquelle viennent se ranger plusieurs passages tirés des auteurs anciens. Voici, à titre de spécimen, les premières lignes du § 1^{er}, intitulé : *Le travail est la conséquence du besoin.*

« Ainsi, l'homme a des besoins, et les richesses naturelles ne fournissant pas assez pour les satisfaire, il est forcé de travailler. Veux-tu que la terre te prodigue ses fruits ? disait Hercule, cultive-la... »

C'est Xénophon qui fait parler ainsi Socrate. Eschine et d'autres viennent ensuite confirmer l'apophthegme. — Les autres paragraphes ressemblent plus ou moins à celui-là, sauf que le sujet change. Après avoir parcouru toutes les subdivisions, l'auteur termine par des conclu-

L'auteur n'a donc pas résolu le problème. Le rapprochement des faits qu'il a recueillis laisse entrevoir bien des choses, mais il ne nous les montre pas en action; il ne les met pas, comme le sujet le comporte, en rapport avec les forces qui les produisent, ni avec les effets qu'ils peuvent obtenir.

La section d'économie politique ne peut donc pas vous proposer d'accorder le prix à ce Mémoire.

Il peut paraître surprenant qu'un sujet aussi intéressant que la permanence des lois économiques n'ait pas attiré l'attention d'un grand nombre d'économistes, qu'il n'ait pas excité l'émulation parmi ses plus laborieux travailleurs. On ne peut expliquer cette abstention que par un malentendu. On aura pensé que nous nous adressions surtout à l'érudition, que nous demandions de grandes recherches archéologiques, des découvertes dans les auteurs, les monuments, les inscriptions, travaux que l'économiste pouvait croire étrangers à son domaine.

Sans doute, nous aurions reçu avec reconnaissance, et nous aurions apprécié à leur juste valeur toutes les données nouvelles que les concurrents auraient pu nous présenter; mais nous n'avions aucune intention d'empiéter sur le domaine d'autrui. Nous ne demandions, en fait d'histoire — pour emprunter un mot à la Faculté des lettres — « que ce que personne n'a le droit d'ignorer ». Et, en effet, les matériaux nécessaires pour le travail que nous avons en vue sont connus, ils sont suffisamment abondants, on peut presque ajouter : à la portée de tous; il suffit de les mettre en œuvre. C'est là la tâche de l'économiste, et elle est encore assez belle et assez difficile pour qu'on ait pu espérer qu'elle tenterait plus d'un travailleur.

Il est cependant possible que quelques économistes ne se soient pas bien rendu compte de l'importance de la question. Essayons donc de l'exposer succinctement.

La question relative à la permanence des lois économiques implique l'existence de ces lois; or, ces lois ont été niées. Il s'agit donc de savoir s'il y a des lois — c'est-à-dire des rapports nécessaires, une causalité, en économie politique, en d'autres termes, s'il existe une science économique — ou si nous n'avons affaire qu'à un art qui se modifie selon les temps et les lieux.

Que l'*application* des lois économiques constituât un art, personne n'en a jamais douté; mais pendant longtemps on ne songeait pas non plus à contester l'existence de ces lois, ni qu'elles fussent fondées sur la nature humaine et qu'on ne pouvait pas les enfreindre sans péril. Aussi, lorsque le socialisme — dont le collectivisme et le communisme ne sont que des variétés — vint demander qu'on appliquât ses doctrines, on pouvait lui répondre : ce que vous désirez est irréalisable, car c'est contraire

la situation et met en jeu le plus grand nombre de lois économiques. L'échange suppose des productions variées, une certaine division du travail, une industrie quelque peu développée, une mesure de la valeur, puis des monnaies, même le crédit. Les passages qui mentionnent des faits de cette nature sont très nombreux; en les comparant avec méthode, on aura fréquemment l'occasion de rapprocher les effets de leurs causes. On verra aussi que l'esclavage, s'il différencie les situations, ne modifie pas les lois; d'ailleurs, le travail esclave a ses lois comme le travail libre.

Du reste, le travail libre était beaucoup plus répandu dans l'antiquité qu'on le croit communément, et il n'était pas aussi méprisé qu'on le dit. Cincinnatus labourait son champ lorsque les envoyés du Sénat vinrent lui offrir la dictature. Hésiode, dans *les Travaux et les jours*, dit que le travail ne déshonore pas, mais l'oisiveté. Dracon, Solon, plus tard Thucydide et beaucoup d'autres expriment des idées semblables, mais il est bien vrai que l'opinion défavorable au travail l'emporte, à mesure que les richesses s'accroissent et que les mœurs deviennent plus aristocratiques.

De nos jours le travail manuel est honoré; les moralistes et les publicistes le louent à l'envie, les poètes le chantent; on pense ici involontairement à l'empereur de Chine qui, dit-on, laboure tous les ans la terre avec une charrue d'or. Mais l'honneur fait au travail est affaire de mœurs plutôt qu'une manifestation économique. Les différences qu'on remarque entre l'antiquité et les temps modernes tiennent à deux causes: l'une a déjà été souvent indiquée; dans l'antiquité, le régime a été plutôt aristocratique¹; de nos jours, il est démocratique; l'autre cause se rattache aux sciences. En Grèce et à Rome, à de rares exceptions près, la science est subjective, *a priori*, c'était de la spéculation plus ou moins transcendante, et souvent de la pure littérature. Les philosophes et les littérateurs ne pouvaient que mépriser les métiers manuels, parce que ces métiers ne permettaient pas d'acquérir la culture intellectuelle.

De nos jours, la science est objective, expérimentale. Nos philosophes eux-mêmes le sont dans la mesure que la métaphysique le comporte. De plus, quelques-unes des sciences actuellement dominantes, la physique, la chimie, la mécanique, ont des rapports étroits avec le travail manuel, et un certain nombre de professions très répandues exigent un double apprentissage; elles demandent du savoir, de la réflexion et des mains habiles.

Il ne peut donc plus être question de mépriser le travail manuel.

¹ Même dans les démocraties.... à mètèques et esclaves.

la sortie, si l'on proposait un droit à l'exportation des blés et des bestiaux, le propriétaire belge s'élèverait contre cette mesure, prise pour le forcer à vendre ses produits aux consommateurs belges à des prix moins élevés que ceux qu'il pourrait en obtenir à l'étranger.

Ce serait cependant un moyen de procurer des ressources au trésor et, par ricochet, à l'agriculture.

Les Belges producteurs de céréales et de bestiaux sont donc absolument libres vis-à-vis des Belges consommateurs de bestiaux et de céréales, les premiers ne sont grevés d'aucune servitude au profit de seconds.

Eh bien, Messieurs, puisque les estomacs belges n'ont aucun privilège si minime qu'il soit, sur les récoltes belges, puisqu'ils n'ont pas le privilège de les consommer, de préférence aux étrangers, pourquoi donc les champs belges auraient-ils le privilège de nourrir les estomacs belges ?

Comment l'un pourrait-il être vrai sans que l'autre le fût ?

Pourquoi, par des mesures de protection, faire en sorte que les récoltes fournies par le sol belge soient consommées par les consommateurs belges de préférence aux récoltes étrangères ?

La production des céréales est en Belgique, vous le savez, inférieure à la consommation. Si, par une nouvelle muraille de la Chine, on entourait la Belgique de manière à empêcher les céréales étrangères d'y entrer, il est évident qu'à raison de la raréfaction de l'offre, du manque d'équilibre entre la production et la consommation, le grain et les bestiaux hausseraient dans d'énormes proportions, car un défaut d'équilibre entre la production et la consommation, s'il est permanent, peut, fût-il minime, produire une hausse considérable.

Il faut des positions égales. Ni les consommateurs belges n'ont de droit sur les récoltes belges, ni les récoltes belges sur les consommateurs belges; il y a et il doit y avoir liberté réciproque.

Vous voulez que le gouvernement se préoccupe du bas prix des blés et prenne des mesures artificielles pour y remédier; la protection n'est pas autre chose qu'un obstacle artificiel à l'avilissement des denrées.

Vous voulez qu'il aide le blé indigène à remonter la pente qu'il a descendue. Mais prenons la contre-partie; supposons que nous nous trouvions dans une de ces années de disette, où le prix du blé est très élevé, trouverez-vous naturel que l'État, par des mesures artificielles, par des primes à l'entrée, attire le blé en Belgique dans l'intérêt du consommateur ?

Ce système se pratiquait autrefois, du temps de Joseph, en Égypte; du temps des Romains on avait encore des greniers publics dans lesquels l'État-Providence faisait des provisions de céréales.

blissements ont besoin d'être, sinon luxueux, du moins installés sur un pied tout à fait satisfaisant pour la vue, le goût et l'odorat ; enfin, qu'ils comprennent des salles d'attente décentes et des guichets de distribution bien aménagés. Ces grandes lignes arrêtées, il restera à choisir les meilleurs modes de préparation et de cuisson, à fixer le prix des rations, à perfectionner les petits moyens qui en facilitent le transport en leur conservant la température voulue, etc... Toutes ces choses et beaucoup d'autres sont prévues par le capitaine Wolff et appliquées d'emblée par ses disciples.

Un principe fondamental, c'est que la cuisine publique, pour bien remplir son objet en réalisant de sérieuses économies, se garde de multiplier outre mesure les plats qu'elle offre à sa clientèle. Il faut aussi qu'il soit impossible de la soupçonner d'accommoder les restes, et que chaque jour son menu soit varié, tout en étant connu d'avance. Des viandes rôties et grillées, du poisson, des potages impeccables, des légumes de première qualité, cuits à point et alternés avec art, doivent faire le fond immuable de ses opérations. L'uniformité de poids, de mesure, de saveur, de valeur nutritive et de prix n'est pas moins indispensable. Le salaire est presque toujours quantité limitée et invariable ; un des avantages primordiaux de la cuisine publique doit être que la dépense alimentaire le soit aussi, à un centime près. Il n'est pas moins nécessaire qu'on puisse les jours de paye s'assurer à l'avance, sous forme de cachets à prix fixe, les vivres nécessaires pour la quinzaine ou le mois qui vient. Tout le monde sait combien ce système est avantageux aux petites bourses et favorise l'épargne, même dans les humbles restaurants où il est généralement pratiqué. Les familles devraient pouvoir l'étendre à tous leurs achats alimentaires. Le jour où un homme gagnant 3, 5, 7 fr. par jour, sait avec certitude qu'il peut se nourrir convenablement avec 80 centimes, nourrir les siens à raison de deux, trois fois 80 centimes, ce jour-là, cet homme est affranchi. Il sait où il va, il voit devant lui. La plaie des petits ménages est précisément l'imprévu, l'incident, le charbon qui ne brûle pas et qui oblige d'envoyer la fillette chez le charcutier, la friandise trop chère et peu nourrissante qu'on se laisse aller à acheter, le mauvais vin ou la pire eau-de-vie qu'on boit parce qu'on a l'estomac vide ou délabré.

Chose curieuse et bonne à noter parce qu'elle peut avoir son importance dans la réforme si nécessaire de l'alimentation de nos troupes de terre et de mer, une des sources les plus riches auxquelles M. Wolff a puisé pour arriver à formuler son système est dans les études spéciales faites en vue de l'armée allemande. La Prusse, explique-t-il lui-même, se trouvait à raison de sa position géographique obligée d'entretenir des contingents militaires très lourds pour son Trésor ; elle dut naturelle-

Et ce sont précisément les résultats de ces études que le capitaine Wolff est en train de faire passer de la pratique militaire à la pratique civile. Il n'est pas douteux que l'État n'en retire chez nous d'immenses avantages budgétaires, en les appliquant non seulement à l'armée et à la marine, mais aux prisons, aux établissements hospitaliers, aux lycées, collèges, en général à tous les rassemblements de bouches à nourrir. C'est encore l'empirisme qui règne chez nous dans une large mesure en ces questions d'alimentation ; il est temps pour mille et une raisons, autant au point de vue financier qu'au point de vue général de la race, de sa force, de son rendement, qu'on aborde des solutions plus scientifiques et plus rigoureuses. L'alimentation de nos marins, en particulier, appelle les plus sérieuses réformes ; elle est à peu de chose près, de nos jours, ce qu'elle pouvait être il y a soixante ou quatre-vingts ans, c'est-à-dire insuffisante et mal équilibrée, tout en étant très coûteuse. De quels perfectionnements ce service ne serait-il pas susceptible avec les éléments dont la science dispose actuellement ?

Le soldat prussien consomme par jour 100 grammes d'albumine, 50 de graisse, 500 d'hydrates de carbone, soit $100 \times 5 + 30 \times 3 + 500 \times 1 = 1.150$ unités nutritives. C'est cette base même que le capitaine Wolff a adoptée pour la détermination de la ration dans les cuisines publiques et qu'il arrive à répartir sur deux repas, coûtant ensemble, à Londres, quatre-vingts centimes, pain non compris. Il est très possible, et même très probable, qu'ailleurs le résultat serait tout autre, ou devrait être atteint par des moyens différents. On ne saurait entrer ici dans les détails de cet ordre. Il suffit d'avoir signalé dans ses traits essentiels une entreprise très nouvelle, très digne d'attention et qui jusqu'ici fonctionne à miracle.

Les avantages qu'un ménage laborieux, un célibataire, un vieillard isolé, peuvent retirer de l'association n'ont pas besoin d'être développés. Il est clair qu'un feu de charbon ou de houille allumé dans un étroit logement ou sur un palier d'escalier pour faire cuire à la hâte et tant bien que mal des vivres de qualité inférieure, payés un prix exorbitant, sera toujours et nécessairement inférieur à un fourneau commun, sur lequel un cuisinier expérimenté prépare dans les règles des aliments de premier ordre, achetés aux prix de gros. Ne fût-ce qu'au point de vue du temps consacré à la cuisine individuelle et qui sera toujours mieux employé soit à des soins de propreté, soit à des lectures, soit à des travaux rémunérateurs ou même à des exercices physiques, la cuisine publique a une supériorité évidente. Elle est si bien une nécessité dans les grandes villes que les trois quarts des ouvriers ou employés des deux sexes mangent hors de chez eux. Et comment mangent-ils, — et à quels prix hors de toute proportion avec les

M. le président prie M. le vicomte Paul d'Abzac, commissaire général de la République française à l'exposition universelle de la Nouvelle-Orléans, de faire connaître les résultats de cette exposition.

M. le vicomte Paul d'Abzac entretiendra la Société tant de l'Exposition universelle de la Nouvelle-Orléans que de la revision des tarifs douaniers français et américains.

L'Exposition a été rapidement organisée ; la publicité avait été insuffisante ; l'Europe avait été quelque peu négligée. M. d'Abzac a provoqué des *meetings* du corps consulaire et des directeurs de l'Exposition et on a obtenu l'envoi en Europe d'un commissaire spécial, M. Fearn, aujourd'hui ministre des États-Unis à Athènes. C'est ainsi que, sans l'appui d'un comité officiel de patronage à Paris et sans crédit spécial, M. d'Abzac a pu amener à la Nouvelle-Orléans près de 250 exposants français, qui ont obtenu un grand nombre de médailles d'or et d'argent.

Les diverses puissances européennes ont été honorablement représentées à l'Exposition. La Belgique y a tenu un rang particulièrement distingué. Dans l'ordre des beaux-arts, elle a été la première par le nombre et l'importance de ses envois. Pour la première fois, le Mexique s'est présenté au monde commercial dans toute l'étendue de ses ressources, qui sont immenses au point de vue minier et agricole. Le Congrès mexicain a consacré environ 3 millions de francs à l'Exposition universelle de la Nouvelle-Orléans. Les États-Unis, qui ont l'avantage de coloniser chez eux, en pleine paix et en pleine liberté, ont développé, dans les Expositions collectives des divers États et territoires, un ensemble de richesses naturelles et manufacturières dont les Américains eux-mêmes n'avaient pas eu conscience jusqu'ici.

La République française était dignement représentée à la Nouvelle-Orléans, par l'industrie d'abord puis une section d'éducation primaire, qui a été l'un des grands succès de l'Exposition. On nous croyait arriérés, comme éducation élémentaire, et on a reconnu que nous représentions le progrès sous beaucoup de rapports, spécialement en ce qui concerne l'enseignement du dessin. Les envois de M. René Goblet et de M. Buisson, directeur de l'enseignement primaire, et ceux de la Ville de Paris ont donné une haute idée de la sollicitude de la République française pour l'avancement intellectuel des masses. M. B. Buisson, commissaire spécial, qui a l'avantage, trop rare parmi nous, de s'exprimer couramment en anglais, expliquait avec beaucoup d'autorité les détails de la section d'éducation. Les exposants français ont obtenu tout près de 200 médailles ; le ministère de l'ins-

ses, par suite de la détestable politique de nos gouvernements, qui, au lieu de chercher à créer des débouchés à la population française au dedans comme au dehors, n'ont eu d'autres soucis que d'entraver l'activité individuelle par de folles dépenses, par une réglementation excessive, par des formalités sans nombre.

On ne se marie plus en France parce qu'avec les mêmes ressources qu'autrefois on ne trouve plus ou ne croit plus pouvoir trouver le moyen de faire vivre une famille. Les habitudes de luxe et l'extraordinaire accroissement du budget de l'État depuis dix ans sont les explications principales de ce phénomène social. Il y a, en effet, près de 10,000 mariages de moins chaque année qu'il y a 20 ans, pour une population plus forte d'environ 800,000 habitants.

Il y a, d'autre part, 37,000 naissances environ de moins qu'il y a vingt années (920,177 naissances, soit 24.7 p. 1,000, au lieu de 956,875 ou de 26.4 p. 1,000). Mais, en même temps, la mortalité a augmenté de plus de 60,000 décès (858,000 au lieu de 784,000), soit 23 pour mille, au lieu de 21.4. Ainsi le tant pour mille de la mortalité augmente et celui de la natalité diminue.

En 1860, on avait un excédent de la natalité sur les décès de 157,000 habitants, soit 4.8 pour mille ; en 1880, il n'est que de 1.7 pour mille. C'est le chiffre le plus bas qu'on ait jamais constaté en France.

Ensuite la France ne produit même plus assez pour développer sa population, car la loi de Malthus est éternellement vraie. Pour répondre aux nécessités patriotiques de la France, il faudrait qu'elle augmentât d'au moins 500 millions de francs par an sa production agricole et industrielle, qui devrait être aujourd'hui d'environ 33 à 34 milliards au moins, car il faut tenir compte aussi de la plus value comparative de toutes choses.

C'est en augmentant le travail national que la natalité progressera. La nation débordant alors au dehors aura partout des représentants directs et ne sera plus obligée de recourir à des intermédiaires de nationalité étrangère, toujours prêts à détourner au profit des leurs la clientèle de nos nationaux.

Pour développer le travail, il faut répandre l'instruction professionnelle et restreindre l'instruction universitaire de façon à diminuer le nombre des enfants, qui, séduits par les carrières libérales, abandonnent la profession de leurs pères.

M. G. Renaud conclut en disant que pour réduire le mal, ou l'empêcher de s'aggraver tout au moins, il faut étendre les débouchés au dehors, diminuer les dépenses, développer l'instruction pro-

raisons. On peut donc dire, en règle générale, que la population d'un pays est en raison de la production de son sol.

D'ailleurs, ce n'est pas seulement pour l'espèce humaine que la multiplication des sujets est en raison des produits alimentaires obtenus du sol ; on observe ce fait dans tous les règnes de la nature vivante. Les animaux ne sont nombreux que là où la production fourragère est abondante. Partout la multiplication des plantes et leur développement est en raison de la fertilité du sol qui les produit.

Donc, pour en revenir à l'espèce humaine, si la population n'augmente pas en France, ce n'est pas parce qu'il y a des familles qui, pour laisser aux enfants le plus de bien possible, limitent les naissances. Ces cas sont exceptionnels ; ils n'infirmement pas la règle établie par la nature et d'après laquelle la multiplication des sujets est en raison de la production alimentaire qui les fait vivre et multiplier ; c'est là un fait que l'observation rend partout incontestable.

Les hommes de 1789, adoptant les idées des grands naturalistes de leur époque et de leurs disciples pour faire augmenter notre population, voulurent faire enseigner la profession du cultivateur comme les autres professions. On en trouverait la preuve dans le Rapport adressé à la Constituante de 1789 sur la réorganisation de l'instruction publique en France, et dans le décret de la Convention du 10 juin 1793 sur l'enseignement public de l'histoire naturelle appliqué à l'agriculture.

Le gouvernement de 1848 reprit l'idée de la Constituante de 1789 et de la Convention et fit la loi du 3 octobre 1848 sur l'enseignement de l'agriculture. Sous la république actuelle, la loi du 10 juin 1879 exige l'enseignement agricole dans l'instruction primaire.

Il faut donc espérer, dit en concluant l'orateur, que la science agricole intervenant, la production générale de notre sol augmentera et aura pour résultat naturel l'augmentation de la population de notre pays.

M. Courtois se demande si l'accroissement de la population est bien indispensable pour la prospérité d'une nation. Il se rappelle que les Grecs chez les anciens, les Vénitiens au moyen âge, la Hollande dans les temps modernes, ont eu des périodes assez longues de gloire et de splendeur, quoique avec une population restreinte. Ce qui fait actuellement la grandeur de l'Angleterre, la prospérité de la Suisse et de la Belgique, ce n'est pas l'importance numérique de la population.

En tout cas, des deux causes qui peuvent agir sur le développement d'une population, l'accroissement de la natalité et la diminu-

Cet obstacle, les Suisses, les Hollandais, les Anglais, et les Allemands même, ne le connaissent pas. Non seulement les Allemands laissent chez eux, à titre d'équivalences, des facilités de toute sorte aux jeunes gens dont un service trop rigoureux entraverait les études, mais ils vont jusqu'à considérer comme en service public et à dispenser comme tels des obligations militaires tous ceux qui pendant dix ans résident au loin. Le seul fait de porter en terre lointaine le nom et la langue de la patrie et de s'y faire les propagateurs de son commerce est, comme l'engagement décennal aujourd'hui contesté à nos professeurs, regardé comme une cause suffisante d'exemption.

On a, même en dehors de ce point de vue spécial, justement insisté sur les influences fatales du service militaire sur la race. Il est malheureusement incontestable que, dans l'état actuel de l'Europe, de lourds sacrifices sont, à cet égard, imposés à la France. Des modifications profondes dans les relations internationales et dans le droit des gens peuvent seules permettre d'en alléger le poids. C'est une raison de plus, une raison impérieuse, pour travailler à amener ces modifications et spécialement à populariser l'arbitrage et à préparer le désarmement proportionnel et simultané. Mais, quelque inévitables qu'elles soient, les charges ne sont pas seulement écrasantes pour les finances; elles sont au plus haut degré préjudiciables à l'accroissement et à l'entretien de la race. La jeunesse, condamnée au célibat à l'âge où il est le plus difficile à supporter, exposée à des entraînements souvent irrésistibles, familiarisée avec des habitudes irrégulières, atteinte dans sa santé, détournée des professions paternelles et détachée des relations premières, renonce au foyer de famille, au village, au métier, à la culture notamment, s'entasse dans les villes, perd le goût du mariage ou n'y porte tardivement qu'une constitution altérée, des calculs de prévoyance égoïste et parfois une dépravation fâcheuse. Il y aurait ici, dit M. le président, tout un côté de la question, et des plus graves, à examiner; mais ce serait reprendre la discussion des doctrines vraies ou prétendues de Malthus et de tout ce qui s'y rattache. L'heure ne le permet pas, et ce n'est pas à ce point de vue général, mais au point de vue économique seulement, que M. G. Renaud et les précédents orateurs ont cru devoir ouvrir et suivre la discussion.

Se renfermant dans ces limites et se bornant à achever rapidement son résumé, M. F. Passy estime, avec M. G. Renaud, que les formalités exigées et le peu de facilités que l'on rencontre encore, en général, pour les remplir et pour être renseigné sur la façon de les remplir, doivent être sérieusement comptées au nombre des obstacles au mariage.

le baron A. DE CALONNE (ouvrage récompensé par l'Académie des inscriptions et belles-lettres). 2^e édition revue et augmentée ¹.

Fonderie Deberny et C^e. Base de la participation du travail aux bénéfices et règlement de la caisse d'atelier. Comptes du 37^e exercice, année 1884 ².

Les sociétés de secours mutuels de la Seine. Projet d'une union syndicale, par E. LECHARTIER ³.

Izvjeseé o talijanskoj izložbi, godine 1884, par M. MILANO KRESIĆU ⁴.

Bolletino semestrale dello credito cooperativo, ordinario, agrario e fondiario. Anno II, 2^e semestre 1884 ⁵.

Annuaire statistique de la province de Buénos-Ayres, publié sous la direction du Dr EMILE CONI. 2^e année 1883 (édition en français) ⁶.

Buletinul ministerului agriculturii, industriei, comericiului si dominiilor. Anul I, 1885, n^o 3, 4 si 5 ⁷.

Dito. *Tarifa generale a drepturilor de vama din 16 marti 1876, modificata conform legii din 22 marti 1885* ⁸.

Statistica judiciara din romania pe anul 1880 ⁹.

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

RÉUNION DU 15 JUILLET 1885.

ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES.

COMMUNICATIONS : Le 25^e anniversaire de la Société de statistique de Paris et le *jubilee meeting* de la Société de statistique de Londres. — Fondation d'un Institut international de statistique. — Statuts de cet Institut. — Les institutions de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs.

La séance est présidée par M. A. de Foville, un des vice-présidents.

Après la lecture du procès-verbal de la précédente séance et l'élection de quelques membres nouveaux, M. T. Loua, secrétaire général, dépouille la correspondance et analyse rapidement les publications parvenues à la Société depuis la dernière réunion.

¹ Paris, Guillaumin, 1885, in-8.

² Paris, typ. Deberny et C^e, 1885, in-8.

³ Paris, Auger, 1885, in-8.

⁴ Ragreb (Agram). 1885, in-8.

⁵ Rom, tip. E. Botta, 1885, gr. in-8.

⁶ Buenos-Ayres, typ. de la République, 1885, gr. in-8.

⁷ Bucuresci (Bucharest), tip. St. Mihalescu, 1885, gr. in-8.

⁸ Bucuresci (Bucharest), tip. St. Mihalescu, 1885, gr. in-8.

⁹ Bucuresci (Bucharest), tip. Statului, 1884, in-4.

un assez grand nombre d'erreurs positives très grosses, très dangereuses et bien affirmées.

En somme, si nous en jugeons par les livres qu'ils ont publiés, nos professeurs d'économie politique agrégés de droit n'ont guère répondu à l'intention du législateur qui a établi leurs chaires. Cette intention, que les jurisconsultes cherchent quelquefois avec ardeur lorsqu'elle est incertaine, était fort claire lorsque les chaires ont été fondées. On voulait que les étudiants fussent préservés des erreurs socialistes par une exposition claire et démonstrative des fonctions du propriétaire de biens meubles et immeubles. Il fallait pour cela analyser avec rigueur les phénomènes de la production d'une part, et ceux de l'échange de l'autre, montrer comment la production était et pouvait être dirigée et réglée au milieu des changements incessants qui surviennent, soit en dehors de la volonté et des prévisions des particuliers, soit par l'effet de cette volonté : il fallait dire comment les richesses étaient et pouvaient être appropriées, conservées ou diminuées. Il importait que ces analyses fussent poussées à fond, de manière à faire ressortir ce qu'il y avait de permanent et de nécessaire dans les inclinations fondamentales des hommes, afin que l'esprit de l'étudiant pût reposer sur une conviction solide.

Eh bien ! toutes ces questions, qui ont une bien autre importance que quelques détails d'application, ont été négligées par la plupart des professeurs des écoles de droit et l'étudiant un peu curieux qui se les poserait n'en trouverait ni la solution, ni même la discussion dans les livres qu'ils ont publiés ; de sorte que si leurs cours ont quelque utilité, ce dont nous doutons fort, ils ne servent pas à donner ce qu'on leur demande, des idées fermes et nettes sur la théorie de la propriété.

Cependant l'exposition qu'on leur demandait avait été faite depuis plus de vingt-cinq ans. Il était facile de l'étudier et aussi de la perfectionner ; mais encore était-il nécessaire de la connaître et de ne pas jeter à l'aventure dans des discussions plus ou moins confuses des formules et un langage qui ont pu avoir cours en 1835, mais qui sont depuis longtemps tombés en désuétude. Nous regrettons que la lassitude causée par des concours qu'ils ont dû subir et par les habitudes d'esprit qu'ils ont contractées dans leurs études ne leur aient pas permis de se mettre au courant de la science qu'ils ont été chargés d'enseigner. Aujourd'hui, pas plus qu'en 1848, ils ne sont pas en état de répondre nettement et sérieusement à cette question : « Qu'est-ce qu'un propriétaire ou capitaliste ? Qu'est-ce qu'un entrepreneur ? Quelles fonctions remplissent-ils dans la société et comment pourrait-on, idéalement, les remplacer ? »

COURCELLE-SENEUIL.

INLAND REVENUE ACCOUNTS. 1869-70 à 1884-85. Compte rendu publié par l'Inland Revenue Board. 1885. In-8. Londres.

Il y a quinze ans, l'administration anglaise a publié un Rapport sur les impôts et les taxes du royaume, qui sont du ressort de l'Inland Revenue Board. Ce Rapport fournissait les renseignements les plus complets et les plus sûrs sur l'histoire des impôts, sur leurs vicissitudes, sur leur rendement. Les deux volumes publiés en 1870 sont aujourd'hui épuisés ; tous ceux qui ont eu à s'occuper des finances anglaises savent quels services ils ont rendus. Afin de répondre à un besoin général, l'Inland Revenue Board a publié un Rapport qui embrasse les années 1869 à 1885, et qui contient dans un appendice un résumé historique des taxes abolies avant 1870. Le Rapport est divisé en quatre parties : *Excise*, — *Stamps*, — *Taxes*, — *Establishment*.

M. Gladstone a eu communication des épreuves de ce Rapport, et dans une lettre, publiée en tête du document, il constate avec quel soin il a été élaboré et quelle en est la valeur.

Comme je l'ai dit, on a sous les yeux des tableaux concernant le mouvement des impôts de 1869 à 1885. On voit, par exemple, que la taxe sur l'alcool a atteint son maximum en 1875, donnant au Trésor une recette de 31.633.410 liv. sterl., — depuis lors, il y a une diminution d'environ 3 1/2 millions ; en 1884-85, le rendement est de 28.079.258. Le *Board* voit là une conséquence des progrès de la tempérance. La distillation illicite a décréu dans des proportions énormes ; en 1834, il y a eu 9.198 contraventions, dont 8.192 en Irlande, 692 en Écosse, 314 en Angleterre ; un demi-siècle plus tard, *cinq* en Angleterre, 22 en Écosse, 829 en Irlande. L'exportation de la bière n'a pas augmenté dans les vingt dernières années, le chiffre annuel est d'environ 530.000 *barrels*. Les licences de vendre des boissons rapportent 1.900.000 liv. sterl. par an, elles sont entre les mains d'environ 180.000 personnes. Le Rapport traite longuement de l'income-tax.

A. R.

agent général de la Compagnie transatlantique, ici présent, est ~~être~~ disposé à vous les apporter dans les conditions les plus modérées. —

D'un autre côté, le *Journal of commerce* de New-York, en constatant avec une vive satisfaction que « la glace est rompue et qu'il y a eu entre la France et l'Amérique des effluves d'amitié que tout le monde a senties circuler dans l'air avec les arômes du printemps », se demande s'il n'y a pas moyen de mettre à profit les relations extrêmement agréables qui existent maintenant entre les deux nations.

C'est une bonne chose pour les nations de vivre en bonne harmonie. Si la statue Bartholdi n'a pas d'autre effet que d'affirmer la paix entre la France et l'Amérique, sa mission compensera et au delà les dépenses de son exécution et de son érection... Cette perspective est très réjouissante, assurément ; mais elle n'est pas nouvelle. Alliés dans l'histoire et amis par instinct, nous n'avons pas peur d'être jamais en mésintelligence avec la France, et nous avons cette assurance, indépendamment même du présent spontané du peuple de France au peuple d'Amérique... Mais est-ce que ces beaux sentiments ne pourraient pas être utilisés d'une manière strictement pratique dans l'intérêt des deux pays ? Cette question, quoique un peu terre à terre, vaut bien la peine qu'on y pense.

Le *Journal of commerce* termine en demandant la reprise des négociations pour la conclusion d'un traité de commerce entre les deux pays, mais sans se dissimuler « qu'on craint à Washington qu'un tel instrument ne devienne un coin qui désagrège le système colossal et compliqué du protectionnisme américain ».

Le langage du *Journal of commerce* ne nous permet-il pas d'espérer que le jour n'est pas éloigné où la pression de l'opinion publique enfoncera ce coin ?

G. DE M.

Paris, 14 août 1885.

En même temps que ce numéro paraît la 42^e année de l'*Annuaire de l'Économie politique et de la Statistique*. Année 1885.

Au moment où commence la saison des voyages, nous appelons l'attention des touristes sur la collection des Guides Joanne. (Voir aux annonces.)

uns des services qu'elles me semblent appelées à rendre, une fois qu'elles seront établies.

1° Le caractère propre de cette forme industrielle étant de fusionner intimement tous les coefficients actifs de la production, de solidariser complètement le travail intellectuel et le travail manuel, de remettre toutes les fonctions directrices, exécutives et auxiliaires aux mains d'un personnel homogène, à la fois capitaliste, entrepreneur et ouvrier ; son premier effet sera de créer, entre les classes capitalistes et les classes salariées, un *sous-genre* de nature mixte, un groupe intermédiaire, qui, rattaché par sa situation et ses intérêts à l'une et à l'autre classe à la fois, constitue un trait d'union entre le capital et le salaire, et comble le fossé qui semble les séparer si profondément aujourd'hui.

2° En envisageant l'institution à un autre point de vue non moins important, — comme moyen pratique d'enseignement et d'éducation, — cette participation intéressée de l'ouvrier à la gestion industrielle, qui à tout instant lui révèle le mécanisme de la production collective, qui lui fait connaître les ressorts qu'elle met en jeu, les conditions qu'elle subit, les devoirs qu'elle impose, cet enseignement quotidien qu'il a intérêt à chercher et qu'il reçoit forcément de tout ce qui l'entoure, nous apparaît comme le procédé le plus efficace pour étendre et assainir les idées, moraliser les habitudes et mûrir les caractères dans les classes vouées au travail manuel.

3° Enfin, ces sociétés étant maîtresses absolues de faire varier, chez elles, le taux des salaires et le taux des intérêts du capital, seront amenées naturellement à déterminer *expérimentalement*, entre ces deux éléments, la proportion qui semble la plus avantageuse au rendement de leur entreprise particulière. Or, c'est là d'abord un renseignement qui peut avoir un grand intérêt pour toutes les industries similaires. Et comme d'ailleurs, ces sociétés, par leur caractère mixte, occupent, au milieu de la guerre incessante entre le capital et le salaire, la position d'une sorte d'*État neutre*, on peut conjecturer qu'elles auront à jouer un rôle prépondérant — soit à titre de témoins désintéressés dans les enquêtes — soit à titre d'arbitres compétents dans les conflits qu'amène continuellement la question des salaires.

Développons par rang d'ordre ces indications.!

I

Dans le monde économique, comme dans le monde organique, la force des choses (quand nous ne la violentons pas) crée partout, entre les classes que nous sommes habitués à regarder comme distinctes,

Mais si quelques fortunes s'élevaient çà et là au-dessus du niveau général, les mœurs, l'éducation, les habitudes courantes de la vie différaient peu du patron à l'ouvrier. Et chaque groupe industriel constitué ainsi en petits ateliers, et relié, d'ailleurs, par le compagnonnage, les guildes, les confréries, etc., gardait du haut en bas son unité.

Tout cela a changé. Et ce changement n'est pas dû (comme on affecte de le dire dans certaine école) à la suppression des corporations de métiers, mais uniquement à l'introduction des machines et au remplacement des forces humaines par les forces naturelles. Cette révolution nécessitait de grands outillages, et par suite donnait au capital un rôle prépondérant. Et comme elle s'est faite d'abord dans les grandes industries qui préparent les matières premières, — les mines, la métallurgie, les filatures, etc., — c'est là aussi que la scission tranchée entre le capital et la main-d'œuvre s'est d'abord manifestée. Du reste, si l'avènement des machines a dû nécessairement abaisser le prix de la main-d'œuvre chez les ouvriers qui ne les employaient pas, partout, au contraire, où on s'en est servi, le taux du salaire a suivi une marche ascendante continue. Cette progression remarquable s'est produite même dans les salaires du dernier ordre. Mais on n'en aurait qu'une évaluation tout à fait incomplète, si l'on ne tenait compte que de la paye des simples soldats de l'armée industrielle ; il faut compter en plus la solde des gradés. Les grandes exploitations ont entraîné, en effet, la création de nombreux états-majors chargés de la gestion supérieure — directeurs, ingénieurs, comptables, constructeurs, surveillants, contre-maitres, etc.; grands et petits fonctionnaires de la nouvelle industrie, dont les émoluments atteignent et dépassent souvent ceux que l'État attribue à ses hauts employés. Il ne faut donc pas accuser l'organisation actuelle d'enfermer désormais le travailleur dans les emplois les moins rémunérés. La catégorie des salariés supérieurs, d'abord, lui est largement ouverte ; et ces emplois, quoique nominalelement subordonnés au capital, offrent aux capacités de tout ordre des positions où ils trouvent, à la fois, le bien-être, la considération, les honneurs même. Rien d'ailleurs n'empêche à la rigueur l'ouvrier d'élever son ambition jusqu'au rang de directeur et de chef d'usine ; et si l'on veut relever les noms des grands chefs d'industrie de notre temps, on verra que la plupart ont commencé par être ouvriers ou sont des fils d'ouvriers.

Mais, il faut le reconnaître, ces hautes positions sont, dans chaque industrie, en nombre tellement limité, elles imposent une si grande responsabilité morale et pécuniaire, qu'elles semblent résér-

trouver ainsi des esprits parfaitement disposés non seulement à l'accueillir, mais encore à le chercher. Quant à l'enseignement lui-même, il leur viendra de tout ce qu'ils font et de tout ce qui se fait autour d'eux. C'est à peu près ce que les pédagogues allemands appellent *les leçons de choses*; c'est-à-dire la pratique journalière expliquée et raisonnée, — un mode d'enseignement qui semble fait exprès pour l'ouvrier, parce qu'il ne le sort pas des habitudes de sa vie et du cercle ordinaire de ses idées. Le mécanisme entier de la production va passer ainsi devant ses yeux dans tous ses détails intimes. Du moment, en effet, que tous les associés, depuis le directeur jusqu'au dernier manœuvre, sont engagés, de leur personne et de leur avoir, dans l'entreprise, tous ont le droit d'être complètement renseignés sur la façon dont sont conduites leurs affaires. Rien ne doit échapper à leur contrôle, et rien n'y échappera en effet. Sans doute, on n'ira pas les réunir, à tout propos, en assemblée générale pour délibérer sur les moindres incidents; un petit nombre de délégués chargés chacun d'un service spécial s'occuperont, isolément ou réunis, de l'administration courante. Mais ces délégués sont perpétuellement en contact avec leurs coassociés; ils leur doivent compte des affaires qui ont passé par leurs mains; et s'ils n'ont plus à entrer dans le détail des recherches et des calculs auxquels ils se sont livrés, ils auront au moins à leur communiquer les documents et les chiffres sommaires qui résument la situation. Dans les conversations continuelles qui s'engageront, à ce sujet, à l'atelier ou aux heures de repos, tout sera donc expliqué, commenté, discuté, de manière à ce que chaque sociétaire puisse juger en pleine connaissance de cause. On ne lui parlera ni de théories, ni de principes; on lui apportera des renseignements et des faits. Et quand on lui aura dit : tel événement s'est produit, telle mesure a été prise, elle a eu tel effet (dûment constaté) de profits ou de pertes pour *l'ensemble de l'entreprise commune*, il sera acquis pour lui que tel système est bon et tel autre mauvais. Les fautes et les mécomptes profiteront à son instruction tout autant que les succès. Et l'éducation économique de tout le groupe se fera ainsi naturellement, sans autre maître que les leçons de l'expérience.

Mais ce qui contribuera, par-dessus tout, à éclairer et rectifier les idées de l'ouvrier, c'est la situation toute nouvelle où le place, par rapport au capital, la Société coopérative de production. Dans cette forme de l'association (et c'est là ce qui constitue la valeur topique de cette combinaison), le sociétaire est à la fois ouvrier et actionnaire, forcé ainsi par sa position d'envisager toutes choses au double point de vue du salaire et du capital. Dans ces grands débats pour le

lui disait même un ennemi, — et il lui tournait le dos. Mais maintenant que son avoir fait partie du capital, il est bien forcé de regarder du côté où sont ses intérêts; il ne peut plus fermer les yeux à l'évidence, et le voilà qui va adorer ce qu'il voulait briser.

Le même procédé d'expérience intéressée l'amènera pareillement à des idées plus justes sur tout ce qui touche à la direction supérieure et au rôle du travail intellectuel dans la production. Ne parlons pas du directeur : personne, je pense, ne conteste l'importance souveraine de sa fonction. Il est évidemment, dans l'ordre intellectuel, ce qu'est la machine dans l'ordre matériel, la force suprême et l'âme de l'entreprise. Mais il a sous ses ordres des chefs de service, ingénieurs, constructeurs, mécaniciens, comptables, agents commerciaux, etc., etc. Ce sont ces salariés du travail intellectuel que les salariés du travail manuel ne veulent pas considérer comme comptant au même titre qu'eux parmi les producteurs; et cela, parce qu'ils sont d'une autre classe : des *bourgeois*, comme ils disent, et que la classe ouvrière s'obstine de plus en plus à ne rien voir en dehors d'elle.

Dans l'organisation ordinaire de l'industrie, en effet, tout ce travail supérieur de direction, de préparation, d'ordre, de contrôle, etc., est confié à des spécialités, à des capacités éprouvées. Ce service est donc généralement très bien fait. Mais précisément parce qu'il fonctionne régulièrement et — comme tous les bons mécanismes — sans bruit et sans à-coups, l'ouvrier, l'homme du métier, qui n'y prend aucune part, ne s'en occupe ni ne s'en aperçoit. On lui fournit le capital, l'installation, les machines; on achète, on vend, on compte pour lui; on lui livre les matières premières, les outils, les modèles. Il accepte tous ces services, comme les Hébreux du désert la manne tombée du ciel. Il donne son coup de lime ou de ciseau, passe l'objet à son voisin, jusqu'à ce qu'il arrive de main en main à sa forme définitive. Et alors l'atelier répète en chœur : c'est nous qui avons fait tout le produit; pourquoi ces hommes de bureaux, ces étrangers, ces parasites qui n'ont rien fabriqué viennent-ils nous prendre la moitié du prix de notre travail? La société de production va peut-être nous le dire.

Avec elle, nous nous trouvons placé sur un terrain tout différent. Il n'y a plus là d'étrangers : la production tout entière est remise aux mains de la classe ouvrière. C'est donc dans ce milieu que se recrutera l'état-major; et, disons-le tout de suite, il sera de qualité inférieure. Certainement on trouvera, parmi les ouvriers, des hommes intelligents, pleins de bonne volonté, ayant quelques aptitudes pour l'emploi qu'ils doivent occuper; mais le manque d'éducation spéciale

nistratives, etc., — il a fallu opérer un triage dans la portion la plus élevée de la classe ouvrière et arriver tout juste à en extraire une élite peu nombreuse, — comme les 300 braves de Gédéon choisis sur toute l'armée d'Israël. Le gros des salariés inférieurs est donc resté en dehors, et ne semble pas avoir participé en rien (directement au moins) aux avantages matériels ou moraux qu'ont pu produire les sociétés de production. On peut dire enfin que toute cette combinaison n'a fait que tirer du tas une petite *bourgeoisie ouvrière*.

Critique ou éloge, nous acceptons le mot; il caractérise parfaitement le but que nous nous sommes ici proposé. Ceux qui veulent s'attaquer directement aux masses profondes du prolétariat peuvent chercher d'autres panacées. Nous ne prétendons décourager personne : la participation, le patronage, l'assistance morale, etc., peuvent, de leur côté, faire beaucoup de bien. Mais nous nous refusons absolument à croire qu'il soit possible, par un procédé quelconque, de relever, en bloc et d'un seul et même effort, les multitudes ignorantes et besoigneuses. On ne peut aborder les difficultés de ce grand problème qu'en les divisant. Il faut, dans cette masse inerte, séparer des catégories; prendre d'abord, pour l'élever et l'améliorer, ce qui se prête à l'éducation, et créer ainsi des centres secondaires d'attraction qui, plus en rapport avec les masses, prépareront, mieux que nous ne le ferions nous-mêmes, quelques nouvelles couches assimilables qu'on pourra, à leur tour, arracher à la misère matérielle et morale.

Or, c'est là précisément ce que fait la société de production. Elle commence par raccoler, dans la classe ouvrière, une petite élite capable de concourir à l'œuvre importante qu'elle va lui confier. Puis elle complète l'éducation de ce groupe d'associés, en les mettant aux prises avec toutes les conditions obligatoires de la production, — s'en rapportant d'ailleurs à leur propre expérience pour rectifier leurs idées, développer leur intelligence, corriger leurs habitudes d'imprévoyance et de laisser-aller. En un mot elle fait, vis-à-vis de ce groupe, l'office d'une École normale destinée à former, par la pratique, une pépinière d'instituteurs du travail. Voilà le grand rôle de ce genre d'associations. Sans doute il est très désirable, à tous les points de vue, qu'elles réussissent comme entreprises industrielles; mais cette considération est ici secondaire. Qu'elles fassent plus ou moins bien leurs affaires, le résultat important pour nous, c'est que tous ceux qui auront passé par ces écoles garderont toujours l'empreinte de cette forte et saine éducation. Et, soit qu'ils s'élèvent au rang de chefs d'entreprises, soit qu'ils retournent à la condition de simples salariés, ils auront certainement sur la masse générale des

grand service à rendre au travailleur que de régulariser ainsi — dans la mesure du possible — son salaire habituel; parce que c'est sur son salaire qu'il règle sa vie, et que les hausses momentanées y jettent autant de trouble que les baisses subites.

Toutes ces réserves et ces reprises sur les bénéfices s'imposent par la force des choses aux sociétés de coopération, comme à toutes les sociétés de production, quels que soient d'ailleurs leurs statuts intérieurs. On voit que tout cela réduit notablement la marge qui leur reste pour la majoration des salaires, et leur fait, en somme, une situation qui se rapproche beaucoup de la pratique ordinaire des entreprises où le capital et la main d'œuvre font franchement bande à part.

Quoi qu'il en soit, le règlement des comptes de fin d'année répartira les bénéfices acquis dans l'ordre suivant : — d'abord, les attributions obligatoires et constantes, comprenant : 1° les salaires au taux courant (ils ont dû être payés à mesure du travail); 2° le service du capital, c'est-à-dire les intérêts à solder aux actionnaires, et l'amortissement qui sera mis à part pour être capitalisé par le procédé des intérêts composés : — ensuite, les attributions éventuelles et variables de l'excédent des bénéfices (si les affaires vont bien). Cet excédent se partagera, dans ce cas, entre le capital comme dividendes, et le travail comme majoration des salaires ; — chacune de ces parts préalablement diminuée d'une retenue, l'une pour la *réserve statutaire*, l'autre pour la *caisse de compensation*. Les salaires seront dès lors payés au taux que la majoration leur aura attribué — au moins tant que se maintiendront les excédents des produits nets. En revanche, quand les excédents viendront à manquer, pour ne pas entamer le service obligatoire du capital et de l'amortissement, il pourra devenir nécessaire de reprendre — d'une part, sur les dividendes, — de l'autre, sur les salaires. Les dividendes sont variables par nature ; ils peuvent supporter la baisse. Mais le caractère du salaire comporte mal les variations, — surtout en moins. C'est alors à la *Caisse de compensation* qu'on demandera le supplément jugé indispensable.

Dans tout ceci, nous avons laissé indéterminée la *proportion* suivant laquelle on partage les excédents disponibles entre le dividende et le salaire. Nous ne pouvions pas faire autrement. Puisque cette

tances, au capital et au patron. Ici il n'y a plus de patron ni de capital à part. L'ouvrier sociétaire est bien forcé de prévoir et de se précautionner par lui-même, puisqu'il n'a plus *l'exploiteur* pour lui tendre la main.

crues : car elle héritera naturellement des commandes qu'est forcée d'abandonner l'établissement chez qui elle a fait le vide. Son intervention directe pourrait avoir, dans beaucoup de cas, un effet bien autrement décisif que la *grève*.

Quoi qu'il en soit, nous tenons à faire remarquer que cette manière de procéder diffère sur tous les points de la grève. Celle-ci arrête et détruit : l'autre travaille et produit. La lutte ici est purement industrielle ; elle est localisée exclusivement entre deux concurrents, disons même, entre deux méthodes de production à expérimenter. La somme de travail effectif reste la même qu'avant. Tout se réduit à un simple déplacement de la main d'œuvre qui va bravement gagner sa vie là où on lui fait des conditions meilleures. Par conséquent, *la production totale du pays n'est ni entravée ni diminuée directement ou indirectement.*

La grève, elle, supprime le travail, — le travail de l'ouvrier et le travail du capital. En brisant la solidarité entre les deux grands facteurs du mouvement économique, elle paralyse la production non seulement dans l'atelier où elle éclate et dans l'industrie spéciale dont il fait partie, mais, à des degrés divers, dans l'incalculable série de toutes les industries qui s'y rattachent. D'où résulte le désapprovisionnement du marché intérieur, la hausse forcée des prix et l'envahissement du pays par les produits étrangers, etc. ¹

Un autre caractère fâcheux de la grève c'est l'irresponsabilité. Nous ne parlons pas des malheureux inconscients qu'elle embrigade (ceux-là payent de leur avoir et de leur vie souvent le mal qu'on leur fait faire) ; nous parlons des meneurs. On sait assez que les chefs —

¹ Ce qui donne un caractère odieux à ces désordres, c'est qu'ils ne sont nullement des suites occasionnelles et imprévues de la grève. Ils sont au contraire voulus et prémédités, car ils constituent essentiellement ses moyens d'action. La grève n'est, en somme, qu'un procédé d'intimidation à l'adresse des classes supérieures. L'ultimatum qu'elle leur pose est catégorique : « Cède à mon exigence, ou nous affamons la production et mettons en pièces le mécanisme industriel. » Ce qu'elle réclame, c'est la rançon du mal qu'elle peut faire, — la bourse ou la vie. Dans cette attitude de violence, elle doit nécessairement aller jusqu'au bout, — ou de la résistance qu'on lui oppose, ou de sa puissance de destruction. La grève qui se localise, se limite, se modère, est d'avance condamnée à succomber. Elle s'est désaisie de son arme à longue portée qui est sa malfaisance indéfinie. On n'a plus qu'à l'attendre au point d'arrêt qu'elle s'est fixé ; la part du feu une fois faite, elle s'affaîssera misérablement dans le cercle qu'elle a ravagé. Quand on débute par la menace, il faut continuer par la terreur. La grève est fatalement ou féroce ou impuissante. Elle n'a que l'alternative entre une victoire funeste ou une défaite ridicule.

Pour cela, nous considérerons deux groupes d'industriels, pratiquant le même genre d'industrie, *et ayant une situation de départ tout à fait semblable*; mais nous supposerons que, dans l'un des groupes, un règlement rédigé par une autorité supérieure prescrit le mode de fabrication, tandis que, dans le second groupe, nous supposerons que chacun travaille avec la plus entière liberté, et nous allons chercher les *espérances mathématiques* de chacun des groupes, en supposant qu'il existe seul.

Soit n le nombre des individus de chacun de ces deux groupes (chaque individu pouvant être une association de personnes soumises à une même volonté);

Soit P la probabilité qu'un perfectionnement déterminé sera adopté par le premier groupe;

Soient $p_1, p_2, p_3, \dots, p_n$ les *probabilités* respectives que chaque individu du second groupe, pris en particulier, découvrira et pratiquera le même perfectionnement, ou tout perfectionnement devant rapporter un bénéfice équivalent; soit A le bénéfice que chacun des groupes retirerait du perfectionnement, s'il était pratiqué par tous.

L'*espérance mathématique* du premier groupe (que nous appellerons X_1) sera :

$$X_1 = A. P$$

Quant à l'*espérance mathématique* du second groupe (que nous appellerons X_2), elle ne peut s'obtenir qu'au moyen d'une formule très compliquée, et dont la comparaison avec l'*espérance* du premier groupe donne des résultats qui ne sont pas suffisamment clairs. Mais on arrive à la solution du *problème économique*, en question, en comparant successivement à X_1 les valeurs de l'*espérance* du second groupe : 1° dans le cas où il y a certitude que, si l'un des individus de ce groupe invente et pratique le perfectionnement en question, les autres l'imiteront; 2° dans le cas où un individu ou plusieurs ayant inventé et pratiquant le perfectionnement, personne ne copiera.

Dans le cas où tous les individus du second groupe viendraient à pratiquer le perfectionnement, *par invention ou par copie*, on aura pour la valeur de X_2 :

$$X_2 = A. [1 - (1 - p_1) (1 - p_2) (1 - p_3) \dots (1 - p_n)]$$

Dans le second cas, on obtiendrait l'*espérance* cherchée en prenant la somme des produits des quantités $\frac{A}{n}$, $2 \frac{A}{n}$, $3 \frac{A}{n}$, et A par les probabilités que un individu, deux individus, trois individus, etc..... et n individus trouveraient, et pratiqueraient à la fois le procédé, autrement que par copie.

facilité de copie ne trouverait pas d'obstacles¹, il y aurait généralement *un avantage considérable* à établir le régime de la liberté; ce n'est qu'exceptionnellement qu'il pourrait y avoir *momentanément* intérêt à mettre un homme de génie à la tête d'une industrie; mais en pratique, on ne peut pas, à moins de folie, faire une législation reposant sur de semblables hypothèses².

Dans un pays où les conditions que nous venons d'indiquer seraient moins parfaitement remplies, l'avantage serait moindre; mais il existerait presque toujours et ce ne serait que tout à fait exceptionnellement que les deux groupes arriveraient à réaliser un même bénéfice.

Il importe de remarquer qu'une autre cause tend à diminuer l'espérance mathématique du second groupe, c'est que, par suite des brevets accordés ou par suite de la lenteur avec laquelle toute découverte se propage, il y aura toujours divers bénéfices qui mettront un certain temps à se réaliser pour le second groupe et qui se seraient réalisés immédiatement dans le premier. Or, toute valeur à venir vaut moins qu'une valeur échue.

Nous avons supposé, dans ce qui précède, que la plupart des quantités p_1, p_2, \dots, p_n ne sont guère inférieures à P ; cette hypothèse se trouvera presque toujours réalisée dans *la petite industrie*, mais il est évident que, s'il s'agissait d'une découverte scientifique proprement dite et non plus de l'application d'une découverte de cette espèce à un progrès industriel, P pourrait être très grand par rapport à p_1, p_2, \dots, p_n et X_1 se trouverait généralement très supérieur à X_n .

Un fait analogue pourra se produire encore si l'on considère une industrie exigeant le travail réuni d'un grand nombre d'hommes, dans une usine, par exemple; il est évident que, dans ce cas, tous les ouvriers (fussent-ils librement associés) doivent obéir aux ordres de l'ingénieur, qui seul a l'instruction nécessaire pour diriger l'ensemble des opérations.

Constatons en finissant que, dans la pratique, et particulièrement en France, les conditions nécessaires du régime de la liberté sont

¹ Si la *justice* exige que la loi reconnaisse à chacun le droit de profiter du fruit de son invention, il est très important, *au point de vue de la production des richesses*, que (le profit accordé à l'inventeur étant suffisant pour déterminer la découverte) les procédés nouveaux de fabrication puissent tomber dans le domaine public aussi promptement que possible.

² Il pourra se faire, toutefois, que certaines industries exceptionnelles, qui sont dangereuses à un point de vue quelconque, ne puissent être exercées que par certaines personnes présentant des garanties particulières.

Comme son prédécesseur, M. Varroy n'avait pas tardé à être convaincu de la nécessité de faire cesser l'enchevêtrement des lignes du réseau de l'État, au milieu de celles qui avaient été concédées à la Compagnie d'Orléans, ce qui donnait lieu « à beaucoup de faux frais et de complications ¹ ».

Voulant « éviter une guerre de tarifs, qui serait désastreuse pour le réseau de l'État, et pour la compagnie et qui, en raison de la garantie de l'État, obligerait le ministre, à résoudre constamment des questions particulièrement épineuses », le ministre, après avoir entendu le Conseil d'administration des chemins de fer de l'État et celui de la Compagnie d'Orléans exposer ces difficultés, chacun à son point de vue, avait ouvert des négociations avec la compagnie, et conclu avec elle, sauf la ratification du Parlement, un accord sur les bases suivantes :

« La compagnie cède à l'État les lignes de son réseau situées à l'Ouest de sa ligne principale de Paris à Bordeaux, par Orléans et Tours, y compris le réseau d'intérêt local que lui a concédé le département de la Sarthe.

« Ces lignes seront placées sous le régime de l'art. 11 de la loi du 18 mai 1878.

« La cession aura lieu, moyennant une annuité payable par l'État jusqu'à la fin de la concession de la Compagnie d'Orléans, et calculée en suivant autant que possible les règles tracées par la législation existante au cas du rachat total de la concession ».

Dans son rapport, déposé le 20 mai 1880, le rapporteur de la 2^e sous-commission, M. Baihaut, traita, à la fois, la question générale du régime des chemins de fer et la question spéciale du projet de convention présenté par le ministre.

Reproduisant et prenant comme point de départ les reproches adressés aux compagnies, lors de la discussion du mois de mars 1877, il déclare ² « qu'il est indispensable de réclamer hautement une réforme dans les conditions des transports par chemin de fer ».

« L'État, dit-il, doit affirmer son autorité sur les tarifs.

« Les chemins de fer font essentiellement partie du domaine public ; ils ne peuvent, ils ne doivent être *exploités que dans l'intérêt de tous* ³ ».

L'urgence de modifier les tarifs étant démontrée, les cahiers des charges permettant à l'État de racheter les concessions avant l'expi-

¹ Préambule du projet de loi.

² Page 9 du Rapport.

³ Préambule de l'ordonnance du 15 novembre 1846.

rifs, de manière à apprécier quelle influence ce remaniement exercerait sur les produits nets¹ obtenus;

« De fixer enfin les interprétations adoptées par le pouvoir judiciaire en ce qui concerne le rachat. »

Des calculs établissent ensuite que cette solution donnerait à l'État un bénéfice annuel de 5 millions ¹.

Quant à la troisième, elle exigerait le paiement jusqu'au 31 décembre 1956 d'une annuité de 17.100.000 fr.

Elle consacrerait des détournements effectués dans le passé et assurerait à la Compagnie d'Orléans une situation privilégiée.

En résumé², la commission, dit le rapporteur, n'admet pas « que la question des chemins de fer soit actuellement limitée à une sorte d'antagonisme régional entre le réseau de l'État et le réseau d'Orléans ».

Convaincue, d'une part, « que le projet de loi déposé par le ministre ne serait, à ce point de vue, qu'un palliatif insuffisant, qui augmenterait la cohésion et la force de la grande compagnie, sans constituer un réseau d'État libre et prospère; que le rachat partiel, loin de contribuer, soit à la réforme des tarifs, soit à l'achèvement fécond des voies ferrées, risquerait de compromettre les solutions désirables »; d'autre part, « que l'opération du rachat total de l'Orléans serait à la fois profitable et opportune, qu'elle s'impose au point de vue économique, si l'on veut réellement tenir compte des vœux du commerce et de l'industrie, en ce qui concerne les tarifs », la commission propose à la Chambre de repousser la convention et d'inviter le ministre à présenter un projet de loi ayant pour objet le rachat et l'exploitation des lignes de chemins de fer formant la concession de la Compagnie d'Orléans.

Les conclusions présentées par la première sous-commission, celle à laquelle était confié l'examen des réformes à opérer dans la législation des tarifs, et dont le rapporteur était M. Richard Waddington³, sont motivées, comme celles de la deuxième sous-commission, sur les griefs reprochés aux grandes compagnies : immobilité des prix de transport, élévation des tarifs de voyageurs et par suite situation inférieure de la France sous le rapport du mouvement des personnes, opposition des compagnies à l'introduction des voitures de 2^e et 3^e classe dans les trains express, défaut de confort de ces voitures, infériorité de la France également au point de vue du trans-

¹ Page 59 du rapport.

² Page 83 du rapport.

³ Rapport déposé le 7 mai 1880.

« L'adoption de la voie la plus courte, sans distinction de réseau pour le calcul des distances ;

« La revision des tarifs spéciaux en vigueur, la réduction du nombre de ces tarifs ».

Le Rapport de la 3^e sous-commission, rédigé par M. Lebaudy ¹, commence, comme les deux précédents, par une vive critique de la situation des chemins de fer en France.

M. le rapporteur prétend que, partout ailleurs, le nombre de kilomètres livrés à l'exploitation suit une progression plus importante ; que le moment est venu de sortir de cet état d'infériorité, et que, si le système adopté dès le principe a pu, avec les modifications qu'il a subies déjà, satisfaire partiellement aux besoins, « il a donné aujourd'hui tout ce qu'il pouvait produire, mais qu'il reste avec son vice essentiel, la participation trop passive de l'État dans l'établissement des tarifs. »

Après s'être plaint des retards que les grandes compagnies apportent « à l'accomplissement des engagements qu'elles avaient pris, à l'exécution des lignes qui leur ont été concédées » ; après avoir signalé « comme un des vices de la situation actuelle l'impuissance à laquelle sont réduites les compagnies secondaires par suite du mauvais vouloir des grandes compagnies, adversaires déclarés de leurs voisines plus faibles » ; après avoir dit que « celles-ci se servent, pour payer les frais de cette guerre, des ressources qu'elles vont puiser chaque année dans les caisses de l'État à titre de garantie d'intérêt ² », M. le rapporteur fait ressortir la nécessité, à tous les points de vue, de mettre le Parlement en mesure « de se prononcer le plus tôt possible sur le système d'exploitation qu'il convient d'établir ».

Dans ce but, il passe successivement en revue les différents systèmes pratiqués en Angleterre, en Belgique, en Hollande et en Allemagne, et s'arrête particulièrement sur la situation des chemins de fer en Prusse, telle qu'elle est exposée par le gouvernement prussien, à l'appui d'un projet de rachat des chemins de fer privés.

L'auteur de cet exposé, le ministre du commerce, est frappé de ce fait ³ « qu'il ne peut y avoir de bonne exploitation qu'à la condition de réunir sous la même direction des lignes d'une certaine étendue ». C'est seulement ainsi que l'on peut obtenir l'uniformisation des taxes. « Or, à qui confier cette direction ? A de grandes compagnies, mais

¹ Déposé le 7 mai 1880.

² Page 4 du Rapport.

³ Page 45 du Rapport.

lignes, on aura fait un réseau complet ayant des débouchés à Paris, à Bordeaux, à Nantes et à Rouen, on sera autorisé à prédire que l'exploitation par l'État donnera des résultats aussi satisfaisants que toute autre. Le réseau de l'État sera un champ d'expériences, sur lequel la France pourra, comme a fait la Belgique, hâter le progrès de la tarification et du confortable dans l'intérêt public; et nous ne doutons pas qu'alors, en France, comme en Belgique et en Allemagne, le réseau de l'État n'impose aux autres lignes l'obligation de suivre les progrès réalisés ».

Ce rapport se termine par les conclusions suivantes adoptées par la commission :

« Considérant qu'il importe de donner au pays les satisfactions réclamées dans l'intérêt général, notamment en matière de tarifs,

« Considérant que le projet de convention déposé par M. le ministre des travaux publics ne permettrait pas de donner ces satisfactions et serait onéreux pour le Trésor,

« Considérant qu'il existe divers systèmes d'exploitation assurant à l'État l'autorité nécessaire sur la tarification,

« Votre Commission a l'honneur de vous proposer :

« 1^o De repousser ladite convention ;

« 2^o D'adopter la résolution suivante :

« M. le ministre des travaux publics est invité à présenter un projet de loi ayant pour objet le rachat et l'exploitation des lignes formant la concession de la Compagnie d'Orléans ».

On sait qu'il ne fut donné aucune suite par la Chambre à ce projet de résolution.

Le projet de loi présenté par M. Varroy fut lui-même retiré par son successeur, M. Sadi-Carnot. Mais les rapports des trois sous-commissions eurent un résultat auquel leurs auteurs étaient loin de s'attendre; ils provoquèrent dans le pays un mouvement d'opinion très accentué en sens contraire. Toutes les chambres de commerce, sans exception, la plupart des sociétés industrielles et commerciales, 42 conseils généraux protestèrent contre le rachat des chemins de fer et contre leur exploitation par l'État. Certaines chambres de commerce n'admettaient même pas le rachat partiel destiné à donner au réseau de l'État une constitution et une délimitation convenables.

L'ensemble de toutes ces délibérations contient la réfutation la plus complète des motifs et des arguments invoqués pour faire adopter par la Chambre des députés un projet, que les principaux intéressés déclaraient être non moins désastreux pour le commerce et l'industrie que pour les finances du pays.

situation privilégiée, qui sera plus tard celle de nos chemins de fer (quand le capital actions et obligations sera amorti), de n'avoir pas à faire face au service d'un capital de premier établissement, et qui peut consacrer tous ses efforts à réaliser toutes les améliorations possibles de l'exploitation, et prendre toutes les mesures convenables pour faire de nos chemins de fer l'instrument le plus profitable à nos transports¹ ».

Ce serait le réseau de l'État « formant un véritable laboratoire d'essais et se prêtant aux expériences sérieuses destinées à faire progresser les méthodes d'exploitation² ». Mais ce serait aussi du socialisme d'État appliqué à une région, ce qui me paraît avoir peu de chance d'être actuellement accepté. Dans un pays comme le nôtre, où l'on a la passion de l'égalité, il est peu probable, en effet, que l'on consente à convertir en un état définitif, un provisoire qui a eu pour effet de faire payer par les contribuables une partie des frais de transport des voyageurs et des marchandises de la région du Sud-Ouest.

Mais, on ne doit pas se le dissimuler, la transformation des tarifs, de manière que le produit du train kilomètre ne reste pas réduit à un chiffre dérisoire, tout à fait hors de proportion avec ce que l'on a obtenu ailleurs, ne sera pas une opération facile. Il faudra, pour l'accomplir, une administration fortement organisée et parfaitement indépendante. L'auteur du rapport et des décrets du 25 mai 1878 l'avait très bien compris : cette administration doit fonctionner, avec toute la liberté nécessaire à une entreprise industrielle et commerciale, entre l'administration des travaux publics et l'administration des finances, « sans autre lien que celui d'un contrôle exact et rigoureux ».

Malheureusement, on ne l'a que trop vu par les discussions qui ont eu lieu à la Chambre de 1882 à 1885, ce contrôle a été au moins insuffisant, et ce qui précède me paraît indiquer assez clairement quelle en a été la cause : — c'est tout simplement l'introduction de l'élément parlementaire, de l'élément politique dans le Conseil d'administration.

L'organisateur du réseau de l'Etat avait donné très sincèrement à cette institution un caractère provisoire. Elle eût certainement conservé ce caractère si le conseil eût été, comme je l'ai dit plus haut, homogène, c'est-à-dire uniquement composé de fonctionnaires ne relevant que du Ministre. Mais la présence de sénateurs et de

¹ *Journal officiel*. Débats parlementaires, 1885, p. 77. M. de Janzé.

² Rapport sur le budget, annexe de 1884, p. 3.

torité du Ministre, par un comité d'administration, composé d'un président, de quatre fonctionnaires supérieurs en qualité d'administrateurs. Ce conseil, dégagé de toute influence politique, n'a qu'un but, tout en faisant jouir le pays des tarifs les plus bas de l'Europe et de l'exploitation la plus perfectionnée, celui d'amortir dans le plus court délai possible le capital que représente le réseau qu'il administre, de manière à arriver à de nouveaux abaissements de taxes par la réduction du montant des intérêts payés à l'Etat.

La Belgique nous offre du reste un exemple, utile à citer, des abus que peut avoir l'ingérence parlementaire dans les services administratifs.

En 1852, une commission consultative, nommée par arrêté royal et dont les membres, au nombre de 16, comprenaient onze représentants et deux sénateurs, fut chargée d'une enquête, au sujet des plaintes qui s'étaient élevées contre l'administration des chemins de fer de l'Etat. Cette commission, de purement consultative qu'elle était, s'érigea de sa propre autorité en commission administrative et impérative. Elle se divisa en sous-commissions, s'empara de tous les détails de l'administration, se substitua partout à l'action ministérielle et discuta absolument toutes les questions, comme si elle avait la compétence nécessaire.

Deux ans après, un des membres les plus considérables de la Chambre des représentants, M. Devaux, s'exprimait ainsi, dans la séance du 12 mars 1854 :

« Il me paraît incontestable qu'une pareille institution aura ce double effet. En premier lieu, elle absorbera la responsabilité des subalternes du Ministre. La Commission, c'est, je pense, ce qui arrive déjà, travaille directement avec les subalternes qui, passant par-dessus la tête du Ministre, s'adressent directement à la commission pour lui faire adopter leurs idées sans que le Ministre les contrôle. Jusqu'à présent, le Ministre, quand il présentait ses crédits, les débattait avec les subalternes; si leurs demandes paraissaient excessives, il les forçait à les réduire et en était toujours maître, puisque c'était lui qui soutenait les crédits devant la Chambre.

« Mais, comment pourra-t-il réduire les demandes faites par une commission composée des hommes qui s'occupent le plus spécialement de la matière dans les Chambres. Ces hommes, il faut qu'il subisse leur avis, sous peine de les rencontrer comme adversaires dans le Parlement. »

« En second lieu, la commission paralysera le contrôle de la Chambre, parce qu'elle se composera naturellement des hommes qui s'occupent le plus de ces matières, de ceux qui dans la Chambre

vaux publics. Elle disparut par le vote d'un amendement présenté en 1856 par l'honorable M. Frère-Orban.

En France, la question de l'admission des Sénateurs et des Députés, en qualité de sénateurs et de députés, dans les Conseils créés auprès des Ministres, s'est présentée devant le Parlement, à l'occasion de la loi du 28 février 1880, qui institue un Conseil supérieur de l'Instruction publique.

Le projet du Gouvernement¹ n'avait compris dans la composition de ce Conseil que des membres de l'enseignement. La commission de la Chambre des Députés, chargée de l'examen du projet, y introduisit, « mais non sans une vive opposition », dit le rapporteur², deux sénateurs et deux députés élus respectivement par leurs collègues.

« M. le Ministre, ajoute-t-il, n'a pas été d'accord avec nous sur ce point. Il craint que les élus du Parlement n'attirent à eux une partie du pouvoir ministériel, d'autant plus que leurs fonctions de conseillers durent plus longtemps que ne durent ordinairement les ministères. C'est devant eux que seront portés tous les griefs, toutes les réclamations; l'autorité du ministre en sera amoindrie ».

Néanmoins la proposition de la Commission fut votée sans discussion par la Chambre³. Mais le Sénat ne l'adopta pas.

On objecta, dans la haute assemblée, que les Sénateurs et les Députés n'avaient pas la compétence et la spécialité nécessaires; que, s'il en est d'ailleurs parmi eux qui appartiennent à l'instruction publique, et qui soient indispensables dans le sein du Conseil supérieur, ils pourront y être introduits par décret du Président de la République, mais que le mandat législatif ne peut être à lui seul un privilège pour y avoir entrée de plein droit.

« Appeler l'élément politique dans un Conseil pédagogique, disait le rapporteur, M. Barthélemy Saint-Hilaire, pourrait entraîner de graves inconvénients. En premier lieu, ce serait une confusion de pouvoirs et la cause de conflits qu'il est prudent d'éviter toutes les fois qu'on le peut ».

Les débats, auxquels a donné lieu la discussion du budget des chemins de fer pour l'exercice 1885 ont établi que les inconvénients que redoutait l'éminent rapporteur du Sénat se sont produits d'une manière assez grave dans l'administration de ces chemins, pour qu'il n'y ait aucun doute sur la nécessité de les éviter dans l'avenir. Si

¹ Présenté à la Chambre le 15 mars 1879.

² M. Chalamet. *Journal officiel*. Débats parlementaires, p. 550.

³ 17 et 19 juillet 1879.

nuent. C'est sur les principes de droit formulés dans les articles 1382 et 1383 du Code civil que, d'après la jurisprudence, se fondent les demandes de cette nature. De là cette conséquence que l'employé qui excipe de la faute de l'employeur a la charge d'en établir l'existence.

La situation faite aux ouvriers ne laisse pas d'être singulièrement périlleuse. Aujourd'hui, l'emploi de la vapeur et des engins mécaniques les plus puissants multiplie à leur préjudice les accidents industriels, et leurs causes, plus compliquées que jamais, sont plus malaisées à déterminer. D'autre part, chacun sait combien le rôle du défendeur, qui n'a rien à prouver, est plus facile en procédure que celui du demandeur, qui est tenu de justifier sa demande. La nature de ces sortes d'actions est loin de faciliter la preuve : il faut d'abord préciser et articuler les faits dont on se plaint, rechercher les témoins qui, parfois, ont été portés au loin leur existence nomade ou qui, encore placés plus ou moins complètement sous la dépendance du patron, n'ont pas à un degré suffisant la liberté d'esprit nécessaire pour déposer en toute sincérité. L'état de santé de l'ouvrier qui, s'il n'est que blessé, l'oblige à diriger cette procédure de son lit d'hôpital, complique encore sa situation. En cas de mort, sa veuve ou ses héritiers, qui ne savent qu'imparfaitement comment s'est produit l'accident, se trouvent aux prises avec les plus graves difficultés, en lutte aussi parfois avec des individualités puissantes qui abusent des avantages de leur position pour les amener à conclure de dérisoires transactions. Plus souvent encore la victime ou sa famille ont affaire à des compagnies d'assurances subrogées aux patrons et, est-il besoin de le dire, elles ne peuvent combattre à armes égales. L'habileté de ces compagnies, les lenteurs calculées, les incidents et les moyens dilatoires dont elles usent à propos finissent par triompher à bon compte de la résistance des demandeurs, trop heureux d'obtenir à l'amiable une maigre indemnité.

Pour remédier à ce regrettable état de choses, divers projets de loi ont été présentés au Parlement depuis quatre ans. Tous, sauf un qui, au mépris de toute équité, mettait les cas fortuits à la charge des patrons, se caractérisent par les trois points suivants : — En matière d'accidents industriels, une présomption de responsabilité pèse sur le patron, lequel ne peut en être exonéré que s'il fait la preuve que le fait préjudiciable ne provient pas de sa faute, qu'il résulte exclusivement de la force majeure ou de l'imprudence de l'ouvrier ; — Le quantum de l'indemnité est fixé d'avance d'après des bases invariables ; — Une juridiction nouvelle doit être organisée pour statuer sur les actions en dommages-intérêts des employés contre les employeurs, puisque, étant donnés les errements actuels, ces sortes d'affaires, si éminemment favorables qu'elles soient, ne peuvent être rapidement expédiées.

la mort ; mon ouvrier, que j'ai chargé de la conduite d'un camion, tombe sous ce camion par suite de la rupture d'un essieu et périt écrasé. Y a-t-il entre ces deux faits une assimilation possible ? Oui, dit la jurisprudence, l'identité des deux cas est complète, car dans tous les deux j'ai commis une faute, en imprimant à mon véhicule une impulsion trop rapide et en ne constatant pas avec les soins requis les défauts d'un outillage que je devais faire réparer, puisqu'il était dangereux de s'en servir. Cette double faute doit donc être prouvée par ceux qui réclament des dommages-intérêts, et si la preuve n'est pas administrée, il y aura lieu de repousser les deux demandes.

Disons-le hautement, ce point de vue est antijuridique. Dans le premier cas, l'individu renversé par ma voiture m'est complètement étranger, je ne me suis obligé à quoi que ce soit envers lui et aucun lien de droit antérieur ne nous unit l'un à l'autre. Je serai donc tenu vis-à-vis de lui uniquement en vertu de la faute que j'ai commise, du quasi-délit ou du délit même dont il a été victime, et c'est à ses héritiers et ayants cause qu'il appartient exclusivement d'établir cette faute, ce quasi-délit. Cette espèce de responsabilité est appelée *délictuelle*. Au contraire, en ce qui concerne l'ouvrier écrasé par mon camion, j'avais contracté avec lui. Il m'avait loué ses services moyennant un prix déterminé, à la charge par moi de jouir desdits services en bon père de famille et de prendre par conséquent toutes les précautions utiles pour assurer sa sécurité. Je ne l'ai pas fait, j'ai négligé de faire réparer un essieu usé, détérioré par la vétusté. Je suis en faute, car je n'ai pas rempli les obligations résultant des conventions intervenues entre la victime et moi. Il y a eu inexécution du contrat, je dois donc garantir la veuve ou les ayants cause de mon ouvrier des conséquences préjudiciables occasionnées par le non-accomplissement de mes engagements. La faute que je suis tenu de réparer ne consiste pas uniquement dans mon incurie et mon imprudence prises isolément, elle dérive avant tout du contrat même et de son inexécution. C'est ce qu'on appelle la responsabilité *contractuelle* ou plus exactement la garantie à raison de l'accident. Ainsi qu'on le voit, elle diffère profondément de la responsabilité *délictuelle*.

Vainement on voudrait prétendre que le louage d'ouvrage et d'industrie, incomplètement réglementé par quelques articles du Code, ne comporte, de la part de celui qui loue un ouvrier moyennant salaire, d'autre obligation que celle de payer le prix convenu. Cette doctrine est erronée, et c'est dans les entrailles mêmes du sujet, dans les principes généraux qui régissent ce contrat et non dans quelques dispositions particulières, que nous devons puiser les règles à appliquer en la matière. Le louage des choses oblige le preneur à en user en bon père de famille, et il n'en serait pas de même en ce qui concerne les services

propositions reviendraient devant le Parlement, de confier à des tribunaux d'exception la solution des demandes en dommages-intérêts formées par les ouvriers.

Toutefois, il est certain que trop souvent les litiges de cette sorte demeurent en suspens presque indéfiniment, au grand détriment des ouvriers ou de leurs ayants cause. Il est facile de remédier à ce fâcheux état de choses. Les affaires de cette nature ont un caractère d'urgence qui s'impose. Elles sont de celles qui, pour employer les expressions du Code de procédure civile, requièrent célérité. Quel motif empêcherait donc de les considérer comme des affaires sommaires, contrairement à ce qui a été fait jusqu'à ce jour, de leur appliquer la procédure plus simple et plus expéditive qu'elles comportent? Pour notre compte, nous n'en apercevons aucun qui puisse juridiquement empêcher une assimilation, dont le résultat serait d'amoindrir, dans la mesure du possible, l'encombrement des rôles d'audience et de donner satisfaction à de respectables intérêts.

Tels sont, à notre avis, les moyens les plus efficaces et les plus pratiques pour améliorer la situation de l'ouvrier vis-à-vis du patron, en ce qui touche la garantie des accidents. C'est à la jurisprudence que nous les demandons, puisque les principes généraux de notre droit ne s'y opposent point. Il est toujours plus facile d'appliquer une loi ancienne que d'en édicter une nouvelle. D'ailleurs, celle dont l'adoption est réclamée a l'inconvénient d'être une loi d'exception. Le droit commun suffit amplement pour assurer aux employés les garanties que leur doivent les employeurs. Il ne s'agit que de savoir en tirer les conséquences qu'il contient et de répudier les erreurs d'un système dont l'inexactitude est démontrée. C'est aux cours et tribunaux que désormais il appartiendra d'aviser.

H. PASCAUD.

comprendrait dorénavant l'histoire de la Révolution française et s'arrêterait au moment où commence l'histoire contemporaine proprement dite. Plus tard le second Empire crut devoir étendre le programme jusqu'aux derniers événements accomplis. L'éducation patriotique de la jeunesse peut se faire par l'enseignement soit oral, soit écrit, par l'imagerie, les musées, les monuments et leur décoration, conformément à ce qu'a fait le gouvernement de Louis-Philippe, qui a rendu le Panthéon à sa destination primitive et qui a consacré le Musée de Versailles aux gloires du pays, par la construction à Paris, au palais des Tuileries rétabli, d'un musée semblable à celui de Versailles, par l'érection dans l'avenue des Champs-Élysées de statues représentant tous ceux qui ont illustré la patrie, par des représentations théâtrales, enfin par des fêtes publiques.

IV

La section d'économie politique a été particulièrement éprouvée dans ces derniers temps : le 23 juin elle perdait M. Vuitry qui, élu le 15 mars 1862 dans la section de politique, administration et finances, passa le 26 mai 1866, après la suppression de cette section, dans la section d'économie politique et finances, statistique ; au mois de juillet mourait M. Victor Bonnet, qui avait remplacé le 5 février 1881 M. Hipp. Passy.

L'Académie a procédé le 30 mai au remplacement de feu sir Robert Phillimore, correspondant étranger pour la section de législation : M. Aschehoug, à Christiania, a été élu.

Notre savant confrère, M. Arthur Mangin, a été adjoint à M. Charles Vergé pour la publication du compte rendu des séances et travaux de l'Académie.

Sur la proposition de M. le secrétaire perpétuel, il a été décidé qu'à l'avenir, lorsque l'Académie perdrait un de ses correspondants, une notice biographique serait rédigée et lue en séance pour rappeler les titres qui avaient valu son élection à l'Institut. En conséquence de ce vote, M. Geffroy a communiqué une notice sur M. du Chatellier, correspondant de la section d'histoire, et une note sur M. le comte Mamiani della Rovere, associé étranger, tous deux décédés.

JOSEPH LEFORT.

port au roi, en 1770; le vide de la recette, les revenus consommés d'avance, les dettes exigibles du passé ». Il propose de retrancher sur la dette, et le fait, sans affecter scrupule ni pudeur. On peut adresser beaucoup de reproches à Terray. On ne lui reprochera pas d'avoir été un hypocrite par une apparence d'hommage rendu à la bonne foi financière. L'union des lumières, de l'honnêteté et du courage du moins réussira-t-elle mieux? L'expérience, entre toutes célèbre, tentée par Turgot répond le contraire d'une manière trop péremptoire.

M. René Stourm s'est arrêté sur le rôle et le personnage de Necker. Il y met une sorte de complaisance que justifie le portrait qu'il en a tracé. Je ne crois pas qu'on ait nulle part ailleurs mieux démêlé, mieux mis en lumière en quelques pages ce caractère si complexe. Ce n'est pas une chose simple que de le suivre en ses détours et ses contradictions. Et d'abord il offre un trait tout particulier. L'histoire cite plus d'un personnage de la plus scrupuleuse délicatesse dans la vie privée, qui s'est montré moins irréprochable moralement dans la vie publique, celle-ci étant réputée admettre des compromissions plus équivoques et autoriser certains moyens qu'un particulier n'emploierait pas pour son propre compte. Sans être un malhonnête homme, Necker n'est pas toujours très scrupuleux dans telle de ses opérations de banque. Comme ministre, comme financier de l'État, Necker fut de la dernière rigidité. Il alla jusqu'à exposer une grande partie de sa fortune, deux millions remis entre les mains du Trésor public, en refusant de les retirer, pour ne pas compromettre le crédit dans un moment de crise, en donnant un exemple qui aurait pu être dangereux venant de lui. C'est ainsi qu'on trouve chez Necker plus d'une fois deux hommes dans un même homme. Il offre à l'observateur des côtés très divers, une hauteur dédaigneuse et distraite, des vues tranchantes où l'on sent l'homme affectant ou plutôt sentant profondément la supériorité de son mérite, et rempli d'une vanité qui respire dans son petit opuscule sur *le Bonheur des sots*, comme s'il n'y avait pas aussi des gens d'une grande valeur qui fussent sots par quelque endroit. Il montre aussi l'amour du bien et une véritable intelligence des affaires. On s'explique par là que Necker ait été l'objet, de la part des uns, de critiques amères et outrageuses, d'éloges enthousiastes de la part des autres. On le voit de même, incertain, foncièrement indécis, et pourtant très ferme dans l'accomplissement de ses réformes. On aura peut-être achevé d'indiquer ces contrastes, en disant qu'ambitieux il se montra pourtant prêt à sacrifier sa place à ses idées, lorsqu'il fallut opter entre les deux; qu'aimant passionnément la gloire et l'influence, il sut trouver de grandes douceurs dans la retraite et dans la pratique des vertus de famille; enfin que, se montrant utopiste jusqu'à la limite du socialisme d'état, il sut

séduisante. Il fallut qu'un orateur généralement diffus, Pierre Develay, remontrât à l'Assemblée avec un rude et clairvoyant bon sens : « 1° que le fermier de l'impôt, substitué à la commune, ne pouvait se charger de la perception qu'à des conditions très onéreuses, 30 0/0 au moins, parce qu'il devrait mettre en campagne un nombre considérable d'agents pour recouvrer l'impôt le même jour sur une immense étendue ; 2° que certaines récoltes, surtout celles qui craignent les intempéries, ne peuvent attendre sur les lieux l'arrivée du collecteur avant d'être rentrées ; 3° que certains produits tels que les cocons, les noix qu'on ramasse au fur et à mesure qu'elles tombent, ne se prêtent pas au partage en nature ; 4° enfin que l'impôt doit toujours se percevoir sur le produit net, et qu'il serait souverainement injuste de prélever la même portion de récolte, au profit du fisc, sur un terrain qui aurait coûté deux fois plus qu'un autre d'engrais, de culture et de frais ».

Mais si la Constituante était frappée par ces raisons décisives, elle échouait devant la Convention, qui se laissait ébranler par Dubois-Grancé répétant les mêmes raisonnements. Cet orateur invoquait comme précédent l'exemple des Romains qui « payaient, dit-il, l'impôt en nature, et des Chinois, *le peuple le plus sage de l'univers*, qui agissaient de même. » Nous fîmes donc comme le peuple le plus sage de l'univers, mais à moitié seulement. La Convention, par la loi du 2 thermidor an II, décida que « la moitié de la contribution foncière serait payée en grains effectifs, de bonne qualité, conduits au magasin le plus voisin, désigné par le département, qui ne pourra être éloigné de plus de trois lieues. Cette moitié fut portée aux trois quarts à cause de l'absence du numéraire et en raison de la dépréciation des assignats. Il fallait bien aussi approvisionner les armées. Voilà des atténuations. Aussi serait-on tenté de ne voir dans l'établissement d'un pareil impôt qu'un expédient, si la mesure n'avait prétendu se fonder sur la supériorité théorique de l'impôt en nature, objet d'une longue discussion. Les souffrances et les pertes qui en résultèrent dessillèrent les yeux, excepté ceux des auteurs. Ceux-ci, comme tous les utopistes, accusèrent les circonstances. Ils s'en prirent aux conditions d'application défectueuses sans vouloir démordre du principe.

Je ne puis qu'indiquer l'exposé que fait l'auteur des délibérations du cadastre et de son exécution sous le Consulat et l'Empire. On y voit comment on y chercha un moyen de réparer les erreurs de la répartition primitive de la contribution foncière. Ces erreurs étaient bien considérables. Il y en eut d'involontaires, quelques-unes le furent moins, par exemple, l'énormité des cotisations fixées dans les communes où existaient des biens d'aristocrates. Les mêmes exagérations se manifestaient dans la façon d'imposer les biens de l'État. M. Stourm cite un fait des plus singuliers. A Paris, le tiers de la contribution foncière portait sur le

(Taux dont le maximum fut même élevé au cinquième par la loi du 30 juillet 1792, confirmée par la loi du 3 août 1793.) Tout contribuable, en mesure de prouver que sa cotisation dépassait ce maximum du sixième de son revenu, pouvait obtenir un dégrèvement. Le jeu naturel des réclamations, ainsi légalement provoquées, devait amener peu à peu le nivellement général des cotes. Mais l'Assemblée constituante, craignant de voir ses recouvrements compromis par le nombre immenses des réclamations qui se produisirent au début, et cédant aux plaintes de l'administration, surchargée d'un travail exceptionnel, rendit tout recours désormais à peu près impossible au moyen du règlement du 28 août. On voit également, dans le savant exposé de M. Stourm, la loi de l'an VII en revenir sagement à la fixation et à la mise en vigueur d'un maximum, cette mesure en quelque sorte réparatrice disparaissant, on ne sait trop pourquoi, dans la législation de l'an VIII, puis, lorsqu'on reconnut, plus tard, l'impuissance du cadastre à procurer un nivellement général, le système du maximum non rétabli ; enfin, la loi de 1798 remplaçant celle de 1790 et devenant le point de départ et comme le fond de l'organisation actuelle.

III.

A l'impôt territorial se rattachent les corvées. On en a plus d'une fois fait l'histoire. Si j'en parle ici, c'est que M. Stourm me paraît avoir bien établi quelques points moins connus en ce qui touche à leur suppression. Personne n'ignore l'initiative prise par Turgot, qui voulut, comme ministre, généraliser par leur abolition le bienfait dont il avait, comme intendant, doté le Limousin. Cette réforme eut le sort des autres, elle rencontrait la violente opposition du Parlement, auquel il fallut imposer, par un lit de justice, un édit, révoqué après la chute du ministre. Ce qu'on sait moins, c'est à quel point le mouvement des assemblées provinciales, en faveur de la suppression des corvées, fut décisif. Ce qu'on ignore surtout en général, c'est la facilité avec laquelle cette abolition fut décidée par l'Assemblée des notables, éclairée par l'expérience et poussée par l'opinion. L'œuvre avait été d'ailleurs, il faut le dire, fort adroitement préparée par Necker, en 1781. Ce grand élan des assemblées provinciales fut véritablement la vengeance de Turgot, dont on ne pouvait accuser sur ce point l'intempestive ardeur pour les changements. Qu'est-ce que les clameurs du Parlement, étroitement et passionnément obstiné aux abus, en comparaison de ce concert de réclamations solidement motivées pour la réforme et d'éloges reconnaissants pour le premier promoteur, qui n'était plus là pour assister au triomphe d'une cause qu'il avait si longtemps défendue ? On peut se convaincre aussi que la dégradation des routes, pendant la période révolutionnaire, vint moins

disponibilité. » Cet état de choses trouvait des théoriciens qui en justifiaient la convenance : « Dans les temps de détresse, disaient-ils, quand on ne peut pas tout payer, il faut payer avec choix, et ce choix doit être réglé sur l'urgence. » — « Le seul crédit qui nous reste, disait un autre, est basé sur les anticipations et sur la préférence que le ministre des finances a le droit d'accorder à certaines parties du service » — Outre l'arbitraire, la spéculation et la corruption arrivèrent, sous le Directoire, à un point inouï, sous les pas pour ainsi dire du papier-monnaie déprécié, au sein d'une administration anarchique et d'une société bouleversée.

Si ce n'était pas pis que sous l'ancien régime, aux mauvais jours de Law, ce n'était pas mieux. Au reste, on n'a ici à prendre l'initiative d'aucun blâme. Les coupables trafics sont de notoriété publique. Les scandaleuses fortunes s'étalent en plein jour. Tous les documents officiels signalent les honteuses prévarications des fournisseurs et des faiseurs d'affaires. Ajoutez une autre plaie des finances : les *bons de réquisition* employés pour solder les dépenses de nourriture et de transport des armées à l'intérieur, et donnés en échange des denrées aux propriétaires et cultivateurs obligés de se contenter de ces sortes de reconnaissances émises à la discrétion des chefs de corps. Ces bons encombraient les caisses publiques et finirent par perdre toute valeur. Encore si le personnel administratif avait été intègre et capable ! Mais on avait procédé par épuration du personnel ancien. On avait remplacé les bons et les passables agents par des fonctionnaires à qui le zèle politique tenait lieu de savoir et souvent d'honneur, gens que les régimes politiques mobiles font partout éclore et qui s'attachent à la curée des emplois comme le charançon s'attache au blé. « Les places avaient été données, dit Gardin dans ses *Mémoires*, à des hommes nouveaux qui n'avaient pas pour la plupart la moindre notion de comptabilité. Plus tard la nomination aux places de comptables fut remise aux autorités locales, ce qui amena des changements continuels dans les receveurs que les factions excluaient tour à tour. » Les clubs étaient devenus des officines de dénonciation contre les gens en place dont on s'arrachait les dépouilles. La société des Jacobins se vantait d'avoir placé 9.000 agents dans les administrations. L'auteur montre quels furent les effets de ce régime désorganisateur en ce qui touche notamment les employés des douanes et de l'enregistrement. Digne pendant du curieux tableau qu'avait tracé M. Thiers de ce qu'étaient devenus les bureaux de la guerre en 1792 sous le ministère de Pache. Ce triste maire de Paris eut en effet la main dans toutes les désorganisations administratives comme dans tous les complots anarchiques. « Pache, dit M. Thiers, remplaça tous les anciens employés par des membres du club des Jacobins. On se tutoyait dans ses bureaux, on y allait en sale costume, on y faisait des motions,

25.000 livres, et ainsi de suite progressivement. On aboutissait à une quasi confiscation de la moitié ou des trois quarts de la fortune des familles réputées riches. On serait peut-être autorisé à ne signaler dans cette mesure révolutionnaire qu'une anomalie ou un entraînement passager, si les principes financiers invoqués par ses défenseurs ne prétendaient aussi s'appuyer sur des *principes sociaux*, c'est-à-dire sur la division par catégories de riches et de pauvres pour asseoir l'impôt et l'emprunt selon un mode progressif. N'avons-nous pas entendu, le 15 mai 1848, M. Barbès, inspiré par les mêmes idées, proposer à l'Assemblée envahie par l'émeute de voter sur place un milliard d'impôt sur les riches?

On ne saurait réduire la politique financière de la Révolution à ces principes et moins encore à ces folies; mais ce serait, d'un autre côté, méconnaître l'importance du rôle qu'ils y jouèrent que de ne voir qu'un épisode accessoire. Ils représentèrent la pensée même d'une des grandes écoles ou sectes révolutionnaires, pensée qui fut décrétée par la Convention sans rien omettre de ce qui donnait à ces inspirations le sens le plus clair. Le Directoire recourut de nouveau à l'emprunt forcé et progressif sur les riches auxquels il demandait 600 millions en numéraire, et il récidiva en 1799, au moment de sa chute. Quelle cause accuse-t-on de l'échec? La malveillance. Jamais l'idée ne vient de s'en prendre à la fausseté de la conception, à la difficulté d'exécution de pareilles mesures. C'est le même esprit qui inspirait la suppression des sociétés de crédit, la fermeture de la Bourse de Paris, les lois de maximum, les réquisitions, les confiscations! Peut-être l'auteur aurait-il pu marquer avec plus de force et de netteté, dans son chapitre final, que les principes énoncés en 1789 ne se confondent pas avec de telles inspirations contre lesquelles ils protestent par les idées de liberté et d'égalité vraie qui en sont l'âme. Rien ne leur est moins conforme que ces divisions par catégories sociales et que ces exactions qui ne faisaient que retourner le privilège au profit des « sans culottes ». Peut-être aurait-il dû remarquer aussi que ces mêmes hommes qui accomplirent sous le consulat et plus tard cette œuvre de réforme, dont il se montre partisan, dataient en fin de compte de la Révolution, bien qu'ils aient emprunté les éléments de la législation financière dont ils furent les auteurs à des projets antérieurs et à des faits préexistants. On a le droit de trouver que le monument qu'ils élevèrent a des imperfections, mais on ne peut nier les progrès considérables qu'il réalisa sur le passé. La question des origines n'est pas d'ailleurs la seule qui importe. La connaissance exacte de l'état actuel de notre système d'impôts et des diverses parties de l'organisation financière offre un intérêt qui prime tous les autres. Rien de plus profitable qu'une telle

devenus aujourd'hui. L'hygiène publique y forme la première division de la troisième partie de son programme et est partagée en quatre sections : Règles d'hygiène publique, relatives 1° aux climats et aux lieux; 2° aux habitations communes; 3° au genre commun de vie, aux occupations communes, à l'usage commun de l'air, des aliments, etc. — 4° aux coutumes, aux mœurs et aux lois, etc.

On sait que Hallé n'a pas eu le temps d'accomplir la tâche qu'il s'était préparée. Les hygiénistes qui l'ont immédiatement suivi n'ont pas jugé à propos de s'occuper de l'hygiène publique. Itard, traducteur libre de l'anglais Willich, intitule son livre : *Hygiène domestique*. Barbier, Tourtelle, ne soufflent pas mot de l'hygiène publique. Rostan, qui admet l'hygiène publique, mais avec un programme un peu différent de celui de Hallé¹, s'abstient intentionnellement de la faire entrer dans son *Cours* : « Il n'est pas dans notre plan, dit-il, de nous en occuper dans cet ouvrage » (I, p. 39).

Michel Lévy félicite Parent-Duchatelet de s'être occupé spécialement de l'hygiène publique et d'y avoir fait avec succès une large application de la statistique; mais il reproche à Londe d'avoir confondu l'hygiène publique et l'hygiène privée et d'avoir sacrifié la première dans ce mélange, et il se propose de remédier à ce désordre. Son ouvrage est le premier, je crois, qui porte le titre de *Traité d'hygiène publique et privée*. Mais sous la rubrique *Hygiène publique*, M. Lévy place beaucoup de choses qui ne s'y rapportent guère. Néanmoins son livre (ainsi que ceux de plusieurs de ses prédécesseurs) est encore bon à consulter; mais il n'est plus à la hauteur de la science moderne et surtout de l'organisation sociale actuelle.

Depuis 1844, date de sa publication, non seulement la science a fait des progrès, mais les attributions de l'État se sont étendues, avec elle les impôts ont augmenté et, par suite, les moyens de chacun de pourvoir lui-même à ses besoins ont diminué. Il en résulte que l'hygiène a complètement changé de face; il ne s'agit plus pour elle de se borner à théoriser et à donner des avis et des préceptes aux particuliers, il faut qu'elle fournisse à l'État, au protecteur universel, des solutions aux questions qui se posent devant lui.

¹ « Voici les principaux sujets dont elle traite : 1° influence de l'état social sur l'homme; 2° influence du mode de gouvernement, de la liberté, de l'esclavage, de leurs divers degrés, de leur combinaison; 3° influence des croyances et des pratiques religieuses sur l'homme; 4° influence des mœurs et des coutumes sur l'homme; 5° règles d'hygiène navale, militaire, etc. Lois sanitaires, construction des villes, édifices publics, gymnases, promenades, lieux d'assemblée, spectacles, hôpitaux, prisons, commerce, agriculture, topographie, etc., etc. » (Rostan, *Cours élémentaire d'hygiène*, I, p. 16.)

protéger et encourager les sciences, le commerce, les manufactures c'est-à-dire les villes, de sorte que l'inéquilibre entre les producteurs de denrées et les consommateurs persiste et même s'accroît de plus en plus.

C'est pour combler l'insuffisance dans la quantité des denrées à répartir que le commerce se trouve dans la nécessité de falsifier tout ce qui est falsifiable. Il est clair, en effet, que si ces produits étaient plus abondants, ils seraient à plus bas prix et, quand même ils le voudraient, les chimistes ne pourraient pas les falsifier, car ils n'en tireraient aucun profit.

Le remède à ce mal est donc bien simple. Au lieu de l'employer, au lieu de cesser d'attirer, par tous les moyens qu'il peut imaginer, les paysans vers les villes, l'État et les sous-États (les municipalités) cherchent à prévenir et à réprimer les falsifications. Aux siècles derniers, ils voulaient garantir à leurs « bonnes villes » la quantité des denrées ; aujourd'hui c'est la qualité ; c'est, comme on voit, la même chose sous un autre nom.

Réussiront-ils mieux pour la qualité qu'ils n'ont fait pour la quantité ? C'est à l'hygiène publique à résoudre cette question ; c'est à elle nous dire si les chimistes des laboratoires municipaux dépasseront à la course les chimistes falsificateurs ; et en les supposant capables, s'ils seront honnêtes, s'ils ne se laisseront pas gagner par les falsificateurs, comme faisaient les préposés au commerce des grains du siècle dernier, « avec fort peu d'argent. »

Un autre objet de l'hygiène sociale est ce qui concerne les lieux, les airs et les eaux, c'est-à-dire la salubrité, l'assainissement et le nettoyage des villes ; la propreté. Oh ! la propreté ! C'est le fort de nos jeunes hygiénistes : ils n'ont que cela dans la bouche : propreté des rues, propreté des écoles, propreté des hôpitaux, propreté des habitations, propreté des individus, propreté en tout et partout. C'est au point qu dernièrement j'ai entendu, dans une société savante, un de ces idolâtres de la propreté affirmer qu'elle était plus nécessaire que la nourriture. Et personne ne l'a contredit.

A entendre ces hygiénistes de la jeune école, le salut est là ; peu s'en faut qu'ils ne demandent que les menuisiers, les forgerons, les serruriers, les vidangeurs aillent à leur travail en habit et cravate blanche, avec des gants bien parfumés, la canne à la main, le lorgnon à l'œil.

Il y a là quelque chose de si féminin (dans le mauvais sens du mot) que cela fait pitié. Je crois bien que ces hygiénistes si délicats n'ont jamais fourré leur nez dans le traité d'hygiène de M. Bouchardat. Il sent pourtant pas mauvais, il est tout neuf ; au besoin on pourrait tirer une édition exprès pour eux sur papier parfumé avec de l'encre

STATISTIQUE AGRICOLE DE LA FRANCE POUR L'ANNÉE 1884

Le ministère de l'agriculture vient de publier la Statistique annuelle des produits agricoles obtenus sur le territoire français pendant l'année 1884. Sans rééditer ici les 147 pages du volume, d'ailleurs fort intéressant dans les détails, il n'est pas inutile de lui emprunter quelques chiffres généraux montrant la marche de la richesse publique dans notre pays. Et d'abord les céréales présentent les chiffres suivants :

	1883	Moyenne décennale 1875-84.	1884
Blé. Hectares ensemencés.....	6.803.821	6.918.080 ¹	7 052.221
— Récolte totale (hectolitres).....	103.753.426	100.726.674	114.230.977
— Rendement par hectare.	15,25	14,23	16,20
Avoine. Récolte totale (hectolitres)...	93.364 934	79.596.466	88.078.590
Seigle et méteil (hectares ensemencés).	2.086.592	2.229.285	2.085.434
Pommes de terre (hect. ensemencés).	1.389.389	1.306.506	1.415.862
— Récolte (hectolit.)..	144.768.367	124.788.193	149.309.182
— Rendement à l'hectare.	104,19	95,55	105,45

L'orge, quoique ayant un peu diminué par rapport à 1883, présente une augmentation de rendement de 6 0/0 environ sur la moyenne décennale. Le sarrasin et le maïs ont, au contraire, vu diminuer la surface qu'ils occupaient de 15.000 hectares chacun sur 630.000, soit 2 1/2 0/0; leurs rendements ont, au contraire, légèrement augmenté : ils donnent l'un et l'autre environ 10 millions d'hectolitres de récolte annuelle.

Ces quelques chiffres suffisent à fournir des indications assez précises sur l'état actuel de l'agriculture. Si la dernière décade comprend une très mauvaise année comme 1879, elle en comprend aussi une excellente, 1882; quant aux autres, elles pourraient, prises dans l'ensemble, être toutes qualifiées de moyennes si ce n'étaient pas précisément celles qui ont servi à établir la moyenne décennale. Or, voici ce que l'on peut en déduire, et ceci ne manque pas d'intérêt au moment où la question agricole occupe tous les esprits. Les emblavures ont atteint le chiffre le plus élevé qu'elles aient jamais

¹ Le tableau porte 7.078.080 hectares, soit une erreur de 100.000 hectares qu'il est facile de relever au moyen d'un petit calcul.

Il y a quelque dix-huit mois, les États-Unis, tout le montre, commençaient à se relâcher de leur rigueur protectionniste. En France et en Allemagne, en Europe plus généralement, nous avons voulu supprimer la concurrence de leurs produits; ils suppriment la concurrence de nos capitaux. C'est absurde, mais logique. Comme il est absurde et logique aux ouvriers français d'exiger de leurs patrons protectionnistes et protégés la suppression de la concurrence que leur font les ouvriers étrangers appelés en France.

Si l'on pouvait douter de l'intention des États-Unis, il suffirait d'examiner les dates de la présentation de ce bill et du Rapport. Date de la présentation de la loi : 25 février 1884, c'est-à-dire justement l'époque où, en Allemagne et en France, on parle de relever les tarifs de douane sur les céréales et où la théorie du *fair trade* se développe en Angleterre. Date du dépôt du Rapport : 20 janvier 1885, époque où vont commencer les discussions parlementaires des droits protecteurs.

Ce sont des mesures de représailles. Le malheur, c'est que si, à son tour, le Sénat américain votait cette loi, les représailles atteindraient justement les propriétaires anglais qui, au moins légalement, ne sont pas coupables de protectionnisme. Mais leurs pères l'ont été, et cruellement. Et dans la dévote Angleterre, pays des citations bibliques, il se trouvera des gens pour remarquer que les fautes de l'aristocratie terrienne anglaise sont punies chez ses enfants jusqu'à la troisième génération.

Cette remarque pourrait trouver place en appendice dans le fameux chapitre des *Conséquences lointaines du protectionnisme*.

JOSEPH CHAILLEY.

à aucun de ces facteurs de la grandeur nationale. Personne ne savait mieux que lui donner à chacun l'importance qu'il méritait.

« Tout jeune, l'éternelle virginité des muses le tenta : musique et poésie eurent ses premières, ses plus ardentes amours. Ces arts gracieux, il ne les considéra pas comme des distractions, des passe-temps ; avec sa nature ardente et son opiniâtreté habituelle, il voulut en connaître à fond les secrets les plus cachés ; si bien que, dans le domaine de l'art, il put laisser des œuvres de valeur où se révèlent les qualités distinctives du génie national, la fécondité d'inspiration, la veine abondante, l'improvisation pleine de verve. Cependant les arts aimables ne pouvaient suffire à son naturel sérieux et pratique, à son esprit ouvert à tout le mouvement de la science contemporaine. Les triomphes musicaux suffisaient si peu à l'Italie, qu'elle allait affecter de faire fi de ce sceptre incontesté qui lui appartenait dans le domaine du beau. Les meilleurs esprits sentaient la nécessité de se préparer pour des temps meilleurs et d'en hâter la venue. Il fallait se refaire, se retremper par une dure discipline, connaître les éléments cachés de la force des puissances voisines, pénétrer leurs secrets pour connaître les causes de notre faiblesse. Ce furent donc et la pratique de l'agriculture et l'étude des doctrines d'économie sociale et politique auxquelles il consacra les études assidues de l'homme fait, et qu'il poursuivit tant que les conditions du pays ne permirent aux patriotes aucune participation active aux affaires. Aussi, quand vinrent les temps nouveaux dont ce libéral, ce patriote de vieille date, avait hâté le retour, non seulement par ses votes, mais par ses écrits et toute son œuvre, il se trouva prêt à remplir, à son honneur et pour le bien de tous, les fonctions publiques.

« L'Université, divisée par les défiances mesquines d'un petit État, l'appela aussitôt ; ses concitoyens l'envoyèrent à l'Assemblée qui rendit Parme à l'Italie, puis au Parlement national. Louis-Charles Farini l'appela à diriger un des principaux départements du gouvernement dictatorial ; jusqu'à la fin, il appartint aux assemblées de la commune et de la province. Enfin il fut élevé aux hautes fonctions de conseiller d'État et de sénateur. Partout il apporta une puissance de travail peu commune, un esprit fin et subtil, des connaissances variées, une parole facile et imagée, un vif désir du bien public, une droiture à toute épreuve. En échange de tout cela, il ne fut peut-être pas payé de retour par la reconnaissance de ses concitoyens ; il fut en butte à l'envie et à la haine, mais le respect des honnêtes gens lui est acquis.

« Hélas ! au déclin de la vie, cet esprit si puissant s'était voilé. Malgré sa constitution exceptionnelle, les facultés si lucides, si brillantes de son esprit s'étaient peu à peu obscurcies. Ainsi, le soir, quand l'heure du crépuscule approche, les objets qui étaient éclairés s'obscurcissent l'un après l'autre, jusqu'à ce que la grande ombre de la nuit enveloppe tout. Mais alors qu'il n'était plus, hélas ! que l'ombre de lui-même, ces qualités morales, qui avaient fait de lui l'honnête homme le plus consommé, le père et le mari le plus tendre, l'ami le plus affectueux, ces qualités

Persévérez, Sires, dans ces généreuses inspirations, et achevez, par un appel formel à une si sage et si salubre procédure, de justifier la confiance persistante de l'Europe.

Quelque délicate que puisse être la mission à remplir, Vous trouverez sans peine, Sires, nous n'en doutons pas, parmi les Chefs des nations amies, un Souverain assez au-dessus de tout soupçon d'intérêt personnel dans le débat, assez sûr de son renom d'équité, assez pénétré de la grandeur du devoir à accomplir, pour ne pas hésiter à l'accepter.

Et si, par impossible, il en devait être autrement; si les gouvernements, sourds à la voix de l'humanité et aveugles sur leurs plus manifestes intérêts, se refusaient à se charger de cette tâche glorieuse, tout espoir serait-il donc encore perdu? N'auriez-vous pas, comme pour la fameuse affaire de l'*Alabama*, la faculté de remettre la question aux soins d'une commission d'hommes spéciaux dont le talent, la sagesse et la probité imposeraient à tous le respect? Et ne pourrions-nous pas, une fois de plus, pour emprunter les propres paroles de l'illustre comte F. Sclopis, voir « dénouer en quelques jours », par un petit nombre de mains bénies de tous, « un nœud qui semblait d'abord impossible à dénouer »?

Nous vous en conjurons, Sires, donnez au monde, qui l'attend, ce grand spectacle. Il n'y aura partout qu'une voix pour Vous en remercier et pour s'en réjouir.

Nous avons l'honneur d'être, dans cette espérance, de Vos Majestés,
Sires,

les très respectueux et très obéissants serviteurs :

Au nom de la Société française des Amis de la Paix,

Le président, FRÉDÉRIC PASSY, membre de l'Institut, député de la Seine.

Le secrétaire général, JULES LEVALLOIS.

BULLETIN

PUBLICATIONS DU « JOURNAL OFFICIEL ».

(Août 1885.)

1^{er} août. — Loi concernant les contributions directes et les taxes y assimilées de l'exercice 1886.

— créant une chambre de commerce à Lons-le-Saulnier.

2 août. — Loi portant approbation de la convention du 10 juillet 1885 concernant la pose et l'exploitation d'un câble télégraphique sous-marin, reliant à Saint-Louis du Sénégal les possessions françaises de Rio-Nunez, Grand-Bassam, Porto-Novo et du Gabon.

— tendant à ouvrir au budget ordinaire du ministère du commerce,

répandent à pleines mains les préjugés les plus absurdes. Elles se piquent aussi d'expliquer à leur manière les phénomènes de la nature, ainsi que la signification des rites religieux.

D'ailleurs, cela n'est pas le privilège des femmes seulement ; des vieillards aussi assument parfois ce rôle d'oracles. A la stanitsa de Nicolaïevsk, par exemple, notre confrère a connu un vieux soldat en retraite qui, revenu d'un pèlerinage à Jérusalem, s'était fait bigot de profession. Sa mission était de dénoncer la moralité chez les femmes et de prêcher contre l'usage des prêtres de porter les cheveux longs : ce serait, d'après lui, un privilège de Jésus-Christ. Les pommes de terre et le tabac sont également prohibés ; dans sa jeunesse il aurait extrait un petit chien d'une grande pomme de terre, et quant au tabac, il ne pousserait que sur les tombes de grandes pécheresses ; la terre est soutenue par trois baleines, — chacun de leurs mouvements produit des tremblements de terre ; quant au tonnerre, c'est naturellement le char du prophète Elie qui roule au ciel !... A Batalpaschino, un vieil ivrogne est un oracle très en vogue ; il ne parle que de ses visions. L'une des bonnes femmes les plus populaires pour son don de divination et son talent de médecin habite la stanitsa Novomariévskaja.

Notre confrère caucasien affirme que dans bien des cas la justice devrait intervenir et mettre un terme à l'imposture notoirement nuisible en y appliquant certains articles du code pénal. Il est certain cependant que ce mal ne pourra disparaître qu'avec la divulgation des lumières, qui, à son tour, ne pourra se produire qu'avec un plus grand essor de l'instruction populaire.

D'un autre côté, l'avilissement des prix est souvent la conséquence d'une stagnation dans les affaires, stagnation qui a pour résultat diminuer l'activité et la richesse nationales. S'il est permis de considérer l'avilissement des prix comme un signe d'appauvrissement, peut-on pas dire que la hausse correspond à un accroissement de richesse? En effet, personne ne pourrait nier, en ce moment, que la hausse des prix sera, quand elle se produira, le signal de la reprise des affaires, et que la reprise des affaires aura pour effet d'augmenter la richesse et la prospérité de la nation.

Cependant il peut y avoir une autre cause qui provoque des changements de prix analogues à ceux que nous constatons aujourd'hui. Ce sont les variations dans la valeur même de la monnaie. Une émission abusive de papier-monnaie, en dépréciant la circulation, aurait pour effet de relever les prix de toutes choses, et un relèvement des prix, obtenu par une dépréciation de la monnaie, ne serait certes pas le signe d'une augmentation de la richesse nationale, ni l'indice d'une situation prospère, tout au contraire.

On est donc conduit à se demander si l'abaissement qui s'est produit dans le prix des choses, depuis quelques années, a pour cause un changement dans la valeur de l'or et a sa raison dans un mouvement monétaire.

M. Goschen a souvent appelé l'attention sur la possibilité de ce qu'il appelle l'*appréciation* de l'or, c'est-à-dire le contraire de la dépréciation.

L'argent a baissé par rapport à l'or, personne ne peut en douter; mais on peut se demander si le changement dans le rapport n'a pas pour cause la hausse de l'or plutôt que la baisse de l'argent. On ne peut pas le prouver directement, mais on peut faire la remarque suivante :

Si depuis quelques années il n'y avait eu aucun changement dans les prix, et s'il n'y avait aucune raison commerciale ou industrielle qui pût provoquer une oscillation dans les prix, quel serait l'effet, dans ce que M. Léon Say appelle ce ciel serein, d'une subite augmentation de la valeur de l'or? Cet effet, prétend M. Goschen, serait de mettre les agriculteurs, la production, les industriels et les commerçants dans la situation où ils sont aujourd'hui par un abaissement général des prix.

Il y a en effet aujourd'hui une baisse décidée dans les prix de tous les objets de grande consommation. L'*Economist* anglais a comparé les mercuriales depuis plusieurs années. Il a calculé le cours moyen des produits et, pour y arriver, il a fait l'addition des prix de chaque unité de marchandise et a divisé le total ainsi obtenu par le nombre

tion par l'introduction d'un facteur nouveau. La découverte de mines d'or, telles que celles de la Californie, peut entraîner une dépréciation de ce métal. Si cette dépréciation se manifeste sous forme de renchérissement des prix, c'est que l'or a trouvé preneur; il y a donc prospérité.

M. Léon Philippe conclut que, avant de considérer un accroissement général des prix comme un indice de prospérité publique, il y a lieu : 1° d'analyser avec soin les causes du renchérissement ; 2° de se prononcer pour l'affirmative, si l'accroissement des prix est dû à une augmentation du facteur demandé, ou à une diminution de la valeur du métal monnaie ; 3° de se prononcer pour la négative si l'accroissement des prix est dû à une diminution de l'offre, comme il peut s'en produire quand une épidémie, une commotion politique ou une guerre amènent un arrêt momentané de la production.

M. Courtois, embrassant une longue période, fait ressortir depuis cent ans l'augmentation générale du prix des divers choses nécessaires à la vie, les vêtements exceptés. Il y voit un excitant au travail, au développement normal de la production. En outre, le capital, particulièrement celui inhérent à la personnalité humaine, le capital immédiat, de beaucoup le plus important, a crû dans le même espace de temps dans une proportion beaucoup plus sérieuse. Il trouve dans ces deux faits une compensation plus que suffisante de l'accroissement général du prix de la vie, admis les besoins de la civilisation actuelle.

M. Broch se demande si le phénomène de l'appréciation de l'or s'est réellement produit.

N'y a-t-il pas là une sorte de trompe-l'œil que les fins politiques ont intérêt à faire accepter comme un fait patent dans le but d'arriver à une liquidation et d'attirer à eux le plus d'or possible ?

La preuve que le prix de l'or n'a pas monté, c'est que les banques ne se le disputent pas. S'il y avait concurrence pour l'or entre ces établissements, le taux de l'escompte aurait été élevé. Or, depuis quatre à cinq ans, les grandes banques européennes escomptant à des taux relativement bas, les variations ont été peu nombreuses et les écarts minimes.

Si la production de l'or a diminué, il ne résulte pas forcément de ce fait une hausse du métal or et une baisse des prix en général. Le développement des banques et des instruments de crédit principalement, compensant la disette relative de l'or qui devient de moins en moins nécessaire dans les transactions commerciales.

plus pauvres, cette modification lente dans la distribution de la richesse qui équivaut à une sorte d'amortissement des dettes et qui tient lieu des lois agraires et des abolitions de dettes de l'antiquité.

La séance est levée à dix heures et demie.

Le Rédacteur du Compte rendu : CHARLES LETORT.

OUVRAGES PRÉSENTÉS.

Annuaire de l'économie politique et de la statistique, par MM. GUILLAUMIN, JOSEPH GARNIER, M. BLOCK. 1885, par M. MAURICE BLOCK et MM. T. LOUA, J. DE BOISJOLIN, PAUL BOITEAU, ALPH. COURTOIS, JOSEPH LEFORT, VESSELOWSKI et RENAUDIN, 42^e année ¹.

Ministère des travaux publics. — Relevé général du tonnage des marchandises transportées sur les fleuves, rivières et canaux pendant l'année 1883 ².

Diciannovesima relazione sul servizio postale in Italia, 1883 ³.

Bilanci comunali per l'anno 1883 ⁴.

Stastistica giudiziaria penale per l'anno 1882 ⁵.

Statistica judiciare diu Romania per anul 1881 ⁶.

Errata du numéro d'août 1885.

Dans notre dernier numéro (page 287, ligne 23) lire 264 au lieu de 364, et six fois et demi au lieu de quatre fois et demi.

¹ *Paris*, Guillaumin, 1885, in-18.

² *Paris*, Imp. Nationale, 1885, in-4.

³ *Roma*, typ. Eredi Botta, 1884, in-4.

⁴ *Roma*, Stab. typ. dell' *Opinione*, 1885, gr. in-8.

⁵ *Roma*, typ. Eredi Botta, 1885, gr. in-8.

⁶ *Bucuresci* (Bucharest), typ. Statului, 1885, in-4.

même, ils ne voient pas de différences et ils admettent volontiers comme démontré que les salaires devraient être égaux.

Aug. Blanqui a commis toutes ces erreurs et en outre quelques autres qui lui sont propres. Ainsi il attribue au capital-espèces une puissance particulière tout à fait fantastique, et ne semble pas se douter que le prêt de bétail a précédé de bien loin dans l'histoire le prêt d'argent. Dans ce dernier prêt même, il ne considère jamais l'emprunteur qui veut travailler, mais seulement l'emprunteur à bout de ressources ou l'emprunteur gêné par le manque de débouchés, c'est-à-dire justement les deux classes d'emprunteurs qui sont exceptionnelles. Il se figure, en outre, quoiqu'il reconnaisse quelquefois le contraire, que l'échange doit avoir lieu entre valeurs égales, sans chercher qui détermine leur égalité.

Nous n'entreprendrons pas d'exposer par le menu les argumentations par lesquelles Blanqui attaque le prêt à intérêt et l'épargne, ni de suivre les méandres de sophismes et d'invectives qui remplissent ces deux volumes. Ce serait temps perdu, car on y trouverait peu de chose qu'on ne trouve dans Marx ou Proudhon, et qui n'ait été dit cent fois. Nous ne dirons rien non plus de ses accusations contre l'épargne et de son éloge du luxe en tant qu'il « fait aller ce commerce » ?

Épargner, à ses yeux, c'est entasser des écus et les soustraire à la circulation. Mais si j'épargne mille francs et les dépense en améliorations foncières, ou en achetant une machine utile à la production, je n'ai pas moins dépensé les mille francs que si je les avais dépensés en objets de luxe et il est impossible de découvrir en quoi j'aurai nui à qui que ce soit. Si l'on a épargné, c'est-à-dire dépensé de cette manière un milliard, ce milliard a servi à payer des salaires et le pays s'est enrichi de ce capital, qui aurait cessé d'exister, s'il avait été consacré aux dépenses personnelles de ceux qui l'ont épargné.

Mais Aug. Blanqui se refusait à voir une vérité aussi simple : homme d'action et sectaire, il avait l'esprit plus fixé sur les idées et les hommes qui pouvaient contrarier ses projets que sur la vérité. Les écrits qui remplissent le second volume et surtout les notes qui suivent au jour le jour les hommes et les choses de son temps, l'attestent clairement.

Détachons de ces notes une page qui mérite d'être remarquée. — « y a chez l'homme, dit l'auteur, une tendance native, une force d'expansion et d'envahissement qui le pousse à s'étendre, à se développer au dépens tout ce qui n'est pas lui. Ainsi font les animaux, ainsi font les hommes.

« Cette tendance est la condition indispensable à la conservation au perfectionnement de chaque individu et de son espèce. Elle est contenue et limitée par la tendance toute semblable des autres individus de la même race que des races étrangères.

toutes, celle qui divise en *classes* les hommes qui occupent les diverses conditions sociales.

C. S.

VIAGGIO NELL'UNIVERSO, *visioni del tempo et dello spazio*, di FRANCESCO VIGANO, 2^a edizione, in-16; Milano Zanaboni e Gabuzzi, 1885.

La mode est bien passée de ces voyages imaginaires. Saint-Brandan, Rutebeuf, Dante même, auraient aujourd'hui fort peu de lecteurs. C'est du positif qu'il nous faut. Le Dr Mure nous a pourtant fait visiter dernièrement la planète Vénus; mais *la philosophie absolue*, ouvrage posthume de cet auteur, était écrite depuis longtemps déjà. L'*Armanase* avait vu le jour en 1860.

Le VOYAGE DANS L'UNIVERS, *visions du temps et de l'espace*, de M. Vigano aussi, date d'un peu loin. C'est une œuvre de jeunesse que l'auteur a composée « quand son imagination était bouillante, irrénérable; son âme pleine de foi et d'espérance, dans le progrès perpétuel et indéfini de l'humanité », et dont il publie une deuxième édition, à 500 exemplaires seulement, à l'occasion du mariage de sa fille.

Les facteurs de ce progrès sont, pour M. Vigano, le savoir, l'amour et la volonté. Le savoir ne nous manque pas, du moins nous le croyons et cela doit suffire, car savoir et croire ne font peut-être qu'un, et s'ils diffèrent, la prééminence est pour la foi, puisque c'est elle qui sauve. La volonté non plus ne nous fait pas défaut, à nous tous Européens : chacun de nous veut être plus savant et plus riche que ses prochains, avoir des armées plus nombreuses, plus de chemins de fer, plus de colonies, etc. Si la volonté nous manque à quelque point de vue, ce n'est que lorsqu'il s'agit de l'exercer sur nous-même pour régler nos désirs; or, c'est là la moindre des choses.

Quant à l'amour, que M. Vigano regarde avec raison (vision IV) comme la source de toutes les lois, le lien qui unit en tous les sens le père et le fils, le riche et le pauvre, les familles et les nations entre elles, nous n'en sommes peut-être pas si abondamment pourvus. *Où est ?* Entre capital et travail ? Entre riches et pauvres ? Entre gouvernants et gouvernés ? Dans la famille ? Dans la cité ? Dans la nation ?

En reste-t-il au moins quelque trace dans les rapports sexuels, le premier de tous les amours et la source, la condition *sine qua non* des autres ? M. Vigano nous rappelle l'Androgine de Platon : « Entre l'homme et la femme existe une perpétuelle attraction... Ces deux êtres, qui à l'origine des temps n'en formaient qu'un seul, tendent à se réunir, à se compléter. »

Cette attraction a pu et même dû exister jadis, mais il faut convenir qu'aujourd'hui elle n'est pas bien forte, puisqu'il ne faut rien moins que les maires, les juges et quelquefois les gendarmes pour unir les

a priori, comme on se plait souvent à le croire, mais sans être appuyés de preuves suffisantes et rien n'est plus commun que de voir ensuite le corps du livre en contradiction presque perpétuelle avec les premiers chapitres.

Le présent ouvrage est spécialement destiné à l'étude de ces premiers *principes du droit politique*. Ce n'est, comme l'intitule l'auteur, qu'une *Introduction* au droit politique, mais une introduction de 350 pages, à laquelle, il est probable, personne ne fera le reproche d'être trop courte.

Dès le premier chapitre, qui a pour objet de définir le droit politique, M. Posada commence par observer que celui qui veut traiter d'une science quelconque ne doit pas suivre la même méthode pour exposer les résultats de ses recherches que pour les faire. Dans l'exposition, si l'on veut qu'elle soit ordonnée et systématique, ce n'est pas nécessairement la question qui a d'abord sollicité l'attention de l'investigateur, qui doit venir en premier lieu ; elle peut être précédée de beaucoup d'autres. Et cela se comprend, car la question qui attire l'attention de l'investigateur n'est ordinairement pas des plus élémentaires ; s'il part de là et s'emballe dans l'exposition de ses découvertes, quelque intéressantes qu'elles soient, tous les lecteurs qui ne partiront pas du même point que l'auteur n'y comprendront rien. C'est pour cette raison que la plupart des économistes, et des meilleurs, ont suivi une méthode anti-positiviste pour exposer les résultats de leurs investigations.

M. Posada n'attache pas à la constitution anglaise, « modèle des constitutions pour les doctrinaires », ni aux formes de gouvernement, plus d'importance qu'elles n'en ont. Il compare la politique qui cherche à balancer les pouvoirs à un médecin qui, se réglant sur la structure extérieure du corps humain, voudrait guérir un vice organique intérieur par le moyen de contre-poids.

Dans le chapitre III : *L'histoire dans le droit politique. Les méthodes. Composition des faits politiques*, l'auteur s'inspire beaucoup, peut-être trop de Macaulay et de Taine ; il entre dans des détails un peu longs sur les *facteurs des faits* : la race, le milieu physique, le milieu social, le moment en histoire. Ces points sont peut-être traités un peu trop sommairement dans beaucoup de traités de politique, mais il y a des choses que tout le monde peut trouver avec un peu de réflexion, d'autres qui sont du domaine de l'enseignement oral et qui ne font guère qu'encombrer dans un livre.

L'art dans le droit politique, objet du chapitre V, ne manque pas d'originalité ; mais le *clou* du livre, passez-moi le mot emprunté à l'art dramatique, c'est le chapitre V qui traite des rapports de la biologie, de la sociologie et du droit politique.

LA FEMME ET LE DROIT. Étude historique sur la condition des femmes, par LOUIS BRIDEL. In-8. Paris, F. Pichon, et Lausanne, F. Rouge, 1884.

Heureuses, bienheureuses, très heureuses femmes ! Vous allez enfin être émancipées. — Par qui donc ? — Par le socialisme ! — *Alleluia ! Hosanna in excelsis !* — « Le socialisme reprend en sous-œuvre toutes les grandes questions relatives à l'existence de l'homme.... Il n'accepte aucune des solutions admises jusqu'ici. Il prétend réformer toutes les lois de l'existence de l'humanité, changer les conditions de son développement, substituer à ses anciennes croyances d'autres croyances, à son droit un autre droit, à sa morale une autre morale.... Du moment où l'individu ne peut atteindre, par ses propres efforts, à la réalisation de sa destinée et réclame l'assistance de la société, c'est à l'État d'y pourvoir ou d'y contribuer. L'État, en effet, n'a pas d'autre raison d'être. C'est à lui de protéger les faibles et les petits, c'est à lui d'organiser la justice dans les rapports *interhumains*.... Le socialisme, dit Bebel, est le seul état social qui ne connaisse ni maîtres ni sujets, pas plus dans le domaine politique, économique et religieux, que dans celui des relations entre les sexes. C'est là seulement que la femme, comme tous les opprimés, peut espérer d'atteindre à la plénitude de ses droits humains.... Partant du principe de l'égalité absolue des deux sexes, le socialisme reconnaît aux femmes les mêmes droits sociaux, politiques, civils qu'aux hommes. »

Tout cela n'empêche pas le livre de M. Bridel d'être rempli de science (science *livresque* bien entendu) et de résumer d'une manière brève et intéressante les découvertes, — sont-ce bien des découvertes ou des hypothèses ? — les plus récentes que les savants ont faites sur la condition passée, présente et future des femmes et de la famille.

Il est donc bon que vous appreniez, mesdames, si vous ne le savez pas, qu'à son origine le genre humain n'a pas eu autant d'esprit que les oiseaux et la plupart des animaux. Les travaux de MM. Bachofen, MacLennan, John Lubbock, Herbert Spencer, Giraud-Teulon, etc., — je pourrais en citer davantage, mais j'aurais pu aussi me borner à n'en citer qu'un seul, car ils se copient les uns les autres, — les travaux de ces savants vous prouveront donc, si vous êtes assez complaisantes pour vous contenter de leurs preuves, que la promiscuité a été l'état primitif de notre espèce.

Plus tard, je ne sais pas en vertu de quelle cause ce changement s'est opéré, les savants ne le disent pas, plus tard la *gynécocratie* s'est établie. Comme vous n'êtes pas obligées de savoir le grec, je dois vous avertir que la *gynécocratie* c'est l'autorité absolue de la femme sur l'homme et sur les enfants.

de la nature et suivant ses lois, comme si la terre était une jeune fille dans la première enfance, comme si les prétendus sauvages de l'Océan n'étaient pas d'anciens civilisés qui ont parcouru des cercles plus ou moins étendus de progrès et de décadence, de même que d'autres peuples ont complètement disparu et que d'autres encore n'ont échappé à l'état sauvage ou à la mort que grâce au sang nouveau qui leur a été infusé par des voisins plus vigoureux. Que serait devenu l'empire romain par exemple, si les Germains ne l'avaient pas revivifié? Le fisc ce vampire des peuples, aurait achevé de le dépeupler comme il avait si bien commencé, et il n'y aurait plus depuis longtemps que quelques pasteurs épars ayant conservé les défauts de la civilisation ancienne et perdu ses avantages. Et les Cafres pourraient prendre ces pasteurs pour des hommes primitifs! L'exemple des sauvages n'est donc d'aucune autorité en aucune question et particulièrement en celle qui nous occupe. M. Bridel lui-même reconnaît (p. 31-32) que cette source de renseignements est très sujette à caution.

Quant à l'autre assertion : que la loi, l'intervention de l'autorité sociale dans la famille a contribué à son amélioration, à l'avènement de la famille parentale, il y a des moyens plus sûrs de s'en assurer : on peut consulter l'histoire et les institutions des derniers siècles et du nôtre en ce qui concerne la condition des femmes, celle des enfants, des bâtards en particulier, celle des femmes non mariées, etc.

Si l'on voit, par exemple, à l'origine de la monarchie française, et bien avant dans le moyen-âge, les bâtards hériter et même succéder au trône comme les enfants que le clergé appelait légitimes, on conviendra que leur sort n'était pas bien malheureux ¹. Si, poursuivant les recherches historiques, on voit leur condition devenir de plus en plus inférieure à mesure que la loi se mêle davantage d'eux, si, par exemple, on consulte les traités de droit français des xvii^e et xviii^e siècles et qu'on y trouve que les bâtards ne succédaient plus à leur père ni à leur mère (dans certaines provinces du moins où les légistes avaient acquis plus d'influence), mais que ceux-ci pouvaient encore leur faire « des donations ou des legs modérés » et qu'en tout cas le père, ou ses héritiers après sa mort, pouvait faire au fils illégitime une pension réglée « sur la qualité du père et à proportion des biens qu'il possède » ², on conviendra

¹ Ce qui doit paraître bien singulier, c'est qu'autrefois, lorsque les mœurs étaient beaucoup plus austères, la qualité de bâtard n'était pas comme aujourd'hui une injure, et plusieurs grands hommes ne faisaient pas difficulté de signer, dans les actes publics, *bâtard d'un tel*. (Petion de Villeneuve. *Les lois civiles et l'administration de la justice*.)

² V. La Tournerie. *Traité des fiefs à l'usage de la Normandie*, p. 358 et suiv. pour la durée de cette pension.

ASOCIACION PARA LA REFORMA DE LOS ARANCELES DE ADUANAS. — Meeting celebrado en el teatro de la Alhambra el día 7 de junio de 1885. —
TEMA : Ruptura de las negociaciones con Inglaterra y sus consecuencias para el comercio español. Br. in-8. Madrid, E. de la Riva, 1885.

L'association pour la réforme des tarifs de douane soutient avec vigueur la cause du libre-échange. Elle a publié sur cette question plusieurs livres et brochures : *Le libre échange et la protection* (traduit de Fawcett); *La réciprocité douanière*, par Luis Mallet; *La réforme des tarifs de 1869*, etc. Elle organise des conférences et des meetings dans le but de répandre les idées libérales et elle en publie les comptes rendus. Le meeting de l'Alhambra du 7 juin avait pour programme de protester contre la rupture des négociations avec l'Angleterre, de « condamner le défaut de formalité et de loyauté du gouvernement espagnol dans les relations internationales », et de montrer les conséquences de ladite rupture.

Le moyen de montrer ces conséquences aux hommes pratiques, c'est d'en appeler aux faits. Si, depuis les derniers traités de commerce, relativement libéraux, l'agriculture et l'industrie ont progressé, si des terres que l'on regardait comme stériles sont devenues productives, il semble naturel d'en induire que la liberté du commerce n'a pas été pour rien dans cette transformation. Or, voici une preuve entre autres de ce fait, donnée par M. Ruiz Castañeda : Dans la Manche, de 1850 à 1854, à peine si l'on produisait assez de *cacahuet* (pistache de terre) pour répondre à la demande des enfants, on n'en exportait que pour 16.000 fr. Aujourd'hui on fabrique de l'huile avec ce produit et on en exporte pour deux millions.

La production du vin, des oranges, etc., a suivi un progrès analogue. De 1850 à 1854, l'Espagne exportait pour environ 12 millions de vins communs ; en 1868, on arrive à 30 millions ; la réforme douanière ayant ouvert au commerce espagnol le marché du monde, l'exportation de 1883 s'est élevée à 333 millions de francs.

Les stériles plaines de la Manche, que l'on comparait au Sahara, sont aujourd'hui fertiles, riches, traversées par des chemins de fer.

Puisque la demi-liberté des traités de commerce a donné de pareils résultats, il semble qu'une liberté plus étendue en donnerait encore davantage. Mais les protectionnistes affirment que ces effets sont dus à la protection et non à la liberté ; et si vous êtes assez indiscret pour leur demander : comment se fait-il que la protection ne les ait pas produits plus tôt ? ils vous répondent que vous n'êtes que des théoriciens.

De pareils arguments ne peuvent être réfutés que par des coups de poings ou des coups d'espingoles.

des collaborateurs nouveaux, elle offre à la fois les garanties de la tradition et celles de la mise au courant des plus complètes.

Nous n'avons qu'à signaler ici, parmi les articles nouveaux de la présente année :

Exposition de 1878. Compte définitif.

Électeurs inscrits en 1884.

Pharmacie. — Visite annuelle.

Travail des enfants dans les manufactures.

Cultes.

Baccalauréat.

Les Salons annuels.

Imprimerie Nationale.

Or et argent (contrôle en 1884).

Destruction des loups.

Salaires de la petite industrie.

Voyageurs traversant la Manche en 1884.

Service médical de nuit.

Logements insalubres.

Élections municipales.

Production minérale et métallurgique des principaux pays du globe.

Marines marchandes du globe.

Le houblon en Europe.

JOSEPH CLÉMENT.

La « Société française des Amis de la Paix » vient de publier, en même temps qu'une *Adresse* aux électeurs désireux d'un peu plus d'ordre dans nos finances ruinées par les frais de guerre, une brochure de M. Jules Levallois : *la Vérité sur l'arbitrage. Dates et faits*.

M. Fréd. Passy a fait modestement quelques lignes d'avant-propos pour ce travail de quelques pages. Il se borne à signaler, entre autres, l'ouvrage de F. Seebohm, traduit par Farjasse, et résume ainsi la pensée de la Société dont il est un des membres les plus actifs :

« La Société française des Amis de la Paix et son honorable secrétaire général ont pensé que la meilleure façon de répondre à ce besoin [de paix et d'économies] était de donner, en la réduisant à une simple énumération, sans réflexions et sans commentaires, la liste des principaux arbitrages réalisés depuis un siècle et celle des principales déclarations législatives qui recommandent l'emploi de ce moyen. Rien n'est, dit-on, brutal comme un fait; nous croyons pouvoir dire en cette circonstance : Rien n'est instructif et consolant comme un fait.

« ... Il ne s'agit plus de faire entrer l'arbitrage dans les faits et de lui faire une place dans la loi des nations; il y est et sa place est grande ».

E. R.

l'armée seraient vite clos, à moins d'incorporer les électrices, le budget de la guerre pourrait subir des réductions notables, et l'on ne pourrait plus faire de représailles.

*
* *

Au Congrès de Grenoble pour l'avancement des sciences, le docteur Rochard a exposé un plan d'organisation du service de la vaccine en France, dont voici les points essentiels :

Il faudrait dans chaque arrondissement un médecin vaccinateur. Ces médecins seraient libres de choisir le mode de vaccination à leur convenance pourvu qu'ils se conformassent aux règles généralement admises et sanctionnées par l'expérience.

Quatre inspecteurs généraux, nommés par le ministre du commerce, comme les médecins vaccinateurs, sur la proposition du comité consultatif d'hygiène, seraient chargés de surveiller le nouveau service. Ils auraient en outre la mission de faire une enquête sur les lieux toutes les fois qu'une petite épidémie de variole viendrait à éclater sur un point de leur territoire, et de s'assurer que le service de la vaccination n'en est pas responsable.

Question capitale.

Pour faire fonctionner ce service, il faudra 362 médecins à 2.000 fr., soit 724.000 fr.. et 4 inspecteurs à 12.000 fr.; total, 772.000 fr. Or, la variole coûte chaque année à la France, en frais de traitement et de chômage d'une part, en pertes provenant des décès de l'autre, une somme qui varie entre 9 et 10 millions.

Si le système proposé avait pour effet de diminuer seulement de moitié le nombre des varioleux, et c'est se montrer bien modeste, il en résulterait une économie annuelle de 4 à 5 millions, somme six fois plus considérable que la dépense occasionnée par l'établissement du service qui aurait affranchi le pays de ce tribut.

Malgré la modestie, jamais si n'a été mieux placé : les statistiques sont là pour nous prouver que la variole n'a point reculé devant la vaccine. Or, si la variole ne diminue pas, la dépense proposée sera en pure perte pour le public. Et si, diminuant ou non, la scrofule, le rachitisme, le typhus, la phthisie, etc., croissent coïncidemment, sinon conséquemment, avec la vaccination, comme les statistiques nous l'apprennent encore, que deviendra l'économie promise ?

*
* *

Il résulte des expériences faites par MM. P. Gibier et van Ermengen que « les injections sous-cutanées de culture du bacille virgule ne

currence formerait de meilleurs artistes, tout en n'en formant que ce qu'il en faut pour répondre à la demande du public ; et que les encouragements de l'État, qui faussent la loi de l'offre et de la demande, non seulement ne sont pas nécessaires, mais sont nuisibles au public, à l'art, et aux artistes mêmes. M. Weber, le critique du *Temps*, serait peut-être le premier à s'élever contre celui qui demanderait la suppression du Conservatoire, et à lui dire : « Que mettez-vous à la place ? » comme si la santé ne prenait pas d'elle-même la place de la maladie que l'on supprime.

*
* *

Sortons un peu de notre « pot-au-feu » et jetons un coup d'œil sur la politique extérieure. Nous y verrons d'abord les souverains et leurs fidèles diplomates, si dévoués pour le bien de « leurs peuples » qu'ils ne prennent même pas de vacances, ou du moins qu'ils s'imposent des devoirs, ceux de s'entrevoir, de se concerter sur les moyens de s'aider les uns les autres à faire le bonheur et la prospérité de leurs États. S'inspirant sans doute de la romance : Où peut-on être mieux, où peut-on être mieux qu'au sein de sa famille, etc., l'Allemagne expulse de chez elle les Polonais et les renvoie dans leurs foyers. On se perd en conjectures sur les motifs de cette charitable mesure. D'après *les Débats*,

Il s'agit, selon toute apparence, d'économie politique et de politique pure beaucoup plus que de religion. On est devenu, depuis quelques années, fort protectionniste en Allemagne, et on arrive par une pente assez naturelle à défendre le travail indigène contre la concurrence étrangère, comme on défend déjà contre elle le bœuf ou le seigle national. D'autre part, l'administration prussienne emploie tous ses efforts à germaniser les populations slaves des vallées de l'Oder, de la Wartha et de la basse Vistule ; elle y a jusqu'à présent médiocrement réussi ; les incidents du Kulturkampf l'ont bien démontré. Elle écarte tout ce qui peut, dans ces provinces de l'Est depuis si longtemps contestées, gêner son travail d'assimilation et y renforcer l'élément slave.

À la fin du XVIII^e siècle, on disait : la fraternité ou la mort ; à la fin du XIX^e, on dit : la *germanité* ou l'expulsion. Il y a progrès sensible.

Il paraît que la Chine se dispose à faire sa partie dans l'harmonieux concert européen. C'est sur l'Angleterre que, pour le moment, elle accorde sa lyre. Si le nombre des vibrations des États est en raison directe ou inverse de leur population ou de leur étendue, la

BIBLIOGRAPHIE ÉTRANGÈRE

PUBLICATIONS REÇUES EN 1884-1885 ¹.

DIVISION : I. Italie. — II. Espagne et Portugal, Amérique latine. — III. Angleterre, Amérique et Océanie. — IV. Allemagne, Autriche, Roumanie. — V. Alsace, Belgique, Pays-Bas, Suisse, Italie, Russie, Angleterre, Grèce, Egypte, Canada, République Argentine. — VI. Ouvrages en français publiés à l'étranger.

I. ITALIE.

ALBONICO (prof. Carlo Giuseppe). Le evoluzioni de lo sviluppo della libertà. In-8. *Torino*, 1884.

BERTAIGNOLI (C.). Delle vicende dell'agricoltura in Italia, studj et note. In-12. *Firenze*, 1884.

BERTINI (Raimondo). Del valore. Saggio di economia politica. In-8. *Torino*, 1883.

BLUMERU (J.). Saggio di Statistica demologica. In-8. *Roma*, 1884.

BONA (Giovani DELLA). Dei principali fattori per la soluzione del problema sociale. In-8. *Udine*, 1884.

CICCONE (Antonio). La questione sociale economica. In-18. *Napoli*, 1884.

— Del valore d'uso e del valore di scambio. In-18. *Ibid.*

Congresso delle camere di commercio ed arti del regno tenutali in *Torino* dal 23 al 29 giugno 1884. Atti ufficiali. Processi verbali, etc. 2 vol. in-8. *Torino*, 1884.

Cooperazione (la) rurale, periodico istituito e diretto da L. Wollemborg. Esce il 15 d'ogni mese. Anno I. in-8. *Padova*, 1885.

COSSA (Luigi). Primi elementi di economia politica. 7^a ediz. In-16. *Milano*, 1885.

Del modi di migliorare la condizione dei contadini che lavorano i poderi della congregazione di carità di *Milano*. Relazione. In-4. *Milano*, 1885.

Economista (l'), gazzetta settimanale. Scienza economica, finanza, commercio, banchi, ferrovie, etc. Anno XII. Ogni domenica. In-4 a 2 col. *Firenze*, 1885.

FERRI (Enrico). I nuovi orizzonti del diritto e della procedura penale. 2^a ediz., interamente rifatta, con una tavola grafica sulla criminalità in Italia. In-8. *Bologna*, 1884.

Filangieri (il), rivista giuridica italiana di scienza, legislazione et giurisprudenza. Anno X. 1885. In-8. *Napoli*.

Francia e Italia. Lettere di *Eduardo Laboulaye* a *Pietro Sbarbaro*, con un discorso sulla vita e sulle opere dell'autore ed un giudizio di *Tullo Massaroni*. In-12. *Parma*, 1882.

GEMELLARO RUSSO (C.). Sulla protezione agraria. In-12. *Catania*, 1885.

Giornale della Società di lettere e conversazioni scientifiche di Genova. Pubblicazione mensile. Anno IX. In-8. *Genova*, 1885.

GOBBI (Ulisse). La concorrenza estera e gli antichi economisti italiani. In-8. *Milano*, 1883.

— Gli infortuni del lavoro dal 1883 a 1884 e la responsabilità degli imprenditori. Relazioni della Commissione d'inchiesta. In-8. *Milano*, 1885.

JOANNIS (A.-J. DE). Le leggi naturali e i fenomeni economici. In-8. *Torino e Milano*, 1885.

LEVI (Felice). Una soluzione della controversia monetaria. In-8. *Roma*, 1884.

LORIA (Achille). Carlo Darwin e l'economia politica. In-18. *Milano e Torino*, 1884.

LUZZATTI (prof. Giacomo). Delle alterazioni e delle trasformazioni del tipo monetario nei loro rapporti con la moneta ideale. In-8. *Venezia*, 1885.

MAGLIANI (Agosto). Esposizione e finanziaria fatta alla Camera dei Deputati.

¹ Pour les relevés antérieurs, voir les *Bibliographies étrangères* dans les numéros de mars 1876, avril 1877, juillet 1878, avril 1879, avril 1880, septembre 1881, octobre 1883 et septembre 1884.

cuaderno num. XIV), Territorio. — Poblacion. — Comercio. — Navegacion. — Hacienda, etc., por 1884. In-4. *Montevideo*, 1885.

ELQUESTO. A Monarchia ou a Republica? In-8. *Rio-de-Janeiro*, 1885.

Estados Unidos Mexicanos. Informes y documentos relativos á comercio interior y exterior. Agricultura é industrias. No 1, mes de julio 1885. In-8. *Mexico*.

LOPEZ LOMBA (Ramon). Una pagina de Sociologia. In-8. *Montevideo*, 1884.

Republica mexicana. Cosas de moneda. Noticias de acuñacion é introduccion de metalls en el año fiscal de 1883 á 1884. In-4, *Mexico*, 1885.

Republica (la) oriental del Uruguay. Obra de estadística escrita con el fin de hacer conocer bajo todos sus aspectos principales el país y las incomparables ventajas que ofrece a la emigracion europea., par Ramon Lopez Lomba. [Publicacion oficial.] In-4. *Montevideo*, 1884.

Revista general de administracion. Director Dr Miquel Romero. Año I, nº 1. Mayo de 1886. In-8. *Buenos Aires*.

Revista popular de la exposicion rural internacional y de las demas exposiciones y ferias argentinas. [Director: B. Victory y Suarez.] No 1. Ott. 1884. In-8 a 2 col. *Buenos - Aires*, 1884-85.

Tarifas y clasificacion de efectos en el ferro carril central Mexicano. In-8. *Mexico*, 1885.

III. ANGLETERRE.

Anti-Slavery (the) Reporter. Published monthly under the Sanction of the British and foreign anti-slavery Society. Series 4, 1885. In-8. *London*.

CHADWICK (Edwin). On the evils of disunity the legislation and the administration. In-8. *London*, 1885.

FAWCETT (Henry). Labour and wages. In-18. *London*, 1884.

GEDDES (Patrick). An analysis of the principles of economics. In-8. *London*, 1885.

HYDE (J.-W.). The royal mall. Its curiosities and romance. In-12. *Edinburgh*, 1885.

Inland Revenue accounts 1869-70 a 1884-85. In-8. *London*, 1885.

MONTAGUE (Francis). The Limits of individual liberty. In-8. *London*, 1885.

RAE (John), Contemporary Socialism. In-8. *London*, 1884.

TOYNBEE (Arnold). The industrial revolution. In-8. *London*, 1884.

THOROLD ROGERS (James). Eight chapters on the history of work and wages. In-8. *London*, 1885.

WELLS (David-A.). A primer of tariff reform. In-12. [« Cobden Club. »] *London, Paris, New-York and Melbourne*, 1885.

Amérique et Océanie.

ATKINSON (Edward). The distribution of products, or the mechanism and metaphysics of exchange. In-8. *New-York*, 1885.

BERG (N.-P. van den). The money market and paper currency of British India. In-8. *Batavia*, 1884.

HOWARD SHINN (Charles). Land laws of mining districts. In-8. *Baltimore*, 1884.

JOHNSON (John). Rudimentary Society among boys. In-8. *Baltimore*, 1884.

MILL (John-Stuart). Principles of political economy. Adapted for colleges, by J.-Laurence Laughlin. In-18. *New-York*, 1885.

PEIXOTO (Rodrigues). A crise de assucar e a transformacao do trabalho. In-8. *Rio-de-Janeiro*, 1885.

IV. ALLEMAGNE.

Bayerische Handelszeitung. Organ für die Interessen des Handels, des Verkehrs und der Industrie. XV Jahrgang. In-4 à 2 col. *München*, 1885.

EGGERS (Aug.). Der Schutzzoll vom Standpunkte des Nationalvermögens. In-12. *Bremen*, 1885.

HAUPT (Ottomar). Währungspolitik und Münzstatistik. In-8. *Berlin*, 1884.

Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik (Dr) John Conrad). *Leipzig*, in-8.

Jahresberichte der Handels- und Gewerbekammern in Württemberg für das Jahr 1884. Systematisch zusammengestellt und veröffentlicht von der königlichen Zentrastelle für Gewerbe und Handel. In-8. *Stuttgart*, 1885.

JOHN (V.). Geschichte der Statistik. T. 1er. In-8. *Stuttgart*, 1884.

KOROSI (Josef). Die Sterblichkeit der Stadt Budapest in den Jahren 1876-1881

du travail à Bruxelles. In-8. *Bruxelles*, 1885.

DENIS (H.). L'impôt sur le revenu, rapport et documents présentés au Collège et au Conseil communal de Bruxelles. In-8. *Bruxelles*, 1882.

ELIE (Alph.). Manuel pratique de la bourse. 2^e éd. In-12. *Bruxelles*, 1885.

LEMOINE (Jacques). Les routes commerciales vers la Chine Sud-Occidentale et la question du Tongking. In-8. *Bruxelles*, 1884.

POTTER (Dr Agathon DE). La peste démocratique. In-8. *Bruxelles*, 1884.

Revue générale (21^e année); journal historique et littéraire (51^e année). Mensuel. In-8. *Bruxelles*, 1885.

Société (la) nouvelle, revue internationale. Sociologie, arts, sciences et lettres. Mensuel. In-8. *Bruxelles et Amsterdam*, 1885.

VERMEIRE (P.). Le volontariat. Question militaire belge. Publié par la Société «Niemand Gedwongen soldaat». In-8. *Anvers*, 1885.

WALRAS (Léon). Monnaie d'or avec billon d'argent régulateur. Principes proposés à la Conférence monétaire internationale pour la propagation de l'Union latine. In-8. *Bruxelles et Leipzig*, 1884.

— Contribution à l'étude des variations des prix depuis la suspension de la frappe des écus d'argent. Mémoire lu à la Société vaudoise. In-8. *Lausanne*, 1885.

Pays-Bas.

Résumé statistique pour le royaume des Pays-Bas, 1890-1883. In-8. *La Haye*, 1884.

Revue coloniale internationale. Fondée par l'Association néerlandaise. T. I, n° 1. Mensuel. In-8. *Amsterdam*, 1885.

VROLIK (A.) et PIERSON (N.). La situation monétaire des Pays-Bas en 1883. In-18. *S'Gravenhage*, 1883.

Suisse.

OFELLER (Jules). Voies et moyens du développement industriel et commercial. In-8. *Berne*, 1885.

KERCKHOFFS (A.). Une langue commerciale universelle; exposé de la question et grammaire. Avec lettres de MM. Dietz-Monnin et Fr. Passy. In-8. *Constanx*, 1885.

LARUE (Auguste). Étude sur le crédit personnel. In-32. *Genève*, s. d.

Octroi et Ohmgeld. Mémoire présenté au Conseil municipal par le Conseil administratif de la ville de Genève. In-8. *Genève*, 1885.

SIMON (Alfred). Une méthode de régularisation de la variation de la valeur de la monnaie, mémoire lu à la Société vaudoise. In-8. *Lausanne*, 1885.

Italie.

OSTOJA (Gaetan). Projet de transaction entre les deux systèmes monétaires. In-8. *Florence*, 1885.

Revue internationale. Paraissant le 10 et le 25 de chaque mois. II^e année, 1885. In-8. *Florence*.

Russie.

Annuaire statistique de la Russie orientale. Année 1883. [Direction des finances. Bureau de statistique.] En russe et en français. In-4. *Philippopolis*, 1885.

Règlement définitif du budget de l'Empire de Russie pour l'exercice 1883. Rapport présenté par le contrôleur de l'empire. In-4. *Saint Pétersbourg*, 1884.

Angleterre.

CHEVASSUS. L'étalon monétaire universel. (Lu à la Société nationale française.) In-8. *Londres*, 1883.

Grèce.

UVIX (Dr). Étude sur la question sociale du XIX^e siècle. In-8. *Athènes*, 1885.

Égypte.

Compte rendu des travaux de la Commission de la dette publique d'Égypte pendant l'année 1884. IX^e année. In-8. *Le Caire*, 1885.

Rapport annuel adressé par les contrôleurs généraux à S. A. le khédive. (Art. 5 du décret du 15 nov. 1879.) Année 1881. In-8. *Le Caire*, 1882.

Canada.

GERBIÉ (Frédéric). Le Canada et l'émigration française. Monographie complète et détaillée du Canada et ses provinces. In-8, avec gravures et cartes. *Québec*, 1884.

République Argentine.

Annuaire statistique de la province de Buénos-Ayres (République Argentine). Publié sous la direction du Dr Emile-R. Coni. 1^{re} année, 1884. Edition en français. In-4. *Buénos-Ayres*, 1884.

CONI (Dr Emile-R.). La province de Buénos-Ayres. Résumé de l'annuaire statistique. Edition en français. In-8. *Paris*, 1884.

Edmond Renaudin.

de la Méditerranée. Mission accomplie en 1883. In-4 de 164 p. et 9 pl. [Ministère des travaux publics]. Paris, Impr. nationale.

LEVASSEUR (Emile). *La statistique officielle en France*; organisation, travaux et publications des services de statistique des différents ministères; précédé d'un aperçu historique. Paris, Berger-Levrault. [Extrait du « Journal de la Société de statistique de Paris »]. In-8 de 64 p.

LUDRE (comte DE). *Le socialisme d'État en 1793*. In-8 de 32 p. Paris, Gervais. [Extrait du « Correspondant »].

MALON (B.). *L'agiotage de 1715 à 1870*. In-8 de 64 p. Paris, à la « Revue socialiste ».

Notice complémentaire et explicative de droit social sur le partage des intérêts, par « Un solitaire ». In-8 de 20 p. Bourges, Pigelet et Tardy.

Notices coloniales publiées à l'occasion de l'Exposition universelle d'Anvers en 1885. T. II. In-8 de n-752 p. et cartes. Paris, Impr. nationale.

PATON (E.). *La fortune publique. Études populaires*. 3^e étude : La Compagnie royale des chemins de fer portugais. In-8 de 34 p. Paris, Dentu.

PRADIÉ-FODÉRÉ (Paul). *Traité de droit international public européen et américain*, suivant les progrès de la science et de la pratique contemporaines. T. II. In-8 de 980 p. Paris, Pedone-Lauriel.

RAOUL-DUVAL (F.). *Les droits sur les céréales*, discours prononcé à la

Société des Agriculteurs de France (12 février 1885). In-8 de 32 p. Paris, Guillaumin.

RESNES (Etienne DE). *La crise agricole*. Conférences à Beaumetz-les-Loges (18 janvier) et à Bapaume (15 mars 1885). In-18 de 38 p. Arras, Laroche.

Revue internationale de droit maritime. Publiée par F.-C. Antran, et paraissant tous les deux mois. In-8 de 96 p. Paris, Chevalier-Marescq.

SÉRAFON (F.). *Les chemins de fer métropolitains et les moyens de transport en commun à Londres, New-York, Berlin, Vienne et Paris*. In-8 de 128 p., pl. et figures. Paris, Baudry.

SOUBEYRAN (baron G. DE). *La circulation monétaire*. Discours prononcé à la Chambre des députés (7 mars 1885). In-8 de 38 p. Poitiers, Guillois.

Statistique de la production de la soie en France et à l'étranger. 14^e année : Récolte de 1884. In-8 de 28 p. avec tableaux. Lyon, Pitrat.

Tableaux des récoltes de la France. Renseignements divers de statistique agricole. In-8 de 148 p. Paris, Impr. nationale.

Union (l') sociale par le partage des intérêts; Ouvrier et capital, par « Un solitaire ». In-8 de 30 p. Bourges, Pigelet et Tardy.

VÉRON-DUVERGER. *De l'organisation des travaux publics en Belgique et en Hollande*. Gr. in-4 de 432 p. Paris, Impr. nationale. [Ministère des travaux publics.]

TABLE

DES MATIÈRES DU TOME TRENTE-UNIÈME

QUATRIÈME SÉRIE

N° 7. — *Juillet 1885.*

LES LOIS NATURELLES DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE , par M. G. DE MOLINARI, correspondant de l'institut	5
L'HISTORISME ÉCONOMIQUE ALLEMAND , par M. EUGÈNE SCHWIEDLAND.....	17
REVUE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES DE L'ÉTRANGER , par M. MAURICE BLOCK, membre de l'Institut.....	37
LA PROROGATION DE LA CONCESSION DU GAZ A PARIS , par M. E. FOURNIER DE FLAIX.	64
LA GRÈVE DES TAILLEURS ET L'INDUSTRIE DU VÊTEMENT SUR MESURE A PARIS , par M. HENRI DE BEAUMONT.....	73
LE BANQUET ANNUEL DU COBDEN-CLUB , par M. AD.-F. DE FONTPERTUIS..	82
CORRESPONDANCE. — L'ordre des avocats, par M. HUBERT-VALLEROUX.	90
BULLETIN. — I. Publications du <i>Journal officiel</i>	92
II. Loi ayant pour objet de modifier la loi électorale.....	93
III. Les présidents de la Société de statistique de Paris.....	94
IV. Le congrès de statistique de Londres.....	97
V. Société française des amis de la paix.....	98
VI. Comité central des groupes républicains radicaux socialistes de la Seine. — Programme de 1885, discuté et voté dans les réunions tenues du mois de mars au mois de juin 1885 par les délégués des groupes.....	99
VII. Les guerres de tarifs, par M. G. DE MOLINARI.....	104
VIII. Création d'un impôt sur les revenus des capitaux en Russie.	107
IX. Le télégraphe et le téléphone en Russie.....	109
X. La guerre aux Mormons.....	112
XI. Gibraltar.....	114
SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE. — <i>Réunion du 6 juillet 1885.</i> — NÉCROLOGIE : M. Vuitry. — COMMUNICATIONS : La Ligue pour le libre-échange. — DISCUSSION : La participation aux bénéfices est-elle contraire aux principes économiques? — OUVRAGES PRÉSENTÉS. — Compte rendu par M. CHARLES LETORT.....	116
SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS.	132

TABLE DES MATIÈRES.

479

V. Conférence monétaire.....	275
VI. Les cuisines publiques du capitaine Wolff.....	276
SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE. — <i>Réunion du 5 août 1885.</i> — NÉCROLOGIE : MM. Victor Bonnet et P. Torrigiani. — COMMUNICATIONS : Le mouvement économique en Espagne. — L'exposition de la Nouvelle-Orléans. — DISCUSSION : Des causes économiques du non accroissement de la population de la France. — OUVRAGES PRÉSENTÉS. — Compte rendu par M. CHARLES LETORT.....	282
SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS.	296
COMPTES RENDUS. — <i>Traité élémentaire d'économie politique et de législation économique</i> , par M. E. VILLEY; compte rendu par M. COURCELLE-SENEUIL. — <i>Les Inland Revenue Accounts, 1869-1870</i> ; compte rendu par M. A. R.....	299
CHRONIQUE ÉCONOMIQUE. — La situation financière. — La politique coloniale appréciée par M. Raoul Duval. — L'abolition de l'impôt sur le papier. — La prime d'encouragement à la population. — L'impôt sur les appartements vacants. — La crise de l'industrie lyonnaise et le protectionnisme. — Les représailles contre la Roumanie. — La conférence monétaire. — La Tunisie et M. Cambon. — L'union douanière austro-allemande. — L'union douanière de l'Europe occidentale et méridionale. — Les effets du protectionnisme sur l'exportation allemande. — Les révélations de la <i>Pall Mall Gazette</i> . — La statue Bartholdi. — Par M. G. DE MOLINARI.....	306
BIBLIOGRAPHIE ÉCONOMIQUE.	319

N° 9. — Septembre 1885.

LES SOCIÉTÉS OUVRIÈRES DE PRODUCTION , par M. R. DE FONTENAY.....	321
LES EFFETS DE LA LIBERTÉ DU TRAVAIL , par M. G. FAUVEAU, ancien élève de l'École polytechnique	345
DE LA RÉFORME DE L'ADMINISTRATION DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT (suite et fin), par M. DUVERGER	349
DU RECOURS DE L'OUVRIER CONTRE LE PATRON EN CAS D'ACCIDENT , par M. H. PASCAUD.....	365
REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES (du 23 mai au 15 août 1885), par M. JOSEPH LEFORT	372
LES FINANCES DE L'ANCIEN RÉGIME ET DE LA RÉVOLUTION , par M. HENRI BAUDRILLART, membre de l'Institut.....	379
L'HYGIÈNE PUBLIQUE ET SOCIALE , par M. ROUXEL.....	399
UNE NOUVELLE FORME DE PROTECTIONNISME AUX ÉTATS-UNIS , par M. JOSEPH CHAILLEY	412
STATISTIQUE AGRICOLE DE LA FRANCE POUR L'ANNÉE 1884 , par M. FRANÇOIS BERNARD.....	418
CORRESPONDANCE. — I. Obsèques du sénateur Torrigiani. Discours de M. FERDINAND ZANZUCCHI, maire de Parme.....	421

II. Adresse de la Société française des Amis de la Paix à LL. MM. l'Empereur d'Allemagne et le Roi d'Espagne.....	423
BULLETIN. — I. Publications du <i>Journal officiel</i>	424
II. De la cherté des médicaments, de la rareté des médecins et de l'abondance des sorciers en Russie.....	429
SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE. — <i>Réunion du 7 septembre 1885.</i> — NÉCROLOGIE : MM. Pascal Duprat, Lunier et J.-H. Magne. — DISCUSSION : L'accroissement des prix est-il un signe de la pros- périté publique? — OUVRAGES PRÉSENTÉS. — Compte rendu par M. CH. LETORT.....	433
COMPTES RENDUS. — <i>Critique sociale</i> , par AUGUSTE BLANQUI ; compte rendu par M. C. S. — <i>Viaggio nell' universo, visioni del tempo et dello spazio</i> , di FRANCESCO VIGANO. — <i>Principios de derecho politico</i> , por ADOLFO POSADA ; — <i>La Femme et le Droit</i> , par LOUIS BRIDEL ; — <i>Des rapports entre le droit et l'économie poli- tique</i> , ou philosophie comparée du droit et de l'économie poli- tique, par M. ALFRED JOURDAN ; — <i>Asociacion para la reforma de los aranceles de aduanas</i> ; comptes rendus par M. ROUXEL. — <i>La Propriété : constitution, estimation, administration</i> ; étude d'économie rurale, par M. F. CONVERT ; compte rendu par M. FRANÇOIS BERNARD. — <i>Annuaire de l'économie politique et de la statistique</i> , par MM. GUILLAUMIN, JOSEPH GARNIER, M. BLOCK. 1885, par MM. MAURICE BLOCK, E. LOUA, DE BOISJOLIN, BOITEAU, COURTOIS, LEFORT, VESSELOWSKI, ED. RENAUDIN ; compte rendu par M. JOSEPH CLÉMENT. — <i>La vérité sur l'arbitrage</i> , dates et faits, par M. JU- LES LEVALLOIS ; compte rendu par M. E. R.....	442
CHRONIQUE ÉCONOMIQUE. — Les programmes électoraux. Les hom- mes de gouvernement. Un grain d'utopie. — Les grands travaux devant le conseil municipal de Paris. Impôt sur le capital. — Le <i>sorbonisme</i> et le pessimisme. — L'émigration hors des colonies françaises. — Une économie modeste : plan d'organisation du service de la vaccine. — La vaccination anticholérique. — Les élèves du Conservatoire de musique. — Étranger : L'expulsion des Polonais de l'Allemagne. — La Chine et le concert européen. La question carolinienne. — Par M. ROUXEL.....	461
BIBLIOGRAPHIE ÉTRANGÈRE, par M. EDMOND RENAUDIN	470
BIBLIOGRAPHIE ÉCONOMIQUE.....	475

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES DU TOME XXXI, 4^e SÉRIE.

Le Gérant : P. GUILLAUMIN.

Paris. — A. PARENT, imprimeur de la Faculté de médecine, A. DAVY, successeur,
52, rue Madame et rue Monsieur-le-Prince, 14.

JOURNAL
DES
ÉCONOMISTES

JOURNAL
DES
ÉCONOMISTES

REVUE
DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE
ET DE LA STATISTIQUE

44^e ANNÉE DE LA FONDATION

4^e SÉRIE. — 8^e ANNÉE

TOME TRENTE-DEUXIÈME

(OCTOBRE A DÉCEMBRE 1885)

PARIS

LIBRAIRIE GUILLAUMIN ET C^e, ÉDITEURS

de la Collection des principaux Économistes, des Économistes et Publicistes
contemporains, de la Bibliothèque des sciences morales et politiques,
du Dictionnaire de l'Économie politique,
du Dictionnaire universel du Commerce et de la Navigation, etc.

14, RUE RICHELIEU, 14

—
1885

plus anciennes que lui sur le globe et auxquelles il vient ravir une portion de leur stock alimentaire. C'est la concurrence animale, la première forme sous laquelle se produit la concurrence. Elle procède par le vol et le meurtre accomplis sur les autres espèces ou à leurs dépens, et même par les variétés les plus faibles de l'espèce humaine, surtout dans les régions où le règne animal est pauvre, où les espèces inférieures sont peu nombreuses, peu abondantes en chair et difficiles à atteindre. Elle demeure absolument prédominante dans cette période de l'enfance de l'humanité que l'on désigne sous la dénomination de temps primitifs ou préhistoriques, période dont la durée est l'objet d'appréciations si diverses et que quelques-uns portent jusqu'à 200.000 ans et même davantage. Mais c'est à cette concurrence rudimentaire que l'humanité est redevable de ses premiers progrès, germes de tous les autres. Parmi ses concurrents, quelques-uns lui étaient bien supérieurs sous le rapport de la force et de l'armement. Sous peine d'être détruits par eux, les hommes sont obligés d'associer et de combiner leurs forces, à l'exemple de beaucoup d'espèces plus faibles, et ils sont excités, en même temps, à mettre en œuvre leurs qualités supérieures d'observation et d'invention pour se créer un armement artificiel qui supplée à l'insuffisance de leur armement naturel. Grâce à ce double progrès, ils peuvent lutter chaque jour avec plus d'avantage contre leurs formidables compétiteurs, les détruire ou s'emparer de la meilleure part de leur stock alimentaire, ce qui devait amener à la longue l'extinction des espèces qui avaient besoin pour subsister de consommer régulièrement la masse la plus considérable d'aliments. Nous ignorons et sans doute nous ignorerons toujours quelles ont été les péripéties de cette lutte, mais en considérant la puissante ossature des concurrents auxquels l'homme a arraché la domination du globe, nous pouvons conjecturer que la victoire a dû être longtemps incertaine et qu'elle a été chèrement achetée. Bien des troupes humaines ont dû être anéantis dans cette lutte avec les premiers occupants du globe, mais ceux qui ont survécu avaient réalisé des progrès essentiels. Non seulement ils étaient entrés en possession du stock alimentaire de leurs concurrents détruits ou refoulés, mais encore leurs facultés de combat, de combinaison et d'invention s'étaient développées; l'organisation et le gouvernement de leurs associations embryonnaires s'étaient perfectionnés avec leur armement et leur tactique¹. Ajoutons que les

¹ Plus la pression de la concurrence animale était intense, plus étaient nombreuses et puissantes les espèces inférieures auxquelles l'homme était obligé de disputer sa subsistance et pour lesquelles il était une proie, plus

moyens de subsistance. Mais ces classes souveraines, fondatrices et propriétaires des États politiques, se trouvèrent aussitôt exposées à la concurrence sous sa forme primitive et sous sa forme nouvelle. Elles eurent à lutter : 1° contre les tribus arriérées qui continuaient à vivre de chasse et de simples razzias, et qui, victorieuses, se livraient simplement au massacre et au pillage ; 2° contre celles qui s'efforçaient de conquérir leurs établissements pour se les approprier et les exploiter ; 3° contre les propriétaires des autres États qui cherchaient à s'en emparer en totalité ou en partie, en vue d'accroître les profits de leurs exploitations, ou bien enfin de se débarrasser d'un concurrent à la conquête et à l'exploitation des États plus faibles, et arriver ainsi à la constitution d'un vaste monopole politique.

Supposons maintenant un observateur placé en dehors de notre globe et appliqué à suivre dans le cours des temps la marche de l'humanité, de quel spectacle aurait-il été témoin dans cette seconde phase de la civilisation ? Après avoir vu les sociétés d'hommes se former comme celles des animaux inférieurs pour se défendre contre les espèces individuellement plus fortes et mieux armées, se développer grâce aux progrès de leurs connaissances et de leur outillage, et constituer des États politiques, il aurait vu ces États se multiplier, en refoulant peu à peu ou en détruisant les troupeaux primitifs, parfois — surtout au début de cette lutte — à être détruits par eux, en laissant des monceaux de ruines comme unique trace historique de leur existence, et croître graduellement en puissance et en richesse, tout en continuant à se livrer entre eux à des luttes qui deviennent plus fréquentes à mesure qu'ils se multiplient et se rapprochent.

Ces États politiques, dans les cadres desquels entre successivement la plus grande partie de l'espèce humaine, forment autant de forteresses ou de camps retranchés que leurs propriétaires s'appliquent à rendre inexpugnables, et d'où ils se précipitent sur les territoires avoisinants pour s'en emparer ou y exécuter des razzias. En examinant leur constitution intérieure, il aurait constaté que chacun d'eux était la propriété d'une « société » relativement peu nombreuse, mais composée d'individus supérieurs au reste de la population, en force et en intelligence, appartenant même communément à une race différente ; il aurait constaté encore que cette société n'était pas seulement propriétaire du territoire et de la généralité des valeurs immobilières et mobilières qui s'y trouvaient accumulées, mais aussi de la multitude réduite en esclavage, c'est-à-dire ne se possédant pas elle-même, appropriée comme les animaux et les choses, et appliquée à la production des denrées et des articles nécessaires à la

médiaires, se trouvaient naturellement en compétition entre eux. De là, une troisième forme de la concurrence : la concurrence industrielle.

Avant d'étudier cette forme nouvelle de la concurrence, résumons l'œuvre des deux précédentes.

Dès son apparition sur la terre, l'homme est soumis à la concurrence des puissantes espèces animales qui occupaient le globe avant lui et y trouvaient leur subsistance aux dépens des espèces plus faibles. La plupart lui sont supérieures sous le rapport de la force et de l'armement. Il supplée à l'insuffisance de ses forces individuelles, en les associant; à l'insuffisance de son armement naturel, en inventant des armes artificielles. Il parvient ainsi, après une longue période de luttes, à détruire ou à refouler les espèces qui étaient auparavant prépondérantes. Il conquiert le globe sur l'animalité.

Mais les hommes ne font pas seulement concurrence aux autres espèces, ils se font concurrence à eux-mêmes. Ces gisements de végétaux et d'animaux alimentaires qu'ils ont enlevés à leurs concurrents des espèces vaincues, ils s'en disputent la possession et l'exploitation. Dans cette lutte, les troupes d'hommes les plus forts, les mieux organisés, disciplinés et armés l'emportent sur les autres, à l'avantage général de l'espèce. Mais plus ces troupes se multiplient, plus la lutte devient entre eux vive et serrée, et plus il leur devient nécessaire d'augmenter leur puissance, en perfectionnant soit leur armement, soit les moyens d'accroître leurs subsistances et par conséquent leur nombre. L'agriculture et les premières industries prennent naissance, et, dès lors, aux petites sociétés, ayant besoin de vastes espaces pour subsister, succèdent des agglomérations nombreuses, concentrées dans les régions les plus propres à la culture végétale et animale. Les tribus les plus progressives fondent « États politiques » en réduisant en esclavage, au lieu de continuer à les détruire et même à les manger, leurs concurrents vaincus. Assurément que les États politiques se multiplient et qu'ils se font davantage concurrence, ils sont obligés, comme auparavant les troupes ou les tribus dont ils sont issus, de chercher les moyens les plus propres à augmenter leur puissance et leurs ressources. Ils perfectionnent, avec leur organisation politique et leur armement, les méthodes d'exploitation des populations qu'ils ont assujetties. L'industrie développe, les échanges se multiplient, la richesse s'accroît et la puissance des États avec elle. Ceux qui réalisent au plus haut point ces divers progrès acquièrent une prépondérance décisive. Ils occupent la plus grande partie du globe et finissent par dominer le reste. Au moment où nous sommes, le monde civilisé a acquis sur

de fer aurait été unanime pour déclarer que ses propositions étaient absolument inacceptables et demander qu'elles fussent entièrement remaniées.

* *

Le *Journal officiel* du 26 août a fait connaître que, par décision du 18, le ministre des travaux publics venait d'homologuer les tarifs définitivement proposés, après une laborieuse instruction, par la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée, qui les a mis en vigueur à dater du 20 septembre. Au 31 mars dernier, — disait le ministre dans son discours du 2 juillet, — c'est-à-dire à la chute du cabinet précédent, 35 séances avaient déjà été consacrées à l'examen des propositions primitives de la Compagnie par la commission prise dans le sein du comité consultatif des chemins de fer; des divergences très nombreuses et très marquées existant entre des observations de cette commission et les prétentions de la Compagnie, il a fallu entamer de nouvelles négociations, dont la terminaison n'a point exigé moins de quatre mois.

Loin de partager l'impatience fébrile que mettaient les intéressés de toutes catégories à critiquer la lenteur apparente avec laquelle marchait l'entreprise, je serais plutôt disposé à m'étonner qu'elle se soit terminée et à croire que les deux parties contendantes ont dû être animées de bien louables sentiments de conciliation. En effet, je conçois que la discussion puisse s'établir sur la nature des conditions à insérer dans ces contrats que constituent les tarifs de transport par chemin de fer entre l'administration, stipulant au nom du public, et une compagnie; mais, ainsi que j'aurai occasion de le faire remarquer, aucune modification n'a été apportée aux conditions existant antérieurement et uniformément dans les tarifs spéciaux. Je ne parviens point à me figurer ce que peut être cette discussion, quand elle s'établit sur le quantum d'un prix à percevoir, l'administration voulant naturellement que ce prix soit aussi peu élevé que possible, puisque tel est évidemment le desideratum du public qu'elle représente, et la Compagnie voulant non moins naturellement que ce prix soit aussi élevé que possible, dans l'intérêt de ses actionnaires. Sans doute, dans l'espèce, puisque c'est la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée qui a, la première, proposé l'essai de ce système de tarification dans lequel la base kilométrique, constante sur une étendue déterminée, décroît progressivement avec la distance, et dont elle a dû, à l'instar de la Compagnie de l'Est, corriger l'inflexibilité irrationnelle au moyen d'un nombre encore bien grand de prix faits de gare en gare; puisque, d'ailleurs, dans la lettre qu'elle a adressée au ministre des travaux pu-

charges de leurs concessions, à leurs risques et périls. Mais l'État peut, s'il le veut, être le maître des conditions des tarifs spéciaux et je trouve qu'il sacrifie parfois les intérêts du public lorsque, contractant au nom de celui-ci avec les compagnies, il admet certaines conditions, quant au fond, dans quelques cas, et, quant à la forme, dans d'autres. C'est une partie de la thèse que j'ai essayé de défendre dans mon précédent article (numéro d'octobre 1884, p. 34 et s.) et que je voudrais reprendre très brièvement, l'occasion naturelle s'en offrant à moi, lorsque je puis le faire sans me répéter absolument. Je ne parlerai donc pas autrement pour le réseau de Paris à Lyon et à la Méditerranée que pour celui de l'Est de la question des prix (*loc. cit.*, p. 28), qui ne me paraît pouvoir être touchée dans ce Recueil qu'au moyen de quelques indications très générales et très succinctes.

*
* *

Tandis que les tarifs appliqués, depuis le 1^{er} septembre 1884, sur le réseau de l'Est, étaient répartis en quatre fascicules (tarifs généraux pour les transports à grande vitesse, 36 p. ; tarifs spéciaux d°, 76 p. ; tarifs généraux pour les transports à petite vitesse, 31 p. ; tarifs spéciaux d°, 131 p.), ayant ensemble 234 pages par conséquent, — les tarifs appliqués, depuis le 20 septembre dernier, sur le réseau de Paris à Lyon et à la Méditerranée sont groupés en deux fascicules seulement (tarifs généraux et spéciaux pour les transports à grande vitesse, 62 p. ; d° petite vitesse, 81 p.), n'ayant donc ensemble que 143 pages. Même en tenant compte des conditions typographiques de ces fascicules, qui ont d'ailleurs été imprimés par la même maison, et surtout si l'on tient compte de la grande différence de longueur des deux réseaux, je crois que le volume des documents, qui a si souvent été critiqué, est cette fois vraiment réduit au minimum, sans nuire à la clarté. Je me bornerai à énumérer les barèmes, parmi les documents dont se compose nécessairement un recueil de tarifs, en ajoutant que celui-ci ne mériterait guère que des éloges, au point de vue de l'agencement matériel, s'il était plus semblable au recueil de la Compagnie de l'Est ; cependant celui-là semblait appelé à constituer un type et à assurer une uniformité commode, dont le public doit décidément faire son deuil.

Barème pour le transport, jusqu'à 1.150 kilomètres, des voyageurs des trois classes à places entières, à demi-places, à quart de places, — des bagages et des marchandises à grande vitesse, — des finances et valeurs (par 1.000 fr.), — des voitures (par pièce), — des animaux (par tête) ;

et stériles, du fait seul d'une entente incorrecte de la signification des mots.

Devant l'autorité judiciaire, cette absence d'un vocabulaire nettement arrêté aggrave encore une confusion des choses qui, ainsi que je l'ai précédemment exposé (*loc. cit.*, p. 23, 24, 33, 46 et 50), est la source inépuisable d'erreurs, volontaires ou involontaires, très préjudiciables au public et très favorables aux compagnies, auxquelles se trouve attribuée illégalement la répression correctionnelle de certaines atteintes à leurs intérêts privés. Telles sont particulièrement l'assimilation à un règlement de police du cahier des charges d'une concession ou d'un tarif de transport, ainsi que la méconnaissance absolue du caractère propre à l'homologation administrative, dans laquelle l'autorité judiciaire veut voir une décision émanant d'un pouvoir de police, pour attribuer une sanction pénale à de pures indications contractuelles.

*
* *

Chacun des tarifs spéciaux pour les transports à petite vitesse de la compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée ¹ contient cet *avis important* : « Les prix du présent tarif ne sont appliqués qu'autant que l'expéditeur en fait la demande expresse sur sa déclaration d'expédition. Il peut se borner à y inscrire l'une des mentions *tarif spécial, tarif réduit, tarif le plus réduit*. A défaut de cette demande préalable, l'expédition est soumise de droit aux prix et conditions du tarif général ». Il n'aurait peut-être point été surabondant, eu égard à l'inexpérience persistante du public en pareille matière (*loc. cit.*, p. 23), de comprendre dans ledit *avis important* la phrase qui se trouve, aux *Conditions de soudure de divers tarifs appliqués successivement à une même expédition*, à la suite des mentions dont il s'agit : « Ces trois mentions sont considérées comme équivalentes et entraînent *ipso facto* l'acceptation, par l'expéditeur, de toutes les conditions que comportent les tarifs à appliquer. » Mais cette acceptation doit évidemment être considérée comme sous-entendue. J'ai expliqué, à propos de la compagnie de l'Est (*loc. cit.* p. 34), l'intérêt

¹ Plus exactement, l'indication dont je parle ne figure pas dans les tarifs pour le transport des emballages vides en retour et pour les expéditions à destination ou en provenance des embranchements particuliers, ni dans ceux pour le transport des animaux, produits et instruments admis aux concours agricoles et expositions, et des masses indivisibles d'un poids supérieur à 3.000 kilogrammes ou des objets de dimensions supérieures à celles du matériel : si le caractère *sui generis* des deux premiers tarifs justifie une omission, elle ne semble pas s'expliquer pour les deux autres.

de la seule demande du *tarif le plus réduit jusqu'à destination* (20 mai), — surtout si cette mention de la déclaration d'expédition est accompagné de celle *par toutes voies du réseau de départ* (4 août). — Ainsi, dans la première de ces trois espèces, nonobstant une demande du tarif le plus réduit, la Compagnie de l'Est avait suivi l'itinéraire Épernay-Oiry-Romilly-Troyes, appartenant en entier à son réseau, tandis que l'expéditeur prétendait qu'elle aurait dû faire suivre à ses marchandises l'itinéraire Épernay-Châlons-Coolus-Troyes, dont la seconde partie appartenait au réseau de l'État, à la date du transport litigieux, mais abrégeait de 8 kilomètres le parcours. Il convient d'observer que, pour le réseau de l'Est, la difficulté ne pourra plus se produire, ni en fait, les dernières conventions ayant fait passer dans ce réseau la ligne de Sens à Troyes, ni en droit, puisque la Compagnie de l'Est admet, depuis pas d'un an, la soudure des tarifs entre son réseau et les réseaux étrangers. Mais, pour le réseau de Paris à Lyon et à la Méditerranée définitivement et pour les quatre autres réseaux jusqu'à nouvel ordre, la règle à suivre est celle tracée par les arrêts qui viennent d'être mentionnés ; c'est à l'expéditeur à faire ses recherches et à désigner l'itinéraire auquel elles aboutissent, au point de vue de son intérêt personnel. L'économiste peut regretter que l'administration n'ait point obtenu de la compagnie l'adoption des règles qu'avait admises celle de l'Est pour la soudure des divers tarifs, mais il ne saurait critiquer la Cour de cassation, lorsqu'il l'entend dire, « en droit, que la compagnie chargée du transport n'est pas plus que tout autre mandataire tenue de se substituer un tiers pour l'accomplissement du mandat qu'elle peut remplir elle-même, à moins que la condition ne lui en ait été imposée par le contrat ». Il est seulement loisible au moraliste de se dire *in petto* qu'il y a une certaine contradiction entre l'âpreté économique de nos compagnies de chemins de fer et leur prétention sacerdotale à faire considérer comme une institution d'État leur entreprise commerciale, dont les intérêts privés doivent même être protégés par des peines correctionnelles !

*
* *

Du fait de ce tarif spécial des soudures, l'uniformité tant souhaitée par le public et si ardemment poursuivie par l'administration aboutit à un autre désappointement, qui ne laissera pas de causer une grande surprise, je le crains. Je veux parler de la huitième et dernière clause : aux termes de cette clause, — qui, constituant une grave innovation, ne devait peut-être point être introduite aussi subrepticement, pour ainsi dire, et relativement à un seul réseau, — « toute action basée sur

mes, alors qu'il est naturellement supposé inférieur ; l'expéditeur a donc à calculer s'il ne lui serait pas avantageux de subir pour cet excédent l'application du tarif *général*. C'est ce que, — par suite d'un *lapsus calami*, pour avoir sans doute commencé en pensant à l'un des deux exemples à prendre, et terminé en pensant à l'autre, — je me trouvais avoir fort mal expliqué, *loc. cit.* p. 46. Le lecteur s'en est vraisemblablement aperçu et a rectifié l'Aristarque qui, voulant enseigner autrui, semblait encore avoir besoin d'aller à l'école. C'est justice et je demande seulement la permission de remettre mon texte sur pied ; il faut donc lire : lorsqu'un expéditeur de marchandises transportées par wagon complet de 5.000 kilogrammes n'en remet à la compagnie que 3.500, celle-ci doit les taxer soit pour un poids *factif* de 5.000 kilogrammes et au prix du tarif spécial afférent à la marchandise, soit pour le poids *réel* de 3.500 kilogrammes et au prix du tarif général, suivant qu'il y a avantage pour l'expéditeur. Après cet acte de contrition et cette rectification ¹, je crois inutile de reprendre le texte dans le cas où il s'agirait d'un excédent, c'est-à-dire où la même raison de faire un choix se présenterait sous une autre forme. J'ajouterai seulement qu'il me serait facile de justifier la répétition que je viens de commettre, en mentionnant des erreurs commises à l'endroit de cette condition du wagon complet par la juridiction consulaire.

*
* *

On sait que le cahier des charges d'une concession de chemin de fer autorise un tarif exceptionnel pour les paquets ne pesant point isolément plus de 40 kilogrammes, hormis le cas où ces paquets, « quoique emballés à part, font partie d'envois, pesant ensemble plus de 40 kilogrammes, d'objets envoyés par une même personne à une même personne ; que toutefois le bénéfice de cette disposition ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messagerie, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis » **EMBALLÉ**, ajoute la compagnie, reproduisant infidèlement ce texte dans ses tarifs *généraux*, où il ne peut être modifié. Or l'addition de ce mot, de ce traître mot (c'est le cas de le dire), confine à un dissentiment grave, auquel le public ne me paraît d'ailleurs peut-être point intéressé, entre les compagnies de chemins de fer et les entrepreneurs de messagerie ; si, le 7 juillet 1858, le tribunal de commerce de la

¹ Je profite de l'occasion pour faire aussi une rectification, typographique cette fois, au bas de la page 28 : au lieu de « tarifs généraux, *droits*, marchandises », lire tarifs généraux, *des* marchandises »

7 août 1885. — Création d'une direction générale des ponts et chaussées, des mines et des chemins de fer.

Cette série de variations est réellement de nature à troubler la cervelle d'un fonctionnaire imbu des sains principes du respect traditionnel pour les appréciations ministérielles. Ce service, qu'on démembre pour donner une légitime satisfaction aux exigences d'une bonne administration, qu'on subdivise pour ne point excéder les forces d'un seul homme, quelles que soient sa compétence et sa puissance de travail, et qui se retrouve finalement à un état de concentration supérieur à celui du point de départ, me rend perplexe. Je me demande d'ailleurs, au point de vue terre à terre où me placent ces études, si l'homme, très distingué à tous égards, laborieux, intelligent, instruit dans la science administrative, au détriment de qui s'est opérée cette concentration d'attributions, pourra trouver le temps de s'occuper de ces détails sur lesquels je viens, pour la seconde fois, d'appeler l'attention des lecteurs, — supposant que cette tâche ingrate et désagréable pouvait incomber à celui qui se trouve ne désirer, où que ce soit, quoi que ce soit, de quoi que ce soit, hormis le triomphe de quelques idées en la justesse desquelles il croit fermement.

E. LAMÉ FLEURY.

générales qu'il établit. Il nous montre le mouvement des migrations dans chacun des trois royaumes, tant dans l'intérieur du même royaume, que de l'un à l'autre ; il distingue aussi les comtés et les villes, les hommes et les femmes, les petits et les grands déplacements, avec d'abondants détails. Il signale cependant quelques règles que nous allons indiquer : 1° les déplacements à courte distance (d'une commune à l'autre, voisine), sont les plus nombreuses ; 2° les villes d'un accroissement rapide absorbent surtout les habitants des localités qui l'entourent, mais elles font sentir en même temps leur influence de proche en proche et assez loin ; 3° la dispersion des émigrants se fait dans le sens inverse (c'est-à-dire, si l'on vient de près, on ne va pas loin) ; 4° chaque courant d'émigrant produit un contre-courant compensateur ; 5° ceux qui vont au loin se rendent de préférence dans les grands centres du commerce ou de l'industrie ; 6° les habitants des villes émigrent moins que ceux des campagnes ; 7° les femmes émigrent plus que les hommes (105 femmes contre 100 hommes).

C'est le n° 7 qui donne ici le renseignement le plus inattendu, car généralement on a constaté que les hommes s'éloignent plus facilement de leur clocher que les femmes. Toutefois, il se peut bien que la statistique ne soit pas un instrument assez délicat pour distinguer toutes les nuances. Il est probable que les tableaux sur lesquels M. Ravenstein a travaillé ont dû compter parmi les émigrantes les femmes épousant un homme qui habite une autre localité, pourtant cette femme ne pourrait être classée parmi les « émigrantes ». Du reste, beaucoup de jeunes filles se déplacent comme domestiques, comme ouvrières, comme gouvernantes, et dans ces cas on peut bien parler de *migrations*, mais non d'émigration. Il serait désirable de comparer les faits qu'on vient de relever en Angleterre avec les faits semblables des autres pays.

M. Ravenstein a accompagné son travail de cartes graphiques qui n'ajoutent pas beaucoup à la clarté de son exposition : il veut leur faire trop dire à la fois. Ces cartes ne sont utiles que lors qu'elles font ressortir les rapports entre 2, 3, 4, 5 données seulement, pas davantage ; ici l'abondance de bien nuit. Il faut, en général, se méfier des cartes graphiques multicolores.

M. A.-K. Connell a fourni un travail sous le titre de : *les Chemins de fer indiens et le blé indien*, dont il est difficile de donner ici une idée suffisamment complète. Nous nous bornons à dire que l'auteur blâme l'intervention du gouvernement anglais dans les travaux publics et surtout dans la construction des chemins de fer, auxquels il a garanti des intérêts élevés et en faveur desquels il s'est endetté. L'auteur

se sont étendues. Eh bien ! non, dit *the Economist*, cela ne prouve rien, on ne peut pas raisonner sur des chiffres donnés en bloc ; il faut analyser les chiffres ; il se trouvera alors que souvent les souffrances d'une industrie ont été cachées ou compensées par la prospérité d'une autre. Preuve : de 1867 à 1883, les revenus des mines ont baissé de 14 millions à 6 1/2, tandis que les produits des chemins de fer ont haussé de 27 millions à 32, sans parler du mouvement des autres industries.

Cette pauvre statistique, chacun lui fait dire ce qu'il veut, mais ce n'est pas sa faute à elle, qui ne fournit que la matière première, mettons des pierres de taille, c'est à l'architecte — à l'économiste et au moraliste — à savoir s'en servir. Le n° du 8 août nous en offre un nouvel exemple, et cette fois c'est M. Chamberlain qui est le grand coupable. Il paraît l'être, en effet, plus que M. Goschen. Ce dernier a pris les chiffres tels qu'il les a trouvés ; il en a seulement tiré des conclusions trop optimistes. M. Chamberlain a dû commencer par combiner ses chiffres, et c'est après les avoir combinés — on disait groupés, autrefois — qu'il en déduit ses propositions. C'est un procédé très dangereux cela, pour un homme politique ; on le soupçonne toujours d'avoir arrangé les chiffres à sa convenance, et, dans le présent cas, les apparences sont encore une fois contre lui — il est vrai qu'il aura la ressource, comme la précédente fois, de faire amende honorable, et de dire : *I admit that that may fairly be objected to*. Cette fois ci, voici de quoi il s'agit : il s'agit de montrer que les classes inférieures paient plus d'impôts que les classes moyennes et supérieures — soit dit en passant, le meilleur moyen de trouver dans la statistique les chiffres que l'on cherche, c'est de savoir d'avance ce que l'on veut prouver — M. Chamberlain prend donc le montant des revenus de l'année 1883-1884, soit 87.200.000 l., il ôte le produit des postes et télégraphes et quelques autres qu'il croit difficile de répartir entre les riches et les pauvres¹, reste 65.400.000 l. Il attribue aux classes moyennes et supérieures les impôts directs, les droits de succession, les droits sur le vin, etc., puis 1/3 des droits sur les spiritueux, la bière et le tabac et 2/5 des droits sur le café et le thé, cela fait 38.200.000 l., et il croit ne pas avoir exagéré. Or, comme selon M. Leone Levi, ces classes possèdent un revenu de 753 millions, leurs impôts ne dépassent que très peu 5 0/0. Les classes inférieures n'ont à payer, selon l'évaluation de M. Chamberlain, que 27.200.000 l., et comme M. Leone Levi ne leur attribue qu'un revenu réuni de 521 millions, eux aussi ne paieraient qu'un peu plus de 5 0/0.

¹ Pense-t-on qu'un grand banquier ou négociant ne paye pas beaucoup plus de port et de dépêches qu'un ouvrier ou un employé ?

classes moyennes et supérieures et 521 millions pour les classes inférieures, ce qui chargerait les premières de près de 8 0/0 et les autres d'un peu plus de 5 0/0. Relevons un détail : les classes inférieures sont si nombreuses, que l'ensemble de leurs revenus dépasse l'ensemble des revenus des riches.).

L'espace se dérochant sous la main, je me bornerai à prendre encore une citation dans le numéro du 11 juillet. *The Economist*, prenant qu'on se proposait de former une commission d'enquête chargée de rechercher quelles peuvent être « the causes of depression of trade », trouve qu'une commission d'enquête peut être un bon instrument électoral, mais que, pour toute autre chose, la mesure vaut pas mieux « qu'une farce » (but for all other purpose it can little better than a farce). C'est dur, peut-être même « extra-parlementaire » comme la commission, mais cela touche de très près à la vérité. Une pareille commission, dit *the Economist*, ne peut apprendre que ce que tout le monde sait. Peut-être *the Economist* se trompe-t-il ici, la commission pourrait bien en apprendre moins, ou moins, car on a quelquefois intérêt à la tromper. Il y a des moyens de recherche qui valent infiniment mieux que les enquêtes, mais les dédaigne, parce que le charlatanisme n'y trouve pas son compte.

The Statist, numéro du 13 juin, étudie l'esprit des lois sur la vente de la terre aux Etats-Unis. On sait que cette contrée possède de vastes surfaces incultes, dont une grande partie appartient à l'État. Ces terres sont en vente à un prix minime, 1 dollar l'acre (40 ares). Seulement, on ne cède à la même personne que 160, ou, selon le cas, 320 ou 480 acres à la fois. C'est tout ce qu'il faut pour établir une ferme bien montée, mais rien au delà, c'est-à-dire qu'il n'y a pas là matière à spéculation. Pour ma part, je ne trouve là rien à blâmer, tout au contraire. Néanmoins certains individus et certaines compagnies ont pu se procurer de vastes espaces, le plus souvent pour élever du bétail. On trouve parfois, dans les mêmes mains, des centaines de mille et des millions d'acres, dont les titres, paraît-il, sont souvent discutables. Un récent décret du président des États-Unis en déclare nuls un grand nombre, et des plus considérables. Et comme beaucoup d'Anglais ont placé de l'argent dans ces affaires, les feuilles anglaises ne sont pas contentes. C'est un malheur pour ceux qui perdent, mais spéculer, c'est risquer. Aux États-Unis, on a un autre point de vue qu'en Angleterre, on veut garder la terre au cultivateur, et surtout — cette tendance est moderne — au cultivateur américain. J'en ai déjà constaté des symptômes il y a plusieurs

question du métal blanc très brûlante, l'or diminue dans les caves du Trésor, l'argent augmente, et pourtant on ne demande que de l'or dans les affaires ; on imagine toutes sortes de biais pour se débarrasser du métal blanc. — Dans un autre article, nous trouvons une question intéressante : Est-ce la différence de l'intérêt d'un pays à l'autre, ou est-ce la différence des prix des marchandises qui fait passer les espèces d'une contrée à l'autre. L'auteur pense que la différence des prix a le plus d'influence ; dans les pays où les denrées sont chères, rien n'empêchera les espèces d'émigrer.

Dans le numéro de juillet, le *Magazine* revient sur la question de l'argent et établit que deux choses sont certaines : 1° le peuple préfère l'étalon d'or ; 2° il faut arrêter la frappe des dollars si l'on ne peut pas arriver autrement à l'établissement de cet étalon. Pourtant, on voudrait conserver dans la circulation le dollar d'argent, seulement, il faudrait que ce fût un « dollar honnête », un dollar équivalent à la pièce d'or de ce nom, et non à une pièce de 85 cents. On s'évertue à trouver ce dollar honnête, mais je doute qu'on le trouvera. Si la nouvelle de sa découverte me parvient, je la publierai.... On est en train de chercher cette merveille : un dollar d'argent valant 100 cents en or¹. — Dans un autre article, la même revue s'efforce de montrer que le règne des bas prix n'est pas un règne de prospérité, que *fair prices* valent mieux que *low prices*. L'auteur oublie que le fait en lui-même n'est pas tout, qu'il faudrait connaître la cause des bas prix pour savoir s'ils sont un bien ou un mal. L'auteur croit trop souvent qu'on résout les problèmes économiques avec quelques phrases sentimentales, il s' imagine qu'on peut guérir un grand mal par un petit remède et satisfaire un ouvrier envieux en ajoutant 50 centimes à son salaire journalier. C'est l'envie qu'il faudrait savoir détruire, et ce n'est pas en l'excitant qu'on y parvient.

M. J. Laurence Laughlin, professeur d'économie politique à la Harvard University (Cambridge, Massachussetts), dont j'ai déjà eu l'occasion de parler, vient de faire paraître un petit livre intitulé : *The study of political economy* (New-York, Appleton et C^o, 1885). C'est un livre qui a pour but de montrer l'utilité et l'importance de l'étude de l'économie politique et d'indiquer en même temps la méthode à suivre. C'est une excellente publication, malgré quelques

¹ Voici ce qu'on propose : On déposerait au Trésor une somme en dollars. Le gouvernement évaluerait cette somme en or, selon le cours du moment. La valeur réelle du dépôt ainsi fixée ne changerait pas. En cas de perte, c'est l'État qui la supporterait.

tribue en rien à la préférence accordée dans ce pays à certains produits allemands (on sait que l'opinion opposée a de nombreux partisans). Ce qui fait préférer les marchandises allemandes, c'est leur bon marché. — M. Th. de Huber-Liebenau, conseiller à la Cour d'appel de Munich, analyse la législation sur l'assurance contre les accidents. L'assurance est obligatoire et aux frais des patrons. Dans les cas graves, il est dû à la victime ou à sa famille une rente pouvant s'élever à 60 et même 66 0/0 du salaire qu'elle a gagné avant l'accident. Au point de vue de l'assurance, toutes les industries de la même catégorie (par exemple, tous les filateurs, ou toutes les usines à fer, etc.), forment des associations, et ce sont ces associations qui, en première ligne, répondent du paiement des rentes viagères. Un service public, l'Office des assurances de l'Empire, surveille l'organisation et en régularise la marche, et s'il arrivait qu'une des associations devînt hors d'état de remplir ses engagements, c'est l'Empire qui s'en chargerait.

M. Fuld, à Mayence, étudie l'influence du mariage sur la criminalité, ou, en termes plus simples : il se demande si, parmi les criminels, il y a plus de célibataires ou plus de gens mariés. Il montre que : 1° pour les crimes contre les personnes il y a plus de célibataires, et 2° pour les crimes contre la propriété il y a plus de gens mariés. L'auteur est plus dégagé de parti pris moralisant ou moralisateur que M. Bertillon.

M. Nordmann, qui est à la fois cultivateur et député, fait des réflexions sur l'agriculture, vu — non : à l'envers, mais — du côté de l'envers (von der Kehrseite). Il démontre, d'abord, qu'il n'est pas possible d'établir le prix de revient des céréales, un fait en faveur duquel les journaux d'agriculture français peuvent témoigner, car ils ont déjà donné tant de prix de revient différents, qu'on voit bien qu'ils n'ont confiance en aucun. On pourrait aussi conclure de cette diversité qu'il y a autant de prix de revient que de cultivateurs, multiplié par le nombre des champs et des années (et des procédés et autres choses). M. Nordmann développe très bien sa thèse. Il s'élève aussi contre ceux qui voudraient supprimer l'impôt foncier. C'est la part de l'État dans la rente du sol ! s'écrie-t-il. On pourrait soutenir que la suppression de l'impôt foncier doit être blâmée à la fois au point de vue économique et au point de vue socialiste, en ce point les frères ennemis sont d'accord. L'économiste dit : 1° tous les revenus paient, donc le revenu agricole doit payer aussi ; 2° le possesseur actuel de la terre ne paie, au fond, rien ; il a tenu compte de la charge fiscale en achetant le terrain, et a donné un prix moindre en proportion ; réduire l'impôt c'est donc lui faire un cadeau immérité ;

duit voient augmenter leurs dépenses en proportion. L'entrepreneur de la production n'est pas directement intéressé dans la hausse des salaires, puisque le consommateur le rembourse de ses avances..... sauf quand il trouve la marchandise trop cher. — De mon côté, j'ai plusieurs fois montré que si un corps de métier obtient une hausse de salaire, souvent toute une série d'autres sont amenés à demander une augmentation, et quand, au bout de quelques années, le mouvement a complété sa révolution autour des métiers, c'est à recommencer, car l'effet de la hausse est annulé pour tout le monde, les dépenses ont augmenté autant que les recettes ; M. Walcker devrait reprendre la question pour la développer davantage.

M. K. Braun offre un article intitulé : « *Quid novi ex Africa?* » Les guillemets (posés par l'auteur), rappellent que c'est cette question que les Romains s'adressaient jadis en se rencontrant, comme nous demandons : « Comment vous portez-vous ? » (C'est de l'Afrique surtout qu'on tirait, sinon le pain quotidien, du moins le blé pour le faire). Les Allemands d'aujourd'hui se posent la même question, et ils ont la chance d'avoir des journaux qui leur répondent. Je n'ai pas besoin d'expliquer que le spirituel auteur, qui est un légiste éminent et l'un des orateurs écoutés du Reichstag, va parler du Congo, question qu'il va examiner au point de vue du droit international et de l'économie politique. M. Braun est, en effet, économiste, c'est lui qui préside, depuis des années, le congrès des économistes libéraux. C'est un travail très instructif et en même temps humoristique, car M. Braun aime unir l'utile à l'agréable, et vice-versa. Il ne paraît pas très enthousiasmé de tout ce qu'il voit, lit et entend, mais il lutte courageusement contre le scepticisme qui l'envahit, bien malgré lui, et pour le vaincre il entasse renseignement sur renseignement, anecdote sur anecdote. Espérons qu'il sortira vainqueur de cette lutte. Je ne sais pas si je dois traduire un mot un peu réaliste du célèbre publiciste hongrois, François de Pulszky, que M. Braun rapporte : « l'enthousiasme se gagne comme le rhume, mais on ne peut pas le saler et le conserver comme des harengs. »

M. Th. de Huber-Liebenau se propose de dire comment on peut parvenir à résoudre la question ouvrière. J'aurai prochainement l'occasion de montrer que sa solution n'est pas bonne.

Jahrbücher, etc. Annales de l'économie politique et de la statistique, par M. le professeur J. Conrard (Iéna, Gustave Fischer). Dans la livraison de juin, M. Gensel donne un intéressant article, intitulé : L'impôt sur le revenu et son application en Saxe. Cet impôt existe à peu près dans sa forme actuelle depuis 1874. L'impôt personnel (il n'y avait

est sans remède, et qu'il est dû à la facilité des communications. Cette facilité fait aussi qu'il est moins nécessaire qu'autrefois d'avoir de grandes provisions particulières : on connaît mieux le stock du marché universel, et l'on se rend mieux compte des besoins de la consommation. Cette situation active la concurrence qui favorise le fort et ruine le faible. Vaut-il mieux pour l'humanité que le fort ou le faible soit favorisé ? Ce qui est certain, c'est qu'une heure de travail du fort produit plus qu'une heure du faible et que les progrès sont dus aux forts. Cette médaille a un revers ; mais peut-on séparer l'une de l'autre ? (N. B. Il y a la force physique, la force intellectuelle et la force morale ; la plus faible des trois, c'est la force physique.)

M. Nordmann montre, par des chiffres, que les droits protecteurs n'ont pas eu l'effet qu'on s'en promettait. On avait dit en 1879 que le stock considérable de blé étranger qui existe en Allemagne empêche l'agriculture de vendre ses propres produits ; or, de 1880 à 1884, l'importation du blé a doublé malgré le droit d'entrée..... Nous n'insisterons pas, car il y a longtemps que nous savons que les douanes font plus de mal au consommateur que de bien au producteur.

Volkswohl (le bien ou le salut du peuple), par M. V. Boehmert, à Dresde, 2^e trimestre. Comme son titre l'indique, c'est une publication remplie de bonnes intentions ; le rédacteur y insère tout ce qu'il croit pouvoir être utile à la classe populaire ; il accomplit cette tâche au nom d'une société « bourgeoise », l'Association centrale pour le bien des classes travailleuses, créée il y a une quarantaine d'années. Il n'est pas nécessaire de dire que la revue est toute pleine d'excellentes choses ; je regrette vraiment de ne pas pouvoir reproduire, par exemple, le morceau intitulé : *Die Nätherinn* (la couturière) et d'autres analogues ; on comprendra donc mon étonnement en lisant un titre d'article ainsi conçu : « 18 0/0 pour les actionnaires et pas 1 0/0 pour les ouvriers. » — Que répondrait le rédacteur si on lui reprochait d'exciter les ouvriers à la haine des patrons ? Dans cet article se trouve aussi l'incroyable proposition que l'État devrait forcer les compagnies à partager avec leur personnel tout le gain qui dépasse 10 0/0. Comment un économiste libéral a-t-il pu permettre qu'on insérât pareille chose dans son journal ? — Il n'y a pas que les compagnies qui gagnent ; forcera-t-on aussi les particuliers à partager ? Peut-être, puisqu'on a inséré les phrases débitées par M. Neurath de Vienne. La compagnie attaquée pour ses « dix-huit pour cent » a répondu ; elle a dit que 18 0/0 était une erreur complète, que ce chiffre était calculé sur le taux d'émission d'il y a qua-

146.748 en 1877. Les mois où la fréquentation est la plus forte sont, d'abord, septembre (11,8 0/0 de l'ensemble), août (11,6 0/0), octobre (9,9 0/0). — M. Thornton présente un travail sur l'état civil des condamnés pour crime, en 1880, 1881, 1882. Il trouve également qu'un peu plus de la moitié des criminels sont célibataires; mais il y a plus de gens mariés *avec* enfants que de gens *sans* enfants parmi les criminels; il y a aussi moins de veufs que de mariés. L'auteur de ce travail sait éviter la confusion entre *post hoc* et *propter hoc*, que d'autres ne se sont pas gênés de commettre en cette matière : le mariage n'est pas plus une cause de vertu que le célibat une cause de crime.

Dans le numéro du mois de juillet, on trouve un long article de M. F. Zoep sur les rapports entre la production et la consommation des produits naturels dans la Haute-Autriche. C'est une étude intéressante, qui a coûté beaucoup de travail à l'auteur, mais renferme trop d'évaluations. Signalons encore un bon article de M. Schimmer sur le mouvement de la population, et un article de M. Winckler sur le commerce des immeubles.

Lorenz von Stein, *Lehrbuch der Finanzwissenschaft* (Traité de la science des finances), 5^e édition, refondue, t. I^{er} (Leipzig, Brockhaus, 1885). Voici un ouvrage tout à fait remarquable, tout à fait digne de la grande réputation de l'auteur. Cela ne veut pas dire que nous acceptons mot à mot toutes ses propositions, mais tout est profondément pensé, il y a beaucoup de nouveau, et tel chapitre porte la marque du génie. Nous ne pouvons pas donner une idée de ce livre, nous nous réservons d'y revenir quand le tome II aura paru, mais nous allons essayer de donner l'analyse sommaire d'un des chapitres qui nous a le plus frappé; notre analyse n'en sera guère que la charpente, sans développement.

Ce chapitre a pour titre : *La science financière et le socialisme d'État*. Ce qui caractérise nos jours, c'est la mise en rapport de l'idée sociale avec la science financière. Cette idée, qui est encore bien obscure et nuageuse, comme toute abstraction, cherche néanmoins à se réaliser, à entrer dans la vie concrète. Comment? En se faisant appliquer par l'État, au moyen de l'administration publique¹. Mais quel rapport celle-ci a-t-elle avec les finances? Réponse : L'idée sociale ne peut pas être appliquée sans causer des dépenses, et les fonds nécessaires à ces dépenses ne peuvent être fournis que par

¹ Pour l'auteur, les *finances* ne comprennent que les recettes, c'est l'administration qui est chargée des dépenses.

aujourd'hui que les socialistes sont insatiables ; plus vous accordez, plus ils demanderont, et ils recevront le tout sans gratitude, comme une chose due. Voilà ce que M. de Bismarck n'a pas encore appris. Et pourtant c'était si facile ! car les socialistes sont des hommes comme d'autres. Au surplus, ils se vantent de leur ingratitude. — 5. M. Th. Barth, enfin, fait de la *politique monétaire*, il est naturellement monométalliste-or.

Ces cinq écrivains comptent parmi les orateurs du parti progressiste du Reichstag.

L'*Economista* de M. Jules Franco, à Florence, a toujours une grande variété d'articles ; nous signalerons ceux qui sont relatifs à la situation des ouvriers agricoles, plusieurs autres sur les finances et les chemins de fer, sur le cadastre, sur le travail dans les prisons. Le produit de ce travail est un peu inférieur à 4 millions de francs. Dans un article sur la richesse mobilière (donc, non foncière), nous trouvons qu'on a évalué cette richesse (c'est-à-dire l'ensemble des revenus non fonciers) à 752 millions. Si l'on défalque la part des sociétés de crédit, d'épargne et autres, ainsi que ce qui appartient aux corporations, il reste 437 millions, soit 15 fr. 08 par habitant, chiffre naturellement bien inférieur à la réalité. Si l'on se borne à la catégorie B, pour 1883, on trouve un revenu de 306 millions à la charge de 308.574 contribuables, et si l'on ôte 66.400.000 fr. appartenant aux 1.510 sociétés, il reste, pour les particuliers, en moyenne 633 fr. par commerçant ou industriel, soit un peu plus de la moitié du traitement du plus petit employé. Pour la catégorie C, défalcation faite de ce qui revient aux corporations, la moyenne est de 523 fr. Sans que nous ayons besoin d'entrer dans des détails, on voit que cet impôt sur le revenu ne s'approche pas plus de la vérité que ceux des autres pays, peut-être moins. — Nous espérons pouvoir un jour aborder la question, quand nous serons moins à court d'espace.

Annonçons comme devant paraître très prochainement à Bologne, une nouvelle revue d'économie politique, le *Giornale degli Economisti*. C'est M. le professeur Zorli qui est à la tête de cette publication à laquelle collaboreront des hommes comme MM. Mingbetti, Lampertico, Boccardo, Ferraris et beaucoup d'autres qui ont fait leurs preuves. (Bologna, *Via Indipendenza*, 14.)

Francesco de Cola Proto : *Dei reati contro l'economia pubblica* (Des crimes et délits contre l'économie politique. Messine, Carmelo de Stefano, 1885). Le titre du livre ne nous semble pas heureux,

qui tiennent aux premiers, comme le revers à la médaille, il en est qui ont échappé à l'auteur peut-être inconsciemment, comme le mot école de Manchester (p. 223), qui représentent ici un travers d'esprit manqué. Mais, malgré ces petites taches, le livre jette encore un assez vif éclat pour éclairer en charmant.

Puisque nous parlons statistique, mentionnons le discours d'ouverture du cours de M. Joseph Majorana, professeur à Catania. Ce travail porte le titre de : *Nuova esposizione della teoria statistica* (Nouvelle exposition de la théorie statistique. Catania, tip. frat. G. Gatti, 1885). C'est une petite philosophie de la statistique que le savant professeur nous offre. Il commence naturellement par se demander : Qu'est-ce que la statistique ? et c'est en répondant à sa question qu'il instruit ses élèves. Et qu'est-ce que la statistique ? *Statistica è puo chiamarsi lo studio quantitativo delle cose et dei fatti*. Il est malin, le savant professeur. Il se trouve entre des gens qui, les uns disent : pas de statistique sans chiffres, les autres : mais si, la statistique se contente de relever l'état actuel des choses, voilà tout ; alors, il décide : C'est une « étude quantitative » des choses et des faits. — Quantitative ? Les mots : beaucoup, peu, indiquent-ils des quantités ? — Un autre chapitre est consacré à l'objet de la statistique et à ses limites. L'auteur est, comme nous tous, passablement éclectique. Pourquoi aussi dirait-on : je ne veux pas faire la statistique de ceci ou de cela ? On ne s'arrête que devant l'impossible. L'auteur traite en dernier lieu du rapport de la statistique avec les autres sciences.

M. Giovanni della Bona, publie une brochure intitulée : *dei Sopra redditi e della cause eliminatrici di essi* (tirage à part des *Annali* de l'Institut royal technique d'Udine, 1885). *Sopra redditi* est un mot qui ne semble pas avoir d'équivalent en français, le mot « rente », dans le sens abstrait que lui donne Ricardo, ne semble pas en épuiser le sens, et il y a le mot *rendita* ; d'autre part, puisque l'auteur met sur le même rang *sopraprofitto*, surprofit, et surtout *sopraprofitto*, surplus, termes qui répondent au mot « bénéfice » lequel représente ce que l'entrepreneur obtient en sus, *il rimborso delle spese ed il profitto del capitale* (le remboursement des frais et le profit du capital). Nous voyons là une confusion que le reste du travail n'a pas suffisamment éclairci. Nous constatons seulement que l'auteur est à la fois un adversaire de la rente et des bénéfices, deux choses cependant très différentes. La suite du travail semble montrer que l'auteur les confond en effet, les déclare des monopoles qui doivent

mesures les autres États pourraient prendre à titre de représaille.

Ceux qui sollicitent un droit protecteur sur les céréales, oublient quel avantage qu'ils peuvent en tirer sera chèrement payé par les compensations que d'autres industries demanderont dans le pays même ou que d'autres États établiront chez eux.

Il y a lieu d'ajouter qu'un droit protecteur est un tribut qu'une classe de citoyens se fait payer par l'autre, et qu'il exige une sorte de péréquation des conditions de la production entre les diverses industries.

D'un autre côté, l'augmentation des recettes publiques qu'on attend d'un pareil droit sera bien inférieure à ce que l'on croit, car il en résultera pour l'État des dépenses de diverses sortes qui le gêneront dans ses projets d'amélioration ou d'accroissement des forces productives.

Par toutes ces raisons, la commission propose de ne pas toucher au tarif, de ne pas augmenter les droits.

M. Lampertico, cela va sans dire, justifie chacune de ses propositions, qui ont d'ailleurs été adoptées par la commission au nom de laquelle il parle, et il y a lieu de penser que l'Italie se gardera bien de suivre le mauvais exemple que la France et l'Allemagne lui ont donné.

G. Luzzatti vient de publier un écrit intitulé : *Delle alterazioni e delle trasformazioni del tipo monetario nel loro rapporti con la moneta ideale* (De l'altération et de la transformation des espèces monnayées dans leurs rapports avec la monnaie idéale (Venise, tip. Ji. G. Antonelli, 1885). Lorsque ce travail parut pour la première fois, dans le *Nuova Antologia*, j'ai déjà eu l'occasion de le signaler; en le reproduisant en brochure, l'auteur, si je ne me trompe, l'a développé. Je l'ai relu avec intérêt et maintiens tous les éloges que j'ai pu en faire, mais aussi mes réserves, si j'en ai faites, ne serait-ce que pour pouvoir dire : Voyez, Saül est parmi les prophètes, c'est-à-dire voilà le « réaliste » Luzzatti qui fait de l'abstraction ! Je n'ai cependant pas le droit de lui en faire des reproches, puisque je suis un économiste libéral, et que — on nous l'a souvent dit — les libéraux vivent dans l'abstraction.... mais tout ce que l'on dit n'est pas vrai.

M. Luzzatti distingue la monnaie idéale de la monnaie réelle. Cette dernière n'a pas besoin d'être expliquée, ce sont les espèces sonnantes, telles qu'elles sont (ou ce qui les remplace) ; la monnaie idéale, le *denaro computato* d'Ortes, c'est l'équivalent de tous les biens d'une nation. Vous n'espérez pas que je traduise en chiffres la monnaie idéale ? — Plus loin l'auteur emploie l'expression de monnaie de

Mentionnons, en terminant, le *Bulletin mensuel de démographie* de la ville de Buenos-Ayres, capitale de la République argentine, que publie avec tant de dévouement le D^r Emile R. Coni. Cette ville a une superficie de 4.540 hectares et une population (avril 1885) de 375.035 habitants et continue à s'agrandir.

Plusieurs autres États de l'Amérique du Sud possèdent également des bureaux de statistique, qui s'efforcent de recueillir des renseignements pouvant jeter de la lumière sur la situation économique du pays.

MAURICE BLOCK.

L'ÉGYPTE CONTEMPORAINE

SA PRODUCTION ET SA SITUATION ÉCONOMIQUE

A peine Amrou-Ben-El-Ass eut-il fait la conquête de l'Égypte, que le khalife Omar l'invita à lui faire connaître la nouvelle province dont il venait de s'emparer : « Ce que je désire de toi, lui manda-t-il, c'est que tu me fasses, à la réception de la présente, un tableau de l'Égypte assez exact pour que je puisse m'imaginer voir de mes propres yeux cette belle contrée. » Amrou était un grand capitaine et un administrateur de premier ordre, mais il se piquait peu de savoir bien écrire. Toutefois, la réponse qu'il fit à son souverain est un tableau achevé de l'Égypte, d'une simplicité et d'une exactitude merveilleuses et qui n'a d'égale, peut-être, que la description de ce pays faite douze siècles plus tard par Bonaparte, un autre conquérant. En voici quelques extraits : « O prince des fidèles, s'écriait Amrou, peins-toi un désert aride et une campagne magnifique, au milieu de deux montagnes dont l'une a la forme d'un monticule de sable et l'autre celle du ventre d'un cheval maigre, ou bien du dos d'un chameau. Telle est l'Égypte. Toutes ses productions et toutes ses richesses viennent d'un fleuve béni qui coule au milieu d'elle. Le moment de la crue et de la diminution de ses eaux est aussi régulier que le cours du soleil et de la lune.... Un peuple protégé du ciel et qui, semblable à l'abeille, ne paraît destiné qu'à travailler pour les autres, sans profiter lui-même de ses peines et de ses sueurs ouvre légèrement les entrailles de la terre et y dépose les semences dont il attend la prospérité de la bienfaisance de cet être suprême qui fait croître et mûrir les moissons. Le germe se développe, la tige s'élève, son épi se forme par le secours d'une rosée bénigne qui succède aux pluies et qui entretient le suc nourricier dont le sol est abreuvé. A ■

les repousser. Le paysan est lié et envoyé au canal, sa femme est liée en sa présence, ses enfants sont dépouillés ». A la place des bâtons et des verges de palmier, mettez la *courbache*, sorte de long fouet en peau d'hippopotame, et ce tableau du temps d'un Pharaon reste, en plein *xix^e* siècle, d'une sombre et douloureuse réalité. Le palmier était faible et cassant, tandis que la courbache est d'une dureté à toute épreuve. La courbache joue un grand rôle dans la vie égyptienne et elle a inspiré une sorte d'enthousiasme à M. J.-C. Mac-Coan, l'auteur d'une très remarquable étude sur l'Égypte moderne ¹ parue il y a quelques années. Notre compatriote, M. Gabriel Charmes, qui a passé, en 1880, quelques mois dans la Basse-Égypte, ne le partage point ². Mais il confesse, avec ce voyageur, que le premier mouvement du fellah lorsque le collecteur d'impôt arrive dans son village est de jurer par tous les dieux qu'il ne possède pas une piastre et qu'avant de s'exécuter, il reçoit autant de coups de courbache qu'il peut en supporter. Il se croit déshonoré s'il payait à la première réquisition; sa femme et ses enfants le traiteraient de lâche qui ne sait pas affronter la douleur. Un Européen regarderait comme une profonde humiliation de se soumettre à un traitement pareil; le fellah, lui, n'a pas de scrupules et il pense avec le proverbe courant, « que les coups d'un ami ont la douceur du raisin de Corinthe ».

I.

L'Égypte proprement dite embrasse deux grandes régions, d'un caractère très différent, connues sous le nom de Haute-Égypte et de Basse-Égypte. La vallée du Nil, étroite et longue, constitue la première, et les larges plaines du delta de ce fleuve forment la seconde. Le tout embrasse, d'après l'évaluation des géomètres de l'expédition française, une superficie d'environ 38.000.000 d'hectares, dont il n'y avait point à cette époque plus de 2.400.000 hectares arrosés par le Nil et par conséquent cultivables. Depuis, les progrès de l'irrigation ont étendu cette zone jusqu'à Assouan, et elle représente maintenant 2.800.000 hectares dont près de 2.400.000 sont effectivement cultivés. On ne possède aucune estimation officielle des territoires que l'Égypte s'est annexés dans la Haute-Nubie et dans le Soudan, mais on peut évaluer, *grosso modo*, d'après M. Wyse, leur superficie susceptible de culture à 160.000 milles carrés, soit 414.000 kilomètres carrés ou 41.400.000 hectares, dont un peuple colonisateur tirerait rapidement un excellent

¹ *Egyptus ut is* (l'Égypte comme elle est), Londres, 1877.

² *Cinq mois au Caire et dans la Basse-Egypte*, Paris, 1880. Livre aussi agréable qu'instructif.

peuple au sésame *qu'il faut écraser et fouler si l'on veut en tirer de l'huile*. Il serait vraiment étonnant qu'un pareil régime eût laissé les paysans égyptiens en possession d'une grande énergie. La vérité est qu'ils sont totalement dépourvus de ressort, et que s'ils se sont conservés relativement bons à travers tant de misères, c'est que leur âme, façonnée de si longue main à la servitude, semble désormais aussi incapable de grands vices que de grandes vertus. Ce qui forme le fond du caractère du Fellah, c'est une sorte de douceur mélancolique et de résignation fataliste qui, après tout, ne sont pas sans quelque dignité et quelque grandeur. Foncièrement, le Fellah est demeuré honnête; mais habitué à se considérer comme livré sans défense possible à des forces extérieures qui en ont fait leur jouet, il a perdu à peu près toute vivacité de sentiments, toute délicatesse d'attitude; il n'a plus qu'un très faible respect de lui-même. Mais qui se respecte beaucoup dans ce pays? Ce ne sont point les Fellahs seuls qui tendent la main au traditionnel *bachich* ou présent; ce sont aussi de très hauts fonctionnaires, et quand on le leur refuse, ils paraissent moins ressentir l'humiliation d'être éconduits d'une façon dédaigneuse que la mortification de s'en aller la main vide.

Dès le temps de Joseph, c'est-à-dire deux mille ans environ avant l'ère chrétienne, la propriété territoriale était abolie en Égypte, et c'était l'État seul qui possédait le sol : le peuple n'en était que l'usufruitier¹. Le témoignage d'Hérodote, quatre siècles avant Jésus-Christ, comme celui de Diodore de Sicile au temps d'Auguste, confirment les assertions de la Bible, et nous prouvent que les conquérants grecs et romains respectèrent un monopole qu'ils n'avaient aucun intérêt à détruire. Quant à l'islamisme, qui érigeait partout en dogme religieux la souveraineté absolue et universelle du chef suprême des croyants, il l'eût établi s'il ne l'eût été dès les temps les plus reculés. Aujourd'hui, cet état de choses est, à peu de chose près, ce qu'il était au temps de la domination turque; seulement entre les vice-rois d'Égypte et le sultan, il y a eu un compromis. Le sultan est toujours censé le propriétaire légal de la terre, et c'est pourquoi le khédive lui paye un tribut; mais celui-ci est devenu, depuis le Hatti-Shérif de 1811, le tenancier général et héréditaire du sol égyptien. En un mot, c'est le malheur du Fellah, malheur qu'il partage au surplus avec toutes les populations musulmanes, de n'avoir ni propriété, ni famille sérieusement constituées, et, ce qui n'est pas moins regrettable, c'est que cette organisation de la propriété ter-

¹ C'est un fait que l'illustre de Sacy a pleinement établi dans les *Mémoires* de l'Académie des inscriptions et belles lettres et que l'Institut d'Égypte a confirmé quand il s'est mis à étudier le pays.

s'abreuver. Plus répugnant encore est le spectacle qui vous attend dans les ruelles mêmes : des femmes accroupies, la poitrine totalement découverte, allaitent leurs enfants, et des hommes dorment le long des rues, les animaux domestiques sont étendus à côté de leurs maîtres. Lorsque l'œil plonge dans les maisons, il y distingue, lorsqu'il s'est accoutumé à l'obscurité, quelques tas de blé ou de doura, une meule à écraser le grain et un petit four pour cuire le pain ; souvent un âne ou un veau, la même pièce servant presque toujours de chambre, de grenier, d'étable et d'écurie. En général, il est prudent de ne pas entrer dans ces cabanes, à moins qu'on ne soit aussi habile que les Arabes donner la chasse dans ses vêtements aux parasites qui y pullulent. Les Fellahs s'y tiennent fort pour eux-mêmes, et le mieux pour les voir est de se tenir dans les ruelles du village ou bien à son entrée.

M. Charmes put tout concilier ; il eut, dans les environs de Zagazig, le double avantage d'être près d'un village arabe et d'habiter en même temps une confortable maison européenne. Le village était celui de Taouïleh et la maison celle d'un Suisse qui a fondé près du village une colonie agricole qui lui rapporte déjà, quoique toute récente, un revenu de 15 à 20 0/0. Dans l'espace d'un an, toutes les aises de la civilisation ont pénétré dans cette campagne à demi-sauvage : une maison charmante, des hangars, des écuries, de grands magasins remplis de machines agricoles ont jailli pour ainsi dire de la poussière du désert. A l'origine, les paysans de Taouïleh voyaient les nouveaux venus de très mauvais œil ; un jour même ils s'ameutèrent ouvertement contre eux, et il fallut que la *moudirieh* (préfecture) de Zagazig intervint. Elle fit une enquête qui dénonça un nommé Assan-Selim comme le principal instigateur du désordre : il reçut, séance tenante, vingt coups de courbache sur la plante des pieds et tout fut pacifié. Depuis, les meilleurs rapports existent entre les colons et les Fellahs ; les premiers font construire des huttes fort propres où ils attirent les seconds pour les avoir plus directement sous la main, et le jour où ils seront presque tous rangés ainsi autour de la colonie, ils détruiront l'ancien village dont les débris leur fourniront un excellent fumier.

Cet exemple prouve que les agriculteurs européens qui viendraient s'installer dans la vallée du Nil non pour s'y livrer à de rapides spéculations, mais pour s'y établir solidement, jetteraient ainsi les fondements de leur fortune, et du même coup rendraient au Fellah un inappréciable service en lui apprenant les nouveaux procédés de culture et surtout en l'habituant à vivre de salaires réguliers, au lieu de couvrir sa femme de bijoux quand il a par hasard quelque argent disponible, ou d'acheter pour lui-même des armes, des instruments de musique, des tissus qu'on lui vend fort cher et qui généralement ne valent pas grand

culture avait totalement cessé lorsqu'en 1821, un Français qui visita au Caire le palais d'un bey, y rencontra un plant de coton longue soie, croissant à l'état sauvage. Cette découverte vint aux oreilles de Méhémet Ali, qui ordonna de semer immédiatement des graines de ce plant sur l'une de ses fermes. Le succès fut grand et fortement stimulé en 1851 par la fermeture des ports du sud de l'Union américaine, la culture de coton n'a cessé de se développer dans la vallée du Nil. Les dernières statistiques officielles annonçaient, il y a une dizaine d'années, une récolte de 2.615.541 quintaux de 110 livres chacun (431.269.000 kilos) et les cultures cotonnières embrassaient alors 348.728 hectares. Ce n'est pas là, tant s'en faut, le dernier mot de cette culture : des juges compétents affirment que, sans nuire à celle des céréales, elle pourra s'élever en moyenne annuelle à 1.000.000 de balles de 274 kilogrammes chacune.

A cette même époque, la récolte des céréales représentait un total de 25.670.000 ardebs¹, dont 10.502.000 pour le *dhouro* ou maïs, 6.662.000 pour le froment, et 3.103.000 pour l'orge. Quant à la canne à sucre et à la façon dont elle s'est développée dans le cours de ces vingt dernières années, on peut la croire destinée à devenir l'une des principales sources de richesse du pays. Il y a une quarantaine d'années, elle n'était pas cultivée sur plus d'une centaine d'hectares, tandis qu'elle l'est aujourd'hui sur près de 30.000, dont les six dixièmes environ appartiennent au *Daïra* ou domaine privé du khédive. Les cannes sont manipulées dans dix-neuf usines appartenant aussi au khédive, dont M. Mac-Coan évalue à 150 millions de francs (6.000.000 liv. st.) le coût de premier établissement et auxquelles il reproche, comme M. Cave dans son célèbre Rapport, d'avoir été installées sur un pied trop grandiose, d'être trop nombreuses, eu égard à leur approvisionnement, en matière première et de n'être point placées enfin au milieu des plantations, ce qui occasionne des transports fort coûteux.

Aussi bien ce cachet de faste inutile, quand il n'est pas extravagant, n'est chose nouvelle ni extraordinaire en Égypte : il remonte aux temps les plus anciens de son histoire. Alors que Choufou bâtissait la grande pyramide de Gizeh ou que les Rhamsès entassaient à Thèbes ces prodigieux palais que le temps, les Pasteurs, peuple barbare et les Perses, peuple fanatique, ont successivement respectés et que les soldats de Belliard saluèrent de leurs acclamations enthousiastes s'ils ne leur présentèrent pas spontanément les armes, comme le veut une version, l'Égypte était assurément une nation glorieuse et puissante, mais dans sa masse ce n'était pas une nation heureuse. Le sort des paysans était

¹ L'ardeb vaut 2 hectolitres 71 centilitres.

coup de travaux qu'il ordonna s'en ressentirent et il engloutit notamment d'énormes sommes pour la construction de ces usines de son domaine privé dont il était question tout à l'heure. Pour satisfaire à ses goûts désordonnés de dépense, Ismaïl I^{er} empruntait de tous côtés et prenait de l'argent de toute main. C'est ainsi que la dette publique de l'Égypte s'est élevée d'environ 75 millions de francs en 1862 à 2 milliards en 1877, devenant ainsi près de trente fois plus forte dans l'espace de quinze ans. Les finances du pays ont un instant failli sombrer sous un aussi écrasant fardeau, et en vérité il était temps, grand temps, tant pour les Égyptiens eux-mêmes que pour les capitalistes européens, leurs créanciers, que le premier khédive abdiquât, ou plutôt fût contraint d'abdiquer, pour être remplacé par son fils aîné Tewfik, placé lui-même sous le contrôle de l'Angleterre et de la France, contrôle auquel l'Égypte a dû de respirer un peu pendant quelques années.

Par suite d'événements bien connus, mais dont nous n'avons pas à signaler ici la portée et les conséquences probables, le *condominium* a cessé, et les Anglais se sont emparés, sinon de l'Égypte elle-même, du moins de la gestion de ses affaires tant intérieures qu'extérieures. Qu'il nous soit permis cependant de dire que ce régime avait effectué des progrès considérables, et à cet égard nous pouvons invoquer des témoignages très désintéressés. Ainsi, dans une correspondance d'Alexandrie que *la Nation*, de New-York, publiait dans son numéro du 2 mars dernier, nous trouvons la preuve que MM. Blignières et Colvin, tout empêchés qu'ils étaient dans l'accomplissement de leur mission, et aux prises avec des difficultés qui semblaient renaitre d'elles-mêmes, avaient su assurer le succès de profondes réformes dans l'ordre financier et administratif. Du temps d'Ismaïl, le mauvais système de taxation des Turcs et leur mode de percevoir les impôts plus détestable encore, étaient arrivés en Égypte, suivant le mot du correspondant de *la Nation*, à leur plus haut degré de développement. Les impôts étaient perçus de toutes sortes de façon, plus abusives et plus oppressives les unes que les autres : le percepteur les réclamait quand bon lui semblait et leur montant n'était jamais certain. Dans certains cas, il équivalait à une confiscation véritable. Eh bien ! la Commission d'enquête instituée sous l'inspiration du contrôle européen a changé tout cela et l'a changé de fond en comble, le correspondant de *la Nation* l'assure, et il parle d'après ce qu'il a vu lui-même. « Les impôts aujourd'hui, dit-il, sont en petit nombre, bien définis, perçus à des époques convenables ; leur quotité est raisonnable, et les vieilles habitudes de vexation et d'extorsion paraissent avoir totalement disparu ».

Il semblerait, d'après cela, que la condition des Fellahs a dû grandement s'améliorer, d'autant que depuis deux ans l'inondation du Nil a

que le fleuve recouvre chaque année de son inondation ou bien les terres où il est facile d'amener le bienfaisant limon de ses eaux. Dans de telles conditions, la question des eaux devient d'une importance suprême, et les travaux de canalisation et d'irrigation qu'ont fait exécuter Méhémet-Ali et ses successeurs constituent certainement le premier, peut-être, de leurs faibles titres à la gratitude des Égyptiens. Les canaux actuellement existants mesurent une longueur de 13.400 kilomètres et arrosent une superficie d'environ 25 millions d'hectares. On les divise en deux classes : les *sefi*, ou canaux d'été, qui servaient à la navigation quand les chemins de fer n'existaient pas comme à l'irrigation, et les *nili* ou dérivations du Nil, qui sont destinés au seul arrosage des champs. Deux des plus importants de ces canaux ont été construits par les soins d'Ismail^{II}, ce sont l'*Ibraminieh*, qui parcourt les plantations sucrières de la Delta, et l'*Ismailia* qui, praticable pour des navires de 400 tonneaux entre Zazangig et Ismailieh, relie le Caire au canal des deux mers. Parmi les canaux qui arrosent le delta, une mention spéciale est bien due au *Mahmoudieh*, qui a coûté environ 7.500.000 francs et qui est large d'une centaine de pieds et navigable pour de gros bateaux pendant toute l'année. Il joint Alexandrie au Caire.

Un peu plus d'économie dans la gestion des finances, et il eût été certainement facile de mener de front la construction de nouveaux canaux et le récurage des anciens. Mais faute d'argent, on n'a rien fait pour ceux-ci, et c'est faute d'argent aussi qu'on n'a pu rendre le grand service aux habitants d'Alexandrie de reprendre ces travaux de l'époque romaine qui leur avaient procuré de grands réservoirs d'eau potable, tandis qu'aujourd'hui l'eau qu'ils boivent est plus ou moins mauvaise lors de la baisse du Nil, et tout à fait impotable quand le fleuve est entièrement débordé. Pour restituer à la culture les 80.000 hectares du lac Maréotis, il suffirait, d'une part, de quelques écluses et d'une jetée sur les bords de la mer; de l'autre, de l'ouverture d'un petit canal qui amènerait le limon du Nil sur les terrains asséchés. On pourrait même se contenter d'élargir et de nettoyer les rigoles du temps des Pharaons. Mais ici encore on se heurte au même obstacle, le vide des caisses publiques. Par la même raison, on ajourne la reconstruction du grand barrage de Sadieh, nommé par les Égyptiens « la tête du Delta » et qui, dans la pensée de Méhémet-Ali comme dans celle de notre compatriote l'ingénieur Mougel, devait fournir la Basse-Égypte, pendant les huit mois de la baisse du Nil, d'une même quantité d'eau que pendant son débordement. Il aurait fallu 25.000.000 de francs pour ce travail, paraît-il, et M. Wyse prétend qu'avec une dépense égale, mais avec un système d'irrigation plus remanié et mieux entendu, on aurait pu porter à 3 millions d'hectares, dans les deux vallées du Nil, la quantité des terres

Dépenses effectuées en 1880.....	7.732.374 liv. égypt—
— 1881.....	8.377.423 —
— 1882.....	9.038.556 —
— 1883.....	9.156.989 —
— 1884.....	9.251.327 —

Et ces chiffres feraient vraiment désespérer de l'avenir si, parmi les dépenses, il n'y en avait pas qui tiennent à des causes anormales et à des circonstances exceptionnelles. Telles sont, par exemple, les dépenses qu'ont engendrées les événements du Soudan, et l'on peut justement taxer d'imprévoyante et de coupable la conduite de ceux qui les ont menés ; toutefois, dans une certaine mesure, on peut dire que ces événements ont été plus forts que leur volonté et ils n'ont d'ailleurs qu'un caractère exceptionnel et transitoire. Par malheur, il en va tout différemment des autres causes de l'augmentation des dépenses : on veut parler de l'abus des gros traitements et de l'inutilité d'un trop grand nombre d'emplois. Le climat de l'Égypte est sain, et la vie matérielle n'y est pas chère ; néanmoins, le gouvernement égyptien se permet le luxe de rétribuer certains fonctionnaires, venus du dehors, plus grassement que les ministres eux-mêmes ne le sont en Europe. Par compensation sans doute les petits employés reçoivent à peine de quoi vivre. Beaucoup de ces gros fonctionnaires passent une grande partie de leur temps en congé dans leur pays natal, et, comme si ces abus ne suffisaient pas, on a laissé subsister, créé même, des services publics qui n'ont pas la moindre raison d'être, si ce n'est qu'ils nourrissent quelques parasites privilégiés.

La liste civile du khédive coûte 3.360.000 fr., ce qui ne laisse pas de constituer une charge assez considérable pour un budget aussi réduit que l'est celui de l'Égypte ; mais il serait injuste d'oublier que Tewfik, depuis le commencement des embarras financiers du pays qu'il gouverne, a volontairement abandonné le dixième de sa liste civile pour diminuer la gêne de certains employés, 10.400.000 fr. sont consacrés au maintien de la sécurité publique, chiffre supérieur à celui des dépenses jadis occasionnées par l'armée égyptienne, quoiqu'elle fût beaucoup plus importante, il y a quelques années, qu'elle ne l'est aujourd'hui. Il est toutefois impossible de prétendre que l'Égypte jouisse d'une sécurité quelconque du côté du Sud et dans l'intérieur même du pays ; il règne tout juste assez de tranquillité pour que l'on ne craigne pas d'être assassiné en plein jour. Depuis longtemps des bandes de brigands parfaitement organisées infestent les campagnes ; elles en ont rendu la circulation difficile et le séjour dangereux. Bien que dernièrement, à Port-Saïd, tout un quartier ait pu se soulever sous les yeux mêmes de la police, les grands centres sont mieux surveillés.

qu'ils l'occupent; néanmoins, ils y laisseraient des regrets si leurs successeurs devaient être ces pachas turcs au *farniente* proverbial, à la cupidité sans limite, à l'arbitraire perpétuel et souvent mêlé de fantaisies sanguinaires.

AD.-F. DE FONTPERTUIS.

HUMBLES REMONTRANCES A MESSIEURS LES OUVRIERS DE PARIS AU SUJET DE LA QUESTION DES LOYERS

Cette question des loyers vous préoccupe et avec raison. Vous vous plaignez du prix élevé comme aussi du rétrécissement et souvent même de l'insalubrité des locaux qu'on vous loue si cher et vous en accusez, ainsi que les journaux que vous lisez d'habitude et les orateurs que vous entendez quelquefois vous ont appris à le faire, la dureté et la rapacité des capitalistes et des bourgeois. Voulez-vous permettre à un bourgeois, c'est-à-dire à l'un de ceux de la race maudite, de vous représenter, avec l'humilité convenable à sa condition sociale comparée à la vôtre, que cette cause du malaise dont vous vous plaignez est secondaire et petite et qu'il y en a une plus grande et plus constante, c'est la manière dont vous agissez et dont agissent les mandataires que vous avez choisis ?

Assurément, c'est de ma part une audace très grande et que je ne me permettrai point si je n'étais soutenu par un souvenir historique. Nous avons eu autrefois des souverains absolus. Comme ils n'étaient contrainsts dans leurs actes par aucune règle extérieure, quelques-uns de leurs sujets ou particuliers ou compagnies prenaient la liberté de leur faire parfois des remontrances; ils le faisaient avec beaucoup de soumission dans la forme, avec beaucoup d'indépendance au fond. Vous êtes, messieurs, les souverains de nos jours, souverains par le pouvoir sans limite que vous exercez par vos mandataires, souverains surtout par l'habitude que vous avez d'être adulés jusque dans vos penchants et dans vos défauts : me sera-t-il permis de vous adresser quelques remontrances et voudrez-vous les entendre ? Je sais que vous lisez peu le *Journal des Économistes* et je le regrette, car vous y apprendriez sûrement; mais voyez aussi mon embarras : je ne puis vous demander une audience; m'adresser aux journaux que vous consentez à lire, c'est être assuré d'un refus, et si je veux prendre la parole dans vos meetings, je ne serai

c'est-à-dire qu'il tourne, lui aussi, au déficit. Et comment diminuerait-on les recettes, c'est-à-dire les contributions, lorsqu'on est fermement résolu à ne pas diminuer les charges ? Je me trompe, vous demandez qu'elles augmentent, car vous réclamez de la Ville de nouveaux travaux publics pour donner de l'ouvrage aux ouvriers du bâtiment, sans songer qu'il faudra emprunter pour payer ces travaux et accroître les impôts pour payer l'intérêt et l'amortissement des emprunts. Comment, dès lors, voulez-vous que les loyers et les moyens de transport diminuent ? Comment voulez-vous même qu'ils n'augmentent pas ?

II

Oserai-je pousser plus loin et prendre la question d'une manière plus intime ? Vous ne lisez point sans doute le tableau des ventes immobilières de chaque semaine, car c'est un sujet qui semble vous toucher peu, et les journaux quotidiens ne s'en soucient guère. Vous y verriez que, parmi les immeubles vendus, il y a comme revenu une constante différence entre les maisons des quartiers ouvriers et les maisons des quartiers que l'on appelle bourgeois. Une maison d'exploitation située dans un de ces derniers quartiers se vendra sur le pied d'un revenu de 50/0 environ ; une maison située dans un quartier ouvrier ne trouvera preneur que si le prix d'achat doit donner entre 6 et 8 0/0. Pourquoi cette différence dans la même ville et dans le même temps ? C'est que les locataires bourgeois payent exactement, maintiennent dans un bon état de propreté les locaux loués et ne déménagent jamais en cachette, tandis qu'il en est autrement dans les maisons des quartiers ouvriers. La perception des termes de loyers y est souvent malaisée, les retards sont nombreux, les non-payements ne sont pas rares, quelquefois même le locataire a trouvé le moyen de partir avant le terme ; il laisse en tous cas et habituellement les locaux dans un état de propreté fort douteux, et comme on ne peut restaurer un appartement à chaque changement de locataire, surtout lorsque ces changements sont fréquents, il suit que ces locaux sont sales et que leur malpropreté va en augmentant sans cesse. Faut-il rappeler ici ce que disait l'an dernier, dans l'enquête sur la crise industrielle, le président de la Chambre syndicale des entrepreneurs de charpente, M. Bertrand, propriétaire de nombreuses maisons ouvrières ?

« J'ai une maison au Trocadéro avec 35 ou 40 locataires ; le plus cher paye 300 francs et on descend à 60. Il y a trente ans que j'ai la maison et jamais je n'ai augmenté les loyers ; eh bien ! je n'ose pas y aller. Après trois ou quatre termes, on cesse de payer et je suis obligé de dépenser pour expulser ces mauvais locataires... Ce n'est pas moi qui conseillerais jamais de construire des logements ouvriers ! »

conditions fixées, n'a pas trouvé preneur. Quatre tentatives d'adjudication ont été faites, toujours sans succès ; la Ville exigeait trop. Quant au second moyen : la garantie d'intérêt, c'était le fond de ce projet de l'an dernier où intervenait le Crédit foncier, et qui n'a pu aboutir. Son seul effet a été d'arrêter les constructions que faisaient les particuliers. Comment auraient-ils pu lutter avec des concurrents subventionnés ou favorisés ? Ils cessèrent donc de construire jusqu'au moment où ils ont été assurés que le traité ne se ferait pas. Le seul effet de cette tentative a donc été de diminuer le nombre des maisons à votre usage, et ainsi arriverait-il de toute tentative semblable.

Au lieu de faire sans cesse appel à l'État, que n'agissez-vous vous-même ? que ne construisez-vous ces maisons dont vous avez besoin ? Non point par vos efforts isolés, cela ne se pourrait guère, et je l'ai marqué en commençant, mais par l'association. Vous invoquez sans cesse l'association et ses bienfaits et vous n'usez pas d'un moyen si louable, en un point où il vous serait si utile

Ces sociétés pour la construction existent parmi les ouvriers anglais, américains, suisses même et, sans avoir le loisir d'en décrire le mécanisme, je puis vous assurer qu'elles fonctionnent, procurent à leurs associés des maisons convenables dans un espace de temps quelquefois assez court, et en attendant un bon intérêt de leur argent.

Qui vous empêche de faire de même ? Ce n'est point notre législation ; elle permet ces sortes de sociétés. D'où vient que vous n'usez pas du pouvoir qu'elle vous laisse ? Serait-ce manque de connaissance ? Quoi donc ! Vous vous prononcez au jour du scrutin sur toutes les questions de la politique intérieure et étrangère ; nulle question n'est si haute, ni si particulière que vous ne vous trouviez fort en état de la trancher, et vous ne sauriez mener à bien une affaire beaucoup plus simple, qui est toute à votre portée et vous touche de si près ? Qui vous arrête donc ?

Est-ce le manque de ressources ? Mais ceux d'entre vous qui économisent, et le nombre heureusement en est appréciable, achètent souvent des valeurs de bourse ; on en retrouve jusque dans de très modestes ménages. Ne pouvez-vous employer vos fonds à construire des habitations à votre usage, au lieu de les prêter au grand Turc ou à des financiers que vous ne connaissez pas ? — Mais nous manquons de confiance dans ces placements, nous manquons d'initiative. — C'est-à-dire : vous voulez que l'État ait de l'initiative et de l'énergie à votre place, et qu'il prenne dans la poche des contribuables pour vous procurer un avantage que vous ne voulez pas essayer d'obtenir avec votre argent. Le procédé est commode sans doute ; avouez seulement qu'il n'est pas brave et qu'il n'est pas juste.

d'entre vous qui sont sans travail, en alléguant que cela les obligera à baisser leurs demandes de salaire qui sont excessives ?

Beaucoup de propriétaires qui avaient acheté ou fait construire avant la fin de 1883, vous diront qu'ils tirent actuellement de leurs immeubles un faible revenu et qu'ils ne comprendraient pas qu'on voulût les taxer pour ce motif seulement que la population de Paris cessant de s'accroître ou s'accroissant peu à raison de l'état des affaires, il ne se présente pas de preneur pour quelque partie de leur maison. Voulez-vous, diront-ils, que nous puissions diminuer nos loyers ? Diminuez nos charges et l'un suivra l'autre, comme l'augmentation des loyers suivra forcément de suite ou peu après l'augmentation des impôts.

Soyez bien persuadés, messieurs, que ces attaques contre la propriété, ces menaces incessantes ne peuvent avoir qu'un effet : détourner de cette destination les fonds qui s'y porteraient sans cela, faire de ce placement, jadis réputé tranquille et assuré, et dont par suite on attendait peu, un placement aléatoire risqué, où le peu de fonds qui s'engage veut obtenir beaucoup. Mais vous savez qui paye le risque.

V.

Voici encore des mesures vexatoires contre les propriétaires, propres par suite à les dégoûter, à diminuer leur nombre et qu'il faut que je vous signale, parce qu'elles viennent de notre municipalité modèle, laquelle n'agit ainsi que parce qu'elle pense plaire à ses électeurs, c'est-à-dire à vous, messieurs.

Il y a une loi qui prescrit des mesures contre les logements insalubres, c'est chose excellente en soi, mais voyez l'abus que l'on en fait : il arrive fréquemment que des locataires mécontents envoient à l'administration une dénonciation pour se plaindre du local qu'ils occupent ; ordinairement, c'est en recevant son congé que le locataire envoie sa plainte, c'est-à-dire qu'il réclame contre un logis dans le moment où il va cesser de l'occuper. Bien entendu, la plainte est anonyme. L'administration devrait mépriser ces sortes de requête dont l'auteur n'ose pas se nommer ; elle en tient grand compte au contraire, et comme il s'agit de se rendre populaire, elle se transporte dans l'endroit indiqué et commence sans tarder une procédure contre le propriétaire. Celui-ci se trouve en présence de la juridiction administrative qui opère dans le secret, sans vouloir écouter ni défense ni justification ; elle se borne à exiger des réfections dans un délai qu'elle fixe, et ce délai passé — il est quelquefois très court, on l'a vue notamment ordonner des travaux de maçonnerie pendant l'hiver, à l'époque des gelées, c'est-à-dire en un temps où tous les constructeurs et la Ville elle-même suspendent tout

lire le jugement qui le condamnait ; appareil très propre à frapper l'esprit des habitants qui avaient eu la simplicité de regarder jusqu'alors le comte de Madre comme un homme très honnête et même très généreux.

Quelle fortune aussi pour les écrivains socialistes qui pouvaient, avec un jugement à l'appui, déclarer que ce philanthrope prétendu n'était qu'un simple exploiteur ! Mais, avouez aussi que de pareils faits sont singulièrement propres à dégoûter de toute philanthropie en matière de logements ouvriers.

Et qu'on ne dise pas que ce sont des faits isolés, ce sont des faits habituels, et un conseiller municipal, M. Hervieux, le reconnaissait lui-même dans une réunion de la Société d'économie politique¹.

A Paris, on voit chaque jour des propriétaires, dont les maisons sont en parfait état, persécutés par les agents de l'administration saisie d'une plainte anonyme ».

Comprenez-vous bien, messieurs, pourquoi les capitalistes qui, à votre défaut et à défaut des philanthropes ou isolés ou groupés en sociétés, lesquels seront toujours rares, sont les seuls de qui vous puissiez attendre la construction de maisons à votre usage, comprenez-vous pourquoi ces capitalistes sont peu soucieux de faire un tel emploi de leur argent ?

Comprenez-vous comment les constructeurs et acheteurs de maisons ouvrières devenant rares, on construira moins de ces maisons, ce qui diminuera la quantité des logements offerts, et ne fera baisser ni leur prix, ni les exigences des propriétaires ?

Mais c'est là une situation qui peut être changée par votre volonté, que vous agissiez comme particuliers ou comme électeurs. C'est pour appeler vos réflexions sur ces points peu mis en relief d'ordinaire par les hommes dont vous suivez les conseils, et nullement dans un désir de critique, que j'ai écrit les lignes qui précèdent. Je ne forme qu'un souhait : c'est que, tout en vous déplaisant, elles vous servent ; ce qui arrivera, je n'en doute pas, si, avec toute sorte d'amertume contre celui qui les a écrites, vous consentez encore à leur donner quelque attention.

HUBERT-VALLEROUX.

¹ Séance de mars 1884. *Journal des Economistes*, 15 mars 1884, p. 503.

générales, comme les actionnaires, mais avec simple voix consultative.

Hors de ces dispositions, voici la seule qui réponde à l'objet politique de la Société.

Art. 18. *Une commission de 15 membres, prise autant que possible dans chaque corporation, sera élue en assemblée générale pour un an, mais elle sera renouvelable, par moitié, tous les six mois. Elle aura pour mission de préparer une liste de candidats aux élections administratives. Le nombre de ces candidats devra être supérieur au nombre à élire et la même commission devra faire une enquête ayant pour but de rechercher les aptitudes, les capacités et la moralité de chaque candidat.*

Deux membres de cette commission seront désignés à tour de rôle, pour assister aux délibérations du Conseil d'administration, avec voix consultative seulement, etc.

Descendons de ces hauteurs à l'organisation du petit commerce de la Société.

Le conseil d'administration était de 15 membres aussi, renouvelable tous les six mois par moitié. C'est, probablement, parce qu'il y a le conseil commercial et le conseil politique, tous deux composés de quinze, que les coopérateurs venaient à bout de trouver la moitié de ce nombre. Les membres sortant sont rééligibles, de part et d'autre, sans pouvoir se perpétuer plus de deux ans et sauf une décision de « non-réélection ».

Le conseil d'administration représente la Société « dans le sens le plus large, en justice et dans ses rapports avec les tiers. » Il traite les achats, loyers, transactions, désistements, placements. Il a la direction de toutes les affaires sociales. Il admet provisoirement les nouveaux sociétaires, sur l'agrégation définitive desquels il est statué par l'assemblée générale. Il s'occupe de la caisse, dirige les inventaires et les soumet, avec son rapport, à l'assemblée générale.

Un conseil de surveillance est constitué, avec sept membres, renouvelables comme le conseil d'administration, c'est-à-dire toujours par moitié. Sa mission est de s'assurer que les prescriptions de la loi et « spécialement » celles des statuts sont exécutées.

Il fait un rapport à l'assemblée générale, annuellement, faute duquel rapport la délibération d'approbation des comptes serait nulle.

Passons à l'assemblée générale, qui se compose de tous actionnaires sans fixation d'un nombre *minimum* d'actions. Du reste, égalitaire outre mesure, la Solidarité, sur le capital originaire, coupé en 160 actions de 50 fr. ne permettait pas que nul en eût plus de deux.

L'assemblée générale statue sur les admissions et radiations; — sur les révocations d'actionnaires; — sur les réclamations repoussées par le

II

Quelques jours après leur confection, les membres du premier conseil d'administration devant un notaire — de la banlieue, — en faisaient le dépôt et déclaraient *dispenser formellement le notaire de toute publicité de leurs statuts, en raison de la nature civile de la société*. Comment ne pas publier une société à capital variable ?

Ainsi, ce n'étaient ni des lois sur les sociétés par actions ni des lois sur les associations ouvrières (nous sommes en 1881), que les participants témoignaient le touchant respect qu'on a vu. Les statuts ne furent guère plus observés, on le pressent.

Les éléments hétérogènes de la politique et de l'agitation ouvrière ne portèrent cependant pas autant de trouble qu'un homme impartial eût pu l'appréhender, pour les participants, à l'accomplissement de leur œuvre principale.

A diverses reprises et dans les premières années d'existence de la Société, il y eut des tiraillements entre ses deux conseils des quinze, des discussions orageuses. Il s'agissait de savoir qui l'emporterait, au fond, de la vente économique de l'épicerie aux ménages participants, but étroit mais précis, ou de l'émancipation des travailleurs, but un peu vague. Les associés devaient-ils poursuivre, lentement, dans la voie ingrate de l'amélioration de leur sort par le travail et l'épargne ? Valait-il mieux s'armer, se livrer à la propagande par le fait, descendre dans la rue, renverser le pouvoir ?

« Vous vous dites *anarchistes*, s'écriait un jour un membre du conseil d'administration dans une assemblée générale, et vous prétendez que nous devons, comme ouvriers, l'être tous ? Mais, pour que nous jugions de la valeur de ce conseil, définissez-nous d'abord ce que c'est que les anarchistes...

« Au moins, vous savez votre but, dites-vous, c'est de renverser le gouvernement ? Vous prétendez en avoir les moyens. Soit ! La véritable difficulté n'est pas là. Vous ne voulez pas sans doute que la France vive sans gouvernement aucun. Ce n'est donc pas renverser mais changer le gouvernement, que vous voulez dire. Or, avant que la Société s'associe à vos projets, il faut lui exposer, d'une façon claire et satisfaisante, ce que vous entendez mettre à la place du gouvernement de la République.

« Nous avons les moyens, par notre commission électorale, d'intervenir dans la représentation nationale, de contribuer ainsi à l'émancipation des travailleurs, d'une façon plus lente, mais plus sûre. Laissons agir notre commission.

« Notre principale affaire, d'ailleurs, c'est notre alimentation écono-

Cette allocation eût pu paraître rentrer dans l'affectation qu'on a vue de 10 0/0 des bénéfices « pour tout ce qui a trait à l'émancipation des travailleurs ». Mais, comme il n'y avait pas de bénéfices, le prêt alloué le fut en violation du pacte social, par un détournement des ressources communes, d'ailleurs en faveur d'un intérêt propre à toucher les participants.

Si la guerre a sa grandeur, elle est horrible dans ses détails, et il en est ainsi de la guerre industrielle. On pouvait, avec des larmes, parler, à la solidarité, dans les assemblées générales, de la situation intéressante dès le début, devenue déchirante à la longue, des malheureux grévistes auxquels un comité usurpateur et tyrannique, ne voulant pas permettre de reprendre leur travail, devait au moins jeter un morceau de pain chaque jour.

IV

On ne pouvait avoir des affaires d'achat et de vente sans caissier. Il eût été bon de choisir, pour cet emploi si important, un homme doué d'aptitudes spéciales, qui eût déjà manié des écus chez quelque gros commerçant et à qui cette musique ne tournât pas la tête. Ventre affamé n'a pas d'oreilles, dit-on ! Mais, ici, ce proverbe n'est pas de mise. Choisir un commis de magasin, pourtant, cela avait paru *bourgeois*. On aime mieux faire travailler un ouvrier, qui prend la place au rabais, ne sait pas compter et enfin cède au besoin.

La Solidarité a fait ici l'école à laquelle sont prédestinées, ce semble, toutes les sociétés coopératives, qui, dès lors, n'en éclaire aucune; aucune donc, pas même celles qui ont été volées.

Les errements semblables ont été suivis en tout pays, paraît-il. En Angleterre, où les associations de cette nature sont bien plus nombreuses et possèdent des banques spéciales, l'infidélité de leurs caissiers a paru donner lieu à des calculs de probabilité aussi larges, aussi sûrs que l'incendie ou la mortalité humaine et il s'est fondé une compagnie qui assure contre ces sinistres.

Il n'y a guères de sociétés coopératives en France. Mais, en somme, il s'en est déjà beaucoup fondé. Qu'on recherche, comme nous le faisons pour l'une d'elles à présent, les causes de la ruine; le détournement par les fonctionnaires ou employés y figurera au moins dans la proportion de 75 ou 80 0/0. Bien plus, le pourcentage pourra même dépasser le pair; car il n'est pas impossible qu'une même société ait été deux fois victime des détournements dont elle n'aura pu se rétablir, en fin de compte.

Tel est, du moins, le cas pour la Solidarité.

On se rappelle que, outre l'action du conseil de surveillance, la caisse

vrier. Il a senti les atteintes du besoin. C'est un ouvrier comme nous. Son déshonneur rejaillira sur nous. Ce sera le déshonneur du parti ouvrier ! »

Sans parler du ministère public, il nous semble là que l'assemblée a manqué, dans sa détermination, du sens de la véritable solidarité ouvrière. Le parti, si parti il y a, est-il moins déshonoré par une multitude de vols domestiques de ce genre, suivis de rémissions sans qu'on puisse les couvrir du silence, que par quelques condamnations qui en restreindraient la source ? Si l'on n'impose ni l'emprisonnement ni le déshonneur personnel à des malheureux, dénués, d'autre part, des moyens de rembourser leurs détournements, on met bénévolement toutes les chances de leur côté ; on laisse développer un germe aussi fâcheux pour la moralité du « parti ouvrier » que pour l'existence de ses associations.

V

La Solidarité aurait échappé, pourtant, à la ruine définitive, si elle avait eu en caisse les deniers qui devaient y être, même après les détournements. Mais son argent « était dehors ». Elle avait des débiteurs pour 3.500 fr. ce qui, joint aux 2.700 fr. détournés, faisait un total de 6.200 fr., sur un capital de 8.000 fr. non intégralement versé.

Les statuts déclaraient la société dissoute, de plein droit, en cas de perte de la moitié du capital social. Mais on pensait bien aux statuts ! Y avait-on tenu la main, pour les ventes à crédit ?

Si nos lecteurs veulent se reporter à l'art. 1, dont on a reproduit plus haut les dispositions incohérentes, ils concéderont les circonstances atténuantes aux deux conseils, celui de surveillance et celui d'administration, d'autant mieux qu'il y avait, on l'a vu, un troisième conseil dans la société, celui politique.

L'idée de concéder un crédit aux sociétaires, à concurrence de 50 0/0 de leur versement, n'est pas déraisonnable en elle-même ; mais elle n'en est pas moins inadmissible, au point de vue commercial ; car, les versements étant inégaux, le garçon de service ne peut feuilleter, de ses doigts gras, au magasin, le registre des versements, pour examiner la situation individuelle des sociétaires, qui viennent, en foule, tous à une certaine heure.

De même de la limite fixe de 20 fr. Quand un sociétaire a 18 fr. de découvert, comment lui refuser la vente d'un objet du prix de 3 fr. par exemple ?

Et le chômage ! Et la maladie ! Et l'appréciation souveraine du conseil ! Et la solidarité elle-même ! C'est une porte entrebâillée, que tout le monde pousse.

Il est bien moins difficile de refuser tout crédit aux frères et amis que

Dans le *grand-duché de Bade*, on distingue les villes et les bourgs et villages. Dans les huit villes, les impôts communaux directs prélèvent en moyenne, en 1883, par tête, 13^m.64, les impôts indirects, 2^m.32. Les impôts directs montent par tête, à Heidelberg, à 19^m.25; à Constance, à 17^m.73; à Mannheim, à 16^m.95; à Bade, à 14^m.94; à Fribourg, à 12^m.61; à Pforzheim, à 11^m.68; à Bruchsal, à 10^m.27; à Carlsruhe, à 8^m.36. Les impôts indirects, à Bade, à 5^m.54; à Constance, à 4^m.58; à Pforzheim, à 3^m.67; à Carlsruhe, à 3^m.57; à Fribourg, à 3^m.10; à Mannheim, à 2^m.19. Ce qui mérite d'être signalé ici, c'est la notable prédominance de l'impôt direct. L'ensemble des impôts directs et indirects atteint le maximum à Constance avec 22^m.31 et à Bade avec 20^m.48, le minimum à Carlsruhe avec 11^m.93 et à Bruchsal avec 10^m.27.

Les autres communes n'ont que des impôts directs dont la charge moyenne est de 6^m.69. Ici aussi, dans beaucoup de communes, les habitants obtiennent du bois d'affouage et reçoivent des terres en jouissance.

Dans le *grand-duché d'Oldenbourg*, qui est composé du duché proprement dit, de la principauté de Lübeck et de la principauté de Birkenfeld, les communes sont divisées en communautés politiques, communautés d'assistance, communautés scolaires et communautés ecclésiastiques.

Dans le duché, 39 0/0 des impôts communaux reviennent aux communautés politiques, 23 0/0 aux communautés d'assistance, 27 0/0 aux communautés scolaires et 11 0/0 aux communautés ecclésiastiques. Dans la principauté de Lübeck, la proportion est 29 0/0, 26 0/0, 40 0/0 et 5 0/0. Dans la principauté de Birkenfeld, les services civils prennent 94 0/0 et les services ecclésiastiques 6 0/0.

L'ensemble des impôts communaux prélève dans le grand-duché 7^m.42 par tête, 7^m.41 dans le duché, 9^m.70 dans la principauté de Lübeck, 5^m.40 dans la principauté de Birkenfeld.

85 0/0 des impôts communaux sont des centimes additionnels aux impôts directs de l'État. Les centimes additionnels sont évalués à 88 0/0 de l'impôt foncier et 153 0/0 de l'impôt sur le revenu.

En *Alsace-Lorraine*, les impôts communaux sont établis d'après le système français. Voici comment se répartissent les quatre impôts directs dans les trois départements :

Basse-Alsace.	Pour l'État.....	3.691.362 ^m 77
—	Pour le département.	1.382.617 27
—	Pour les communes..	950.706 22
—	Centimes spéciaux. ..	135.129 63

CORRESPONDANCE

L'UNION MONÉTAIRE. — LES PIÈCES BELGES.

Monsieur le Rédacteur en chef,

A propos d'une correspondance adressée à l'*Economist*, de Londres, M. Joseph Chailley vous a communiqué quelques observations insérées dans l'avant-dernier numéro du *Journal des Économistes*.

J'engage M. Chailley à lire la discussion fort intéressante qui a eu lieu à la Chambre des représentants de Belgique le 11 août passé. Il y trouvera les motifs qui ont décidé les délégués belges à se retirer des conférences pour la reconstitution de l'Union latine. Je n'ai d'autre prétention en ce moment que de redresser quelques erreurs contenues dans sa lettre.

C'est le gouvernement français qui, en 1865, lors des négociations pour fonder l'Union latine, a imposé comme condition *sine qua non* le maintien du double étalon que la Belgique proposait d'abandonner. La Belgique céda, le double étalon fut maintenu et, conséquemment, l'hôtel des monnaies de Bruxelles resta ouvert pour la conversion, en pièces de cinq francs, des lingots d'argent qu'on y apporterait. Le fonctionnement de son hôtel des monnaies ne résultait pas d'une *autorisation* du gouvernement, ce n'était pas un acte de *bienveillance* de sa part, c'était une *obligation* pour lui s'il ne voulait se mettre en révolte contre un système qu'il avait admis par contrat, quoique contraire à ses idées. On comprend ainsi combien il est faux de prétendre, comme le fait M. Chailley, que c'est le gouvernement belge qui a mis en circulation de nouveaux écus de cinq francs. En réalité, il s'est borné à laisser faire ce qu'une convention internationale l'empêchait d'interdire.

Plus tard (1874), lorsque le monnayage de l'argent fut d'abord limité, puis suspendu, la France n'a pas cessé de proclamer que le système du double étalon, c'est-à-dire l'égalité de valeur des deux métaux avec la proportion de 1 à 15 1/2, ne subissait aucune atteinte, qu'on entendait le mettre en dehors et au-dessus de toute discussion.

En présence de ces principes hautement maintenus par le gouvernement français, n'est-ce pas la Belgique qui devait croire n'avoir rien à redouter du monnayage qui se faisait à son empreinte? N'est-ce pas la France qui assumait la responsabilité des conséquences qui pouvaient résulter du système absurde auquel elle rivait les puissances qui ont marché à sa suite?

M. Chailley semble croire que la Belgique n'a frappé que des piéc

de cinq francs d'argent pour en inonder le vaste territoire de l'Union latine. C'est une erreur. Pendant la durée de cette Union il n'a été frappé en Belgique que pour 350 millions de ces pièces, tandis que le monnayage de l'or, pendant la même période, s'est élevé à près de 600 millions. Tiendra-t-on compte à la Belgique de la plus-value de l'or qu'elle a laissé frapper et qui circule dans les autres pays de l'Union, comme on veut qu'elle tienne compte de la moins-value des écus d'argent?

Et puis M. Chailley ignore-t-il que les monnaies d'appoint doivent, suivant contrat, être remboursées soit en or, soit en pièces de cinq francs d'argent, *à volonté*? Est-ce que, d'autorité, on obligerait la Belgique à les rembourser en or seulement? Pourquoi a-t-on donné aux pays de l'Union la faculté de rembourser leurs monnaies d'appoint soit en or, soit en argent? Parce que le double étalon est l'essence du contrat d'union monétaire qui admet comme incontestable l'égalité de valeur de l'or et de l'argent avec la proportion de 1 à 15 1/2. De quel droit viendrait-on aujourd'hui imposer une liquidation qui méconnaît ouvertement les bases sur lesquelles l'Union latine a été fondée?

Au 1^{er} janvier prochain, si les parties contractantes ne se sont pas entendues pour reconstituer l'Union, la Belgique aura recouvré son indépendance monétaire. Je ne suis pas dans les secrets du gouvernement belge; mais ce qui me semble imposé par ses convictions et par la force des choses, c'est qu'il propose au Parlement de se rallier au système de l'étalon unique d'or et de billonner les écus de cinq francs d'argent qui n'auront plus dès lors force libératoire que pour une somme limitée, soit 100 francs, soit 200 francs ou plus.

Est-ce là ce que veut la France?

Agréez, etc.

CH. DE COCQUIEL.

BULLETIN

PUBLICATIONS DU « JOURNAL OFFICIEL ».*(Septembre 1885.)*

3 septembre. — **Rapport** au ministre de la marine et des colonies relatif à la création d'une commission coloniale dans le sein du conseil général du Sénégal. — Décret conforme.

— sur la situation commerciale et agricole de l'Annam et du Tonkin en mai 1885.

4 septembre. — **Rapport** du chef du service des douanes au Tonkin, pour le mois de mai 1885.

6 septembre. — **Rapport** adressé au ministre de la marine et des colonies à la suite d'une mission commerciale gratuite au Tonkin.

7 septembre. — **Rapport** des membres de la commission supérieure du travail des enfants employés dans l'industrie.

— **Notes** relatives à la situation du Cambodge et de la Réunion.

10 septembre. — **Renseignements** sur les îles Saint-Pierre et Miquelon et la rivière Saloum (Sénégal).

— **Le mouvement de la population** de la France pendant l'année 1884.

11 septembre. — **État** des contributions directes et taxes assimilées et de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

— **Impôts** et revenus indirects en France. Comparaison des recouvrements du mois d'août et des huit premiers mois de 1885 avec les évaluations budgétaires correspondantes et les recouvrements de 1884.

— **Impôts** et revenus indirects en Algérie. — Comparaison des recouvrements du mois de juillet et des sept premiers mois de 1885 avec les évaluations budgétaires correspondantes et les recouvrements de 1884.

12 septembre. — **Tableau** de la production et du mouvement des sucres indigènes du 1^{er} septembre 1884 à la fin d'août 1885.

— **Arrêté** autorisant l'introduction des plants de vignes étrangères et plants de vignes provenant d'arrondissements phylloxérés dans l'arrondissement d'Issoudun (Vienne).

13 septembre. — **Note** sur l'établissement de S^c-Marie de Madagascar.

mais leurs forces mêmes, à peine séparées par un étroit espace sur lequel déjà le sang a coulé. La guerre semble certaine et de tous côtés l'on s'y attend et l'on s'y prépare. Mais, tout en s'y attendant, on la repousse. L'opinion, qui veut la paix et qui sait quels incendies peuvent sortir de la moindre étincelle, se prononce énergiquement contre le recours aux armes. Les gouvernements intéressés, soutenus par la sagesse publique, font de louables efforts pour contenir les passions et pour demeurer maîtres d'eux-mêmes. Le mot d'arbitrage est prononcé; il fait son chemin; et après des négociations qui ne sont pas sans difficultés ni sans vicissitudes, un arrangement est conclu. On pouvait presque y compter; car, dès qu'on en est venu à parler de s'entendre, il est difficile qu'on ne s'entende pas. C'est surtout en matière de différends internationaux qu'il est sage de se rappeler qu'un mauvais accommodement vaut mieux qu'un bon procès.

Toujours est-il que là où la guerre, en d'autres temps, eût été inévitable, la politique pacifique l'emporte, et un arbitrage de plus est inscrit à son actif.

Survient l'affaire des Carolines. Inutile de rappeler des faits qui sont d'hier et d'insister sur l'état des esprits. Qu'est-ce en comparaison, en vérité, que cette querelle de moines grecs et de moines latins à propos de la réparation de la toiture d'un temple de Jérusalem, qui fut le point de départ de la guerre de Crimée et coûta à l'Europe des centaines de mille hommes et dix ou douze milliards; sans compter la privation, deux années durant, de quinze ou vingt millions d'hectolitres de blés de Russie, dont à ce moment l'Occident avait grand besoin? Qu'est-ce même que tel incident, soit puéril, soit tout simplement apocryphe, par suite duquel de bien plus cruels déchirements ont été infligés au monde? Il n'y a pas à le nier, d'une part comme de l'autre il y a eu des actes qui, dans l'ancien droit, passeraient pour irréparables : la guerre s'impose, et les deux parties, le voulussent-elles, ne sauraient s'y soustraire. Erreur. L'état des esprits a changé; le point d'honneur s'est modifié; les témoins, qui jadis n'auraient pas hésité à pousser à la rencontre, sont d'accord aujourd'hui pour appliquer tous leurs efforts à l'empêcher. Et une fois de plus, à travers des péripéties délicates et par moments inquiétantes, le recours aux armes est écarté et l'arbitrage triomphe.

Arrive enfin, en ce moment même, l'affaire de la Roumélie. Elle en est à sa première phase. Comment se terminera-t-elle? Nous n'en savons rien et nous nous garderons bien de nous poser en prophète. Mais un fait au moins est acquis, et nous le signalons comme digne d'attention. C'est cette *réunion* à Constantinople des représentants de toutes les puissances, à l'effet de délibérer entre eux, c'est-à-dire entre leurs

tion décisive, mais cette fois européenne et générale, il suffit de jeter un coup-d'œil sur le tableau des dépenses militaires de tous les pays d'Europe et de ce qu'ils payent chacun pour l'intérêt de leur dette nationale.

Il est impossible que les peuples se soumettent longtemps encore à une situation économique et militaire qui double leurs charges en ne leur rapportant rien.

D'après un résumé financier pour 1884, l'Europe a dépensé cette année-là 18 milliards 392.391.410 francs, dont 4 milliards 626.233.252 francs pour ses armées et 5 milliards 229.010.840 francs pour le service de ses dettes.

Ses dépenses autres pour sa vie intellectuelle, morale et physique, ses communications, son instruction, ses cultes, sont donc inférieures de plus d'un milliard aux intérêts de sa dette et au service de sa sécurité. Donc, un calculateur peut affirmer qu'avec la paix et la faillite universelles, l'Europe allégée de la moitié de ses frais, se trouverait encore plus heureuse que la confédération de l'Amérique du Nord, qui n'a presque pas d'armée et dont la puissance d'absorption et d'amortissement en matière de crédit est phénoménale. De là à dire qu'il faut abolir l'armée et la dette, il n'y a qu'un pas que les utopistes franchissent vite ; or, les utopistes n'auraient cette fois qu'un tort : celui d'exagérer le remède jusqu'au radicalisme.

« Guérissez, n'arrachez pas ! », disent avec raison les dentistes dont la méthode conservatrice ne saurait être trop étudiée et admirée. D'un chicot que les empiriques d'autrefois arrachaient, — même avec un sabre, — ils tirent le meilleur parti. Ils le brossent, ils le liment, ils le consolident et le font entrer dans l'économie générale du client. Il sert à la préparation du bol alimentaire, tandis que la dent arrachée ne sert plus à rien du tout, — et lorsque toutes les dents sont arrachées, adieu la mastication, la digestion, etc. Alors le client met de fausses dents. La garde nationale et les assignats seraient les râteliers que les nations se payeraient le lendemain de la révolution radicale qui supprimerait l'armée et la dette.

Donc, guérissons, n'arrachons pas.

Pour guérir, il faut bien établir le diagnostic du malade. Examinons par le détail ce que doit l'Europe et ce que lui coûtent ses armées.

Quant à l'importance nominale de leurs dettes, les grands États de l'Europe se classent de la façon suivante :

France.....	24.000.000.000
Angleterre.....	19.000.000.000
Russie.....	15.000.000.000
Autriche-Hongrie.....	12.000.000.000

rie qui découvrirait une combinaison nouvelle du salpêtre ou de tout autre corps propre à fabriquer la poudre.

Le fusil Dreyse a suscité le Chassepot qui lui était supérieur. Le Chassepot a été remplacé par le fusil Gras ; toutes les nations ont une arme nationale, et les chemins de fer qui devaient amener la paix du monde sont les moteurs stratégiques de la guerre universelle. Car ce n'est pas la paix, une situation qui coûte annuellement 4 milliards 626.233.252 fr., — presque l'intérêt de toutes les dettes nationales réunies.

Sur ce compte-là, il faut réfléchir ; car sa continuation, c'est à courte échéance la Révolution la plus brutale qu'on puisse imaginer. Les revendications de nos grands-pères, bien que sacrées, étaient très petites à côté des nôtres, car désormais nous ne travaillons que pour le fisc et contre les ennemis. Nous sommes 36 millions de Français ; en mettant nos dépenses générales à 3 milliards 400 millions en chiffres ronds, chaque Français et Française, — petit ou grand, — donne 100 francs par an au fisc, et comme il y a 600 mille hommes sous les drapeaux, c'est environ six jours de service par année que nous payons par tête vivante. Chaque individu, pour une moyenne de vie de 45 ans, paye donc 4.500 fr. à l'État et 285 jours de service. Pour une famille de six personnes (le père, la mère et quatre filles ou garçons), c'est 27 mille francs et quatre ans de service militaire.

J'ai donc raison de dire que nous ne travaillons plus que pour le fisc et contre la Prusse.

Si nous étendions le calcul à toutes les autres nations, nous ne trouverions pas d'énormes différences.

Étonnons-nous donc des progrès incessants des Américains et même des Chinois ! Nous, nous sommes les esclaves de notre civilisation, nous sommes enchaînés entre le budget et la loi militaire, et nos représentants parlent toujours, — ils ne parlent même que de cela, — d'augmenter nos charges militaires et nos dettes.

Mais le remède ? direz-vous.

Le remède ? Il est dans la Révolution ou dans la Sagesse. J'ajoutera même, sans crainte d'être appelé réactionnaire, alors qu'on devrait me trouver paradoxal, que la sagesse serait la plus étonnante et la plus féconde des Révolutions. Mais c'est probablement celle à laquelle nous serions le moins préparés. (*Le Figaro.*)

JULES RICHARD.

L'Histoire en chiffres. — La Chambre élue en 1881 a terminé le 7 courant sa quatrième et dernière session, sa huitième plus exactement, chaque session ordinaire ayant été doublée d'une extraordinaire.

La deuxième République eut deux assemblées uniques :

La Constituante, composée de 900 membres ;

La Législative, composée de 750 membres.

Le second empire rétablit :

Un Sénat de 80 membres, puis de 150 ;

Un Corps législatif, qui eut de 200 à 270 membres.

La troisième République, dans ses quinze années d'existence, a compté :

L'Assemblée de Bordeaux et de Versailles, 753 membres.

Depuis 1876, elle a eu :

Le Sénat, 300 membres ;

La Chambre des députés, 555 membres.

En 96 ans, le régime parlementaire a donné : 26 assemblées et un nombre de ministères ou de ministres dont les noms seuls formeraient un lexique.

Les députés touchent aujourd'hui, comme les sénateurs, une indemnité de 9.000 francs, ce qui rappelle les fameux 25 francs par jour pour lesquels mourut Baudin. Mais alors elle n'était touchée que par séance ; maintenant, le chiffre est solidifié pour toute l'année, quel que soit le nombre des sessions et des jours de présence.

Dans le budget, le paragraphe relatif au Sénat et à la Chambre des députés rentre dans le chapitre : « Dotations » et vient immédiatement après le traitement du Président, qui remplace l'ancien article : « Liste civile ».

On y voit figurer :

Le Sénat, pour 4.300.000 francs ;

La Chambre, pour 6.521.000 francs.

La dernière période législative a donc coûté, par an, 10 millions 821.000 francs, soit 943.402 francs par mois, 31.466 francs par jour, 10.462 francs par heure, en admettant une sage moyenne de trois heures par séance.

Pour donner aux curieux des détails généralement peu connus, le total des dépenses parlementaires a atteint, depuis 1800, un joli chiffre de plus de deux milliards et demi, dont on verra peut-être le détail dans un article qui complétera celui-ci, suffisamment bourré de dates et de chiffres. (*Le Petit Journal*).

EDMOND RENAUDIN.

dans une province, et comparer cette valeur avec la valeur vénale actuelle.

12° Du crédit agricole et des moyens de l'organiser efficacement, son fonctionnement en Allemagne et en Italie. Syndicats d'agriculteurs pour l'achat des instruments et des engrais, et pour la vente des produits; ne serait-ce pas là le moyen de résoudre la question du crédit agricole et des banques agricoles?

13° Étude des résultats statistiques de la participation aux bénéfices dans l'industrie.

14° Pourrait-on reprendre la frappe des pièces de 5 francs en argent sans avoir à redouter un rapide drainage de l'or?

15° Des conditions d'exécution qui peuvent justifier le rang que la transportation et la relégation occupent dans l'échelle des peines établies par le Code pénal et par la loi de 1885.

M. A. Courtois, secrétaire perpétuel, énumère les ouvrages et brochures reçus par la Société depuis la séance de septembre. (Voir ci-après la liste de ces publications.)

Il fait part ensuite d'une lettre par laquelle M. Jean-Joseph Garnier, frère de notre regretté secrétaire perpétuel, annonce la récente inauguration, à Beuil (Alpes-Maritimes), du buste de Joseph Garnier, offert par les anciens élèves de l'École supérieure de commerce de Paris à M^{me} veuve Joseph Garnier; ce buste a été donné par elle à la commune de Beuil, où était né son mari.

M. Richard [du Cantal], à propos d'une des questions du programme du Congrès des Sociétés savantes, rappelle quelle part importante il s'est efforcé de prendre, depuis plus de quarante ans, à l'organisation et au progrès de l'enseignement agricole. Il raconte ses luttes, ses échecs, et espère que la France sera enfin dotée, avant longtemps, de ce qui lui a malheureusement fait défaut jusqu'ici.

M. Ch. Letort raconte, en quelques mots, la réception sympathique et cordiale faite par les populations françaises du Canada à la délégation partie de Paris, le 3 août dernier, sous la présidence de M. de Molinari, pour visiter quelques provinces du Dominion.

La réunion choisit pour sujet de discussion la question suivante :

LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE PEUT-ELLE ÊTRE LIMITÉE, COMME TEMPS,
PAR LA LOI?

M. Frédéric Passy est d'avis que la propriété intellectuelle est une propriété au même titre que toutes les autres, et qu'elle doit jouir, comme elles, des mêmes droits, des mêmes garanties. C'est pourquoi elle doit être transmissible à l'infini aux héritiers ou ayants-droit de

M. Passy ; cela tient probablement à ce qu'il est socialiste, et à ce qu'il considère qu'il y a des choses qui sont forcément propriété commune, tandis que d'autres sont propriété individuelle. Parmi les propriétés intellectuelles, il en est une qui a une grande parenté avec la propriété littéraire et artistique : c'est la propriété des inventions. Qu'y a-t-il dans une invention ? Une combinaison, une application de lois naturelles qui appartiennent à tout le monde. Ce qui fait l'objet de la propriété de l'inventeur, ce n'est pas la loi naturelle dont il a fait application ; ce qui constitue son titre, ce n'est pas la découverte d'une de ces lois, car les découvertes scientifiques ne sont pas brevetables d'après la loi française et probablement d'après les lois, sur la matière, de tous les pays civilisés. Ce qui fait l'objet de la propriété de l'inventeur, c'est la combinaison qu'il a faite ; ce qui constitue son titre, c'est le travail utile qu'il a accompli.

De même pour l'écrivain et l'artiste, ce qui fait l'objet de leur propriété, ce ne sont pas les idées qu'ils ont exprimées, les formes qu'ils ont reproduites. Ce qui appartient au littérateur, c'est l'arrangement des mots à l'aide desquels il a exprimé l'idée ; ce qui est possédé par l'artiste, c'est le travail accompli par lui pour combiner et rendre, par le pinceau, le crayon ou le ciseau, des formes existant dans la nature. Or, la perpétuité de la propriété intellectuelle aurait pour conséquence de monopoliser entre certaines mains les lois naturelles mises en œuvres par les inventeurs, les littérateurs et les artistes. Il ne faut pas oublier, en effet, que la propriété intellectuelle ne comporte pas seulement la protection contre la contrefaçon, mais aussi la protection contre la réinvention. Il n'est pas permis, et il ne peut pas être permis de refaire une invention déjà faite, de récrire un livre déjà écrit, de repeindre un tableau déjà peint.

Pour juger les conséquences de la perpétuité de la propriété intellectuelle, il faut l'appliquer par hypothèse au passé. Voit-on quelle serait la situation de l'industrie si les descendants des inventeurs du marteau, de la scie, du rabot, ou, pour ne remonter qu'à une époque plus récente, ceux de l'inventeur de la machine à vapeur, possédaient le droit de percevoir une redevance sur tous ceux qui se serviraient de ces outils ou de cette machine. Leur puissance irait même plus loin, car la propriété, c'est le droit d'abuser aussi bien que d'user ; les héritiers des inventeurs pourraient interdire l'usage des outils et des machines.

Appliqué aux œuvres littéraires et aux œuvres d'art, le principe de la perpétuité de la propriété intellectuelle ne donnerait pas des résultats moins monstrueux. Il pourrait arriver qu'un héritier de Voltaire interdise la publication de nouvelles éditions des œuvres de

M. Frédéric Passy prend de nouveau la parole pour protester contre une confusion faite, à son sens, par M. Limousin, lorsqu'il assimile l'invention industrielle et la confection d'un livre. Les inventions, les idées qui forment la base de toute découverte industrielle, ne peuvent être appropriées, évidemment, car il est difficile de savoir quel est le véritable inventeur et d'attribuer en toute justice la propriété d'une conception nouvelle ; mais l'usage, la mise en pratique, l'exploitation de la découverte ou de l'invention, voilà qui peut être approprié, et la loi française a précisément imaginé une sorte de compromis pour assurer le bénéfice de cet usage profitable au premier qui donne un corps à une idée nouvelle et en publie la réalisation.

A défaut même de la protection de la loi, un inventeur ne peut-il pas quelquefois garder son secret ? N'a-t-on pas vu, par exemple, Guimet, l'inventeur du bleu qui porte son nom, exploiter longtemps sans brevet cette nouvelle teinte, en conserver soigneusement le secret et réaliser ainsi une fortune considérable ? Mais un autre inventeur pouvait, du jour au lendemain, faire la même découverte et priver Guimet d'un revenu important. L'institution du brevet d'invention, en garantissant pour un temps à l'inventeur l'exploitation de sa découverte, lui permet aussi d'en faire profiter le public, moyennant une indemnité raisonnable. Malgré les avantages de ce système, on sait que Michel Chevalier y était opposé.

Mais il n'en est pas de même, ajoute M. Fréd. Passy, de l'œuvre littéraire ou artistique ; là, il ne s'agit pas seulement de certaines idées, que l'auteur a pu puiser dans le fonds commun, mais d'une forme spéciale qu'il leur a données, pour en faire un corps certain. En outre, cette forme spéciale ne constitue pas un monopole au profit d'un seul, elle ne prive personne ; l'œuvre d'un Raphaël, par exemple, n'a jamais privé d'autres artistes d'employer telles ou telles combinaisons de dessin et de couleurs ; elle aide plutôt les artistes, en contribuant à leur éducation.

Il y a là si positivement une propriété, que le possesseur d'un objet d'art qu'il a acheté et payé, que l'artiste qui vient de terminer une œuvre peut et a le droit de la détruire ; c'est absolument la même chose que pour une propriété matérielle, un domaine, qu'on peut détruire ou gaspiller quand on en est le propriétaire.

Qu'un petit-fils de Voltaire ou de tel autre grand écrivain ait l'idée de détruire les œuvres de son ancêtre, c'est une éventualité contre laquelle un auteur peut, à la rigueur, essayer de se prémunir ; mais si les héritiers d'un auteur trouvent de lui des manuscrits qu'ils veulent anéantir, ils en ont le droit, comme l'auteur lui-même.

Et, d'autre part, cette propriété intellectuelle, pour M. Passy, est

e della previdenza. Anno 1885. Credito fondiario. Legge, decreti e regolamento ¹.

La crise économique en France, par JOSEPH CHAILLEY ².

ARTURO JÉHAN DE JOHANNIS. *L'insuccesso della conferenza monetaria nell' agosto 1885* ³.

La Société nouvelle, revue internationale. IX. 25 juillet 1885 ⁴.

Direction générale des douanes égyptiennes. Le commerce extérieur de l'Égypte pendant l'année 1884 ⁵.

Le patrimoine de l'ouvrier, par A. GIBON ⁶.

Revue professionnelle des horlogers, bijoutiers, etc., n^{os} 3 et 4 (10 août, 10 sept. 1885) ⁷.

COMPTES RENDUS

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA PROVINCE DE BUÉNOS-AYRES; 1^{re} année, 1881 (Buénos-Ayres, imprimerie de *la Republica*; 1884).

M. Coni, directeur du Bureau de statistique de Buénos-Ayres, a entrepris de condenser dans une série de publications annuelles, écrites à la fois en espagnol et en français, toutes les données que ce Bureau est susceptible de recueillir sur la population du pays, sa météorologie, son agriculture, son commerce et sa navigation; son industrie, ses voies de communication, ses finances, ses écoles, ses établissements charitables, et nous avons sous les yeux le volume qui concerne l'année 1881 de cet intéressant recueil.

Les tableaux du mouvement de la population en 1881, comparés à ceux de l'année précédente, donnent les résultats suivants :

	1880	1881
Naissances.....	20.958	21.116
Décès.....	10.664	9.773

Ce qui indique une augmentation de la natalité et une diminution croissante aussi de la mortalité. La plus grande natalité appartient aux Italiens (5.4 0/0) et les proportions sont presque les mêmes pour les

¹ Roma, tip. Eredi Botta, 1885, in-8.

² Paris, Guillaumin, 1885, in-8.

³ Firenze, ufficio della *Rassegna nazionale*, 1885, in-8.

⁴ Bruxelles, Larcier, 1885, in-8.

⁵ Alexandrie, tip. V. Penasson, 1885, in-4.

⁶ Paris, Guillaumin, 1885, in-8.

⁷ Paris, 4, rue Payenne, 1885, in-4.

RÉSUMÉ STATISTIQUE POUR LE ROYAUME DES PAYS-BAS (1850-1883).
La Haye, 1884.

La *Société de statistique des Pays-Bas* vient de publier le troisième volume de son recueil intitulé : *La Statistique officielle du Royaume des Pays-Bas*. Comme les volumes précédents, il a été rédigé par M. de Bruyn, ancien président de la Société ¹, et nous y trouvons d'intéressants détails sur la population, les voies ferrées, les impôts et les finances du royaume de Hollande.

En 1830, sa population était de 2.613.847 habitants, et elle était devenue, en 1859, de 3.056.879. Dix ans plus tard, elle montait à 3.579.529, et en 1879, date du dernier recensement, à 4.012.693. Elle s'est donc augmentée d'environ 65 centièmes dans l'espace d'un demi-siècle; en d'autres termes, l'augmentation a été de 1,3 0/0 par an. Malgré la diminution des mariages, la proportion des naissances illégitimes ne s'est pas trop augmentée pendant la période 1850-1883, la moyenne des cinq dernières années de cette période étant de 3 0/0 à peu près sur l'ensemble de la natalité. Le tableau de la population, d'après les cultes, montre que le protestantisme est en voie de progresser. La proportion des protestants à la population totale, qui était en 1831 de 50 0/0, est maintenant de 61, tandis que pour les catholiques elle est tombée de 38 0/0 à 36. Enfin, il se passe dans les Pays-Bas le même phénomène que partout ailleurs : les campagnes se dépeuplent au profit des centres urbains.

Au 1^{er} janvier 1884, le réseau ferré était de 2.113 kilomètres. Les lignes les plus avantageuses, celles qui relient les ports principaux et les centres de population, sont depuis longtemps entre les mains de deux grandes Compagnies : la Compagnie du chemin de fer Hollandais et celle du chemin de fer Rhénan, fondées toutes les deux depuis une quarantaine d'années. Ces deux lignes, comme au surplus toutes les lignes concédées à l'industrie privée, ont été construites sans subsides, ni garantie d'intérêt de la part de l'État, et leur exploitation ne commença d'être fructueuse qu'au bout d'un certain nombre d'années. Vers 1854, il devint nécessaire de développer le réseau ferré; mais les Compagnies déjà existantes se souciaient assez peu de prendre à leur charge des lignes nouvelles d'une productivité incertaine et, d'autre part, les Chambres, comme elles le firent bien voir par leurs votes de 1859, n'étaient pas davantage désireuses d'accorder aux lignes nouvelles la garantie d'intérêt. Dans ces conjectures, l'État se chargea lui-même de la construction de ces lignes, généralement d'importance secondaire, mais d'une construction fort coûteuse.

¹ Le président actuel est M. Pierson et le vice-président M. Pareau.

de la marine. La dette nationale se montait environ à 1.200 millions de florins en 1810, et provenait partie des dettes provinciales et générales de l'ancienne *République des Provinces-Unies*, partie de celles des deux *Compagnies des Indes*, déclarées dettes de l'État lorsque ces Compagnies furent dissoutes vers la fin du dernier siècle. Elle fut réduite des deux tiers en 1810, lors de l'incorporation de la Hollande à l'Empire français, mais rétablie en principe lors de la constitution, en 1814, du Royaume des Pays-Bas. Elle est aujourd'hui d'environ 1.000 millions de florins.

AD. F. DE FONTPERTUIS.

NOTICES COLONIALES, publiées à l'occasion de l'Exposition universelle d'Anvers en 1885. (Tome I^{er}. 664 pages, contenant des renseignements sur le Tonkin, l'Annam, la Cochinchine, le Cambodge, l'Inde française, Mayotte, Nossi-Bé, Madagascar.) — Paris. Imprimerie Nationale, 1885.

L'une des attractions de l'Exposition universelle d'Anvers est sans contredit le pavillon des colonies françaises. Construit dans le style cambodgien, il frappe les regards de la foule, qui se presse pour en visiter l'intérieur. L'arrangement qui a été adopté est rationnel et se distingue par la pensée économique, commerciale, qui a dirigé le ministère de la marine et des colonies dans l'organisation de l'exhibition coloniale. Le côté pittoresque n'a pas été sacrifié; loin de là, l'aspect intérieur du bâtiment, avec les grandes idoles, les étoffes brillantes, les armes, le mélange des couleurs, est original. Quant aux objets exposés, ils ne se trouvent pas dans un entassement qui est l'œuvre du hasard; une méthode excellente, scientifique, a disposé les produits naturels et manufacturés par colonie séparée et par catégorie.

L'administration belge a pu constater qu'elle avait trouvé à Paris, dans le département des colonies, un concurrent sur le terrain des musées commerciaux. On sait que sous les auspices du ministère des affaires étrangères, il a été organisé en 1883, à Bruxelles, un musée commercial, destiné à renseigner les négociants et les industriels belges sur les ressources en matières premières des pays étrangers et sur les marchandises vendues dans ces pays par les concurrents de la Belgique. Une série d'échantillons recueillis par les consuls dans leurs circonscriptions, avec indication du prix de vente, de la largeur de la pièce, du poids, de la qualité, sont exposés, et les intéressés peuvent se rendre compte du goût, de la mode, dans les contrées où ils veulent se créer des débouchés. Dans le même ordre d'idées, le département des colonies a organisé son musée à Paris, réunissant les matières premières, qui constituent la richesse des colonies, les produits manufacturés dans

UN DEVOIR SOCIAL ET LES LOGEMENTS D'OUVRIERS, par G. PICOT, membre de l'Institut. — Brochure in-12. Paris, Calmann-Lévy, éditeur.

Cette brochure de moins de 200 pages porte un titre double et contient en effet deux études, qui se rattachent par le lien qui unit la volonté consciente à l'action qui la suit. L'une et l'autre sont très remarquables.

La première et la plus importante porte sur l'affaiblissement du sentiment social dans la France de notre temps. L'auteur, avec beaucoup de clairvoyance et de franchise, signale les progrès évidents et irrésistibles d'une démocratie peu éclairée et la défaillance intellectuelle morale à laquelle s'abandonnent la plupart des personnes qui possèdent la richesse et pourraient, si elles le voulaient, posséder l'instruction.

« Le grand mal dont nous souffrons, dit-il, est le découragement. Il vient d'une double cause, une grande déception et une profonde ignorance de la démocratie. Après avoir gouverné la France depuis le Consulat, les classes élevées sont éliminées peu à peu des fonctions qu'elles exerçaient dans l'État. Parmi elles, on prend l'habitude de se désintéresser de la chose publique, et on est bien près de renoncer à tout intérêt collectif. L'égoïsme fait des progrès surprenants ; on vit pour soi ; on se renferme, on s'isole ; il est de mode de professer un absolu dédain pour la politique, et nul ne remarque que cette situation aggrave les maux dont il gémit.

Cette émigration à l'intérieur ne produirait que demi-mal si les dévouements exclus des fonctions publiques se portaient résolument sur les diverses branches de l'activité nationale... Malheureusement, on croit à une crise passagère ; on attend au lieu d'agir. C'est en vain que la Providence a donné à une classe d'hommes en France tous les dons qui leur permettraient d'agir sur leurs concitoyens, une situation notable, de grandes propriétés, une expérience héréditaire des affaires, parfois des noms qui se lient à notre histoire ; il semble que quelque mauvais génie leur ait refusé l'action. »

M. Picot continue l'exposé de cette situation en excellents termes et nous montre les dangers d'une démocratie qui manque de parti conservateur à côté de gens qui se refusent à former ce parti. Il conclut, en appelant ces personnes à se rapprocher de leurs concitoyens moins éclairés et à constituer des liens sociaux en rendant des services privés, individuellement et par association. Le premier objet proposé à l'association est l'amélioration des logements d'ouvriers.

Cette brochure, honnêtement pensée et honnêtement écrite, est une bonne action et nous lui désirons bien cordialement le grand succès qu'elle mérite. Mais nous craignons qu'elle ne l'obtienne pas et nous dirons franchement les motifs de notre opinion.

comme celui dont nous venons d'entretenir le lecteur et des publications comme celles de M. Graham Sumner nous montrent que les intelligences se disciplinent aux États-Unis et que l'enseignement s'y élève, malgré les efforts et les succès partiels des socialistes de la chaire. Nous voudrions bien pouvoir en dire autant de notre pays — voir sortir de nos écoles de droit quelque livre comparable à celui de M. Walker, pour le fond et d'une forme plus appropriée à nos habitudes de penser.

COURCELLE-SENEUIL.

LA FRANCE ET LES FRANÇAIS A TRAVERS LES SIÈCLES, par AUGUSTIN CHALLAMEL
4 vol. gr. in-8 à 2 col. Paris, 1879-85. Roy, éditeur.

La « Petite histoire de France » signalée ici même il y a quelques mois n'était pour M. Challamel qu'une sorte de distraction au milieu de la grande et importante publication dont il vient de donner le quatrième et dernier volume.

La France et les Français à travers les siècles appartient à ce genre historique que l'auteur a dès longtemps abordé et presque mis au goût du jour depuis son « Histoire de la Fronde » jusqu'à son « Histoire de la mode », en passant par l'« Histoire-Musée de la République » et les « Mémoires du peuple français »; sorte d'histoire pittoresque, anecdotique et vivante, agrémentée de dessins, de caricatures et de fac-simile, qui comporte à la fois la vive allure du roman et la froide gravité du tableau ou du document qui parle mieux que toutes les phrases.

Dans ces quatre volumes de près de 500 pages chacun, — à 2 colonnes, — l'histoire de France est divisée en XX livres dont les douze premiers nous conduisent à Louis XV et au XVIII^e siècle, qui absorbe dès lors, avec le nôtre, les deux derniers tomes de l'œuvre.

Au point de vue économique, bien peu de chose à relever dans les siècles antérieurs. A noter toutefois et particulièrement, au début tome III, le chapitre relatif à Colbert, contenant des indications précieuses et précises sur le commerce, l'industrie, l'agriculture, l'organisation du travail, l'assistance publique, etc.

Un peu plus loin, sous Louis XV, un bout de chapitre consacré « Société des économistes », comme on l'appelait alors. Sous le règne de Louis XVI, tout un chapitre vraiment spécial sur le commerce et l'industrie — les droits de garantie, — la prohibition, — les chambres de commerce, — les octrois, — les patentes, — les monopoles, — les contributions, — la bienfaisance, etc.

Sous Louis-Philippe, la question du salaire et les grèves, le droit de visite.

Le dernier livre [XX] résume les questions politiques et sociales.

on a pu le constater par les programmes, qui tous se ressemblent pour le fond.

On a pu remarquer que tous les républicains se sont dits socialistes. Qui n'est pas socialiste n'est pas républicain, ont-ils dit ; et le fait est que si l'on s'en rapporte à l'étymologie, cette opinion est très soutenable. Pourtant la réciproque n'est pas vraie ; on sait qu'il y a des socialistes cléricaux qui ne sont rien moins que républicains. y a toutefois une exception ; l'*alliance radicale progressiste* ne dit pas socialiste ; mais son programme étant le même que les autres, l'exception confirme la règle.

Cet affichage de socialisme n'a peut-être pas été sans influence sur le résultat final, qui a étonné ceux mêmes qui s'y attendaient, à plus forte raison les autres.

Quoi qu'il en soit, l'expérience est faite, et l'on peut dire qu'elle l'a été loyalement. Les élections n'ont peut-être jamais été faites avec autant de bonne foi et d'abstention de la part du Gouvernement. Il faut s'en féliciter et l'en féliciter, car l'intervention de l'autorité centrale dans cette matière a un double inconvénient, elle fausse les élections de deux manières : les uns votent pour le candidat officiel parce qu'on met une promesse, une pièce de cent sous ou un louis dans leur bulletin de vote. C'est ce que tout le monde voit. Ce qu'on ne voit pas, c'est que les autres, en bien plus grand nombre, soit par esprit de contrariété, soit pour faire preuve d'indépendance, soit pour toutes autres raisons non moins humaines et non moins louables, votent contre le candidat désigné et choisissent un candidat beaucoup plus radicalement opposé au Gouvernement qu'ils n'auraient fait si l'on n'eût pas cherché à les diriger.

Il suit de là que le Gouvernement perd plus qu'il ne gagne à se mêler des élections. Mais le pire de l'affaire, c'est que les contribuables payent les frais et les faux frais des candidatures officielles et radicales. Nous, pauvres diables de contribuables, devons donc savoir gré au Gouvernement de nous avoir épargné cette surcharge.

Les principaux résultats du scrutin de liste sont maintenant connus ; et quoi qu'il fût aisé de prévoir que, lors même qu'il n'y aurait pas eu d'autres raisons, ce système devait tourner au profit de la réaction, il faut avouer que nous ne nous attendions pas à un revirement si accentué.

Quels pronostics pouvons-nous tirer de cet événement ? Les conservateurs prendront-ils une meilleure voie que les radicaux ? Jouiront-ils avec modération de leur succès ? Ce serait le moyen de faire de la conciliation, de la vraie, et de remporter d'autres victoires.

Nous ne savons ce que l'avenir nous garde et nous ne pouvons

manifestations. Quelle belle chose que l'enseignement officiel ! N'est-ce pas le cas de dire avec cet orateur de l'autre jour au club féminin de la salle Molière :

Quand Titine ne s'ra plus là, qui donc qui f'ra têter l'gouet ?

*
* *

Mais le gouvernement y a encore pourvu. Il pourvoit à toutes les éventualités avec une « générosité » qui, heureusement pour lui et malheureusement pour nous, ne lui coûte pas cher. Dans le but d'encourager la propagation de la précieuse espèce humaine, la loi du 29 nivôse an XIII avait créé des bourses pour un des *filz* de tout père de famille ayant sept enfants vivants. Une nouvelle loi du 8 août 1885 remet en vigueur celle de nivôse, supprime la distinction des sexes, exige que les candidats subissent des examens d'aptitude et que les familles justifient de l'insuffisance de leurs ressources. Comme on ne voit pas pourquoi l'État accorderait une bourse à un seul des sept enfants, il est permis de croire qu'avec sa générosité accoutumée, il pourvoira à l'élève de tous et que Titine n'aura plus que la peine de les mettre au jour. Et comme l'État élève les enfants avec beaucoup plus de soin et d'économie que les particuliers, on voit d'ici combien la population va croître et, à sa suite, la production, la richesse, le bien-être de tous et de chacun. Décidément, nous touchons à l'âge d'or ; si nous n'entrons pas dans la terre de Chanaan, nous ne mourons du moins pas sans l'avoir entrevue et sans emporter la douce consolation de savoir que notre postérité y entrera.

*
* *

La digestion de nos colonies est en bonne voie ; à part quelques guet-apens, quelques massacres de chrétiens, quelques rois détrônés et d'autres intrônisés à leur place, tout va bien. Il ne s'agit plus, comme devant, que de faire des représailles quand le besoin s'en fait sentir. L'affaire de Hué était en quelque sorte prévue. Le correspondant du *Temps* avait prédit que « nous n'aurions la paix au Tonkin, en Cochinchine et au Cambodge que lorsque nous aurions anéanti la puissance de la cour de Hué qui nous trompait de la façon la plus effrontée ». Or, nous avons anéanti la puissance de cette cour, nous avons intrônisé un nouveau souverain ; celui-ci ne nous trompera jamais, c'est convenu, il ne ressemble pas aux autres.

Ce qui est indispensable aujourd'hui, dit le *Temps*, c'est de chercher à organiser le Cambodge en employant une méthode scientifique ; ainsi il est nécessaire de créer un personnel d'agents français pouvant entrer directement en communication avec les Cambodgiens sans le concours

« Si le socialisme, dit-il, nous fournit un remède, pourquoi refusons-nous de l'emprunter à cette science ? » La question est précisément dans ce *si*. Mais il ne paraît pas que jusqu'ici les remèdes socialistes aient été bien efficaces, et nous ne voyons pas ce qu'il y a de scientifique dans un système de systèmes, qui prétend, il est vrai, ne se baser que sur des faits, mais qui n'est en réalité qu'un entassement d'hypothèses plus invraisemblables les unes que les autres.

Avec M. Parnell, la question irlandaise entre dans une nouvelle phase. Le chef du parti irlandais demande pour son pays l'autonomie dans toute l'acception du mot. Il compte avoir avec lui, dans la prochaine Chambre des communes, de 80 à 85 membres, et il se flatte de mettre tous les ministères en minorité jusqu'à ce que, de guerre lasse, l'Angleterre ait accordé à l'Irlande le droit de se gouverner elle-même. Ce sera pour l'Angleterre la comédie à laquelle nous avons assisté ces dernières années, des changements de ministères, mais pour un autre motif.

Il n'est peut-être pas trop téméraire de prédire que la prochaine Chambre des communes va être plus radicale que son aînée. Mais l'épreuve sera bientôt faite, attendons-en les résultats.

Quant à l'Allemagne, il est probable qu'elle ne subira pas de changements bien marquants. Dans ce pays attardé, la plupart des savants se bornent encore à s'occuper de leur métier et croiraient déroger en se jetant dans l'arène politique. Les professeurs n'ont pas encore pris l'habitude d'aller faire leurs cours à la Chambre des députés, les médecins d'aller y promulguer leurs ordonnances, les avocats d'aller y donner leurs consultations; les uns et les autres de transformer leurs caprices, leurs rêves en lois.

Toutefois, voici les points essentiels du programme des démocrates socialistes allemands formulé par le député Bebel, et reproduit par les *Débats* :

Introduction du suffrage universel direct; suppression de la Chambre haute; séparation de l'Église et de l'État; de l'Église et de l'École; gratuité de l'enseignement dans les écoles populaires; suppression des impôts indirects et de l'impôt sur l'abattage des viandes de boucherie; l'État sera chargé de subvenir aux besoins des indigents; les communes devront, comme l'État, couvrir leurs dépenses au moyen d'impôts progressifs sur le revenu.

*
* *

Une émeute a éclaté au Canada à propos de la vaccination obligatoire. Voici ce qu'on lit à ce sujet dans les *Débats* du 1^{er} octobre :

C'est ainsi que le Président de la République, en présence d'une situation financière qu'il n'a pas créée, a cru, comptant sur le patriotisme et l'abnégation des fonctionnaires publics et des créanciers de l'État, qu'il pourrait remédier au mal en consolidant la dette flottante et en faisant subir aux traitements des fonctionnaires une réduction prudente et proportionnelle dans laquelle ils seront tous compris, depuis le suprême magistrat de la nation jusqu'aux employés qui perçoivent une solde annuelle supérieure à 500 fr.

Les Mexicains nous donnent là une leçon que beaucoup d'autres nations feraient peut-être bien de suivre. Les fonctionnaires sont tous des hommes dévoués à la patrie, on peut compter sur leur abnégation et leur patriotisme ; rien n'empêche donc de réduire prudemment et proportionnellement leurs traitements. On emploie souvent de plus mauvais moyens pour remédier aux crises économiques et financières.

*
* *

La petite commune de Beuil (Alpes-Maritimes) vient de rendre un pieux et légitime hommage à l'un de ses enfants, le premier qui ait fait connaître en même temps qu'illustré cette modeste localité de moins de 600 âmes.

Le dimanche 30 août, on y a inauguré, sur un piédestal en granit, le buste en bronze de Joseph Garnier, offert par sa veuve.

Son frère, M. J.-J. Garnier, a retracé aux Beuillois la vie du maître, aussi simple que savant, qui a laissé partout et chez tous tant de souvenirs et tant de regrets.

ROUXEL.

Paris, 14 septembre 1885.

l'agriculture, réponse d'un député républicain à la campagne électorale de M. Pouyer-Quertier. In-18 de 50 p. et tableaux. Caen. Le Blanc-Hardel.

HUBBARD (Gustave-Ad.). *Les finances de Babylone*, examen rapide de la situation financière léguée par l'opportunisme. In-18 de 74 p. Paris, Bloch.

JUGLART (R. DE). *Le bilan de la 3^e République*. In-8 de 72 p. Paris, Guérin.

KARAMSINE. *Voyage en France (1789-90)*. Traduit du russe et annoté par Legrelle. In-18 de XLVI-336 p. Paris, Hachette.

LAFARGUE (Paul). *Curs de ieconomie sociala. Materialismul ieconomie...* In-18 de 78 p. Paris, Décembre.

LAVIGERIE (cardinal). *Sur la nécessité du maintien*, au point de vue national, d'un clergé français dans l'Afrique du Nord, conférence faite à l'église de la Madeleine. In-8 de 32 p. Paris, Belin.

LEGRELLE. V. KARAMSINE.

LELOUP (J.) et RICOUART. *La société actuelle au point de vue économique*; discours prononcé à l'Académie d'Arras (3 mai 1885). In-8 de 40 p. Arras, Rochard-Courtin.

LEVALLOIS (Jules). *Société française des amis de la paix*. La vérité sur l'arbitrage, dates et faits. Avec un avant-propos par M. F. Passy. In-16 de 16 p. Paris, Chaix.

MAHY (DE). *Discours* prononcé à la Chambre des députés (séance du 25 juillet 1885), dans la discussion d'un crédit de 12.190.000 francs pour les événements de Madagascar. In-8 de 48 p. Paris, au « Journal officiel ».

MAISONS (P.-A.-P. DES). *Les gisements aurifères en Australie*. In-8 de 48 p. Paris, Dentu.

MALLAT-RAMIN (Antonin). *La question agricole en 1885*. In-8 de 36 p. Vichy, Bougarel.

MAYER-EBSTEIN. *Étude pratique*

sur le relèvement social des classes laborieuses au point de vue économique, industriel, agricole, commercial et financier. In-8 de 30 p. Paris, Guillaumin.

Mémoires de la Société d'agriculture, commerce, sciences et arts de la Marne. Année 1883-84. In-8 de 368 p. et planches. Châlons-sur-Marne, Martin.

MICHEL (Adolphe). *Les finances de la République*; ce qu'on dit et ce qu'on ne dit pas. In-32 de 16 p. Paris, Martin.

NEUFVILLE (Martin et N. DE). *Droit rural*; de l'enclave d'après la loi de 1881. In-8 de 8 p. Paris, Pedone-Lauriel.

NOLEN (D.). V. BARNI.

PASSY (F.). V. LEVALLOIS.

PATON (Emile). *La fortune publique*, études populaires. VI. Le Crédit foncier de France et l'épargne. In-8 de 46 p. Paris, Dentu.

PÉRONNE (Lucien). *Des fins de non recevoir et des prescriptions en matière de transports terrestres et maritimes*. In-8 de 272 p. Paris, Noizette.

PICARD. *Discours* prononcé à la Chambre des députés (séance du 4 août 1885) sur la concession de diverses lignes à la Compagnie d'Orléans. In-8 de 32 p. Paris, au « Journal officiel ».

POUYER-QUERTIER. V. HENRY.

RABOT (Ch.). *Notes ethnographiques recueillies en Laponie*. In-8 de 38 p. Paris, Leroux.

RICOUART. V. LELOUP.

ROCHE (Jules). *Les finances de la République*. In-16 de 64 p. Paris, Wathier.

ROMAN (J.). *Dépouillement du registre des requêtes présentées au roi de France en 1586 et 1587*. In-8 de 24 p. Paris, Plon et Nourrit.

ROULLIET (Antony). *Les présidents de la Société de statistique de Paris* (25^e anniversaire de la fondation de la Société, 15-18 juin 1885). In-8 de 18 p. Paris, Berger-Levrault.

Le Gérant : P. GUILLAUMIN.

tière, eussent eu lieu, et l'indemnité des émigrés, la seule grande **d** pense réellement imputable à la Restauration, avait rendu la **sé** curité et la fécondité à la propriété.

Lorsque j'étudiais la crise financière de 1814 et de 1815, l'unique reproche que j'aie adressé à la Restauration et le seul que je lui voulusse encore adresser, touchant son administration financière et économique, c'est de ne s'être pas assez préoccupée des voies de communication, alors si arriérées, et d'avoir trop cédé, dans le règlement des échanges, aux doctrines protectionnistes de cette époque, tout en rappelant que ses ministres s'étaient constamment efforcés d'en modérer les applications. Dans les sphères politiques, si sa conduite extérieure mérite pareillement tout notre respect et toute notre reconnaissance, pourquoi n'a-t-elle pas aussi constamment réglé sa conduite intérieure, très regrettable en tout vers la fin, sur les pensées décentralisatrices, si justes et si libérales, de M. de Villèle, avant son entrée au pouvoir ?

Dans le budget de 1830, les dépenses étaient évaluées à 972.839.879 fr. et les recettes à 979.787.135 fr. ; soit un excédent de recettes de 6.947.256 fr. L'amortissement disposait, durant la même année, de 88 millions, après avoir presque entièrement racheté un capital de 1 milliard 555 millions. Rachats qui faisaient dire à M. Roy, dès son second passage au ministère des finances, que l'amortissement nous libérerait de notre dette entière dans un assez court délai. Enfin, le Trésor possédait une créance reconnue sur l'Espagne de 80 millions, et si nulle redevance pareille ne se pouvait réclamer du dey d'Alger, nous avions du moins trouvé dans son palais des sommes suffisantes pour nous indemniser de tous les frais de notre dernière conquête. Telle était, en résumé, la situation financière de la France lors de la révolution de Juillet, qui la devait singulièrement modifier, en rouvrant parmi nous l'ère des séditions et des révoltes, cent fois plus désastreuses encore au point de vue moral, politique et libéral qu'au point de vue financier. Cette prospérité, qui dépassait beaucoup celle des premières années du règne de Louis XIV, ne s'est plus revue depuis, même au sein des plus merveilleux développements de notre industrie et de notre richesse. Avec quelles récriminations et quelles colères, pourtant, la Restauration s'est-elle vue accuser d'imprévoyance et de dissipation, de gaspillage et d'inhabileté ! MM. Casimir Périer et Laffitte eux-mêmes répétaient ces accusations avec autant d'acrimonie que les plus ignorants de leurs collègues ou que les journalistes les plus outrés.

La révolution de Juillet s'est chargée de montrer ce que valaient ces accusations, comme les promesses d'économie et de prospérité

solliciteurs les plus habiles ou les plus dangereux, un crédit de 5 millions fut aussitôt accordé au ministre de l'intérieur ¹. Ce crédit devait s'employer à certains travaux publics ou se distribuer à certaines nécessités urgentes, et il fut suivi d'un autre crédit de 18 millions, ayant les mêmes destinations, en 1831 ². Je n'ai pas besoin d'ajouter, puisqu'il en est toujours ainsi, que ces millions se sont perdus dans des entreprises sans utilité, ou ont été répartis par la peur ou la camaraderie bien plutôt que par la charité. Plusieurs lois du même temps concédèrent aussi 2.400.000 fr., réduits bientôt à 1.500.000 fr. ³, aux prétendus blessés ou aux prétendues victimes de Juillet, comme aux orphelins ou aux parents de ces victimes, et autorisèrent l'inscription de 714.000 fr. de rente pour des pensions ou des secours annuels aux mêmes personnes. Enfin diverses sommes, s'élevant ensemble à 3.600.000 fr., ont indemnisé des dommages matériels causés par la révolution.

Que pouvaient toutefois ces secours, même mieux utilisés et mieux distribués, dans la tourmente politique et économique où de nouveau se trouvait engagée la France ? Sans doute l'industrie et le crédit occupaient alors un champ bien restreint, comparé à celui qu'ils recouvrent aujourd'hui ; mais qu'ils étaient loin aussi de leur force, de leur expérience, de leurs traditions présentes ! Le moindre souffle agite un lac restreint ; il faut des vents furieux pour troubler une vaste rade. L'effroi était à cette époque d'autant plus naturel et plus général qu'on était plus rapproché des excès et des crimes de notre première révolution. Le monde des affaires, peu sympathique à la restauration dans les dernières années, sans en souhaiter pourtant la chute, cédait surtout à la frayeur, en voyant la faiblesse du pouvoir en présence de l'exaltation et des menaces des classes ouvrières des grandes villes, avec lesquelles il s'était trop habitué à ne pas compter. Si la révolution semblait terminée, l'émeute subsistait et faisait toujours redouter une autre révolution. Aussi les capitaux ne cessaient-ils de se resserrer, la production s'arrêtait, les échanges et la consommation disparaissaient. Quelle confiance pouvait renaître quand, aux mesures dont je viens de parler, s'ajoutaient des pensions aux « vainqueurs de la Bastille » ou d'abondantes largesses aux « condamnés politiques de la restauration » ? L'avidité révolu-

¹ Loi du 13 décembre 1830.

² Loi du 24 novembre 1831.

³ La loi du 13 décembre 1830 avait ouvert un crédit de 2.400.000 fr. pour les victimes de juillet, mais la loi de finances du 16 octobre 1831 la réduisit à 1.500 000 fr.

peuple aux armes contre les Bourbons, malgré la volonté du groupe de députés et de journalistes qui, après avoir commencé la lutte, croyaient la diriger ? Aussitôt que M. Laffitte fut devenu ministre des finances et président du conseil, au mois de novembre 1830 ; car le baron Louis n'a fait alors que passer au ministère, il ne craignit pas de commettre à son profit un acte vraiment inqualifiable et profondément coupable.

En reconnaissant cinq ans auparavant l'indépendance d'Haïti, le gouvernement français avait stipulé une indemnité de 150 millions, payable par cinquième, en faveur des propriétaires dépossédés de cette île. Pour solder cette indemnité, Haïti avait souscrit un emprunt à MM. de Rothschild et Laffitte et à quelques receveurs généraux, qui ne versèrent toutefois que 24 millions pour le premier cinquième, grâce à la réduction accordée à leur prêt. Par crainte de voir les obligations de cet emprunt, dont ils n'avaient écoulé qu'une partie, se déprécier lorsque le public apprendrait qu'Haïti ne payait déjà plus l'intérêt de sa dette, ces prêteurs s'adressèrent à M. de Villèle, alors ministre des finances, et en obtinrent la garantie, au nom de l'État, des remboursements de leurs avances. Mais M. Roy, successeur de M. de Villèle au ministère des finances, se refusa à tenir cet engagement, que les Chambres n'avaient pas été conviées à sanctionner. C'est le conseil d'État qui, saisi par les souscripteurs, le maintint, en en ajournant seulement l'exécution à cinq années.

Sans égard à cette décision, pourtant si favorable, M. Laffitte, à peine installé au ministère, se fit autoriser, par une ordonnance royale, non publiée, à se payer à lui-même et à payer à ses associés la somme de 4.848.905 fr., à laquelle s'appliquait la garantie qu'ils avaient reçue. La cour des comptes déclara plus tard qu'il y avait eu là tentative de dissimulation, et la commission de la Chambre des députés chargée, en 1833, du règlement des comptes de 1830, proposa à l'unanimité, par l'organe de son rapporteur, M. Passy, le rejet de cette somme. Elle n'en fut cependant pas moins admise par les Chambres, quoique « irrégulièrement autorisée, à raison de la gravité des circonstances ». M. Laffitte comptait trop d'amis dans le Parlement, avait trop pris part à la révolution et était trop couvert par le roi, pour être condamné. Mais cela lui fit pour toujours perdre son importance, que son incapacité administrative et politique aurait certainement suffi à lui ravir.

En même temps, au reste, que la crise industrielle et financière entraînait de nouvelles dépenses, les recouvrements du Trésor diminuaient, non seulement, comme l'avait prévu le baron Louis, par

L'accroissement des dépenses et la diminution des recettes ont, à cette époque pareillement, engagé à réduire les plus gros traitements, moins toutefois, je crois, que les passions des foules et les condamnations portées contre les budgets précédents. Ceux des ministres, des cardinaux, de l'archevêque de Paris, des chefs des administrations, des conseillers d'État, des préfets et des principaux magistrats, furent tous atteints. Par malheur, une semblable épargne n'offrait nulle sérieuse ressource, surtout lorsqu'on maintenait sous toutes ses formes notre centralisation administrative. N'allait-on pas même s'appliquer à la développer encore ? Aussi ne devait-on pas tarder à puiser abondamment à la source préférée de chaque gouvernement révolutionnaire, toujours enclin à surcharger l'avenir, en paraissant ménager le présent. Et l'on a déjà vu l'usage qu'on avait fait du crédit en faveur des ouvriers, des industriels et des solliciteurs.

Persistant dans ce moyen, on commença par s'emparer d'un fonds commun de rentes 3 0/0, créées par la Restauration pour être distribué entre les propriétaires dépossédés nationalement qui n'avaient pas été suffisamment indemnisés. Sans respecter cet engagement, une loi du 5 janvier 1831 affecta ces rentes, fixées provisoirement à 3 millions et formant au cours du moment un capital de 54 millions, aux besoins du Trésor, avec promesse de les rembourser cinq ans plus tard sur le produit de la vente de trois cent mille hectares de bois domaniaux. C'étaient là les bois que les Chambres de 1817 avaient mis à la disposition du gouvernement, afin de constituer une première dotation immobilière au clergé; et que le gouvernement avait eu la sagesse de conserver. Dans la crainte de ne les aliéner qu'avec trop de perte, il fut, en outre, arrêté qu'on pourrait remplacer cette vente par une émission de rentes 5 0/0, en adjugeant une suffisante quantité de bois pour procurer un revenu de 4 millions¹.

Le baron Louis, redevenu ministre des finances à ce moment, et qui préférait de beaucoup, avec raison, l'impôt à l'emprunt, proposa d'accroître, même pour 1831, en cours d'exercice, le principal de la contribution foncière de 55 centimes, ce qui devait donner 85 millions, et celui des patentes de 50 centimes, ce qui ne devait produire, tant l'industrie était encore restreinte, que 12 millions². Il voulait, d'autre part, transformer le mode de perception de la taxe personnelle et mobilière et de celle des portes et fenêtres, en les rendant, d'impôts de répartition qu'elles étaient jusque-là, impôts de quotité, dans l'espoir de retirer 25 millions de ce double et très juste

¹ V. loi du 25 mars 1831.

² Les frais de recouvrement étaient évalués pour les deux taxes à 3 millions.

la liste civile à 12 millions pour le roi et à 1 million pour le prince royal.

Il n'y avait rien là certainement d'exagéré ; mais quelles amères récriminations, quels fâcheux souvenirs, quels blâmes excessifs cependant eut à subir à cette occasion la nouvelle royauté ! Les plaintes contre les irrégularités commises pendant les deux années précédentes, les reproches adressés à l'ancienne liste civile, les accusations portées contre la transmission à ses enfants par le roi de la nu-propriété de ses biens, se confondirent alors dans les discours passionnés de l'opposition, qui s'était déjà reformée. Et que de fois se sont-ils reproduits dans la suite, surtout après la publication d'un pamphlet dont le succès fut énorme, bien que son fort médiocre auteur ne se pût en rien comparer au célèbre pamphlétaire de la Restauration, Paul-Louis Courier, à la prose si pure et si châtiée, qu'elle rappelle presque la poésie vraiment grecque d'André Chénier.

M. Sudre estime le revenu annuel, tant mobilier qu'immobilier, de la liste civile de Louis-Philippe, y compris le produit des biens domaniaux pour 7 millions et celui de l'apanage d'Orléans, sur le pied de 36 millions pour les cinq derniers mois de 1830, à 25 millions pour 1831 et à 19 millions pour le reste du règne. Mais il y a là une évidente erreur, puisque les 13 millions votés en argent et les 7 millions des biens domaniaux donnent seuls plus que cette dernière somme, et que, dans les 36 millions de la première année, le revenu de l'apanage d'Orléans est forcément et justement évalué à 4 millions ¹.

En préparant et en présentant dès le mois d'août 1831 le budget de 1832, le gouvernement espérait sortir du régime des douzièmes provisoires. Mais il y fallut de nouveau recourir pour les premiers mois de cette année. La commission de la Chambre des députés, voulant se rendre compte des échecs sans cesse répétés des anciennes promesses d'épargne et de fécondité, tarda beaucoup à remettre son rapport. Ce rapport, œuvre de M. Thiers, que son passage au secrétariat général des finances, sous le ministère de M. Laffitte, avait désigné pour ce travail, est surtout curieux en ce qu'il montre bien ce qu'était dès lors et ce qu'a toujours été son auteur. On l'y voit déjà très habile et très superficiel, incapable d'aucune grande conception et dédaigneux de chaque grave étude, prêt à tout ce qui pouvait le faire valoir et l'élever, jusqu'aux plus entières contradictions, jusqu'aux plus compromettantes alliances, comme insouciant de toute vérité ou de toute reconnaissance, jusqu'aux affirmations les

¹ 25 millions votés, 7 millions comme revenu des biens domaniaux et 4 millions comme revenu de l'apanage font bien 36 millions.

Après avoir complaisamment examiné et approuvé ces divisions, M. Thiers justifiait toutes les dépenses annoncées, repoussait toutes les réformes réclamées, vantait sans réserve nos organisations administratives et militaires, déclarait impossible d'épargner au delà de ce qu'avait fait la commission dont il était l'organe sur les plus gros traitements¹, s'opposait à l'extension des travaux publics, qu'il remettait presque tous à l'État, maintenait le service de l'amortissement et renvoyait à l'avenir la conversion de la rente, qu'il regardait néanmoins comme profitable et utile, à l'encontre des violentes accusations qu'elle avait values à M. de Villèle et qu'il avait certainement répétées plus d'une fois. Mais il n'est rien que le triomphe et le pouvoir ne puissent pour inspirer aux plus acerbes ou aux plus ambitieux révolutionnaires les sentiments de Philinte :

La parfaite raison fuit toute extrémité
Et veut que l'on soit sage avec sobriété.

La discussion qui suivit ce rapport reste fort intéressante, grâce surtout à l'amère déception des uns et au soudain changement d'opinion des autres. L'un des premiers allait jusqu'à demander, dans un moment d'exaltation enthousiaste, la vente instantanée de tout le domaine public et une première réduction de 500 millions sur le budget. L'un des seconds, M. de Rémusat, confessait sans embarras que « un gouvernement national n'est pas un gouvernement à bon marché, si pour mériter ce nom, il faut dépenser peu ». Il est bon que la France le sache, ajoutait-il, et l'on s'appliquait, en effet, à le lui apprendre. La Chambre soumit pourtant les propositions de sa commission à quelques réductions, sans importance à la vérité, notamment sur le chapitre de Saint-Denis, les états-majors et le traitement des maréchaux de France. Mais cédant tout à la fois à des augmentations de dépenses administratives, elle réduisit les 10 millions d'économie de sa commission sur les gros traitements, à 7 millions, et encore cette économie ne fut-elle effectuée qu'après les quatre premiers mois de l'exercice, c'est-à-dire après l'expiration des douzièmes provisoires².

En réalité, le budget ordinaire de 1832 a été de 962 millions en dépenses ordinaires, et son budget extraordinaire de 143 millions. Pour les recettes ordinaires, j'ai déjà rappelé que les résistances suscitées par le changement d'assiette de la contribution personnelle et mobilière y fit presque aussitôt renoncer. N'attendant d'autre part que de

¹ 10 millions.

² Loi du 25 mars 1831.

Quoi qu'il en soit, les dépenses ordinaires et extraordinaires de 1832, évaluées à 1.106.618.270 fr., se sont élevées à 1.174.620.757 fr., et les recettes, qui devaient donner un excédent de 9.704.788 fr., ont laissé un déficit de 25.280.553 fr. Ces recettes avaient pourtant dépassé les prévisions de 27 millions : 11 millions résultant des recettes ordinaires et 16 millions des ressources non employées de 1831, qui se trouvèrent être de 86 millions au lieu de 70, comme on l'avait pensé d'abord. Le même budget réglementait à la fois, dans des dispositions accessoires, l'impôt des boissons sur quelques points, développait et perfectionnait le service de la poste et prescrivait la suppression successive de la loterie avant le 1^{er} janvier 1836.

L'année 1833, soumise, elle aussi, bien que d'une façon moins marquée, aux fâcheuses incertitudes et aux funestes luttes qui suivent constamment les révolutions, ne vit encore voter qu'en cours d'exercice son budget. Les dépenses ordinaires y étaient portées à 964 millions, les dépenses extraordinaires à 156 millions; ensemble 1.120 millions. Et comme les recettes n'y étaient estimées qu'à 966 millions, l'on ouvrit au Trésor un crédit de 167 millions à réaliser encore par des ventes de bois ou par des émissions de rentes.

Heureusement, le rétablissement de l'ordre, la reprise du travail, l'extension des échanges ont accru les recettes de cette année de 18 millions et ont permis de n'excéder les dépenses votées que de 8 millions, tout compte fait des annulations et des crédits supplémentaires ou extraordinaires. Il n'y avait assurément pas là, ainsi qu'on l'a répété complaisamment, un excédent de recettes de 26 millions, mais la possibilité d'emprunter ou d'aliéner 26 millions de moins ¹. Aussi s'est-on contenté de vendre des bois pour 17 millions, en s'adressant, pour le surplus des besoins, à la dette flottante, quoi qu'il eût été très préférable, à mon sens, d'accroître les ventes des forêts et de ne pas surcharger encore la dette flottante.

La discussion du budget de 1833 ne présente plus qu'un très médiocre intérêt. Les deux principaux orateurs qui s'y mêlèrent furent M. Humann, rapporteur de ce budget et le meilleur financier du gouvernement de Juillet, et M. Thiers, alors ministre des travaux publics. M. Humann, prudent, honnête, mais fort ordinaire, revenait, dans son rapport, sur la conversion de la rente, qu'il annonçait comme prochaine et qu'il n'a jamais cessé de désirer et de recommander. Il y insistait d'autant plus qu'il y savait le roi plus opposé, dans la crainte peu avouable de déplaire au négoce et à la bourgeoisie de Paris. M. Humann avait grande raison de dire, en

¹ M. Sudre a déjà fait la même remarque.

diminué, par quelques minces économies, le déficit de 13 millions. Durant la même session, elle enleva 5 millions encore à l'amortissement, pour parfaire les 100 millions réclamés par M. Thiers, demeuré ministre des travaux publics, afin d'achever l'Arc de triomphe, la Madeleine et le palais du conseil d'État, ainsi qu'afin de compléter certains canaux, de combler les lacunes les plus urgentes des routes royales, d'éclairer quelques portions des côtes, d'entreprendre des routes stratégiques dans l'Ouest et de commencer des études sur les chemins de fer. De ces différents votes, il est résulté que les fonds de l'amortissement, qui atteignaient d'abord 88 millions, se sont abaissés à 62.978.913 fr. Ils se sont même beaucoup plus réduits de façon utile, puisque les 45 millions attribués au rachat des rentes 5 0/0 n'ont pu s'employer pendant plusieurs années, ces rentes étant restées au-dessus du pair.

Le budget de 1834, qui mérite à peine quelques observations, fit le premier renoncer aux douzièmes provisoires et est à peu près rentré dans les limites d'un budget normal. Il a pourtant en cours d'exercice reçu de nouveau 27 millions des rentes de l'amortissement. Il était en recettes de 983.669.307 fr. et en dépenses de 981.923.278 francs. Mais les troubles si graves de cette année, à Paris et à Lyon, entraînèrent un supplément considérable de dépenses : 50 millions, que l'excédent des recettes atténua de 26 millions. Il est donc resté seulement à pourvoir à 24 millions, qu'a soldés la portion demeurée libre des 167 millions de ressources extraordinaires de 1833; laquelle se montait à 28 millions.

Enfin, le budget de 1835, qui clôt réellement l'ère des mesures exceptionnelles, de même que la crise financière de 1830, a été de 997,501.915 fr. en recettes, augmentées de 21.275.616 fr. par des ventes de bois, et de 1.018.776.231 fr. en dépenses, y compris un crédit additionnel au ministère de la guerre de 9.767.700 fr. Quoique les recettes de ce budget aient dépassé de 21 millions les évaluations primitives, il a pourtant encore laissé un déficit de 3 millions¹.

C'est dans ce budget que se trouve l'importante et rigoureuse réglementation des crédits supplémentaires et extraordinaires que j'ai rappelée précédemment, et que se lit, en outre, l'autorisation donnée au gouvernement de lever, par ordonnances, les prohibitions douanières établies, en 1816, sur un grand nombre de marchandises étrangères. Aussi les Chambres recommencèrent-elles, dans la discussion, la querelle toujours poursuivie depuis, des doctrines protection-

¹ L'exercice 1834 avait, au contraire, laissé un excédent de recettes de 3 millions.

champ leur aurait-il ouvert ! Nous sommes encore bien près du temps dont je parle et l'on reste stupéfait de l'ignorance qui s'y manifestait, plus même dans les rangs de l'opposition que dans ceux du gouvernement, sur les aspirations et les besoins industriels des peuples modernes.

Seule l'école économiste, qui se constituait à ce moment autour de Dunoyer, de Michel Chevalier, de Rossi, comme s'était formée, vers la fin du XVIII^e siècle, l'école physiocratique autour de Quesnay, de Turgot et de Dupont de Nemours, appréciait justement la nouvelle direction des sociétés démocratiques de notre temps. Seule elle leur traçait les voies qu'elles doivent suivre, au sein du travail et de l'ordre, sous le drapeau toujours déployé de la liberté. Elle apercevait bien les changements qu'entraîne dans la richesse et toutes les conditions sociales la fortune mobilière, très restreinte encore sans doute, mais d'essor si rapide. Pourquoi ses enseignements, presque confondus alors avec les doctrines socialistes, sont-ils restés autant méconnus ? La chute du gouvernement de juillet, causée par la violente réclamation et le refus obstiné de l'adjonction sur les listes électorales de ce que l'on appelait les *capacités*, c'est-à-dire de quelques milliers de noms, par eux-mêmes fort insignifiants, donne de reste la mesure de l'ignorance et de l'incapacité générale de notre pays à cette époque.

En résumé, de 1830 à 1848, aucune bienfaisante et notable innovation financière ne s'est réalisée, et notre budget s'est beaucoup élevé. J'en rappelais les chiffres au commencement de cette étude, pour 1830 ; ceux votés pour 1848 ont été de 1.391.276.310 fr. en recettes et de 1.446.210.170 en dépenses, avec un déficit prévu, comme l'habitude en était revenue, de 54 millions. Tout ensemble, la dette consolidée s'est augmentée dans le même temps de 44 millions de rentes ¹. Malgré les charges de l'invasion et l'indemnité des émigrés, cette dette n'obligeait, en 1830, qu'à une dépense annuelle de 170 millions, représentant au pair un capital de 3 milliards

¹ La dette consolidée laissée par la Restauration s'élevait en	
rentes à.	199.417.208 fr.
sur lesquels la caisse d'amortissement possédait.....	37.812.780
An 1 ^{er} janvier 1848, la dette était de.	244 287.206
sur lesquels la caisse d'amortissement possédait.	71.195.840

Mais sur cette dernière somme, 38.265.234 fr. provenaient, non du rachat, mais de la consolidation des réserves, c'est-à-dire de l'échange des fonds de l'amortissement contre des recettes nouvellement créées. — J'emprunte cette note à M. Sudre, t. II, p. 402.

949 millions; tandis que, après avoir été presque ramenée à cette somme à la fin de 1839, elle montait en 1848 à 5 milliards 200 millions, les emprunts ayant recommencé à partir de 1840. 32 millions de rentes rachetées ont, en outre, été enlevés à l'amortissement par la monarchie de juillet, et sa dette flottante a passé de 160 millions à 959 millions; chiffre énorme pour ce temps. Enfin, 324 millions ont été retirés par elle des caisses d'épargne contre remboursement de rentes, sans rien changer à l'exigibilité de leurs dépôts; ce qui devait entraîner une véritable banqueroute dès le lendemain de la révolution de 1848.

Ce sont, au surplus, pour le gouvernement de juillet, comme pour tout autre, ses dépenses militaires qui de beaucoup ont été les plus fortes, malgré son constant respect de la paix [et le désastreux état dans lequel il a laissé nos arsenaux maritimes.

Quant aux résultats financiers immédiats de la Révolution de 1830, je me contenterai de rappeler que la dette flottante a fourni pour les excédents de dépenses de 1830 et de 1832. 38.356.054 fr.

Qu'une contribution en centimes extraordinaires
a donné en 1832..... 46.142.590

Et que les ressources extraordinaires en rentes
ou en ventes de bois ont produit de 1830 à 1835. 661.094.180

Ensemble..... 795.592.774 fr.

Voilà les principales charges imposées au Trésor par la Révolution de 1830. Mais ces charges sont assurément bien faibles, comparées à celles qu'elle a fait peser sur l'ensemble de notre fortune sociale.

GUSTAVE DU PUYNODE.

S'il en est ainsi au point de vue du régime, il n'en est pas même au point de vue des produits. L'Italie a, en effet, des aptitudes agricoles bien délimitées. C'est avant tout, grâce à son climat et à ses montagnes, un pays de cultures arbustives. Les agrumes (oranges, citrons, cédrats, etc.), les figuiers, la vigne, l'olivier donnent des récoltes abondantes. L'élevage des vers à soie occupé par la culture du mûrier une bonne partie des champs. Dans la vallée du Pô, avec les mûriers, les rizières, les prairies deviennent les cultures principales. Le maïs, le blé, le seigle, l'avoine et les bétails complètent la liste de tous les grands produits de l'agriculture italienne que l'on peut caractériser en disant que, d'une façon générale, elle est très arriérée.

Voici, au surplus, une statistique récente qui montre que les cultures occupent encore une surface relativement faible sur le territoire italien, qui compte 28.850.000 hectares, que les céréales occupent trop d'étendue et que les animaux sont encore bien peu nombreux, si l'on considère surtout que les races élevées sont pour la plupart fort rustiques :

Céréales, environ.....	7.500.000	hectares.
Vignes.....	1.870.090	—
Oliviers.	900.000	—
Toutes autres cultures (pâturages et forêts exceptés).	1.500.000	—
Animaux, race bovine.....	4.783.232	
— ovine et caprine.	10.612.415	
— porcine.....	1.163.916	
Chevaux et mulets.....	951.412	
Anes.....	674.246	

Quant à l'industrie proprement dite, l'absence totale du fer et surtout de la houille fait qu'elle est encore en enfance.

A peine unifiée et consolidée, notre jeune voisine a senti à la fois les bienfaits et les inconvénients de son unification : bienfaits d'ordre politique et administratif sur lesquels il est inutile d'insister, inconvénients d'ordre économique atteignant plus directement l'existence de l'individu. L'instabilité politique, le désordre qui a duré onze ans dans toute la péninsule, la suppression des douanes intérieures, qui a agrandi le marché local, l'ajournement forcé ou volontaire pendant cette période de toute amélioration de l'industrie agricole, quand celle-ci était déjà très en retard, la suppression des droits locaux non conformes à la nouvelle existence nationale ont été les causes directes de la crise, qui a éclaté au moment même où l'on semblait arrivé au terme des difficultés. Mais à côté de celles-ci il en est d'autres auxquelles on ne songe guère et qui ont aussi

défendre contre les attaques du phylloxéra. Les *agrumi*, dont la récolte donne chaque année 2 milliards et demi de fruits, et qui fournissent à l'exportation pour une valeur de 38 millions de francs soit en fruits, soit en essences dérivées, ont été également atteints par la gomme et par divers insectes (*Coccus citris*, *Kermès heperidum*, *K. coccineus*, *Mytilaspis*, etc.) Enfin la *pébrine* des vers à soie a, comme en France, sérieusement ébranlé l'industrie séricicole à partir de 1870; or, la sériciculture peut être considérée comme la branche la plus importante de la production agricole en Italie, eu égard à la grande valeur que représentent les cocons. Toutes ces maladies n'ont certainement pas été pires que celles qui se montrent en d'autres pays, mais elles ont éclaté dans un mauvais moment et leur effet a été désastreux.

De tout cet ensemble de faits, il résulte que, avec un climat admirable et des terres passablement fertiles, l'Italie agricole, qui pourrait être un immense jardin, se trouve acculée à une des situations les plus tristes de l'Europe. A citer néanmoins les quelques points qui ont mieux supporté la crise, que le rapporteur général appelle des *oasis* de production et qui restent pour défendre l'honneur de l'économie rurale de ce pays, « ce sont la région des *marcite*, près Milan, triomphe de la grande culture intensive, la zone des jardins de Naples, triomphe de la petite culture intensive, et la Corne d'or (*Conca d'oro*), dans la province de Palerme, triomphe de la culture spécialisée, avec des rendements respectifs de 600, de 900 et de 2.000 fr. par hectare ».

Au milieu de ces difficultés, une baisse générale des prix est venue aggraver les effets de la crise, déjà si lourde à supporter. Elle apparaît très nettement dans le tableau suivant, dressé par les soins de la Chambre de commerce de Milan :

Années.	Cocons par kilog.	Blé par quint.	Maïs par quint.	Seigle par quint.	Avoine par quint.	Riz par quint.	Chanvre par quint.
1872....	6 75	34 55	23 36	24 50	16 71	»	»
1873....	6 81	35 22	21 12	26	18 47	»	»
1874....	4 20	36 94	27 05	27	27 89	»	91 18
1875....	4 20	25 67	15 80	20 43	23 35	»	94 30
1876....	4 49	28 42	15 90	17 20	23 76	»	110 33
1877....	4 40	32 83	20 38	19 75	21 82	23 22	106 22
1878....	4 04	30 86	21 68	21 90	19 48	21 24	83 96
1879....	5 73	30 59	20 50	22 26	20 19	21 97	84 92
1880....	3 87	31 50	23 42	24 30	21 09	23 27	90 60
1881....	3 78	27 28	19 75	24 21	19 36	19 22	78 97
1882....	4 26	25 77	21 39	20 50	18 78	18 67	75 83
1883....	3 56	23 42	17 77	18 46	16 50	20 75	64 42

Il reste enfin à signaler, parmi tous ces facteurs de la crise, la surcharge que les impôts font peser sur l'agriculture italienne. C'est là une des questions les plus graves et les plus pressantes. Pour sortir de ses embarras financiers, il n'est aucun sacrifice que le gouvernement n'ait demandé à la nation ; et, au lieu d'essayer de combler les déficits en diminuant les dépenses, on sait qu'à travers les plus grandes difficultés que les finances d'un pays aient jamais eu à surmonter, il n'a pas cessé de consacrer des sommes considérables à la constitution d'une marine et d'une armée. Il a, pour réussir, employé les dernières rigueurs : il a érigé en dogme, au milieu des populations peu instruites qu'il avait groupées, le principe d'autorité gouvernementale. On est arrivé à payer de mine, on a un crédit convenable, les finances ont pu renoncer aux expédients, on a une armée, une marine ; mais derrière cette façade brillante que l'orgueil de la nation offre en spectacle aux autres peuples, que de misères et quelles souffrances !

Après vingt ans de paix, les Italiens continuent à payer 3 décimes d'impôt de guerre ; les surtaxes provinciales et communales ont été sans cesse s'aggravant. Et, en outre de ces taxes directes qui, avec l'impôt foncier, prélèvent annuellement 300 millions sur l'agriculture ¹, il faut payer un lourd impôt sur le sel, des taxes sur le bétail, et toute la nombreuse série des impôts indirects. L'impôt sur la mouture (*macinato*) a dû disparaître, il y a deux ans, devant l'impopularité qui s'y était attachée ; sa suppression était devenue une question de programme gouvernemental. Le directeur de la statistique du royaume, le commandeur Bodio, estime à 30 milliards la valeur de la propriété foncière non bâtie ² et à 1.500 millions son revenu brut. Le rapporteur général de la commission d'enquête estimant à 1 milliard le revenu net, il s'ensuivrait que, déduction faite des taxes directes, il ne resterait que 700 millions environ pour faire face aux autres impôts et aux intérêts d'une dette hypothécaire très lourde. Comment ne pas s'écrier avec lui : « Si quelque chose est surprenant,

¹	Impôt foncier en 1879..... L.	124.695.028 98
	Surtaxes provinciales.....	48.838.012 57
	— communales.	71.874.839 70
		<hr/>
	L.	245.407.881 25

On doit ajouter les taxes sur la richesse mobilière (13,20 0/0 sur le revenu), sur les emprunts hypothécaires, sur les fermages et sur l'enregistrement, qui fournissent ensemble 54 millions environ.

² Si l'on prend pour base les prix obtenus par la vente des biens ecclésiastiques, la valeur des terres cultivées dans tout le royaume descend à 24 milliards.

ne montrent guère ce qu'il y a d'excessif dans un régime. Voici quelques données recueillies un peu au hasard dans cette immense enquête : on cite deux communes qui ont surtaxé la propriété foncière de plus de 900 0/0, beaucoup d'autres sont arrivées à 300 et 400 0/0. Pour Padoue, l'impôt direct par hectare (moyenne de la province) s'élève à 25,94 ; pour Rovigo, à 21,82. Dans la province de Rome (Rome, Viterbe, Frosinone, Velletri), il est évalué à 3,4 0/0 de la valeur de la propriété, et pour celle de Grossetto, à 4 0/0. Par rapport au revenu net, on a les chiffres suivants : Rome, 26 0/0 ; Viterbe, Frosinone, Civita-Vecchia, 27 ; Velletri, 28 ; Grossetto, 31. Si l'on y ajoute les taxes accessoires sur le bétail, la richesse mobilière, la taxe de famille (*fuocatico*), on arrive aux chiffres de 39,3 0/0 du revenu net pour la province de Rome et de 40,5 0/0 pour Grossetto. On se demande comment il est possible de vivre sur un sol pareillement grevé, surtout lorsqu'on songe aux charges additionnelles qu'imposent les dettes hypothécaires ; celles-ci ne s'élèvent pas à moins de 70 0/0 de la valeur de la terre pour Civita-Vecchia. En Sicile, Caltanissetta, Girgenti et Trapani cèdent au fisc, sous forme d'impôt direct, 33 0/0 du revenu net pour les terres à céréales et 28 0/0 pour les terres à vigne. Avec les surtaxes, Girgenti paye jusqu'à 46,92 0/0 ; aussi, dans les mauvaises années, comme en 1879, la récolte ne suffit pas à payer l'impôt. Le district de Milazzo fournit des chiffres très significatifs sur la marche des impositions perçues depuis l'unification : en 1851, elles s'élevaient à 14,10 0/0 du revenu net ; en 1860, à 15,38 ; dès 1870, nous les trouvons à 29,14, et enfin, en 1877, elles se montent à 37,92 0/0. De 1851 à 1860, l'augmentation était de 1,28 0/0 ; de 1860 à 1877, elle a été de 22,54 0/0.

Tandis que la moyenne d'impôt foncier est de 9 fr. 15 par habitant pour toute l'Italie, elle descend à 4 et 5 fr. dans les Pouilles ; elle est de 12,13 pour la Lombardie et de 18,55 pour la province de Crémone. Dans celle-ci, le rapporteur signale des cas de taxations vraiment excessives. Dans la commune de Spinadesco, la propriété Costière, d'une contenance de 49 hectares 41, dont le revenu net est de 5.684 fr., paye 3.374 fr. 90 d'impôts, c'est-à-dire 59,37 0/0. Dans la commune d'Azzaello, la propriété Grande, d'une contenance de 125 hectares et d'un revenu de 6.190 fr. 60, paye 4.021 f. 60 d'impôts, soit 64,98 0/0. Comme dans ces régions on doit tout à l'irrigation, si on tient compte des frais d'entretien et de réparation des canaux, évalués à 14 fr. par hectare, on peut juger de ce qu'il reste pour le propriétaire.

La conséquence la plus directe de ces charges écrasantes a été la constitution rapide d'une dette hypothécaire foncière qui devient

quemment de peu de valeur et grevés de dettes lourdes. Dans l'intérieur de la Sicile, le Latium, les Pouilles, les Calabres et la Sardaigne se trouvent encore, à côté des vieux types de propriétés allodiales ou emphytéotiques très fractionnées, beaucoup de latifondi, héritage d'une époque qui n'est pas très éloignée encore et qui est destiné à disparaître par la force des choses. Dans son ensemble, l'Italie est un des pays de l'Europe où la propriété est le plus divisée. Il y a plus de cinq millions de propriétaires en majorité petits et moyens. »

Dans un autre volume de l'Enquête, on peut en effet relever les chiffres suivants qui concordent assez bien avec cette affirmation :

Contribuables inscrits seulement aux rôles de l'impôt sur les terrains payant annuellement moins de 20 lire (impôt et surtaxe provinciale).....			2.909.584
—	—	Payant de 20 à 40 lire...	368.776
—	—	Au-dessus de 40 — ...	308.200
			<u>3.586.560</u>
Contribuables inscrits en même temps sur d'autres rôles			
		payant moins de 20 lire...	624.943
—	—	— de 20 à 40 — ...	269.875
—	—	— au-dessus de 40 — ...	413.024
			<u>1.307.842</u>

Soit un total de 4.894.402 personnes intéressées directement à la propriété rurale en Italie.

Deux observations sont à faire sur ces tableaux. D'une part, ils sont difficiles à concilier avec le recensement de 1871 ¹ qui donnait :

Propriétaires agricoles, 1.532.795 ;

Population rurale en bloc (fermiers, ouvriers, propriétaires, etc.), environ 8.400.000.

Il faut admettre que dans les imposés sont compris les propriétaires des villes ou même que divers rôles payés par une seule personne ont été comptés isolément. D'autre part, il n'est fait nulle part mention dans l'Enquête des limites assignées à la petite, la moyenne et la grande propriété. Ni le chiffre de l'impôt, ni la superficie (celle-ci n'est pas fournie la plupart du temps) n'ont servi de base fixe aux commissaires. La petite propriété, dans tout le midi de l'Italie, paraît aller jusqu'à 20 hectares et la moyenne jusqu'à 200. Il n'est pas sans intérêt que plus de 720.000 propriétaires payent plus de 40 lire d'impôt foncier. Si donc le mot de Pline, si poignant dans sa simpli-

¹ Au 31 décembre 1881 : propriétaires agricoles, 1.875.238. Total de la population rurale, 8.659.332 sur une population totale de 28.953.480.

7	de 5.600 à 3.000	hectares.	
9	3.000	2.000	—
34	2.000	1 000	—
75	1.000	500	—
67	500	300	—
125	300	100	—
25	au-dessous de 100		—

Les 50 premières, à elles seules, occupent la moitié de la province. Chaque hectare de ces 362 exploitations est évalué à 675 francs, soit 136 millions pour le tout. Il existe de nombreuses servitudes de parcours, de passage, d'abreuvoir, à cause du manque d'eau et de l'absence totale de routes..... aux portes de la Ville éternelle !

Dans les Marches, on signale de riches propriétaires qui ont jusqu'à 100 exploitations de 10 à 15 hectares chacune dans la plaine, et de 40 à 50 dans la montagne. La valeur du sol peut varier depuis 100 francs jusqu'à 2.000 francs l'hectare. Et si les taxes d'enregistrement étaient moins exorbitantes, il y aurait tendance à augmenter la concentration de la propriété.

A Grosseto, excepté dans la montagne, on ne trouve, comme dans la campagne romaine, que la grande propriété. Les communes possèdent aussi d'immenses surfaces s'élevant parfois jusqu'à 15 et 20.000 hectares.

En Sicile, les droits féodaux ont été abolis en 1812, et nonobstant cette abolition, la grande propriété ne s'est pas modifiée, l'ex-*feudo* est resté ce qu'il était dans toutes les provinces ; beaucoup de familles possèdent 10.000 hectares et plus. Dans le territoire de Noto, sur 54.469 hectares, 36.312 sont constitués par les *feudi*.

La Sardaigne, la plus arriérée peut-être de toutes les provinces italiennes, n'a vu disparaître les droits féodaux qu'en 1839. La grande propriété y est évidemment celle qui domine de beaucoup, et, de plus, les petits propriétaires disparaissent peu à peu, à cause de l'exagération de l'impôt.

Sans multiplier davantage les citations, celles-ci suffisent à montrer que la grande propriété a encore, en Italie, une importance très considérable. C'est aussi la moins bien utilisée. Dans la plupart des provinces, d'ailleurs, elle n'a pu encore se débarrasser des servitudes féodales, restes d'un passé trop récent pour que la propriété ait pu reconquérir une liberté absolue et une autonomie pareille à celle dont elle jouit en France, qui, il faut le reconnaître, est de tous les vieux pays celui où elle s'est le mieux délivrée de ses entraves, grâce à la Révolution et aux mœurs.

la femme et un grand parent. Tous vivent ainsi très médiocrement, mais assurés du nécessaire.

Le colon <i>non obligé</i> travaille environ 190 jours par an avec une rétribution moyenne de 1,30, soit.....	Lire	247
Il a en plus 1/4 ou 1/5 du maïs, soit 8 hectolitres..	—	96
en cocons.....	—	20
en blé au dépiquage, 1 hectolitre.....	—	20
Soit pour l'année.....	Lire	<u>383</u>

Toute sa famille est entièrement libre et peut travailler utilement au dehors. Dans la même famille il peut donc y avoir plusieurs colons non obligés, et ils arrivent à vivre assez facilement.

Les rapports entre colons et exploitants sont bons et dignes.

On voit que ces formes de colonage partiaire sont des intermédiaires très nets entre le simple salariat et le métayage ; elles sont curieuses à constater dans les régions les plus riches de l'Italie.

Le fermage est généralement peu répandu ; les causes de sa rareté sont multiples, mais la principale est le défaut de capitaux entre les mains des fermiers ; les usages locaux agissent aussi quelquefois contre l'introduction du fermage, comme en Toscane ; l'absence de culture et, par conséquent, l'inutilité complète du régime de l'entreprise, le rend impossible aussi dans beaucoup de régions de l'Italie méridionale et de la Sardaigne. La Pouille a cependant de grandes exploitations et des fermiers riches qui exploitent souvent par eux-mêmes. Mais il existe, au contraire, un très grand nombre de fermiers spéculateurs, et plus spécialement dans les régions les moins favorisées. Ceux-ci ne sont pas des agriculteurs, mais de simples financiers qui garantissent des revenus aux propriétaires du sol, et surtout malheureusement aux établissements de bienfaisance et qui, à leur tour, sous-louent la terre à des métayers qu'ils pressurent, afin d'en retirer les plus gros revenus possibles. Cette forme de fermage (*affitto appalto*) est une des plaies les plus graves de l'Italie agricole.

Quant à l'exploitation directe, comme ailleurs, elle se retrouve avec la petite propriété ; elle a alors les mêmes défauts ; mais elle est très rare avec une étendue un peu considérable. L'Italie est le pays des villes, du bruit et de la vie agitée que l'on y mène ; tous les propriétaires fonciers s'empressent d'aller y dépenser leurs revenus. L'insécurité de la moitié du pays, par suite du brigandage, vient encore fournir une excuse à ce mode d'existence si préjudiciable à tous égards.

Pour compléter l'exposé de la constitution de la propriété rurale, il faut encore dire un mot de l'étendue des exploitations. Généralement, cette question se confond avec celle de l'étendue de la propriété, aussi l'enquête porte peu de renseignements à cet égard. Néanmoins, certaines particularités sont à relever. En règle, les grandes propriétés sont subdivisées en métairies dans chacune desquelles est installée une famille qui a à sa charge le terrain qu'elle peut normalement exploiter suivant les usages du pays. Dans les Marches, les familles de colons comptent jusqu'à 30 et 40 membres ; dans chaque famille règne le bon accord, sous la direction du chef de famille, appelé *capoccia*, qui est le représentant et le chef de la communauté. Dans la plaine insalubre de Grossetto, le général Ricasoli, qui possède d'immenses terres, a construit des fermes assez saines, sur un modèle uniforme, et il a installé, par chaque 30 ou 33 hectares, une famille de colons avec 20 bêtes bovines. Toute la région piémontaise est également divisée en métairies de famille. A Novare, cependant, on retrouve les grandes fermes atteignant 100 hectares, et ce fait est assez fréquent dans les plaines irriguées. La Pouille, qui a des familles moins groupées que celles de l'Italie centrale, a aussi de plus petites exploitations variant de 10 à 12 hectares.

FRANÇOIS BERNARD.

REVUE CRITIQUE DES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES EN LANGUE FRANÇAISE

SOMMAIRE : *Revue des Deux Mondes.* Le combat contre la misère. L'armée et la démocratie. En deçà et au delà du Danube. Les finances italiennes. — *Correspondant.* Le bilan de la République. La République et les classes populaires. La condition primitive du genre humain. Comment va le monde. — *Nouvelle Revue.* La politique coloniale. L'armée allemande. L'ignorance intégrale. L'hypnotisme. Les sciences et la médecine au moyen âge. — *Revue britannique.* L'âge du progrès. L'imprimerie nationale. Les colons français au Tonkin. — *Bibliothèque universelle et Revue suisse.* Le sort des femmes entre les mains de leurs sœurs. — *Revue générale.* L'esclavage au Brésil. La représentation proportionnelle. Les prix et l'approvisionnement de l'or. — *L'Association catholique.* La corporation catholique privilégiée et libre. Le libéralisme jugé par lui-même. — *La Réforme sociale.* Les logements ouvriers. — *Revue du mouvement social.* Les garantistes sans le savoir. La liberté du mariage. — *Revue socialiste.* Les dettes publiques. L'occultisme et les académies. Les gaspillages officiels. — *La Critique philosophique.* Les origines du mariage et de la famille. L'individu contre l'État. — *Revue contemporaine.* La république parlementaire en France. — *La décade.* Les bataillons scolaires. — *Journal d'agriculture pratique.* L'agriculture savante en perte. La protection des canons et des tarifs. — *Journal de l'agriculture.* Encouragements aux encourageurs. Droits d'entrée et droits de sortie. Retour à l'état primitif. Causes de la crise. — *Journal d'hygiène.* L'hygiène municipale. L'hygiène gouvernementale. — *L'hygiène pratique.* Le surmenage des lycéens. Églises, écoles et logements. — *Société de géographie de Lyon.* L'industrie et le commerce français au moyen âge. — *Le Rentier.* Le réseau de l'État. — *La lutte industrielle, agricole et commerciale.* Les hérésies économiques réfutées. — *Chambres de commerce* de Lyon, des Vosges, de Verviers, de Liège. = E. Nicolai : Les chemins de fer belges. G. Delpon : La vraie politique. L. Donnat : La politique expérimentale. Yves Guyot : La traite des vierges. M. David : Les espèces métalliques, A. Neymark : Le renouvellement du privilège de la banque de France. Les finances françaises de 1870 à 1885. M. Morand : Les droits sur les blés. P. de Lafitte : L'avenir de la viticulture française. F. Michel : Solution de la crise agricole. — Léon Lallemant : Les enfants abandonnés.

M. d'Haussonville, qui a commencé dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 mars, le *Combat contre la misère*, où il examine les divers remèdes proposés par les philanthropes ou les peureux aux maux de la société, continue son étude dans le numéro du 1^{er} juillet. Il s'agit ici de la prévoyance et de la mutualité, deux systèmes préconisés, le premier par M. Baron (*le Paupérisme*), le second par

— La question d'Orient étant remise à l'ordre du jour, *En deçà et au delà du Danube*, par M. de Laveleye (n° du 15 juin, 1^{er} août et 15 septembre), se trouve tout à fait d'actualité et présente, en outre, un tableau intéressant de la situation économique et morale de la Bosnie, émaillé de comparaisons entre les mœurs des populations d'origines diverses qui l'habitent : musulmans, chrétiens, juifs.

« Le droit musulman a consacré bien plus complètement que le droit romain ou français le principe, ordinairement invoqué par les économistes, que le travail est la source de la propriété... Dans tout le monde musulman, depuis le Maroc jusqu'à Java, le défrichement est un des principaux modes d'acquérir la propriété, et la cessation de la culture la fait perdre. A moins que le sol ne soit converti en pâturages ou mis en jachère pour préparer une récolte, celui qui cesse pendant trois ans de le cultiver en perd la jouissance, qui revient à l'État. »

Ce n'est pas le droit musulman qui consacre cet usage, c'est le droit naturel ; la preuve c'est qu'il existe dans presque tous les pays qui ne sont pas romanisés.

« Pas un seul avocat. Les Turcs les détestent, parce que le Koran condamne ceux qui interviennent dans les affaires d'autrui avec subtilité et ruse, et tout individu de cette espèce doit être banni de la société. » Il en est des juifs bosniaques¹ comme des musulmans : « Pour régler les différends qui s'élèvent entre eux, jamais ils ne s'adressent au mudir. Le chef de la communauté, avec l'aide de deux anciens, décide comme arbitre et nul n'en appelle. » Les pauvres gens ! Comme ils sont barbares ! Ils ne sont pas plus avancés que nous ne l'étions au moyen âge, alors que nous n'avions pas encore emprunté à Rome la chicane, « exercice de gratte-papier et de gens oisifs ». (Mezerai.)

M. de Laveleye trouve que le fatalisme musulman « n'est pas une source de progrès, au contraire. Celui qui trouve tout mauvais et qui aspire au mieux, agira vigoureusement pour tout améliorer ». Il est bien vrai que les fatalistes tombent dans un excès d'apathie ; mais les progressistes se jettent peut-être dans l'excès opposé. Il ne suffit pas de trouver tout mauvais, d'aspirer au mieux, d'agir vigoureusement pour améliorer quelque chose. Ce serait trop facile.

— Le numéro du 1^{er} septembre contient un article un peu trop laudatif sur *les finances italiennes*. Il suffit d'en appeler à l'auteur lui-même : « La conclusion, dit-il, est facile à tirer. La progression de l'ensemble des dépenses l'emporte sur la progression de l'en-

¹ Pourquoi pas bosniens, ou autrichiaques, italiaques, prussiaques ?

— Les numéros du 10 et du 25 août contiennent une forte étude de M. l'abbé Thomas sur *la condition primitive du genre humain d'après la science moderne*. On sait que la science moderne, par opposition à la tradition biblique, soutient que « l'homme, tel qu'il existe aujourd'hui, n'a pas été créé dans un état de perfection originelle qu'il aurait perdue par la suite ; mais qu'au contraire il nous apparaît toujours plus grossier et plus bestial à mesure que nous remontons en arrière » (Schaafhausen). D'où il est permis de supposer (du moins on se le permet) que plus il ira, moins l'homme sera grossier et bestial, plus il se perfectionnera.

M. Thomas combat cette thèse (la tâche est facile pour la deuxième partie de la proposition de M. Schaafhausen) et soutient que les données de la science moderne sont loin d'être suffisantes pour la démontrer.

« L'existence d'une période climatérique telle que la suppose l'état paradisiaque n'a rien de contraire aux données de la science.... L'histoire climatérique du globe est loin d'être faite, et l'on ne prouvera jamais qu'à tel point de l'espace et du temps, il ne s'est pas rencontré un ensemble de conditions proportionnées à toutes les exigences du bien-être matériel.... Le bien-être matériel lui-même est-il attaché aussi exclusivement qu'on le pense aux progrès de l'industrie ? Que d'inventions modernes ignorées des siècles qui nous ont précédés ! — Et *vice versa*. — En ont-ils été plus malheureux, et la somme des maux qui pèsent sur l'homme déchu s'est-elle amoindrie ? Plusieurs en doutent, quelques-uns le nient. Quoi qu'il en soit, le perfectionnement moral est loin d'avoir suivi la même progression que l'accroissement du bien-être matériel. Nos pères, moins favorisés du côté de la richesse et du confortable, valaient-ils moins que nous par le cœur et l'intelligence ? Et vivaient-ils au sein de l'abjection et de la misère parce qu'ils ignoraient les raffinements de notre civilisation ? »

Je m'arrête, quoique à regret, et je condamne les deux parties aux frais et dépens. L'homme n'est pas, n'a jamais été et jamais ne sera un être parfait, car il n'aurait pas été, ne serait plus ou cesserait d'être un être sensible. L'étude de M. Thomas n'en donnera pas moins de la tablature aux évolutionnistes progressistes fatalistes.

— *Comment va le monde ?* « La réponse n'est pas douteuse, dit M. Francisque Bouillier (n° du 25 août) ; il ne va pas bien, il va même assez mal, de l'aveu de tous, sauf peut-être de M. Renan, qui le trouve si amusant qu'il ne voudrait rien y changer. » Pauvre Monde ! Il ne faut pourtant pas le laisser mourir ; il faut lui donner une purge ou de la thériaque, ou de l'élixir de longue vie, si cela ne fait pas de

— « Quand les enfants qui ont peuplé pendant six ans les écoles de nos villages, et même celles de nos villes, sont installés dans leurs ateliers, dans leurs fermes, dans leurs chantiers, que leur reste-t-il de leur instruction ? » M. H. Joly, qui se pose cette question, répond d'après une enquête belge que près d'un quart des conscrits a déclaré ne plus savoir écrire. Pour l'arithmétique, il ne s'est trouvé que 50 0/0 des miliciens qui aient pu faire une simple addition de trois nombres dont le plus grand ne dépassait pas les centaines. En histoire, 73 0/0 ont mérité la note 0.

« Il est donc évident, conclut l'auteur, que la plupart des miliciens, belges, dans les années qui se sont écoulées entre l'école et le régiment, ont oublié les trois quarts des choses qu'on leur avait apprises à l'école. Et cependant, l'instruction primaire est florissante en Belgique. Faisons maintenant un retour sur nous-mêmes. Que révélerait en France une semblable enquête ? Voilà qui donne à penser. »

Heureusement qu'il y a un remède bien simple à ce mal : c'est de garder les gens à l'école toute leur vie.

« A la question : *Nommez un Belge illustre*, 91 0/0 ont été nuls. Mais voulez-vous connaître quelques réponses ? En fait d'illustrations belges, plusieurs ont cité Napoléon, d'autres César. » N'est-ce pas une calamité ? Passons-nous de manger, fermons les ateliers, les fermes, les chantiers, et allons tous à l'école apprendre en quelle année a été fondée Marseille, ce que c'étaient que les bateliers parisiens, et autres niaiseries sur lesquelles on abrutit les enfants de 7 ans.

— Beaucoup d'hypnotiseurs, s'en rapportant aux apparences extérieures, affirment que les personnes qu'ils ont soumises à leurs expériences n'étaient pas des hystériques, ni des névropathes, pas même des malades. M. Paul Richer n'est pas de cet avis. « Pour nous, dit-il (1^{er} août), l'hypnotisme est toujours et en toute circonstance une névrose, c'est-à-dire un état pathologique du système nerveux. » Plus loin, après avoir rapporté des expériences remarquables de suggestion hypnotique, il ajoute : « Ces faits, de prime abord si singuliers, ne se sont pas reproduits une seule fois et chez une seule malade ; nous les avons obtenus chez de nombreux sujets, et d'autres observateurs les ont également constatés. Mais nous ajouterons qu'ils ne se produisent avec netteté que chez les sujets hystériques. »

Il est donc à peu près établi, comme il était facile de s'en douter, que l'hypnotisme est un état névropathique. Le système nerveux étant le moteur, que deviendra la machine s'il manque ? On sait qu

réviennent périodiquement. Décidément M. H.-S. Maine n'est pas fouriériste, il n'admet pas la papillonne.

D'où a donc surgi ce culte du changement, que nous avons décoré du nom de progrès ? Vous l'avez deviné, la religion progressive, législative et romaine a pris naissance en France et, naturellement à Paris, le flambeau de la civilisation.

On sait de reste que le dieu Progrès ne m'hypnotise pas et que je ne m'use pas les genoux à l'adorer et à l'invoquer. Les prêtres du progrès me font absolument l'effet de derviches tourneurs. Cependant il me semble que M. Maine se jette dans un excès opposé. Il est bien vrai, à mon humble avis, que le progrès n'est que changement; mais le changement, le mouvement, l'action est aussi bien dans la nature que le stationnement, le repos. Il ne s'agit que d'en prendre la dose convenable, ce dont chacun est juge pour son propre compte.

— Dans le même numéro, M. Arthur Legrand rompt une lance contre *l'imprimerie nationale*, fameux instrument de progrès, puisque l'industrie privée produit à 25 0/0 meilleur marché, en 1839; 62 0/0 en 1841; et qu'en 1851 « l'imprimerie nationale était le seul grand établissement typographique exclusivement pourvu de presses à bras, » ce qui prouve que cette institution contribue énergiquement au progrès de l'art typographique.

— *Les colons français au Tonkin* (numéro de septembre) sont bien heureux. Le gouvernement est assez généreux pour accorder le passage gratuit ou de fortes réductions à ceux qui veulent partir. Il est vrai qu'il n'a cure de les rapatrier, mais ils trouvent là des emplois si lucratifs et si honorables qu'aucun d'eux ne songe à revenir en France, ou que ceux qui voudraient y rentrer peuvent très bien payer leur retour. Songez donc. Ils ont la ressource de tenir des cabarets et des cantines pour nos soldats. A Hanoï, un licencié en droit servait à boire dans un café avec des garçons annamites. Une ci-devant gouvernante dans une riche famille anglaise et son mari entrèrent chez un Chinois, où il vendaient des boissons et tenaient une table de baccarat. Quel est le colon qui voudrait quitter de si brillantes positions ?

— M. Léo Quesnel, dans la *Bibliothèque universelle et Revue suisse* (août et septembre), s'occupe de l'amélioration de la condition des femmes. C'est bien simple, il n'y a qu'à les envoyer à Hanoï servir à boire pour le compte des Chinois. Mais M. Quesnel veut quelque chose de mieux encore pour ses protégées. Il veut, on le devine bien, l'instruction inférieure et supérieure, disons le mot, *intégrale*; puis l'accès des dames à toutes les professions, sans en excepter celles d'électrices et de législatrices.

ouvriers aisés, d'une conduite exemplaire et auxquels il est interdit d'avoir des chiens. « Dès qu'une demande est adressée à la Société, une enquête est faite sur la conduite, le travail et la solvabilité.... La Société anglaise a accompli la plus grande expérience qui ait été tentée pour le logement des ouvriers. Elle a étudié le problème sous toutes ses faces et elle l'a résolu. Sur un seul point, tous ceux que nous avons interrogés déclarent qu'ils ont échoué. Ils ne sont pas parvenus, disent-ils, à atteindre les pauvres, à loger la dernière couche des indigents. Les membres de la commission royale, qui a tenu plus de 70 séances depuis quinze mois et dont j'ai successivement demandé l'opinion, m'ont tous fait cette remarque : « Nous arrivons à loger l'ouvrier laborieux, le père de famille honnête et travailleur, celui qui gagne 4 fr. par jour, mais très rarement nous descendons au-dessous : la classe inférieure nous échappe ».

En un mot la Société anglaise a résolu le problème, sauf le seul point qui soit en question. C'est le résultat qu'on obtient à peu près partout et le seul qu'il soit possible d'obtenir. Les actionnaires des sociétés anglaises de construction touchent régulièrement un revenu de 5 0/0. C'est encore exactement comme ceux des propriétaires français qui louent à des gens payant leurs loyers. Quant aux ouvriers, que les socialistes ne cessent d'ameuter contre les propriétaires pour les exciter à ne pas payer leurs loyers et à déménager à chaque terme, il est juste que les propriétaires rejettent sur les bons payeurs les loyers des mauvais et qu'ils se couvrent des frais d'expulsion et de réparation des locaux. Il n'est donc pas surprenant qu'ils prélèvent des loyers de 8, 9 et même 12 0/0 de la valeur de leurs maisons.

Quant au moyen « très pratique », M. Picot ne l'expose pas très clairement. L'honorable académicien n'a pas l'air de se douter que la question des logements se résoudrait d'elle-même, pour la France comme pour l'Angleterre, pour les ouvriers comme pour les patrons, si l'État, par ses emprunts à jet continu, ne créait pas une hausse perpétuelle sur les capitaux, les matériaux, les denrées, etc. Bien plus fort. Tout en reconnaissant que l'État ne peut rien dans la question des logements, M. Picot affirme que « la concurrence naturelle est une illusion ». Quel dommage qu'il n'ait pas prouvé cette assertion, la démonstration serait curieuse. Mais, alors, que devient le moyen « très pratique » ?

— Dans la *Revue du Mouvement social*, M. Limousin soutient que les associations agricoles, que l'on nomme improprement des syndicats agricoles, ne sont autre chose qu'un mouvement empirique vers

britannique. On y trouve une grande variété de renseignements sur les affaires de la France et de l'étranger, des *notes et correspondances*, des *mélanges* scientifiques, littéraires, artistiques, des *tablettes*, etc. Voici, par exemple, un rédacteur qui dit (n° 4) : « Les soldats (des bataillons scolaires) sont trop légers et trop souples pour prendre les allures martiales du véritable troupier, et ce serait de la puérilité que de vouloir l'exiger d'eux ». Assurément, il faut être plus enfant que les enfants pour gaspiller tant d'argent à un pareil jeu ; mais, comme l'observe judicieusement *la Décade*, « ceux qui ont créé les bataillons scolaires ne se sont jamais inquiétés de la défense nationale, pas plus que de l'armée ; tout ce qu'ils veulent, c'est de répandre le chauvinisme républicain dans les couches inférieures et de les attacher fortement aux institutions existantes ». L'auteur aurait pu ajouter : et de les faire défiler devant eux le 14 juillet.

Quant à l'efficacité de cette entreprise chauviniste républicaine, je suis loin de partager l'opinion de l'auteur. Les enfants des bataillons scolaires ne seront pas plus républicains qu'autre chose : tant que la République les nourrit, ils sont républicains ; mais quand, à leur tour, ils seront obligés de la nourrir, cela changera.

Une opinion très répandue, c'est que la grande industrie est plus productive que la petite et que celle-là tue celle-ci, d'où l'on tire un bon augure pour l'avènement du socialisme. Ceux qui émettent cette assertion oublient, dans les raisons qu'ils donnent à l'appui, de tenir compte des privilèges directs ou indirects, des exemptions d'impôt, des droits protecteurs, quelquefois même des subventions que reçoit la grande industrie au détriment de la petite. Si tout cela et le reste était mis en ligne de compte, il se pourrait bien que l'axiome se trouvât renversé.

Quoi qu'il en soit, il paraît qu'il n'en est pas de l'agriculture comme de l'industrie. On a souvent montré, en ces derniers temps, que la petite culture (le métayage même) était moins atteinte par la crise que la grande culture. M. Lecouteux, dans le *Journal d'agriculture pratique* du 6 août, va plus loin : il nous montre que la grande et savante culture travaille à perte et ce, dans des exploitations modèles.

« Aujourd'hui, la récolte de 32 hectolitres de blé de Rothamsted donnerait, en France, un produit brut de 682 fr. 43 par hectare, contre une dépense de 687 fr. 11. Elle serait donc en perte de 4 fr. 68. »

Dans une ferme à betteraves de 200 hectares du département de l'Aisne, M. Lhôte obtient : dépenses, 92.470 fr. 50 ; recettes, 88.400

— Le même *Journal* se plaint des achats de blé américain conclus récemment par les ministères de la guerre et de la marine, contrairement aux engagements pris par le gouvernement. Il faut s'en féliciter, au contraire, puisque les droits d'entrée que ces ministères payeront profitent, par hypothèse, à l'agriculture.

— Par contre, le gouvernement poursuit des négociations avec l'Angleterre pour faire disparaître les mesures de prohibition qui frappent le bétail français dans ce pays. A quoi bon, puisque les éleveurs français ne peuvent lutter avec les Américains et que le bétail américain est amené par navire en Angleterre et à Anvers, à l'exclusion du Havre « pour éviter la surtaxe de pavillon assez élevée qui frappe les marines étrangères dans les ports français ».

— Je ne sais pas si les citadins lisent les journaux d'agriculture, mais je sais qu'ils feraient bien de les lire ; on y trouve souvent des articles qui ne manquent pas d'intérêt. Dans *Lutte pour la vie* (29 août), M. Ch. de Bellefond conseille, dans l'état actuel des choses, et je crois qu'il a un peu raison, de transformer les terres arables en forêts. Plusieurs avaient déjà recommandé de les transformer en pâturages, ils ne nous ramèneraient qu'à l'état pastoral ; celui-ci nous rejette dans l'état sauvage. Voilà mon affaire.

— M. P. de Gasparin recherche quelles sont *les causes de la crise agricole* (5 sept.) et les trouve, comme beaucoup d'autres, dans les charges excessives qui résultent des dépenses improductives de l'État, des départements et des communes. Il se demande ensuite : « Comment diminuer les charges quand elles sont notoirement insuffisantes à couvrir les dépenses, et quand nous voyons grandir le déficit ? » Et la solution ne lui paraît pas facile : « il se s'agit de rien moins que d'une révolution économique qui pourrait bien sortir de la sphère économique ».

C'est indubitable, mais où serait le mal ? Les sauvages brisent leurs idoles quand elles ne leur accordent pas ce qu'ils demandent. Ne sont-ils pas plus sages que nous qui restons prosternés, hypnotisés, devant notre Dieu-État et ses représentants dont nous reconnaissons l'inutilité pour ne pas dire la nocuité ? Si la plupart des dépenses de l'État sont improductives, comme on en convient, pourquoi ne les réduirait-on pas ? L'État est-il fait pour nous, ou nous pour lui ?

La ville de Havre possédait un Conseil d'hygiène. Cela ne suffisait pas ; en un temps d'étatisme et de municipalisme comme le nôtre, le moins que l'on pouvait faire, c'était d'instituer à côté un bureau municipal. Il en est résulté que ceci a tué cela. Le Dr de Pietra

conseillers, commissaires et inspecteurs de l'hygiène publique¹.

Le rapport présenté à la Commission propose que l'on institue des commissions techniques et des agents d'exécution et de contrôle. — Il n'ajoute pas et des traitements, mais cela se devine.

« Il faut enfin, ajoute le rapporteur plein d'enthousiasme, que la législation ne laisse en dehors d'elle aucune cause d'insalubrité et présente des garanties suffisantes pour que l'intérêt de tous ne puisse être lésé par l'incurie ou le mauvais vouloir d'un seul. »

Décidément ce n'est plus des lois qu'on veut nous imposer, mais des langes, l'excès de la peur ou l'excès de la cupidité des aspirants inspecteurs fait tourner la législation en *langislation*. Quel est donc le « seul » dont l'incurie et le mauvais vouloir excitent tant la bile des commissions techniques et des agents d'exécution et de contrôle ?

— Puisque ces braves gens sont si dévoués à la santé et à la salubrité du peuple, ils devraient bien porter un peu leurs regards sur un point dont ils ne parlent jamais : *le surmenage de nos lycéens*. *Le Journal d'hygiène, l'hygiène pratique*, une foule d'autres publications quotidiennes et périodiques, sans parler des livres et des brochures, protestent contre cet abus. D'où vient que les conseils d'hygiène se taisent ? Ignoreraient-ils les effets physiques et moraux qui résultent de cet entraînement intellectuel ?

— *L'hygiène pratique* consacre deux articles (13 et 20 septembre) à la question des *logements d'ouvriers*. L'auteur rapporte les paroles du capitaine Hay, commissaire de police à Londres, qui dit : « Les églises, les écoles, les bibliothèques, les écoles d'ouvriers, sont des institutions excellentes, mais qui ne produiront aucun résultat tant que la population restera plongée dans de pareils bouges. » Nous pouvons ajouter que la population ouvrière se plongera d'autant plus dans ces bouges que l'on édifiera un plus grand nombre d'églises, d'écoles, de bibliothèques, institutions excellentes tant qu'on voudra, mais dont les frais sont prélevés sur le budget des ouvriers et les obligent, par conséquent, à se plus mal loger, ou pire, à se plus mal nourrir.

¹ J'ai visité la plupart de nos villes à lazaret, et parmi les médecins attachés à ces localités, il en est qui ne croient pas à la contagion de la peste. Mais ils se gardent bien d'émettre publiquement une semblable opinion, car ils se feraient le plus grand tort pour leur clientèle. (*Leçons sur les phénomènes physiques de la vie*, par Magendie, recueillies par C. James, p. 70.)

C'est de nos jours seulement que le choléra morbus de l'Inde a été mis au nombre des maladies contre lesquelles les quarantaines doivent être prescrites ; pour la France elle-même, c'est l'excès de la prévoyance, inspiré par l'excès de la peur. (*Pyrettologie* de Boisseau, p. 490.)

cor... l'abondance de l'argent et de
cor... avec des chiffres à l'appui. Il
cor... naïves; rien n'est pourtant
Il... exprimées ou sous-entendues, a
cor... politiques qui les adoptent de

lég... Lyon et celle des Vosges se sont
pre... stre de commerce, du projet de loi
étr... sur les faillites, dit M. Aubry des
l... is difficile, de plus délicat à réaliser.
des... complexes, et des situations variées
ins... Heureusement, nous avons des lè-
le... empruntés. La chambre des Vosges
cor... le projet de loi qui lui est soumis.
lub... ou deux contrôleurs soit purement
un... pour les faillites comme pour les liqui-
Le... que les faillis n'aient pas à payer
cat... pour un pré de 200 fr., ni 538 fr. 48
bro... 51 fr. 41; ni 723 fr. 05 pour une autre
d'hy... de commerce m'ont tout l'air de vouloir
qui... le Trésor et les gens de loi.

bre... sur la situation du commerce et de l'in-
pare... de Verviers pour 1884, rédigé par la
« La... cette ville, constate que « les douze mois
des... par une baisse lente, mais constante et ré-
tant... tous les articles. Malgré cela, nous voyons nos
Nous... et nous devons revoir encore des jours
tant... prouve l'expérience, le succès reste aux efforts
d'égl... incessants ».

qu'on... obstacle à ce succès : « Les aggravations in-
vriers... interprétations abusives des tarifs douaniers rendent
à se pi... difficiles nos relations avec nos puissants voisins de
Ouest. » Le doge de Venise aurait bien dû être précipité
le jour où il a inventé la *dogana*.

J'ai... le *Bulletin de la chambre de commerce de Liège* on
ces loca... autres comptes rendus de ses travaux, celui de deux
se gard... sur la question du gaz et celui d'une réunion publique sur
feraient... téléphoniques. Au second meeting, l'assemblée se
siques de... l'unanimité en faveur du vœu de voir recourir à l'adjudi-
C'est a... que proprement dite, et à l'unanimité moins 4 voix
nombre... se de l'éclairage public gratuit.
crites; p... sion du cinquanteaire des chemins de fer belges.
l'excès d...

treint, grossit néanmoins chaque jour, et qui reconnaissent que la méthode positiviste est une méthode incomplète, que l'inducteur ne peut se priver de la déduction, pas plus que le déducteur de l'induction et qu'il faut se servir des deux procédés alternativement si l'on veut découvrir quelque chose, de même qu'on se sert de ses deux jambes pour marcher.

Le livre 1^{er}, où l'auteur expose sa méthode en s'autorisant des sommités de la science ancienne et moderne est très bien fait. Il faut le lire attentivement, deux fois ne seront pas de trop, afin de bien comprendre ensuite le reste de l'ouvrage et même beaucoup d'autres ouvrages, car la méthode est la même dans toutes les sciences. La justification de la « méthode expérimentale » par l'observation comparée des peuples libres, par l'histoire, par la science, par les insuccès des principaux réformateurs (Aug. Comte et Le Play), par la situation politique de la France, remplit autant de *livres* qui ont pour but de confirmer le 1^{er} et qui sont remplis de science et d'érudition.

Nous allons donc enfin, dira-t-on, grâce à cette précieuse méthode, pouvoir découvrir les vrais principes du gouvernement des peuples? Ne vous pressez pas trop de crier victoire. La méthode d'observation, fondement de la méthode générale, se heurte en politique, comme l'observe judicieusement M. Donnat, à un obstacle considérable : la complexité des phénomènes. A cette difficulté objective viennent s'ajouter des difficultés subjectives. « Le daltonisme existe pour les études sociales comme pour les couleurs. On peut appliquer à ces études le mot de Zola : « L'œuvre d'art est un coin de la nature vu à travers un tempérament ». L'observation, conclut de là l'auteur, est donc insuffisante, même avec le secours de la statistique, pour la recherche et la démonstration des vérités sociales et « l'expérimentation, telle que Claude Bernard l'expose pour la physiologie, est un élément indispensable de la méthode à suivre en politique ».

Soit dit en passant, la méthode de Claude Bernard est la bonne, quoiqu'elle ne conduise pas aux résultats que beaucoup de savants en espèrent, mais Bernard a tort de dire que cette méthode n'est point primitive et naturelle à l'homme. C'est au contraire la scolastique qui, sous le chaperon du privilège, s'étant installée dans les universités et dans les académies, a fait négliger la méthode expérimentale. Rendons à chacun ce qui lui est dû : aux corps savants le monopole de l'ignorance.

Mais l'expérimentation est-elle facile en politique? Déjà en physiologie, l'art est long, la vie est courte et l'expérience est difficile, a

sait anciennement), qu'il ne l'était en 1870-71 de confier le monnayage de papier à la Banque de France, au Comptoir d'escompte et à la Société générale.

MM. Beernaert, ministre des finances, Pirmez, Frère-Orban et Malou ont réuni en une brochure leurs discours à la Chambre des représentants belges (séance du 11 août).

M. Maurice David publie aussi une brochure sur ce sujet : *Les espèces métalliques. L'or et l'argent dans l'emploi monétaire*, où il soutient, non sans raison, que le rapport légal obligatoire de la valeur de l'or à celle de l'argent est la cause du mal.

— Le privilège de la Banque de France échoit au 31 décembre 1897. M. A. Neymarck, vice-président de la chambre syndicale des industries diverses, a présenté un rapport à ladite chambre au sujet du renouvellement de ce privilège, et le publie en brochure. L'auteur s'abstient de discuter la question de doctrine, cette discussion l'aurait entraîné trop loin, il tient à rester sur le terrain pratique et propose dix résolutions qui sont approuvées par la chambre syndicale.

— *Les finances françaises de 1870 à 1885*, par le même auteur (extrait du *Rentier*, Paris, Guillaumin, 24 p. in-8°), sont un résumé clair et concis dans lequel je relèverai une erreur, ou du moins une vérité qui n'est pas démontrée. M. Neymarck donne comme signe d'augmentation de la richesse nationale le progrès constant des placements aux caisses d'épargne. Si les paysans détournent leurs petites économies de la terre, où elles rapportent trop peu, pour les placer à la caisse d'épargne, où elles rapportent davantage, et pour, ensuite, demander à l'État le crédit agricole au plus bas prix possible, il y a peut-être là signe de richesse, mais il est plus que douteux qu'il y ait signe de son augmentation pour l'avenir.

— Les crises agricoles et vinicoles persistent, pour ne pas dire plus. M. Marius Morand a traité des *Droits sur les blés* devant la Société d'économie politique de Lyon. L'auteur insiste sur ce point que « du jour où l'État vient se placer en arbitre entre le producteur et le consommateur, il doit sa protection à l'un et à l'autre ». « Quant à moi, ajoute-t-il, je crois qu'il ne la doit ni à l'un ni à l'autre. » C'est, en effet, le plus simple et le plus sûr.

— M. P. de Lafitte a publié une brochure sur *l'Avenir de la viticulture et le phylloxéra en Algérie*, où il montre que la virulence intrinsèque du phylloxéra ne paraît avoir éprouvé aucune atténuation : que les trois traitements recommandés par la commission supérieure du phylloxéra sont exclus de plus en plus des vignobles, à cause des dépenses qu'ils exigent ; que les vignes américaines coûtent

DE L'APPLICATION
DES
LOIS SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS
ET DES FILLES MINEURES

Le monde entier était soumis au régime des corporations lorsque le roi Jacques I^{er} d'Angleterre laissa passer le bill par lequel il lui était interdit d'accorder de nouveaux privilèges exclusifs. L'effet de cet acte législatif a été immense. Aussitôt après qu'il eut été rendu, des manufactures, libres de toute réglementation, furent établies dans des lieux où jamais il n'y avait eu de commerce ou d'atelier. Les nouveaux fabricants eurent la possibilité de créer les produits de leurs usines comme ils l'entendaient; aucune réglementation ou limitation ne leur était imposée. Ils appelèrent les savants à leur aide, et ceux-ci délaissèrent le champ des vaines spéculations pour s'attacher aux choses utiles. La physique, la chimie inventèrent des puissances nouvelles capables de renouveler la face du monde. Les entrepreneurs d'industrie des lieux où ils pouvaient agir librement, n'étant plus arrêtés par les lois d'une communauté, occupèrent autant d'ouvriers que leur intérêt le commanda. Ils recherchèrent des travailleurs à bon marché et surent tirer parti des services que pouvaient rendre les femmes et les enfants. D'abord les familles pauvres furent heureuses de ce surcroît de besogne, auquel correspondait une augmentation de salaire et de bien-être.

Mais on ne tarda pas à remarquer que l'on abusait de l'enfance. Des pauvres êtres de 6, 5 ou 4 ans étaient employés pendant de longues heures où leur vie s'usait rapidement. La mortalité fut telle que le législateur dut, dès le commencement de ce siècle, prendre des mesures sérieuses pour prévenir le mal, en réglementant le mode du travail des enfants. L'Angleterre, grâce à la liberté relative des nouveaux centres manufacturiers, fut longtemps le premier des pays pour l'industrie. La France n'eut cette liberté que depuis la Révolution de 1789 et surtout depuis la loi des 2-7 mars 1791. — D'abord les troubles dont notre pays était agité empêchèrent la création des grandes manufactures. Il s'en forma cependant et il se produisit peu à peu des faits analogues à ceux qui avaient été réprimés en Angleterre.

tuer sur la condition des enfants employés : 1° dans les manufactures, usines et ateliers à moteur mécanique ou à feu continu et dans leurs dépendances ; 2° dans toute fabrique occupant plus de vingt ouvriers réunis en atelier. La loi qui régla cette matière est du 22 mars 1841.

Elle autorisait les patrons à employer des enfants de 8 ans, sous la condition de ne les faire travailler jusqu'à l'âge de 12 ans que huit heures par jour, coupées par un repos. Après 12 ans, les enfants pouvaient travailler 12 heures, coupées par des repos. Les enfants de moins de treize ans ne devaient pas être employés la nuit. La loi annonçait que des règlements d'administration publique statueraient sur son exécution et assureraient ce qu'il faudrait exiger pour l'instruction, les bonnes mœurs, la sécurité et l'hygiène des enfants. Enfin des inspecteurs devaient veiller à l'exécution des lois et règlements. Mais il n'y avait pas de fonds inscrits au budget pour payer les inspecteurs. La fonction existait en principe ; elle n'a jamais été remplie tant que la loi de 1841 a été en vigueur ; cette loi n'a donc donné aucun résultat.

En ce temps, les écoles socialistes brillaient d'un certain éclat. Le talent de ceux qui voulaient réorganiser le monde, leur conviction ardente et, il faut le dire, un grand malaise que personne ne contestait, faisaient que l'on aspirait à des réformes basées sur des réglementations. Il y avait encore trop peu d'hommes assez amis de la liberté pour que les utopies ne fussent pas admises par des esprits mal renseignés sur les besoins des peuples et les moyens d'y pourvoir.

La République du 24 février 1848 avait été proclamée aux cris de : Vive la Réforme ! Ces cris étaient interprétés de bien des manières. En général, on s'attendait à des réglementations nouvelles sur les impôts, les rapports des citoyens avec le gouvernement et surtout entre les ouvriers et les patrons. Chacun se rappelle comment on établit alors au Luxembourg, sous la direction de deux membres du gouvernement provisoire, des conférences sur l'organisation du travail, la plus enfantine des théories socialistes, d'après laquelle tous les ouvriers devaient être payés au même prix, qu'ils fussent habiles ou incapables. Cette commission n'aboutit qu'à effrayer les poltrons ; elle ne donna pas de résultats.

Cependant, un décret du 2 mars réduisit pour Paris la journée de travail à une durée de dix heures, et pour les départements à onze heures. Ce décret ne fut point observé. Une loi du 9 septembre suivant (1848) fixa, pour toute la France, la durée du travail à douze heures. On en tint encore peu de compte ; d'ailleurs un décret du

se pose à propos des patrons qui ont des apprentis, surtout parce que le contrat d'apprentissage peut être verbal. En ce cas, le patron peut-il l'invoquer pour échapper aux inspections autorisées par la loi du 19 mai ?

De même on décida que les ouvroirs ou ateliers de bienfaisance, que les écoles professionnelles, les écoles d'apprentis échapperaient aux inspections. A quoi reconnaît-on un atelier de bienfaisance ? Tous ou à peu près nourrissent leur personnel avec leurs produits. Les directeurs et directrices sont-ils alors soumis à la loi ?

Les commerçants ne font pas ce que l'on appelle un travail industriel et cependant une circulaire ministérielle a décidé que certains d'entre ces commerçants pouvaient être inspectés. Les agriculteurs sont en dehors de la loi ; mais que faut-il décider pour des pépiniéristes, qui sont de véritables commerçants, et encore pour des entreprises comme le Jardin d'acclimatation ?

On s'est aussi demandé si les restrictions de la loi du 19 mai 1874 devaient régir les ateliers de couture dans lesquels on ne travaille que pour livrer des vêtements à ceux qui doivent s'en servir.

La loi du 19 mai 1874 a décidé qu'un certain nombre de ses articles, à savoir ceux qui portent les numéros, 2, 3, 4 et 5, seraient applicables aux apprentis régis par la loi de 1851. Elle a voulu encore que les pénalités prononcées par ses articles 18 et 25 fussent applicables au cas où il s'agirait des patrons de ces apprentis ; puis elle a ajouté que la loi de 1851 continuerait à recevoir son exécution dans ses autres dispositions.

Or, l'article 2 de la loi de 1874 dit à quel âge les enfants peuvent être employés ; l'article 3 détermine la durée du travail que l'on peut leur demander ; l'article 4 statue sur le travail de nuit ; l'article 5 défend d'employer les enfants à aucun travail pendant les dimanches et les jours de fête, même pour le rangement de l'atelier.

Il semble que l'observation de ces articles étant imposée aux patrons qui ont des apprentis, les inspecteurs devraient avoir le droit de s'assurer si la loi est respectée par eux. Comment le feront-ils s'ils doivent s'arrêter aussitôt que l'on allègue un contrat d'apprentissage ?

Les enfants employés dans les manufactures sont tenus d'avoir un livret ; les apprentis n'en ont pas jusqu'à présent. Le projet de loi qui supprime le livret des ouvriers oblige les apprentis à en avoir un ¹. Les patrons sont obligés d'avoir un registre où ils font men-

¹ L'auteur de cet article a été assez heureux pour obtenir du Sénat cette égalité entre tous les enfants travaillant dans les manufactures. Le rappor-

Commission supérieure adresse au Président de la République un Rapport général sur la situation de l'inspection et sur les faits relatifs à l'exécution de la loi. Ce rapport est, dans le mois de son dépôt, inséré au *Journal officiel*. Ajoutons que, tous les ans, le gouvernement rend compte au Parlement de ce qui a été fait et des règlements d'administration publique promulgués pour l'exécution de la loi.

Le ministre du commerce a, le 14 mars 1884, adressé à la Commission supérieure, une lettre insérée au *Journal officiel* du 17. Elle est tout un programme sur la réglementation du travail. La presse a laissé passer ce manifeste et elle a bien fait. Il est certain que les lois actuelles ont besoin d'être coordonnées et que cette lettre pourra produire de bons effets, si elle amène nos Chambres à nous donner un bon Code, dans lequel on saura allier le respect de la liberté des conventions avec les précautions exigées par l'humanité.

Après la loi de 1874, la France avait été partagée en 15 circonscriptions, dans chacune desquelles il y a un inspecteur divisionnaire nommé par le Président de la République, sur une liste de trois candidats, présentés par la commission supérieure, pour chaque emploi disponible. Ces inspecteurs sont rétribués par l'État. La loi du 16 février 1883 a autorisé le gouvernement à augmenter le nombre de ces fonctionnaires, ce qui était indispensable, puisqu'ils ont maintenant à veiller partout à l'application de la loi du 9 septembre 1848, sur les heures du travail. Le remaniement a eu lieu et les inspecteurs divisionnaires sont maintenant un peu plus nombreux.

Le conseil général de chaque département a été autorisé à nommer un inspecteur spécial et, surtout, a été invité à nommer des commissions locales chargées de faciliter le travail des inspecteurs et aussi de le contrôler. Plusieurs conseils généraux des départements ont nommé plus d'un inspecteur. Il en est très peu qui aient institué des commissions locales. Les membres de ces commissions se plaignent, en beaucoup de lieux, d'être mal vus par les manufacturiers; beaucoup donnent leur démission après quelques essais. Leur tâche est délicate et pénible. La lettre du 14 mars constate ces succès. Le ministre demande s'il ne conviendrait pas de laisser à l'administration le soin des inspections. On voit que ce serait changer absolument le système de la loi.

§ IV.

Le département de la Seine a seul une organisation complète. Il forme une circonscription ayant un inspecteur divisionnaire. On comprend qu'il y ait eu utilité à donner de l'importance à la question du travail dans cette grande ville de Paris.

mission, où il fait office de secrétaire. L'inspecteur divisionnaire, pour le département de la Seine, assiste aussi aux séances.

Il avait été d'abord entendu que l'inspecteur divisionnaire ferait partie de la commission départementale ; mais la commission supérieure établie auprès du ministre du commerce a décidé que cet inspecteur ne prendrait pas part aux délibérations, et c'est juste, puisqu'il doit les apprécier, si la commission supérieure le lui demande. Cet inspecteur divisionnaire n'est pas le subordonné de la commission supérieure départementale ; il est en dehors d'elle. Sa présence a cependant une grande utilité, parce que cet agent centralise tous les renseignements, et peut ainsi aider le chef de la 2^e division à signaler les questions difficiles, en même temps qu'il donne des renseignements sur le service des inspecteurs spéciaux. Il a voix consultative.

La commission départementale se réunit tous les deux mois ; elle rédige tous les ans un Rapport d'ensemble sur le service. Ce rapport, adressé d'abord au préfet de police, est imprimé, puis distribué au conseil général et transmis au ministre. Une des plus importantes fonctions de cette commission est la préparation des listes des candidats et des postulantes aux emplois d'inspecteurs et d'inspectrices du travail des enfants et des filles mineures dans les ateliers du département. Elle élabore les programmes des examens qu'elle fait subir à ces candidats et postulantes. Elle transmet les résultats de cette espèce de concours au conseil général, sans cependant établir un ordre de mérite. La liste est dressée par ordre alphabétique.

Les inspecteurs et les inspectrices, ainsi que les suppléants, suppléantes, remplaçants et remplaçantes, sont assermentés. Leurs appointements sont de 3.000 francs pour les titulaires, de 2.000 francs pour les suppléants. Ils ont de plus une allocation pour frais de déplacement. Les remplaçants touchent le traitement de ceux au lieu de qui ils fonctionnent.

Ces inspecteurs et inspectrices sont surveillés par l'inspecteur divisionnaire et l'inspecteur général du département. La commission départementale exerce sur eux un droit de discipline.

On s'est demandé si la loi du 19 mai 1874 avait autorisé la création de ce personnel ? La négative avait d'abord paru résulter du texte comme de l'esprit de la loi. On a dit à ce propos que le législateur de 1874 avait voulu que les ateliers fussent soumis à des inspections rares, faites par des personnes revêtues d'un caractère tout particulier. La fréquence des inspections semblait une source de tracasseries capables d'irriter tous les manufacturiers, chez qui on ne voulait pas qu'il fût possible d'aller trop souvent. Ainsi, le conseil

mission, où il fait office de secrétaire. L'inspecteur divisionnaire, pour le département de la Seine, assiste aussi aux séances.

Il avait été d'abord entendu que l'inspecteur divisionnaire ferait partie de la commission départementale ; mais la commission supérieure établie auprès du ministre du commerce a décidé que cet inspecteur ne prendrait pas part aux délibérations, et c'est juste, puisqu'il doit les apprécier, si la commission supérieure le lui demande. Cet inspecteur divisionnaire n'est pas le subordonné de la commission supérieure départementale ; il est en dehors d'elle. Sa présence a cependant une grande utilité, parce que cet agent centralise tous les renseignements, et peut ainsi aider le chef de la 2^e division à signaler les questions difficiles, en même temps qu'il donne des renseignements sur le service des inspecteurs spéciaux. Il a voix consultative.

La commission départementale se réunit tous les deux mois ; elle rédige tous les ans un Rapport d'ensemble sur le service. Ce rapport, adressé d'abord au préfet de police, est imprimé, puis distribué au conseil général et transmis au ministre. Une des plus importantes fonctions de cette commission est la préparation des listes des candidats et des postulantes aux emplois d'inspecteurs et d'inspectrices du travail des enfants et des filles mineures dans les ateliers du département. Elle élabore les programmes des examens qu'elle fait subir à ces candidats et postulantes. Elle transmet les résultats de cette espèce de concours au conseil général, sans cependant établir un ordre de mérite. La liste est dressée par ordre alphabétique.

Les inspecteurs et les inspectrices, ainsi que les suppléants, suppléantes, remplaçants et remplaçantes, sont assermentés. Leurs appointements sont de 3.000 francs pour les titulaires, de 2.000 francs pour les suppléants. Ils ont de plus une allocation pour frais de déplacement. Les remplaçants touchent le traitement de ceux au lieu de qui ils fonctionnent.

Ces inspecteurs et inspectrices sont surveillés par l'inspecteur divisionnaire et l'inspecteur général du département. La commission départementale exerce sur eux un droit de discipline.

On s'est demandé si la loi du 19 mai 1874 avait autorisé la création de ce personnel ? La négative avait d'abord paru résulter du texte comme de l'esprit de la loi. On a dit à ce propos que le législateur de 1874 avait voulu que les ateliers fussent soumis à des inspections rares, faites par des personnes revêtues d'un caractère tout particulier. La fréquence des inspections semblait une source de tracasseries capables d'irriter tous les manufacturiers, chez qui on ne voulait pas qu'il fût possible d'aller trop souvent. Ainsi, le conseil

elles ne doivent pas sortir. Il a fallu dresser la statistique des ateliers, dresser la liste des industriels et remettre des états ou fiches aux membres de ces commissions, en même temps qu'une carte du territoire sur lequel s'étend leur pouvoir. C'est la préfecture qui en a pris la peine. Elle délivre à tous les membres de ces commissions un carnet dans lequel se trouvent la loi sur le travail des enfants et la loi sur les apprentis. Une instruction très bien faite sert de préface ou d'introduction à ce petit volume, dans lequel sont tous les règlements d'administration publique. De plus, la même préfecture a rédigé, en 1880, un cahier de 46 pages, contenant le recueil des décisions et instructions relatives à l'application de la loi du 19 mai 1874. Il y a d'ailleurs un échange constant de pourparlers, d'observations, de renseignements entre la préfecture de police et les commissions.

Les commissions locales composées d'hommes ont sept membres. Elles visitent les ateliers où l'on emploie des garçons et ceux où les deux sexes travaillent. Les commissions de dames sont composées de cinq personnes ; elles visitent les ateliers où ne travaillent que des femmes.

Les présidents, présidentes et secrétaires des commissions locales de la Seine se réunissent deux fois par an en assemblée générale tenues, l'une en mai, l'autre en novembre. Le procès-verbal de chaque réunion est imprimé et distribué, toujours par les soins de la préfecture de police, par les ordres du chef de la seconde division, par le chef du quatrième bureau de cette division et son sous-chef¹.

La commission départementale supérieure reçoit de la préfecture tous les documents relatifs au service de la surveillance pour l'exécution de la loi. Elle en fait à son tour un résumé et présente ce Rapport au préfet avec des observations sur les résultats obtenus, les améliorations à rechercher. Le dernier Rapport est du 25 août 1885, sur les faits de 1884.

Avant d'y puiser quelques éléments, nous devons faire connaître que chaque inspecteur ou inspectrice doit réglementairement faire 150 inspections par mois, si leur service se fait dans Paris ; 120, si leur service est dans la banlieue. Avant 1884, on n'exigeait que 100 inspections par mois de chaque personne opérant dans la banlieue.

¹ M. Besançon, chef de la seconde division, dirige parfaitement ce service. Il est merveilleusement secondé par M. Patin, chef du quatrième bureau. M. Patin est, en sa qualité, chargé de rédiger les procès-verbaux des réunions de la commission supérieure départementale et de celles des présidents et secrétaires.

§ V.

Si les lois protectrices de l'enfance et des filles mineures ont trouvé une approbation constante, il ne semble pas qu'il en ait été de même de celles qui ont eu pour but de réglementer les relations des ouvriers et des patrons. Malgré la loi du 16 février 1883 qui a remis en vigueur celle du 9 septembre 1848, la commission supérieure départementale et les commissions locales n'y ont point encore donné une attention véritable. Cependant la préfecture a publié ces lois et les a portées, le 28 février 1883, à la connaissance des commissions locales. Si rien n'a encore été tenté, c'est qu'il y a des difficultés considérables dans la pratique de ces règlements, faits pour intervenir à la place de contrats librement acceptés par des individus majeurs et maîtres de leurs droits. La commission départementale a été d'avis de maintenir cette liberté. Elle a été unanime.

La lettre du ministre du commerce que nous avons rappelée a soulevé à nouveau ce redoutable problème, qui se trouve posé dans le Parlement à propos des enquêtes auxquelles se livre la Chambre des députés. Il n'est pas temps de préjuger à quoi les études nouvelles vont aboutir. Il y aura lieu de s'en inquiéter, le jour où des projets seront présentés.

F. MALAPERT,

Avocat, docteur en droit, professeur de droit commercial au
Conservatoire des arts et métiers, membre de la Commission
supérieure départementale.

Trade's-Unions, pour ne parler que de celles-là, avaient, dans un espace de six années (1876-1881), distribué à leurs membres malades ou nécessiteux l'énorme somme de 2 millions sterling, soit 50 millions de francs, laquelle somme dépassait environ de 5 millions de francs le montant de leurs recettes nettes pendant cette même époque. Leurs recettes totales de 1856 à la fin de 1884, ont été de 2.818.548 livres sterling, leurs dépenses de 2.963.156 et sur ces dépenses 188.000 livres seulement — 4.700.000 francs — incombent à la défense des intérêts spéciaux que les *Trade's-Unions* ont pris en main et que c'est leur objet principal de garantir. « Voilà des chiffres éloquentes, s'écrie M. Murchie. Ils montrent que les *Trade's-Unions*, si elles ont exercé une action considérable sur la condition des classes laborieuses, ne se sont pas comportées avec cette témérité et ces façons d'agir violentes qu'une notable partie de la presse et des publicistes anglais leur ont trop souvent attribuées, les jugeant d'après certaines apparences et cédant à de vieux préjugés. »

* *

Le second jour de la session M. Threlfall, le président élu, a prononcé son *inaugural Address*. L'orateur est un partisan décidé de l'intervention de l'État dans les choses, tant de l'ordre moral que de l'ordre économique, il se croit tenu non seulement de supprimer les distinctions encore subsistantes de classe à classe, mais d'assurer une meilleure éducation aux classes ouvrières et de relever leur niveau intellectuel. A ces deux points de vue, il lui semble que la fixation de la journée de travail à neuf heures — *the nine Hour System* — a été l'un des grands progrès de ce temps. M. Threlfall ne s'en contente point d'ailleurs, et il signale aux unionistes, comme leur grand effort actuel, l'obtention de la journée de huit heures : des cris de *Hear, Hear* (Écoutez, écoutez!), prouvent ici à M. le président du Congrès, qu'il a touché une corde sensible et il continue dans ces termes : « Cette mesure donnerait de l'ouvrage à quelques milliers d'ouvriers anglais qui périssent d'inanition aujourd'hui, eux, leurs femmes et leurs enfants. Ce serait d'ailleurs une illusion de croire qu'on trouverait de la sorte une solution permanente du problème de la question ouvrière. A vrai dire, ce ne serait là qu'un expédient. Si les manufacturiers anglais continuent d'exporter des cotonnades de mauvaise qualité chez les races inférieures, il leur arrivera certainement, un jour ou l'autre de perdre le marché du monde, et ce sera justice. Mais au lieu de chercher partout de nouveaux marchés, ne vaudrait-il pas mieux réorganiser le marché national ? Les moyens ne manquent point pour cela, et par exemple, une meilleure culture du sol donnerait de la besogne à des milliers et à des centaines de milliers de bras. »

clamaient à cor et à cri l'instruction intégrale et gratuite ; on ne raisonne pas bien lorsqu'on a l'estomac vide, quand on est vêtu de guenilles et que la pluie inonde votre mansarde. M. Threlfall n'a point lu Bastiat, peut-être, mais sous la suggestion du simple sens commun il commence par habiller, vêtir, nourrir son citoyen pauvre, avant de l'éduquer et de l'instruire. Aussi bien, ce pauvre ne perd-il rien pour attendre. M. Threlfall s'élève avec force contre la rétribution scolaire — *School Penee* — qui impose de lourds sacrifices à une foule de gens nécessiteux, par la raison que, dans le système fiscal et économique de l'Angleterre contemporaine, il est taxé au-dessus de ses moyens pécuniaires. Il charge l'État de la mission expresse de former de bons citoyens et de bons ouvriers par l'entremise d'écoles du gouvernement installées dans toutes les villes et dans tous les villages même où le besoin peut s'en aire sentir.

De grands applaudissements, nous disent les comptes rendus des journaux anglais, ont accueilli ce discours et surtout sa terminaison. Nous constatons le fait sans trop nous en étonner, mais nous n'en félicitons pas non plus les congressistes de Stockport. Dans d'autres réunions analogues, il est arrivé aux délégués des *Trade's-Unions* de couvrir, à plus juste titre, de leurs bravos enthousiastes les discours d'inauguration de leurs présidents élus. Quant au discours de l'honorable M. Threlfall, il nous a paru, disons-le de suite, à en juger du moins par la forme qu'il a revêtue dans les colonnes du *Times*, plutôt long que bien intéressant ; injuste en divers endroits vis-à-vis du Parlement, comme des classes dirigeantes de la Grande-Bretagne, généralement animés dans les questions politiques, économiques ou sociales qui intéressent les ouvriers, d'un esprit ouvert, libéral, conciliant, qui aurait bien dû passer sur ce bord-ci de la Manche ; enfin d'un ton emphatique et déclamatoire. Pressez-le, il n'en sortira que du vent, mais un vent, qui n'est point par bonheur, destiné à souffler en tempête. Dans son inspiration générale, ce discours porte le masque incontestable du socialisme ; mais d'un socialisme peut-être inconscient, un socialisme à son insu, comme M. Jourdain était prosateur. En France, nous connaissons bien cette variété du genre. Bien des gens sont plongés jusqu'à moitié dans le borbier socialiste, et ils ne s'en doutent point, tant leur ignorance de ce qu'est le socialisme et de ce qu'il n'est pas est profonde, si elle n'est pas simulée pour les besoins de la cause. Il leur est arrivé de croire qu'ils pourfendaient quelque malandrin de l'économisme quand ils se heurtaient contre quelque moulin à vent du socialisme, et Donoso Cortès, qu'on a surnommé le de Maistre de la Péninsule, a commis la prodigieuse bourde d'écrire que si le socialisme est *la vipérine*, *l'économie politique est la vipère*. Un autre s'en prend à la fameuse

pouvoir se renouveler. Il s'agissait d'une enquête sur les causes d'un accident fatal à plusieurs ouvriers, et la personne qui présidait à cette enquête n'était autre qu'un agent de la Compagnie d'assurances des manufacturiers. Le lord-chancelier émit alors l'opinion que le Coroner eût dû opter entre sa fonction judiciaire et sa position industrielle : c'est le langage de l'équité même et le Comité parlementaire espère qu'il aura de l'écho au sein de la législature que les électeurs du Royaume-Uni s'apprêtent à élire dans une couple de mois.

M. Broadhurst regrette qu'on ait fait une part si minime qu'elle en est presque dérisoire, aux Unionistes dans la composition de la *Royal Commission* chargée de rechercher les causes de la crise que subissent, depuis bientôt quelques années déjà, le commerce du Royaume-Uni et sa production industrielle. On n'y voit figurer que deux d'entre eux, dont le nom et la compétence ne font d'ailleurs doute pour personne; encore à l'origine, n'y avait-il pour représenter dans la commission les intérêts de la main-d'œuvre que M. Bertwhistle seul, et il ne fallut pas moins que les énergiques représentations de M. Broadhurst lui-même pour lui faire adjoindre M. Drummond. « Je prétendais alors et je prétends encore, a dit, à ce propos, le secrétaire du Comité parlementaire, que dans une commission qui devait nécessairement s'occuper des salaires, de la question de la durée de la journée de travail; des lois sur le travail des femmes, des jeunes filles, des enfants, dans les manufactures; sur la responsabilité des employeurs en cas d'accidents; je prétendais, dis-je, qu'une telle commission ne présentait pas de garanties suffisantes au travail, alors qu'il y comptait deux représentants seulement contre plus d'une vingtaine accordés au capital et parmi lesquels il y en avait beaucoup qui joignaient à l'influence que la richesse possède toujours, celle qui se tire du talent et du savoir-faire personnel. »

M. Broadhurst est aussi l'auteur d'un projet d'adresse aux Unionistes des trois royaumes à propos des futures élections; il est adopté par le Congrès et nous le reproduisons *in extenso*, tant à raison de son importance économique qu'à titre de document historique. Cette adresse résume les aspirations et les tendances des classes ouvrières d'outre-Manche à l'heure actuelle, et nul doute qu'elle n'agisse puissamment sur les votes des nouveaux comme des anciens électeurs. La voici : « Compagnons et camarades, le Congrès des *Trade's-Unions* a pris à l'unanimité la résolution d'adresser, à la veille des grandes et importantes élections générales qui doivent avoir lieu en novembre prochain, un appel à tous les ouvriers du Royaume-Uni, afin qu'ils se préparent à la lutte et qu'ils affirment énergiquement leur puissance dans toutes les questions qui touchent au travail et au bien-être des ouvriers. Jamais, à aucune époque de l'histoire d'Angleterre, les classes ouvrières ne s'étaient

entendus. Ces problèmes, il nous les faut étudier et y chercher un remède ; car ce n'est pas remplir tout son devoir, même la plus haute partie de ce devoir, que de s'en tenir à l'étude de ses propres besoins et quand on a la puissance politique, comme nous l'avons aujourd'hui, on devient dans une large mesure responsable de la condition de ses concitoyens malheureux. »

• • •

Le surcroît de production est-il une des principales causes de la stagnation actuelle du commerce ? Telle est la question que M. Mauldsley (Manchester) se pose, et à laquelle il répond sans la moindre hésitation par l'affirmative. Le remède au mal, ajoute-t-il, n'est point dans la réduction des salaires, mais bien dans la diminution d'une fabrication devenue excessive, et il demande, à ce sujet, non seulement les sympathies du Congrès, mais encore son appui effectif pour les ouvriers d'Oldham qui, en ce moment même, luttent énergiquement pour le maintien de leurs salaires. M. Mauldsley explique comment il y a dans ce grand centre cotonnier quelque chose comme 76.000 travailleurs qui chôment, et que la dépense hebdomadaire des Unions locales, afin de les soulager, n'est pas moindre de 27,000 liv. st., soit environ 68.000 fr. Le dessein des fabricants est de réduire de 10 0/0 le taux actuel des salaires, mais cette mesure n'est nullement susceptible d'abaisser les prix de détail et, par conséquent, de stimuler la production. Depuis 1879, les fabricants ont augmenté de 3 millions le nombre de leurs broches, et ont continué de produire à outrance, même après les avertissements les plus significatifs ; et il n'est pas juste aujourd'hui que ce soient les ouvriers qui paient les frais de leur imprudence ou de leur avidité. La motion de M. Mauldsley a été votée à l'unanimité, bien que certains membres n'aient point été de son opinion, quand il a regardé l'excès de production comme l'un des grands facteurs de la crise actuelle.

M. Smith (Cumberland) a proposé ensuite un vote en faveur de la nationalité de la terre ; mais le Congrès, se rangeant à l'avis de M. Fox Liverpool, n'a pas trouvé cette mesure pratique et s'est borné à demander avec M. F. Simmon, délégué de la *Kent and Sussex labourers Union*, une réforme radicale du système terrien. M. Wilkinson (Hull) soulève la question du suffrage féminin et voit accueillir, par soixante-dix voix contre dix, son vœu que les femmes reçoivent au même titre que les hommes la capacité électorale. Enfin, avant de se séparer définitivement pour se réunir l'année prochaine à Hull, on a émis le vœu de l'établissement d'un vaste système d'instruction nationale et gratuite, ainsi qu'un blâme contre la tendance que le gouvernement manifeste de plus en plus d'introduire l'éducation et les exercices militaires dans l'école.

L. KERRILLIS.

La société constituée, il restait à organiser son fonctionnement. Un conseil d'administration, composé de 13 membres, reçut à cet effet pleins pouvoirs. Celui-ci se mit résolument à l'œuvre et quelques semaines après, l'Union ouvrait à Audincourt un magasin d'épicerie, de mercerie et de boulangerie.

L'ouverture de ce magasin fut le signal, dans la localité, d'une baisse de prix générale de la part des boulangers et épiciers qui voyaient dans la création de cet établissement un concurrent redoutable pour l'avenir ; le comité accepta la lutte sur ce terrain et malgré la concurrence acharnée faite à la société l'inventaire de fin d'année accusait un bénéfice net de 12.145 fr. Cette somme, conformément aux statuts, fut répartie comme suit :

- 20 0/0 à la réserve ;
- 20 0/0 aux actions ;
- 5 0/0 à la gérance ;
- 55 0/0 à la consommation.

Le chiffre de vente s'était élevé à 140.000 francs.

Ce résultat, très beau, si l'on tient compte des charges exceptionnelles que l'exercice avait eu à supporter par suite des frais de premier établissement, eut pour conséquence immédiate l'entrée dans l'association de 97 nouveaux membres.

La répartition des bénéfices donna lieu à des critiques ; on trouvait généralement que la part faite aux actions était par trop belle. Une action de 50 fr. avait rapporté, intérêts et dividende compris, 14 fr. 80, soit près de 30 0/0. Aussi, pour remédier à cet état de choses, on décida de remplacer le mode de répartition indiqué d'autre part par le suivant :

- 20 0/0 à la réserve ;
- 5 0/0 à la gérance et pour le surplus ;
- 5 0/0 aux actions et 95 0/0 à la consommation.

Ce dernier mode de répartition était certes plus équitable que l'ancien ; car, tout en rétribuant largement l'action, la forte part revenait à la consommation, source première des bénéfices. D'année en année la société se développe.

Le second inventaire permet la distribution d'un dividende de consommation de 6 0/0. La part afférenté aux actions, intérêts, intérêts de la réserve et dividende, produit 4 fr. 75 par action, soit sur 50 fr. 9 1/2 0/0 par an ; la part de bénéfice portée à la réserve élève le prix de l'action à 70 francs. Le chiffre d'affaires est de 169.000 fr.

Les bénéfices réalisés pendant l'exercice 1875 permettent également la distribution d'un dividende de consommation de 6 0/0. L'action rapporte, intérêts et dividende compris, 5 fr. 10, soit sur 50 fr. 10 1/5 0/0 par an ;

en effet, n'avaient pas les moyens nécessaires pour devenir actionnaires et ne pouvaient, pour ce motif, entrer dans la société.

Pour porter remède à cet état de choses, le Conseil d'administration décidait :

1° De bâtir ;

2° De ramener l'action à son taux primitif, soit à 50 fr., en remboursant aux sociétaires la part de réserve afférente à chaque action ; en outre, pour ne pas augmenter indéfiniment la réserve, il était entendu que la part des bénéfices portée à ce compte serait réduite à 10 0/0 et que, lorsque ce compte aurait atteint de nouveau la même importance que le capital-actions, les bénéfices qui y étaient affectés seraient reportés sur le dividende de consommation ;

3° D'émettre parmi les sociétaires un emprunt de 80.000 fr. par voie d'obligations de 100 fr., chacune, remboursables au pair et rapportant 4 1/2 0/0 par an.

L'emprunt fut couvert bien au delà et quelques semaines après on voyait s'élever au centre d'Audincourt un bâtiment répondant aux besoins de la société.

L'ouverture des nouveaux magasins a eu lieu vers la mi-juillet 1884 ; le local, très vaste, a permis à l'Union un développement considérable ; ses sociétaires sont au nombre de 484. — Outre la boulangerie, l'épicerie, la mercerie, la chaussure, la confection, la bonneterie et les tissus, il a été ajouté à ces divers services la charcuterie, le fer battu, la pendulerie, la quincaillerie, la verrerie et les faïences.

L'exercice 1884, clos en janvier dernier, a permis la distribution d'un dividende de consommation de 7 fr. 80 0/0, résultat très beau, eu égard aux charges extraordinaires supportées par la Société pour sa nouvelle installation.

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 347.000 fr.

Au moment où la question du pain donne lieu à de si vives polémiques, nous croyons devoir donner une mention spéciale au service de la boulangerie. Le pain fabriqué est d'une seule qualité. Chaque jour, la Société en vend 1.000 kilogr. environ, généralement en miches de 3 kil. et 1 kil. 500. Les farines employées sont toutes tirées de moulins fonctionnant par les nouveaux procédés de mouture, c'est-à-dire que le pain livré est de belle et bonne qualité.

Le prix de vente aujourd'hui n'est que de 90 cent. la miche de 3 kil., alors que les farines achetées ont été payées 35 à 36 fr. les 100 kilogr. Ce prix est peu rémunérateur pour la Société, qui s'impose de ce côté les plus grands sacrifices ; mais, en agissant ainsi, elle reste dans son rôle et aide à la solution de ce problème : la vie à bon marché.

En résumé, l'institution de cette Société a été un véritable bienfait

Mais ne peut-on pas obliger l'ouvrier à économiser, ou économiser pour lui ? Ne peut-on pas créer, avec des ressources que ladite Société se propose de rechercher, une sorte d'assurance contre les risques de la vieillesse, assurance qui, pour être efficace, devra être obligatoire ?

En dehors de l'obligation, il n'y a rien à faire. En faveur de l'assurance, ou de la prévoyance facultative, il existe déjà une foule d'institutions, nationales ou privées ; mais il est constaté que la masse ouvrière n'y a pas recours, et que par conséquent elles ne suffisent pas pour atteindre le but poursuivi.

L'assurance contre le risque de la vieillesse (autrement dite la retenue pour la retraite) est déjà obligatoire pour les fonctionnaires de l'État, pour les employés des compagnies industrielles et commerciales, pour les ouvriers même de quelques grands établissements. Il s'agit de faire un pas de plus, mais un grand pas : il s'agit de la rendre obligatoire pour tous les ouvriers.

On peut y arriver en décidant que tout patron qui paie un salaire doit retenir tant pour cent sur ce salaire ; qu'il est tenu en même temps de verser lui-même une fraction supplémentaire de tant pour cent ; les sommes ainsi recueillies formeront un fonds, placé à intérêts composés, et sur ce fonds, on pourra imputer des pensions de retraite en faveur des ouvriers qui auront contribué à le former.

Mais il reste un grand nombre de questions à résoudre, en dehors de la question de principe. Ainsi, quel sera le taux des prélèvements ? Comment pourra-t-on les recueillir, les faire fructifier, centraliser les fonds ainsi recueillis ? C'est précisément dans le but d'étudier ces voies et moyens qu'a été fondée la Société d'étude dont il s'agit.

M. Dormoy, en terminant, faisait appel au concours de tous les hommes pratiques qui veulent tirer de l'économie sociale autre chose que des discussions métaphysiques.

La Section a examiné le projet présenté, et plusieurs membres, élevant diverses objections, ont exprimé la crainte qu'il ne fût bien difficile de faire passer dans la pratique le principe de l'économie ou de la retenue obligatoire. Une discussion s'engagea sur divers points de détail, sans conclusion effective, la Section n'ayant d'ailleurs pas de vote à émettre.

Un autre membre de la Société d'économie politique, M. Nottelle, est venu entretenir la Section de *la patrie dans l'humanité*.

A notre époque, dit-il, où la solidarité entre les peuples s'affirme avec tant d'évidence, pour leur mouvement spontané, le progrès de la civilisation assigne nécessairement à la patrie dans l'humanité une fonction analogue à chaque région dans la patrie.

Le patriotisme de chaque région, pour former la patrie, a dû se dé-

départ la loi du 26 juillet 1875 et les ordonnances du 1^{er} octobre 1844 et du 21 juillet 1846. Elle n'a pas encore obtenu tous les résultats qu'on était en droit d'attendre, mais les premières difficultés sont aplanies et on commence à donner aux Arabes un état civil. M. Tisserand cite l'opinion d'un indigène, Allad-ould-Abdi, interprète, pour prouver que les Arabes ne sont pas opposés à cette organisation nouvelle. Il cite ensuite un article d'un colon du département d'Oran. Il conclut en faisant des vœux pour que les commissaires enquêteurs terminent le plus tôt possible des opérations qui mettront fin aux contestations qui surgissent à chaque instant à propos des titres de propriété.

Précisément à l'occasion des mêmes questions, M. Tisserand s'est trouvé amené à répondre, d'après son expérience personnelle, à une assertion de MM. Yves Guyot et Alglave concernant l'Algérie.

MM. Yves Guyot et Alglave affirment, en effet, que l'acclimatation des Français en Algérie ne peut se faire d'une manière complète que pour les habitants du midi de la France. M. Tisserand leur répond qu'il y a erreur et que l'Algérie est peuplée en grande partie d'habitants venus du nord, surtout d'Alsaciens-Lorrains et de Vosgiens qui y jouissent d'une santé parfaite; d'après lui, ces Français Algériens ne s'y comportent pas aussi mal qu'on voudrait bien le dire, et il proteste contre quelques insinuations qui tendraient à discréditer nos compatriotes d'Algérie. Tous ont contribué à enrichir la colonie par leurs travaux, par leur esprit de dévouement et de sacrifice, et s'il y a quelques exceptions, elles ne sont pas plus fréquentes que dans tout autre pays.

L'Algérie a encore donné lieu au Congrès à d'assez nombreuses discussions, témoignant de l'intérêt de plus en plus vif porté par le monde scientifique à notre belle colonie.

M. le Dr Trolard, d'Alger, s'en est occupé à un point de vue spécial. Il a fourni d'utiles renseignements sur la question du reboisement.

Le seul élément qui manque à l'Algérie pour assurer sa prospérité agricole, c'est *l'eau*. La diminution dans le débit des sources, qui s'est produite dans des progressions effrayantes depuis quelques années, tient au déboisement. L'enquête forestière, publiée tout récemment, a démontré une fois de plus la véritable cause de la sécheresse persistante.

Il faut donc à tout prix reboiser. Le Dr Trolard estime que les crédits demandés par l'administration sont insuffisants. Cette question du reboisement est une question de vie ou de mort pour l'Algérie.

M. Studler, de Sidi-bel-Abbès, est venu s'associer à la protestation de M. Trolard au sujet de l'urgence du reboisement; il faut, dit-il, conserver les forêts qui existent en Algérie et en créer de nouvelles. Comme M. Trolard, il pense qu'on ne s'occupe pas assez en Algérie de

la question de l'aménagement des eaux pluviales ; mais, tout en adoptant sans restriction les conclusions précédentes, M. Studler fait quelques réserves au sujet de l'exposé des motifs. Si le tableau tracé par M. Trolard était rigoureusement conforme à la réalité, il faudrait désespérer de l'avenir de l'Algérie. Le mal est grand, mais non désespéré.

Citons encore, parmi les autres communications faites à la Section d'économie politique, celle de M. Bois sur le *jury correctionnel* ; puis, dans les Sections de pédagogie, d'agronomie, de géographie, d'hygiène, etc., quelques autres communications et discussions sur *l'enseignement des sciences physiques et naturelles à l'École primaire rurale* ; *la suppression du baccalauréat* ; *les méthodes et la pédagogie dans l'enseignement public* ; *les sociétés de secours mutuels à Grenoble* ; *les futures routes commerciales entre le Haut-Laos et le Tonkin* ; *l'extension de notre puissance coloniale de 1870 à 1885*, etc.

Une des parties les plus importantes et les plus utiles de ces congrès de l'Association française, ce sont les excursions aux environs du siège de la session, les visites industrielles, toujours parfaitement organisées, et qui ont été cette année, grâce à M. Gariel, le secrétaire général, et aux soins du comité local, particulièrement intéressantes et instructives. En voici le programme abrégé, qui a été complètement rempli.

Les excursions générales comportaient la visite de la Grande-Chartreuse, de Lus-la-Croix-Haute, Vizille, Uriage, la vallée de la Bourne, Allevard, Chambéry, Aix-les-Bains, Annecy, la vallée de la Romanche, Pont-en-Royans, Briançon, Gap, etc., etc., avec l'étude et l'examen détaillé de toutes les curiosités naturelles et industrielles de ces régions.

C'est là un enseignement pratique et positif que les membres de l'Association française apprécient de mieux en mieux chaque année, car il leur permet d'étudier de près, dans des conditions exceptionnellement favorables, tour à tour le Nord et le Midi, l'Est et l'Ouest de notre pays, suivant les villes où se tiennent successivement ces grandes assises scientifiques.

LA LIGUE ANGLAISE

POUR DÉFENDRE LA LIBERTÉ ET LA PROPRIÉTÉ¹

Liberty and Property defence League for resisting over legislation, for maintaining freedom of contract and for advocating individualism as opposed to socialism, entirely irrespective of party politics.

■ Nous avons eu, à plusieurs reprises, l'occasion de montrer quels progrès les idées socialistes ont faits en Angleterre, de faire remarquer combien le dogme de l'intervention de l'État a gagné de terrain, aux dépens de la doctrine économique. Nous avons rendu compte à nos lecteurs des livres les plus importants, qui ont paru à Londres et qui touchent à ces graves questions, nous leur avons signalé par exemple la protestation si énergique de M. Herbert Spencer (*L'individu contre l'État*). Nous voudrions attirer aujourd'hui l'attention sur une tentative fort intéressante, qui se poursuit depuis trois ans en Angleterre et qui a pour objet de grouper en un faisceau unique les adversaires de l'ingérence gouvernementale, les partisans du respect absolu de la liberté individuelle. Il s'est formé, sous la pression de la nécessité, *une ligue pour la défense de la liberté et de la propriété*, pour résister à l'excès de législation, préserver la liberté de contrat et soutenir la doctrine de l'individualisme contre le socialisme, et cela entièrement en dehors de la politique des partis. Cette ligue a son siège 4, Westminster Chambers, Victoria Street, Londres. Elle compte aujourd'hui quatre cent mille membres; elle comprend des adhérents individuels et cinquante-sept associations et corporations. Le grand succès, obtenu en trois ans, est

¹ La ligue, qui a son siège Victoria Street, Londres, a publié toute une série de brochures à très bon marché, dont voici les titres : *Nationalisation of Land*, une réponse à M. Henry George par lord Bramwell; — *Laissez faire*, une critique du socialisme d'État, par le même; — *Drink*, une protestation contre les fanatiques de l'abstention, qui veulent supprimer l'alcool pour extirper l'ivrognerie, par le même; — *The province of government*, par Pleydell Bouverie; — *State monopoly or private enterprise*, par sir F. Bramwell; — *Over legislation in 1884*; — *Overlegislation in 1883*; — *Socialism at St Stephens*, 1869-1885 (discours prononcé par le comte Wemyss à la Chambre des lords); — *Communism*, par Stanley Robertson; — *Liberty and socialism*, par le comte de Pembroke; — *Progress or Plunder*, par M. Lyons, etc. Ces brochures, admirablement imprimées, coûtent de 25 à 60 centimes.

le maintien du grand principe de la liberté individuelle et la préservation intacte de la propriété, qui sert de lien. Les compagnies de chemins de fer, les armateurs, les fabricants, les propriétaires fonciers, ont déjà, depuis longtemps, organisé des associations isolées pour la protection de leurs intérêts particuliers; ces associations indépendantes se sont groupées autour de la ligue de Londres. Il est incontestable que ces intérêts sont puissants, qu'ils disposent de grandes ressources, qu'ils pèsent d'un grand poids dans le Parlement. Ils forment des monopoles, si l'on veut, mais des monopoles qui se sont organisés par la force des choses. Les socialistes qui s'emportent contre eux oublient volontiers qu'il a fallu du courage au début pour engager dans des entreprises aventureuses les capitaux nécessaires, ils oublient surtout que la grandeur et la prospérité de l'Angleterre est l'œuvre du libre développement de l'industrie; qu'en la chargeant d'entraves, qu'en restreignant outre mesure la liberté de contrat, on y porte atteinte.

La ligue pour la défense de la liberté et de la propriété a distribué, en 1884, 97.250 brochures et 59.000 feuillets. C'est la reproduction de discours prononcés par Lord Wemyn, Lord Pembroke, Lord Bramwell, Sir Fred. Bramwell (l'ingénieur bien connu), M. Donisthorpe, ou bien de petits traités d'économie politique sur le Laissez faire, le Socialisme, etc. Ils sont clairs, précis et instructifs.

La ligue est dirigée par un Conseil composé de quatorze membres, sous la présidence de Lord Wemyn; celui-ci s'est constitué dans la Chambre des Lords l'adversaire du socialisme d'État, et il ne manque aucune occasion de rappeler ses nobles collègues au respect de la vérité économique. Il a prononcé dans la dernière session, un excellent discours pour attirer l'attention sur le caractère socialiste de la législation anglaise depuis quinze ans.

Un petit comité parlementaire fonctionne également dans le sein de la ligue; il surveille spécialement les mesures soumises au Parlement, les étudie au point de vue de leur caractère économique et social, et dans les cas où il les trouve dangereuses, il s'efforce d'organiser l'opposition. Ce comité publie chaque année une brochure, dans laquelle il analyse les lois d'ordre public et privé qui ont été votées dans la session écoulée, il s'attache à faire ressortir ce qu'elles peuvent avoir d'inquietant pour la liberté de contrat, pour la propriété. Il éclaire le public sur l'activité des législateurs. Je trouve cette besogne des plus patriotiques, et vraiment digne d'être imitée dans les autres pays où les Chambres légifèrent à outrance.

Il est fort difficile de suivre ce qui se fait à l'étranger dans le domaine de la législation intérieure; il faut donc accueillir avec reconnaissance les documents qui donnent un tableau d'ensemble et qui peuvent servir

tandis que d'autres ne les inscrivent pas sur leur liste de proscription. Elles demandent que le médecin soit obligé de donner avis à la municipalité, lui accordant une prime de 250 francs à Brighton, de 125 francs à Croydon et Chester, de 50 francs à Dewsbury. Brighton s'arroge le droit de faire transporter de force un malade atteint d'une maladie contagieuse à l'hôpital. Toute résistance est punie d'une grosse amende. A Dewsbury, la municipalité se charge de fournir des gardes-malades et des logements aux membres de la famille qui compte un malade chez elle. Il y a naturellement aussi le droit d'enterrement forcé.

Toute cette législation municipale part d'un cœur excellent, elle est dictée par la philanthropie la plus pure ; mais ne va-t-elle pas un peu au delà du but ? La salubrité générale ne cesse de s'améliorer, par suite du progrès universel. Toute tentative de précipiter l'amélioration est dangereuse : est-ce que les gens ne s'effrayeront pas de ce contrôle à outrance ? est-ce qu'ils n'iront pas s'adresser à des médecins de second ordre, à des charlatans qui consentiront à garder le secret sur le caractère de la maladie ? Il est dangereux de légiférer à outrance en matière d'hygiène, alors que les éléments de la science sont encore si incertains.

Tout ce chapitre sur les municipalités anglaises, avec leur réglementation multiple, leurs fonctions innombrables, a l'air d'avoir été détaché d'une vieille édition du *Statute-book*.

On comprend donc sans peine que la « Liberty and Property defence League » recrute des adhésions nombreuses lorsqu'elle place son programme sous la devise « Self help versus State help », et lorsqu'elle se déclare déterminée à « résister à toutes les tentatives faites pour introduire l'État comme compétiteur ou régulateur dans les divers départements de l'activité sociale et de l'industrie, qui seraient autrement l'œuvre spontanée de l'entreprise privée. Les questions touchant la structure ou la constitution de l'État, la politique étrangère, restent en dehors de la sphère d'activité de la Ligue. Celle-ci s'occupe exclusivement des fonctions internes ou devoirs de l'État ».

ARTHUR RAFFALOVICH.

Il en va à peu près de même dans les sciences politiques. Les innombrables constitutions qui ont *levé*, de la fin du siècle dernier à nos jours, ont en général dégoûté nos écrivains du rôle d'éducateurs de peuples ou de faiseurs de constitutions. Ils étudient celles qui fonctionnent, les analysent, en démontent le mécanisme, signalant les pièces délicates et defectueuses. Mais leurs études n'ont pas de sanction immédiate, ils travaillent pour l'avenir, sans s'inquiéter si c'est à longue ou brève échéance.

Ce caractère exclusivement documentaire des travaux historiques, exclusivement académique, si je puis dire, des études politiques, est une forte garantie. Bien des chances d'erreur en sont ainsi écartées. Cela ne veut pas dire toutefois que nous devions leur signer sans examen le laisser-passer pour la postérité. Au contraire, puisqu'ils doivent être un jour les documents sur lesquels on écrira l'histoire définitive, nous devons soigneusement contrôler leurs affirmations. Nous le devons d'autant mieux qu'écrits plus froidement, ils n'irritent pas la contradiction comme un livre passionné, et peuvent ainsi acquérir trop facilement l'autorité de témoignages incontestés.

Cette double remarque pourra trouver son utilité dans l'examen du livre de M. Gigot, qui est à la fois un chapitre d'histoire et une étude constitutionnelle.

Le premier plan du tableau est la vie du général Jackson et la peinture de son époque; le second plan, et non le moins vigoureux, est consacré à l'influence de Jackson et de sa politique sur les mœurs politiques et la pratique constitutionnelle des États-Unis. Parlons d'abord du tableau historique.

Il est très réussi. La figure de Jackson se détache bien sur le fond où passent quelques-uns de ses contemporains. La tâche n'était pas facile. Il fallait, dans ce volume d'un peu plus de 300 pages, faire la biographie de l'homme, retracer les principaux événements où il a été mêlé, les luttes qu'il a conduites et les résultats qu'il a atteints. Rien de plus compliqué. La société n'était pas alors aux États-Unis ce qu'elle commence à être aujourd'hui, ce qu'elle est surtout chez nous autres, vieux peuples civilisés. Chacun n'y avait pas une fonction déterminée qu'il exerçait toute sa vie. Dans les sociétés naissantes, les titulaires ne sont pas assez nombreux pour les divers rôles à tenir, et Jackson, comme tant d'autres, a dû, et à plusieurs reprises, demander successivement son pain à l'agriculture, aux fonctions d'avocat, de juge, jusqu'au jour où son tempérament ardent le fit nommer à un poste militaire et arriver à ce grade de général où il devait gagner tant de renommée et tant de popularité. Cette popularité lui valut les plus grands honneurs et la situation de président des États-Unis.

Broglie, tous enfin nous en ont donné des exemples admirables. M. Gigot a eu le tort, selon moi, de croire qu'il pouvait s'en passer. Il le pouvait d'autant moins que la période qu'il étudie est une des plus mal connues chez nous. Personne ne nous a décrit les époques de transition : M. de Tocqueville est venu après celle où se place M. Gigot ; M. Claudio Jannet, dans son grand ouvrage où il revoit et corrige Tocqueville, les ouvrages les plus récents, essais ou même romans, comme cette curieuse « *Democracy* », que l'on attribue à M. Blaine, tous nous montrent le mal accompli. Il y a donc là une lacune, et la *Vie du général Jackson* nous prouve que M. Gigot était tout à fait capable de la combler.

Sous le bénéfice de ces quelques critiques, l'essai de M. Gigot est remarquable. Son mérite, d'ailleurs, ne se limite pas à celui d'un simple biographe. Chemin faisant, il a eu à exposer plus d'un délicat problème de politique, plus d'une question ardue de finances ; il l'a fait avec une grande sûreté de doctrine. Les 100 pages qu'il consacre à la lutte de Jackson contre la Banque nationale sont un modèle comme clarté et science économique. J'en dirai autant de la grosse question des *nullifications*, un des épisodes de cette lutte terrible entre le Nord et le Sud, qui devait aboutir à la guerre de Sécession. Dans cette même partie se trouvent des portraits tout à fait soignés, l'un même hors de pair, de Calhoun, de Van Buren, de Adams Quincy.

Toutefois, si je suis entièrement satisfait sous le rapport technique, je ne puis pas laisser passer sans protestation certaines théories et même certaines phrases de M. Gigot. Mais avant cela il faut, et ceci m'amène à la deuxième partie de mon examen, il faut, au risque de paraître faire un procès de tendances, que je retrace, à tâtons, la genèse de son livre.

M. Gigot vit aujourd'hui dans une société qui n'est peut-être pas telle qu'il l'aurait modelée. Ame généreuse et patriote, très vraisemblablement, il faisait, il y a quelque vingt ans, partie de cette union libérale qui groupait contre l'Empire la plupart des esprits généreux. Maintenant qu'est fondée la République, qu'il a servie de son mieux, il trouve que son rêve d'autrefois n'est pas entièrement réalisé. Il s'en attriste et s'en inquiète. Est-ce la faute du peuple ? Est-ce celle des institutions ? Il regarde autour de lui et se met à étudier les pays de démocratie, et, parmi eux, le plus puissant de tous : les États-Unis. Il y retrouve, ce qui est consolant et attristant à la fois, la plupart de nos défauts, quelques-uns même singulièrement exagérés. Puis, remontant dans l'histoire de ce peuple, il arrive à une période où il croit découvrir l'origine du mal présent. Il étudie curieusement cette période. A la tête du pays est un homme, figure puissante plutôt que sympathique, ayant quelques qua-

même, ou bien des hommes anciens, chargés de mettre en mouvement les rouages nouveaux, ont apporté à cette besogne tantôt de la mauvaise volonté et tantôt de la maladresse. En sorte que jamais la machine gouvernementale n'a bien fonctionné. Nous avons eu des heurts, des arrêts, des reculs qui n'ont fait qu'exaspérer la grande masse de ceux que l'on dirigeait. Et il est arrivé que le jour où ceux-ci ont enfin été en possession de se diriger eux-mêmes, ils ont marché avec une ardeur et une vivacité faites pour effrayer ceux qui n'y reconnaissaient pas la fougue d'un début. Souvent même ils ont gourmandé et gourmé ceux qui les précédaient ; comment s'en étonner ? Ils l'avaient été si souvent autrefois !

Qu'il en est autrement aux États-Unis ! « La masse, dit Michel Chevalier, la masse qui, en Europe, est habituée (1829) à porter le bât et à recevoir la loi, a ici mis le bât sur les épaules des classes éclairées et policées. »

Toute la différence est là ! Comment M. Gigot, qui cite Michel Chevalier, ne s'en aperçoit-il pas ? Aux États-Unis, c'est la masse qui ouvre le feu. Dans la répartition des charges, elle a mis le fardeau le plus lourd sur les épaules d'une minorité plus riche et plus éclairée. Chez nous, pendant des siècles, c'est cette minorité qui a mis tout le fardeau sur les épaules de la masse. Aujourd'hui, celle-ci enfin se révolte, se secoue et se délivre en même temps qu'elle retire à la minorité la direction de la chose publique. Est-ce le même phénomène qu'aux États-Unis ? Nullement. Aux États-Unis, il y a une *action* engagée et qui durera jusqu'au jour où la minorité opprimée deviendra à son tour une majorité. En France, il y a une *réaction*, et cette réaction (consultez l'histoire) n'est pas, à beaucoup près, en dépit des lois physiques, égale en intensité à l'action première. Elle ne sera pas davantage égale en durée. Avant peu l'équilibre s'établira, et l'on verra toutes les classes de la nation concourir *ensemble et également* aux charges et à la direction du pays.

C'est là, toutefois, un résultat que M. Gigot désire sans y croire. Il a, en effet, la démocratie en très médiocre estime. « La démocratie, dit-il dans sa préface, veut avoir ses héros : elle les fait à sa mesure et à son image. Prompte à se laisser séduire par le triomphe de la force ou par les sonorités de la parole, elle n'exige de ses élus ni les dons du génie ni les délicatesses de la conscience, ni l'intégrité du caractère. » C'est une opinion qu'il est permis d'avoir, mais qu'il eût fallu asseoir sur des preuves. Quel est donc, si l'on reste dans les généralités, quel est donc le gouvernement, quelle est la partie d'une nation à qui les mêmes reproches ne puissent s'adresser ? Que d'aussi cruelles paroles jaillissent spontanément au lendemain d'un Deux-Décembre, elles ont, à défaut de l'exactitude, le mérite du courage, en englobant dans la démocratie les

Cela a été de tous les régimes. Invariablement, à mesure que les privilèges se sont étendus et déplacés, passant à des classes qui s'élevaient en refoulant leurs devancières, les parvenus du jour ont été les démocrates de ceux qu'ils chassaient ; et aujourd'hui que c'est la nation entière qui prétend se gouverner elle-même, tous ces anciens privilégiés se coalisent et crient à ceux d'aujourd'hui, c'est-à-dire à la masse : Raca sur vous qui êtes des démocrates !

Un écrivain ingénieux, dont j'ai ici même analysé le travail, expliquait ce mouvement en disant que les gens de talent se détournent de la démocratie. Formule erronée ; c'est la démocratie qui s'est détournée d'eux. Mais il y aurait trop long à dire sur ce sujet. Je me résume en deux lignes.

A l'origine, toute société se divise en deux fractions : ceux qui dirigent et ceux que l'on mène, le peuple et ses chefs. Cet arrangement est le fruit parfois de l'oppression et parfois d'un « contrat d'amour ». Peu importe ; par force ou par affection, le peuple suit ses chefs. A eux de conserver ces avantages. Comment ? Par la force ? Ils ne le pourraient pas longtemps : les nombres sont bientôt disproportionnés. Reste un autre moyen, le meilleur : observer la « loi d'amour ». Aimer le peuple, si naïf, si spontané et qui ne demande qu'à aimer. Mais, entendons-nous sur le mot « aimer ». « Quelqu'un en mes jours, dit Montaigne, estant reproché par le roy d'avoir mis les mains sur un prebtre, le niâit fort et ferme ; c'estait qu'il l'avait battu et foulé aux pieds ». Si vous avez aimé le peuple comme un bon et plantureux morceau, doux porte-laine, facile à tondre, que devient le contrat d'amour ? Si vous ne l'avez aimé pour lui-même, le guidant et l'élevant jusqu'à vous ; si vous n'avez accueilli l'élite de ses fils, en les faisant vôtres, il se forme, à côté de vous, des chefs, chaque jour plus nombreux, interprètes de ses desirs, dont l'ardeur égale l'inexpérience, chefs du peuple et chefs populaires, ceux-là, qui les guideront sans vous, sinon contre vous. Ce jour-là, le peuple est devenu *une démocratie*, et vous, les chefs d'antan, vous, régiments de généraux sans soldats, vous vous retirez sur le mont Aventin. Direz-vous alors que c'est vous qui vous détournez de la démocratie ?

Laissons faire, laissons passer. Encore quelques oscillations du pendule politique, et cette scission ne durera guère. Les retraites sur le mont Aventin, nous savons comment elles finissent. La démocratie est bonne fille après tout, et pas bête. Quand les gens de talent, d'où qu'ils descendent, viendront à elle pour la servir, elle s'en servira.

Joseph CHAILLEY.

recours de l'ouvrier contre le patron en cas d'accident, pour me demander une rectification. Pages 369 et 370, j'examine les conséquences de la responsabilité *contractuelle* qui, d'après-moi, dans l'état de notre législation actuelle, pèse sur le patron qui a loué les services de l'ouvrier s'il survient un accident. Je cite à cette occasion un passage d'un travail de M. Saintelette, sans le nommer du reste, passage dans lequel cet auteur examine la valeur des clauses de non-garantie qui pourraient intervenir entre l'employeur et l'employé. Mais cette citation, qui laisse supposer que les stipulations restrictives de la garantie sont licites, ne reproduit pas d'une manière suffisamment exacte la doctrine du juriste belge. M. Saintelette, non plus dans son article de revue, mais dans un ouvrage plus étendu sur *la Responsabilité et la garantie*, établit une distinction entre le cas où il s'agit d'un mal causé accidentellement aux choses et le cas où il s'agit d'un mal causé accidentellement aux personnes. Dans la première hypothèse, la garantie peut être restreinte et supprimée; dans la dernière, l'ordre public s'oppose à la validité des clauses de ce genre. Voici du reste comment s'exprime à ce sujet l'auteur, pages 169 et 170 de son ouvrage :

« Les parties pourraient-elles, en ce qui concerne cette garantie, déroger, par la convention, à la formule légale du contrat et réduire l'obligation de droit? Les parties pourraient certes ajouter à la garantie de droit une garantie conventionnelle, mais elles ne pourraient la réduire; car ce qui touche à la sûreté des personnes est d'ordre public. Semblable principe est absolu, etc. Le patron et l'ouvrier ne peuvent donc point, dans les termes les plus exprès, convenir que le patron sera, si peu que ce soit, tenu moins que de droit, de veiller à la sûreté de l'ouvrier. »

Je vous serai bien reconnaissant, Monsieur le rédacteur en chef, de vouloir bien insérer ma lettre dans une de vos prochaines livraisons et de me mettre ainsi en mesure de satisfaire aux justes réclamations de M. Saintelette.

Veillez agréer, etc.

H. PASCAUD.

Chambéry, le 17 octobre 1885.

22 octobre. — **Résultats** comparatifs de l'exploitation des chemins de fer d'intérêt local pendant le 1^{er} semestre des années 1885 et 1884.

— **Arrêté** portant règlement d'administration publique pour les propriétaires d'étalons consacrés au service public de la reproduction.

27 octobre. — **Exposition** universelle d'Anvers; liste des récompenses de la section française.

28 octobre. — **Rapport** adressé au ministre de l'agriculture par M. Prilleux, inspecteur général de l'enseignement agricole, concernant les résultats obtenus au Médoc, par l'emploi d'un mélange de chaux et de sulfate de cuivre contre le mildew.

29 octobre. — **Rapport** au président de la République par le ministre de la marine et des colonies, relatif au changement de dénomination du dépôt des cartes et plans de la marine. — Décret conforme y annexé.

31 octobre. — **Décret** déclarant d'utilité publique l'établissement d'une ligne de tramway entre Bayonne et Biarritz.

— **Circulaire** adressée par le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, aux recteurs, sur l'enseignement du travail manuel dans les écoles normales.

Discours de M. John Morley à Nottingham. — Le samedi 24 octobre, M. John Morley a prononcé, à Nottingham, un discours sur lequel il convient d'appeler l'attention. C'est à la suite d'un déjeuner que donnait aux libéraux notables du district M. Ellis, le candidat libéral. Nos lecteurs savent qu'en ce moment les journaux anglais excitent le plus qu'ils peuvent l'opinion à propos des affaires de Birmanie; beaucoup d'hommes politiques semblent chercher le prétexte d'une nouvelle extension de territoire. Il n'était pas inutile qu'un disciple de Cobden et de M. Bright vint rappeler les principes de leur doctrine. C'est ce qu'a fait M. John Morley avec beaucoup de force et de raison. Il a commencé par remarquer que dans la plupart des discours et programmes électoraux il y a une question singulièrement négligée: celle de la paix et de la guerre. « Certes, a-t-il dit, le gouvernement de M. Gladstone a commis des erreurs à cet égard; mais M. Gladstone vient d'en faire noblement amende honorable dans son manifeste. Il a pu soutenir avec justesse que l'opposition cependant ne lui reprochait pas ces erreurs, qu'elle lui en voulait seulement de n'en avoir pas commis d'autres du même genre et de n'avoir pas montré assez d'entrain dans ses entreprises belliqueuses. Bien plus, ses propres partisans qui auraient dû être plus sages, l'ont encouragé dans la mauvaise voie. Eh! bien, a continué M. Morley, nous sommes encore aujourd'hui sur le

Les principaux réseaux étaient :

Allemagne.....	36.737	kilomètres.
France.....	31.216	—
Angleterre.....	30.314	—
Russie.....	25.391	—
Autriche.....	22.106	—
Italie.....	9.925	—
Suède-Norvège...	8.162	—
Espagne.....	8.106	—

Développement des chemins de fer du monde en 1883.

Voici un tableau récapitulatif de la situation du réseau des chemins de fer, à cinq années d'intervalle :

	1879	1880	1881	1882	1883
	—	—	—	—	—
Amérique.... kil.	159.120	170.283	190.850	212.444	224.454
Europe..... —	164.680	168.416	172.964	178.185	182.913
Asie..... —	14.806	15.941	17.121	18.022	18.632
Océanie..... —	6.925	7.800	8.460	9.521	10.534
Afrique..... —	4.500	4.575	4.725	5.268	5.667
Totaux... kil.	350.031	367.015	364.130	423.440	442.200

Depuis 1879, l'augmentation proportionnelle a été de 50.8 0/0 pour l'Amérique, 41.3 pour l'Europe, 4.2 pour l'Asie, 2.4 pour l'Océanie et 1.3 pour l'Afrique.

Les professions féminines en Angleterre. — Le recensement de 1881 fait ressortir que, à cette époque, 3.304.000 femmes exerçaient pour leur compte, en Angleterre, une profession ou un métier leur procurant des moyens d'existence. Ne sont pas comprises dans cette catégorie 3.883.000 femmes occupées aux travaux du ménage, et 92.000 femmes, filles ou nièces de fermiers, figurant dans les classes rurales.

Nous devons nous borner à signaler les genres d'emplois qui touchent par quelque point à l'administration. Les administrations publiques de l'État (*Civil Service*) comptaient, dans leur personnel supérieur ou inférieur, 3.216 femmes; les autorités municipales et locales avaient 3.017 employées femmes; 1.660 étaient consacrées à l'exercice du culte comme missionnaires, prédicateurs, etc.; 3.795 étaient sœurs de charité ou religieuses; 100 commis d'hommes de loi; 2.646 sages-femmes; 35.175 employées dans les services médicaux, comme garde-malades, aides, etc. Dans l'enseignement, nous trouvons 94.221 directrices d'écoles, et 28.605 maitresses, professeurs, conférencières, soit au total

année, il traite, les lundis soirs, les notions suivantes : *Comptabilité, Statistique, Sociétés coopératives, Assurances, Société par actions, Monnaies, Changes et arbitrages, Crédit, Banques, Finances publiques, Travaux publics, Bourses de commerce*, etc. Le deuxième cours est intitulé : *Économie politique et financière*, et professé par M. Ch. Letort, questeur de la Société d'économie politique. Il est consacré à l'étude des *Principes généraux de la science économique au point de vue de leurs applications aux finances publiques*. M. Letort y analysera spécialement, cette année, le Budget de l'État, les dépenses publiques et les recettes; les impôts et contributions, leur assiette, leur incidence et leurs conséquences économiques; enfin le régime douanier de la France et la législation douanière des principales nations étrangères. Le troisième cours, fait par M. E. Lechartier, est consacré à la *Théorie et pratique des assurances*, sur la vie, contre l'incendie, etc., etc.

La réunion adopte comme sujet de discussion la question suivante, proposée par M. René Stourm :

DE LA PÉRÉQUATION DE L'IMPÔT FONCIER.

M. René Stourm expose la question en ces termes :

La répartition de la contribution foncière subit actuellement les conséquences de deux séries d'inégalités superposées. Les inégalités de la répartition primitive de 1791 sont les plus graves et les plus inexcusables. Leur existence a découragé les efforts postérieurs, de même qu'aujourd'hui l'excès du mal semble décourager les pouvoirs publics. En 1791, l'Assemblée constituante, *sans procéder à aucune enquête*, se servit exclusivement du chiffre des anciens impôts payés dans chaque circonscription pour établir ses nouvelles bases. Ainsi, les anciens impôts directs et indirects, vingtièmes, taille, gabelles, aides, si justement décriés, dont l'inégalité constituait le vice fondamental, devinrent le point de départ de la nouvelle contribution foncière; celle-ci reçut donc en naissant l'héritage d'injustices séculaires.

Ces inégalités primitives, dit M. Stourm, furent aggravées par le temps. Trois grandes enquêtes, en 1821, en 1851, en 1879, ont constaté, à cet égard, l'œuvre du temps. En comparant seulement les résultats des deux dernières, on voit qu'entre 1851 et 1879, le revenu foncier des propriétés non bâties s'est accru de 764 millions. Il s'élevait à 1.800 millions en 1851; l'enquête de 1879 le porte à 2.588.000.000! C'est un progrès de 41 à 42 0/0. Mais, dans cette grande marche en avant, accomplie en vingt-huit ans, l'avant-garde a précédé de beaucoup le gros de l'armée et des retardataires sont

Cependant, une école très respectable oppose, en vertu de théories très subtiles, la question préalable à toute idée de péréquation.

L'État, dit-elle, en prélevant une redevance annuelle sur les biens fonds, est devenu, par ce fait, copropriétaire de chaque immeuble. Dès lors, toute modification apportée en plus ou en moins à cette copropriété devient soit une confiscation, soit un cadeau injustifié. M. R. Stourm abrège l'énoncé de la théorie, soutenue par des hommes de grand talent. Il abrège aussi sa réfutation. L'impôt foncier, à son avis, est un impôt. Ce n'est pas une redevance, ni une rente. Rien n'autorise dès lors à le convertir en prélèvement de capital. La loi de 1790, qui l'a institué, est formelle; elle a créé un impôt pour une durée d'une année seulement, impôt susceptible de varier chaque année, suivant l'importance des besoins publics, n'ayant aucun caractère de redevance fixe ni de rente perpétuelle.

Cette question préalable résolue, soit par le fait de cette démonstration, soit par l'opinion préalable de chacun, quel remède comporte le mal décrit au début? Ce remède, c'est la péréquation. Mais qu'on y prenne garde, le remède n'est pas aussi aisé à appliquer qu'à énoncer. De grands obstacles s'opposent à l'exécution d'une péréquation générale, et l'orateur comprend très bien qu'une administration soucieuse des intérêts de la nation se recueille, hésite même, au moment d'aborder une aussi vaste opération. Mais, enfin, faut-il se décider à l'aborder, tandis qu'on recule et que, par défaut de courage, par inertie, on perpétue et on aggrave les injustices actuelles?

Avant les enquêtes, tant que la perspective de la revision était encore éloignée et qu'on écoutait uniquement la voix de la justice théorique, personne n'hésitait à voter la péréquation. En 1874 même, une loi, nommée la loi Lanel, surtaxa, sans dégrèvement correspondant, toutes les friches plantées en vigne depuis le cadastre. L'idée de la péréquation générale lui fut substituée, et M. Mathieu-Bodet, alors ministre des finances, affirma à la tribune que lui ou ses successeurs n'hésiteraient pas à réclamer aux départements épargnés jusque-là le supplément d'impôt qui leur incombait légitimement. L'enquête de 1879 eut lieu. Elle coûta 1.250.000 francs. Ses résultats furent imprimés dans un gros volume bleu, et transcrits, à grands frais, dans un magnifique album graphique. Puis on en resta là, et aujourd'hui on se demande, avec raison, si les résultats de l'enquête de 1879 ne sont pas déjà trop anciens pour être appliqués. Au moment décisif, le courage a manqué. On n'a réussi qu'à produire une statistique coûteuse et stérile.

Eh bien, dit M. Stourm, c'est ce courage que je crois nécessaire de réveiller; l'impôt foncier est à ce prix.

M. R. Stourm ; la façon la plus simple de traiter la question dans ces limites, c'est, selon lui, de prendre l'impôt foncier tel qu'il est, tel qu'il se comporte actuellement ; étant donné qu'il existe, voir ce qu'on pourrait faire pour le supprimer, par exemple, ou du moins pour en corriger les plus graves inconvénients.

M. E. Alglave dit que l'on considère avec raison comme très difficile, comme insoluble même, le problème de la péréquation de l'impôt foncier. Si l'on essayait, par exemple, d'appliquer les données fournies par l'enquête de 1879, on obtiendrait aussitôt des résultats vraiment monstrueux.

C'est que les faits se modifient constamment. A peine une enquête les a-t-elle constatés, avant même qu'elle ne soit terminée, ces faits ne sont déjà plus les mêmes, les situations des terres et des contribuables sont déjà autres, et si l'on pouvait, par hypothèse, résoudre une fois ce problème de la péréquation, la solution ne saurait durer qu'un temps fort court, il faudrait bientôt recommencer.

C'est que le système actuel est mauvais en lui-même. Pourquoi ne pas s'attacher à faire de l'impôt foncier un impôt de *quotité* ? Le procédé de la *répartition* est un procédé fiscal barbare, propre seulement aux sociétés primitives.

L'établissement de l'impôt de *quotité* est le seul moyen de faire accepter la péréquation que l'on rêve.

En conservant le cadastre comme base matérielle de la réforme, on arriverait, d'après les baux enregistrés, d'après la comparaison des terres voisines et similaires, à établir le montant du revenu imposable, auquel on appliquerait alors le taux légal de la taxe de *quotité*. Les contribuables qui se trouveraient trop chargés pourraient réclamer, au cas où leur revenu aurait été inexactement évalué.

Puis M. Alglave, analysant le montant actuel du principal de l'impôt foncier, trouve que 70 millions seulement sont payés par les gens qui cultivent eux-mêmes leurs propres terres. Il ne les considère pas comme surchargés, et il voit un moyen bien simple de les débarrasser de l'impôt foncier : c'est de supprimer complètement celui-ci au moyen d'une organisation particulière imaginée par lui pour la taxe sur l'alcool. Il a déjà plusieurs fois exposé cette organisation dans des discussions antérieures.

M. Paul Leroy-Beaulieu fait remarquer, d'après les débats mêmes auxquels la question vient de donner lieu, combien il est difficile d'établir un impôt *direct* et quelle difficulté insurmontable on éprouve pour établir l'égalité en pareille matière.

Une mesure qu'on pourrait employer, ce serait de laisser les propriétaires surchargés, grevés au delà de la proportion moyenne et juste, réclamer, prouver la surcharge ; alors on dégrèverait ceux-là.

Quant à ceux qui sont taxés au-dessous de la moyenne, les moins grevés, ils ont subi, depuis quelque temps, et par la force même des choses, une suffisante augmentation de leurs charges, par la diminution de leurs revenus ; car les propriétaires ruraux souffrent réellement, aujourd'hui, et leur situation s'est singulièrement aggravée.

On a vu des députés, au moment où les représentants des cultivateurs réclamaient l'élévation des droits sur les grains, proposer la suppression complète de l'impôt foncier ; pour cela, il suffisait, disaient-ils, de doubler les droits sur les alcools ; ceux qui proposaient ce moyen n'avaient pas de distilleries dans leurs départements ; c'était facile à deviner.

Encore une fois, essayer de faire une péréquation comme celle dont il a été question, c'est tenter une œuvre impossible, surtout dans un pays comme la France, dont le territoire comporte tant de cultures si variées et si perfectionnées.

Pour conclure, dit en terminant M. Paul Leroy-Beaulieu, l'impôt foncier sera toujours, en tant qu'impôt *direct*, un impôt inégal ; si, pour arriver à une péréquation, on voulait procéder à une certaine augmentation sur les moins grevés, on se trouverait en présence d'une opposition formidable, de nature à faire réfléchir sérieusement le gouvernement qui voudrait l'essayer.

M. René Stourm tient à constater l'accord unanime des membres de la réunion au sujet de l'impossibilité de maintenir la situation actuelle de la répartition. Chacun répudie absolument les inégalités qui subsistent aujourd'hui et appelle de ses vœux le retour à la justice.

M. Leroy-Beaulieu condamne d'une manière absolue le système de la répartition et le nomme un système barbare, indigne de notre degré de civilisation. M. René Stourm croit, au contraire, qu'en matière d'impôt foncier, le système de la répartition est plus perfectionné que celui de quotité. L'Assemblée constituante, en 1790, l'a bien ainsi entendu. Non seulement elle a restitué à la nation le droit de voter elle-même ses contributions, mais elle a voulu attribuer à ce droit toute l'extension possible en confiant la répartition aux contribuables eux-mêmes. Elle a ainsi soustrait la propriété individuelle aux inquisitions des agents du pouvoir central, toujours dangereuses en matière d'impôt direct. On a vu, en 1841, des émeutes éclater à Toulouse et ailleurs par suite de l'imprudente intervention

Il y a un grand nombre de cultivateurs qui seraient incapables de faire une déclaration sérieuse de leur revenu ; ils ne le connaissent pas. A Florence, au moyen âge, on avait trouvé un moyen d'établir le revenu des terres, alors même que ce revenu ne pouvait être constaté qu'en nature. On avait publié des tableaux des prix ; c'était ce qu'on aurait pu appeler la valeur cadastrale des produits de l'agriculture, et sur ces tableaux de prix, on évaluait la valeur produite chaque année par la terre.

Il est peu probable qu'il se trouve un seul législateur pour essayer d'introduire un pareil système en France.

Mais du moment que la question de la péréquation s'impose, et que les moyens directs de la résoudre ne paraissent pas praticables, il faut chercher les procédés indirects. On en a indiqué quelques-uns ; il peut y en avoir d'autres ; ce sont autant de questions fort intéressantes qui pourraient offrir un grand intérêt pour la Société d'économie politique, et être mises à l'ordre du jour par ceux qui voudraient bien les exposer.

La séance est levée à onze heures.

Le Rédacteur du Compte rendu : CHARLES LETORT.

OUVRAGES PRÉSENTÉS.

Histoire des enfants abandonnés et délaissés. Études sur la protection de l'enfance aux diverses époques de la civilisation, par LÉON LALLEMAND ¹.

(Ouvrage couronné par l'Académie des sciences morales et politiques.)

Les questions sociales contemporaines. Comptes rendus du Concours Pèreire et études nouvelles sur le paupérisme, la prévoyance, etc., par ADOLPHE COSTE ².

La lutte pour le pain quotidien, par VICTOR BRANTS ³.

Les grandes puissances métalliques, par HENRI CERNUSCHI ⁴.

Le docteur L. Lunier. Discours prononcés sur sa tombe ⁵.

Grafisk öfversigt af den svenska bankrærelsen, 1882-1884. Af CARL CRAMÉR ⁶.

¹ Paris, A. Picard et Guillaumin, 1885, in-8.

² Paris, F. Alcan et Guillaumin, 1886, in-8.

³ Paris, Champion, 1885, in-8.

⁴ Paris, Guillaumin, 1885, in-8.

⁵ Paris, impr. Rougier, 1885, in-8.

⁶ Stockholm, J. Falk, in-8.

zwanglosen Heften vom kœniglichen statistischen Bureau in Berlin. LXXXII. Ergebnisse der meteorologischen Beobachtungen im Jahre 1884 ¹.

Exploitation des ports. Étude sur les principaux ports de commerce de l'Europe septentrionale, par M. PLOQ, inspecteur général des ponts et chaussées, et M. LAROCHE, ingénieur en chef des ponts et chaussées, publiée par ordre de M. le ministre des travaux publics. Mission accomplie en 1878. Planches ².

Ministère des travaux publics. Exploitation des ports. Étude sur les principaux ports de commerce européens de la Méditerranée, par M. LAROCHE, ingénieur en chef des ponts et chaussées. Mission accomplie en 1883. Texte et planches ³.

Association philotechnique. Cours publics et gratuits. Section de la mairie Drouot. Directeur des cours, M. CH. LETORT. Programme pour l'année scolaire 1885-1886 ⁴.

Atti della Commissione d'inchiesta per la revisione della tariffa doganale. I, Parte agraria. Fascicolo I. Relazione del Senatore FEDELE LAMPERTICO ⁵.

Ministeriul agriculturii, etc. Oficiul central de statistica. Miscarea populatiunii din Romania in anul 1883 ⁶.

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

RÉUNION DU 21 OCTOBRE 1885.

NÉCROLOGIE : M. le Dr Lunier.

COMMUNICATIONS : Le Congrès des sociétés savantes, à la Sorbonne, en 1886. Programme des questions intéressant la statistique.

La séance est présidée par M. Léon Say, président.

M. le Président rappelle à la réunion la perte considérable que vient de faire la Société de statistique dans la personne du Dr Lunier. Sur sa tombe, M. Cheysson a prononcé un discours où il a résumé les services

¹ Berlin, Verlag des kœniglichen statistischen Bureau, 1884, in-fol.

² Paris, Impr. Nationale, 1882, in-4.

³ Paris, Impr. Nationale, 1885, in-4.

⁴ Paris, Chaix, 1885, in-8.

⁵ Roma, typ. Eredi Botta, 1885, in-4.

⁶ Bucuresci, tip. Statului, 1885, in-fol.

M. T. Loua communique quelques résultats abrégés d'une recherche qu'il vient de poursuivre sur les accroissements de la population française, depuis le commencement de ce siècle jusqu'à nos jours. D'après lui, les calculs faits jusqu'ici pour établir la période de doublement probable d'une population donnée laissent beaucoup à désirer, et sont souvent en contradiction avec les données mêmes de l'expérience.

Prenant des exemples, il démontre les inexactitudes de la méthode habituellement suivie, se réservant de développer ces observations nouvelles dans une prochaine communication.

L'ordre du jour appelle une communication de **M. A. de Foville** sur la *Statistique de la circulation monétaire*, question tout actuelle et spécialement intéressante au point de vue international.

M. de Foville, s'appuyant sur les trois enquêtes faites à ce sujet par le ministère des finances en 1868, 1878 et 1885, sur la composition de notre circulation monétaire, dont les résultats ont paru dans le numéro d'août du *Bulletin de statistique et de législation comparée*, montre que les proportions trouvées entre les pièces françaises des divers millésimes et les frappes correspondantes sont nécessairement plus faibles en 1885 qu'en 1878, le nombre des pièces recensées étant moindre dans la dernière année. Mais, en donnant à ces proportions successives la forme graphique, on est immédiatement frappé de la fidélité avec laquelle la courbe de 1885 reproduit les mouvements même les plus anormaux de la courbe de 1878. Il y a là, d'après **M. de Foville**, une preuve de l'exactitude des données fournies à la statistique monétaire par les enquêtes dont il vient d'être parlé, et on peut en conséquence s'appuyer sur leurs résultats, pour déterminer avec une précision suffisante la composition monétaire de la circulation générale.

M. E. Levasseur donne quelques détails sur la disparition des pièces de 5 francs de la Restauration et surtout du premier Empire, qui contenaient, paraît-il, une certaine quantité d'or dans leur alliage, et qui, pour cette raison, ont été fondues par le commerce, en vue d'un bénéfice qui, d'ailleurs, s'est réalisé.

M. de Foville ajoute qu'une des causes de la disparition des pièces de certains millésimes réside dans l'exportation, laquelle porte généralement sur les frappes les plus récentes. C'est ainsi qu'en 1861, presque toutes nos pièces de 10 francs ont disparu, et qu'à l'époque de la guerre de Chine, l'argent, dont on avait besoin dans ce pays, a amené l'exportation d'un grand nombre de nos pièces de 5 francs et même de certaines pièces anciennes où l'on soupçonnait la présence de l'or.

M. Cheysson demande à **M. de Foville** si l'on ne pourrait pas obtenir de la Banque de France qu'elle procédât à l'inventaire de son encaisse monétaire d'après le cadre admis pour les caisses des comptables publics.

COMPTES RENDUS

PROTECTIONISM. The *Ism* which teaches that waste makes wealth. — **Le PROTECTIONNISME.** L'*Isme* qui nous enseigne que gaspillage crée richesse, par William GRAHAM SUMNER. Un vol. in-12, New-York, Henry Holt et Cie.

Enfin le peuple américain semble s'apercevoir qu'il a été trop longtemps dupe des protectionnistes. Une agitation, faible à l'origine et vigoureuse aujourd'hui, s'est élevée dans le pays en faveur de la liberté et nous trouvons au premier rang des soldats de la bonne cause M. W. Graham Sumner, le vaillant professeur du collège Yale.

Le livre que nous annonçons ici, et qui vient de paraître, passe une revue rapide de tous les arguments protectionnistes et les étudie d'une façon très originale, d'abord en se plaçant au point de vue protectionniste et ensuite en se plaçant au point de vue opposé. Examinés au point de vue protectionniste, tous ces arguments, pour peu qu'on les presse, aboutissent à une contradiction et sont insoutenables. Examinés au point de vue opposé, ils ne présentent aucune consistance.

La méthode et les raisonnements de M. Graham Sumner sont originaux et rajeunissent en quelque sorte un sujet bien rebattu. L'auteur aboutit aux mêmes conclusions que nous et tous nos prédécesseurs, mais il y aboutit par une voie qui lui est propre et dans laquelle il déploie un grand art de dialecticien.

Son livre est une œuvre de polémique. « J'ai écrit ce livre, nous dit-il, dans sa préface, pour prendre part à une agitation populaire. Je ne me suis pas inquiété de garder ou de laisser là la dignité scientifique ou professionnelle. J'ai essayé d'arriver au but aussi directement et aussi utilement que je pouvais le faire pour les lecteurs auxquels je m'adresse, c'est-à-dire pour les amis intelligents de la culture générale auxquels il est besoin d'expliquer ce qu'est le protectionnisme et comment il agit. J'ai donc poussé la controverse aussi loin que j'en ai pu en un langage simple, que j'ai employé dans tous mes écrits sur ce sujet ».

M. Graham Sumner a bien fait ce qu'il se proposait de faire : son livre s'adresse bien aux amis intelligents de la culture générale, peu instruits des choses sociales, mais remplis de zèle et de bonne volonté. Nous le félicitons de pouvoir espérer qu'il les rencontrera dans son pays.

Nous avons remarqué en lisant son livre que le protectionnisme américain est plus cultivé que le nôtre. Chez nous, il se borne à dire : « Je

LA RÉFORME DE L'IMPÔT EN FRANCE, par M. E. FOURNIER DE FLAIX. 1 vol. in-8. Guillaumin et Co.

« Faites-moi de bonnes finances et vous aurez de bonne politique », disait avec éminemment de raison l'abbé Louis. Il est incroyable que cette vérité rendue si évidente par l'histoire des peuples modernes, ait tant de peine à pénétrer dans l'esprit de ceux qui, par leur profession, sont spécialement appelés à la haute administration d'un pays. Une sage et équitable répartition de l'impôt, une vigilance extrême et un discernement éclairé dans les dépenses, en un mot le bon ordre dans les finances, constitue la première condition de la prospérité et de la grandeur d'une nation. Que de révolutions sont venues d'une situation financière désespérée !

L'étude réfléchie de ces grandes questions concrètes, positives, qui se rattachent aux finances devrait être la première préoccupation des hommes qui ambitionnent de prendre part au gouvernement d'un État. Malheureusement, c'est le contraire qui a lieu : on ne discute que sur des abstractions plus ou moins fugitives, sur « le rayonnement des idées » ou autres généralités aussi vagues. Après avoir agité l'imagination populaire avec deux ou trois mots sonores, on se fait une réputation d'homme politique et on arrive au pouvoir ou on attend qu'on vous l'offre, sans avoir rien appris de ce qui est essentiel pour l'exercer utilement. Il est résulté de ces habitudes politiques un décousu, un manque de suite, une inexpérience déplorables dans l'administration financière de notre pays.

C'était aux hommes de science à réagir contre ces tendances. Ils n'y ont pas manqué. Beaucoup de bons ouvrages ont été publiés sur ce sujet dans ces dernières années. M. Fournier de Flaix, dont la compétence s'est affirmée par de remarquables études sur les banques et sur le budget, vient d'ajouter à la série d'ouvrages publiés sur la matière un volume dont nous voudrions dire quelques mots.

Les réformes fructueuses en matière fiscale doivent avoir, autant que possible, la tradition pour fondement, afin de moins léser les intérêts anciens, tout en donnant satisfaction aux intérêts nouveaux. C'est de ce principe qu'est parti M. Fournier de Flaix.

« En matière fiscale, écrit-il en tête de son ouvrage, la méthode historique est la seule méthode féconde pour soumettre à l'opinion publique, sans trop de défaveur, des réformes qui paraissent devoir modifier l'équilibre fiscal du présent. Les physiocrates ont rendu les plus éminents services à la France en discourant *a priori*, pendant près d'un siècle, sur les conditions d'un système scientifique d'impôt, en propageant des théories incomplètes ou erronées, parce qu'ils ont ainsi préparé la ruine d'un régime destructif, mais la méthode déductive les a

sistance par la nation et que ces lois fiscales iniques, écrasantes, maintenues au moyen d'un véritable régime de terreur ne soulevaient aucune opposition. Il n'en est rien. L'opposition se montra de bonne heure, d'abord sous une forme adoucie et allégorique. Fénelon en prit l'initiative avec une indépendance et une hauteur de vue qui inspirèrent la pléiade des écrivains politiques du XVIII^e siècle. Sous une fiction antique d'un charme incomparable, *Télémaque* est la critique du gouvernement existant et la peinture du gouvernement qui devrait exister.

Comme Fénelon, Vauban et Boisguillebert sacrifièrent leur situation à leurs convictions. Ces hommes firent entendre à la royauté des avertissements qui, s'ils eussent été suivis, l'eussent préservée de sa ruine.

Après eux, la tâche fut reprise par Montesquieu, Voltaire, les philosophes et les économistes.

L'auteur de la *Réforme de l'impôt* a consacré plusieurs chapitres à l'étude des théories financières dues à l'esprit de recherche des écrivains de cette époque.

Cette seconde partie est traitée avec une grande science.

C'est la partie la plus originale et la plus instructive du livre. Nous n'avons vu nulle part un exposé plus clair de l'évolution et de la filiation des idées économiques en France et à l'étranger pendant ces deux derniers siècles. M. Fournier de Flaix ne se contente pas d'exposer les doctrines, il les discute et en montre les défauts et les mérites. Il rend hommage au génie de Turgot, à la science de Quesnay, aux efforts qu'ils firent pour introduire une méthode scientifique dans l'administration d'un grand État; malgré l'admiration qu'il a pour ces deux hommes supérieurs, il ne manque pas de faire ressortir l'erreur qu'ils commirent en enseignant que toutes les contributions doivent être ramenées à l'impôt foncier, et que c'est le propriétaire du sol qui supporte tout le poids de l'impôt. Cette erreur ne laissa pas que d'exercer une fâcheuse influence sur les travaux de la Constituante.

Notre auteur passe ensuite à l'étude des divers procédés financiers, plus ou moins ruineux, employés pendant la période révolutionnaire, et il termine par un aperçu sur la richesse et la puissance productive de la France au commencement de ce siècle.

Il est impossible, dans une courte analyse, de donner une idée des matières traitées dans un ouvrage aussi considérable.

Ce que l'on trouve dans l'ouvrage de M. F. de Flaix, c'est un examen critique par un économiste de la bonne école de toutes les idées remuées par nos pères touchant le meilleur gouvernement et l'administration financière d'un État.

Cette étude n'a pas seulement un intérêt rétrospectif, elle conduit à des conclusions d'un enseignement actuel et immédiat. Le but visé par

plus dense de l'Europe et une activité économique qui la place bien avant l'Angleterre, la petite Belgique, quelle que soit d'ailleurs la perfection de son exploitation agricole, ne saurait suffire à ses besoins de consommation. Son exportation industrielle l'aide fort largement à payer son importation de produits alimentaires, sans amener de hausse artificielle dans les prix.

Pour éclairer ce délicat problème de politique douanière, M. H. Denis, professeur à l'École polytechnique de Bruxelles, vient de publier un atlas de statistique graphique qui expose très clairement aux yeux tous les matériaux du procès qui se débat, et la cause de la liberté y trouve des arguments d'une éloquence rare.

Le mouvement des prix du blé sous les régimes de la protection et de la liberté, le mouvement des salaires, des fermages, du prix de la viande, etc., montrent qu'en somme une crise passagère a bien pu atteindre en ces dernières années l'agriculture belge comme celle de toute l'Europe occidentale, mais que très certainement ce n'est pas le retour à un régime de protection douanière qui pourra la faire cesser. La viande, par exemple, qui valait, de 1835 à 1840, 1 franc le kilogramme environ, a toujours valu au-dessus de 1 fr. 60, depuis 1870. — Les variations de prix tendent sans cesse à devenir moindres, cela apparaît pour tous les produits.

Ajoutons que la collection de ces graphiques révèle, par le choix des données, une parfaite connaissance des principes de l'économie rurale, si bien que par ce seul atlas on peut se faire une idée presque achevée de la situation de la Belgique agricole. Mais si les faits parlent seuls, si les courbes bien faites fournissent sans commentaires des conclusions que la discussion ne pourrait établir qu'avec difficulté, il n'en est pas moins vrai que l'on est en droit de regretter que l'auteur n'ait pas joint au moins quelques lignes de texte interprétatives de ses tableaux. Il faut souvent chercher pour comparer entre elles les nombreuses moyennes périodiques représentées ici par des horizontales. Son œuvre eût beaucoup gagné en clarté au moyen de ces légères additions.

F. B.

aurait fallu avoir, pour l'appliquer, des hommes rompus aux affaires, mais on ne pouvait pas les trouver chez les Bulgares qui jusqu'à présent ont toujours été éloignés du gouvernement, et le pays est trop pauvre pour qu'on ait pu songer à en faire venir en assez grand nombre de l'Occident. Nous allons d'ailleurs donner un aperçu rapide de cette organisation.

La province est divisée en 6 départements et 28 cantons, à la tête desquels se trouvent des préfets, assistés d'un Conseil de préfecture et de baillis; c'est, en résumé, l'organisation française moins l'arrondissement, ou plutôt moins le canton, car le canton rouméliote a à sa tête un administrateur et il est pourvu d'un tribunal tout comme notre arrondissement français; l'administration départementale a été d'ailleurs calquée sur la nôtre : ainsi, chaque département possède un Conseil général, de formation hybride comme tout ce qui a été fait dans la province. Qu'on en juge :

Le Conseil se compose (article 125) :

1° De membres de droit, savoir : les chefs des trois communautés religieuses les plus nombreuses dans le département;

2° De membres électifs au nombre quintuple des cantons que comprend le département;

3° De membres désignés par le gouverneur général en nombre égal à celui desdits cantons.

C'est, en résumé, pour chaque département une Assemblée de 30 à 35 membres d'origine et de races différentes ayant par an deux sessions ordinaires, votant le budget à la session de septembre, comme les nôtres à la session d'août, et enfin, nommant une commission départementale de 3 membres. Là ne s'arrêtait pas l'analogie, car on avait cru devoir donner aux préfets toutes les attributions qui leur sont concédées en France par le décret du 13 avril 1861 en copiant autant que possible les quatre tableaux qui y sont annexés, et, quant aux Conseils généraux et aux commissions départementales; on n'avait pas manqué de leur appliquer mot pour mot la loi du 10 août 1871 et de leur conférer les mêmes attributions qu'en France.

L'administration provinciale est à l'avenant. L'Assemblée provinciale est composée de 56 membres, savoir (article 68) :

10 membres de droit 1° le mufti, les chefs des cinq communautés religieuses chrétiennes et le rabbin; 2° le président de la Cour supérieure de justice; 3° le président de la Cour supérieure du contentieux administratif; le contrôleur en chef des finances;

36 membres élus par le suffrage universel;

10 membres nommés par le gouverneur général et choisis dans des catégories déterminées dont nous faisons grâce au lecteur.

étudié consciencieusement par ses auteurs, mais il y a de graves défauts; aussi, lorsque la paix aura été ramenée en Orient, la première chose à faire sera de reviser cette Constitution et de donner au pouvoir exécutif une plus grande force. Il y aura sans doute des abus, mais il n'y en a pas de plus mauvais que l'abus d'institutions libérales pour un peuple qui n'y est pas préparé, car le pouvoir risque de tomber dans les mains d'une oligarchie et de mener ainsi à la pire des tyrannies.

Telle est, à l'heure actuelle, la situation de la Roumélie orientale.

Seulement il s'agit de savoir si l'administration de la Roumélie annexée à la Bulgarie sera moins compliquée et moins lourde que ne l'était celle de la Roumélie indépendante, si ses politiciens deviendront moins voraces après l'annexion qu'ils ne l'étaient avant, si ses contribuables seront moins surchargés d'impôts, si son industrie et son commerce seront plus libres. Nous avons peur que les Rouméliotes n'éprouvent à ces différents égards quelques déceptions, et nous ne serions pas étonnés si la Bulgarie leur faisait regretter la Roumélie.

*
* *

Quand un épicier agrandit son magasin, les épiciers ses voisins et concurrents éprouvent naturellement le besoin d'agrandir les leurs. C'est un sentiment profondément humain, et qui est commun aux épiciers et aux gouvernements. A dater du moment où la Bulgarie s'est annexé la Roumélie, les politiciens serbes et grecs sont entrés en ébullition et ils ont réclamé des « compensations ». Mais ces compensations, aux dépens de qui seraient-elles prises? Ce ne pourrait être qu'aux dépens de la Turquie, qu'on se partagerait à l'amiable.

Ce qu'on préférerait à toute autre chose, écrit-on de Belgrade à la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, ce serait que l'on en vint au partage définitif de la Turquie d'Europe, attendu que c'est alors seulement que l'on croirait pouvoir compter sur une situation assurée et durable et sur une longue période de paix. Avant tout, l'on voudrait acquérir la Vieille-Serbie et une partie de la Macédoine septentrionale, par ce motif que ces territoires sont habités en grande partie par une population faisant partie de la famille slave et qui se rapproche beaucoup plus — l'histoire le prouve — de la nation serbe que de la nation bulgare. On sait, en effet, que c'est la langue serbe, et que ce sont les mœurs serbes qui prévalent dans ces pays, notamment dans la Vieille-Serbie.

Nous ne verrions pour notre part aucun inconvénient à ce que la Turquie fût partagée. Le gouvernement turc est en pleine décadence

tice et faveurs, c'est à qui offrira le plus ; le *bakchich* règne en maître absolu. Nous avons assisté un jour à un jugement rendu par un cadi dans un gros village de la Macédoine ; nous relatons ce fait, parce qu'il est topique et qu'il dépeint la situation que nous avons entrepris de faire connaître : c'était un Bulgare qui avait à se plaindre d'un Grec. Le cadi, le jour de l'audience, appelle le Bulgare. Nous devons ajouter que le cadi n'est assisté de personne, qu'il tient son audience chez lui, assis sur un divan, et que toute la procédure est contenue dans un petit sac en cuir qu'il garde à côté de lui. Le Bulgare arrive, escorté d'un *zaptié* (gendarme), qui était allé le chercher, se déchausse et se présente devant le cadi en tenant humblement croisées les mains sur son ventre. « Eh ! bien, Ivantcho, dit le cadi, je me vois, à mon grand regret, obligé de te donner tort. Il est vrai que ton cheval t'a été volé par Christos, mais que veux-tu ? Christos m'a donné deux sacs de riz et quatre medjidiés, tandis que tu n'as pu m'envoyer que deux sacs de haricots ».

Des actes semblables nous pourrions en raconter de quoi remplir un volume.

Les bandes d'*haidouks* (voleurs) grecs, bulgares, albanais, valaques sont tellement nombreuses que la sécurité des personnes est devenue absolument illusoire. Les voleurs ne s'attaquent pas seulement aux personnes qui voyagent isolément, mais ils attaquent aussi les caravanes ; bien plus, ils assiègent des villages et imposent des contributions aux habitants ; ils s'emparent, dans les villes, des fonctionnaires et des personnages influents, les amènent dans leurs repaires et ne les livrent à leurs parents qu'après une rançon proportionnelle à l'état de fortune du prisonnier.

Nous avons vu un jour tout un *medjiliss* (conseil municipal) d'une ville enlevés par une bande d'*antartés* (voleurs grecs). C'était à Castoria, résidence d'un *caïmakam* (sous-préfet). On devait vendre aux enchères un *tchiflik* (ferme), situé à sept ou huit kilomètres de la ville. Le *medjiliss*, composé de huit personnes, escorté de gendarmes et suivi d'un grand nombre de *kiatibs* (petits employés) et de plusieurs domestiques armés, se dirige vers le *tchiflik* au jour convenu. Chemin faisant, la caravane tombe dans une embuscade. C'était un certain Davéli, chef redouté d'une bande, qui s'était mis en tête de capturer toutes les autorités de la ville de Castoria d'un seul coup. Comme les victimes du guet-apens ne voulaient pas se rendre à la première sommation qui leur fut faite par Davéli, une décharge de mousqueterie en mit bas trois ou quatre ; les autres se rendirent et ne furent remis en liberté qu'après avoir payé une forte rançon.

Une province ainsi gouvernée et administrée n'aurait évidemment

au régime monétaire existant ; que le double étalon continuait de subsister et que la pièce de 5 francs restait ce qu'elle était avant la limitation de la frappe.

Mais quel que soit le pouvoir des gouvernements et des « législateurs », il ne dépend pas d'eux de changer la nature des choses. On avait coutume de dire en Angleterre que le parlement pouvait tout, sauf de changer un homme en femme ; on aurait pu ajouter : sauf de prévoir et de gouverner à son gré les conséquences naturelles de ses actes.

Nous disons que la limitation de la frappe de l'argent a eu pour conséquence — que les gouvernements de l'union l'aient voulu ou non — de substituer au régime du double étalon, le régime de l'étalon unique d'or. En effet, sous le régime de la frappe illimitée, quel était l'étalon monétaire de la France ? C'était une pièce de 5 grammes d'argent à $9/10^e$ de fin ou son équivalent en or, au rapport de 1 à $15\frac{1}{2}$, soit un poids de 0,32255 grammes. Qu'est aujourd'hui cet étalon sous le régime de la frappe limitée ? C'est encore un poids d'or de 0,32255 grammes, ce n'est plus un poids d'argent de 5 grammes à $9/10^e$ de fin, car 5 grammes d'argent ne sont plus l'équivalent de 0,32255 grammes d'or. Si vous voulez vous en assurer, prenez quatre pièces de 5 francs, pesant chacune 25 grammes d'argent, fondez-les et échangez le métal qu'elles contiennent contre de l'or. Vous en tirerez non pas 20 francs, mais 16 francs tout au plus. Nous sommes donc bien, que nos législateurs le veuillent ou non, sous le régime de l'étalon unique d'or. Il n'y a plus d'étalon d'argent.

En même temps qu'elle supprimait le double étalon, la limitation de la frappe avait cette autre conséquence naturelle et inéluctable de faire passer les pièces de 5 francs à l'état de monnaie de billon, en partie réelle, en partie fiduciaire, et de créer, par une autre conséquence non moins naturelle à la charge des auteurs responsables de cette mesure, l'obligation de garantir la portion de valeur fiduciaire que contient ce billon, absolument comme une banque est obligée de garantir la valeur de ses billets, en s'engageant à les rembourser en monnaie réelle, sous peine d'être mise en faillite. Or, la portion de monnaie fiduciaire que contiennent les pièces de 5 fr. s'est élevée successivement, depuis la limitation de la frappe, de 0 à 20 0/0 environ, et il n'est pas au pouvoir d'un gouvernement quelconque de la supprimer. Tout ce qu'il peut faire — et c'est ce que fait en ce moment le gouvernement belge — c'est de refuser de reconnaître cette obligation — qu'il n'a pas prévue sans doute, qu'aucun des membres de l'Union ne paraît avoir prévue, — mais qui n'en résulte pas moins d'un acte de ce gouvernement libre et responsable de

liers d'ouvriers polonais de la Gallicie, gens paisibles et laborieux, dont le seul crime était de « déranger les rapports professionnels » en faisant concurrence aux nationaux, et peut-être aussi de parler le polonais au détriment de l'allemand. A cette occasion, M. de Grocholski, membre du Parlement autrichien, a adressé au gouvernement les questions suivantes :

Quelles mesures le gouvernement a-t-il prises pour la sauvegarder des relations internationales entre États civilisés, ainsi que pour assurer, en général, l'observation des principes du droit des gens et, en particulier, la sécurité des ressortissants autrichiens sur le territoire prussien ? De quelle manière le gouvernement compte-il assister les expulsés indigents ?

A ces questions passablement embarrassantes pour un gouvernement allié, sinon ami de l'Allemagne, M. le comte de Taaffe, président du conseil des ministres, s'est contenté de faire cette réponse dilatoire :

C'est avec un profond regret que le gouvernement a appris la détresse dans laquelle un certain nombre de nos ressortissants se trouvent plongés par suite de leur soudaine expulsion de Prusse. Il s'est immédiatement adressé, à ce propos, au gouvernement prussien, pour lui demander sur quoi sont basées et à qui s'étendent ces expulsions.

D'après sa réponse, le gouvernement royal prussien considère ces expulsions comme une mesure purement interne provoquée par le déplacement des rapports professionnels et de la langue en Posnanie. Les choses étant ainsi et le gouvernement prussien ne laissant point prévoir qu'une demande basée sur le droit des gens, ainsi que sur le traité de commerce du 23 mai 1881, ait quelque chance d'être accueillie favorablement, le gouvernement n'est pas en état de faire des démarches ultérieures. Toutefois il n'a pas manqué et ne négligera pas non plus, désormais, de s'entremettre dans des cas méritant de fixer plus particulièrement son attention, afin d'obtenir au moins une atténuation des mesures de rigueur. Sous ce rapport, le gouvernement prussien a laissé entrevoir qu'il agirait avec bienveillance, ce qu'il a déjà fait, du reste, dans certains cas, par suite de nos recommandations.

Dans cet état de choses, les expulsés allant affluer en Galicie, le gouvernement appuiera volontiers les comités de secours formés pour subvenir momentanément aux besoins des expulsés sans moyens de subsistance. Dans ce but, il donnera à ces comités l'autorisation de recueillir des offrandes en argent et leur accordera des réductions de

Ni cette démarche, ni d'autres simultanées, ni enfin la considération du préjudice considérable que le maintien des quarantaines cause aux intérêts nationaux, n'ont trouvé grâce auprès de notre administration sanitaire centrale qui continue imperturbablement à frapper de ses rigueurs tout ce qui vient de France, voire les produits chimiques désinfectants.

On n'a pas oublié avec quelle rigueur le régime des quarantaines a été appliqué en Espagne ; pendant quelques mois, il a tout arrêté : commerce, industrie, voyageurs ; il n'a laissé passer que le choléra. L'expérience n'était-elle pas décisive, et le Portugal, en sa qualité de voisin co-péninsulaire, n'aurait-il pas dû être le premier à en profiter ! Oui, mais que deviendraient les médecins et autres employés au service des quarantaines, si on s'avisait de supprimer cette douane sanitaire ? Il est possible que le choléra disparaisse un jour, les quarantaines, jamais.

*
* *

Victorieux en France, le protectionnisme agricole a été battu, à plates coutures, en Belgique, et il le sera, selon toute apparence, en Italie. Au commencement de l'année, la Chambre des députés avait nommé une commission, chargée d'examiner les causes de la crise agricole et d'en indiquer les remèdes. Cette commission a déposé son rapport, dont voici la conclusion :

Dans l'état actuel des choses, la commission propose que l'on n'apporte aucun changement aux tarifs agraires dont elle s'est occupée.

Signalons à l'attention particulière de nos propriétaires protectionnistes cette raison décisive que le rapporteur de la commission, M. le sénateur Lampertico, a fait valoir contre la prétendue protection agricole :

La dépression des prix, qui a pour conséquence le malaise de l'agriculture, ne dépend pas d'une cause unique, mais de plusieurs causes. La concurrence est une de ces causes, elle a été engendrée par la surabondance de la production. Cette surabondance universelle est le fait de plusieurs causes extraordinaires, et nécessairement doit cesser dans un certain temps. Toute mesure qui artificiellement augmentera les prix retardera le moment où la production sera proportionnée aux besoins réels. A ce point de vue, l'augmentation des droits d'entrée serait une mesure artificielle. Le droit protecteur, qui doit être toujours écarté pour des raisons d'ordre social, serait pour l'agriculture une illusion et retarderait l'avènement de cet état de choses qui permet à l'agriculture de se protéger elle-même.

contrevenants, mais d'ordonner aussi par voie administrative la fermeture immédiate des établissements où des désordres se produiraient.

*
* *

Quoique les corporations aient été solennellement supprimées, il y aura bientôt un siècle, quoique la liberté de l'industrie soit de droit commun en France, nous avons conservé un bon nombre de monopoles et de corporations, et ce n'est pas la faute des socialistes et autres progressistes si ce nombre ne s'augmente pas tous les jours, ou même si toutes les branches de l'activité humaine ne se trouvent pas déjà englobées dans le colossal monopole de l'État.. En attendant, les monopoles existants travaillent activement à s'étendre. Ce n'est pas la faute des pharmaciens par exemple s'ils n'ont pas réussi à joindre au monopole de leurs drogues celui de la vente des gilets de flanelle imprégnés d'huile de pin. Ils l'ont tenté, sans succès pour cette fois, car ils ont perdu leur procès, mais ils auront du moins la gloire de l'avoir entrepris. Voici comment la *Gazette des Tribunaux* raconte ce curieux épisode de l'histoire du monopole et cette déconvenue de l'honorable mais ambitieuse corporation des pharmaciens.

L'antique plaisanterie dont les apothicaires faisaient autrefois les frais n'a plus de raison d'être aujourd'hui, et si la poursuite de M. de Pourceaugnac par les matassins réjouit encore les gens simples et sans malice, aux spectacles de carnaval, il faut bien reconnaître que la plaisanterie sur l'instrument si avantageusement remplacé n'appartient plus à la gaieté française digne de sa vieille renommée.

Il n'y a plus d'apothicaires, il n'y a que des pharmaciens, et ils n'entendent pas plaisanter sur la concurrence qui leur est faite.

Ils ont fondé une association de prévoyance et constitué une chambre syndicale pour la défense de leur domaine sur lequel piétinent volontiers les herboristes.

Voici aujourd'hui cette chambre qui poursuit des marchands de gilets de flanelle, parce que ces gilets sont imprégnés d'huile de pin sylvestre, vêtement hygiénique à l'usage des rhumatisants. L'huile de pin, disent-ils, est un remède pharmaceutique, et ils prétendent ôter le pin de la main de MM. Ramond, demeurant faubourg Montmartre, Régnault, chemisier, rue de la Paix, et Lotte, demeurant place du Havre.

Ils demandent, par leurs conclusions, que les susnommés soient condamnés à l'amende fixe de 500 francs, plus à 1.000 francs de dommages-intérêts.

M^{es} Demange et d'Avrillé des Essarts, avocats, ont été entendus.

Notre République a pour ennemis les princes ? Ils conspirent. Qu'on les mette dehors, ou mieux, dedans. Et s'ils bougent, au mur.

Notre République a pour ennemis les financiers ? Retour à la nation des banques, des chemins de fer, des mines, des grandes usines. Impôt fortement progressif sur le revenu.

Notre République a désillusionné le paysan ? Intervention de l'État commanditant tout cultivateur qui voudra appliquer au sol et à la culture les améliorations inscrites dans un cahier des charges.

Notre République a désillusionné l'ouvrier ? Intervention de l'État ouvrant des ateliers, fermant les octrois, limitant la durée du travail, élevant l'enfant, sauvant la femme, soutenant le vieillard.

Quels terribles pharmaciens que ces collectivistes ! Et quelles trogues !

G. DE M.

Paris, 14 novembre 1885.

MINISTÈRE DU COMMERCE.

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS.

Avis. — Un legs de M. le baron DE TRÉMONT a mis à la disposition du Conservatoire des Arts et Métiers une somme qui permet au Conseil de perfectionnement de cet établissement de décerner, chaque année, aux auditeurs qui suivent avec le plus de fruit les cours d'hiver, deux prix, l'un de 200 francs et l'autre de 125 francs. Le testateur a, en outre, exprimé le vœu que ces prix fussent attribués, de préférence, à de jeunes ouvriers.

La direction invite, en conséquence, les personnes qui se proposeraient de concourir à se faire connaître de MM. les professeurs, et à mettre en ordre, pour les leur présenter en temps utile, les notes qu'elles prennent en assistant aux leçons.

cale en 1885; quatre conférences. In-18 de 106 p. Paris, Messenger.

LALLEMAND (Léon). *La question des enfants abandonnés et délaissés au XIX^e siècle*. In-8 de 238 p. Paris, Guillaumin.

LAMAISON (Raymond). *Les revendications démocratiques*. In-8 de 126 p. Mont-de-Marsan, Labadie.

LAURENS (Charles). *Situation politique et financière de la France*; appel à tous les citoyens indépendants. In-8 de 32 p. Privas, aux bureaux du « Patriote de l'Ar-dèche ».

LEROY-BEAULIEU (Paul). *Le collectivisme*, examen critique du nouveau socialisme. 2^e édit., augmentée d'une préface. In-8 de xvi-450 pages. Paris, Guillaumin.

Libre pensée (la) socialiste, tribune libre de tous les groupes de libres-penseurs. N^o 1 (13 septembre 1885, = 27 fructidor an 93). Parait le dimanche. Petit in-f^o de 4 pages à 3 col. Paris, impr. Blanpain.

Lot-et-Garonne (le) et l'impôt, par « un Electeur ». In-8 de 24 p. Agen, Leuthéric.

LUÇAY (comte de). *Budgets d'autrefois, budgets d'aujourd'hui*. In-16 de 32 p. Paris, Chaix.

Marée (la) montante des budgets. Tableau in-4 à col. Paris, Warmont.

NICOLAS (R.). V. BARCLAY.

PERROT (Joseph). *Notions de sociologie et de morale*. Solution du problème social; définition de la liberté et de l'égalité; mouvement parallèle de richesse et de misère; nécessité de la liquidation sociale, etc. In-16 de 144 p. Paris, Dentu.

POUYER - QUERTIER. *Conférence économique faite à Caen* (30 mai 1885). In-f^o de 4 p. à 4 col. Caen, Damin.

REYNIER (J.). *La crise économique et sa cause*, suivi de l'évolution des tisseurs pendant un demi-siècle. In-8 de 20 p. Lyon, Pastel.

ROUANET (Joseph). *L'ami du peuple*; idées d'un paysan sur l'écono-

mie politique. In-8 de 8 p. Carcassonne, Polère.

« SANS TRAVAIL ». Les travailleurs français en face de la bourgeoisie pendant les élections législatives de 1884. In-16 de 16 p. Paris, Guérin.

SAY (Léon). *L'impôt sur le revenu*, conférence. In-16 de 86 p. Paris, Chaix.

SCHMID (Elie). *Histoire des juifs de Haguenau*, suivie des recensements de 1763, 1784 et 1808. In-8 de LVIII-90 p. Paris, Durlacher.

SENTUPÉRY (Léon). *Lettre au père Jean-Claude sur le Tonkin*, l'agriculture et les finances. In-32 de 32 pages, Paris, aux bureaux du « Père Gérard ».

SIMON (Jules). *Le devoir*. 14^e édit. In-18 de 468 p. Paris, Hachette.

Socialiste (le), organe du parti ouvrier. N^o 1 (39 août 1885). Petit in-f^o de 4 p. à 2 col. Paris, impr. Deladèreere.

Situation (la) financière des communes de France et d'Algérie, précédée d'un tableau indiquant la situation financière des départements (1885), présentée par M. Bihourd. 8^e publication. In-4 de xx-702 p. Paris, Berger Levrault.

Société d'agriculture, commerce, sciences et arts de la Marne. Compte rendu de ses travaux pendant l'année 1883-84, par l'abbé Thibault. In-8 de 26 p. Châlons-sur-Marne, Martin.

Société libre d'émulation du commerce et de l'industrie de la Seine-Inférieure. Bulletin de l'exercice 1884-85. II^e partie. In-8 de 346 pages. Rouen, Cagniard.

Statistique de la France. T. XII (nouv. série). Année 1882. Gr. in-4 de cxxviii-414 p. Paris, Impr. nationale.

TESTENOIRE (J.). V. DUSUZEAU.

Texte de la loi sur les moyens de prévenir la récidive. In-32 de 8 p. Paris, Pichon.

WEIL (H.). *L'Iliade et le droit des gens dans la vieille Grèce*. In-8 de 8 p. Paris, Klincksieck.

Le Gérant : P. GUILLAUMIN.

Paris. — A. PARENT, imp. de la Faculté de médecine, A. DAVY, successeur, 52, rue Madame et rue Corneille, 3.

c'est une heureuse chance pour lui de ne pas être atteint par la vengeance des lois.

Il est triste de penser que de semblables préjugés aient encore cours dans le siècle où nous vivons, mais il serait bien naïf de s'en étonner; car c'est une des formes de l'ignorance et l'ignorance est malheureusement de tous les temps. L'ignorance se caractérise surtout parce qu'elle confond les causes avec les effets; elle croit pouvoir créer des effets de toutes pièces, parce qu'elle ne sait pas qu'il y a des causes. Elle s' imagine qu'elle peut remplacer les causes par un acte de sa volonté et jouir, sans qu'il y ait eu de causes des effets qui lui sont agréables.

Quand un État prospère, quand l'agriculture, le commerce et l'industrie rendent aux citoyens des revenus qui leur permettent de vivre aisément et même d'épargner, après avoir pourvu à leurs besoins, des sommes qui constituent un capital nouveau et forment un patrimoine pour leurs enfants; quand la politique n'aveugle pas les esprits; quand les finances publiques sont ménagées et prudemment conduites; quand tous ces heureux événements se produisent à la fois, il en découle une conséquence toute naturelle : Le taux du crédit s'abaisse et le cours des rentes s'élève. La hausse des cours est alors le fruit de la sagesse.

Mais, s'il est vrai que la sagesse des peuples et des gouvernements ait pour effet de faire hausser les cours, est-il possible d'en conclure qu'il suffise de faire monter le cours de la rente par une opération de bourse, pour donner aux peuples et aux gouvernements tout ce qu'ils auraient obtenu par une conduite sage. C'est pourtant la doctrine de ceux qui conseillent aux ministres des finances d'employer les fonds du Trésor dans des affaires de bourse. C'est bien là l'absurdité qu'ils ont dans l'esprit, car je ne veux pas croire qu'ils aient la prétention d'ériger en doctrine la protection qu'on accorderait à certains joueurs contre d'autres, sous prétexte que les uns seraient des amis et les autres des adversaires du gouvernement.

Ce qu'on demande aux ministres, c'est de faire monter le cours de la rente, parce que la hausse est l'effet naturel d'une bonne administration et qu'en produisant artificiellement cet effet, on pense qu'on mettra le pays dans la même situation que s'il avait joui d'une bonne administration.

Dans tous les temps, l'opinion s'est laissée entraîner par cet absurde préjugé; aucun régime n'y a échappé. Depuis un siècle nos pères et nous-mêmes avons assisté au même spectacle; de ce côté-là il n'y a pas de progrès; c'est une dure vérité à dire, mais c'est la vérité. Si l'on rassemblait des documents pour faire l'histoire de l'action

c'est une heureuse chance pour lui de ne pas être atteint par la vengeance des lois.

Il est triste de penser que de semblables préjugés aient encore cours dans le siècle où nous vivons, mais il serait bien naïf de s'en étonner; car c'est une des formes de l'ignorance et l'ignorance est malheureusement de tous les temps. L'ignorance se caractérise surtout parce qu'elle confond les causes avec les effets; elle croit pouvoir créer des effets de toutes pièces, parce qu'elle ne sait pas qu'il y a des causes. Elle s' imagine qu'elle peut remplacer les causes par un acte de sa volonté et jouir, sans qu'il y ait eu de causes des effets qui lui sont agréables.

Quand un État prospère, quand l'agriculture, le commerce et l'industrie rendent aux citoyens des revenus qui leur permettent de vivre aisément et même d'épargner, après avoir pourvu à leurs besoins, des sommes qui constituent un capital nouveau et forment un patrimoine pour leurs enfants; quand la politique n'aveugle pas les esprits; quand les finances publiques sont ménagées et prudemment conduites; quand tous ces heureux événements se produisent à la fois, il en découle une conséquence toute naturelle : Le taux du crédit s'abaisse et le cours des rentes s'élève. La hausse des cours est alors le fruit de la sagesse.

Mais, s'il est vrai que la sagesse des peuples et des gouvernements ait pour effet de faire hausser les cours, est-il possible d'en conclure qu'il suffise de faire monter le cours de la rente par une opération de bourse, pour donner aux peuples et aux gouvernements tout ce qu'ils auraient obtenu par une conduite sage. C'est pourtant la doctrine de ceux qui conseillent aux ministres des finances d'employer les fonds du Trésor dans des affaires de bourse. C'est bien là l'absurdité qu'ils ont dans l'esprit, car je ne veux pas croire qu'ils aient la prétention d'ériger en doctrine la protection qu'on accorderait à certains joueurs contre d'autres, sous prétexte que les uns seraient des amis et les autres des adversaires du gouvernement.

Ce qu'on demande aux ministres, c'est de faire monter le cours de la rente, parce que la hausse est l'effet naturel d'une bonne administration et qu'en produisant artificiellement cet effet, on pense qu'on mettra le pays dans la même situation que s'il avait joui d'une bonne administration.

Dans tous les temps, l'opinion s'est laissée entraîner par cet absurde préjugé; aucun régime n'y a échappé. Depuis un siècle nos pères et nous-mêmes avons assisté au même spectacle; de ce côté-là il n'y a pas de progrès; c'est une dure vérité à dire, mais c'est la vérité. Si l'on rassemblait des documents pour faire l'histoire de l'action

que le vol a pu s'accomplir sans que la comptabilité, le contrôle ou l'inspection des finances se soient aperçus de rien pendant qu'il se préparait, s'opérait et se continuait.

Que s'était-il donc passé ? Comment le détournement avait-il pu se produire ? A quelle époque remontait-il ? quelles étaient les facilités qu'on avait laissées au caissier et quels règlements de comptabilité avaient été enfreints ?

Pour se rendre compte de l'affaire, il faut remonter à la Révolution de juillet et à la fuite du roi Charles X ; c'est l'étude des comptes du voyage de Cherbourg qui a fait naître les premiers soupçons. On sait que le roi Charles X a été reconduit à Cherbourg par un certain nombre de délégués du gouvernement provisoire. Ces délégués avaient emporté avec eux quelque argent pour payer la solde des troupes qui accompagnaient le roi détrôné et pour pourvoir aux frais du voyage. M. de Schonen, un des délégués, avait été chargé de la dépense. Il avait réquisitionné sur son passage dans les Recettes générales les fonds dont il avait eu besoin, après que la somme emportée de Paris avait été épuisée. A son retour, il avait reversé à la caisse du Trésor 138,000 francs qui formaient son reliquat.

C'était une chose réglée, personne ne s'en occupait plus depuis longtemps lorsqu'au mois de décembre 1831 un conseiller à la Cour des Comptes, chargé de vérifier la caisse centrale du Trésor, découvrit qu'il y avait une erreur de 138,000 fr. et crut s'apercevoir que l'erreur provenait de ce que le versement de M. de Schonen ne figurait pas dans les écritures. Prévenu par le conseiller, le Président de la Cour des Comptes écrivit immédiatement au Ministre des finances pour demander des éclaircissements. Le Ministre, le baron Louis, fit venir le caissier central dans son cabinet pour lui demander des explications en présence de l'inspecteur des finances. Le caissier central reconnut qu'il y avait effectivement une erreur ; mais il ajouta qu'il lui était impossible de comprendre comment elle avait pu se produire. Il déclara que, d'ailleurs, il allait remplacer les 138,000 fr. qui manquaient par un prélèvement sur ses fonds personnels, afin de pouvoir rechercher ensuite tranquillement et à tête reposée, comment et par qui l'erreur avait été commise.

Le caissier central était un homme très considéré ; il inspirait à tout le monde une confiance aveugle. Il avait été et il était encore l'associé d'une des premières maisons de banque de Paris ; il avait occupé, sous l'Empire, une situation tout à fait prépondérante dans la Trésorerie des armées. Il avait dirigé ce qu'on appelait la caisse des revirements d'Alexandrie. C'était lui qui répartissait les fonds après qu'ils avaient été centralisés entre ses mains et les faisait

la dette inscrite une certaine quantité de formules de titres libérés sur lesquels le public avait versé une somme de un million de francs qui n'avait pas été portée en recettes dans les écritures de la caisse. Le caissier central fut informé immédiatement du résultat des investigations de l'inspection, il ne témoigna aucun embarras; il conserva son calme ordinaire; il demanda à l'inspecteur les relevés de ses opérations et l'assura que dans les vingt-quatre heures il lui donnerait une explication satisfaisante; ceci se passait le 6 janvier.

En effet, vingt-quatre heures plus tard le caissier annonçait à l'inspecteur qu'il avait trouvé la cause de l'erreur, réduite, d'ailleurs, disait-il, et l'inspecteur le reconnaissait, à 300,000 francs; qu'elle provenait de ce que la maison Aguado avait négligé d'effectuer au mois d'octobre précédent un versement de 300,000 francs qu'elle aurait dû opérer à cette époque; qu'il irait dans la journée à Petit-Bourg où résidait M. Aguado et qu'il en rapporterait un bon dont l'importance serait versée le lendemain dans la caisse du Trésor. Ceci se passait le 8 janvier 1832. L'inspecteur félicita le caissier de sa découverte. Il dit, après coup il est vrai, qu'il avait remarqué l'air embarrassé du caissier, mais il le laissa partir soi-disant pour Petit-Bourg et se contenta de revenir le lendemain pour savoir si tout avait été remis en ordre; mais, ce jour-là, 9 janvier, le caissier ne parut pas. Son domestique vint dire de sa part qu'il était à la campagne et qu'il y resterait pendant quelques jours. Cette fois on s'émut sérieusement, mais avant qu'on eût pu prendre aucune mesure, on apprit que le caissier central, arrivé chez lui, à la campagne, la nuit, à Montmorency, avait tenté de se suicider par asphyxie, qu'il avait été rappelé à la vie, qu'il pouvait entendre et parler et par conséquent subir un interrogatoire.

Il n'y avait plus moyen de douter et cependant il y avait des gens qui doutaient encore, tant était aveugle la confiance de l'administration dans la probité de ce vieux comptable.

Le Ministre des finances prévint le préfet de police. Ce ne fut pas sans hésitation d'ailleurs que le préfet de police prescrivit l'arrestation du caissier soupçonné, parce qu'il fallait procéder à cette arrestation à Montmorency et que cette localité, située dans le département de Seine-et-Oise, n'était pas dans le ressort de la préfecture de police.

De là une lenteur très peu explicable et on peut le dire, très peu expliquée, même depuis. Quand les agents du préfet de police se présentèrent à la maison de campagne en question, le caissier avait disparu. On ne trouva que la famille, qui avoua très franchement que tout émue de voir un homme si honoré pendant une carrière aussi longue,

teurs de l'emprunt, avait été perdue à la Bourse dans le courant de l'année.

On se refuse à croire, en premier lieu, et on ne peut même pas se l'expliquer, après réflexion, que les agents de change aient pu accorder un pareil crédit à un agent du Trésor, et on ne peut pas comprendre comment ils ont pu faire des affaires de Bourse sur une pareille échelle avec le caissier central du Trésor public sans avertir le ministre. On y vit une sorte de complicité morale qui en fit soupçonner d'autres peut-être plus réelles et l'opinion publique fut fortement agitée.

N'y avait-il pas cependant quelque circonstance atténuante qui pût servir d'excuse aux agents de change ? C'est ce qu'il est intéressant de rechercher même aujourd'hui, à plus de cinquante ans d'intervalle.

En 1825, M. de Villèle, alors ministre des finances, avait constaté que l'encaisse du Trésor public était trop élevé. C'est toujours l'embarras des richesses qui conduit les ministres des finances à entreprendre des opérations dangereuses.

M. de Villèle voulut employer un argent qui était improductif ou, ce qui revient au même, il voulut rembourser à ceux auxquels ils appartenaient les fonds sur lesquels il était obligé de payer des intérêts. Il y avait alors au Trésor des sommes importantes au compte des receveurs généraux. Le montant total de ces dépôts atteignait un chiffre beaucoup plus élevé qu'il n'était nécessaire pour couvrir le Trésor de toutes les pertes possibles du fait de la gestion des receveurs généraux. M. de Villèle crut, en conséquence, que ce serait une opération avantageuse au point de vue du compte d'intérêt de la dette flottante et sans inconvénient au point de vue de la sécurité du Trésor, que de forcer les grands correspondants du Trésor à recevoir le remboursement d'une partie de leur argent, soit une somme de 30 millions de francs. On raisonnait alors sur 30 millions comme on raisonne aujourd'hui sur 100 millions : l'échelle a changé. On saluait alors le budget d'un milliard, comme on salue aujourd'hui le budget de trois milliards.

En leur rendant leurs 30 millions, M. de Villèle autorisa les receveurs généraux à se former en syndicat. Donna-t-il simplement l'autorisation de le faire ou demanda-t-il qu'on le fit ? On n'a jamais bien éclairci ce point. Enfin, il les autorisa à se constituer en syndicat pour employer à risques et avantages communs les sommes dont on les obligeait à recevoir le remboursement. C'était un moyen pour les comptables de retrouver les intérêts que la dette flottante cessait de leur servir ; le syndicat constitué fit valoir ses fonds en

Il est vrai que, deux jours après, le 24 février, le même témoin s'est rétracté dans les termes suivants :

« J'ai dit que M. de Villèle avait reconnu qu'une partie des fonds
« du Trésor était employée à des opérations de bourse ; M. de Vil-
« lèle ne m'a pas dit cela ; mais sur l'observation que je lui ai faite
« que les encaisses étaient trop considérables, il m'a répondu qu'il
« avait ses raisons pour qu'il en fût ainsi ; je ne sais quelles étaient
« ses raisons ».

Rien n'est plus obscur que l'histoire des interventions du Trésor à la Bourse ; il y en a beaucoup que l'on connaît ; il y en a peut-être beaucoup plus qu'on ne connaît pas ; mais on peut dire, sans risquer de se tromper, qu'elles ont eu toujours, ou des résultats insignifiants, ou des résultats mauvais.

Quand on est entouré, comme d'une atmosphère particulière, pareille à celle qui se forme dans les temps de crise, quand on voit autour de soi les intérêts les plus respectables s'agiter et qu'on entend des hommes considérables, parlant au nom de l'industrie et du commerce, demander une aide momentanée, il est quelquefois difficile de s'abstraire des conditions au milieu desquelles on vit ; on peut croire qu'il peut sortir du bien d'une action combinée avec prudence et honnêtement exercée pour aider à la liquidation d'affaires mal engagées ; mais au bout de très peu de temps, on reconnaît que l'intervention n'a eu aucun effet permanent, que si le trésor n'avait pas apporté sur le marché un secours de 30, 40, ou 50 millions, le secours nécessaire n'aurait pas manqué ; 30 ou 50 autres millions auraient été naturellement attirés au marché à la condition, il est vrai, d'un abaissement dans les prix, car c'est une vérité aujourd'hui démontrée que la rente française trouve toujours des preneurs à la condition d'une diminution dans les prix.

Quant à l'abaissement des prix, il n'est pas vrai que ce soit toujours un mal et je ne mets pas en doute qu'il vaille mieux que les engagements du marché se liquident par un abaissement des cours que par l'intervention du ministre des finances. Si l'intervention ne se cache pas, elle a cet autre inconvénient de faire croire plus tard à des interventions occultes. Quand les capitalistes s'imaginent qu'ils sont en présence d'un concurrent qui sera toujours plus fort qu'eux, ils s'éloignent naturellement. On ne veut pas rester engagé sur un marché où les prix ne sont pas l'expression vraie de l'offre et de la demande, parce que, lorsque tel est le cas, on ne peut pas raisonner sur ce qui est à craindre ou à espérer. On consent à dépendre des événements, on ne veut pas dépendre des impressions ou des caprices d'un fonctionnaire.

ressources. Il y avait aussi à la même époque une autre caisse et cette autre caisse on l'a liquidée également, je veux parler de la Caisse de la dotation de l'armée. C'était un établissement géré comme la Caisse d'amortissement, par la Caisse des dépôts et consignations et cet établissement avait un actif et un passif. Son actif consistait dans un portefeuille de rentes sur l'Etat et son passif dans l'obligation de servir des pensions militaires aux ayants droit. L'actif surpassait le passif, et comme on liquidait, l'excès d'actif devenait libre. On a donc pris une partie de la fortune de la Caisse de la dotation de l'armée et on a remis au ministre des finances, pour en faire de l'argent, une certaine quantité de rentes qui représentait le solde en bénéfice de la liquidation. Enfin la conversion de l'emprunt Morgan, qui avait été contracté pendant la guerre et qu'on avait le droit de rembourser, a été accompagnée d'une opération qui s'est liquidée par un reliquat de rentes, qui a été placé également dans le portefeuille du Trésor. Le ministre des finances s'est donc trouvé dans la situation d'un banquier qui aurait eu des titres de rentes dans sa caisse et qui aurait été obligé de les vendre au fur et à mesure de ses besoins pour faire face à ses échéances.

On n'avait pas, en effet, remis entre les mains du ministre les titres de rentes dont nous venons de parler, pour qu'il les annulât comme des rentes amorties ; on ne les lui avait pas donnés non plus pour qu'il en fit l'objet d'une souscription, parce qu'il aurait été imprudent de le faire au moment même où on avait fait appel au crédit par l'émission des deux grands emprunts de 2 et 3 milliards de francs. Le ministre des finances a simplement vendu ces rentes à la Bourse, pour acheter du matériel de guerre et payer les dépenses du génie militaire, comme un simple rentier aurait pu faire, s'il avait été obligé de vendre ses rentes pour acheter un mobilier ou pour payer une maison de ville ou de campagne. Il est impossible pourtant de nier que le ministre, quand il a vendu ces rentes, n'ait exercé une influence sur les cours de la Bourse ; il a eu exactement la même action sur le marché que celle qu'aurait eu un spéculateur à la baisse ; mais il faut dire à sa décharge que son intervention était nécessaire, elle n'était pas volontaire ; elle était une obligation de gestion, elle était justifiée parce qu'elle n'avait pas pour objet de fausser les cours ; elle n'était qu'un mode de réalisation des ressources du Trésor, et personne ne peut ignorer qu'il est impossible de réaliser par la vente de valeurs de Bourse, des ressources sans agir plus ou moins sur le marché des capitaux.

Ce n'est pas tout encore, et il faut ajouter que le ministre, non seulement a négocié des rentes en les vendant comme un spécula-

mais il considère que sa responsabilité est beaucoup plus engagée toutes les maladies de la Bourse et des banques.

Le chancelier de l'Échiquier doit aider la Banque d'Angleterre à remplir son rôle vis-à-vis du marché des capitaux, puisqu'on a donné à la Banque un rôle à jouer. Le ministre chargé de surveiller la Banque se trouve donc chargé d'une responsabilité à laquelle il ne peut pas se soustraire. Pour M. Bagehot, la Banque d'Angleterre doit être dans l'esprit de la loi, être conduite conformément à l'opinion qu'il faut avoir de la situation monétaire et c'est le ministre des finances qui est l'arbitre de cette opinion.

M. Bagehot, dans sa critique, a eu surtout en vue l'histoire du cours forcé des billets de banque au commencement du siècle, qu'il était imposé à la Banque d'Angleterre comme conséquence des opérations gouvernementales, et il a voulu, en outre, pour une époque plus rapprochée de nous, faire allusion aux suspensions de l'acte de Robert Peel dans des conditions dont le ministre des Finances a été, en réalité, le seul juge.

La circulation des billets de banque est réglée en Angleterre avec rigueur par une loi, et quand le ministre suspend les effets de la loi, il intervient directement sur la Bourse. On ne peut pas nier que le ministre ne soit absolument maître de la hausse ou de la baisse quand il se décide soit à ajourner, soit à avancer la présentation à la Chambre des communes d'un bill de suspension de l'acte de 1844.

Le jour où il se décide à suspendre l'acte de 1844, il lâche les brides du Crédit et décrète la hausse.

Le système de la Banque de France est très différent du système de la Banque d'Angleterre et le ministre des finances n'est pas obligé d'intervenir par l'élasticité qu'il donne ou refuse à l'émission des billets de la Banque.

Cependant nous avons eu le cours forcé comme en Angleterre pour donner de plus grandes facilités aux opérations du Trésor. C'était bien le ministre des finances qui s'est trouvé alors le régulateur de la circulation et son action sur les opérations de la Banque ne pouvait pas s'exercer sans avoir de contre-coup sur la Bourse. Cette disposition spéciale pour limiter à une quantité fixe le montant des billets de banque en circulation. Le jour où la limite légale se trouve sur le point d'être atteinte, le ministre des finances est obligé de se préoccuper et il pourrait, comme le chancelier de l'Échiquier, décider ou non une hausse des cours. S'il s'abstient de proposer une modification à la loi limitative, il deviendra responsable de la baisse; dans le cas contraire, on le rendra responsable de la hausse.

Mais, en dehors de cette question spéciale, le ministre des finances de France n'a pas à se préoccuper du taux de l'escompte, et il sort de ses attributions quand il veut le régler, absolument comme il en sort quand il veut régler le cours de la Bourse.

C'est pourquoi ce sont les mêmes personnes qui le pressent d'agir sur l'un comme sur l'autre. La doctrine interventionniste est la même au regard de la Banque de France et au regard de la Bourse ; c'est celle du ministre paternel qui assure aux spéculateurs en marchandises un taux d'escompte favorable à l'élévation des prix et aux spéculateurs en rentes un taux de report favorable à l'élévation des cours.

Le ministre des finances doit rester, à mon sens, simplement le ministre de la gestion de la fortune de l'État. Il fait des recettes, il fait des dépenses, il fait des affaires de capitaux, il a un mouvement de fonds. Il est le gérant de la plus grosse fortune du pays et il exerce une action naturelle sur le marché des capitaux et sur le cours des fonds publics, comme tout riche propriétaire, comme tout puissant banquier.

Son action est une conséquence et il faut la subir. Quand elle est une nécessité, il faut s'incliner ; mais dans le cas contraire il faut la proscrire. L'histoire est là pour prouver que l'intervention des ministres des finances a souvent fait du mal, n'a fait quelquefois ni bien ni mal, mais qu'elle n'a jamais eu le pouvoir de modifier en bien le crédit du pays.

LÉON SAY.

L'ENQUÊTE ANGLAISE

SUR LA

CRISE COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE¹

Les conservateurs anglais avaient réclamé à diverses reprises une enquête sur la situation du commerce et de l'industrie : cette enquête devait faire connaître les causes de la crise et indiquer les remèdes à appliquer. Ils la demandaient avec une arrière pensée politique et avec le secret espoir de battre en brèche le libre échange. Ils se posaient en champions des intérêts en souffrance, alors que le gouvernement de M. Gladstone, guidé par l'expérience et le bon sens, se refusait à nommer une commission qui aurait constaté des faits connus de tout le monde et n'aurait pu indiquer la formule médicale, destinée à remettre le malade sur ses jambes. Dès leur avènement au pouvoir, Lord Salisbury et ses collègues s'empressèrent de tenir leur promesse et d'appliquer, pour employer une expression vulgaire, le cataplasme sur la jambe de bois. L'enquête fut décidée : je n'ai pas besoin de rappeler au souvenir des lecteurs du *Journal des Economistes* dans quelles conditions la nomination des membres se fit, ni comment les hommes les plus compétents et les plus respectés, M. Shaw Lefèvre, M. Goschen, M. Slagg, etc., déclinèrent de s'associer à ce que les journaux de Londres n'hésitaient pas à nommer une *mystification*. Ce fut à grand'peine, et en s'adressant aux *fair traders* que Lord Iddesleigh (Sir Stafford Northcote) réussit à compléter la commission royale, composée de quatorze personnes. Lord Randolph Churchill, avec la gaminerie qui le caractérise, s'est amusé à dire que, devant ce jury, comparaitrait le libre échange, accusé d'avoir été le meurtrier de l'industrie anglaise.

Le 29 août 1885, un arrêté royal nommait la commission chargée d'étudier l'étendue, la nature, les causes probables de la crise industrielle et commerciale et d'indiquer si on pourrait y porter remède à l'aide de mesures législatives ou autres. Dès le 2 septembre, un questionnaire était adressé aux chambres de commerce, aux associations d'industriels ou de négociants, et le 7 octobre, la commission se réunissait pour entendre les dépositions de personnes compétentes.

¹ First report of the Royal commission appointed to inquire in to the depression of trade and commerce. 1 vol. in-4, 229 pages.

rielles hantent certains membres, comme M. Ecroyd par exemple.

Les huit dépositions émanent de fonctionnaires du gouvernement : Lord Iddesleigh a voulu instruire ses collègues sur les statistiques se rapportant au commerce étranger, à la douane, aux faillites, aux sociétés anonymes, aux impôts, statistiques publiées par les divers départements publics, et il a fait comparaître successivement M. Robert Giffen, le statisticien bien connu, secrétaire-adjoint du Board of Trade; — M. Kennedy, directeur du commerce au Foreign office, le négociateur en second de la plupart des traités de commerce; — M. Seldon, chef de la statistique au département des douanes; — M. Harding, *chief official receiver in bankruptcy*; — M. Purcell, *l'enregistreur des sociétés anonymes*; — M. West, président du bureau de l'*Inland Revenue*; — enfin le consul-général d'Angleterre à Florence, M. Colnaghi et M. Crowe, l'attaché commercial à l'ambassade britannique de Paris. Ces deux derniers ont eu pour mission de faire l'instruction des commissaires, en ce qui concernait la situation économique de l'Italie, de la France, de l'Allemagne et de la Belgique.

Tous ont été d'accord sur certains points généraux, communs à toute l'Europe. La crise n'est pas particulière à l'Angleterre, elle sévit plus ou moins durement sur tous les pays, et ceux-là qui ont élevé autour d'eux la muraille du protectionnisme pour fermer le marché indigène ne sont pas épargnés; loin de là, ils souffrent peut-être davantage, et contradiction bizarre, ils s'imposent des sacrifices pour vendre à meilleur marché aux consommateurs étrangers qu'ils ne vendent à leurs propres concitoyens. La concurrence est intense, elle se traduit par des efforts constants d'abaisser les prix et de séduire le client par l'appât du bon marché, ce qui amène une détérioration de la qualité. L'Angleterre maintient à peu près tous ses débouchés, l'Allemagne seule a gagné un peu de terrain sur elle. Le commerce de l'Angleterre a grandi en volume. la dépréciation de la plupart des articles amène une contraction dans la valeur, tandis qu'il y a une expansion quantitative considérable. On importe davantage, on fabrique davantage, on exporte davantage, il n'y a pas de ralentissement dans l'activité industrielle et commerciale, mais les bénéfices sont moindres, il faut remuer plus de marchandises, si l'on veut atteindre un gain égal à celui des grandes années. Certaines industries sont obligées de restreindre leur production ou de travailler en vue de mettre en magasin, elles grossissent leur stock.

Je recommande les explications que M. Giffen et M. Seldon ont données, relativement à la confection des tableaux statistiques anglais; elles forment un commentaire excellent pour celui qui se sert de ces publications. M. Giffen ne s'est pas montré aimable pour les

LA CRISE AGRAIRE ITALIENNE¹

L'ENQUÊTE

Depuis plusieurs années que l'on étudie la constitution du crédit agricole en France, l'Italie a été souvent citée comme possédant des institutions fonctionnant régulièrement, au grand avantage des agriculteurs. L'enquête fournit une excellente occasion de contrôler ce qui a été dit jusqu'ici sur la matière. Le crédit joue un très grand rôle dans l'exploitation du sol italien ; il existe à des degrés divers et sous différentes formes ; les services qu'on lui demande varient aussi avec les situations ; mais il s'en faut qu'il ait partout des effets bienfaisants

Le crédit foncier hypothécaire existe comme partout, à l'état libre, par la seule volonté des contractants, mais il dispose aussi d'une organisation spéciale. Le comte de Cavour eut la première idée de la création d'un établissement spécial modelé sur les banques allemandes, et, dès 1853, il présenta un projet de loi en conséquence au Parlement piémontais. Les événements politiques empêchèrent d'y donner suite à cette époque. La question fut résolue en 1865 par un simple décret royal à la suite duquel la Banque de Naples, la Caisse d'épargne de Milan et le Monte dei Paschi de Sienne, chacun dans une zone déterminée, furent chargés des prêts fonciers. Successivement obtinrent d'y participer également l'Opera pia di S. Paolo de Turin, la Caisse d'épargne de Bologne, la Banque de Sicile, la Caisse d'épargne de Cagliari et la Banque du Saint-Esprit à Rome.

Le Crédit foncier est aujourd'hui régi par la loi du 25 août 1866. S'il ne fait pas de mal à l'agriculture, il lui fait peu de bien, car une statistique de 1881 montre que le tiers à peine des placements sont des placements agricoles. Une lettre du directeur de la Caisse d'épargne de Cagliari porte les renseignements suivants : le Crédit foncier ne prête pas son argent, mais des bons de 500 lire² ; on doit le rembourser par annuités échelonnées sur une période qui peut aller jusqu'à cinquante ans. Ces annuités comprennent l'intérêt et l'amortissement. Le taux des prêts est de 5 0/0 plus 45 centimes par an. L'État accorde l'exemption des droits de timbre et d'enregistrement, qui s'élèvent, dans les prêts ordinaires, à 0.15 0/0. Il est facile

¹ Voir le numéro du 15 novembre.

² C'est ce que faisait le Crédit foncier de France avant 1879.

pour les prêts, le mont n'ayant pu se faire restituer ce qu'il avait avancé ; souvent les emprunteurs réclament des délais pour se libérer, parfois même ils disparaissent. D'habitude, on emprunte quand le maïs est cher, on rend quand il est bon marché à la récolte ; le mont ne peut que perdre. Le maïs s'altère facilement dans les greniers publics, d'autant mieux que souvent il est restitué en mauvais état ; il est la source de frais de conservation, de troubles et de pertes de temps.

On demande très généralement la réforme des monti grani. Tous les prêts devraient se faire sur gage, sans autre garantie, avec fixation d'un terme de remboursement, sous peine de vente publique du gage. Presque partout, d'ailleurs, ils ont une grande tendance à se transformer en établissements de prêts d'argent.

La loi du 21 juin 1869 a été portée dans le but de favoriser l'établissement de banques purement agricoles ; elle impose certaines restrictions à leur organisation. Les actions doivent être nominatives et le tiers du capital versé doit être employé en rentes sur l'État ; en compensation de cette mobilisation de fonds, ces banques peuvent émettre des bons agraires et des billets nominatifs ou au porteur jusqu'à concurrence du triple de leur encaisse métallique. La confiance ne se décrète pas ; aussi, malgré leur titre, les banques agricoles ont cherché des bénéfices là où elles pouvaient les trouver, elles ont diverti leurs fonds à d'autres emplois plus rémunérateurs et plus assurés que leur offrait l'industrie, ce que, du reste, la loi leur permet.

L'agriculture italienne dispose donc de tout un ensemble d'institutions de crédit qui se complètent entre elles. Leur fonctionnement ne peut que donner de bons résultats. Cependant l'Enquête est pleine de plaintes contre le crédit ; même les régions les plus riches, la Lombardie et la Vénétie, font entendre des réclamations. C'est que le crédit est cher et que l'on y recourt généralement dans des conditions toutes spéciales. Les propriétaires, fermiers et colons partiaires consacrent tout leur propre avoir à se procurer une grande étendue de terre, puis pour l'exploitation ils recourent aux fonds d'emprunt. Dans cette situation, pour peu qu'il y ait des intérêts hypothécaires, la propriété va à sa ruine. La débâcle est presque toujours précédée d'une période d'emprunts clandestins à des usuriers qui abusent des nécessités du moment. On veut ménager son train d'existence et conserver la considération dont on jouit dans l'opinion publique.

La Caisse d'épargne de Milan a étendu ses opérations sur une grande zone de territoire. Elle prête avec remboursement en cinquante ans, sur le taux de 6 1/2 0/0.

à accorder aux cultivateurs, fermiers, métayers, colons, un crédit à long terme sur la garantie du bétail et de l'outillage qu'ils possèdent (Alessandro Ferretti). A cela on oppose le privilège des propriétaires et loueurs de fonds et la qualité immobilière des animaux nécessaires à la culture. Il suffirait de déclarer meubles et indépendants de la propriété où ils se trouvent, les animaux et les outils d'exploitation. La Banque mantouane est déjà entrée dans cette voie en prêtant aux tenanciers à un an d'échéance sur la garantie du bétail, avec le consentement du propriétaire.

Sans insister davantage sur l'organisation du crédit agricole en Italie, il n'est pas inutile, au point de vue français, de mettre en évidence d'une façon toute spéciale le rôle des caisses d'épargne. Tandis qu'en France, dans le but d'offrir une garantie absolue de sécurité aux petits placements qu'elles recueillent, on en a fait tout simplement une partie de la dette publique, ce qui revient en somme à l'application du socialisme d'État, les Italiens n'ont pas craint d'en laisser la libre disposition aux administrateurs. C'est ainsi que ces caisses sont devenues en grande majorité des établissements de prêts fonciers à longue échéance. La garantie d'une première hypothèque judicieusement consentie, vaut bien, ce semble, celle du Trésor public ¹.

Mais il ne faudrait pas conclure de ce que le crédit agricole est très développé en Italie, que le pays est riche et que cette fixation de capitaux sur les champs soit un signe de prospérité pour la campagne, il ne faut voir dans ce fait que le simple jeu des lois économiques. Les capitaux se portent partout où ils sont demandés et où ils trouvent une rémunération avantageuse ; or, on l'a vu, le taux que paient les agriculteurs est excessif, les emprunts sont faits non en vue d'améliorer le sol, mais la plupart du temps pour couvrir le déficit d'une mauvaise récolte, pour acheter les instruments d'exploitation les plus élémentaires, les semences, en un mot pour sortir d'une situation difficile. Dans ces conditions la situation de la propriété ne saurait qu'empirer. C'est un point que l'on néglige souvent d'élucider de ce côté des Alpes. Si l'agriculture française dis-

¹ La première édition du Rapport général de l'enquête portait en note l'annonce d'un travail d'ensemble sur le crédit agricole par M. Luzzatti. Nous n'avons pas été assez heureux pour avoir cette étude qui probablement n'a pas encore été publiée. Nous avons dû, sur ce point comme sur les autres, parcourir les divers volumes de l'enquête et grouper les renseignements qu'ils nous apportaient. Nous devons signaler cependant sur cette question une notice assez développée qui ouvre la seconde partie du Rapport de M. F. Salaris sur la Sardaigne.

Comme conséquence les fermes augmentent de grandeur et les grands propriétaires surtout en bénéficient. Beaucoup de cultivateurs ruinés et découragés abandonnent les champs et s'en vont outre-monts ou outre-mer en quête d'une meilleure fortune. D'autres, désespérés, prennent les armes et inquiètent les campagnes par leur brigandage.

Le Parlement, effrayé, a voté en 1882 une loi décidant que l'expropriation ne pourrait plus être prononcée pour les cotes foncières au-dessous de 2 francs. C'était dire à 1,500.000 propriétaires qu'on cessait de les obliger à la loi ; c'était porter la plus grave atteinte aux principes élémentaires de l'équité sociale. Mais que faire ?

Si la situation de la propriété en Italie est telle qu'on vient de le voir, on peut déduire déjà ce que doit être la condition des populations agraires. Et malheureusement les plus tristes prévisions se trouvent largement atteintes.

LE RÉGIME DE LA POPULATION RURALE.

Il a été dit précédemment que la très grande majorité des propriétaires fonciers italiens — sauf les petits qui cultivent eux-mêmes pratiquaient l'absentéisme, il serait plus vrai de dire *l'urbomanie* ; c'est là certainement une des coutumes les plus dangereuses pour l'avenir social du pays. Sans parler de l'exportation de capitaux qui en est la conséquence, ce régime est funeste à la propriété sous un double rapport. Le propriétaire qui ne vit pas sur son domaine ne s'y intéresse pas, il le considère comme un capital fixe duquel il doit toucher les intérêts le plus régulièrement possible et ne s'occupe en aucune façon de ces mille améliorations qui augmentent insensiblement la valeur du sol et les produits qu'il peut donner. Ensuite, il est tenu de préposer un intermédiaire pour veiller à la sauvegarde et à la régularité de ses revenus : de là cette forme de fermage qui rappelle tant les fermiers généraux. Les populations d'ouvriers qui travaillent et vivent aux champs, livrées à elles-mêmes, voient avec raison dans les agents d'affaires des exploiters et dans les propriétaires, s'ils se montrent parfois, des jouisseurs qui s'enrichissent de leurs sueurs. De là un antagonisme de classe qui ne fait que s'accroître à mesure que l'instruction se développe. Tout au contraire, si le propriétaire vit sur ses domaines en contact journalier avec ses métayers et ses ouvriers, leur donnant l'exemple du travail, s'occupant de leurs intérêts, connaissant leurs peines et leurs besoins, il arrive rapidement à s'intéresser à eux, les conseiller souvent, les aider parfois, en tous cas à mettre dans ses relations avec eux cet esprit de tolérance qui s'impose dans les rapports sociaux en présence d'une situation difficile. Alors les idées populaires s'améliorent

mariant vont fonder de nouveaux ménages. La statistique révèle que sur 7.069 décès, il y en a eu 1,908 de personnes âgées de plus de 60 ans. On signale cependant quelques cas de fièvres périodiques.

Des tableaux de ce genre sont malheureusement rares dans l'enquête. Le suivant est déjà atténué. A Casalmaggiore (Lombardie), le cultivateur est intelligent, modérément religieux, de mœurs simples et douces, il fait le bien pour le bien et non par superstition. Il a de l'indépendance et de la dignité. L'influence du propriétaire est immense, elle pourrait améliorer rapidement le colon. La nourriture est le maïs cuit en *polenta*, on y ajoute parfois du riz, des pâtes de froment ou du lard; peu de lait, peu de fromage et du mauvais, presque pas d'œufs s'ajoutent à cette alimentation. La viande de bœuf et même de porc ne paraît qu'exceptionnellement sur la table. Dans le haut Crémonais il n'y a du vin qu'à l'auberge. La famille est unie, réglée, les parents aiment leurs enfants et ceux-ci les soutiennent dans leur vieillesse. Les enfants et les femmes ne font que des travaux légers. Les habitations (ce sont les meilleures de la Lombardie, dit le rapport) sont étroites, peu éclairées, mal aérées, souvent humides. Aussi les maladies sont très nombreuses.

Pour l'Italie moderne cette question des maladies est un problème redoutable. « L'état sanitaire est inquiétant, écrit un rapporteur régional. Les dyscrasies les plus terribles par leurs effets délétères, s'ouvrent de larges voies dans nos campagnes, la scrofule, le rachitisme et la pellagre coopèrent à préparer des générations qui auront perdu toute aptitude physique pour les travaux des champs ». Il y a certainement de l'exagération dans ce cri de douleur. Mais il y a aussi une bonne part de vérité. Dans d'autres régions on trouve d'autres maladies endémiques, les fièvres principalement.

La pellagre est due à l'alimentation exclusive par le maïs, elle s'étend chaque jour davantage¹. Elle fait ses ravages au printemps. A l'automne, au contraire, ce sont les fièvres périodiques qui deviennent plus dangereuses; elles sont causées par l'insalubrité des habitations et les conditions telluriques dans un pays plat et tout irrigué comme le Piémont, la Lombardie, la Vénétie, ou marécageux comme la Campagne romaine, par exemple.

Dans tout le Latium, les fièvres ou la *malaria* attaquent 60 0/0 des ouvriers, alors que dans le même milieu 5 0/0 à peine seraient atteints s'ils étaient convenablement nourris, logés et vêtus. Et en-

¹ En 1879 on a recensé 97,855 personnes atteintes de pellagre, soit 10,15 *pellagrosi* pour mille habitants des campagnes.

est inconnue; l'incongruité règne en maîtresse. L'instruction est généralement nulle.

Les salaires sont de 1 fr. à 1 fr. 50 par jour, exceptionnellement de 2 fr., et il faut compter seulement 250 jours de travail par an. Dans la montagne, ils sont de 1 fr. à 1 fr. 12; les garçons de ferme, outre la nourriture et l'habillement, ont de 5 fr. 60 à 8 fr. 40 par mois, les femmes ont de 1 fr. 68 à 4 fr. par mois.

La condition des petits propriétaires est inférieure à celle des ouvriers; ils travaillent souvent eux-mêmes chez les autres pour améliorer leur situation. Le colon n'a pas, en règle générale, à payer les impôts, c'est le propriétaire qui les doit.

Dans les Marches, où les familles comptent jusqu'à 40 membres vivant ensemble, la situation n'est pas meilleure. Le pain est mauvais, fait sans sel, on y met peu de blé, beaucoup de maïs et des fèves et parfois jusqu'à des glands. On mange aussi de la *polenta*. Aux jours de solennité, on mange de la viande de chèvre ou de mouton. La boisson est de la piquette (*picciolo*) ou de l'eau vinaigrée. Les paysans se marient tous, les enfants illégitimes sont peu nombreux. Mais la population est très prolifique, les mères allaitent leurs enfants jusqu'à quinze et vingt mois, espérant ne pas redevenir enceintes (nouveau mode d'application des préceptes de Malthus). Une nourriture insuffisante et les exhalaisons pernicieuses rendent ce régime très nuisible à la santé: la moitié des enfants meurent avant sept ans; les fièvres paludéennes sont fréquentes, la pellagre est plus rare.

La population agricole est formée pour les quatre cinquièmes de métayers et pour un cinquième d'ouvriers. Ces métayers, souvent endettés, ont recours aux usuriers, ce qui ne manque jamais de les amener à la ruine en peu d'années, et de colons ils deviennent journaliers. Souvent même ils vont grossir le nombre des clients de la prison. Le salaire des ouvriers est de 1 fr. par jour; comme ils ne sont guère occupés que six mois de l'année (d'octobre à mai), beaucoup émigrent vers l'Agro romano, et d'autres s'adonnent aux vols champêtres. Les propriétaires ne s'occupent de leurs terres que pour en tirer des revenus, la vieille routine dirige seule l'exploitation.

Dans la malheureuse île de Sardaigne, on a encore à relever des constatations bien tristes. Le salaire quotidien des journaliers — et ils sont nombreux — est, pour la grande majorité des cultures, de 75 cent., rarement de 1 fr. C'est bien peu pour élever une famille, si l'on songe surtout que, aux jours de chômage, ce peu même fait défaut. Aussi voit-on parfois ces journaliers errer de champ en champ à la recherche de cardes sauvages ou d'autres herbes pour trouver à

Il y a, en effet, une solidarité étroite entre l'hygiène et la moralité des populations. Le problème se complique donc de toute l'importance de cette question sociale : donner le nécessaire aux nombreuses familles qui en sont dépourvues. L'agriculture elle-même aurait à y gagner directement, car, dans tout le centre et le midi, le vol champêtre est à juste titre considéré comme un obstacle sérieux à la propagation des plantes cultivées. Le vol est très fréquent dans tout le Latium, dans les Marches, le Napolitain, etc. Il porte sur les fruits, les raisins, les olives, les légumes, les céréales et même le bétail ; on fait aussi pâturer abusivement les troupeaux sur le terrain d'autrui. Quant au vol de bois, de beaucoup le plus général, en plusieurs régions il n'est pas considéré comme déshonorant : dans les Marches, les colons eux-mêmes s'y livrent, et le bois volé se vend publiquement, dans les centres avoisinants, à des prix qui ne payent même pas le travail de la coupe et du transport. La plupart du temps, du reste, l'opinion publique absout celui qui s'est rendu coupable d'un vol de produits et qui a été pris par la justice. Dans beaucoup de provinces, on est obligé de vendanger avant la maturité du raisin, parce que, si on l'attendait, il ne resterait plus une grappe.

Conséquence plus grave de ces habitudes de vol, le brigandage, l'homicide organisé, viennent augmenter l'insécurité des relations dans la moitié du royaume.

Quelles que soient les mœurs de l'Italie méridionale et centrale, il ne faut pas perdre de vue que la région septentrionale est bien en avance sur ce tableau. L'instruction y est très bornée, mais assez répandue, la moralité est presque bonne, le vol champêtre est rare. L'ivresse, d'ailleurs très générale en Italie, reste encore l'une des plaies du nord comme du midi ; elle aussi est un compagnon de la misère.

Mais l'état social de l'Italie contemporaine peut être aussi caractérisé par un autre phénomène économique, lequel est en train de renouveler la face du monde ; il s'agit de l'émigration. L'émigration des peuples a toujours pour cause un état de misère trop vivement senti avec le corollaire d'un vague désir de changement qui finit ou tard par aboutir à ces exodes fractionnés qui peuplent les nouveaux d'outre-mer. Anciennement les migrations se faisaient masses, et l'histoire les a notées sous le titre d'invasions des Barbares. De nos jours, l'émigration individuelle a pris leur place : des courtiers, des entrepreneurs qui perçoivent *tant par tête* réussissent à déplacer. Ces agents n'ont pas de peine à faire aux malheureux que les pays qu'ils vont peupler sont des paradis. On espère volontiers en un sort meilleur, on se laisse séduire

ci, de là, on signale quelque nouvelle grève agricole; en mai, c'est à Mantoue, en juillet, c'est à Côme, et ainsi de suite. Certains observateurs ont voulu voir dans la forte organisation à laquelle se soumettent les paysans en ces circonstances les premiers symptômes d'un mouvement socialiste. Divers indices semblent donner à cette opinion un certain crédit : A Mantoue, des grévistes ont crié à des gens riches, passant parmi eux : « Vous aurez bientôt fini, vous aussi, d'aller en voiture ». Plus récemment, à Pozzo d'Adda, il a été affiché un manifeste ainsi conçu : « Si un paysan se rend au travail, nous ne lui ferons rien, car nous supposons que c'est le besoin qui le presse, mais le propriétaire qui l'aura engagé peut s'attendre à voir toutes ses plantations détruites ». Il y a quelques mois, le Parlement de Rome s'est livré sur cette agitation à une interminable discussion académique sans aboutir à aucun résultat. En somme, ces grèves agricoles ne sont autre chose que des grèves ouvrières ordinaires, tendant à des augmentations de salaires et non à la suppression du salariat, il n'y a donc pas à y voir autre chose, du moins tant qu'elles ne changeront pas de caractère.

Le grand mouvement de 1882 qui s'était presque généralisé dans toute la Lombardie a eu son foyer principal à Crémone, et à une époque où toutes les récoltes se présentaient sous les plus belles apparences; les grévistes profitèrent de l'obligation où étaient les propriétaires de recourir à la main-d'œuvre pour imposer des augmentations de salaires. Il n'y avait qu'à s'incliner. Mais à côté de ces grèves ouvertes que l'on peut considérer comme de simples incidents de l'application de la loi de l'offre et de la demande et que l'on doit subir tant qu'elles ne tournent pas à la violence, il ne faut pas négliger cette fermentation sourde des esprits mécontents qui voient leur entier dénuement et qui aspirent à un sort meilleur. Il est arrivé souvent qu'à la suite d'une surexcitation de ce genre de graves désordres ont eu lieu, des fermes ont été incendiées, en un mot des crimes agraires ont été commis. C'est à calmer cette fermentation que doit s'employer l'opinion publique en Italie et ceci n'est pas l'affaire d'un jour ni d'un an, mais d'une série d'efforts continus et énergiques.

LES REMÈDES.

Ils sont de deux ordres différents, d'une part ceux qui se rattachent au progrès agricole, d'autre part ceux à réaliser dans l'ordre social; mais tous sont solidaires : en améliorant, en enrichissant le sol, on améliorera l'homme physiquement et moralement.

Le sort de la propriété est intimement lié à son exploitation. Le

Des avances considérables d'argent sont nécessaires pour entreprendre cette rénovation foncière, on ne peut les estimer à moins de deux ou trois milliards, et l'Italie agricole paraît difficilement en situation de les fournir, en supposant même qu'elle consente à engager ses capitaux dans une spéculation dont les profits ne doivent être réalisés qu'à longue échéance; mais, on l'a vu, il suffit qu'elle veuille, une fois commencée, l'œuvre marchera d'elle-même.

Plus difficile, certainement, sera l'œuvre de la rénovation sociale. Il s'agit en cette matière de modifier les individus, or, une société n'est pas aussi plastique qu'on le suppose : changer les idées, l'éducation, les mœurs de presque tout un peuple est bien plus l'ouvrage du temps et de la patience, que de la force ou de la loi. Néanmoins, quand on veut s'y employer, on obtient rapidement des résultats très remarquables, même dans des milieux où l'on serait le moins en droit d'y compter. Témoin ce seul exemple [recueilli en Sicile. Voici comment s'exprime le baron Mendola, éminent ampélographe : « Il existe une grande disproportion entre les riches et les pauvres, d'où l'éternelle discussion entre celui qui a et celui qui n'a pas. Dans ma sphère restreinte, j'ai adopté un mode tout différent de celui des autres propriétaires mes voisins. Je donne à mes ouvriers de ferme un salaire de beaucoup plus élevé que les prix ordinaires de la contrée. Je donne de bon pain et de bonne farine, du vin toute l'année (sauf août, septembre et partie d'octobre) à raison de un litre et demi par tête. Je fournis des habitations propres et meublées des objets nécessaires. J'oblige mes paysans à tenir propres leurs lits, leurs vêtements, leur linge, etc. Je me vois aimé et récompensé par un travail plus soigné, presque double de celui que les autres ouvriers font pour leurs patrons. Si la presse, soit par des ouvrages spéciaux, soit par les journaux, traitait *ex visceribus* ce grave sujet et implantait dans les classes riches le sentiment de l'équité et de charité envers les classes souffrantes, elle opérerait une heureuse rénovation à l'avantage de tous. Peut-être conjurerait-on les maux et les dangers qui peuvent un jour devenir très sérieux ».

Les hommes les plus considérables de la Péninsule ont voulu donner leur avis sur la question sociale, quelques-uns ont construit des systèmes *a priori*. Il n'y a pas longtemps que le père Curci, ex-jésuite, a publié sur cette matière une brochure dans laquelle il se mettait parfois en communion d'idées avec les apôtres du collectivisme. Un ancien ministre, M. Baccarini, député de Ravenne, vient également de conseiller un remède : il ne propose rien moins que de fixer officiellement le minimum du salaire et le maximum de la part que le capital peut prélever sur les spéculations dans lesquelles il intervient.

pourra intervenir à propos, pour empêcher la consommation du maïs altéré, qui est la principale cause de la pellagre, à moins de s'astreindre à une surveillance de tous les instants.

4° Qu'une loi soit votée pour mettre un frein aux dépenses communales et les réduire au strict nécessaire.

Au ministère de la justice on réclame aussi de profondes réformes. Ce sont les suivantes :

1° Une procédure civile moins coûteuse et plus rapide, de telle sorte que le petit propriétaire ne soit pas écrasé sous les frais quand il succombe dans un procès.

2° L'extension de la compétence des juges conciliateurs au-dessus de 30 lire et la diminution des frais d'exécution de leurs jugements.

3° La suppression définitive de fait et non fictive des servitudes qui grèvent encore la propriété rurale. Parmi les liens qui entravent sa libre exploitation, les plus répandus sont les droits d'emphytéose, de canon, de cens et de superficie, les dîmes de toute nature, l'indivision, les servitudes d'usage (*jus lignandi*, *jus pacendi*, etc.), les droits d'herbage et de pâture, ceux de pêche et de cueillette des herbes aquatiques dans divers paluds de propriété privée, enfin ceux d'occupation temporaire et de semence. L'article 1564 du Code civil italien règle les conditions de l'emphytéose, de la superficie et autres droits analogues. Concernant les dîmes féodales, la loi du 8 juin 1873 en a prescrit la transformation obligatoire en canons en argent avec rachat facultatif, mais l'exécution de cette loi est toujours prorogée. Quant aux dîmes, un projet de loi attend depuis 1878 qu'il soit mis en discussion. D'ailleurs, pour beaucoup de droits d'usage et dans plusieurs régions, alors même que les propriétaires ont le droit de s'y soustraire de par la loi, ils ne le font pas à cause des frais de procédure et aussi par crainte des vengeances privées : les abus se perpétuent ainsi au détriment de l'agriculture. Toutefois, à l'occasion de la disparition de toutes ces servitudes, le Dr Agostino Bertani, dans un appendice au rapport général, fait remarquer que la suppression pure et simple des droits d'usage qui compètent à la classe pauvre serait injuste, et que les propriétaires ne doivent pas en profiter seuls.

Mais c'est au ministère des finances surtout qu'il faut s'adresser en cette occurrence ; malheureusement, ce ministère n'est que le simple reflet de la politique d'un État et il ne fait que traduire les résultats de la direction générale donnée par l'ensemble des services. Il faut cependant agir énergiquement de ce côté comme des autres. En Italie, de même qu'en France, on demande que le ministre des

triels de quoi y suffire. Au surplus, si cela était nécessaire, les capitaux des autres nations plus riches et plus anciennement exploitées, de la France et de l'Angleterre, ne viendraient-ils pas naturellement se placer dans la péninsule pour bénéficier des profits à réaliser fatalement? Il serait ensuite loisible aux Italiens de continuer pour leur propre compte l'exploitation de leurs propres richesses.

Quant aux hommes pour conduire la régénération du pays, ils ne manquent pas. De ce côté, aucun emprunt n'est nécessaire. Il ne manque plus qu'un plan d'ensemble conçu et arrêté. Il ne manque que la volonté.

Ces phrases du rapporteur général, que nous plaçons ici en terminant, ne renferment-elles pas la vraie solution de la question agraire? « De tous les moyens de faire de la propagande en faveur du progrès agricole et de l'amélioration des conditions des classes rurales, il résulte de l'enquête, écrit-il, qu'il n'en est aucun qui soit aussi efficace que l'exemple donné par les propriétaires diligents qui se sont donné la mission peu lucrative d'améliorer leur propre sol et surtout de fournir des logements sains aux campagnards. Un propriétaire qui double la production de la portion infinitésimale du sol national qu'il détient et qui fait un sort meilleur à ses aides n'a-t-il pas mérité la reconnaissance de ses concitoyens? Si tous l'imitaient ou pouvaient l'imiter, le problème ne serait-il pas résolu *ipso facto*? L'antique philosophe de la Chine n'a-t-il pas dit qu'il s'attire les bénédictions du ciel, celui qui fait croître deux fils d'herbe là où il n'en croissait qu'un seul¹? »

François BERNARD.

¹ Au cours de cette analyse de l'enquête agraire italienne, nous nous sommes astreint à ne pas sortir des textes mêmes fournis par les rapporteurs; nous avons cherché avant tout, à traduire exactement la physionomie et l'esprit qui s'en dégage. Ce n'est que très exceptionnellement que nous avons recouru à d'autres sources. Si donc certains tableaux paraissent un peu tristes, il faut en attribuer la cause à la tendance au pessimisme qui devait forcément dominer des recherches d'une telle nature. On ne regarde guère que ce qui est à réformer et on néglige volontiers ce qui ne crie pas trop à l'injustice ou à la misère.

Nous aurions voulu être plus complet dans cette étude de l'économie rurale de l'Italie, parler notamment du produit brut, du produit net, de la rente et de la valeur du sol, des cultures, mais la place nous étant mesurée nous avons dû nous borner.

dies de la peau, la sécheresse et la raideur des fibres, une vieillesse prématurée, des maladies de poumons, le délire alcoolique et ce qu'il y a de pire, un hébètement physique et moral qui finit par rendre ceux qui en consomment de fortes quantités, insensibles à tout.

« ... Il me semble que les autorités devraient lutter contre la consommation toujours plus considérable de l'eau-de-vie dans le peuple, au lieu de la favoriser par la multiplication des débits et des distilleries. Un Etat où ce vice devient général doit périr, car il anéantit complètement le zèle au travail, la vertu, l'humanité, la considération, les sentiments moraux, toutes choses sans lesquelles un Etat ne saurait subsister. L'histoire nous apprend que l'introduction de l'eau-de-vie dans les nations sauvages, a toujours été la date de leur décadence et a plus fait pour les subjuguier aux Européens que la poudre et le canon ».

Ces conseils n'ont guère été écoutés jusqu'à ces derniers temps, et grâce à la liberté presque complète de la distillerie, comme à la suppression de la limitation des auberges, la consommation de l'eau-de-vie et des boissons alcooliques s'est élevée à des proportions inouïes.

Voici, d'après les calculs les plus récents, la consommation annuelle en litre, par tête, dans un certain nombre de pays :

	Eau-de-vie à 50°.	Vin.	Bière.
Canada.....	3.08	0.29	8.22
Finlande.....	3.20	?	?
Norvège.....	3.99	1.00	15.22
États-Unis	4.79	2.64	31.22
Grande-Bretagne et Irlande..	5.37	2.00	143.22
Autriche-Hongrie.....	5.76	22.40	28.22
France.	7.28	119.20	21.10
Russie.....	8.08	?	4.05
Suède.....	8.14	0.28	11.00
Allemagne (territoire de l'im- pôt commun).....	8.60	6.00	65.00
Belgique.....	9.20	3.70	169.22
Suisse.....	9.40	55.00	37.20
Pays-Bas.....	9.87	2.57	27.00
Danemark.....	18.90	1.00	33.22

Cette statistique n'indique naturellement pas toute la gravité du mal, puisqu'elle tient compte, dans sa moyenne par tête, des enfants et des femmes. Les enfants au-dessous de 15 ans forment en France le 27 0/0 de la population totale, en Suisse le 32 0/0, aux États-Unis le 37 0/0. Les enfants, de même que les femmes, n'entrent que pour

importait 20.000. Aujourd'hui la production est de 1.009.000 hect., l'importation de 67.000 hect., l'exportation de 17.000 hect. seulement.

On a essayé, mais il ne faut prendre ces chiffres que pour ce qu'ils valent, d'établir le bilan financier de l'alcoolisme. En évaluant le vin au prix moyen très bas de 70 centimes le litre, le litre de bière et de cidre à 40 centimes, le litre d'eau-de-vie à 70 centimes, on obtient les résultats suivants :

Il se consomme en Suisse annuellement pour 140 millions de francs de vin; pour 40 millions de francs de cidre, 40 millions de bière et 19 millions d'eau-de-vie. Dépense totale annuelle fr. 239.000.000. Cela équivaut à fr. 82 par tête de population. Défalquons les enfants, la consommation est de 119 fr. par tête. Par une dernière évaluation, attribuons aux hommes seuls les deux tiers de la dépense annuelle, et c'est plus de 171 fr. par tête que nous trouvons.

Au point de vue économique seul, cela donne déjà à réfléchir.

II.

Nous entrons dans un ordre de faits nouveaux en signalant les effets de l'énorme absorption que nous venons de constater. « Si le lecteur se refusait à croire aux chiffres que nous mettons sous ses yeux, écrivait récemment un journal suisse ¹, nous n'aurions qu'à le conduire dans les établissements pénitentiaires et à le prier de demander aux directeurs ce qu'ils pensent des suites de l'alcoolisation. Combien de tristes cellules occupées par des malheureux que l'abus de l'alcool a précipités dans le crime et mis pour jamais au ban de la société. Des pénitenciers nous passerons aux hospices d'aliénés; nous serons stupéfaits de la quantité d'égarés, qui, venus au monde avec une raison saine, l'ont laissée au fond de leur verre d'eau-de-vie! Et que dirons-nous de tant d'autres victimes qui ont hérité de la folie d'un père alcoolisé? Nous pourrions demander ensuite aux juges d'instruction quel est le nombre de suicides qui ont l'alcoolisme pour cause; aux officiers de santé combien ils relèvent annuellement de décès dus directement à l'intoxication alcoolique; aux instituteurs combien d'enfants rachitiques et scrofuleux accusent par leurs misères l'ivrognerie de leurs parents; à tous ceux qui s'occupent des pauvres de quels poids énorme l'abus de l'eau-de-vie augmente la charge déjà si lourde de l'assistance publique; nous demanderons aux huissiers des détails sur la boisson familière à toute une classe

¹ *La Revue*, de Lausanne.

du Conseil fédéral, sur 7.362 admissions qui ont eu lieu pendant la période de 1877 à 1881, 923 individus étaient atteints d'alcoolisme; 825 hommes, soit 21, 30 0/0 du total des admissions, 98 femmes, soit le 2, 81 0/0. Il faut ajouter que les malades aisés, atteints de delirium tremens, se font généralement soigner chez eux et échappent à toute statistique.

D'après les indications de huit asiles pour l'enfance abandonnée, 46 0/0 des garçons et 50 0/0 des filles internées avaient soit un de leurs parents, soit tous deux, adonnés à l'ivrognerie. Dans le canton de Berne, 12 0/0 des assistés doivent leur déchéance matérielle et morale à l'abus de l'eau-de-vie.

L'ivrognerie aboutit souvent au crime. Ici, nous pourrions citer des faits en abondance. Rappelons d'abord que sur 2.560 détenus, il y a deux ans, 941 hommes, c'est-à-dire 43 0/0, et 89 femmes, soit 23 0/0, étaient manifestement adonnés à la boisson au moment de leur arrestation. Dans les maisons de correction pour jeunes détenus, 50 0/0 des jeunes filles, 45 0/0 des jeunes garçons étaient issus d'ivrognes.

Dans la multitude des crimes dus à l'alcool, il n'y a qu'à choisir. Je ne rappellerai que cet attentat Chavan qui fit, il y a quelques mois, tant de bruit en Suisse. Chavan, marbrier de son état, ayant eu quelques procès malheureux et fait de mauvaises affaires, s'était mis à boire. Il en était venu à des excès incroyables. Ne pouvant plus dormir longtemps, à cinq heures du matin il était debout, réveillait les cafetiers du voisinage et commençait sa journée, en absorbant une dizaine de verres d'eau-de-vie avant son déjeuner. A la fin de la soirée, un cafetier, dont il était le client assidu, évaluait sa consommation, dans son seul établissement, à 50 petits verres d'alcools variés. Ce malheureux ivrogne finit par avoir des visions, fut atteint du délire de la persécution, se crut une victime des juges et lâcha un jour sur eux en pleine audience plusieurs coups de revolver. Ce n'était point une victime des juges, mais une victime de l'alcool. Après six mois de maison de détention, il est mort à l'infirmerie.

Récemment à Morges, sur les bords du Léman, un ivrogne a tué sa femme à coups de couteau et s'est asphyxié ensuite. Dans la même ville et le même jour, un autre ivrogne se pendait; ce dernier ne trouvait plus dans l'alcool les consolations ou les voluptés de jadis et, dans les derniers temps, s'était mis à boire du *pétrole*. Nous rapprocherons ce fait de ce que nous disait un jour un alcoolisé auquel nous demandions pourquoi il ne buvait pas de vin dans les années où il était à bas prix.

« Ce n'est pas seulement le travail corporel dans une température fraîche ou froide qui fait tout naturellement rechercher l'alcool : cette boisson est aussi fort employée comme excitant et comme moyen d'économie dans les occupations qui s'exercent sous l'influence d'une haute température extérieure. On sait les perturbations qui résultent d'une activité musculaire continue dans les hauts-fournaux, les fonderies, les verreries, dans les travaux agricoles de l'été, dans les marches prolongées pendant la chaleur du jour. Sous l'influence de ces conditions que nous qualifierons d'insalubres, comme les travaux dans l'humidité et le froid, parce qu'elles usent les forces dans une mesure exagérée, l'homme est de nouveau instinctivement porté vers l'alcool.

« Consommée en faible quantité, cette boisson relève l'activité du cœur menacée par l'excès continu de la chaleur, ranime la circulation affaiblie et les excrétions sudorales, prévient l'épuisement des poumons, restreint très probablement l'accélération de la transformation des sucs et des cellules et empêche ainsi l'insolation ».

M. le Dr Schüller, inspecteur suisse des fabriques, dans un de ses rapports, estime que, plus que tout autre, l'ouvrier de fabrique a besoin des aliments excitants, soit pour favoriser la digestion, soit pour prévenir l'épuisement des forces qui se produirait, grâce à l'insuffisance de nourriture, au bout de quelques heures de travail.

De tous les moyens de remplacer l'alcool, a dit également M. Binz, je n'en connais aucun d'absolument suffisant, si ce n'est une nourriture substantielle et l'allègement de plus en plus général de la classe ouvrière.

Une meilleure alimentation ! Remède difficile à donner dans les conditions de lutte actuelle des industries, et avec les hauts prix des vivres. La situation, à ce point de vue, a bien empiré depuis le commencement du siècle. A ce moment, la majeure partie de la population était vouée à la culture de la terre et tirait de la terre même presque toute sa subsistance. Elle produisait elle-même aliments, vêtements, éclairage. Deux fois par jour, l'ouvrier avait du lait à discrétion ; un ou deux autres repas lui offraient, après la soupe, une abondance de pommes de terre ou de légumes, accompagnés de porc, quand ce n'était point de salaisons.

Ce régime a été complètement bouleversé par l'exportation faite en grand et lucrative des fromages et des beurres, pour lesquels on prélève la meilleure partie du laitage ; par l'exportation des laits condensés et sucres de lait, qui enlève à des prix élevés tous les produits laitiers des contrées agricoles. Le bétail de reproduction et les veaux s'en vont également à l'étranger. Les céréales et les tissus ne

les a nommées, ne sont pas toujours à la portée des tables de paysans. Les cultivateurs préfèrent les vendre à un bon prix aux distillateurs d'alcool. Le *schnaps* comble tous ces vides. En 1864, M. Schild signalait déjà le fait. Que dirait-il aujourd'hui en examinant les statistiques et en constatant l'étendue et les progrès du mal ?

Au milieu des champs, écrivait-il, dans les maisons, dans les chantiers, partout on peut malheureusement se convaincre que l'eau-de-vie est la boisson journalière, le matin, comme le soir. Grâce à la multitude des distilleries, elle se trouve en abondance dans les habitations rurales ; il faut, bon gré, malgré, que les ouvriers s'en contentent et s'y habituent. On en donne même une petite goutte aux enfants ; la petite goutte devient une goutte, la goutte un petit verre, le petit verre un grand verre. Il ne faut donc pas s'étonner si l'usage de l'eau-de-vie s'est si fort acclimaté dans les maisons de paysans. On connaît bien des familles de paysans, honorables et aisées qui, ayant entrepris une distillerie, se sont ruinés par les conséquences morales des abus de l'alcool, malgré les avantages pécuniaires que présentait leur industrie. Il faut naturellement que l'eau-de-vie coule à flots, si les distilleries veulent placer les millions de litres qu'elles produisent chaque année. Aussi rencontre-t-on dans les lieux écartés des individus aux allures tapageuses qui viennent acheter chez le distillateur pour 3 ou 4 fr. les quelques litres qui forment son minimum de vente. Dans les carrières, dans les constructions de bâtiments, de routes, de chemins de fer, dans les cabarets du voisinage, dans les réjouissances publiques, dans les « veillées », partout il cherche à écouler sa marchandise. A peine se trouve-t-il quelque part une affluence d'ouvriers pour l'exécution d'une entreprise quelconque, que le distillateur vient leur faire ses offres de service. Ce ne sont plus les gens qui courent après l'eau-de-vie comme autrefois, c'est l'eau-de-vie qui court après eux. C'est ainsi qu'on habitue la population travailleuse, souvent dès l'enfance, à l'alcool. Une fois que le buveur a le gosier tellement brûlé qu'il ressent à peine l'eau-de-vie ordinaire et qu'il réclame une boisson de plus en plus forte, qui opère le plus tôt possible, il est difficile de le faire revenir au vin et à la bière. D'ailleurs il n'y trouverait, ni le même plaisir, ni surtout le même profit.

Nous lisons ces jours encore dans un journal suisse un détail caractéristique : le cabaretier d'une petite commune du canton de Soleure débite en moyenne 70 litres d'eau-de-vie — en détail — par jour.

Mais M. Boissier, de Genève, dans une réunion d'agriculteurs, a cité un fait plus odieux encore. Il a vu à Seftigen, dans le canton de

tillateurs étrangers ? La Constitution fédérale, en proclamant la liberté d'industrie, avait supprimé du même fait la limitation du nombre des auberges. Il restait, il est vrai, à prendre des mesures contre l'ivrognerie, interdire aux assistés et aux buveurs « de profession » l'entrée des cabarets, punir l'ivresse publique. On a vu que ces mesures isolées n'ont pas réussi à arrêter le fléau. Ce n'est pas l'augmentation des auberges qui est la cause de l'accroissement de la consommation des alcools. Cette consommation se fait en grande partie en dehors du cabaret, au domicile, et les autorités n'y peuvent rien. La nécessité d'une action générale s'imposait donc, et la Confédération était seule à pouvoir la diriger utilement.

Il y avait deux choses à faire avant tout : favoriser la consommation des boissons saines, frapper celle des boissons malsaines. La Constitution fédérale de 1874 contenait déjà une disposition portant suppression, à partir de 1890, de tous les octrois communaux et cantonaux (ohmgeld) renchérissant les boissons saines telles que le vin, barrières tantôt purement fiscales, tantôt protectionnistes, élevées dans un état fédéraliste de cantons à cantons. Supprimer les ohmgeld, c'était déjà diminuer le prix du vin de 4 à 5 centimes par litre en moyenne. En revanche, c'était enlever aux budgets cantonaux et communaux, à ceux de Berne, de Genève, par exemple, des ressources financières qu'il était difficile de remplacer. Soit impéritie, soit impuissance, soit plutôt la croyance assez fondée que la suppression des ohmgeld n'était que nominale et impossible à exécuter en 1890, les cantons atteints n'avaient guère pris leurs mesures en 1874 et se retrouvaient aujourd'hui sans ressources nouvelles devant l'éventualité de la suppression. Il y avait donc lieu de craindre que, 1890 venu, on rapportât la suppression des ohmgeld.

Ici, nous devons signaler une combinaison assez intéressante. On sait que le traité de commerce suisse avec la France fait règle pour les autres nations qui ont obtenu de la Suisse le traitement de la nation la plus favorisée. Or, le traité de 1882 contient un article 6 ainsi conçu : « Si l'une des hautes parties contractantes juge nécessaire d'établir un nouveau droit d'accise ou de consommation par un supplément de droit sur un article de production ou de fabrication nationale compris dans les tarifs annexés au présent traité, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé, à l'importation, d'un droit ou supplément de droit égal ».

Pour pouvoir donc frapper à l'entrée en Suisse les 20 millions de litres d'alcool importés d'Allemagne et d'ailleurs, il fallait donc frapper aussi la production intérieure. Malheureusement, la Confédération n'avait pas la compétence nécessaire, cet objet étant resté, en 1874,

rence des fabriques et de l'Allemagne. Ces distilleries ne peuvent livrer que de l'eau-de-vie non épurée, se servent de pommes de terre qu'elles doivent en grande partie importer, tandis que les fabriques emploient le maïs, les grains, etc. Seules les fabriques pourront soutenir la lutte et l'on atteindra ainsi un double but :

La diminution des distilleries locales;

L'amélioration de la marchandise consommée.

L'exemple de trois pays qui ont établi des taxes et qui n'avaient pas même les ressources en vins et cidres que possède la Suisse, prouve que les mesures proposées seront efficaces.

	Distilleries.	Consommation de litres par tête.
La Suède avait, avant 1830, plus de...	170.000	54
— en 1880-81.	300	8.14
La Norvège avait, avant 1840.	1.387	16
— en 1871.	25	3.9
La Finlande avait, avant 1865.....	30 à 35.000	plus de 10
— en 1882.....	66	5.2

V

Nous ne nous étendrons pas sur les objections sans nombre faites au projet des Chambres par les distillateurs et par la plus grande partie du parti ouvrier. Aujourd'hui, c'est chose jugée. L'argument le plus exploité a été que l'on voulait faire payer un impôt de plus au pauvre en imposant « son petit verre », un objet de première nécessité. Reste à savoir si vraiment l'eau-de-vie est un objet de première nécessité et si l'ouvrier ne trouvera pas une compensation dans l'abaissement du prix du vin, ou même dans l'amélioration de l'alcool, s'il persiste à en consommer. Les distillateurs, naturellement, ont fait à la loi une opposition vigoureuse; constitués en syndicats ou individuellement, ils ont travaillé au rejet des propositions des Chambres avec une ardeur que justifiaient leurs inquiétudes sur l'avenir de leur industrie.

Mais le peuple suisse ne s'est laissé égarer ni par les déclamations des uns, ni par les protestations intéressées des autres. Il avait vu le mal; il n'a pas refusé le remède. Les Chambres ont aujourd'hui l'autorisation de faire la loi d'application.

Quel que soit le résultat de la lutte, il nous a semblé intéressant de la signaler. Il y aura peut-être des mécomptes. Néanmoins, le Conseil fédéral a droit à des félicitations. Il s'était engagé dans une œuvre de relèvement et il faut espérer qu'il s'en tirera à son hon-

liberté disparaît avec la propriété lorsque cette dernière disparaît. — M. Fouillée impose des restrictions à la propriété individuelle en opposant au droit de l'occupant le droit du dernier occupant ; la terre, selon lui, appartient à tout le monde, aux derniers venus aussi bien qu'aux premiers ; il faut donc que les uns indemnisent les autres au détriment desquels ils se sont approprié la terre ; une sorte de contrat serait alors intervenu : les uns auraient renoncé à user de leur droit et les autres leur auraient trouvé des moyens d'existence. Il est facile de répondre que l'on ne sait point quels sont les derniers occupants ; après ceux d'aujourd'hui, il en viendra d'autres indéfiniment ; d'autre part, il convient de se demander pour quel motif l'individu qui prend la portion de terre d'une personne ne s'adresse point à une autre. Celui qui est dépouillé avait reçu sa parcelle d'un autre qui la lui avait transmise sans rien prendre à personne. De quel droit contraindre à accepter une cession ou à signer un contrat d'indemnité avec des gens inconnus et même des gens qui n'existent pas encore ? N'est-ce pas assez que de transmettre la propriété à ses descendants ? A ceux-là il est dû quelque chose, mais aux autres rien.

M. Courcelle-Seneuil trouve que l'on n'a point réfuté complètement l'opinion socialiste prétendant que le travail ne reçoit qu'une très faible part du produit à l'avantage du capital, lorsque l'on a démontré la nécessité du capital et adopté la formule des rapports du capital avec le travail. En effet, on arrive à créer deux classes : celle des capitalistes et celle des travailleurs ; pourtant, il n'y a pas deux choses distinctes : l'une nommée capital, l'autre appelée travail ; il n'y a que le travail et les produits ou la rémunération du travail. Le capital est la rémunération du travail ; le premier provient d'un travail antérieur ; ce travail a été payé, il ne peut l'être de nouveau ; les socialistes s'insurgent contre la rémunération affectée au capital ; ils n'auraient point tort si c'était réellement à cette chose abstraite nommée capital que la rémunération était allouée. Mais il y a un autre travail permanent qui consiste à conserver les capitaux. Les causes naturelles de destruction qui feraient disparaître ces derniers sont nombreuses ; une surtout est fort active : la tendance naturelle poussant à consommer ce qui est possédé ; une autre est non moins importante : c'est le désir de ne rien faire. Pour vaincre ces deux sentiments, il faut un effort et cet effort ne se fait qu'en vue d'un résultat, d'un salaire payant la peine. L'ouvrier doit être rémunéré de l'effort qu'il fait pour travailler au lieu de ne rien faire, le capitaliste de l'effort qu'il fait pour conserver son capital au lieu de le consommer. Il en doit être ainsi pour tout effort, pour tout travail, et surtout lorsqu'il s'agit des risques inséparables de toute entreprise, de

prélèvent dans beaucoup de cas une part trop forte; mais ces apparentes injustices, conséquences inévitables du droit de propriété, ne doivent pas entraîner la condamnation du principe de la propriété; cette dernière a des avantages tels qu'ils l'emportent d'une façon considérable sur la somme des inconvénients. A raison même des bénéfices énormes qu'elle peut rapporter et qui ne sont que la contre-partie des risques, elle constitue un agent puissant de la production. Il faut en dire autant de la partie des bénéfices qui excède les profits moyens du capital, la rente. Le talent aussi perçoit une rente qui dépasse la somme du travail et les intérêts du capital avancé; la disparition de cette rente et son remplacement par une rétribution d'un taux moyen supprimerait tout stimulant. Ce principe doit être appliqué aux artisans, aux ouvriers habiles; l'égalité des salaires ôterait toute émulation. Si, à côté de la pauvreté, il existe de grandes, très grandes fortunes même, qui ont été acquises de bien des manières, c'est l'espoir d'arriver à ces situations qui surexcite et pousse à entreprendre de grandes œuvres. Vouloir réagir contre les anomalies issues de la propriété individuelle, c'est vouloir renoncer aux arts et à la civilisation.

M. Maurice Block a lu un très important mémoire *sur la participation de l'ouvrier aux bénéfices de l'entreprise et la coopération*.

On a souvent dit et répété que l'amélioration du sort des classes ouvrières réside dans le système de la participation de l'ouvrier aux bénéfices du patron; cependant il est certain que cette question n'a point avancé beaucoup. Pour se rendre compte du motif, il faut tout d'abord dire ce qu'est la participation. Le phénomène de la production comporte trois facteurs: le capitaliste qui touche les intérêts, l'ouvrier qui reçoit un salaire, l'entrepreneur qui perçoit des bénéfices. Les bénéfices sont éventuels, à la différence des intérêts et du salaire qui sont établis à forfait; ils dépendent du résultat de la vente; l'entrepreneur court donc des risques; comme le travailleur n'y contribue pas, il ne saurait en bonne justice en réclamer les effets. Aussi peut-on bien dire que l'ouvrier ne fournissant rien aux bénéfices de l'entreprise les bénéfices ne sont rien et ne lui doivent rien. Sans doute il est très utile d'encourager les collaborateurs d'une entreprise, mais on n'y parvient pas par le système de la participation; cette dernière est une récompense différée et incertaine; la prime, récompense immédiate et certaine, est de beaucoup préférable. La participation n'a pas rencontré chez les patrons l'accueil auquel on s'attendait, parce que d'abord c'est demander un sacrifice certain en vue d'un avantage dont la réalisation est douteuse, en second lieu parce qu'il n'est pas admissible que celui qui supporte seul les ris-

vrier aura changé de nom. Au résumé, la coopération peut rendre des services, cela est incontestable, mais l'association en a rendu de tout temps ; néanmoins on ne peut voir en elle une panacée.

A l'occasion de la présentation d'un ouvrage de M. Monod sur l'*Administration de l'hygiène publique*, d'intéressants détails ont été donnés dans la séance du 19 septembre.

M. Baudrillart a d'abord résumé les faits relevés par l'auteur : presque partout semble vouloir l'autorité, soit locale, soit nationale, intervenir dans les questions d'hygiène. Ainsi en Italie les syndics des municipalités sont investis de pouvoirs très réels à l'égard des individus enfreignant les règlements sanitaires ; en Belgique, l'autorité municipale a la mission de veiller sur la santé publique, mais l'organisation des services hygiéniques présente des imperfections et des lacunes dues à l'insuffisance des moyens d'exécution dont disposent les bourgmestres. Cependant l'organisation sanitaire de Bruxelles fait exception : cette ville est pourvue d'un bureau d'hygiène qui, de 1878 à 1880, a pu faire exécuter des travaux d'assainissement dans 1.337 maisons, et la mortalité, par suite de la fièvre typhoïde, de la variole, de la scarlatine, de la rougeole, de la diphtérie, qui, avant l'institution de ce bureau, était de 5,34 0/0, est tombée depuis à 1,93. En Angleterre des impositions extraordinaires ont été établies pour faire face aux dépenses de salubrité ; elles ont atteint 32 millions en 1870 et 1.598 millions en 1880. Il est vrai que le contrôle du *Local government board* ne s'exerce que sur les *townships* qui l'ont accepté, à moins que la mortalité ne dépasse dans une ville la proportion de 22 0/0 habitants, auquel cas les prescriptions du *board* deviennent obligatoires pour cette ville ; aussi dans plusieurs localités la mortalité est-elle tombée de 22 et 30 pour 1.000, à 18 et 14 pour 1.000. Dans l'état de New-York, le *board of health* édicte et fait exécuter les prescriptions hygiéniques les plus rigoureuses sans que des plaintes s'élèvent ; comme cet exemple n'a pas trouvé assez d'imitateurs dans les autres États, une loi fédérale du 3 mars 1879 a établi un conseil national de santé armé de pouvoirs importants. En France rien de suffisant n'existe ; aussi propose-t-on de créer au ministère de l'intérieur une direction de la santé et d'affecter aux dépenses exigées par les travaux de salubrité le produit d'une surtaxe de l'alcool.

M. Baudrillart a formulé ensuite des objections : si le droit de la société, quand il s'agit de protéger la vie humaine, est indiscutable, ce n'est qu'avec prudence qu'il faut l'exercer ; les mesures que l'on voit pratiquer dans certaines contrées ne pourraient bien des fois être appliquées en France sans créer la peur. M. Levasseur a déclaré

métaux précieux dans l'Italie centrale; peu à peu l'argent devint la monnaie principale; par suite de ce fait, le système monétaire fut changé. L'*as*, devenu monnaie divisionnaire, subit une série de diminutions; le poids de 12 onces fut réduit à 2. La valeur monétaire tomba de 10 à 4.

On sait que les citoyens romains étaient répartis dans cinq classes à raison du cens payé; primitivement, le cens était de 100,000 *as* pour la première classe et de 12,500 pour la dernière; c'est ce qu'apprennent Tite-Live et Denys d'Halicarnasse; mais, d'après le système nouveau, le cens devient d'un million d'*as* pour la première classe et va en diminuant jusqu'à 125,000 pour la cinquième, il est de 4,000 *as* pour les prolétaires et nul pour ceux que l'on désignait par les mots de *capite censi*.

M. Léon Say a présenté un Rapport de M. Lampertico sur l'enquête relative à la revision du tarif concernant les produits agricoles; l'honorable sénateur y fournit des chiffres importants. C'est ainsi que l'on y voit que durant la famine de 1878 aux Indes il est mort, dans la partie dépendant de l'Angleterre, 5,250,000 de plus et qu'il y a eu 2 millions de naissances de moins qu'en temps normal.

Il faut, en outre, mentionner ici la notice de M. Saripolos, correspondant de l'Académie, sur *les Cortès espagnoles*, les remarques de M. Havet sur *Pascal*, ainsi que la réponse formulée à ce sujet par M. Nourrisson; le travail de M. Chéruel sur le *mémoire de Lémon-
tey*, intitulé « *Tentatives de Louis XIV pour se faire élire empereur d'Allemagne* »; le fragment de M. Doniol, correspondant de l'Académie, sur le *départ du marquis de Lafayette pour les Etats-Unis*.

II.

M. Baudrillart a fait à l'Académie son Rapport sur *la condition agricole de l'Anjou*.

Depuis l'époque de la réunion de l'Anjou à la France, sous Louis XI, cette province a été mêlée à toutes les agitations, à toutes les guerres civiles. C'est même dans l'Anjou que débuta l'insurrection royaliste lors de la Révolution. A la suite de cette dernière lutte la population fut réduite de moitié; mais l'organisation des campagnes, au point de vue de la propriété et des arrangements entre le capital et le travail, resta ce qu'elle avait été auparavant; de même qu'autrefois le métayage tient une grande place. Le maintien de l'état de choses ancien tenait principalement à l'absence presque totale des voies de communication. La conséquence naturelle, c'est que les denrées ne pouvant être exportées se partageaient

proportion, qui était de 50 0/0 en 1801, ne s'est accrue que d'une fraction insignifiante. Malheureusement le nombre des attentats contre les mœurs tend à s'augmenter beaucoup. L'état des familles serait en tous points digne d'éloges si elles n'étaient pas trop restreintes. Sans doute la population a augmenté, mais lentement, et même dans certaines localités elle a diminué à tel point qu'au total le département de Maine-et-Loire figure à un rang inférieur dans le classement par ordre du nombre des mariages, de l'excédent des naissances sur les décès et de la fécondité absolue des unions. La décroissance de la période 1841-80, par rapport à celle de 1801-40, ressort du rapprochement des chiffres. Pour la première partie du siècle, il y a 143,150 mariages, c'est-à-dire 8,5 pour 100 habitants; pour la deuxième, il y a 163,344 mariages; en d'autres termes 8,1 pour 100 habitants. Les mariages deviennent aussi moins productifs : ils donnent en moyenne, pour les quarante premières années, 3,61 enfants et, pour les quarante dernières, 2,21 seulement. La densité de la population est assez grande, si l'on considère le département dans son ensemble : il se trouve, en effet, le 22°. Mais cette répartition est fort inégale; tandis que la population générale du département représente 1 habitant pour 1 hectare 35 ares, la proportion est, pour l'arrondissement d'Angers, de 1 pour 97 ares; pour celui de Baugé, de 1 pour 1 hectare 78 ares; pour celui de Cholet, 1 pour 1 hectare 26 ares; pour celui de Saumur, 1 pour 1 hectare 43 ares; pour celui de Segré, 1 pour 1 hectare 83 ares.

La situation économique de l'Anjou est modifiée, selon les régions, par la nature du sol, les dimensions de la propriété, les systèmes d'amodiation. Depuis le commencement du siècle le morcellement de la propriété et des cultures a pris un très grand développement; parfois on peut le trouver exagéré; en une trentaine d'années il y a eu dans le département de Maine-et-Loire une augmentation de 11.000 parcelles; en 1864, le nombre des cotes foncières était de 144.072, y compris les propriétés bâties; en 1880, il était de 182.195. Les exploitations de moins de 5 hectares sont au nombre de 16.080; 5.792 ont de 10 à 20 hectares; 7.736 de 20 à 40; 2,125 de plus de 40 hectares. Ces diverses classes d'exploitations sont inégalement réparties dans les cinq arrondissements du département. L'arrondissement d'Angers offre le spectacle d'une division croissante de la propriété et d'une augmentation de la production agricole. Sur ce territoire, les cultures les plus variées ont trouvé place, mais la plus importante et la plus renommée est celle des plantes de jardin et principalement des fleurs. Les terres en ont reçu une valeur fort élevée comme prix de location. Pour la grande pépinière établie aux

ce qu'il est permis de dire, c'est que les progrès réalisés de 1840 à 1880 sont très réels : le produit annuel de l'agriculture dans l'Anjou s'est accru de 40 à 50 millions de francs ; sur cette augmentation les propriétaires perçoivent environ 12 millions de revenu de plus qu'en 1840 ; le revenu net des terres a augmenté dans le même laps de temps de 47 à 96 0/0 : les fermiers et métayers ont gagné de 10 à 12 millions et les journaliers et domestiques ont vu s'accroître leurs salaires dans une proportion encore supérieure. L'aisance a très sensiblement augmenté.

Les baux sont rarement faits pour plus de 9 années, sauf pour des biens d'une certaine étendue ; leurs dispositions sont conformes aux usages locaux. Le métayage, pratiqué, dit-on, d'une façon plus douce, se répand de jour en jour : en 1867, pour le Maine-et-Loire, on comptait 27.250 fermiers et 2.794 métayers ; dans ces derniers temps, on a signalé la présence de 29.091 fermiers et 2.934 métayers. Les salariés touchent 17 ou 18 millions de plus qu'il y a quarante ans ; c'est une augmentation de 95 0/0. Cette hausse peut être attribuée, en partie, à l'établissement des routes stratégiques qui ont facilité les communications et accru les débouchés, aux chemins de fer. à l'emploi de l'amendement calcaire qui a contribué à augmenter le travail et à en améliorer les conditions, à l'émigration vers les centres industriels qui a rendu la main-d'œuvre plus rare, et aussi malheureusement à la diminution du nombre des naissances. laquelle, calculée par 1.000 habitants, donne pour 1881, 3,34 de moins que l'année 1851. Le paupérisme agricole et la mendicité existent peu dans l'Anjou, mais les vagabonds étrangers y abondent. Le département possède un dépôt de mendicité (avec le droit de placer les mendiants valides au dépôt du Mans), un service des enfants assistés qui exige une somme de 130.000 francs, et des orphelinats agricoles ; en revanche, le service de la protection des enfants placés en nourrice laisse fort à désirer ; des fonds spéciaux sont affectés à l'assistance aux aliénés, aux sourds-muets, aux incurables. Le département compte 9 caisses d'épargne ; il y a quelques mois, le nombre des livrets était de 63.000, représentant un capital de plus de 18 millions 1/2 de francs. La caisse de retraites pour la vieillesse, à la même date, égalait presque 4 millions, mais parmi les 1.500 titulaires, on ne comptait que très peu de paysans ; on peut faire la même remarque pour les sociétés de secours mutuels.

III

M. Alaux a été admis à lire à l'Académie un mémoire sur *le rôle de l'État dans les questions économiques*.

primerie : la production annuelle des plumes métalliques dans le monde entier semble atteindre une valeur de 20 millions de francs, celle des caractères d'imprimerie presque autant; la quantité produite de crayons peut être estimée à 200 millions de pièces; à Paris, pour l'héliogravure, on arrive à un chiffre de 900,000 planches; en tenant compte des mêmes éléments pour l'Allemagne, l'Angleterre, les États-Unis, on peut dire que 3 millions de clichés sont livrés au commerce.

En laissant de côté la production asiatique, sur laquelle les renseignements certains font défaut, on peut dire que l'outillage de la papeterie représente 1 milliard de capital, auquel il importe de joindre un fonds de roulement d'une valeur égale; le matériel du tirage doit être de la même importance. La papeterie européenne produit 1 million de tonnes par an; en 1883, aux États-Unis, le chiffre était de 500.000 tonnes. La production des chiffons ne pouvant guère dépasser 800.000 tonnes par an, on a dû recourir à d'autres matières premières, notamment à la paille, au bois, à l'alfa. Actuellement, en Europe et en Amérique, l'industrie du papier emploie pour 500 millions de francs de ces différentes matières premières, dont 350 millions pour le chiffon, 20 millions pour le bois et la paille, 100 millions pour le vieux papier et l'alfa. A ces évaluations il faut ajouter le prix du combustible et des produits chimiques dont on se sert pour la fabrication et l'emploi de toutes ces substances. Sur les 1.500.000 tonnes de papier (d'une valeur de 1 milliard de francs), 1.200.000 sont consacrées au papier à écrire, d'une valeur approximative de 160 millions de francs. Pour le papier à imprimer, la consommation est au moins quadruple : 80.000 tonnes pour la librairie, 300.000 tonnes pour les publications périodiques et 120.000 pour les services des administrations et le commerce. En tenant compte de l'encre et de l'impression, ces trois catégories doivent atteindre une valeur égale de 1.740 millions de francs.

Il faut ajouter aussi 60.000 tonnes de carton qui alimentent les industries du cartonnage et de la reliure, 60.000 tonnes de papiers de tenture, dont la seconde élaboration triple ou quadruple la valeur et constitue une industrie d'un produit annuel de 20 millions; 60.000 tonnes d'espèces diverses, telles que le papier buvard, le papier de soie, le papier à filtrer, etc.; 70.000 tonnes de papier d'emballage. Ces différentes espèces, brutes et ouvrées, représentent une valeur de 600 millions de francs qui, jointe à celle du papier à écrire et des produits de seconde élaboration que donne l'imprimerie, font un total de 2.500 millions de francs, auquel on peut encore ajouter 1.500 millions pour le travail des industries de transport et du com

l'école J.-B. Say et à l'École supérieure du commerce. Le prix quinquennal F. de Beaujour portait sur *la protection de l'enfance au point de vue des enfants trouvés et assistés, ou délaissés par leur famille* ; le prix n'a pas été décerné, mais l'Académie a accordé une récompense de 3.000 francs à M. Léon Lallemand, une récompense de 1.000 francs à M. H. d'Escamps, inspecteur honoraire des Beaux-Arts, et une de même somme à l'auteur du mémoire n° 6. La section de législation avait proposé pour 1885 la question *des réformes de la législation relative à la condition des étrangers en France et dans les colonies* ; le prix a été accordé au mémoire de M. Vignerte, professeur de droit romain à la Faculté de droit de Rennes. — Le prix Halphen pour les progrès de l'instruction primaire a été partagé entre MM. Defodon et Hément. — Le prix Audiffred n'a pas été décerné, mais une récompense de 3.000 fr. a été accordée à M. Albert Babeau, pour l'ensemble de ses ouvrages (*la Vie rurale, les Voyageurs en France, etc.*).

Pour terminer, il importe de signaler les sujets mis au concours :

Section de philosophie. — Outre la question de la *perception extérieure* mise au concours pour 1887, celle des *Dialogues de Platon*, choisie pour sujet du prix Victor Cousin en 1887 et celle de *la philosophie du langage*, qui fera l'objet du concours Bordin pour 1887 et dont le programme a été donné antérieurement (V. *Journal des Économistes*, décembre 1884, p. 402), l'Académie décernera un prix de 2.000 fr., provenant de la fondation Crouzet, au meilleur mémoire consacré à *l'examen critique et à l'histoire du pessimisme*.

Section morale — L'Académie a remis au concours pour 1887 le sujet proposé pour le concours Stassart en 1885 : *l'étude historique et critique du réalisme dans la poésie et dans l'art*. Le prix est de la valeur de 3.000 francs ; les mémoires devront être déposés au plus tard le 31 décembre 1886.

L'Académie a retiré du concours la question *des traités de morale parus en France de 1790 à 1804 sous forme d'ouvrages philosophiques ou de manuels ou de catéchismes* et l'a remplacée par ce sujet : *l'amélioration des logements d'ouvriers dans ses rapports avec le rétablissement de l'esprit de famille* ; le prix est de la valeur de 2.500 francs ; les mémoires devront être déposés au plus tard le 31 décembre 1887. D'autre part, la section a proposé pour 1888 la question suivante : *la morale de Spinoza, examen de ses principes et de l'influence qu'elle a exercée dans les temps modernes* (prix : 2.500 fr.) ; le terme du concours est fixé au 31 décembre 1887.

Section de législation. — L'Académie a non seulement mis au concours pour 1887 (prix O. Barrot) la question *du barreau anglais et du*

temps de l'ancienne monarchie et ce qu'il est devenu depuis 1789 jusqu'à nos jours. Ils rechercheront les divers moyens de secours et de prévoyance proposés ou employés pour lui venir en aide par la charité privée, l'association et les autorités publiques. Ils étudieront l'assistance appliquée à l'indigence due à des causes permanentes ou née de circonstances accidentelles qui frappent des populations entières. Ils la suivront dans ses applications à des cas particuliers comme la maladie et aux différents âges de la vie. Ils compareront, autant que possible, les modes d'assistance usités en France avec ceux que pratiquent d'autres nations notamment l'Angleterre, l'Italie et l'Allemagne. Enfin, après avoir exposé et apprécié les différentes formes que prend l'assistance dans les campagnes, ils signaleront les améliorations qu'elle comporte. » Le prix est de la valeur de 10.000 fr. Les mémoires devront être déposés au secrétariat de l'Institut avant le 31 décembre 1887.

Enfin l'Académie décernera aux ouvrages, envoyés avant le 31 décembre 1887 le prix de Morogues (de la valeur de 2.000 fr.) relatif à l'étude de l'état du paupérisme en France.

Section d'histoire. — L'Académie a proposé pour 1888 *l'étude de l'administration royale sous François I^{er}* ; particulièrement l'étude de l'administration de la justice, des affaires ecclésiastiques, de l'organisation financière et militaire, des rapports de la royauté avec les Parlements et ces trois ordres de l'Etat ; le prix est de 2.000 francs et les mémoires devront être adressés avant le 31 décembre 1887 ; pour 1887, elle a proposé le sujet suivant : *Richelieu et le père Joseph*, c'est-à-dire l'étude, au moyen des documents originaux, du rôle du célèbre religieux auprès du cardinal ministre, des grandes affaires auxquelles il a été employé, de la part d'initiative, ou de résolution ou d'influence personnelle qui peut lui être reconnue dans l'œuvre politique et diplomatique de Richelieu. Le prix est de la valeur de 2.000 francs et la date extrême du concours fixée au 31 décembre 1886. La section a fait retirer du concours la question de *la politique du roi Charles V* et a substitué cette question : *Exposé, d'après la lecture et la critique des écrivains du temps ainsi que des chartes et diplômes publiés ou inédits de ce règne, des institutions politiques, judiciaires et financières du règne de Philippe-Auguste*. Le prix est de la valeur de 2.000 francs et le terme du concours fixé au 31 décembre 1888.

En 1888, l'Académie décernera le prix Halphen, relatif aux progrès de l'instruction primaire, ainsi que le prix Jean Reynaud.

JOSEPH LEFORT.

John Stuart Mill, c'est que la protection peut être utile dans les colonies, chez un peuple jeune. Il répond à ses amis de Melbourne, qui avaient demandé son avis, qu'il faut s'opposer dès le début à l'introduction du système protecteur : — « c'est un mal en principe, c'est un mal qui grandit toujours, et qui, avec le temps, déjoue les efforts des honnêtes gens qui veulent l'extirper. »

Le recueil, publié par M. Leech, ne représente qu'une faible partie de la vaste correspondance de M. Bright. Au moment où il attirait l'attention publique sur le préjudice causé par les lois de chasse aux fermiers, il lui arrivait d'écrire de trente à cinquante lettres par jour à des gens, dont le métier les rattachait à la culture du sol et qui pouvaient lui donner des informations précises. Et sur cette question des lois de chasse, il ne se trouve que deux lettres dans le recueil de M. Leech. Devant une telle activité, on comprend que parfois M. Bright fasse des efforts désespérés pour éviter tout surcroît de correspondance. Il y a quelque chose de pathétique dans le cri qui lui échappe, en répondant à un groupe d'ouvriers conservateurs, qui voulaient entrer avec lui dans une controverse interminable. « Je trouve que d'écrire des lettres est le grand fardeau de ma vie, et je l'évite, ou je m'efforce de l'éviter, autant que je puis. Vous m'effrayez en proposant de discuter avec moi les cinq premiers paragraphes de votre lettre, et en me promettant, si je suis d'accord avec vous, de discuter au long les autres. » Il finit en leur rappelant qu'il a fait connaître et qu'il a développé, à plus d'une reprise, son opinion sur les problèmes qui les occupent. Ils n'avaient, en effet, qu'à ouvrir les volumes contenant les discours de M. Bright pour trouver une réponse à toutes leurs questions.

Et aujourd'hui encore, c'est aux discours qu'il faut recourir, pour compléter ce qui est indiqué plus sommairement dans les *Lettres publiques*. M. Thorold Rogers, le savant auteur de *Six Centuries of English Labour*, a édité avec un soin pieux les discours du grand orateur. En 1869, il fit paraître deux volumes, contenant les discours les plus importants prononcés par M. Bright à la Chambre des communes et hors de cette assemblée. En 1879, il publia un nouveau recueil : *The Public Addresses of John Bright*. Cette fois il prit exclusivement les discours non parlementaires. Dans cette dernière série, M. Bright se montre plus détaché de la politique courante. Il traite les questions à un autre point de vue. C'est l'histoire de l'Angleterre depuis soixante ans, qu'il fait passer devant ses auditeurs. Il leur fait connaître comment ont été obtenues les améliorations dans le sort des masses, et comment ont été évités les maux qui affligeaient les générations précédentes.

M. T. Rogers indique le contraste qui existe entre les *Addresses* et les *Speeches*, publiés onze ans auparavant : « Les hommes sages en vieil-

branches de l'industrie nationale étaient entravées par des droits vexatoires et excessifs... La politique étrangère de l'Angleterre était soupçonneuse, irritante, insolente envers les faibles, conciliante pour les forts. Elle rendait difficiles les rapports entre notre pays et le reste du monde...

« Contre ces abus et bien d'autres encore, s'unirent quelques hommes d'État sincères et résolus. Les plus éminents parmi eux étaient les deux chefs de l'agitation contre les lois céréales. Jamais hommes ne conduisirent une attaque qui semblait aussi désespérée. Ils avaient pour adversaires la Chambre des lords presque entière, un parti puissant dans la Chambre des communes. L'Église établie était naturellement contre eux. Les journaux de Londres, à cette époque la seule force politique dans la presse, étaient contre eux. Les classes *cultivées* étaient contre eux. Parmi les ouvriers, beaucoup leur étaient hostiles; les chartistes croyaient que l'abolition des lois-céréales amènerait une baisse des salaires. Après une longue lutte, ils remportèrent la victoire: un accident, la famine en Irlande, rendit inévitable un changement dans la législation. Mais sans l'organisation de la Ligue, l'accident n'aurait pas eu d'effet; c'est une maxime certaine de la philosophie politique, qu'un accident n'est utile, que lorsqu'il existe une organisation capable d'en tirer parti. Les calamités n'enseignent pas la sagesse aux insensés; elles permettent seulement aux sages de profiter de la crise. »

M. John Bright fut élu membre du Parlement en 1842. Il vint prendre sa place à côté de Cobden, et soutenir avec lui dans cette assemblée, comme il l'avait déjà fait au dehors, la cause du libre-échange. Le triomphe de la Ligue fut éclatant. M. Bright ne s'est jamais lassé de rappeler à ses concitoyens les conséquences de cette lutte pacifique. On lui a même reproché de trop se complaire dans ces souvenirs. Mais si M. Bright revient si souvent sur cette question, c'est que, malgré leur défaite, les protectionnistes n'ont point désarmé. Il est si commode de moissonner ce que l'on n'a pas semé et de prélever une taxe sur le travail d'autrui, que l'esprit protectionniste est toujours prêt à revêtir vingt formes subtiles, pour regagner une partie de ce qu'il a perdu. Il met en avant les prétextes les plus divers, la contradiction ne l'arrête pas. Quand un artifice est dévoilé, il en invente un autre. Avec une persévérance égale, M. Bright poursuit l'ennemi, le démasque. Il ne cesse de défendre par la parole et par la plume la doctrine du bon sens.

On peut suivre les phases de cette longue controverse dans les discours et dans les lettres de M. Bright. Les arguments du grand libre-échangiste offrent un intérêt tout actuel. En ce moment, en effet, ils sont repris et commentés par les libéraux anglais, qui dans leur campagne électorale se retrouvent en présence des protectionnistes, enhar-

nos districts manufacturiers, en leur accordant un travail régulier et une abondance qu'ils n'avaient jamais connue. Elle n'a pas moins béni la classe, qui dans son erreur aveugle, pensait profiter d'une injustice cruelle, infligée à la masse de ses concitoyens. » Toutefois il reste encore à l'agriculteur de justes sujets de plainte. La propriété foncière, en Angleterre, est soumise à une législation toute spéciale, qui a pour résultat de rendre difficile la division du sol et de maintenir la terre immobilisée dans un petit nombre de mains. Le journalier agricole n'a aucun espoir d'arriver à posséder un petit coin de terre. Il n'a pas le stimulant, qui inspire au paysan propriétaire une énergie indomptable. Il est plongé dans l'apathie. Il a recours à tout propos aux secours de la paroisse, et c'est à elle qu'il songe pour donner un abri à sa vieillesse. La loi des pauvres est appliquée avec plus de laisser-aller dans les campagnes; ses mauvais effets s'y font sentir plus vivement que dans les villes; ils ont contribué à rendre la position du journalier agricole plus misérable que celle de tous les travailleurs du Royaume-Uni. Comme le rappelait M. Bright: « Si le système agricole de l'Angleterre est un système paternel, le journalier en est l'enfant déshérité ».

Aussi la question de la terre a-t-elle tenu une grande place dans les préoccupations des chefs de la Ligue. Une année avant sa mort, Cobden traitait cette question à Rochdale et demandait qu'on étendît au sol le principe du libre-échange, qui avait produit des résultats si bienfaisants dans l'industrie. Après la mort de son ami, M. Bright continua seul la campagne en faveur du *free trade in land*. Voici une lettre où il expose ce qu'il entend par là : « Rochdale, 2 novembre 1873. « J'ai souvent expliqué quel est le sens de *terre libre*. Cela signifie l'abolition du système de primogéniture, la limitation du système de substitution (*entail and settlement*), de sorte que les *intérêts à vie* puissent être remplacés par un droit de possession absolue. Cela signifie qu'il sera aussi facile d'acheter de la terre que d'acheter ou de vendre un navire — ou du moins aussi facile qu'en Australie et aux États-Unis. Cela signifie qu'un artifice légal ne favorisera plus l'existence des grandes propriétés et des grandes fermes, et que les forces naturelles d'accumulation et de dispersion auront libre jeu, comme cela arrive pour les navires, les actions de banque, les machines, etc. Cela signifie que l'homme de loi sera payé pour son travail, mais qu'on ne créera pas pour lui un travail inutile, entraînant une taxe énorme sur les transactions, qui se rapportent à l'achat et à la vente des terres et des maisons. Une réforme absolue en cette matière terminerait, par rapport à la terre, la grande œuvre accomplie par l'abolition des lois-céréales en 1846 ».

Rendre la terre libre, tel est encore aujourd'hui, aux yeux de

poser, pour guérir le mal dont vous parlez, sur la surveillance des parents et sur l'effet d'une meilleure éducation. » Même pour l'éducation, dont il reconnaissait l'absolue nécessité. M. Bright conseillait de se fier davantage à l'initiative privée qu'à celle du gouvernement. Il ne craignait pas de développer cette thèse devant les ouvriers de Birmingham, qui étaient d'un tout autre avis.

Quant à l'émigration, pour laquelle tant de gens voudraient le concours de l'État, il lui semble plus sage de la laisser à elle-même. « Je ne pense pas qu'il soit du devoir du gouvernement d'adopter des mesures, qui permettent à une partie de la population d'émigrer ; si un tel devoir est mis à sa charge, je ne sais où cela s'arrêtera. Chaque individu, qui espère améliorer sa situation en émigrant, demandera à être envoyé au loin, et la difficulté peut devenir et deviendra insurmontable ».

M. Bright ne se lasse pas de rappeler à la raison les partisans trop zélés de la tempérance. Sa sympathie pour le but qu'ils poursuivent n'égare pas son jugement. Il montre le danger des mesures arbitraires préconisées par ceux qui voudraient assurer la sobriété de par la loi. Il n'a pas manqué de s'attirer les reproches des sectaires, qui blâment sa tiédeur. Mais ce ne sont pas les reproches qui l'arrêtent.

Il pense, comme pensait Cobden, que c'est une grande erreur pour le gouvernement de se faire manufacturier, et de fabriquer par lui-même, ce qu'il pourrait obtenir d'une façon plus avantageuse, en s'adressant à l'initiative privée.

Si l'État ne peut assurer, par une intervention active la prospérité de l'agriculture et de l'industrie, il peut du moins ne pas l'entraver. Ce concours indirect, il l'assure en maintenant la paix, en restreignant les dépenses publiques. On blâme souvent — même en Angleterre — les économistes de ne pas indiquer la voie à suivre pour diminuer la somme des souffrances sociales. Mais il est un moyen sur lequel les économistes ont bien souvent insisté. Ils ont attiré l'attention sur le danger des dépenses de l'État, qui dans les derniers temps ont partout grandi d'une façon effrayante et hors de proportion avec le développement de la richesse publique. M. John Bright soutient leur doctrine et s'élève contre le gaspillage improductif de ressources, qui sont le prix d'efforts infinis. Il le répète sans cesse : ce qui est employé en fortifications superflues, en pompe militaire, ce qui disparaît dans le gouffre sans fond de la guerre transformerait l'aspect du pays. La réforme des finances, la diminution des dépenses, telle est la cause qu'il soutenait avec une ardeur extrême. Il cherchait à en faire comprendre toute l'importance : « 70.000.000 sterling d'impôt par an ¹, disait-il (nov. 1868). Il y a une

¹ Les 70.000.000 sterling de 1868 sont devenus 88.000.000 l., et dans l'année

sur cette grave question à la bêtise d'un oiseau stupide, dont parle Livingston. C'est un pélican, qui vit près des cours d'eau. « Il attrape des poissons, et quand il les a pris, il les met dans une sorte de poche, qui se trouve sous son bec. Un autre oiseau, qui n'est pas stupide, un vautour, se tient au-dessus du pélican, et attend patiemment que ce dernier se soit rendu maître du poisson. Alors il tombe sur lui, lui enlève sa proie, et laisse le pélican, tout heureux de n'avoir pas été saisi lui-même, se préparant à recommencer la pêche.

« Cette anecdote ne s'applique-t-elle pas à vous ? On vous dit que votre gouvernement vous permet de vous réunir, de parler librement, d'attaquer les membres du gouvernement dans vos journaux ; et comme le pélican, vous êtes si heureux de n'être pas dévoré, que vous permettez au gouvernement de retirer de vos poches une part incalculable du produit de votre travail ; vous vous remettez à la peine, tout comme le pélican, jusqu'à ce que ce grand vautour, le gouvernement, s'abatte de nouveau sur vous. Je voudrais que vous examiniez cette question à fond. Votre prospérité présente et future en dépend. On se figure que, bien des gens payant une faible part d'impôt, il leur importe peu quels impôts sont établis. Chaque homme, qui boit du thé, qui consomme un produit imposé, paie l'impôt ; mais, en outre, je voudrais vous faire comprendre que tout ce que l'État dépense, — supposant que tout sortit de la poche des employeurs, — diminue d'autant la grande masse des capitaux, qui paient les salaires. Chaque homme a un intérêt direct, — à moins qu'il ne vive par l'impôt, — à voir diminuer les dépenses publiques. »

Pour arriver à cette diminution, la première condition, c'est la paix. Aussi, la voix des grands champions du libre-échange se fit toujours entendre pour soutenir la cause de la paix. « Tout progrès, répétaient-ils, vient de l'activité industrielle et pacifique ; c'est sur cette base que s'élève l'édifice de l'instruction, de la morale, du *self respect*, ainsi que toutes les mesures étendant et consolidant les institutions publiques ». Ce fut un des reproches, qui leur furent le plus souvent adressés, d'être les partisans de la paix à tout prix, de ne tenir aucun compte de l'honneur national, d'être de mauvais patriotes, qui voulaient traîner dans la boue le drapeau anglais.

A ceux qui lui faisaient un crime de blâmer toute guerre comme immorale, M. Bright répondait (25 sept. 1882) : « Je n'ai jamais exprimé une telle opinion. J'ai discuté les questions de guerre ; — guerres de Chine, de Crimée, d'Afghanistan, de Zoulouland, d'Égypte, — sur un terrain commun à tous les hommes réfléchis et accepté par eux ; j'ai condamné ces guerres par des arguments, qui n'ont jamais reçu de réponse ».

... les autres. Ce n'est pas
... les efforts généraux
... les distances, la
... les efforts c
... l'expérience; il
... et nulle par
... ne pouv
... surprise. »
... recueil q
... a sig
... réalisés c
... Canada, do
... aujourd'hui rel
... aux riva
... la province d'
... Nord-ouest s'ou
... peine p
... superficie c
... n'a
... 5 million
... d'ailleurs
... dernière,
... sympathie réc
... stimulant scie
... se produire à leu
... les peuples d
... eux-mêmes, ont
... leur race et de
... les
... dans deux pet

aussi éclairées que la France, l'Allemagne, les États-Unis, on pouvait s'attendre, en matières de tarifs, à une législature plus libérale, mais si ces nations ou d'autres préfèrent à l'intérêt national celui de quelques classes privilégiées, ce n'est point assurément une raison suffisante pour que le Royaume-Uni fasse de même.

M. le professeur Sedgwick, président de la section d'économie politique, s'est proposé un sujet plus vaste : il en a inauguré les travaux par un discours où il a essayé de fixer l'objet même de l'économie politique, sa méthode, ses limites et ses rapports avec les autres parties de ce que l'on appelle — ce sont ses expressions mêmes — assez vaguement la sociologie ou la science sociale. Ce cadre était bien vaste pour le temps dont l'orateur pouvait disposer, et il n'a pu naturellement le remplir de façon à clore une discussion qui renaît comme d'elle-même et qui divise les meilleurs esprits. Mais on ne lira ni sans intérêt ni sans profit l'allocution de M. Sedgwick ; elle offre, surtout au point de vue historique, des détails substantiels ; elle rectifie certains faits méconnus et certaines assertions inexactes qui jouissent encore d'une créance assez générale, quoique souvent contredites. Aussi, n'hésite-t-il point à refuser l'initiative du célèbre aphorisme — *Laissez faire, laissez passer* — à son compatriote Adam Smith, pour la restituer aux physiocrates français Quesnay, Gournay, de la Rivière, Turgot. Aussi bien M. Sedgwick est-il loin de donner à cette théorie un assentiment sans réserve, et nous lisons dans son *Inaugural Address* les phrases que voici :

« Les physiocrates pensaient presque tous et absolument que l'homme d'État, en ce qui concerne l'industrie, n'a pas de lois à faire, ni de réglementation à éditer, et que son rôle strict consiste à mettre à l'abri de toute atteinte les lois simples, éternelles, immuables de la nature, dont le jeu livré à lui-même est la meilleure garantie de la production. Aujourd'hui, il règne parmi les économistes beaucoup de divergences, quant à la spécification des cas particuliers où l'État doit intervenir. Mais, sans parler même des cas où des considérations d'ordre social, moral, politique l'emportent sur les prescriptions de la science économique, ce serait commettre un anachronisme que de contester l'utilité de l'intervention du législateur en de nombreuses circonstances et cela dans l'intérêt même de la production et de la richesse publique. »

M. Sedgwick, sous l'empire de ces idées, prend une position particulière sur le terrain du libre-échange. Il en est actuellement partisan, mais il ne manifeste pas comme le font les économistes orthodoxes — c'est son mot — une répugnance complète contre le régime protecteur pratiqué d'une façon temporaire par un gouvernement fort et sage, capable de résister à la pression des intérêts de corporation, bien résolu à n'agir que par les mobiles de l'intérêt public et du bien général. Ce

firmé, d'une façon il est vrai très catégorique, c'est le rôle très puissant que l'intérêt personnel jouait dans la création des produits et l'échange des services.

Au fond, M. Sedgwick paraît avoir, suivant l'expression commune, une dent contre les économistes allemands. Il ne voudrait pas, dit-il, méconnaître la fertilité scientifique de l'esprit germanique et son activité infatigable en matière de recherches ; mais, d'autre part, il se déclare incapable de concevoir une méthode de traiter scientifiquement la question générale de la distribution et de l'échange différente de celle que les Allemands ont soumise à une critique si minutieuse et si impitoyable. Quand M. Knies, par exemple, discute la nature du capital, de la monnaie métallique, du crédit et de leurs fonctions respectives, ou bien quand il argumente « avec plus de subtilité que de succès, » contre la théorie de Ricardo sur la rente, le lecteur anglais reconnaît, dans les propriétaires fonciers et les capitalistes, les prêteurs et les emprunteurs dont l'écrivain allemand examine les opérations, le même homme économique qu'il connaît de longue date. De même, dans une encyclopédie de date toute récente que cette école a publiée et où les définitions fondamentales de la science sont examinées et passées au crible, on trouve quelques aperçus d'une certaine nouveauté ; mais en dernière analyse, ce ne sont que des variations sur un vieux thème, et les vieilles idées économiques forment toujours la trame. « La bonté d'un pudding, selon le vieux dicton, se prouve au manger. » Il est malheureux que les économistes de l'école historique d'Allemagne ne se soient pas assez efforcés de faire que leur pudding économique corresponde aux belles phrases qui l'ont annoncé et précédé. Ils ne nous ont servi que l'ancien mets, se contentant de l'entourer d'une petite sauce éthique et de le garnir d'une certaine quantité de preuves historiques.

HENRI TACHÉ.

plus d'empressement que les autres; on le paye plus cher; mais bientôt l'affluence des capitaux employés à l'acquérir a ramené au niveau commun les avantages qu'il assure. Ainsi se passent nécessairement les choses. Partout la répartition des éléments dont se composent les fortunes privées s'est opérée sous les formes et dans les proportions sur lesquelles ont fortement agi les systèmes de taxation établis. » Cela me paraît incontestable, et cette loi est, à mon avis, l'une des plus importantes de l'économie politique, la plus importante même pour tout législateur fiscal, après celle qui lui impose de ne jamais mettre d'obstacle à la garde ou au développement des capitaux. Comment M. Arthur Mangin, d'une science si sûre, d'un esprit si solide et si charmant, a-t-il parlé de cette loi comme d'une vieillerie à jeter au rebut, dans l'*Économiste français*?

MM. Alglave et Leroy-Beaulieu ont, eux, condamné la nature même de notre impôt foncier, bien plus que sa distribution. Ils voudraient qu'il devint un impôt de quotité en cessant d'être un impôt de répartition. C'est une trop grosse question pour que je l'aborde dans cette simple lettre, déjà trop longue. Je reconnais d'ailleurs que les impôts de quotité sont très supérieurs aux impôts de répartition, quoi qu'il ne faille pas imaginer que l'impôt de la quotité appliqué à la propriété foncière entraînerait forcément l'égalité que l'on poursuit. Il faudrait au moins pour cela que tous les contrôleurs, tous les répartiteurs et tous les directeurs fussent et restassent coulés dans le même moule. L'impôt mobilier présente de notables différences d'un département à l'autre, d'un arrondissement à l'autre. Il y aurait à tenir compte aussi des difficultés d'appréciation qu'imposent les impôts de quotité, comme l'a justement fait remarquer M. Léon Say, et ce n'est pas notre morcellement qui les atténuerait. Qui croirait, en France, pouvoir appliquer, par exemple, les bases de l'*income-tax* pour la terre et ses revenus? Il faut toujours compter, pour l'impôt foncier, avec l'état de la propriété et les modes de cultures. En tout cas, peut-être devrait-on recourir à l'impôt de quotité si l'on voulait changer notre impôt foncier, mais non, assurément, si l'on s'en proposait seulement la péréquation. Je le répète, cette péréquation est faite et merveilleusement faite; tout ce que l'on tenterait pour l'obtenir y porterait en ce moment atteinte.

Enfin, pour ne rien oublier, je terminerai — il en est temps — par rappeler que notre honorable président, M. Léon Say, a proposé de remettre en entier notre impôt foncier aux départements et aux communes. Je le déclare, bien que propriétaire foncier, je refuserais ce cadeau, s'il y a cadeau, ainsi qu'on ne manquerait pas de le prétendre. La propriété est trop attaquée aujourd'hui pour jouir, ne fût-ce qu'en apparence, d'un privilège. Comment, du reste, l'État renoncerait-il à

118 millions? Il a trop de dettes et de déficits pour cela, et pourquoi renoncerait-il jamais à l'impôt foncier?

Telles sont, mon cher rédacteur en chef, les observations que m'a suggérées la lecture de la très intéressante discussion de la dernière réunion de notre Société, et que je vous sou mets, parce que je leur crois vraiment de l'utilité.

GUSTAVE DU PUYNODE.

L'INVASION DU RADICALISME DANS LE « COBDEN CLUB ».

Monsieur le Directeur, Lecteur assidu du *Journal des Économistes*, et membre effectif du Cobden Club, j'ai approuvé de grand cœur l'avertissement que vous avez adressé au Comité du Club, dans votre chronique de juillet. Le Cobden Club a été fondé pour honorer la mémoire de Cobden, pour propager les idées de cet illustre Anglais, et il est absolument contraire à la pensée primordiale, ainsi qu'au sentiment de la plupart des adhérents étrangers, d'en faire une machine électorale au service de M. Chamberlain et de l'École radicale socialiste de Birmingham. C'est rabaisser l'œuvre que de se jeter dans la lutte plus ou moins mesquine des partis politiques. Le Cobden Club doit combattre pour l'affranchissement, non pour l'asservissement économique; — or, aujourd'hui, l'influence de M. Chamberlain est bien forte, puisqu'on emploie les fonds du Club à distribuer le *Programme radical* et les discours de l'ancien président du *Board of Trade*.

Il me paraît que le Cobden Club pourrait faire une œuvre fort utile, en provoquant parmi ses membres une sorte d'enquête sur la situation des idées économiques hors d'Angleterre, en centralisant les renseignements touchant l'influence mauvaise du protectionnisme sur les industries indigènes des divers pays. Il y a des faits à recueillir, faits très graves et qui montrent que le protectionnisme ruine peu à peu la prospérité nationale. Il ne manque pas d'hommes compétents en France, en Autriche, en Allemagne, pour répondre aux questions que proposerait le Cobden Club.

Il est malheureux que le Club cesse de constituer une sorte de centre impartial au point de vue politique, vers lequel toutes les sympathies libre-échangistes puissent converger.

En un mot, plus d'économie politique et moins de radicalisme socialiste!

Veuillez agréer, etc.

X...

BULLETIN

PUBLICATIONS DU « JOURNAL OFFICIEL ».

(Novembre 1885.)

2 novembre. — **Renseignements** adressés au ministre de la marine et des colonies sur le produit des douanes à Madagascar.

4 novembre. — **Rapport** adressé au Président de la République par le ministre des postes et des télégraphes, suivi d'un décret relatif à la création de succursales de la caisse d'épargne à l'étranger.

7 novembre. — **Rapport** adressé au ministre des travaux publics, relatif à un projet de loi tendant à autoriser l'exécution de travaux au port du Havre. — Arrêté instituant une commission pour l'étude de ces travaux.

12 novembre. — **Rapport** au ministre de la marine et des colonies sur la statistique des pêches maritimes pour l'année 1884.

13 novembre. — **Rapport** adressé au Président de la République par le ministre de la marine, relatif à l'exercice de la pêche par les yachts et bateaux de plaisance. — Décret conforme.

14 novembre. — **Décret** déclarant d'utilité publique et portant concession, dans le département du Nord, d'une ligne de tramways entre Valenciennes et Denain. — Convention et cahier des charges y annexés.

— déclarant d'utilité publique et portant concession, dans le département du Nord, d'un réseau de tramways : 1° de Raismes à Saint-Amand; 2° de Bruai à Condé; 3° de Valenciennes à Blanc-Misseron. — Convention et cahier des charges y annexés.

15 novembre. — **Signature d'un arrangement** entre la France et l'Angleterre, réglant les questions se rattachant à l'exercice de la pêche française sur les côtes de l'île de Terre-Neuve.

16 novembre. — **Rapport** adressé au Président de la République par le ministre de l'intérieur, suivi d'un décret portant règlement du service et du régime des prisons de courtes peines affectées à l'emprisonnement en commun (maisons d'arrêt, de justice et de correction).

— adressé au ministre des travaux publics par le directeur général des ponts et chaussées, des mines et des chemins de fer, suivi d'un

la chambre de commerce du Havre à la ville pour le paiement de la subvention que cette dernière doit à l'État, en vertu de la loi du 19 juillet 1880, relative à l'exécution du canal du Havre à Tancarville.

— **Décret** fixant la taxe à percevoir pour les communications téléphoniques entre Paris et Reims.

La déclaration du gouvernement à l'ouverture de la session.

Le premier devoir du gouvernement est de vous dire, dès le début de cette législature, son sentiment sur les principales questions dont se préoccupe le pays.

La situation créée par les scrutins du 4 et du 18 octobre n'a pas d'analogie avec ce qui se passe dans les autres pays parlementaires. La majorité et le gouvernement ont ici des devoirs spéciaux, comme ils ont à faire face à des éventualités d'une nature particulière. La France républicaine le sent ; c'est pourquoi l'on a dit que l'union nous est impérieusement commandée. Ce n'est pas là l'expression d'une pensée banale : c'est une nécessité politique.

Cherchons les solutions qui nous unissent et qui, en même temps qu'elles resserreront nos liens, nous uniront plus étroitement à la nation satisfaite de ses mandataires : tel est le devoir commun des républicains. La gestion financière, la politique coloniale, la question religieuse, l'administration, telles sont les principales préoccupations de la France électorale.

Notre démocratie laborieuse a besoin d'une situation financière irréprochable. Aucun progrès n'est réalisable, en effet, si l'équilibre du budget n'est pas assuré et si les excédents de recettes ne redeviennent pas le fait normal. La multiplication de nos voies ferrées, de nos chemins vicinaux, de nos écoles, toutes les réformes désirées, presque toujours coûteuses, même lorsqu'elles paraissent le plus étrangères à la question financière, tous ces désirs de la démocratie française ne peuvent trouver de satisfaction, ou du moins de satisfaction régulière et durable, que dans un budget solidement établi.

Malheureusement la crise que traverse l'Europe entière et dont souffrent l'agriculture, l'industrie et le commerce, a, depuis quelques années, atteint diverses branches des revenus publics. Plusieurs de nos recettes ont fléchi au lieu de suivre leur mouvement ascensionnel. Cette année, pour les dix premiers mois écoulés, comparés à ceux de 1884, nous ne constatons sur l'ensemble qu'un accroissement de 3 millions et demi.

Les dépenses, augmentées des frais de certaines opérations militaires, et aussi, il ne faut pas l'oublier, des sommes fidèlement réservées à

ces conditions seulement, le crédit public acceptera des réformes financières sans en être troublé. L'important, au début, est de rendre à nos budgets leur élasticité pour donner à l'esprit de réforme sa liberté, pour établir une situation financière qui serve de base solide et sûre à notre œuvre législative et politique.

Parmi les causes qui ont le plus pesé dans ces dernières années et qui pèsent le plus sur notre situation foncière, figurent des expéditions militaires et principalement celles qui ont été dirigées dans l'Extrême-Orient et à Madagascar.

Nous vous l'avons dit, Messieurs, en entrant aux affaires, nous ne saurions nous prêter à une politique d'abandon ; mais nos entreprises coloniales ont pris un développement qui les rend trop onéreuses. Il importe donc de rompre avec ce système et, quant aux expéditions passées, de prendre, pour en limiter les charges, les mesures compatibles avec l'honneur national et les intérêts de la patrie.

Bien avant la formation du Cabinet du 6 avril, tous les incidents de l'expédition du Tonkin avaient déjà montré que la plupart de nos difficultés nous venaient des dispositions et des actes du gouvernement de l'Annam. Notre plan a donc été d'établir à Hué un protectorat qui rayonnât sur l'Annam et sur le Tonkin, en évitant avec soin tout ce qui pourrait nous conduire dans la voie de l'annexion.

Actuellement la situation militaire est celle-ci :

Dans l'Annam, nous avons occupé sans coup férir un certain nombre de points du littoral. La pacification des provinces du Sud exige l'envoi de garnisons dans les citadelles des chefs-lieux. Dans les provinces du Nord, elle est en bonne voie.

Le couronnement d'un nouveau roi ne s'étant fait qu'il y a quelques semaines, les résultats qu'on peut attendre du protectorat n'ont pas encore eu le temps de se produire partout, mais il est permis d'espérer qu'ils ne tarderont pas à se manifester et que le corps d'occupation pourra être notablement réduit au printemps prochain.

Au Tonkin, notre dessein est de compléter la formation des troupes indigènes destinées à fournir les garnisons frontières.

Voici d'ailleurs quelle est, suivant nous, la solution du problème délicat qui nous est posé et qui consiste à résoudre honorablement et le plus économiquement possible la question de l'Indo-Chine.

Un résident général civil serait installé à Hué. Il dépendrait d'un seul département ministériel : il aurait sous ses ordres les fonctionnaires détachés, soit au Tonkin, soit en Annam, en vertu d'une convention annexe au traité de Hué, convention qui permet d'assimiler les deux pays au point de vue du régime du protectorat.

L'exercice de ce protectorat aurait lieu dans des conditions analogues

droits de la société civile, d'user sans passion, mais avec fermeté, des moyens que les lois nous donnent pour ramener à l'accomplissement de leurs devoirs envers le gouvernement du pays ceux des membres du clergé qui s'en écarteraient.

La loi sur le recrutement, que la Chambre précédente a votée, soumet tous les citoyens, sans exception, au service militaire ; tous nos efforts tendront à en hâter l'adoption.

Nous reprendrons devant vous un projet précédemment déposé sur la législation des fabriques, et nous vous en présenterons un sur l'organisation des Caisses diocésaines de secours.

Telle est sur ce point la politique de justice et de légalité que nous vous proposerons d'adopter.

Des questions d'une autre nature solliciteront votre activité. Elles auront cet avantage de ne pas diviser l'opinion républicaine et de réunir dans un même effort tous les hommes de bonne volonté. Nous voulons parler des questions qui intéressent le travail, l'industrie, le commerce, l'agriculture, qui ont trait à l'amélioration du sort de nos populations laborieuses. Sans doute, l'État, en ces matières, ne peut que seconder l'énergie et l'initiative individuelles ; mais, dans cette donnée, il peut encore beaucoup, soit par ses encouragements, soit par la suppression de certaines entraves.

Le développement de l'enseignement technique à tous les degrés et dans toutes les branches ; — une loi nouvelle sur les Sociétés favorisant l'agglomération des petites épargnes ; — la diffusion des institutions de prévoyance : Sociétés de secours mutuels, Caisses de retraite, Caisses d'assurances contre les accidents ; — l'établissement de l'assistance médicale dans les campagnes ; — l'institution des prud'hommes et des délégués mineurs : il y a, dans cet ordre d'idées, toute une série de réformes dont plusieurs sont déjà préparées et que la démocratie vous saura gré de mener à bonne fin.

La tâche d'un gouvernement et d'un Parlement républicain doit être, en effet, d'élever sans cesse les citoyens à un degré supérieur de liberté, de bien-être, de lumière et de moralité. Si la nation demande à ses mandataires plus de sévérité dans la gestion de ses finances et dans l'emploi de sa puissance matérielle, ce n'est pas pour s'arrêter dans son essor vers le progrès ; c'est au contraire pour l'assurer et pour le mieux régler.

Notre œuvre, d'ailleurs, n'est pas seulement législative, nous le savons. L'accord d'une majorité unie et forte avec un gouvernement qui la représente doit produire encore un autre résultat.

Certains fonctionnaires ont poussé l'oubli de leurs devoirs jusqu'à combattre ou desservir la République. Déjà, plusieurs d'entre eux ont été

Le service des intérêts aura lieu tous les six mois, par l'intermédiaire de la légation, qui remettra au gouvernement vénézuélien les coupons payés. Le capital sera amorti par rachats successifs auxquels l'administration financière du Venezuela procédera tous les ans, à partir du 1^{er} juillet 1887, sous la forme d'enchères publiques. Le résultat de cette dernière opération sera porté à la connaissance de cette légation qui amortira les titres désignés au prix convenu et qui rendra au gouvernement de Venezuela les titres amortis. Si aucune offre n'est faite, l'excédent disponible s'accumulera pour servir au rachat et ainsi de suite. Si, par cette accumulation successive, une somme équivalant au montant des titres en circulation venait à être réunie, cette somme serait employée à amortir les titres au pair sans prime quelconque. Il est entendu que si le Venezuela cessait d'exécuter la partie de ces arrangements qui lui incombe, la France aura le droit de revenir à l'ancien mode de procéder, c'est-à-dire au paiement direct en espèces.

Art. 3. Les réclamations postérieures à 1867-1868 seront réglées définitivement par une commission mixte composée d'un membre pour chaque partie.

Dès que cette commission aura terminé ses travaux, et dans les trois mois qui suivront la clôture de cette procédure, le gouvernement vénézuélien émettra, jusqu'à concurrence des indemnités allouées, une quantité suffisante de titres nouveaux portant le même intérêt du jour de leur émission. Ces titres seront amortis au gré des créanciers en même temps que les titres anciens, et en tout état de cause ils le seront suivant les stipulations de l'article 2 de la présente convention.

Art. 4. Le gouvernement du Venezuela ayant signalé, parmi les indemnitaires, un certain nombre de personnes qui, selon lui, n'avaient pas la qualité de citoyens français, lors de la convention de 1864, il est convenu que le gouvernement français fera éclaircir ce point, et que, si cette assertion est reconnue exacte par le gouvernement français, la part qui reviendrait à ces réclamants dans le reliquat de la dette de 1864 sera appliquée aux créanciers dont les réclamations ont été réglées en 1867-1868. Dans le cas, au contraire, où cette assertion ne serait pas confirmée par le gouvernement français, aucune contestation ultérieure de l'espèce ne pourra être soulevée par le gouvernement du Venezuela sur la répartition du reliquat de la créance de 1864.

Art. 5. Afin d'éviter à l'avenir tout ce qui pourrait troubler leurs relations amicales, les Hautes Parties contractantes conviennent que leurs représentants diplomatiques n'interviendront point au sujet des réclamations ou plaintes des particuliers concernant des affaires qui sont du ressort de la justice civile ou pénale, d'après les lois locales, à moins qu'il ne s'agisse de déni de justice ou de retards en justice contraires à

partis plaident pour l'inscription de leurs amis et la radiation de leurs adversaires politiques, car, si l'on a le droit de demander à être inscrit sur les registres électoraux, on a aussi celui de protester contre l'inscription de personnes dont les titres sont douteux. C'est un droit dont usent et abusent les associations politiques, libérales et conservatrices.

Lorsque les listes libérales sont définitivement arrêtées, elles doivent être remises, le 7 novembre, au *returning officer* du comté ou du bourg. Le *returning officer* est chargé de la partie administrative des élections. C'est lui qui en fixe la date, détermine le nombre et l'emplacement des lieux du vote, dépouille le scrutin et en proclame le résultat. En cas d'égalité des voix, le *returning officer*, s'il est dûment inscrit sur le registre électoral, a voix prépondérante. En général, c'est dans les comtés le sherif et dans les bourgs le maire qui fait fonction de *returning officer*.

En cas d'élections générales, le lord chancelier, sur un ordre royal (*royal warrant*), fait préparer et adresser aux *returning officers* des mandats (*writs*) qui leur ordonnent de procéder aux élections des représentants de leurs bourgs ou comtés respectifs. Les élections doivent avoir lieu dans un délai de quatre jours pour les bourgs et de neuf jours pour les comtés.

Autrefois, le vote était public; les candidats allaient aux *hustings*, sorte de plate-forme élevée sur une place où ils faisaient leur profession de foi, après avoir été proposés et appuyés (*seconded*) par leurs parrains politiques, et l'on votait à la levée des mains (*show of hands*). Aujourd'hui, le vote est secret, et l'électeur dépose son bulletin dans l'urne, comme cela se pratique en France. Après le vote, les urnes sont scellées et remises au *returning officer*, qui fait le dépouillement du scrutin.

On a vu que les élections des bourgs ont lieu avant celles des comtés; il est de plus à noter que ces diverses élections ont lieu, non à une date unique comme en France, mais à différents jours. Cela donne aux élections anglaises un caractère tout particulier, et les conséquences de ce système demandent à être signalées. D'abord, il arrive très souvent que les premières élections déterminent le résultat final. Les électeurs, race moutonnaire, suivent l'exemple donné; les indécis se laissent guider par les faits accomplis et, comme en Angleterre aussi bien qu'ailleurs rien ne réussit comme le succès, c'est le parti qui réunit le plus de voix au commencement des élections qui a le plus de chances d'obtenir une majorité décisive au bout des quinze jours que dure la période électorale. Mais ce n'est pas tout, et l'électeur riche a un avantage marqué sur l'électeur pauvre. Le domicile politique, comme on l'entend en France, n'existe pas en Angleterre où un citoyen peut être électeur dans vingt

mentation de 6 ; l'Écosse 72, soit un gain de 12, et que l'Irlande en aura le même nombre qu'auparavant, soit 103. Cela fait donc, en tout, 670 députés à envoyer à Westminster.

Sont éligibles et, par conséquent, peuvent se mettre sur les rangs pour obtenir un de ces 670 sièges, tous les citoyens anglais majeurs, jouissant de leurs droits civils et politiques, à l'exception des juges, des ministres protestants de l'Église établie d'Angleterre et d'Écosse, des prêtres catholiques et des pairs d'Angleterre. Mais les pairs des deux autres royaumes qui n'ont pas de titres anglais sont éligibles ; c'est ainsi que le comte Galway et le baron Kensington, tous deux membres de la pairie irlandaise, siègent actuellement au Parlement, le premier comme représentant du Nottinghamshire, le second de Haverfordwest.

Les fonctions de membre du Parlement sont absolument gratuites ; il faut donc, pour siéger à Westminster, être riche ou tout au moins avoir un revenu suffisant pour vivre sans rien faire. Dans de pareilles conditions, on se demande comment les ouvriers, les gens sans fortune peuvent être députés. Les Anglais y ont pourvu au moyen de l'admirable organisation de leurs associations politiques. Une cotisation des électeurs ouvriers d'un certain district permet aux travailleurs de se faire représenter au Parlement ; ils subviennent aux frais de l'élection de leur député et lui font, de plus, une pension. C'est ainsi que M. Broadhurst, ouvrier maçon, a été envoyé à Westminster par les travailleurs du Stok-on-Trent ; c'est ainsi, surtout, que bon nombre de représentants irlandais ont pu arriver au Parlement et s'y maintenir.

Mais il ne suffit pas d'être éligible pour être candidat. On ne le devient que par un procédé de sélection de la part des associations libérales ou conservatrices qui adoptent et patronnent les aspirants députés à cause de leur talent, de leurs relations, de leur influence ou de leur situation personnelle. Les candidatures isolées sont relativement rares et, en général, n'ont qu'un succès médiocre. Depuis quelques années les associations politiques ont pris un développement et acquis une influence qu'elles ne possédaient pas autrefois et qui s'expliquent suffisamment par la part plus active que prend à la direction des affaires du pays la grande masse de la population virile, à laquelle les réformes de 1832, 1867 et 1885 ont presque donné le suffrage universel. Notons, en passant, le chemin que l'Angleterre a parcouru depuis 1793, où 160 personnes disposaient d'assez d'influence pour assurer la nomination d'une majorité parlementaire soumise à leur volonté ; depuis 1819, époque à laquelle les meetings en faveur de la réforme étaient dispersés par la force armée, avec effusion de sang et mort d'homme. Revenons aux associations politiques.

Conservateurs et libéraux ont leur organisation très complète, très

noncé un long discours au cours duquel il a annoncé que la Ligue compte maintenant 1.000 *habitations* qui sont en relations directes avec la *Conservative Association* et font une active propagande conservatrice en vue des élections. Il a surtout insisté sur le rôle des dames comme agents électoraux et sur l'influence qu'elles peuvent exercer. Personne, d'ailleurs, n'a mieux expliqué leurs moyens d'action que lady Randolph Churchill, qui a si bien prêché d'exemple lors de l'élection de son mari l'été dernier. Voici comment lady Randolph Churchill s'exprime dans une des brochures de la Ligue : « Le fait que les femmes ne votent pas doit contribuer largement à leur influence en faisant de la propagande électorale, puisqu'il prouve leur désintéressement et doit donner du poids à cette force d'argumentation dont on les sait bien douées et qu'elles appuient de toute la douceur persuasive qui est l'apanage de leur sexe ». Si la *Primrose League* n'avait eu d'autre résultat que de faire écrire cette délicieuse phrase, sans compter l'introduction de l'élément féminin dans la politique, on lui devrait encore de la reconnaissance.

Le candidat, une fois qu'il a été accepté par l'association du parti auquel il appartient, doit préparer son élection et faire choix de cet indispensable auxiliaire, l'*election agent*, de qui dépend en grande partie son succès. L'*election agent* doit être doué d'une activité infatigable, et surtout posséder sur le bout du doigt toute la législation anglaise relative aux élections ; il faut que les dédales des *Corrupt Practices Acts* lui soient familiers et que les subtilités de ces lois embrouillées n'aient pas de secret pour lui. Il n'y a pas encore bien longtemps, les manœuvres corruptrices employées aux élections constituaient un véritable scandale. Sans remonter à l'époque dont Charles Dickens nous a laissé un si amusant tableau dans son *Pickwick*, il n'y a pas plus de douze ou treize ans que certains bourgs ont été privés du droit d'élire des représentants au Parlement par suite des manœuvres illégales au moyen desquelles les candidats s'y faisaient nommer. A différentes reprises on a fait des lois spéciales, dont la dernière date de 1883.

Avant ces lois salutaires, les votes se vendaient au plus offrant et dernier enchérisseur ; les agents électoraux, après des banquets pantagruéliques, grisaient les électeurs, les entassaient dans des véhicules loués à grands frais et les menaient voter comme on mène des bestiaux au marché. Quand un agent parvenait, au dernier moment, à tromper la surveillance de son adversaire et faisait voter son troupeau d'électeurs en faveur de son candidat à lui, c'était le comble de l'art.

Pour empêcher les électeurs du camp opposé d'aller au scrutin et pour amener les siens à voter, tous les moyens étaient bons pour l'*election agent* ; les promesses, les menaces, la violence même étaient mises

évaluation à vol d'oiseau, et non le résultat d'un calcul même approximatif.

D'après la loi de 1883, le maximum des frais d'élection est fixé comme suit :

Dans les bourgs : Si le nombre des électeurs inscrits ne dépasse pas 2.000, c'est 350 liv. st. (8.750 fr.); au-dessus de 2.000 électeurs, 380 liv. st. (9.500 fr.); puis ensuite 30 liv. st. par 1.000 électeurs, la fraction de 1.000 non comptée, sauf pour le troisième mille. Dans les comtés : si le nombre des électeurs inscrits ne dépasse pas 2.000, le maximum est de 650 liv. st. (16.250 fr.) en Angleterre et en Écosse ; s'il y a plus de 2.000 électeurs inscrits, 60 liv. st. en plus par 1.000 électeurs, la fraction de 1.000 n'étant pas comptée, sauf pour le troisième mille. En Irlande, au-dessus de 2.000 électeurs inscrits, le maximum est de 500 liv. st. (12.500 fr.), avec une augmentation de 40 liv. st. par 1.000 électeurs.

Quant au candidat, il peut dépenser pour son voyage personnel 100 liv. st. (2.500 fr.) sans en donner le détail ; mais il est tenu de déclarer ces frais avec ceux que fait son agent, lequel, dans un délai de trente-cinq jours, doit remettre au *returning officer* le compte exact de tous les frais de l'élection ; les paiements de toute nature doivent être faits par l'*election agent*.

Mais la loi ne fixe pas seulement le maximum des frais, elle stipule le nombre d'agents subordonnés, hommes de peine que doit employer le candidat, le nombre de salles qu'il pourra louer pour y réunir ses comités, le tout étant calculé sur le nombre des électeurs inscrits.

Elle interdit au candidat, à son agent ou à toute personne d'offrir à boire ou à manger aux électeurs ou de leur payer un spectacle quelconque ; elle leur interdit aussi de promettre de l'argent, des places ou du travail aux électeurs, soit pour les décider à voter, soit pour les engager à s'abstenir. Ce sont là des manœuvres corruptrices. La loi défend aussi de payer les frais de voyage des électeurs de chez eux au lieu du vote par le chemin de fer ou par la route ; mais, si les électeurs ont à traverser la *mer* pour se rendre au scrutin, le candidat est autorisé à leur fournir les moyens de transport. Il est donc interdit de louer des voitures pour mener les électeurs au scrutin ; mais il est permis à tout particulier de prêter les siennes pour cet objet. Toute infraction aux dispositions précédentes constitue une illégalité.

La nouvelle loi rend très dangereuse la propagande à domicile par le candidat et ses amis (*canvassing*). Un mot malheureux, une promesse déguisée, une parole imprudente peuvent être interprétés comme rentrant dans une des catégories de manœuvres qui rendent nulle une élection. Aussi les dames chevalières de la *Primrose League* devront-elles se borner uniquement aux arguments « où la douceur persuasive

privée? Il sollicite l'intendance de la division territoriale (aujourd'hui inconnue) des Chiltern-Hundreds ou celle des manoirs de East Hundred, Northstead ou Hempholme, que les ministres ne refusent jamais, cela va sans dire. L'impétrant devenu fonctionnaire de la Couronne n'est plus apte à siéger, il n'est plus député, et cependant il n'a pas donné sa démission. C'est fort ingénieux. Bien entendu, l'intendant des Chiltern-Hundreds aussitôt nommé se démet de ses fonctions pour laisser la place à d'autres. (*Journal des Débats.*)

Le canal de la mer du Nord à la Baltique. — Un des premiers projets de loi qui viennent d'être votés par le Reichstag est celui qui a pour objet l'autorisation de construire un canal entre la mer du Nord et la Baltique, avec allocation de la part de l'Allemagne de 50 millions de marks.

Le plan de ce canal est dû à un ingénieur, M. Leutze, et à un négociant de Hambourg. D'après ce plan, le canal partirait à quelques kilomètres en amont de Brunsbüttel, près de l'embouchure de l'Elbe, pour aboutir dans la baie de Kiel, près de Holteneau. Les eaux seraient drainées de Brunsbüttel par le petit lac de Kuden et la plaine basse jusqu'au coude que forme la rivière Eider que le canal atteindrait à Wittelsbergen et dont il suivrait le cours, en passant par Rendsbourg, jusqu'à Steinrade, où il prendrait la direction suivie par le canal actuel de l'Eider, mais en évitant les courbes que décrit cette voie d'eau.

Le devis s'élève à 156 millions, les frais d'entretien à 1 million de marks. La largeur du canal à la surface d'eau sera de 60 mètres et au plafond de 26 mètres, la profondeur sera de 8^m50. Les navires n'appartenant pas à la marine allemande payeront une redevance de 75 pfennigs par tonne. Les précautions nécessaires seront prises pour défendre le canal en cas de guerre.

Voici maintenant comment le gouvernement explique les avantages économiques de son projet.

La navigation marchande entraîne actuellement des pertes considérables à cause du détour que les navires doivent faire autour du cap Skagen pour arriver d'une mer dans l'autre. Le canal est destiné à abréger la route de 637 milles marins au moins et l'économie de temps sera d'autant plus forte que le port de destination des navires venant de la mer Baltique sera situé plus au Midi. Les voiliers gagneront, en passant par le canal, deux jours au moins, et les steamers servant au transport des marchandises, vingt-deux heures. Le mouvement du canal se développera très rapidement, et l'on estime que, sur les 35,000 navires qui traverseront chaque année le Sund, 18,000 au moins passeront par le canal.

Quant aux dangers de la navigation dans le Sund, l'exposé fait ressor-

subvention, soit sous l'apparence dissimulée, mais qui, au fond, revient toujours au même, d'une augmentation des droits d'importation.

Ici, faites-moi grâce de vos théories, et ne venez pas me dire, avec quelque grand docteur ès-science économique, qu'un pays qui n'a que l'agriculture est un pays qui n'a qu'un bras ! La belle découverte ! et combien elle m'est utile ! Je vous répondrai par une autre autorité, qui vaut bien la vôtre, car elle est celle du bon sens, et celle de la Grande-Duchesse... de Gérolstein : « Lorsqu'on ne peut pas avoir ce que l'on aime, il faut aimer ce que l'on a ». Et si l'agriculture n'est qu'un bras, on doit pourtant avouer que c'est un bras d'une jolie force, et dont bien des gens se contenteraient. De là viendra le reste, allez ! Tout le monde est d'accord que c'est bien agréable de se promener à la chaussée dans la *birja* (voiture de place) d'un muscal ; mieux encore, dans un brillant équipage qui nous appartiendrait en propre. Mais si je n'ai pas les moyens de louer l'un ou d'entretenir l'autre, me conseillerez-vous de signer des lettres de change à 50 0/0, à seule fin de satisfaire cette petite ambition ? Engager, compromettre peut-être mon avenir, pour épater quelques badauds et faire entrer quelques *gologani* (pièce de 2 sous) de plus dans l'escarcelle des marchands de chevaux ? Jamais de la vie !

Il est donc entendu qu'encouragement veut dire argent. *De qui et pour qui* le demande-t-on ? — C'est l'État qui doit le donner, pour le plus grand bien de MM. les fabricants, propriétaires, industriels, etc., etc. !

Mais l'État c'est moi, c'est vous, c'est Anica, c'est tout le monde ! C'est de nos poches que sort tout l'argent qui se trouve, ou qui devrait se trouver dans les caisses du gouvernement. L'État ne possède et ne dépense pas un *para* qui ne nous appartienne, à nous tous, ou qui n'ait été payé par l'un de nous, soit comme impôt direct, soit comme impôt indirect.

Vous voulez donc que nous tous donnions quelque chose de ce que nous possédons pour favoriser une minorité, absolument minime, microscopique, pourrais-je dire ?

Et pourquoi ?

Ne m'interrompez pas ! Je vous entends ; vous venez me dire que cet argent restera dans le pays. Ça, c'est bien possible, mais dans quelles poches ? Je dépense assez maintenant, je dépense tout ce qu'il m'est possible de dépenser, et peut-être un peu plus que je ne devrais, et je dois me saigner encore ? J'ai bien le droit de vous demander pour qui.

Vous me répondez qu'employé à encourager l'industrie *nationale*, l'agriculture *nationale*, la fabrication *nationale*, cet argent retombera en bienfaisante rosée sur le pays entier.

J'ai peut-être quelque raison, de bonnes raisons même, de ne pas trop ajouter foi à l'exactitude de vos calculs. Mais je veux être bon prince ; je

tion qui pût donner lieu tout à la fois à des développements scientifiques et à des considérations pratiques, et il a pensé que la question des impôts réels pouvait justement présenter quelque intérêt théorique tout en permettant d'aborder des sujets d'actualité.

Il semble que tous les impôts soient personnels en ce sens que les contribuables en sont tenus personnellement, et cependant il y en a un grand nombre que l'on considère comme réels. L'impôt foncier, le plus réel de nos impôts, ne constitue pourtant pas, à proprement parler, un droit réel de l'État, parce qu'il n'est pas le signe d'un partage de la propriété entre l'individu et l'État. L'État n'est pas un copropriétaire. Il n'exerce aucun des droits du copropriétaire ou du propriétaire par indivision, et quand la part de produit, qui lui revient sous le nom d'impôt, ne lui est pas remise à l'échéance, ce sont d'abord les meubles de son débiteur qu'il fait saisir par son percepteur et dont il fait vendre ce qui est nécessaire pour être rempli de ce qui lui est dû. En Suisse, il y a des cantons où l'impôt foncier n'est payé que déduction faite des dettes, c'est-à-dire où l'impôt foncier est payé par partie par le propriétaire et par partie par le prêteur au profit duquel il y a des hypothèques. Il semble que dans ce cas l'impôt, au regard du propriétaire, est personnel puisqu'il varie en raison de la situation de la personne du propriétaire. Si la distinction entre les impôts réels et les impôts personnels est difficile à faire, à cause du caractère même de la plupart d'entre eux, on peut néanmoins, avec beaucoup d'avantage, faire entre les différents impôts une distinction qui se rapproche de celle-là, c'est-à-dire qu'on peut distinguer les impôts qui sont établis sur les sources des produits et les impôts qui sont établis sur le revenu. Les premiers de ces impôts font abstraction de la personne et sont payés également par tous ceux qui profitent également d'une même source de produit indépendamment des charges qu'ils ont à supporter, c'est-à-dire sans distraction d'aucun passif ; les autres sont payés par les individus et peuvent être modifiés par des considérations tirées de la situation même du contribuable.

On a beaucoup discuté en Allemagne l'impôt sur le revenu général, et on a comparé ses avantages avec ceux de l'impôt sur le produit ou le rendement, et il est probable que des discussions du même genre s'ouvriront bientôt dans le Parlement français, si l'on en juge par des propositions qui sont à l'étude.

Les économistes considéraient jusqu'à présent comme un progrès la transformation en impôt sur les choses des impôts sur les personnes. Il est possible qu'on se trouve aujourd'hui divisé sur ce point, et qu'il y ait des écoles qui placent le progrès à l'inverse. Il est même

L'*income tax*, en Angleterre, est un impôt mixte.

Dans notre prestation, il y a surtout un élément *personnel*, bien que beaucoup de personnes y voient aussi un élément *réel*.

La science économique, frappée des inconvénients des impôts établis sur la personne même, et des procédés souvent vexatoires auxquels ils ont donné lieu sous tous les régimes, a toujours proclamé qu'il fallait tendre autant que possible vers l'adoption de l'impôt *réel*. Cependant, il est légitime et raisonnable d'admettre qu'une forte portion des taxes imposées sur certaines professions, comme celles d'avocat, de médecin, soit personnelle.

Conclusion : la distinction entre les impôts réels et les impôts personnels peut trouver dans la pratique une application utile, et un bon système fiscal doit tendre à rendre de plus en plus *réelles* les diverses contributions.

M. Alglave voudrait d'abord définir les termes mêmes de la question. Il y a, en droit, une définition qui lui paraît suffisante ici : l'impôt *réel* est celui qui porte sur les *choses*; l'impôt *personnel* est celui qui pèse sur les *personnes*. Les impôts sur les choses grèvent les capitaux mobiliers et immobiliers des gens qui les possèdent; sous l'ancien régime existaient des taxes qui faisaient la distinction, et la taille réelle, on le sait, ne s'appliquait pas à tout le monde.

M. Alglave ne voit guère, dans notre droit, que la prestation et la « capitation » qui soient des taxes personnelles; le reste, — impôts sur les capitaux, sur les consommations, la circulation, les transmissions, — est *réel*.

Dans une autre classification, l'on pourrait dire que l'impôt réel est une taxe dont on peut s'exempter en faisant l'abandon de la chose sur laquelle il est frappé. On peut, par exemple, se décharger de l'impôt foncier en abandonnant l'immeuble sur lequel il porte.

Maintenant, y a-t-il intérêt, dans la pratique, à distinguer les impôts réels et les impôts personnels? M. Alglave ne le croit pas, et il juge inutile de surcharger la science d'une distinction sans portée effective.

M. Léon Say fait remarquer qu'il peut être intéressant, pourtant, d'examiner si l'impôt sur le revenu, par exemple, doit être établi sur le *revenu* même ou sur les *sources des revenus*, distinction que fait parfaitement l'*income tax* en Angleterre.

M. Batbie est d'avis que tous les impôts sont personnels en ce sens qu'ils sont payés par une personne. Au point de vue du paye-

étant si souvent en disproportion avec les ressources du contribuable ? Ce qui fait qu'on le supporte, c'est que par la répercussion celui qui en fait l'avance parvient à le faire rembourser, au moins en partie, par les acheteurs de ses produits. Les acheteurs étant producteurs et vendeurs, à leur tour, il en résulte que la répercussion se communique de proche en proche, divisant l'impôt de plus en plus par une sorte de vibration continue. Franklin disait que « le commerçant met la patente dans ses factures ». Cela est vrai parce que le commerçant divise sa patente par un grand nombre d'affaires et que chaque article qu'il vend n'est chargé que d'une augmentation insensible et dont le poids est trop léger pour qu'il agisse sur la consommation. Aussi quelquefois la taxe est-elle l'occasion d'un bénéfice pour celui qui en fait l'avance. Il faut seulement que le contribuable, après en avoir fait l'avance, puisse diviser l'impôt par un nombre considérable de ventes et ne charge chaque article vendu que d'une augmentation tellement faible que la consommation et le chiffre des affaires ne s'en ressentent pas.

Notre système financier étant presque tout entier fondé sur la richesse apparente, il est difficile de comprendre ce que pourrait être un *impôt sur le revenu* dont la menace se renouvelle toutes les fois que le Trésor a des besoins extraordinaires. M. Batbie ne croit pas qu'il soit possible de superposer aux impôts sur les revenus apparents un impôt sur le revenu effectif. Il faut choisir entre les deux systèmes, et l'orateur préfère l'impôt sur les revenus apparents, parce qu'il est plus favorable à la liberté des citoyens. L'impôt sur le revenu effectif ne peut être établi que par la recherche de la richesse effective, de l'état des affaires, et cette recherche est bien périlleuse ; elle le serait particulièrement pour le commerçant qui serait obligé ou de supporter une taxe exagérée ou de révéler sa position momentanément gênée, au risque de perdre tout crédit et de ruiner définitivement une situation qui pourrait être sauvée.

M. Yves Guyot attache à la distinction entre l'impôt personnel et l'impôt réel autant d'importance qu'on y attachait au XVIII^e siècle, lorsque, sous l'influence des penseurs et des physiocrates, l'impôt perdit son caractère de tribut et de droit régalien pour prendre celui de contribution résultant d'un contrat.

Comme J.-J. Rousseau, comme l'Assemblée nationale, M. H. Passy disait : « L'impôt doit peser sur les choses et non sur les personnes ». L'impôt ne doit pas connaître l'homme : c'est l'application de la loi du développement humain, si bien dégagée par Sumner Maine ; l'homme doit être de moins en moins solidaire de la chose. L'impôt

études sur les physiocrates (*l'Homme aux quarante écus* et les *Physiocrates*), la répercussion n'est possible qu'à ceux qui vendent. Or, les petits propriétaires, qui produisent uniquement pour leur consommation, et qui n'ont rien à vendre, ne pourraient pas répercuter l'impôt. Ils seraient définitivement écrasés par une taxe lourde sans opposer de répercussion.

M. Yves Guyot reconnaît parfaitement que la transformation dont il s'agit, en raison de l'énormité de nos budgets, n'est pas possible à opérer du jour au lendemain; ce qu'il voudrait, ce serait d'abord une expérience tentée par la suppression de l'octroi, opérée dans les villes qui se décideraient pour ce système.

M. Fréd. Passy demande comment M. Yves Guyot détermine la valeur du capital à imposer, valeur qui ne peut se déterminer que par l'évaluation du revenu?

M. Yves Guyot rappelle le travail qui a été exécuté récemment, sur l'initiative même de M. Léon Say, pour l'évaluation de la valeur de la propriété bâtie en France. A Paris même, de 1876 à 1879, on a revisé le cadastre, et l'on a vu des immeubles rapporter 10 0/0 dans d'affreux quartiers comme le quartier Sainte-Marguerite, et d'autres 2 0/0 dans la plaine Monceau.

M. Adolphe Coste constate que les précédents orateurs se sont tous montrés partisans de l'impôt réel, soit direct, soit indirect. Il voudrait, lui, prendre la défense, dans une certaine mesure, de l'impôt personnel.

Les impôts personnels, dit-il, sont rares dans notre système fiscal: on n'a pu citer que la contribution personnelle et une partie des prestations; il faut regretter qu'ils ne soient pas plus nombreux et surtout mieux établis. Quel est, en effet, le grand inconvénient des impôts réels, des impôts sur la consommation ou sur les sources de produits? M. Batbie l'a reconnu avec franchise; c'est qu'ils sont inégaux, improporcionnels aux ressources des contribuables qui les acquittent. De là, la nécessité d'une répercussion qui reporte sur tous les citoyens non frappés la charge de l'impôt. Mais combien ce phénomène de la répercussion est hypothétique et aléatoire. Nous assistons, en ce moment, à des souffrances qui le démontrent. La recrudescence du mouvement protectionniste est une manifestation de la difficulté qu'éprouvent les industriels indigènes à se récupérer de l'impôt en le rejetant sur les consommateurs. Les efforts d'un certain nombre d'éminents financiers, et en particulier de

contribuables ; ils deviendraient à la fois réels et personnels, c'est-à-dire réels sans répercussion nécessaire, et personnels sans taxation arbitraire ; ils se montreraient dès lors très supérieurs aux impôts indirects.

M. D. Wilson, rappelant comment M. Batbie a défendu les impôts réels, trouve que l'on a vraiment abusé au delà de toute raison, chez nous, des taxes indirectes, des impôts de consommation.

Avant 1870, il y avait, dans notre système fiscal, une sorte d'équilibre entre les taxes directes et les taxes indirectes ; le poids total était supporté avec une certaine facilité par le pays. Après la guerre, cet équilibre a été détruit ; sur 750 millions d'impôts nouveaux, on a demandé, dit M. Wilson, 710 millions aux taxes indirectes, ce qui est, à son avis, exorbitant.

Pour réparer en quelque mesure ce mal, faut-il s'adresser à l'impôt sur le capital, soutenu par M. Yves Guyot ? Ce ne pourrait être qu'un impôt de superposition. Cependant, en demandant à chaque contribuable quel est son revenu net, au moyen d'une déclaration, si l'impôt est léger, on arrivera aisément à frapper les sources diverses des revenus, les créances hypothécaires, — exemptées, on ne sait pourquoi, — les rentes d'État, les revenus provenant de placements à l'étranger. Avec un impôt sur le revenu, conçu de cette façon, et atteignant la personne même, tenant compte des charges du contribuable, à qui on demandera ce qu'il gagne, ce qu'il touche de part et d'autre et ce qu'il dépense, on arrivera à mieux faire sentir à chacun ce qu'il supporte dans le fardeau des taxes communes et à faire comprendre à chaque citoyen sa responsabilité dans la grande existence nationale. Mais tout cela, encore une fois, à une condition, c'est que cet impôt soit léger.

M. Léon Say, résumant très brièvement la discussion, fait remarquer qu'elle a été, en somme, intéressante, par les divers points de vue sous lesquels la question a été examinée. Il regrette pourtant que les orateurs se soient trop renfermés dans le système fiscal de la France, car à l'étranger existent bien des impôts réels dont l'assiette et la portée auraient été utiles à signaler.

M. Wilson explique encore que, pour lui, l'*income tax* des Anglais n'est pas un impôt à imiter, car on doit remarquer que c'est celui que combattent avec le plus d'acharnement les financiers d'outre-Manche. Cet impôt, du reste, n'est pas, en réalité, un impôt sur le revenu, et M. Wilson est partisan d'un système se rapprochant le plus possible de l'impôt personnel.

M. de Parieu est partisan de l'impôt sur le revenu et même sur la rente.

M. Batbie fait observer que l'on peut appliquer la qualification d'*impôt de superposition* à l'impôt sur le revenu, que M. Wilson est d'avis d'établir. Quelque léger que soit cet impôt, c'est un impôt de superposition, comme le serait celui que M. Guyot pense qu'on pourrait établir pour remplacer les contributions indirectes.

Enfin, M. Alglave ajoute que si l'on observe des différences dans les effets des impôts sur le revenu en Angleterre et en Allemagne, ces différences tiennent seulement à la diversité des procédés d'application, — ici, déclaration du contribuable; là, taxation par des commissions administratives, comme en Allemagne.

La séance est levée à onze heures et demie.

Le Rédacteur du Compte rendu : CHARLES LETORT.

OUVRAGES PRÉSENTÉS.

Ministère du commerce. Annuaire statistique de la France. Huitième année, 1885 ¹.

Buletinul ministerului agriculturii, industriei, comertului si domeniilor. Anul I, 1885, n° 8 ².

Verlag aan den Koning betreffende den dienst der Rijks-Postspaarbank, 1884 ³.

Preussische Statistik. LXXXV. Die Ergebnisse der Ermittlung des Ernteertrages für das Jahr 1884 ⁴.

Ministero di agricoltura. Annali del credito e della previdenza. Anno 1885. L'assicurazione degli operai nella scienza e nella legislazione germanica. Relazione per UGO MAZZOLA ⁵.

L'impôt, par M. H.-E. MICHAUX ⁶.

Direzione generale di Statistica. Statistica giudiziaria per l'anno 1882 ⁷.

¹ Paris, Impr. Nationale, 1885, gr. in-8.

² Bucuresci, tip. S. Mihalescu, 1885, gr. in-8.

³ S'-Gravenhage, Gebrœders Van Cleef, 1885, in-4.

⁴ Berlin, 1885, in-.fol.

⁵ Roma, typ. Eredi Botta, 1885, in-.8.

⁶ Paris, Challamel aîné, 1885, in-8.

⁷ Roma, tip. Eredi Botta, 1885. gr. in-8.

Grafisk Öfversigt af den svenska Bankrærelsen, 1882-1884, af CARL CRAMER ¹.

De la convention internationale pour la protection industrielle, conclue à Paris le 20 mars 1883, par A. CAHEN et L. LYON-CAEN ².

Tarif général des droits de douane de Roumanie ³.

Ministero di agricoltura. Bollettino mensile delle situazioni dei conti degli istituti d'emissione. Anno XVI, n° 8 ⁴.

Rapport sur les concours pour les prix du comte Rossi et sur les concours de licence et de doctorat à la Faculté de droit de Paris, par M. DUCROCQ ⁵.

Exposition internationale de meunerie. Rapport du jury des I^{re} et III^e sections. Observations générales, par M. CHEYSSON ⁶.

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

RÉUNION DU 18 NOVEMBRE 1885.

NÉCROLOGIE : M. Haincque de Saint-Senoch.

Les conférences de la Société de statistique pendant la session de 1885-1886.

ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES.

COMMUNICATIONS : Le question du morcellement de la propriété en France. — L'Atlas statistique des États-Unis. — La question monétaire et les conséquences financières de l'Union latine.

La séance est présidée par M. Lafabrègue, en l'absence de M. Léon Say, président, empêché.

M. Lafabrègue exprime les vifs regrets de la Société de statistique qui vient de perdre un de ses membres les plus distingués et les plus sympathiques, M. Haincque de Saint-Senoch, conseiller référendaire à la Cour des comptes.

Il rappelle ensuite que la Société aura à procéder, dans sa prochaine séance du 16 décembre, à l'élection d'un président, d'un vice-président et de deux membres du Conseil. Conformément au règlement, les candidats adoptés et proposés par le Conseil sont, dans l'ordre des fon-

¹ Stockholm, Falk, in-8.

² Paris, impr. de V^e E. Vert, gr. in-8.

³ Bucarest, Gœbl fils, 1885, in-4.

⁴ Roma, tip. Eredi Botta, 1885, in-4.

⁵ Paris, Delalain frères, 1885, in-8.

⁶ Paris, impr. de Lahure, in-8.

fort courtois, l'espoir que M. Gimel voudrait bien rendre compte à la Société de son récent ouvrage sur *le Morcellement*. On ne peut pas dire que M. Gimel se soit exécuté de très bonne grâce. Il a jadis écrit sur la question de la division de la propriété quelques pages peu connues, mais qui méritaient de l'être davantage et que M. de Foville, dans son livre, ne s'est pas lassé de citer et de louer. M. Gimel ne l'en accuse pas moins de lui avoir « pris son sujet ». Il faut croire qu'il ne l'avait pas complètement épuisé, puisque deux années de suite le Comité des travaux historiques et scientifiques a cru devoir mettre cette question à l'ordre du jour. N'importe : M. Gimel reproche avec une certaine amertume au vice-président de la Société de statistique d'avoir braconné sur une chasse réservée et son compte rendu a un faux air de procès-verbal. Il compte les pages du livre, en transcrit la table des matières, y relève un ou deux accidents typographiques, remet gravement en place une virgule égarée. *Le Morcellement* se compose de trois parties : division de la propriété, fractionnement parcellaire, dispersion des propriétés rurales. Ce sont bien, ce nous semble, trois problèmes différents. Mais M. Gimel, qui n'a toujours vu à la question du morcellement que deux faces, le côté *cotes* et le côté *parcelles*, s'étonne que cette conception tout administrative n'ait pas suffi à M. de Foville.

Le principal défaut de ses critiques, c'est de n'être point motivées. Aux évaluations forcément discutables, mais soigneusement déduites de l'auteur sur l'état de la propriété foncière avant la Révolution, M. Gimel oppose un article du *Dictionnaire* de Larousse ! Ce n'est peut-être pas une autorité suffisante. Aux 8 millions de propriétaires que M. de Foville, à peu près d'accord sur ce point avec l'administration des contributions directes, croit pouvoir attribuer à la France actuelle, M. Gimel oppose les 3 ou 4 millions de Français qualifiés « propriétaires » dans le dénombrement de 1881. M. Gimel ignorerait-il que cette rubrique comprend exclusivement ceux des possesseurs du sol qui, cultivant ou non leur bien, n'exercent aucune profession, aucun commerce, aucune industrie ? Il y manque donc des millions de noms et l'observation a été si souvent faite qu'on ne devrait plus s'y tromper. (Voir le *Morcellement*, p. 80.)

M. Gimel se trompe également quand il reproche à M. de Foville de ne pas avoir tenu compte de la part considérable que la propriété bâtie représente dans les cotes de minime contenance. Tout le chapitre VIII roule sur cette question.

Une autre observation de M. Gimel a causé plus de surprise encore. Dans les quelques milliers de communes qui ont été recadastrées, les superficies imposables ont légèrement augmenté d'un cadastre à l'autre. Pour expliquer ce fait (qui n'est rien moins qu'inexplicable), M. Gimel

encore une mesure, mais maintenant qu'il est déprécié, ce n'est plus une marchandise, et par conséquent si l'État est amené à refondre un jour cette monnaie d'argent, c'est le pays tout entier qui subira la perte due à cette dépréciation, et tous les revenus seront diminués.

On a cru longtemps que, par suite du bimétallisme, il y avait deux métaux en circulation dans notre pays; mais on peut dire en somme qu'il n'y en avait qu'un, l'argent, car on ne gardait l'or qu'en prévision de la guerre ou d'autres calamités. Pendant ce temps, l'Angleterre, plus avisée, n'a eu qu'un étalon, l'or, et voilà de quelle manière elle procédait, en ce qui concerne l'argent : l'Amérique lui envoyait son argent et l'Angleterre nous le renvoyait pour qu'il fût frappé de notre poinçon, de sorte que, suivant le cours du change, elle vendait l'argent ou elle se servait de notre poinçon comme d'une garantie. En France, au contraire, les frappes d'argent se sont multipliées en dehors même des besoins de la circulation, et au grand détriment de l'État.

En résumé, suivant l'orateur, le renouvellement de l'Union latine cache une situation précaire; nous avons 1,200 millions d'argent à la Banque, nous en avons 2 milliards en circulation. A la liquidation, la perte sera d'environ un milliard. Il y a d'ailleurs un autre danger dont il faut tenir compte, c'est que cette liquidation ne soit avancée par suite du refus du commerce de recevoir plus longtemps ces pièces dépréciées. Seulement, M. Monteaux n'indique aucun moyen pour la France de sortir de la situation sans encourir les dommages qu'il redoute.

M. Cheysson demande la parole pour revenir à la partie statistique de la question, mais l'heure avancée l'oblige à remettre sa communication à la prochaine séance.

Voici l'ordre du jour de cette prochaine séance, fixée au 16 décembre :

1^o Élection du président, du vice-président et de deux membres du Conseil;

2^o Rapport présenté par M. Cheysson au nom de la commission des prix de 1885 (*question des moyennes*);

3^o *La Question monétaire.* — Communication de M. Fournier de Flaix sur la production et la consommation des métaux précieux. — Communications de MM. Cheysson et Juglar.

Voilà, il faut en convenir, une propriété dont le bornage n'est pas facile ! Il n'est pas facile surtout pour M. Fouillée, qui, appuyant un peu trop peut-être sur ce que chacun de nous doit à l'État social, pousserait volontiers l'analyse jusqu'à faire disparaître l'individu. Et pourtant celui-ci existe et a seul une existence objective certaine. Tout le reste n'est qu'abstraction.

Qu'est-ce que le genre humain, « cet homme qui vit toujours et apprend continuellement » ? Une simple idée générale. Qu'est-ce que la société ? Une idée du même genre. Et l'État, cette idole des socialistes ? Encore une idée du même genre. En réalité, il n'existe à chaque moment présent que des individus sur la planète, des individus sur les territoires occupés par les nations civilisées, et des individus sur le territoire de chaque nation. Tous ces individus vivent sous l'empire d'arrangements sociaux plus ou moins imparfaits et perfectibles ; mais ce sont eux et eux seulement qui possèdent la réalité de l'existence.

Sans doute il est commode, dans la pratique, de créer des personnes civiles, telles que l'État, les départements et les communes, les fabriques, etc., etc. Il est commode de leur attribuer des droits et particulièrement le droit, tout individuel, de propriété. Mais conclure de là qu'ils sont des êtres réels, qu'ils ont, tout comme les individus, des devoirs moraux, c'est abuser du langage et entrer dans l'inintelligible.

« Le tort commun des économistes, dit M. Fouillée, est de croire que l'État n'a ni le *devoir* ni le *droit* de faire des sacrifices pour rendre moins inégales les conditions humaines. » A nos yeux le tort de M. Fouillée et des socialistes de la chaire est de croire que l'État a des devoirs, qu'il fait ou peut faire des sacrifices, et qu'il doit chercher à rendre moins inégales les conditions humaines.

En effet, cet être de raison qu'on appelle l'État, n'ayant pas de personnalité réelle, ne saurait avoir des devoirs à remplir, ni la faculté de faire des sacrifices, choses qui n'appartiennent qu'à l'individu. Mais cette abstraction prend une réalité très objective et fort agissante, quoiqu'on lui donne, à elle aussi, un nom abstrait et qu'on l'appelle *gouvernement*.

Qu'est-ce que le gouvernement ? C'est une réunion d'individus, classés dans une hiérarchie donnée pour *commander* aux autres dans des limites plus ou moins étendues, définies par la loi et la coutume. Ces individus sont-ils supérieurs aux autres en probité et en science ? Non. C'est une prétention qui n'existe aujourd'hui que dans le clergé catholique. Ces individus, d'autant plus nombreux que les attributions du gouvernement sont plus étendues, exercent, chacun dans sa sphère, la faculté de commander aux autres et, chacun dans sa sphère, peut dire, comme Louis XIV, « l'État, c'est moi ». Chacun d'eux possède, en effet, dans son domaine petit ou grand, le pouvoir de commander et de se faire obéir.

nable au livre de M. de Aréchaga. Il mérite d'être remarqué entre les nombreux ouvrages du même genre produits par la littérature hispano-américaine ; mais il a leurs défauts, notamment celui d'être fait sur des livres, plutôt que sur l'observation des actes de la vie des peuples, d'être une œuvre d'érudition plutôt qu'une œuvre de réflexion et de science.

COURCELLE-SENEUIL.

DAS WIRTSCHAFTLICHE LEBEN DER VÖLKER, ein Handbuch über Production und Consum, von Dr KARL VON SCHERZER. — Leipzig, Verlag von Alphons Dürr, 1885; 756 pages in 8°.

La Vie économique des peuples, du Dr K. von Scherzer, est une œuvre de Bénédictin, que peu de personnes eussent eu le courage d'entreprendre et les moyens de mener à bonne fin. Mr von Scherzer, actuellement consul d'Autriche-Hongrie à Gênes, est bien connu du monde savant par son remarquable livre sur les résultats économiques d'un voyage autour du monde entrepris en 1875-79, à bord de la frégate *Novara*, et plusieurs autres publications économiques et statistiques. L'ouvrage qu'il publie aujourd'hui est un tableau complet de la production, de la consommation, et de l'échange de toutes les marchandises qui alimentent le commerce du monde et des principaux facteurs qui contribuent à l'activité industrielle ou commerciale des divers peuples.

D'autres auteurs ont déjà tenté de remplir ce cadre : pour n'en citer qu'un, le Dr von Neuman-Spallaert, de Vienne, publie périodiquement, sous le titre de : *Uebersichten der Weltwirtschaft*, des aperçus qui sont des modèles de statistique consciencieuse et méthodique, mais limitée aux principaux produits.

L'ouvrage de M. von Scherzer est beaucoup plus vaste et plus complet : rien n'échappe à ses laborieuses recherches ; il soumet à la balance de la statistique les objets qui paraîtraient les moins susceptible de mesure. Non content, par exemple, de nous donner le dénombrement du bétail de tous les pays, y compris les ânes, les dromadaires, les rennes, il nous renseigne sur la production, la consommation et le commerce de la viande, du lait, du beurre, du fromage, de la laine, des crins, des soies de porc, voire même des faux cheveux, des cuirs, des fourrures, des os, de l'ivoire, des engrais, du musc. L'auteur ne se borne pas, du reste, à une sèche énumération de chiffres : chaque produit fait l'objet d'une monographie descriptive, historique et géographique ; à propos de matières premières, il nous renseigne sur la situation et le développement des industries qui les transforment.

Dans un ouvrage de ce genre, une bonne classification était essentielle. M. von Scherzer a divisé son sujet en un certain nombre de chapitres et de paragraphes dont voici les titres :

I. Produits alimentaires et matières premières du règne végétal :

Semences alimentaires et fruits, épices, denrées coloniales, boissons fermentées et distillées, huiles végétales, plantes industrielles, plantes médicinales, plantes tinctoriales, gommés et résines, bois de construction et d'ébénisterie.

II. Produits du règne animal :

Produits des animaux terrestres, produits des animaux marins.

III. Produits minéraux :

Combustibles, métaux, autres substances minérales.

IV. Agents chimiques de l'industrie.**V. Agents mécaniques :**

Machines, vapeur, électricité.

VI. Participation des divers peuples au commerce du monde.**VII. Monnaie et crédit :**

Métaux précieux, instruments de crédit.

VIII. Moyens de transport et de communication :

Voies navigables, chemins de fer, postes, télégraphes, câbles sous-marins, téléphonie.

IX. Organisation du monde économique :

Douanes, consulats, exposition, travail intellectuel.

X. Émigration et colonisation.

Un répertoire alphabétique des matières, et une table des poids et mesures complètent le volume et en font le vademecum obligé de l'économiste, du publiciste, et de tous ceux qui peuvent avoir un intérêt à se rendre compte, d'une manière exacte, des faits du monde économique. Ils y trouveront une mine inépuisable de renseignements précis, empruntés aux sources les plus sûres et les plus récentes, par un homme habitué à manier et à interpréter les statistiques et faisant autorité dans la matière. C'est certainement l'une des œuvres les plus remarquables qui aient paru dans le domaine de l'économie politique et de la statistique.

EMILE DE LAVELEYE.

LA COOPERAZIONE IN INGHILTERRA, saggio di sociologia economica, di Ugo RABBENO. In-12. Milano, Fratelli Dumolard, 1885.

Cet *essai de sociologie économique* est en même temps positiviste. « Ma ferme conviction, dit l'auteur, est que dans la science économique, comme dans toutes les sciences sociales, on doit donner une grande place à l'étude des faits. » Cette conviction est un peu celle de tout le monde. Les principaux faits qui frappent M. Rabbeno, c'est que la grande industrie se développe et que la petite disparaît devant elle. Il en

tions sociales, découvrir les lois, naturelles ou non, qui doivent guider les législateurs, les gouvernants, les magistrats, les agriculteurs, les industriels, les commerçants, etc. Divers publicistes, et pas des plus ignorants, se sont élevés contre ces prétentions exagérées et ont cherché à ramener la statistique dans ses limites : M. Maurice Block lisait, il y a un an ou deux, un intéressant travail sur ce sujet à l'Académie des sciences morales et politiques ; M. Léon Say revenait dernièrement à la charge, dans son discours d'ouverture pour le 25^e anniversaire de la société de statistique, mais il ne paraît pas que l'on ait beaucoup tenu compte de leurs observations, et si l'on voulait croire les statisticiens de la jeune école, on ne saurait trop user de leur méthode et l'on arriverait bientôt, comme le dit M. Pascale, à tenir compte dans les recensements, de la couleur des yeux, des cheveux, de la peau, de la rapidité du pouls, des soupirs des amants.

L'Italie étant, je crois, le pays du monde où l'on fait le plus grand usage de la statistique, il était juste que de là vint la protestation contre ses abus. M. Pascale s'est admirablement acquitté de cette mission. Son livre, écrit sous forme de lettres, est rempli d'*humour* et de science ; si l'auteur a voulu prouver qu'on pouvait être savant sans être lourd et ennuyeux, il y a parfaitement réussi. La statistique y est envisagée sous toutes ses faces : statistique judiciaire, calculs de probabilité, statistique des mariages, des suicides, des délits, etc. Tout cela est soumis à un examen sérieux au fond, quoique léger dans la forme et à une critique judicieuse. Si j'avais à développer mon opinion sur cette question, je dirais que M. Pascale fait encore trop de concessions à la statistique ; mais tel qu'il est, cet ouvrage est, je crois, ce qu'il y a de mieux en son genre, il mérite d'être traduit en français et même en *volapuk*, ne fût-ce que pour voir ce qu'y répondraient les réformateurs de la société par le moyen des statistiques, par les lois des grands nombres et des moyennes.

ROUXEL.

d'argent, il faut joindre celle des hommes, que le choléra, la dysenterie, les maladies de foie, etc., enlèvent par milliers ; ils se demandent si le Tonkin rapportera jamais de quoi couvrir cette énorme et cruelle dépense d'hommes et d'argent, enfin s'il est juste et raisonnable d'obliger les contribuables à fournir leur argent et le sang de leurs enfants à une entreprise aléatoire, engagée à la légère, et qui n'intéresse en aucune façon la sécurité et l'honneur de la nation ; ils font remarquer avec raison qu'une nation n'est pas plus tenue qu'un particulier à persévérer dans une entreprise désastreuse, et que la sagesse lui commande de s'en tirer le plus promptement possible, au lieu de s'y obstiner. A quoi les partisans de l'occupation répondent que le drapeau est engagé ; que le Tonkin vaut d'ailleurs beaucoup mieux que sa réputation, et — ce qui est plus sérieux — que la retraite des Français serait le signal du massacre des populations qui leur ont fait accueil, et en particulier des chrétiens de l'Annam et du Tonkin.

Entre ces arguments contradictoires, l'opinion publique demeure hésitante, et jusqu'à présent elle ne s'est ralliée à aucune des solutions qui lui ont été offertes : évacuation graduelle, occupation restreinte, protectorat. Il lui paraît dur d'abandonner purement et simplement une entreprise qui a déjà coûté près d'un demi-milliard, et, d'un autre côté, elle n'a aucune confiance dans la capacité du gouvernement en matière d'entreprises coloniales. Elle craint, avec grande raison, que le Tonkin ne soit pour la métropole un fardeau de plus.

A notre avis, il y aurait un moyen bien simple de concilier les deux opinions en présence, savoir : de conserver le Tonkin et d'affranchir les contribuables du fardeau qu'il leur impose ; ce serait d'en revenir au système qui a valu à l'Angleterre la possession de l'Inde, et qui va, selon toute apparence, lui procurer, sans bourse délier, l'acquisition de la grande et magnifique île de Bornéo, une acquisition autrement importante et féconde que celle du Tonkin ; nous voulons parler de la concession à une Compagnie.

On sait comment était constituée la Compagnie à laquelle l'Angleterre est redevable de la conquête de l'Inde et qu'elle a commis la faute de déposséder pour mettre le gouvernement de l'Inde en régie. On connaît moins la « *North British Borneo association* » à laquelle le gouvernement anglais a accordé le 8 novembre 1881, une charte d'investiture. Cette charte confirme la cession faite à la Compagnie par le sultan de Bornéo, moyennant une rente de 8.000 liv. sterl., d'un territoire s'étendant sur 500 milles anglais de côtes et ayant une superficie de 3.000 milles carrés. La Compagnie concessionnaire est autorisée à exercer sur ce territoire tous les droits de sou-

Dans la courte discussion à laquelle elles ont donné lieu, le rapporteur de la Commission et le ministre de l'agriculture ont produit des statistiques qui semblent attester que les droits votés au commencement de cette année sont demeurés sans influence sur les prix. Nous ferons remarquer qu'il est fort difficile, sinon impossible, de savoir quels eussent été les prix si les droits n'avaient pas été établis. Mais de deux choses l'une, ou la protection ne contribue pas à élever les prix et dans ce cas elle est inutile, ou elle les élève et alors elle oblige les consommateurs de blé et de viande à payer aux propriétaires fonciers un impôt égal à la différence des prix sous les deux régimes de la protection et du libre-échange. Cet impôt qui s'ajoute à ceux que les consommateurs de blé et de viande payent à l'État est-il légitime ? Est-il juste de taxer une catégorie de citoyens au profit d'une autre ? Nous n'ignorons pas que tel est le principe sur lequel reposent la charité légale et la taxe des pauvres. Mais ce principe n'a jamais été reconnu en France ; nos législateurs se sont toujours — et avec raison — refusés à consacrer le « droit à l'assistance ». Ce droit que l'on refuse aux gens dépourvus de propriété, est-il juste et raisonnable de l'accorder aux propriétaires ?

On objecte, à la vérité, que les droits qu'il s'agit d'aggraver sont purement « compensateurs », c'est-à-dire qu'ils ont pour objet de compenser les impôts qui pèsent sur la propriété foncière. Seulement, ces impôts, les droits compensateurs ne les suppriment pas ; ils les déplacent, en obligeant les consommateurs de blé et de viande à les rembourser aux propriétaires fonciers. Ne serait-il pas plus simple et plus honnête de supprimer l'impôt foncier et de le remplacer par une taxe de 25 0/0 sur le pain et la viande ? Le résultat serait le même et on ne tromperait personne.

*
* *

Le gouvernement belge s'est enfin décidé à adhérer à l'Union monétaire, qui va se trouver ainsi reconstituée à la grande commodité des consommateurs de monnaie. Espérons qu'il ne sera plus question de la rompre.

*
* *

Les élections anglaises, les premières qui aient eu lieu sous le nouveau régime du suffrage élargi, ont donné la majorité aux libéraux. Deux questions ont influé en sens opposé sur le résultat du vote : la question de la séparation de l'Église et de l'État et celle du *free trade*. L'opinion publique n'est pas encore édifiée sur la première, et ses préjugés ont été habilement exploités par les conservateurs, quoique les libéraux, M. Gladstone et même M. Bright eussent ré-

France ou l'Allemagne, ou dans nos colonies, l'Australie et le Canada, par tout les protectionnistes, les hommes qui ont les mains dans les poches d'un triomphe applaudissements et rires(se réjouiront, et ils se demanderont par quel hasard un si grand homme d'État est devenu premier ministre de l'Angleterre nouveaux rires). Mais examinons un moment ce que vaut cette politique de réciprocité et à quoi elle peut aboutir. Si vous pouviez aller dans un pays étranger, comme M. Cobden est allé auprès du gouvernement de l'empereur des Français, en 1860, et dire : « Vous avez un tarif qui me paraît déraisonnable ; il empêche le commerce entre nos deux pays. Je suis chargé par mon gouvernement de vous dire qu'il est disposé à accorder certaines réductions de droits sur vos marchandises (réductions qu'il aurait au surplus trouvé bon de faire en dehors de tout traité), si vous voulez abaisser vos droits sur les nôtres. Vous offririez ainsi quelque chose — et le gouvernement, soit de l'empereur ou de la République — est la même chose — pourrait, si cela lui convenait, accepter votre offre et effectuer le changement que vous lui auriez proposé. Mais supposons que vous alliez dans un pays auquel vous n'avez rien à offrir et que vous disiez : Nous allons élever les droits sur vos marchandises jusqu'à ce qu'il vous plaise de réduire ceux dont vous frappez les nôtres. Au lieu d'une offre, ce sera-ce pas une menace, et je vous demande de quelle façon le gouvernement anglais répondrait à qui lui tiendrait un pareil langage ? Est-ce bien en prenant ce chemin qu'on peut arriver à la liberté du commerce ?

* * *

La décadence du commerce de l'Angleterre, sous le régime du *free trade*, est le thème favori des *fair traders*, et ils citent à l'appui les relevés du commerce extérieur en 1884, qui accusent en effet une diminution considérable sur les années précédentes. Citons les chiffres :

Importations et exportations en 1880.....	697.615.000 Liv. st.
— 1881.....	693.836.000
— 1882.....	710.662.000
— 1883.....	731.041.000
	<hr/>
	2.041.174.000 Liv. st.
Moyenne annuelle.....	710.293.000 Liv. st.
Importations et exportations en 1884.....	685.147.000
	<hr/>
Diminution en 1884.....	25.146.000 Liv. st.

Cette diminution se partage ainsi : 21.625.000 liv. st. pour les importations et 3.225.000 liv. st. pour les exportations. A quoi faut-il l'attribuer ? Est-ce, comme le prétendent les protectionnistes, à une diminution de la puissance productive de l'Angleterre ? L'industrie

et d'industrie, et l'on s'explique ainsi la continuation de l'accroissement général du bien-être, accusé par l'augmentation de la consommation des articles de confort, et des dépôts aux caisses d'épargne, la diminution du paupérisme, etc.

Le libre-échange sans réciprocité n'est donc pas en train de tuer l'industrie britannique, comme le prétendent les *fair traders*. On pourrait affirmer même que l'Angleterre n'est aucunement intéressée à provoquer un abaissement quelconque des tarifs protectionnistes des nations avec lesquelles elle se trouve en concurrence sur le vaste marché du monde. Au contraire ! Bien loin de souhaiter que l'Allemagne, la France, l'Autriche et les États-Unis même adoptent une politique de libre-échange, elle serait plutôt intéressée à les voir exhausser encore leurs tarifs. En effet, le seul avantage qu'elle possède sur ses concurrents, à une époque où les procédés industriels sont à peu près les mêmes partout et où les prix des capitaux et du travail tendent à se niveler, grâce au progrès des moyens de communication, le seul avantage qu'elle possède, disons-nous, provient de ce que les frais de production de ses industries d'exportation ne sont point artificiellement renchérissés par la protection, tandis qu'ils le sont ailleurs. Ses constructeurs de machines, par exemple, peuvent se procurer tous les éléments de leur production, le fer, la houille, le bois, etc., aux prix de libre-échange, tandis que leurs concurrents allemands, français, américains, sont obligés d'y ajouter la taxe de la protection qu'ils payent aux propriétaires de charbonnages et de forêts et aux maîtres de forges. Ainsi du reste. Et plus la différence est grande, plus les tarifs protectionnistes sont élevés dans les pays qui lui font concurrence, plus elle a de chances de l'emporter sur eux dans le vaste marché du monde. On peut donc se demander si l'Angleterre n'est pas plus intéressée à voir ses concurrents devenir de plus en plus protectionnistes qu'à les voir se convertir au libre-échange. Le libre-échange est-il autre chose en définitive qu'un procédé ou une machine perfectionnée qui permet de produire à meilleur marché, et ceux qui ont l'avantage de posséder une machine de ce genre n'ont-ils pas un avantage évident à en conserver le plus longtemps possible le monopole ?

*
* *

Un de nos correspondants, membre du Cobden Club, regrette, dans une lettre que nous publions plus haut, de voir ce club du *free trade* devenir un instrument de propagande radicale. En même temps que l'excellente brochure de M. Mongredien, le Cobden Club a publié les discours d'un des chefs du radicalisme, M. Chamberlain,

rale et que la Prusse s'est empressée alors d'offrir l'hospitalité aux expulsés. Aujourd'hui, personne ne songe à protester, ni en Allemagne, ni ailleurs, contre l'expulsion des Polonais. Décidément, nous sommes en progrès.

*
* *

Les politiciens grecs ont voulu marcher sur les traces de leurs confrères serbes. Tandis que ceux-ci ont entrepris d'agrandir leur débouché aux dépens de la Bulgarie, — on sait avec quel succès ! — ceux-là se sont mis en mesure de conquérir la Macédoine. Dans le projet de budget que le gouvernement vient de présenter aux Chambres, les dépenses extraordinaires de l'armement et de l'entretien des troupes figurent pour 82.194.000 drachmes, sans parler de 8 millions pour la marine.

Il est vrai, lisons-nous dans la *Correspondance politique* de Vienne, que le gouvernement se montre inflexible pour l'exécution des mesures financières, telles que l'impôt sur le capital et le revenu, la nouvelle loi sur le timbre, le prélèvement sur les paiements effectués par les caisses de l'État, des communes ou de la Banque, la retenue sur les traitements, etc., mesures qu'on peut appeler extrêmes, si l'on pense qu'elles frappent surtout de pauvres employés qui ont déjà assez de peine à gagner leur vie, ainsi que les classes peu aisées de la bourgeoisie. Partout il faut trouver de l'argent pour les préparatifs militaires, qui se poursuivent avec toujours plus d'activité. La Banque Nationale a effectué la semaine dernière, conformément au cours forcé, un versement de deux millions en argent et de 17 millions en papier. La loi sur l'emprunt dit patriotique a été publiée hier, les contributions doivent commencer le 1^{er} novembre, les tarifs douaniers ont été considérablement augmentés.

Nous ignorons si le gouvernement grec réussira à s'annexer la Macédoine ; mais, en attendant cette conquête hypothétique, il pourrait bien ruiner ses contribuables et ses créanciers.

*
* *

Dans le message annuel, adressé le 8 décembre au Congrès par le président des États-Unis, M. Cleveland, nous notons les passages suivants :

Le président espère fermement que la prohibition vexatoire de l'importation de la viande de porc américaine en France sera supprimée. Il recommande, dans l'intérêt des artistes américains établis à l'étranger, l'abolition du tarif différentiel concernant les œuvres d'art.

Le président annonce ensuite qu'il a décidé de ne pas soumettre au Sénat le projet du canal du Nicaragua, parce qu'il est opposé à une poli-

latine, ou Guide des négociants, des banquiers et des émigrants de l'Europe. In-8 de viii-126 p. Paris, à la « Revue sud-américaine ».

LAMY (Louis DE). *Éléments de droit usuel* (droit civil, droit commercial, droit civique) et d'économie politique. In-12 de vi-354 p. Paris, Delagrave.

LAURENT-HANIN. *Histoire municipale de Versailles* ; politique, administration, finances (1787-99). T. I. In-8 de xxviii-380 p. Versailles, Cerf.

LÉGITIME (général F.-D.). *Une année au ministère de l'agriculture et de l'intérieur*. In-8 de xxxiv-388 p. Paris, Challamel.

LYON-CAEN (L.). V. CAHEN.

NESTOR. *L'armée et la France de 1885*, réponse à l'auteur de « l'Armée et la démocratie ». In-8 de 80 p. Paris, Westhauser.

Notice sur la transportation à la Guyane française et à la Nouvelle-Calédonie pour les années 1882-83. In-8 de 584 p. et cartes. Paris, Impr. nationale.

Notices coloniales publiées à l'occasion de l'exposition universelle d'Anvers, en 1885. T. III. In-8 de viii-768 p. [Ministère de la marine et des colonies.]

PERREY (Louis). *Les traités de commerce et la fortune publique*. In-8 de 12 p. Troyes, Lacroix.

Phare (le) de l'Est, journal républicain progressiste, organe des intérêts de l'Est de l'Algérie et de la Tunisie. N° 1 (19 septembre 1885). In-f° de 4 p. à 4 col. Paraît les mardi, jeudi, samedi. Bône, impr. centrale.

PIERRE. *Un peu de tout à propos d'une réforme financière*. In-8 de 36 p. Langres, Rallet-Bideaud.

Radical (le) progressiste, journal des revendications républicai-

nes. N° 1 (20 sept. 1885). Petit in-f° de 4 p. à 4 col. Cavaillon, impr. Mistral.

RAMBAUD (Alfred). *Histoire de la civilisation française, depuis les origines jusqu'à la Fronde*. In-18 de viii-620 p. Paris, Colin.

Répertoire français des références financières, commerciales et industrielles. Année 1885. In-4 de 560 p. Lyon, impr. spéciale.

République (la) sociale, organe des revendications de la démocratie républicaine, n° 1 (30 septembre 1885). In-f° de 4 p. à 3 col. Bi-hebdomadaire. Saint-Etienne, impr. Ménard.

RIVIÈRE (H.-F.). V. BÉDARIDE.

ROSSI (V.). IDEVILLE.

STEPHANE. *La vérité sur le tribunal de commerce*, ou les agréés, les huissiers, les syndics, les commissaires-priseurs, les greffiers, etc. In-8 de 32 p. Paris, impr. Mœglin.

Tarif officiel des douanes. 1^{er} fascicule. Observations préliminaires ; Tableaux des droits ; Notes. In-4 de ccxl-558 p. Paris, Hachette.

Travaux et mémoires du bureau international des poids et mesures. T. IV. In-4 de cxclviii-228 p. Paris, Gauthier-Villars.

TELLIEZ (René). *Principes élémentaires d'économie politique*. 4^e éd. In-12 de 134 p. Paris, Delagrave.

Union (l') socialiste révolutionnaire, organe du comité électoral central de la Seine. N° 1 (26 sept. 1885). Paraît les mercredi et samedi. In-f° de 8 p. à 6 col. Paris, 16, rue du Croissant.

VILLENEUVE. *L'anarchie et le comité de salut public en 1793*. In-18 de 526 p. Paris, Charavay.

XÉNOPHON. *Économique*, texte grec. Avec introduction et notes de Ch. Graux. In-16 de 180 p. Paris, Hachette.

Chambres. V. Histoire.

Chemins de fer. Ce que coûtent les — de l'État, par M. A. Neymarck, *février*, 279. — De la réforme de l'administration des — de l'État, par M. Duverger, *août*, 184. *septembre*, 349. — Les tarifs de —, lettre de M. Paul Muller, 250. — Réponse de M. Max Hoffmann, *novembre*, 275. — Un deuxième pas dans la voie d'une révision de tarifs de —, par M. E. Lamé-Fleury, *octobre*, 214. — Les — en Europe en 1884, *novembre*, 279. — V. *Etat*.

Chinoiserie administrative, lettre de M. Hubert-Valleroux, *juin*, 413.

Chronique économique, par M. G. de Molinari, rédacteur en chef. Termine chaque livraison mensuelle. [Celles de septembre et d'octobre rédigées, par *intérim*, par M. Rouxel.]

Coalitions. Les — commerciales d'aujourd'hui, par M. Georges Salomon, *février*, 177.

Cobden-Club. Les publications à bon marché du —, un exemple à suivre, par A. R., *février*, 292. — Banquet annuel du —, par F. de Fontpertuis, *juillet*, 82. — Invasion du radicalisme au —, *décembre*, 423.

COCQUIEL (Ch. DE). V. *Crise, Monnaies*.

Colonies. La politique coloniale, par M. Yves Guyot, *janvier*, 12. — La puissance coloniale du Royaume-Uni, par M. Ad.-F. de Fontpertuis, *mai*, 221. V. *Commerce*.

Commerce. La politique commerciale et la politique coloniale, par M. Rouxel, *juin*, 379.

Communes. V. Finances.

Comptes rendus des ouvrages de : M^{me} J. Adam, *juin*, 456; MM. Allard, *mars*, 474; — J.-J. de Aréchaga, *décembre*, 467; — Atkinson, *mai*, 300; — Bertagnolli, *juillet*, 137; — L. Bertrand, *février*, 324; — Aug. Blanqui, *septembre*, 442; — Bridel, *septembre*, 450; — Bulhoes, *avril*, 145; — A. Busquet, *juin*, 455; — Em. Cacheux, *avril*, 140; — H. Cernuschi, *mars*, 479, *juillet*, 140; — Challamel, *octobre*, 148; — Convert, *septembre*, 457; — Cossa, *mai*, 298; — H. Denis, *janvier*, 146, *novembre*, 301; — Dowell, *novembre*, 301; — H. Fawcett, *février*, 327; — E. Ferri, *mai*, 307; — Fouillé, *décembre*, 463; Fournier de Flaix, *no-*

vembre, 298; — Jos. Garnier, *juin*, 450; — A. Georgiadès, *juillet*, 141; — Mathurin Gillet, *janvier*, 135; — Grandean, *juin*, 463; — P. Guillemillot, *février*, 322; — Hubert Valleroux, *janvier*, 139; — Hyde, *mai*, 300; — Jourdan, *septembre*, 453; — G. Lafargue, *février*, 317; — Lanier, *avril*, 143; — Laveleye, *mars*, 488; — R. Lavollée, *février*, 319; — Le Senne, *janvier*, 138; — Levallois, *septembre*, 460; — Lopez Lomba, *avril*, 136; — Masseron, *mai*, 305; — Ed. Michaux, *février*, 326; — Montagne, *avril*, 139; — E. Pascalle, *décembre*, 471; — L. Pauliat, *avril*, 147; — Perrens, *janvier*, 137; — Picot, *octobre*, 144; — F. Pidoux, *janvier*, 136; — N. Pierson, *avril*, 137; — Posada, *septembre*, 447; — U. Rabbeno, *avril*, 134, *décembre*, 470; — B. Raimondo, *janvier*, 151; — Risler, *janvier*, 131; — Th. Rogers, *avril*, 139; — Rossi, *mars*, 481; — Rousse, *janvier*, 148; — Is. Sachs, *juillet*, 138; — Saint-Girons, *mars*, 481; — Santa-Anna-Néry, *juin*, 460; — Karl von Scherzer, *décembre*, 469. H. Spencer, *février*, 312; — G. Sumner, *novembre*, 296; — Testelin, *juillet*, 138; — Toynbee, *avril*, 125; — d'Ussel, *mai*, 301; — Vasta, *janvier*, 150; — Vigano, *septembre*, 446; — Villey, *août*, 299; — Vrolik, *avril*, 137; — F.-A. Walker, *octobre*, 146.

Concurrence. Formes et transformations de la —, par M. G. de Molinari, *octobre*, 5.

Conflits. V. Politique.

Congrès. Le 55^e — scientifique du Royaume-Uni, par M. H. Taché, *décembre*, 411.

Conservateur (parti). Une déclaration de principes du — au Pérou, par la « Société des Trois Vertus », *janvier*, 108.

Coopération. V. Société.

Crise. La — en Belgique, par M. Ch. de Cocquiel, *février*, 196. — La — et la contraction monétaire, lettre de M. Em. de Laveleye, *mars*, 411. — La — financière de 1830, par M. G. du Puynode, *novembre*, 161. — L'enquête anglaise sur la crise commerciale et industrielle, *décembre*, 340. — La — agraire italienne, L'enquête, par M. Fr. Bernard, 183, 344.

Cuisines (les) publiques du capi-

Impôt foncier. La péréquation de l'—, lettre de M. G. de Puynode, *décembre*, 419. V. *Société d'économie politique*.

INDE. La panique de l'—, par M. G. de Molinari, *mai*, 269.

Instruction. L'— primaire aux États-Unis, par M. Bérard-Varagnac, *août*, 231. — L'— des femmes. L'Etat et l'initiative privée, lettre de M. F. Passy, *août*, 255.

ITALIE. V. *Crise*.

Journal des Économistes. Préface de la 44^e année, *janvier*, 5. — Table de 1885, *décembre*, 487.

Justice. Pourquoi la — est si lente, par M. Albert Bataille, *avril*, 101.

KERRILIS. V. *Associations*.

LAMAS (Pedro-S.). V. *Argentine*.

LAMÉ-FLEURY (E.). V. *Chemins de fer*.

LAVELEYE (Ém. DE). V. *Crise*,

LEFORT (Joseph). V. *Académie*.

Législateur. Du mandat du — et de ses limites, par M. E. Martineau, *février*, 217, *août*, 161.

Législation. V. *Protection*.

LETORT (Ch.). V. *Société d'économie politique*.

LEVI (Leone). V. *Ouvriers*.

Liberté. Les effets de la — du travail, par M. G. Fauveau, *septembre*, 345. — La Ligue anglaise pour défendre la — et la propriété, par M. A. Raffalovich, *novembre*, 262.

LIESSE (André). V. *Enquête*.

Ligue anglaise pour la défense de la propriété, par M. A. Raffalovich, *novembre*, 262.

Loyers. Humbles remontrances à MM. les ouvriers de Paris au sujet de la question des —, par M. Hubert-Valleroux, *octobre*, 90.

LUNIER (Dr). V. *Population, Nécrologie*.

Maladie. V. *Ouvriers*.

MALAPERT (F.). V. *Travail*.

MANITOBA. Notes sur le —, *juin*, 421.

MARBEAU (Eug.). V. *Femmes*.

Marchés à terme. Loi sur les —, *mai*, 266.

MARTINEAU (E.). V. *Législateur*.

Médecins. De la rareté des — de la cherté des médicaments et de l'abondance des sorciers en Russie, *septembre*, 429.

MILLAUD (Édouard). V. *Statistique*.

Mines. Extrait du Rapport de M. Lamé-Fleury sur les — de l'Annam et du Tonkin, *février*, 268.

Misère. La — en Angleterre, la condition du pauvre à Bristol, par M. A. Raffalovich, *juin*, 354.

MOLINARI (Gustave DE). V. *Année, Chronique, Concurrence, Douanes, Économie politique, Esclaves*, GUILLAUMIN, *Inde, Protection, Tarifs*.

Monnaies. L'interpellation monétaire du 7 mars 1885, par M. E. de Parieu, *avril*, 32. — L'Union monétaire; les pièces belges, lettre de M. J. Chailley, *août*, 252; — lettre de M. Ch. de Cocquiel, *octobre*, 116. — Conférence monétaire [juillet 1885], *août*, 275. — Réponse de M. S. Vissering au compte rendu de M. Chailley, *mai*, 260. V. *Crise, Société d'économie politique*.

MORMONS. La guerre aux —, *juillet*, 112.

MULLER (Paul). V. *Chemins de fer, Finances, Transports, Vignoble*.

Nationalité. La — exclusive, lettre de M. Ivan de Golovine, *mars*, 422.

Nécrologie. Économistes morts en 1884, par M. Edmond Renaudin, *janvier*, 172.

Nécrologie de 1885. — Edm. About, *février*, 293; — V. Bonnet, *août*, 282; — Dumesnil-Marigny, *mai*, 274; — Pascal Duprat, *septembre*, 433; Félicité Guillaumin, *mars*, 449; — Haincque de Saint-Senoch, *novembre*, 281, *décembre*, 459; — Ch. Lan, *mai*, 274; — Lunier, *septembre*, 433; — J.-H. Magne, *septembre*, 433; — Mailfer, *janvier*, 111; — P. Torrigliani, *août*, 282, *septembre*, 431; — Vuitry, *juillet*, 116.

NEYMARCK (Alfred). V. *Chemins de fer, État*.

OCÉANIE. V. *HAVAI*.

Ouvriers. L'application de la loi sur l'assurance des — contre la maladie en Allemagne, note de M. A. R., *janvier*, 104. — Les pensions de retraite des —, lettres de M. J.-B. Girard, *février*, 281. — Ce que gagnent les — anglais, note de M. Léon Levi, 291. — Du recours de l'— contre le patron en cas d'accident, par M. H. Pascaud, *septembre*, 365, *novembre*, 275. — V. *Associations, Loyers*.

Pain. Ligue nationale contre le renchérissement du — et de la viande,

7 avril. La domesticité au point de vue économique, 110.

5 mai. La France a-t-elle intérêt à prolonger l'Union monétaire latine?, 275.

5 juin. De l'enseignement agricole au point de vue économique, 430.

5 juillet. La participation aux bénéfices est-elle contraire aux principes économiques?, 117.

5 août. Des causes économiques du non accroissement de la population en France, 285.

5 septembre. L'accroissement des prix est-il un signe de la prospérité publique? 433.

5 octobre. La propriété intellectuelle peut-elle être limitée, comme temps, par la loi? 128.

5 novembre. De la péréquation de l'impôt foncier, 282.

5 décembre. La distinction à faire entre l'impôt réel et l'impôt personnel a-t-elle un intérêt scientifique ou pratique, 447.

Société belge d'économie politique. Réunion du 20 déc. 1884 janvier, 127.

Société de statistique de Paris. Compte rendu de ses séances dans les numéros de janvier, 124; février 209; mars, 467; avril, 122; mai, 280 juin, 117; juillet, 132; août, 296; novembre, 292; décembre, 471. — Les présidents de la —; H. Passy, par M. Antony Roullhet, juillet, 94.

Société des agriculteurs de France. Session de 1885, par C. L. mars, 471.

Sociétés. Les — ouvrières de production, par M. R. de Fontenay septembre, 321. — Histoire d'une — coopérative, par M. Jules Rambaud octobre, 103.

Sorciers. V. Médecins.

Statistique. Institution d'un conseil supérieur de —. Rapport de MM. Maur. Rouvier et Edouard Millaud, mars, 425, 427; — décret, 439. — Le Congrès de — de Londres, juillet, 97. — La — agricole de la France pour l'année 1884, par M. F. Bernard, septembre, 418.

STOURM (René). V. Finances.

Subvention. V. Protection.

SUISSE. V. Alcoolisme.

Taché. V. Congrès.

Tailleurs. V. Grèves.

Tarifs. Les guerres de —, par M. G. de Molinari, juillet, 104.

Télégraphe. Le — et le téléphone en Russie, juillet, 109.

TONKIN. V. Mines.

TORRENS (Act.). V. Propriété.

Transport. Sur les prix de —, par M. Paul Muller, avril, 90. — Sur le prix des —, lettre de M. Max Hoffmann, mai, 261.

Travail. De l'application des lois sur le — des enfants et des filles mineures, par M. F. Malapert, novembre, 232. V. Femmes, Liberté.

TRÉVIER (E.). V. Gibraltar.

TUNISIE. V. Propriété.

Union monétaire. V. Monnaies, Société d'économie politique.

VENEZUELA. Convention financière avec la France, décembre, 431.

VENISE. V. Grèves.

Vêtement. V. Grèves.

Vlande. V. Pain.

Vignoble (le) français, par M. Paul Muller, juin, 404.

VISSEING (S.) V. Monnaies.

WALRAS (Léon). V. GOSSEN.

WELLS (David-A.) V. Protection.

WOLFF. V. Cuisines.

Edmond Renaudin.

TABLE

DES MATIÈRES DU TOME TRENTE-DEUXIÈME

QUATRIÈME SÉRIE

N° 10. — Octobre 1885.

FORMES ET TRANSFORMATIONS DE LA CONCURRENCE, par M. G. DE MOLINARI, correspondant de l'Institut.....	5
UN DEUXIÈME PAS DANS LA VOIE D'UNE REVISION DES TARIFS DE CHEMINS DE FER, par M. E. LAMÉ-FLEURY, conseiller d'État.....	21
REVUE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES DE L'ÉTRANGER, par M. MAURICE BLOCK, membre de l'Institut.....	47
L'ÉGYPTÉ CONTEMPORAINE; SA PRODUCTION ET SA SITUATION ÉCONOMIQUE, par M. AD.-F. DE FONTPERTUIS.....	74
HUMBLES REMONTRANCES A MESSIEURS LES OUVRIERS DE PARIS AU SUJET DE LA QUESTION DES LOYERS, par M. HUBERT-VALLEROUX.....	90
HISTOIRE D'UNE SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE, par M. JULES RAMBAUD.....	103
LES FINANCES DES COMMUNES EN ALLEMAGNE, par M. PAUL MULLER.....	112
CORRESPONDANCE. — L'union monétaire. Les pièces belges. par M. CH. DE COCQUIEL.....	117
BULLETIN. — I. Publications du <i>Journal officiel</i>	118
II. Les conflits internationaux et la politique internationale, par M. FRÉDÉRIC PASSY, membre de l'Institut.....	119
III. La révolution de la sagesse, par M. JULES RICHARD.....	121
VI. L'histoire en chiffres, par M. EDMOND RENAUDIN.....	124
SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE. — <i>Réunion du 5 octobre 1885</i> . — COMMUNICATIONS : Le Congrès des sociétés savantes à la Sorbonne. Programme de la section des sciences économiques et sociales. — Inauguration du buste de Joseph Garnier à Beuil (Alpes-Maritimes). — DISCUSSION : La propriété intellectuelle peut-elle être limitée, comme temps, par la loi? — OUVRAGES PRÉSENTÉS. — Compte rendu par M. CHARLES LETORT.....	127
COMPTES RENDUS. — <i>Annuaire statistique de la province de Buénos-Ayres</i> , par M. CONI; <i>Résumé statistique pour le royaume des Pays-Bas (1850-1883)</i> ; compte rendu par M. AD.-F. DE FONTPERTUIS. — <i>Notices coloniales</i> , publiées à l'occasion de l'Exposition universelle d'Anvers en 1885; comptes rendus par M. ARTHUR RAFFALOWICH. — <i>Un devoir social et les logements d'ouvriers</i> , par M. G. PICOT; — <i>Economie politique</i> , par M. FRANCIS WALKER;	

comptes rendus par M. COURCELLE-SENEUIL, membre de l'Institut.	
— <i>La France et les Français à travers les siècles</i> , par M. AUGUSTIN CHALLAMEL; compte rendu par Ed. RENAUDIN.....	138
CHRONIQUE ÉCONOMIQUE. — Le socialisme de la nouvelle Chambre.	
— L'impôt sur le revenu. — Le Congrès des instituteurs au Havre. — Le prix de la science. — Les lycées des jeunes filles. — Encouragement à la population. — Inauguration de la colonisation scientifique officielle. — Étranger : La question d'Orient. — Les élections en Angleterre et en Allemagne. — La vaccination au Canada <i>manu militari</i> . — La crise économique et financière mexicaine et son remède. — Par M. ROUXEL.....	149
BIBLIOGRAPHIE ÉCONOMIQUE.....	159

N° 10. — Novembre 1885.

LA CRISE FINANCIÈRE DE 1830, par M. GUSTAVE DU PUYNODE.....	161
LA CRISE AGRAIRE ITALIENNE; L'ENQUÊTE, par M. FRANÇOIS BERNARD....	183
REVUE CRITIQUE DES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES EN LANGUE FRANÇAISE, par M. ROUXEL.....	204
DE L'APPLICATION DES LOIS SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS ET DES FILLES MINORES, par M. F. MALAPERT.....	232
LE DIX-HUITIÈME CONGRÈS DES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE LA GRANDE-BRETAGNE, par M. L. KERRILIS.....	245
LE QUATORZIÈME CONGRÈS DE L'ASSOCIATION FRANÇAISE POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES, par M. X.....	253
LA LIGUE ANGLAISE POUR DÉFENDRE LA LIBERTÉ ET LA PROPRIÉTÉ, par M. ARTHUR RAFFALOVICH	262
LA DÉMOCRATIE D'APRÈS UN LIVRE RÉCENT, par M. JOSEPH CHAILLEY....	267
CORRESPONDANCE. — I. Les tarifs [de chemins de fer, par M. MAX HOFFMANN	275
II. Le recours de l'ouvrier contre le patron, par M. H. PASCAUD.....	275
BULLETIN. — I. Publications du <i>Journal officiel</i>	277
II. Discours de M. JOHN MARLEY à Nottingham.....	278
III. Les chemins de fer en Europe en 1884.....	279
IV. Les professions féminines en Angleterre.....	280
SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE. — Réunion du 5 novembre 1885. — NÉCROLOGIE : M. Haincque de Saint-Senoch. — DISCUSSION : De la péréquation de l'impôt foncier. — OUVRAGES PRÉSENTÉS. — Compte rendu par M. CHARLES LETORT.....	281
SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS.....	292
COMPTES RENDUS. — <i>Le Protectionnisme</i> . L'Isme qui nous enseigne que gaspillage crée richesse, par WILLIAM GRAHAM SUMNER; comptes rendus par M. COURCELLE-SENEUIL. — <i>La réforme de l'impôt en France</i> , par M. E. FOURNIER DE FLAIX; compte rendu par M. H. LAMANE. — <i>A History of Taxation and Taxes in</i>	

TABLE DES MATIÈRES.

495

<i>England</i> , par M. STEPHEN DOWEL; compte rendu par M. A. R.	
— <i>La caisse agricole</i> ; histoire des prix en Belgique, par M. H. DENIS; compte rendu par M. F. B.....	296
CHRONIQUE ÉCONOMIQUE. — Encore la question d'Orient. — Les origines et les causes de la révolution rouméliote. — La situation de la Macédoine. — Le partage de la Turquie. — Le renouvellement de la convention monétaire à l'exclusion de la Belgique. — Conséquences du refus du gouvernement belge d'adhérer à la nouvelle convention. — Le protectionnisme appliqué au travail. L'expulsion des Polonais de l'Allemagne. — Le massacre des Chinois aux États-Unis. — Les quarantaines en Portugal. — Échec du protectionnisme agricole en Italie. — Les mesures contre l'alcoolisme en Suisse et en Russie. — La corporation des pharmaciens et les gilets de flanelle. — La corporation des collectivistes et ses remèdes obligatoires. — par M. G. DE MOLINARI.	303
BIBLIOGRAPHIE ÉCONOMIQUE.....	319

N° 12. — Décembre 1885.

UN ÉPISODE DE NOTRE HISTOIRE FINANCIÈRE. Le vol du Trésor en 1832 et l'intervention des ministres des finances dans les affaires de Bourse, par M. LÉON SAY, membre de l'Institut.....	321
L'ENQUÊTE ANGLAISE SUR LA CRISE COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE, par M. ARTHUR RAFFALOVICH.....	342
LA CRISE AGRAIRE ITALIENNE; L'ENQUÊTE, par M. FRANÇOIS BERNARD...	344
L'ALCOOLISME EN SUISSE ET L'ENQUÊTE FÉDÉRALE, par M. ÉMILE BONJOUR..	365
REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES (du 15 août au 15 novembre 1885), par M. JOSEPH LEFORT.....	379
LA POLITIQUE DE M. JOHN BRIGHT, par Mlle SOPHIE RAFFALOVICH.....	397
LE 55 ^e CONGRÈS SCIENTIFIQUE DU ROYAUME-UNI, par M. HENRI TACHÉ ..	411
CORRESPONDANCE. — I. La péréquation de l'impôt, par M. GUSTAVE DU PUYNODE.....	419
II. L'invasion du radicalisme dans le Cobden Club, par M. X...	423
BULLETIN. — I. Publications du <i>Journal officiel</i> ..	424
II. La déclaration du gouvernement à l'ouverture de la session.	426
III. Convention entre la France et le Venezuela.....	431
IV. Les élections en Angleterre.....	433
V. Le canal maritime du Nord à la Baltique.....	442
VI. Protection, subvention, législation et autres bagatelles....	443
SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE. — Réunion du 5 décembre 1885. — Admission de nouveaux membres. — COMMUNICATION : Prix proposés par l'Académie des sciences morales et politiques. — DISCUSSION : La distinction à faire entre l'impôt réel et l'impôt personnel a-t-elle un intérêt scientifique? — OUVRAGES PRÉSENTÉS. — Compte rendu par M. CH. LETORT.....	447
SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS.....	459

COMPTES RENDUS. — <i>La propriété générale et la démocratie</i> , par M. A. FOUILLÉE ; — <i>La liberté politique</i> ; fragments d'un cours de droit constitutionnel, par M. J.-J. de ARÉCHAGA ; comptes rendus par M. COURCELLE-SENEUIL. — <i>La vie économique des peuples</i> , par M. KARL VON SCHERZER ; compte rendu par M. EM. DE LAVELEYE. — <i>La coopération en Angleterre</i> , essai de sociologie économique, par M. UGO RABBENO ; — <i>Uso ed abuso della statistica</i> , studio de EMILIO PASCALE ; comptes rendus par M. ROUXEL.	463
CHRONIQUE ÉCONOMIQUE. — La déclaration du gouvernement au début de la session parlementaire. — Une solution économique de la question du Tonkin. — Les propositions d'augmentation du tarif des céréales et des bestiaux. — L'adhésion de la Belgique à l'Union monétaire. — Les élections anglaises et le discours de M. Bright à Rochdale. — La prétendue décadence commerciale de l'Angleterre appréciée par M. Augustus Mongredien. — Le radicalisme dans le Cobden Club. — Le congrès des économistes allemands. — L'expulsion des Polonais du royaume de Prusse et la révocation de l'édit de Nantes. — Ce que coûte à la Grèce l'humeur belliqueuse de ses politiciens. — Le message du président des États-Unis et ses tendances libérales. — Le Congrès libre-échangiste de Chicago. — Le progrès en Chine. Les jeunes lettrés et les vieux Chinois. — Par M. G. DE MOLINARI.....	473
BIBLIOGRAPHIE ÉCONOMIQUE	478
TABLE ALPHABÉTIQUE DES ARTICLES ET DES NOMS D'AUTEURS CONTENUS DANS LES QUATRE VOLUMES DE L'ANNÉE 1885	487

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES DU TOME XXXII, 4^e SÉRIE.

Le Gérant : P. GUILLAUMIN.

Paris. — A. PARENT, imp. de la Faculté de médecine, A. DAVY, successeur,
52, rue Madame et rue Corneille, 3.

